Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Direction des Finances
Réf : PC/EE
Tél. : 04.66.78.89.00

C2023_04_01

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Budget Supplémentaire 2023

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Vu la délibération C2023_02_05 du Conseil de Communauté en date du 13 Avril 2023 relative au Budget Primitif 2023,

Vu la délibération C2023_03_03 du Conseil de Communauté en date du 29 juin 2023 relative au compte administratif 2022,

Vu la délibération C2023_03_05 du Conseil de Communauté du 29 juin 2023 relative à la reprise consolidée des résultats 2022 : intégration des résultats du budget Lotissement industriels La Grand'Combe dans le budget principal,

Vu la délibération et C2023_03_06 en date du 29 Juin 2023 relative à l'affectation des résultats 2022 du budget principal et des budgets annexes,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 27 Septembre 2023,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

Le Budget Supplémentaire de la Communauté Alès Agglomération qui s'équilibre en dépenses et en recettes de la manière ci-après :

BUDGET PRINCIPAL

Section INVESTISSEMENT	22 327 770,32 €
Section FONCTIONNEMENT	15 966 847,58 €
TOTAL	**38 294 617,90 €**

Construction & Gestion des Bâtiments à vocation économique

Section INVESTISSEMENT	2 616 409,62 €
Section FONCTIONNEMENT	198 035,41 €
TOTAL	**2 814 445,03 €**

Pôle Mécanique

Section INVESTISSEMENT	899 798,37 €
Section FONCTIONNEMENT	0,00 €
TOTAL	**899 798,37 €**

Lotissements Industriels Alès

Section INVESTISSEMENT	2 935 660,41 €
Section FONCTIONNEMENT	-442 952,00 €
TOTAL	**2 492 708,41 €**

ZAD Les Hauts de St Hilaire

Section INVESTISSEMENT	2 238 157,70 €
Section FONCTIONNEMENT	1 000,00 €
TOTAL	**2 239 157,70 €**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Assainissement

Section INVESTISSEMENT	8 664 551,44 €
Section FONCTIONNEMENT	7 053 517,44 €
TOTAL	**15 718 068,88 €**

Parc des Expositions

Section INVESTISSEMENT	87 592,01 €
Section FONCTIONNEMENT	98 957,74 €
TOTAL	**186 549,75 €**

Régie à autonomie financière Eau

Section INVESTISSEMENT	4 724 418,00 €
Section FONCTIONNEMENT	5 165 000,00 €
TOTAL	**9 889 418,00 €**

Très Haut Débit

Section INVESTISSEMENT	1 479 010,51 €
Section FONCTIONNEMENT	312 260,98 €
TOTAL	**1 791 271,49 €**

Autorisation Droits des Sols

Section INVESTISSEMENT	0,00 €
Section FONCTIONNEMENT	67 389,03 €
TOTAL	**67 389,03 €**

Atelier Relais

Section INVESTISSEMENT	50 019,63 €
Section FONCTIONNEMENT	96 989,56 €
TOTAL	**147 009,19 €**

SPANC

Section INVESTISSEMENT	18 713,03 €
Section FONCTIONNEMENT	72 000,00 €
TOTAL	**90 713,03 €**

Bâtiment ex Sud Tuiles

Section INVESTISSEMENT	1 215 124,79 €
Section FONCTIONNEMENT	964 877,71 €
TOTAL	**2 180 002,50 €**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Budget Supplémentaire consolidé

Section INVESTISSEMENT	47 257 225,83 €
Section FONCTIONNEMENT	29 553 923,45 €
TOTAL	**76 811 149,28 €**

Votants : 100
Pour : 98
Contre : 0
Abstention : 2 (Béatrice LADRANGE, Paul PLANQUE)

Pour extrait conforme,
Le Président,

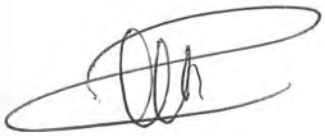
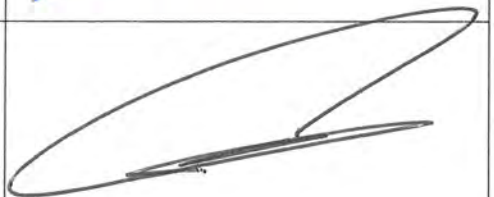
Christophe RIVENQ

ALES AGGLOMERATION – S36

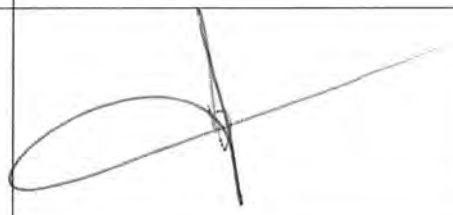
La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

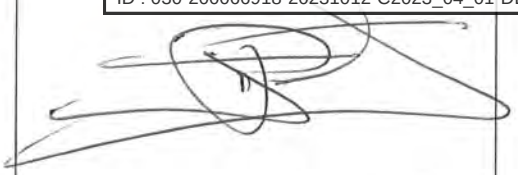
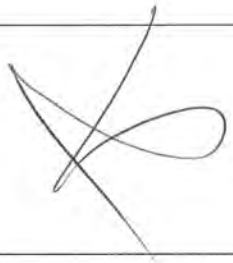
SIGNATURES BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2023
COMMUNAUTE ALES AGGLOMERATION
SEANCE DU JEUDI 12 OCTOBRE 2023 – 18 H 00

	Prénom NOM	Mandat	Signature BS 2023
	Christophe RIVENQ	Président	
	Max ROUSTAN	1er Vice-président	
8	Nicolas PERCHOC	2ème Vice-président	
9	Valérie MEUNIER	3ème Vice-présidente	
7	Aimé CAVAILLE	4ème Vice-président	
10	Jean-Charles BENEZET pouvoir de Céline Fontbonne (10 t)	5ème Vice-président	
6	Philippe RIBOT	6ème Vice-président	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature DE 2023
11	Patrick MALAVIEILLE	7ème Vice-président	
5	Jennifer WILLENS	8ème Vice-présidente	
12	Ghislain CHASSARY	9ème Vice-président	
4	Michel RUAS	10ème Vice-président	
13	Eric TORREILLES	11ème Vice-président	
3	Christian TEISSIER	12ème Vice-président	
14	Patrick DELEUZE	13ème Vice-président	
2	Aurélie GENOLHER pouvoir à Mauelle Vigne (34)	14ème Vice-présidente	
15	Christophe BOUGAREL	15ème Vice-président	

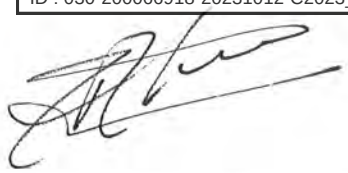
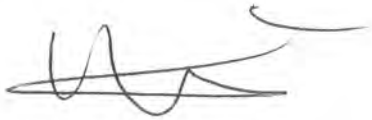
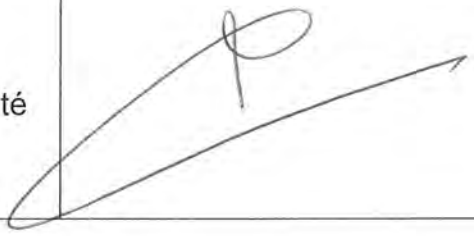
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature BS 2023
17	Jean-Michel PERRET	Bureau de Communauté	
18	Geneviève BLANC	Bureau de Communauté	
19	Jean-Luc GIBELIN pouv. à Lysiane Guy (102)	Bureau de Communauté	
20	Serge BORD	Bureau de Communauté	
21	Georges BRIOUDES	Bureau de Communauté	
22	Thierry BAZALGETTE	Bureau de Communauté	
23	Julien HEDDEBAUT pouvoir à C. Rivenq	Bureau de Communauté	
24	Frédéric ITIER	Bureau de Communauté	
25	Alain GIOVINAZZO pouvoir à P. Filleul (42)	Bureau de Communauté	

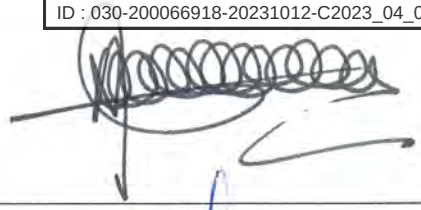
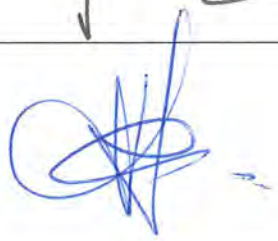
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature BS 2023
26	Sylvain ANDRE	Bureau de Communauté	
27	Liliane ALLEMAND	Bureau de Communauté	
28	Gérard BANQUET	Bureau de Communauté	
29	Julie LOPEZ DUBREUIL	Bureau de Communauté	
30	Michel VIGNE	Bureau de Communauté	
31	Jean-Pierre BEAUCLAIR	Bureau de Communauté	
32	Joseph BARBA	Bureau de Communauté	
33	Jean-Jacques VIDAL	Bureau de Communauté	
34	Marielle VIGNE pouvoir d'Aurelie Genothon (28)	Bureau de Communauté	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature DC 12/10/2023
35	Guy CHERON pouvoir à R. Mourlon (R6)	Bureau de Communauté	
36	Rémy BOUET pouvoir de F. Fiard (40)	Bureau de Communauté	
37	Michel MERCIER	Bureau de Communauté	
38	Olivier AVOUAC	Bureau de Communauté	
39	David GUIRAUD	Bureau de Communauté	
40	Fabien FIARD pouvoir à F. Fiard (35)	Bureau de Communauté	
41	Thierry JACOT	Bureau de Communauté	
42	Pascal MILESI pouvoir de A. Giannesini (25)	Bureau de Communauté	
51	Marc JEKAL	Bureau de Communauté	

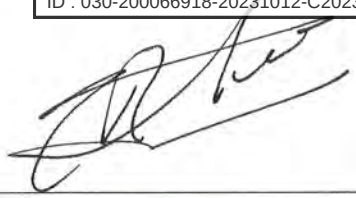
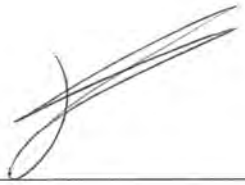
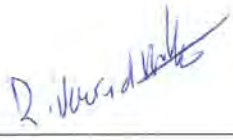
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature BC 2023
52	Didier SALLES	Bureau de Communauté	
53	Jean-Claude D'ANTONA	Bureau de Communauté	
54	Hélène BON	Bureau de Communauté	
55	Jack VERRIEZ	Bureau de Communauté	
56	Jacques PEPIN pouvoir de F. Salle (64)	Bureau de Communauté	
57	Andrée ROUX	Bureau de Communauté	
58	Guy MANIFACIER	Bureau de Communauté	
59	Lionel ANDRE	Bureau de Communauté	
60	Cyril OZIL	Bureau de Communauté	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature BS 2023
61	Jérôme VIC pouvoir de S. Huguet (63)	Bureau de Communauté	
62	Frédéric GRAS	Bureau de Communauté	
63	Johanna HUGUET pouvoir à J. Vic (61)	Bureau de Communauté	
64	François SELLE pouvoir à S. Pépin (56)	Bureau de Communauté	
65	Henri CROS	Bureau de Communauté	
66	Jean-Michel BUREL	Bureau de Communauté	
83	Adrien CHAPON	Bureau de Communauté	
84	Marc SASSO	Bureau de Communauté	
85	Jean-Marie MALAVAL	Bureau de Communauté	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature BS 2023
86	René MEURTIN pouvoir de G. Chélon (35)	Bureau de Communauté	
87	Gérard BARONI	Bureau de Communauté	
88	Patrick JULLIAN	Bureau de Communauté	
89	Roch VARIN D'AINVELLE	Bureau de Communauté	
90	Laurent CHAPELLIER	Bureau de Communauté	
91	Firmin PEYRIC	Bureau de Communauté	
92	Thierry JONQUET	Bureau de Communauté	
93	Monique CRESPON-LHERISSON	Bureau de Communauté	
94	Georges DAUTUN	Bureau de Communauté	

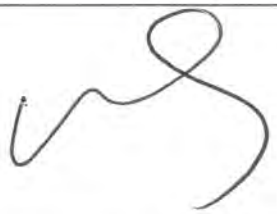
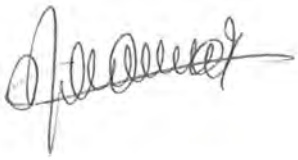
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature BS 2023
95	Bruno BIONDINI	Bureau de Communauté	
96	Georges RIBOT	Bureau de Communauté	
97	Sébastien MAGNY	Bureau de Communauté	
98	Ludovic MOURGUES	Bureau de Communauté	
99	Jean-Noël PUDDU	Bureau de Communauté	
100	Roseline BOUSSAC	Bureau de Communauté	
43	William MALAVELLE	Conseiller communautaire	
44	Alain BENSAKOUN pouvoir à C. Laguiez (77)	Conseiller communautaire	
46	Joseph PEREZ	Conseiller communautaire	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature DE 2023
47	Jean-Claude ROUILLON	Conseiller communautaire	
48	Béatrice LADRANGE	Conseillère communautaire	
49	Marie-Christine PEYRIC	Conseillère communautaire	
50	Michèle VEYRET	Conseillère communautaire	
67	Evelyne RICHARD	Conseillère communautaire	
68	Martine MAGNE	Conseillère communautaire	
69	Bruno MAZUC	Conseiller communautaire	
70	Marie-Claude ALBALADEJO	Conseillère communautaire	
71	Marc BENOIT	Conseiller communautaire	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature BS 2023
72	Antonia CARILLO	Conseillère communautaire	
73	Paul PLANQUE	Conseiller communautaire	
74	Christian CHAMBON	Conseiller communautaire	
75	Soraya HAOUES pouvoir à M. Debieue (116)	Conseillère communautaire	
76	Elisabeth NAAMAR	Conseillère communautaire	
77	Catherine LARGUIER pouvoir de A Cenatiempo (46)	Conseillère communautaire	
78	Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à M Bonnet (41)	Conseillère communautaire	
79	Laurent RICOME pouvoir à Y. Castor (80)	Conseiller communautaire	
80	Ysabelle CASTOR pouvoir de L Ricome (79)	Conseillère communautaire	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature DS 2023
81	Corinne RAVAUD	Conseillère communautaire	
82	Nordine SEKARNA	Conseiller communautaire	
101	Jérôme MEYNIER	Conseiller communautaire	
102	Cyril LAURENT	Conseiller communautaire	
103	Lysiane GUY pouvoir de [illegible] (19)	Conseillère communautaire	
104	Christelle LOZANO	Conseillère communautaire	
105	Karine MONTENEZ	Conseillère communautaire	
106	Angélique PEIRETTI GARNIER	Conseillère communautaire	
107	Céline FONTBONNE pouvoir à JC Benezet (10)	Conseillère communautaire	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Prénom NOM	Mandat	Signature BS 2023
108	Guilhem LEMARIÉ	Conseiller communautaire	
115	Arnaud BORD	Conseiller communautaire	
116	Méryl DEBIERRE pouvoir de S. Hoarau (75)	Conseillère communautaire	
117	Jean-Régis MASSON	Conseiller communautaire	
118	Lucas CELESTE	Conseiller communautaire	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006691800018

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : ALES AGGLOMERATION (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 23
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 73
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 79
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 98
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 129
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 137
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 138
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 139
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 140
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel 142
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 149

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Code INSEE	ALES ALES AGGLOMERATION

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	135 336
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	6 062
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
93 518 529	109 037 508	805,68	1 316.42

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) DGCL - Les Collectivités Locales en chiffres 2022
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	867,03	402
2	Produit des impositions directes/population	185,53	221
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	872,57	482
4	Dépenses d'équipement brut/population	308,72	96
5	Encours de dette/population	361,23	376
6	DGF/population	86.32	87
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	41,65 %	39,10 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	99,37 %	90,60 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	35,38 %	19,90 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	41,40 %	78 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	15 966 847,58	-9 310,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 15 976 157,58
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	15 966 847,58	15 966 847,58

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	8 008 992,32	11 998 614,48
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	14 318 778,00	4 042 354,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 6 286 801,84
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	22 327 770,32	22 327 770,32

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	38 294 617,90	38 294 617,90

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	21 483 695,00	0,00	2 329 665,58	2 329 665,58	23 813 360,58
012	Charges de personnel, frais assimilés	47 121 017,00	0,00	1 752 011,00	1 752 011,00	48 873 028,00
014	Atténuations de produits	11 183 000,00	0,00	1 210 491,00	1 210 491,00	12 393 491,00
65	Autres charges de gestion courante	28 526 222,00	0,00	976 670,00	976 670,00	29 502 892,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**108 313 934,00**	**0,00**	**6 268 837,58**	**6 268 837,58**	**114 582 771,58**
66	Charges financières	1 364 100,00	0,00	80 000,00	80 000,00	1 444 100,00
67	Charges exceptionnelles	160 030,00	0,00	1 153 836,00	1 153 836,00	1 313 866,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**109 838 064,00**	**0,00**	**7 502 673,58**	**7 502 673,58**	**117 340 737,58**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*3 888 000,00*		*8 464 174,00*	*8 464 174,00*	*12 352 174,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*5 031 860,00*		*0,00*	*0,00*	*5 031 860,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***8 919 860,00***		***8 464 174,00***	***8 464 174,00***	***17 384 034,00***
	TOTAL	**118 757 924,00**	**0,00**	**15 966 847,58**	**15 966 847,58**	**134 724 771,58**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**134 724 771,58**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	5 375 833,00	0,00	-238 000,00	-238 000,00	5 137 833,00
73	Impôts et taxes	87 661 710,00	0,00	309 569,00	309 569,00	87 971 279,00
74	Dotations et participations	21 112 678,00	0,00	-80 879,00	-80 879,00	21 031 799,00
75	Autres produits de gestion courante	1 753 094,00	0,00	0,00	0,00	1 753 094,00
	Total des recettes de gestion courante	**115 938 315,00**	**0,00**	**-9 310,00**	**-9 310,00**	**115 929 005,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	872 816,00	0,00	0,00	0,00	872 816,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	1 288 493,00		0,00	0,00	1 288 493,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**118 099 624,00**	**0,00**	**-9 310,00**	**-9 310,00**	**118 090 314,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*658 300,00*		*0,00*	*0,00*	*658 300,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***658 300,00***		***0,00***	***0,00***	***658 300,00***
	TOTAL	**118 757 924,00**	**0,00**	**-9 310,00**	**-9 310,00**	**118 748 614,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**15 976 157,58**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**134 724 771,58**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**16 725 734,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	357 984,00	538 149,00	112 151,00	112 151,00	1 008 284,00
204	Subventions d'équipement versées	1 983 000,00	1 982 583,00	540 000,00	540 000,00	4 505 583,00
21	Immobilisations corporelles	2 438 320,00	2 711 673,00	1 178 111,00	1 178 111,00	6 328 104,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	107 397,00	568 230,00	568 230,00	675 627,00
	Total des opérations d'équipement	21 967 123,00	8 948 875,00	2 853 250,00	2 853 250,00	33 769 248,00
	Total des dépenses d'équipement	**26 746 427,00**	**14 288 677,00**	**5 251 742,00**	**5 251 742,00**	**46 286 846,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	446 750,32	446 750,32	446 750,32
13	Subventions d'investissement	72 000,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 665 900,00	0,00	250 000,00	250 000,00	5 915 900,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	60 500,00	30 101,00	60 500,00	60 500,00	151 101,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**5 798 400,00**	**30 101,00**	**757 250,32**	**757 250,32**	**6 585 751,32**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**32 544 827,00**	**14 318 778,00**	**6 008 992,32**	**6 008 992,32**	**52 872 597,32**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*658 300,00*		*0,00*	*0,00*	*658 300,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*1 117 920,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*	*3 117 920,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***1 776 220,00***		***2 000 000,00***	***2 000 000,00***	***3 776 220,00***
	TOTAL	**34 321 047,00**	**14 318 778,00**	**8 008 992,32**	**8 008 992,32**	**56 648 817,32**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**56 648 817,32**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	10 574 297,00	2 556 387,00	-187 482,00	-187 482,00	12 943 202,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	11 335 587,00	0,00	-2 734 450,00	-2 734 450,00	8 601 137,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**21 909 884,00**	**2 556 387,00**	**-2 921 932,00**	**-2 921 932,00**	**21 544 339,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 298 383,00	1 485 967,00	20 000,00	20 000,00	3 804 350,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	4 436 372,48	4 436 372,48	4 436 372,48
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
	Total des recettes financières	**2 373 383,00**	**1 485 967,00**	**4 456 372,48**	**4 456 372,48**	**8 315 722,48**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**24 283 267,00**	**4 042 354,00**	**1 534 440,48**	**1 534 440,48**	**29 860 061,48**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*3 888 000,00*		*8 464 174,00*	*8 464 174,00*	*12 352 174,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*5 031 860,00*		*0,00*	*0,00*	*5 031 860,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propos... nouve...	(3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*1 117 920,00*		*2 000 000,00*	*2 000 000,00*	*3 117 920,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***10 037 780,00***		***10 464 174,00***	***10 464 174,00***	***20 501 954,00***
TOTAL		**34 321 047,00**	**4 042 354,00**	**11 998 614,48**	**11 998 614,48**	**50 362 015,48**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**6 286 801,84**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**56 648 817,32**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**16 725 734,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 329 665,58		2 329 665,58
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 752 011,00		1 752 011,00
014	Atténuations de produits	1 210 491,00		1 210 491,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	976 670,00		976 670,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	80 000,00	*0,00*	80 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 153 836,00	*0,00*	1 153 836,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*8 464 174,00*	8 464 174,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**7 502 673,58**	***8 464 174,00***	**15 966 847,58**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 966 847,58**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	446 750,32	*0,00*	446 750,32
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	250 000,00	*0,00*	250 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	11 802 125,00		11 802 125,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	650 300,00	*0,00*	650 300,00
204	Subventions d'équipement versées	2 522 583,00	*0,00*	2 522 583,00
21	Immobilisations corporelles (6)	3 889 784,00	*0,00*	3 889 784,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	675 627,00	*2 000 000,00*	2 675 627,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	90 601,00	*0,00*	90 601,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**20 327 770,32**	***2 000 000,00***	**22 327 770,32**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 327 770,32**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	-238 000,00		-238 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	309 569,00		309 569,00
74	Dotations et participations	-80 879,00		-80 879,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**-9 310,00**	***0,00***	**-9 310,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**15 976 157,58**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 966 847,58**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 505 967,00	*0,00*	1 505 967,00
13	Subventions d'investissement	2 368 905,00	*0,00*	2 368 905,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	-2 734 450,00	*0,00*	-2 734 450,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*2 000 000,00*	2 000 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*8 464 174,00*	8 464 174,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**1 140 422,00**	***10 464 174,00***	**11 604 596,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**6 286 801,84**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**4 436 372,48**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 327 770,32**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**21 483 695,00**	**2 329 665,58**	**2 329 665,58**
60221	Combustibles et carburants	0,00	0,00	0,00
60228	Autres fournitures consommables	550,00	0,00	0,00
6023	Alimentation	0,00	0,00	0,00
6041	Achats d'étude (hors terrains à aménager	0,00	0,00	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	424 160,00	25 000,00	25 000,00
60612	Energie - Electricité	6 284 271,00	62 330,00	62 330,00
60613	Chauffage urbain	9 500,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	51 500,00	15 000,00	15 000,00
60622	Carburants	704 500,00	125 000,00	125 000,00
60623	Alimentation	592 521,00	43 255,00	43 255,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	112 132,00	40 000,00	40 000,00
60631	Fournitures d'entretien	166 954,00	137 600,00	137 600,00
60632	Fournitures de petit équipement	609 000,00	6 500,00	6 500,00
60636	Vêtements de travail	53 450,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	82 750,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	10 630,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	47 700,00	11 050,00	11 050,00
6068	Autres matières et fournitures	23 480,00	4 000,00	4 000,00
6078	Autres marchandises	121 866,00	15 000,00	15 000,00
611	Contrats de prestations de services	2 799 989,00	592 000,00	592 000,00
6122	Crédit-bail mobilier	15 000,00	0,00	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	156 700,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	229 700,00	34 000,00	34 000,00
6135	Locations mobilières	74 030,00	31 000,00	31 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	4 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	258 686,00	98 736,00	98 736,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	369 450,00	160 000,00	160 000,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	1 000,00	15 000,00	15 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	7 250,00	12 000,00	12 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	1 033 220,00	50 650,00	50 650,00
61551	Entretien matériel roulant	847 550,00	75 000,00	75 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	78 940,00	16 000,00	16 000,00
6156	Maintenance	616 005,00	42 050,00	42 050,00
6161	Multirisques	419 131,00	35 000,00	35 000,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	59 088,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	276 920,00	5 000,00	5 000,00
6182	Documentation générale et technique	105 583,00	10 000,00	10 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	216 200,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	73 170,00	54 000,00	54 000,00
6188	Autres frais divers	124 130,00	111 294,58	111 294,58
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	8 104,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	1 007 300,00	50 000,00	50 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	70 700,00	0,00	0,00
6228	Divers	52 850,00	1 000,00	1 000,00
6231	Annonces et insertions	365 250,00	11 000,00	11 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	19 600,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	38 130,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	186 920,00	38 000,00	38 000,00
6237	Publications	259 120,00	0,00	0,00
6238	Divers	660 480,00	200 000,00	200 000,00
6241	Transports de biens	46 000,00	30 000,00	30 000,00
6244	Transports administratifs	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	103 650,00	17 000,00	17 000,00
6251	Voyages et déplacements	12 125,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6256	Missions	21 150,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	110 275,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	58 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	209 048,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	5 150,00	5 000,00	5 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	77 695,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	451 740,00	54 700,00	54 700,00
6284	Redevances pour services rendus	3 700,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	28 800,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCAS	110 000,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	270 600,00	60 000,00	60 000,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	3 670,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	24 014,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	54 110,00	7 000,00	7 000,00
63512	Taxes foncières	119 050,00	1 500,00	1 500,00
63513	Autres impôts locaux	1 500,00	6 000,00	6 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	300,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	10 500,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	11 100,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	12 358,00	12 000,00	12 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**47 121 017,00**	**1 752 011,00**	**1 752 011,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00
6217	Personnel affecté par la commune membre	1 688 815,00	279 175,00	279 175,00
6218	Autre personnel extérieur	525 000,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	341 741,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	136 625,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	259 334,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	81 967,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	18 445 381,00	521 418,00	521 418,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	669 985,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	3 882 750,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	7 636 170,00	521 418,00	521 418,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	84 993,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	1 088 149,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	59 998,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	5 409 489,00	430 000,00	430 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	6 286 103,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	336 852,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	95,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	134 983,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	23 599,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	26 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	2 988,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**11 183 000,00**	**1 210 491,00**	**1 210 491,00**
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	40 000,00	0,00	0,00
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	100 000,00	0,00	0,00
739211	Attributions de compensation	6 250 000,00	1 050 000,00	1 050 000,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	1 260 000,00	0,00	0,00
739221	FNGIR	3 533 000,00	-29 582,00	-29 582,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	0,00	190 073,00	190 073,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**28 526 222,00**	**976 670,00**	**976 670,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	136 300,00	60 342,00	60 342,00
6518	Autres	15 680,00	0,00	0,00
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	796 567,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	17 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	52 050,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	150 000,00	0,00	0,00
6535	Formation	17 971,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	95,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	100 500,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	1 000,00	10 000,00	10 000,00
6553	Service d'incendie	4 732 310,00	0,00	0,00
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	17 526 500,00	262 512,00	262 512,00
6558	Autres contributions obligatoires	13 000,00	350 000,00	350 000,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	100 000,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	333 160,00	45 000,00	45 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	4 508 087,00	248 816,00	248 816,00
65888	Autres	26 002,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**108 313 934,00**	**6 268 837,58**	**6 268 837,58**
66	**Charges financières (b)**	**1 364 100,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 204 100,00	80 000,00	80 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	60 000,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	50 000,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6688	Autres	50 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**160 030,00**	**1 153 836,00**	**1 153 836,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	83 800,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	10 000,00	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	54 530,00	80 000,00	80 000,00
6743	Subv. fonct. (versées par groupements)	10 000,00	0,00	0,00
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	0,00	1 063 836,00	1 063 836,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 700,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**109 838 064,00**	**7 502 673,58**	**7 502 673,58**
023	***Virement à la section d'investissement***	***3 888 000,00***	***8 464 174,00***	***8 464 174,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***5 031 860,00***	***0,00***	***0,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*4 922 860,00*	*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*109 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***8 919 860,00***	***8 464 174,00***	***8 464 174,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***8 919 860,00***	***8 464 174,00***	***8 464 174,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**118 757 924,00**	**15 966 847,58**	**15 966 847,58**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 966 847,58**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	60 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	60 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	2 999,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	32 001,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**5 375 833,00**	**-238 000,00**	**-238 000,00**
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	4 100,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	90 000,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	500 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	599 000,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	657 353,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	923 000,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	4 500,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	228 480,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	96 000,00	12 000,00	12 000,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	6 000,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	865 000,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	65 000,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	132 000,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	60 000,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	18 900,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	1 080 000,00	-250 000,00	-250 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	46 500,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**87 661 710,00**	**309 569,00**	**309 569,00**
73111	Impôts directs locaux	22 068 987,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	1 984 155,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	785 002,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	6 800 000,00	-100 000,00	-100 000,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	2 977 000,00	-98 882,00	-98 882,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	23 116 693,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	0,00	0,00	0,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	2 150 000,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	750 000,00	0,00	0,00
7372	Taxes sur les carburants	0,00	0,00	0,00
7382	Fraction de TVA	27 029 873,00	508 451,00	508 451,00
74	**Dotations et participations**	**21 112 678,00**	**-80 879,00**	**-80 879,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	6 902 000,00	3 818,00	3 818,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	4 769 000,00	7 522,00	7 522,00
744	FCTVA	80 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	672 966,00	-100 000,00	-100 000,00
7472	Participat° Régions	173 702,00	5 000,00	5 000,00
7473	Participat° Départements	104 500,00	10 000,00	10 000,00
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	8 286,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	5 568 624,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	88 600,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 400 000,00	-4 787,00	-4 787,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	345 000,00	-2 432,00	-2 432,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 753 094,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	763 089,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	990 005,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**115 938 315,00**	**-9 310,00**	**-9 310,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	0,00	0,00
76812	Sortie empr. risque sans IRA capital.	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**872 816,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	100,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Vote (4) nouvelles (3)	Vote (4)
7788	Produits exceptionnels divers	872 716,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**1 288 493,00**	**0,00**	**0,00**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	1 288 493,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		**118 099 624,00**	**-9 310,00**	**-9 310,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***658 300,00***	***0,00***	***0,00***
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*658 300,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***658 300,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**118 757 924,00**	**-9 310,00**	**-9 310,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**15 976 157,58**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 966 847,58**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**357 984,00**	**112 151,00**	**112 151,00**
2031	Frais d'études	213 474,00	24 151,00	24 151,00
2033	Frais d'insertion	17 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	127 510,00	88 000,00	88 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**1 983 000,00**	**540 000,00**	**540 000,00**
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	120 000,00	120 000,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 500 000,00	340 000,00	340 000,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	125 000,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	25 000,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	38 000,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	295 000,00	80 000,00	80 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 438 320,00**	**1 178 111,00**	**1 178 111,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	4 000,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	5 000,00	30 000,00	30 000,00
2135	Installations générales, agencements	769 400,00	832 361,00	832 361,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	7 000,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	5 000,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	1 500,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	602 500,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	50 760,00	75 000,00	75 000,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	150 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	325 590,00	65 000,00	65 000,00
2184	Mobilier	104 090,00	0,00	0,00
2185	Cheptel	260,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	413 220,00	175 750,00	175 750,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**568 230,00**	**568 230,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	568 230,00	568 230,00
200211	**Opération d'équipement n° 200211 (5)**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**
20026	**Opération d'équipement n° 20026 (5)**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**
20031	**Opération d'équipement n° 20031 (5)**	**24 970,00**	**0,00**	**0,00**
20034	**Opération d'équipement n° 20034 (5)**	**1 000 000,00**	**840 000,00**	**840 000,00**
20072	**Opération d'équipement n° 20072 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20093	**Opération d'équipement n° 20093 (5)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
20122	**Opération d'équipement n° 20122 (5)**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**
201311	**Opération d'équipement n° 201311 (5)**	**110 000,00**	**0,00**	**0,00**
20138	**Opération d'équipement n° 20138 (5)**	**170 000,00**	**0,00**	**0,00**
20139	**Opération d'équipement n° 20139 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20151	**Opération d'équipement n° 20151 (5)**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
20161	**Opération d'équipement n° 20161 (5)**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**
20162	**Opération d'équipement n° 20162 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20165	**Opération d'équipement n° 20165 (5)**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
20171	**Opération d'équipement n° 20171 (5)**	**26 000,00**	**0,00**	**0,00**
20172	**Opération d'équipement n° 20172 (5)**	**2 165 710,00**	**194 290,00**	**194 290,00**
20173	**Opération d'équipement n° 20173 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20174	**Opération d'équipement n° 20174 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20177	**Opération d'équipement n° 20177 (5)**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
20191	**Opération d'équipement n° 20191 (5)**	**370 000,00**	**0,00**	**0,00**
20193	**Opération d'équipement n° 20193 (5)**	**150 000,00**	**11 000,00**	**11 000,00**
20194	**Opération d'équipement n° 20194 (5)**	**800 733,00**	**0,00**	**0,00**
20201	**Opération d'équipement n° 20201 (5)**	**5 328 766,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Dont nouvelles (3)	Vote (4)
20202	**Opération d'équipement n° 20202 (5)**	**4 829 271,00**	**726 000,00**	**726 000,00**
20203	**Opération d'équipement n° 20203 (5)**	**1 574 091,00**	**382 504,00**	**382 504,00**
20204	**Opération d'équipement n° 20204 (5)**	**211 735,00**	**975,00**	**975,00**
20205	**Opération d'équipement n° 20205 (5)**	**199 000,00**	**11 530,00**	**11 530,00**
20206	**Opération d'équipement n° 20206 (5)**	**111 610,00**	**35 262,00**	**35 262,00**
20211	**Opération d'équipement n° 20211 (5)**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**
20213	**Opération d'équipement n° 20213 (5)**	**1 023 982,00**	**0,00**	**0,00**
20214	**Opération d'équipement n° 20214 (5)**	**110 000,00**	**0,00**	**0,00**
20231	**Opération d'équipement n° 20231 (5)**	**372 000,00**	**0,00**	**0,00**
202310	**Opération d'équipement n° 202310 (5)**	**372 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
202311	**Opération d'équipement n° 202311 (5)**	**77 000,00**	**0,00**	**0,00**
202312	**Opération d'équipement n° 202312 (5)**	**77 604,00**	**68 075,00**	**68 075,00**
202313	**Opération d'équipement n° 202313 (5)**	**274 000,00**	**0,00**	**0,00**
202314	**Opération d'équipement n° 202314 (5)**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
202315	**Opération d'équipement n° 202315 (5)**	**248 200,00**	**0,00**	**0,00**
20232	**Opération d'équipement n° 20232 (5)**	**48 000,00**	**0,00**	**0,00**
20233	**Opération d'équipement n° 20233 (5)**	**132 800,00**	**0,00**	**0,00**
20234	**Opération d'équipement n° 20234 (5)**	**290 000,00**	**0,00**	**0,00**
20235	**Opération d'équipement n° 20235 (5)**	**255 971,00**	**31 514,00**	**31 514,00**
20236	**Opération d'équipement n° 20236 (5)**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**
20237	**Opération d'équipement n° 20237 (5)**	**292 000,00**	**0,00**	**0,00**
20238	**Opération d'équipement n° 20238 (5)**	**149 680,00**	**0,00**	**0,00**
20239	**Opération d'équipement n° 20239 (5)**	**66 000,00**	**222 100,00**	**222 100,00**
53	**Opération d'équipement n° 53 (5)**	**101 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**26 746 427,00**	**5 251 742,00**	**5 251 742,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**446 750,32**	**446 750,32**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	446 750,32	446 750,32
13	**Subventions d'investissement**	**72 000,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	72 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**5 665 900,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
1641	Emprunts en euros	5 630 000,00	250 000,00	250 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 800,00	0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	20 000,00	0,00	0,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	14 100,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**60 500,00**	**60 500,00**	**60 500,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	0,00	0,00
276348	Créance Autres communes	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	60 500,00	60 500,00	60 500,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**5 798 400,00**	**757 250,32**	**757 250,32**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**32 544 827,00**	**6 008 992,32**	**6 008 992,32**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***658 300,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***658 300,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*380 000,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*33 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*120 000,00*	*0,00*	*0,00*
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*2 290,00*	*0,00*	*0,00*
139148	*Sub. transf cpte résult. Autres communes*	*1 610,00*	*0,00*	*0,00*
139158	*Sub. transf cpte résult. Autres groupts*	*3 400,00*	*0,00*	*0,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*116 500,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*380 000,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*33 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*120 000,00*	*0,00*	*0,00*
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*2 290,00*	*0,00*	*0,00*
139148	*Sub. transf cpte résult. Autres communes*	*1 610,00*	*0,00*	*0,00*
139158	*Sub. transf cpte résult. Autres groupts*	*3 400,00*	*0,00*	*0,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*116 500,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Dont nouvelles (3)	Vote (4)
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***1 117 920,00***	***2 000 000,00***	***2 000 000,00***
2128	*Autres agencements et aménagements*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2135	*Installations générales, agencements*	*230 000,00*	*0,00*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
21534	*Réseaux d'électrification*	*870,00*	*0,00*	*0,00*
2182	*Matériel de transport*	*3 250,00*	*0,00*	*0,00*
2183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*881 000,00*	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*1 800,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 776 220,00***	***2 000 000,00***	***2 000 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**34 321 047,00**	**8 008 992,32**	**8 008 992,32**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (11)			**14 318 778,00**
				+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**22 327 770,32**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote, I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*
(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**10 574 297,00**	**-187 482,00**	**-187 482,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	4 328 095,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	551 980,00	-34 061,00	-34 061,00
1322	Subv. non transf. Régions	493 833,00	-39 000,00	-39 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	68 750,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	5 131 639,00	-114 421,00	-114 421,00
1333	P.A.E. transférable.	0,00	0,00	0,00
1343	P.A.E. non transférable	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**11 335 587,00**	**-2 734 450,00**	**-2 734 450,00**
1641	Emprunts en euros	11 287 887,00	-2 787 887,00	-2 787 887,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	47 700,00	53 437,00	53 437,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**21 909 884,00**	**-2 921 932,00**	**-2 921 932,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 298 383,00**	**4 456 372,48**	**4 456 372,48**
10222	FCTVA	2 298 383,00	20 000,00	20 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	4 436 372,48	4 436 372,48
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
276341	Créance Communes du GFP	25 000,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**2 373 383,00**	**4 456 372,48**	**4 456 372,48**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**24 283 267,00**	**1 534 440,48**	**1 534 440,48**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***3 888 000,00***	***8 464 174,00***	***8 464 174,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***5 031 860,00***	***0,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2112	*Terrains de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*44 300,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*41 900,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*16 800,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*799 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*2 800,00*	*0,00*	*0,00*
28041483	*Subv.Cne : Projet infrastructure*	*6 020,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*GFP : Bien mobilier, matériel*	*1 270,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*12 200,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*69 340,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*450 400,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*51 300,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*167 100,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*265 000,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
28128	*Autres aménagements de terrains*	*6 600,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Hôtel de ville*	*1 650,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*131 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*2 030,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*12 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*3 600,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*19 100,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*3 950,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*112 000,00*	*0,00*	*0,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*650,00*	*0,00*	*0,00*
281732	*Immeubles de rapport (m. à dispo)*	*8 650,00*	*0,00*	*0,00*
2817534	*Réseaux d'électrification (m. à dispo)*	*18 300,00*	*0,00*	*0,00*
281757	*Matériel, outillage voirie (m. à dispo)*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*6 750,00*	*0,00*	*0,00*
281783	*Matériel bureau et info. (m. à dispo)*	*55 850,00*	*0,00*	*0,00*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*28 800,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*28 000,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*750 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*601 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*177 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Cheptel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*800 000,00*	*0,00*	*0,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*109 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***8 919 860,00***	***8 464 174,00***	***8 464 174,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***1 117 920,00***	***2 000 000,00***	***2 000 000,00***
2031	*Frais d'études*	*1 103 220,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*14 700,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*0,00*	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***10 037 780,00***	***10 464 174,00***	***10 464 174,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**34 321 047,00**	**11 998 614,48**	**11 998 614,48**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**4 042 354,00**
				+
			R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**6 286 801,84**
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 327 770,32**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 200211 (1)
LIBELLE : RENOVATION CATHEDRALE ST JEAN

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**6 441 162,57**	**a 0,00**	**230 000,00**	**b 230 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**580 527,45**	**0,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	578 151,45	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00
2033	Frais d'insertion	2 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**3 654,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	2 136,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	1 518,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**5 856 981,12**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	5 856 981,12	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-230 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20026 (1)
LIBELLE : COMPLEXE NAUTIQUE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**395 246,49**	**a 1 323 009,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 978,32**	**34 790,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	303,60	34 790,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 674,72	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**393 268,17**	**1 288 219,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	393 268,17	1 288 219,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 323 009,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20031 (1)
LIBELLE : DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**111 468,21**	**a 45 030,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**111 312,21**	**45 030,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	107 548,90	45 030,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	3 763,31	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**156,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	156,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-45 030,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20034 (1)
LIBELLE : NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**8 470 134,80**	**a 1 147 480,00**	**840 000,00**	**b 840 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**145 240,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	92 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	10 276,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	42 024,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**162 053,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	162 053,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**8 162 841,00**	**1 067 480,00**	**840 000,00**	**840 000,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	198 582,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	71 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	504 725,91	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	906,95	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	6 997,20	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	144 577,76	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	118 335,38	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	4 990 003,16	433 673,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	16 893,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 308 509,04	435 225,00	840 000,00	840 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 150 000,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**150 000,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	150 000,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 837 480,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20072 (1)
LIBELLE : Grand contournement du Grand Alès

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**54 523,20**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**54 523,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	54 523,20	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20092 (1)
LIBELLE : PAE Parenove

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1333	P.A.E. transférable.	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20093 (1)
LIBELLE : Voie de contournement secteur Salindres

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		20 913,20	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	20 913,20	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	20 913,20	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20122 (1)
LIBELLE : REHABILITATION FORT VAUBAN

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**679 550,19**	**a 16 009,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**45 165,00**	**16 009,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	45 165,00	16 009,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**80 744,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	65 572,80	0,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	9 417,60	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	5 754,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**553 640,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	553 640,79	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-16 009,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 201311 (1)
LIBELLE : SENTIERS DE RANDONNEE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**425 830,26**	**a 38 451,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**59 754,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	49 914,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	9 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**158 744,34**	**38 451,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	1 913,63	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	38 451,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	52 901,53	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	9 090,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	82 839,18	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**207 331,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	207 331,92	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-38 451,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20138 (1)
LIBELLE : TRAIN A VAPEUR DES CEVENNES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**330 456,03**	**a 173 975,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**65 576,24**	**106 937,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	64 604,24	106 937,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	972,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**54 190,45**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	2 185,92	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	7 991,89	15 000,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	44 012,64	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**210 689,34**	**52 038,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	210 689,34	52 038,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-173 975,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20139 (1)
LIBELLE : AMENAGEMENT EX LOCAUX INRA

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**120 000,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2115	Terrains bâtis	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20151 (1)
LIBELLE : Opération Michelet

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**740 924,61**	**a 42 600,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**17 424,00**	**17 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	16 560,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**298 839,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	287 040,30	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	3 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	301,44	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	8 047,80	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**424 661,07**	**25 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	424 661,07	25 600,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-42 600,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20161 (1)
LIBELLE : Travaux et Equipements divers Petite Enfance

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 585 935,96**	**a 304 125,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**17 499,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	5 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	2 403,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	9 864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 568 436,36**	**304 125,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	4 838,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	28 578,22	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 384 297,44	240 305,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	12 380,65	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 224,70	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	94 274,00	2 793,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	40 842,95	61 027,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-304 125,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20162 (1)
LIBELLE : ANRU2

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 435 249,85**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 081 900,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	1 078 552,45	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	3 348,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**5 520,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	5 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**7 618,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	7 618,80	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**340 210,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	340 210,60	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20165 (1)
LIBELLE : E-ADMINISTRATION

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**471 349,18**	**a 20 808,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**327 797,98**	**20 808,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	15 427,84	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	312 370,14	20 808,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**143 551,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	143 551,20	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-20 808,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20171 (1)
LIBELLE : POLE SANTE Pays Gd Combien

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**2 356 320,75**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**73 916,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	73 916,48	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**26 582,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	2 758,74	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	3 152,28	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	4 481,99	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	8 770,19	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	7 294,21	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	124,80	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 255 822,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 983 050,37	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	272 771,69	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20172 (1)
LIBELLE : Const. Déchetterie, Quais de transfert

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 099 192,84**	**a 71 213,00**	**194 290,00**	**b 194 290,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**42 396,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	40 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	2 136,10	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**334 152,90**	**71 213,00**	**194 290,00**	**194 290,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	124 277,88	71 213,00	194 290,00	194 290,00	0,00
2138	Autres constructions	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	48 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	11 771,76	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	43 519,52	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	67 505,74	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**722 643,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	669 900,48	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	52 743,36	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-265 503,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20173 (1)
LIBELLE : extension Médiathèque Alphonse Daudet

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**3 369 501,31**	**a 17 262,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**363 026,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	325 871,81	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	9 494,35	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	27 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**764 393,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	68 717,65	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	237 035,82	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	449 937,46	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	8 702,66	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 242 081,56**	**17 262,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 242 081,56	17 262,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 37 292,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**37 292,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	37 292,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**20 030,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20174 (1)
LIBELLE : Aménagement Ecole Musique M.ANDRE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**659 109,15**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**13 950,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	11 358,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	2 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**645 159,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	645 159,15	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20177 (1)
LIBELLE : Maison de la Figue

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**437 898,18**	**a 18 870,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**40 686,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	38 771,99	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 204,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	710,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**123 066,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	15 256,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	79 134,92	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	28 674,90	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**274 144,77**	**18 870,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	274 144,77	18 870,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-18 870,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20191 (1)
LIBELLE : Extension musée PAB

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**871 294,00**	**a 46 061,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**35 694,00**	**46 061,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	35 694,00	46 061,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**835 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	835 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 304 000,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**304 000,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	304 000,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**257 939,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20193 (1)
LIBELLE : CHARTE FORESTIERE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**91 000,92**	**a 136 093,00**	**11 000,00**	**b 11 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**91 000,92**	**136 093,00**	**11 000,00**	**11 000,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	91 000,92	136 093,00	11 000,00	11 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-147 093,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20194 (1)
LIBELLE : TEMPLE D'ANDUZE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**231 292,64**	**a 287 974,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**76 373,07**	**40 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	74 672,00	40 100,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 701,07	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**352,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21534	Réseaux d'électrification	352,20	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**154 567,37**	**247 874,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	154 567,37	247 874,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 166 145,00**	**d -153 101,00**
13	**Subventions d'investissement**	**166 145,00**	**-153 101,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	166 145,00	-153 101,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-274 930,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20201 (1)
LIBELLE : ANRU2 DEPLOIEMENT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**4 294 263,26**	**a 2 448 281,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**504 516,00**	**179 225,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	503 652,00	179 225,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 346 951,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2118	Autres terrains	2 154 768,22	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	192 183,60	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 442 795,44**	**2 269 056,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 442 795,44	2 269 056,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-2 448 281,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20202 (1)
LIBELLE : HABITAT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**2 202 477,03**	**a 1 090 050,00**	**726 000,00**	**b 726 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**806 710,19**	**259 352,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	805 090,19	259 352,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**1 380 251,22**	**830 698,00**	**726 000,00**	**726 000,00**	**0,00**
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	50 346,23	0,00	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	654 476,99	14 000,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	654 428,00	816 698,00	726 000,00	726 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**15 515,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	15 515,62	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 1 478 885,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 478 885,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	1 478 885,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-337 165,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20203 (1)
LIBELLE : STADE PUJAZON ALÈS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**14 598,90**	**a 55 886,00**	**382 504,00**	**b 382 504,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**14 598,90**	**55 886,00**	**57 000,00**	**57 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	14 598,90	55 886,00	57 000,00	57 000,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**325 504,00**	**325 504,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	325 504,00	325 504,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 50 939,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**50 939,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	25 939,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	25 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-387 451,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20204 (1)
LIBELLE : MINE TÉMOIN

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**524 973,61**	**a 58 080,00**	**975,00**	**b 975,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**8 748,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	8 095,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	653,30	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**171 098,95**	**0,00**	**975,00**	**975,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	164 615,35	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	6 483,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	975,00	975,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**345 126,36**	**58 080,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	254 658,00	58 080,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	90 468,36	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-59 055,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20205 (1)
LIBELLE : EQUIPEMENTS SPORTIFS (HORS PISCINE)

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**511 458,81**	**a 565 075,00**	**11 530,00**	**b 11 530,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**14 012,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	13 148,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**497 446,41**	**565 075,00**	**11 530,00**	**11 530,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	63 872,30	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	286 479,16	552 655,00	11 530,00	11 530,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	9 807,15	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	18 750,64	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	61 789,67	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	8 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	47 837,49	12 420,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-576 605,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20206 (1)
LIBELLE : Réhabilitation CLSH Malataverne

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**760 077,77**	**a 100 290,00**	**35 262,00**	**b 35 262,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**15 958,80**	**577,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	15 094,80	577,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**98 074,84**	**99 713,00**	**35 262,00**	**35 262,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 074,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	9 490,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	76 764,48	99 713,00	35 262,00	35 262,00	0,00
2184	Mobilier	199,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 546,56	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**646 044,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	646 044,13	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 53 048,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**53 048,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	53 048,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-82 504,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20211 (1)
LIBELLE : PISTE BMX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**6 288,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**6 288,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	6 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d -46 682,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**-46 682,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	-46 682,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-46 682,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20213 (1)
LIBELLE : EXTENSION HALLE DE CLAVIERES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**4 471,00**	**a 217 442,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**4 471,00**	**67 442,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	3 607,00	67 442,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d -124 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**-124 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	-60 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	-64 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-341 442,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20214 (1)
LIBELLE : OPERATION JULES CAZOT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**857 015,15**	**a 68 219,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**6 939,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	6 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	933,07	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**592 218,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	18 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	573 858,78	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**257 857,30**	**68 219,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	257 857,30	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	68 219,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-68 219,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20231 (1)
LIBELLE : AMENAGEMENT MAISON DE LA JUSTICE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202310 (1)
LIBELLE : RELANTERNAGE EN LED

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**100 000,00**	**b 100 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**0,00**
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 31 925,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**31 925,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	31 925,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-68 075,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202311 (1)
LIBELLE : INFRASTRUCTURES SERVEUR ET SECURITE SI

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202312 (1)
LIBELLE : AMELIORATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**68 075,00**	**b 68 075,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**68 075,00**	**68 075,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	68 075,00	68 075,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-68 075,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202313 (1)
LIBELLE : AUTO-CONSOMMATION ENERGETIQUES SUR LES BATIMENTS AA

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202314 (1)
LIBELLE : CREATION MSP MULTISITES CHAMBORIGAUD ET GENOLHAC

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202315 (1)
LIBELLE : MUSEES ALES AGGLOMERATION

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20232 (1)
LIBELLE : MISE EN OEUVRE DU PCAET

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20233 (1)
LIBELLE : SOUTIEN A IMT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20234 (1)
LIBELLE : CENTRE DE THERMALISME EQUIN EUZET LES BAINS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20235 (1)
LIBELLE : MODERNISATION DU PREHISTORAMA

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**31 514,00**	**b 31 514,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**31 514,00**	**31 514,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	31 514,00	31 514,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-31 514,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20236 (1)
LIBELLE : MAISON DE L'HABITAT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20237 (1)
LIBELLE : PROJET ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20238 (1)
LIBELLE : EXTENSION CAMPUS BTP/CFA MEJANNES LES ALES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20239 (1)
LIBELLE : RENOVATION/EXTENSION CRATERE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**222 100,00**	**b 222 100,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**222 100,00**	**222 100,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	222 100,00	222 100,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-222 100,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 53 (1)
LIBELLE : CONST. RENOV. EQUIPEMENTS SPORTIFS ALES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 619 524,33**	**a 656 592,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**25 080,00**	**636,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	21 516,00	636,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	3 564,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 218 336,00**	**655 956,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	184 498,26	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	481 511,03	129 682,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	44 739,18	423 514,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	83 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	3 036,80	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	1 059,71	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	89 916,96	79 440,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	12 616,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	54 383,24	23 320,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	35 388,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	227 912,02	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**376 108,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	376 108,33	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-656 592,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	6 362 650	5 958 564	10 900	0	2 103 733	4 111 462	549 368	200 000	4 250 000	13 100 981	1 906 161	38 553 819
- Equipements municipaux (2)		3 878 064	10 900	0	2 103 233	4 111 462	449 368	200 000	250 000	11 599 710	1 223 681	23 826 418
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		1 960 000	0	0	0	0	100 000	0	4 000 000	1 429 271	682 480	8 171 751
- Opérations financières	6 362 650											6 362 650
Dépenses d'ordre	3 776 220											3 776 220
Total dépenses de l'exercice	**10 138 870**	**5 958 564**	**10 900**	**0**	**2 103 733**	**4 111 462**	**549 368**	**200 000**	**4 250 000**	**13 100 981**	**1 906 161**	**42 330 039**
RAR N-1 et reports	**0**	**3 505 217**	**0**	**34 912**	**756 685**	**3 338 664**	**119 179**	**306 057**	**830 698**	**4 833 138**	**594 228**	**14 318 778**
Total cumulé dépenses d'investissement	**10 138 870**	**9 463 781**	**10 900**	**34 912**	**2 860 418**	**7 450 126**	**668 547**	**506 057**	**5 080 698**	**17 934 119**	**2 500 389**	**56 648 817**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**35 932 846**	**44 641**	**0**	**0**	**506 995**	**1 043 889**	**0**	**50 000**	**4 000 000**	**4 682 540**	**58 750**	**46 319 661**
RAR N-1 et reports	**7 772 769**	**215 386**	**0**	**0**	**341 292**	**127 058**	**0**	**0**	**1 478 885**	**321 378**	**72 388**	**10 329 156**
Total cumulé recettes d'investissement	**43 705 615**	**260 027**	**0**	**0**	**848 287**	**1 170 947**	**0**	**50 000**	**5 478 885**	**5 003 918**	**131 138**	**56 648 817**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**18 828 134**	**51 568 020**	**611 239**	**7 136 128**	**5 828 486**	**5 527 413**	**1 732 338**	**7 891 249**	**0**	**31 092 614**	**4 509 151**	**134 724 772**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**18 828 134**	**51 568 020**	**611 239**	**7 136 128**	**5 828 486**	**5 527 413**	**1 732 338**	**7 891 249**	**0**	**31 092 614**	**4 509 151**	**134 724 772**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**78 490 100**	**2 679 704**	**140**	**207 901**	**568 745**	**2 180 642**	**338 847**	**5 115 115**	**0**	**27 787 810**	**1 379 610**	**118 748 614**
RAR N-1 et reports	**15 976 158**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**15 976 158**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**94 466 258**	**2 679 704**	**140**	**207 901**	**568 745**	**2 180 642**	**338 847**	**5 115 115**	**0**	**27 787 810**	**1 379 610**	**134 724 772**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**10 138 870**	**9 463 781**	**10 900**	**34 912**	**2 860 418**	**7 450 126**	**668 547**	**506 057**	**5 080 698**	**17 934 119**	**2 500 389**	**56 648 817**
Dépenses réelles		6 362 650	9 463 781	10 900	34 912	2 860 418	7 450 126	668 547	506 057	5 080 698	17 934 119	2 500 389	52 872 597
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	446 750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	446 750
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	72 000	0	72 000
16	Emprunts et dettes assimilées	5 915 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 915 900
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	863 879	0	0	510	37 171	60 000	0	0	36 724	10 000	1 008 284
204	Subventions d'équipement versées	0	3 480 115	0	0	0	0	102 100	0	0	392 368	531 000	4 505 583
21	Immobilisations corporelles	0	3 205 650	10 900	34 912	801 078	709 834	330 447	1 932	0	1 195 571	37 780	6 328 104
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	618 230	0	0	0	57 397	0	0	0	0	0	675 627
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	150 601	0	0	500	0	0	0	0	0	0	151 101
Opérations d'équipement		0	1 145 306	0	0	2 058 330	6 645 724	176 000	504 125	5 080 698	16 237 456	1 921 609	33 769 248
200211	RENOVATION CATHEDRALE ST JEAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	230 000	230 000
20026	COMPLEXE NAUTIQUE	0	0	0	0	0	1 393 009	0	0	0	0	0	1 393 009
20031	DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 000	0	70 000
20034	NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 987 480	0	2 987 480
20093	Voie de contournement secteur Salindres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	50 000
20122	REHABILITATION FORT VAUBAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46 009	46 009
201311	SENTIERS DE RANDONNEE	0	0	0	0	0	148 451	0	0	0	0	0	148 451
20138	TRAIN A VAPEUR DES CEVENNES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	343 975	343 975
20151	Opération Michelet	0	52 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 600
20161	Travaux et Equipements divers Petite Enfance	0	0	0	0	0	0	0	504 125	0	0	0	504 125
20165	E-ADMINISTRATION	0	45 808	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 808
20171	POLE SANTE Pays Gd Combien	0	0	0	0	0	0	26 000	0	0	0	0	26 000

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt, services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
20172	**Const. Déchetterie, Quais de transfert**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 431 213**	**0**	**2 431 213**
20173	extension Médiathèque Alphonse Daudet	0	0	0	0	17 262	0	0	0	0	0	0	17 262
20177	Maison de la Figue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	168 870	168 870
20191	Extension musée PAB	0	0	0	0	416 061	0	0	0	0	0	0	416 061
20193	CHARTE FORESTIERE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	297 093	0	297 093
20194	TEMPLE D'ANDUZE	0	0	0	0	1 088 707	0	0	0	0	0	0	1 088 707
20201	ANRU2 DEPLOIEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 777 047	0	7 777 047
20202	HABITAT	0	0	0	0	0	0	0	0	4 830 698	1 814 623	0	6 645 321
20203	STADE PUJAZON ALÈS	0	0	0	0	0	2 012 481	0	0	0	0	0	2 012 481
20204	MINE TÉMOIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	270 790	270 790
20205	EQUIPEMENTS SPORTIFS (HORS PISCINE)	0	0	0	0	0	775 605	0	0	0	0	0	775 605
20206	Réhabilitation CLSH Malataverne	0	0	0	0	0	247 162	0	0	0	0	0	247 162
20211	PISTE BMX	0	0	0	0	0	70 000	0	0	0	0	0	70 000
20213	EXTENSION HALLE DE CLAVIERES	0	0	0	0	0	1 241 424	0	0	0	0	0	1 241 424
20214	OPERATION JULES CAZOT	0	178 219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	178 219
20231	AMENAGEMENT MAISON DE LA JUSTICE	0	372 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	372 000
202310	RELANTERNAGE EN LED	0	0	0	0	0	0	0	0	0	472 000	0	472 000
202311	INFRASTRUCTURES SERVEUR ET SECURITE SI	0	77 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77 000
202312	AMELIORATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE	0	145 679	0	0	0	0	0	0	0	0	0	145 679
202313	AUTO-CONSOMMATION ENERGETIQUES SUR LES BATIMENTS AA	0	274 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	274 000
202314	CREATION MSP MULTISITES CHAMBORIGAUD ET GENOLHAC	0	0	0	0	0	0	150 000	0	0	0	0	150 000
202315	MUSEES ALES AGGLOMERATION	0	0	0	0	248 200	0	0	0	0	0	0	248 200
20232	MISE EN OEUVRE DU PCAET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 000	0	48 000
20233	SOUTIEN A IMT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	132 800	132 800
20234	CENTRE DE THERMALISME EQUIN EUZET LES BAINS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	290 000	0	290 000
20235	MODERNISATION DU PREHISTORAMA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	287 485	287 485
20236	MAISON DE L'HABITAT	0	0	0	0	0	0	0	0	250 000	0	0	250 000
20237	PROJET ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	292 000	292 000

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
20238	EXTENSION CAMPUS BTP/CFA MEJANNES LES ALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	149 680	149 680
20239	RENOVATION/EXTENSION CRATERE	0	0	0	0	288 100	0	0	0	0	0	0	288 100
53	CONST. RENOV. EQUIPEMENTS SPORTIFS ALES	0	0	0	0	0	757 592	0	0	0	0	0	757 592
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*3 776 220*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 776 220*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*658 300*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*658 300*
041	*Opérations patrimoniales*	*3 117 920*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 117 920*

RECETTES

Total recettes investissement		**37 418 813**	**260 027**	**0**	**0**	**848 287**	**1 170 947**	**0**	**50 000**	**5 478 885**	**5 003 918**	**131 138**	**50 362 015**
Recettes réelles		16 916 859	260 027	0	0	848 287	1 170 947	0	50 000	5 478 885	5 003 918	131 138	29 860 061
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 240 722	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 240 722
13	Subventions d'investissement	0	260 027	0	0	848 287	1 170 947	0	50 000	5 478 885	5 003 918	131 138	12 943 202
16	Emprunts et dettes assimilées	8 601 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 601 137
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	25 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*20 501 954*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*20 501 954*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*12 352 174*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 352 174*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*5 031 860*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 031 860*
041	*Opérations patrimoniales*	*3 117 920*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 117 920*

FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt, services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		**18 828 134**	**51 568 020**	**611 239**	**7 136 128**	**5 828 486**	**5 527 413**	**1 732 338**	**7 891 249**	**0**	**31 092 614**	**4 509 151**	**134 724 772**
Dépenses réelles		1 444 100	51 568 020	611 239	7 136 128	5 828 486	5 527 413	1 732 338	7 891 249	0	31 092 614	4 509 151	117 340 738
011	Charges à caractère général	0	13 471 027	34 170	80 705	789 287	1 166 103	158 639	534 616	0	5 721 269	1 857 545	23 813 361
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	15 716 474	577 069	6 932 707	4 943 299	3 910 681	522 499	7 063 308	0	7 964 085	1 242 906	48 873 028
014	Atténuations de produits	0	12 393 491	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 393 491
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	8 861 620	0	122 216	94 700	446 829	1 051 200	293 325	0	17 403 260	1 229 742	29 502 892
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	1 444 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 444 100
67	Charges exceptionnelles	0	1 125 408	0	500	1 200	3 800	0	0	0	4 000	178 958	1 313 866
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*17 384 034*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*17 384 034*
023	*Virement à la section d'investissement*	*12 352 174*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 352 174*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*5 031 860*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 031 860*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**78 490 100**	**2 679 704**	**140**	**207 901**	**568 745**	**2 180 642**	**338 847**	**5 115 115**	**0**	**27 787 810**	**1 379 610**	**118 748 614**
Recettes réelles		77 831 800	2 679 704	140	207 901	568 745	2 180 642	338 847	5 115 115	0	27 787 810	1 379 610	118 090 314
013	Atténuations de charges	0	14 964	140	5 775	2 445	1 860	188	4 429	0	4 511	688	35 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	1 542 880	0	197 000	492 000	665 953	2 000	921 000	0	1 050 000	267 000	5 137 833
73	Impôts et taxes	61 954 586	0	0	0	0	0	0	0	0	25 266 693	750 000	87 971 279
74	Dotations et participations	14 588 721	503 860	0	5 126	56 300	998 829	277 359	4 179 186	0	233 606	188 812	21 031 799
75	Autres produits de gestion courante	0	367 184	0	0	18 000	2 000	59 300	10 500	0	1 123 000	173 110	1 753 094
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	250 816	0	0	0	512 000	0	0	0	110 000	0	872 816
78	Reprise sur amortissements et provisions	1 288 493	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 288 493
Recettes d'ordre		*658 300*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*658 300*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*658 300*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*658 300*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		18 828 134,00	51 567 019,58	1 000,00	0,00	70 396 153,58
Dépenses de l'exercice		18 828 134,00	51 567 019,58	1 000,00	0,00	70 396 153,58
011	Charges à caractère général	0,00	13 470 026,58	1 000,00	0,00	13 471 026,58
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	15 716 474,00	0,00	0,00	15 716 474,00
014	Atténuations de produits	0,00	12 393 491,00	0,00	0,00	12 393 491,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*12 352 174,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*12 352 174,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*5 031 860,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*5 031 860,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	8 861 620,00	0,00	0,00	8 861 620,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 444 100,00	0,00	0,00	0,00	1 444 100,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 125 408,00	0,00	0,00	1 125 408,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		94 466 257,58	2 679 704,00	0,00	0,00	97 145 961,58
Recettes de l'exercice		78 490 100,00	2 679 704,00	0,00	0,00	81 169 804,00
013	Atténuations de charges	0,00	14 964,00	0,00	0,00	14 964,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*658 300,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*658 300,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	1 542 880,00	0,00	0,00	1 542 880,00
73	Impôts et taxes	61 954 586,00	0,00	0,00	0,00	61 954 586,00
74	Dotations et participations	14 588 721,00	503 860,00	0,00	0,00	15 092 581,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	367 184,00	0,00	0,00	367 184,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	250 816,00	0,00	0,00	250 816,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	1 288 493,00	0,00	0,00	0,00	1 288 493,00
Restes à réaliser – reports		15 976 157,58	0,00	0,00	0,00	15 976 157,58
SOLDE (2)		75 638 123,58	-48 887 315,58	-1 000,00	0,00	26 749 808,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Subvention globale	Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		49 707 854,58	1 024 726,00	388,00	768 323,00	65 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		49 707 854,58	1 024 726,00	388,00	768 323,00	65 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	13 439 973,58	0,00	0,00	30 000,00	53,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	14 911 045,00	1 043,00	388,00	738 323,00	65 675,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	12 393 491,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	7 837 937,00	1 023 683,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 125 408,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		2 679 335,00	0,00	0,00	329,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		2 679 335,00	0,00	0,00	329,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	14 595,00	0,00	0,00	329,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	1 542 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	503 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	367 184,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	250 816,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-47 028 519,58	-1 024 726,00	-388,00	-767 994,00	-65 688,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		476 143,00	135 096,00	611 239,00
Dépenses de l'exercice		476 143,00	135 096,00	611 239,00
011	Charges à caractère général	34 170,00	0,00	34 170,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	441 973,00	135 096,00	577 069,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		117,00	23,00	140,00
Recettes de l'exercice		117,00	23,00	140,00
013	Atténuations de charges	117,00	23,00	140,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-476 026,00	-135 073,00	-611 099,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		34 170,00	0,00	441 973,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		34 170,00	0,00	441 973,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	34 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	441 973,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	117,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	117,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	117,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-34 170,00	0,00	-441 856,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	6 302 088,00	0,00	0,00	0,00	834 040,00	7 136 128,00
Dépenses de l'exercice		0,00	6 302 088,00	0,00	0,00	0,00	834 040,00	7 136 128,00
011	Charges à caractère général	0,00	63 438,00	0,00	0,00	0,00	17 267,00	80 705,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	6 225 150,00	0,00	0,00	0,00	707 557,00	6 932 707,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	109 216,00	122 216,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	202 752,00	0,00	0,00	0,00	5 149,00	207 901,00
Recettes de l'exercice		0,00	202 752,00	0,00	0,00	0,00	5 149,00	207 901,00
013	Atténuations de charges	0,00	5 752,00	0,00	0,00	0,00	23,00	5 775,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	197 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	197 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 126,00	5 126,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-6 099 336,00	0,00	0,00	0,00	-828 891,00	-6 928 227,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	Médecine scolaire	Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		1 790 108,00	2 703 684,00	1 808 296,00	756 811,00	0,00	0,00	0,00	77 229,00
Dépenses de l'exercice		1 790 108,00	2 703 684,00	1 808 296,00	756 811,00	0,00	0,00	0,00	77 229,00
011	Charges à caractère général	25 055,00	31 872,00	6 511,00	17 095,00	0,00	0,00	0,00	172,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 765 053,00	2 658 312,00	1 801 785,00	630 500,00	0,00	0,00	0,00	77 057,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	13 000,00	0,00	109 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 696,00	199 403,00	1 653,00	5 126,00	0,00	0,00	0,00	23,00
Recettes de l'exercice		1 696,00	199 403,00	1 653,00	5 126,00	0,00	0,00	0,00	23,00
013	Atténuations de charges	1 696,00	2 403,00	1 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	197 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	5 126,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 788 412,00	-2 504 281,00	-1 806 643,00	-751 685,00	0,00	0,00	0,00	-77 206,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		0,00	2 310 947,00	3 332 086,00	185 453,00	5 828 486,00
Dépenses de l'exercice		0,00	2 310 947,00	3 332 086,00	185 453,00	5 828 486,00
011	Charges à caractère général	0,00	80 614,00	658 673,00	50 000,00	789 287,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	2 147 933,00	2 659 913,00	135 453,00	4 943 299,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	81 200,00	13 500,00	0,00	94 700,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	374 848,00	193 850,00	47,00	568 745,00
Recettes de l'exercice		0,00	374 848,00	193 850,00	47,00	568 745,00
013	Atténuations de charges	0,00	848,00	1 550,00	47,00	2 445,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	301 000,00	191 000,00	0,00	492 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	55 000,00	1 300,00	0,00	56 300,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 936 099,00	-3 138 236,00	-185 406,00	-5 259 741,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 31							
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		2 309 947,00	0,00	1 000,00	0,00	1 566 154,00	1 765 932,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		2 309 947,00	0,00	1 000,00	0,00	1 566 154,00	1 765 932,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	79 614,00	0,00	1 000,00	0,00	158 158,00	500 515,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 147 933,00	0,00	0,00	0,00	1 407 996,00	1 251 917,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	81 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		374 848,00	0,00	0,00	0,00	3 101,00	190 749,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		374 848,00	0,00	0,00	0,00	3 101,00	190 749,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	848,00	0,00	0,00	0,00	801,00	749,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	301 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	190 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	55 000,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 935 099,00	0,00	-1 000,00	0,00	-1 563 053,00	-1 575 183,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		197 311,00	2 284 382,00	3 045 720,00	5 527 413,00
Dépenses de l'exercice		197 311,00	2 284 382,00	3 045 720,00	5 527 413,00
011	Charges à caractère général	648,00	388 145,00	777 310,00	1 166 103,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	196 663,00	1 627 437,00	2 086 581,00	3 910 681,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	265 000,00	181 829,00	446 829,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	3 800,00	0,00	3 800,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		23,00	803 494,00	1 377 125,00	2 180 642,00
Recettes de l'exercice		23,00	803 494,00	1 377 125,00	2 180 642,00
013	Atténuations de charges	23,00	824,00	1 013,00	1 860,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	290 670,00	375 283,00	665 953,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	998 829,00	998 829,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	512 000,00	0,00	512 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-197 288,00	-1 480 888,00	-1 668 595,00	-3 346 771,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		284 315,00	181 530,00	1 339 539,00	449 050,00	29 948,00	2 921 233,00	124 487,00	0,00
Dépenses de l'exercice		284 315,00	181 530,00	1 339 539,00	449 050,00	29 948,00	2 921 233,00	124 487,00	0,00
011	Charges à caractère général	19 315,00	181 530,00	142 299,00	35 001,00	10 000,00	728 230,00	49 080,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	1 196 940,00	414 049,00	16 448,00	2 025 403,00	61 178,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 600,00	14 229,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	300,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	739 665,00	63 829,00	0,00	1 360 825,00	16 300,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	739 665,00	63 829,00	0,00	1 360 825,00	16 300,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	565,00	259,00	0,00	1 013,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	227 100,00	63 570,00	0,00	375 083,00	200,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	982 729,00	16 100,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	512 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-284 315,00	-181 530,00	-599 874,00	-385 221,00	-29 948,00	-1 560 408,00	-108 187,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		296 975,00	1 435 363,00	1 732 338,00
Dépenses de l'exercice		296 975,00	1 435 363,00	1 732 338,00
011	Charges à caractère général	65 475,00	93 164,00	158 639,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	522 499,00	522 499,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	231 500,00	819 700,00	1 051 200,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		59 300,00	279 547,00	338 847,00
Recettes de l'exercice		59 300,00	279 547,00	338 847,00
013	Atténuations de charges	0,00	188,00	188,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	2 000,00	2 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	277 359,00	277 359,00
75	Autres produits de gestion courante	59 300,00	0,00	59 300,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-237 675,00	-1 155 816,00	-1 393 491,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	23 000,00	273 975,00	522 613,00	0,00	139 700,00	700 000,00	73 050,00
Dépenses de l'exercice		0,00	23 000,00	273 975,00	522 613,00	0,00	139 700,00	700 000,00	73 050,00
011	Charges à caractère général	0,00	11 000,00	54 475,00	114,00	0,00	0,00	20 000,00	73 050,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	522 499,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	12 000,00	219 500,00	0,00	0,00	139 700,00	680 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	59 300,00	188,00	0,00	139 700,00	0,00	139 659,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	59 300,00	188,00	0,00	139 700,00	0,00	139 659,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	188,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 700,00	0,00	137 659,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	59 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-23 000,00	-214 675,00	-522 425,00	0,00	0,00	-700 000,00	66 609,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	7 891 249,00	7 891 249,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	7 891 249,00	7 891 249,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	534 616,00	534 616,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	7 063 308,00	7 063 308,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	293 325,00	293 325,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	5 115 115,00	5 115 115,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	5 115 115,00	5 115 115,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	4 429,00	4 429,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	921 000,00	921 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	4 179 186,00	4 179 186,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00	10 500,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-2 776 134,00	-2 776 134,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		25 781 588,00	1 690 172,00	3 620 854,00	31 092 614,00
Dépenses de l'exercice		25 781 588,00	1 690 172,00	3 620 854,00	31 092 614,00
011	Charges à caractère général	5 231 947,00	291 372,00	197 950,00	5 721 269,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 773 541,00	1 220 640,00	969 904,00	7 964 085,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	14 772 100,00	178 160,00	2 453 000,00	17 403 260,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		25 118 486,00	293 924,00	2 375 400,00	27 787 810,00
Recettes de l'exercice		25 118 486,00	293 924,00	2 375 400,00	27 787 810,00
013	Atténuations de charges	3 793,00	318,00	400,00	4 511,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	900 000,00	0,00	150 000,00	1 050 000,00
73	Impôts et taxes	23 116 693,00	0,00	2 150 000,00	25 266 693,00
74	Dotations et participations	0,00	233 606,00	0,00	233 606,00
75	Autres produits de gestion courante	988 000,00	60 000,00	75 000,00	1 123 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-663 102,00	-1 396 248,00	-1 245 454,00	-3 304 804,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		295 717,00	265 766,00	22 527 234,00	181 580,00	2 296 191,00	197 100,00	18 000,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		295 717,00	265 766,00	22 527 234,00	181 580,00	2 296 191,00	197 100,00	18 000,00
011	Charges à caractère général	56,00	0,00	2 926 000,00	0,00	2 287 891,00	0,00	18 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	295 661,00	265 766,00	5 022 234,00	181 580,00	8 300,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	14 575 000,00	0,00	0,00	197 100,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		379,00	70,00	24 797 967,00	70,00	10 000,00	310 000,00	0,00
Recettes de l'exercice		379,00	70,00	24 797 967,00	70,00	10 000,00	310 000,00	0,00
013	Atténuations de charges	379,00	70,00	3 274,00	70,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	590 000,00	0,00	0,00	310 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	23 116 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	988 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	100 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-295 338,00	-265 696,00	2 270 733,00	-181 510,00	-2 286 191,00	112 900,00	-18 000,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82								
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act° spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		521 091,00	42 302,00	89 287,00	191 017,00	846 475,00	442 426,00	2 375 527,00	0,00	802 901,00
	Dépenses de l'exercice	521 091,00	42 302,00	89 287,00	191 017,00	846 475,00	442 426,00	2 375 527,00	0,00	802 901,00
011	Charges à caractère général	339,00	2 000,00	11 500,00	66 598,00	210 935,00	0,00	20 000,00	0,00	177 950,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	520 752,00	40 302,00	77 787,00	124 419,00	457 380,00	442 426,00	265 527,00	0,00	261 951,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	178 160,00	0,00	2 090 000,00	0,00	363 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		47,00	23,00	85 047,00	47,00	208 760,00	75 259,00	2 300 094,00	0,00	47,00
	Recettes de l'exercice	47,00	23,00	85 047,00	47,00	208 760,00	75 259,00	2 300 094,00	0,00	47,00
013	Atténuations de charges	47,00	23,00	47,00	47,00	154,00	259,00	94,00	0,00	47,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 150 000,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	85 000,00	0,00	148 606,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-521 044,00	-42 279,00	-4 240,00	-190 970,00	-637 715,00	-367 167,00	-75 433,00	0,00	-802 854,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		2 663 318,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 845 833,00	0,00	4 509 151,00
Dépenses de l'exercice		2 663 318,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 845 833,00	0,00	4 509 151,00
011	Charges à caractère général	582 296,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 275 249,00	0,00	1 857 545,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	685 422,00	0,00	0,00	0,00	0,00	557 484,00	0,00	1 242 906,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 216 642,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 100,00	0,00	1 229 742,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	178 958,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 958,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		229 433,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150 177,00	0,00	1 379 610,00
Recettes de l'exercice		229 433,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150 177,00	0,00	1 379 610,00
013	Atténuations de charges	341,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347,00	0,00	688,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267 000,00	0,00	267 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	750 000,00
74	Dotations et participations	160 716,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 096,00	0,00	188 812,00
75	Autres produits de gestion courante	68 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 734,00	0,00	173 110,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 433 885,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-695 656,00	0,00	-3 129 541,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**10 138 870,32**	**9 091 781,00**	**372 000,00**	**0,00**	**19 602 651,32**
Dépenses de l'exercice		**10 138 870,32**	**5 586 564,00**	**372 000,00**	**0,00**	**16 097 434,32**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***658 300,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***658 300,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***3 117 920,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***3 117 920,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**446 750,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**446 750,32**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**5 915 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 915 900,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**391 665,00**	**0,00**	**0,00**	**391 665,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**1 960 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 960 000,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 904 490,00**	**0,00**	**0,00**	**1 904 490,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**568 230,00**	**0,00**	**0,00**	**568 230,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**120 500,00**	**0,00**	**0,00**	**120 500,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**641 679,00**	**372 000,00**	**0,00**	**1 013 679,00**
20151	Opération Michelet	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
20165	E-ADMINISTRATION	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
20214	OPERATION JULES CAZOT	0,00	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00
20231	AMENAGEMENT MAISON DE LA JUSTICE	0,00	0,00	372 000,00	0,00	372 000,00
202311	INFRASTRUCTURES SERVEUR ET SECURITE SI	0,00	77 000,00	0,00	0,00	77 000,00
202312	AMELIORATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE	0,00	145 679,00	0,00	0,00	145 679,00
202313	AUTO-CONSOMMATION ENERGETIQUES SUR LES BATIMENTS AA	0,00	274 000,00	0,00	0,00	274 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**3 505 217,00**	**0,00**	**0,00**	**3 505 217,00**
RECETTES (2)		**43 705 615,32**	**140 027,00**	**120 000,00**	**0,00**	**43 965 642,32**
Recettes de l'exercice		**35 932 846,48**	**-75 359,00**	**120 000,00**	**0,00**	**35 977 487,48**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	Coopérat° décentralisée acp européen	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*12 352 174,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*12 352 174,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*5 031 860,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*5 031 860,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*3 117 920,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*3 117 920,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 754 755,48	0,00	0,00	0,00	6 754 755,48
13	Subventions d'investissement	0,00	-75 359,00	120 000,00	0,00	44 641,00
16	Emprunts et dettes assimilées	8 601 137,00	0,00	0,00	0,00	8 601 137,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		7 772 768,84	215 386,00	0,00	0,00	7 988 154,84
SOLDE (2)		33 566 745,00	-8 951 754,00	-252 000,00	0,00	24 362 991,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		9 091 781,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		5 586 564,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	Sous-fonction 04 Subvention globale	049 Autres act° de coopérat° décentralisée
20	**Immobilisations incorporelles**	**391 665,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**1 960 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 904 490,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**568 230,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**120 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**641 679,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20151	Opération Michelet	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20165	E-ADMINISTRATION	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20214	OPERATION JULES CAZOT	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20231	AMENAGEMENT MAISON DE LA JUSTICE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202311	INFRASTRUCTURES SERVEUR ET SECURITE SI	77 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202312	AMELIORATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE	145 679,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202313	AUTO-CONSOMMATION ENERGETIQUES SUR LES BATIMENTS AA	274 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**3 505 217,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**140 027,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**-75 359,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	048 Subvention globale	049 Autres act° de coopérat° décentralisée
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	-75 359,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		215 386,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-8 951 754,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		**10 900,00**	**0,00**	**10 900,00**
Dépenses de l'exercice		**10 900,00**	**0,00**	**10 900,00**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	10 900,00	0,00	10 900,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023 Total
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-10 900,00	0,00	-10 900,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		10 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		10 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	10 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-10 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	5 262,00	0,00	0,00	0,00	29 650,00	34 912,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	5 262,00	0,00	0,00	0,00	29 650,00	34 912,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Annexes à l'enseignement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-5 262,00	0,00	0,00	0,00	-29 650,00	-34 912,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	5 262,00	0,00	29 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	5 262,00	0,00	29 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-5 262,00	0,00	-29 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**509 124,00**	**2 351 294,00**	**0,00**	**2 860 418,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**408 100,00**	**1 695 633,00**	**0,00**	**2 103 733,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**510,00**	**0,00**	**510,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**120 000,00**	**275 690,00**	**0,00**	**395 690,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**500,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**288 100,00**	**1 418 933,00**	**0,00**	**1 707 033,00**
20173	extension Médiathèque Alphonse Daudet	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20191	Extension musée PAB	0,00	0,00	370 000,00	0,00	370 000,00
20194	TEMPLE D'ANDUZE	0,00	0,00	800 733,00	0,00	800 733,00
202315	MUSEES ALES AGGLOMERATION	0,00	0,00	248 200,00	0,00	248 200,00
20239	RENOVATION/EXTENSION CRATERE	0,00	288 100,00	0,00	0,00	288 100,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**101 024,00**	**655 661,00**	**0,00**	**756 685,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**37 292,00**	**810 995,00**	**0,00**	**848 287,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**506 995,00**	**0,00**	**506 995,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	Activité culturelle	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	506 995,00	0,00	506 995,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	37 292,00	304 000,00	0,00	341 292,00
SOLDE (2)		0,00	-471 832,00	-1 540 299,00	0,00	-2 012 131,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		191 142,00	0,00	317 982,00	0,00	433 103,00	829 484,00	0,00	1 088 707,00
Dépenses de l'exercice		100 000,00	0,00	308 100,00	0,00	271 700,00	623 200,00	0,00	800 733,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	100 000,00	0,00	20 000,00	0,00	271 700,00	3 990,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 31							
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	Musées	Archives	Entretien du patrimoine culturel
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**288 100,00**	**0,00**	**0,00**	**618 200,00**	**0,00**	**800 733,00**
20173	extension Médiathèque Alphonse Daudet	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20191	Extension musée PAB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00	0,00	0,00
20194	TEMPLE D'ANDUZE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 733,00
202315	MUSEES ALES AGGLOMERATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 200,00	0,00	0,00
20239	RENOVATION/EXTENSION CRATERE	0,00	0,00	288 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**91 142,00**	**0,00**	**9 882,00**	**0,00**	**161 403,00**	**206 284,00**	**0,00**	**287 974,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**37 292,00**	**0,00**	**0,00**	**391 575,00**	**0,00**	**419 420,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 575,00**	**0,00**	**419 420,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 575,00**	**0,00**	**419 420,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**37 292,00**	**0,00**	**0,00**	**304 000,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-191 142,00**	**0,00**	**-280 690,00**	**0,00**	**-433 103,00**	**-437 909,00**	**0,00**	**-669 287,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**6 665 160,00**	**784 966,00**	**7 450 126,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**3 684 107,00**	**427 355,00**	**4 111 462,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**142 000,00**	**260 483,00**	**402 483,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**3 542 107,00**	**146 872,00**	**3 688 979,00**
20026	COMPLEXE NAUTIQUE	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
201311	SENTIERS DE RANDONNEE	0,00	110 000,00	0,00	110 000,00
20203	STADE PUJAZON ALÈS	0,00	1 956 595,00	0,00	1 956 595,00
20205	EQUIPEMENTS SPORTIFS (HORS PISCINE)	0,00	210 530,00	0,00	210 530,00
20206	Réhabilitation CLSH Malataverne	0,00	0,00	146 872,00	146 872,00
20211	PISTE BMX	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
20213	EXTENSION HALLE DE CLAVIERES	0,00	1 023 982,00	0,00	1 023 982,00
53	CONST. RENOV. EQUIPEMENTS SPORTIFS ALES	0,00	101 000,00	0,00	101 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**2 981 053,00**	**357 611,00**	**3 338 664,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**942 752,00**	**228 195,00**	**1 170 947,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**942 752,00**	**101 137,00**	**1 043 889,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	942 752,00	101 137,00	1 043 889,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	127 058,00	127 058,00
SOLDE (2)		0,00	-5 722 408,00	-556 771,00	-6 279 179,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		1 809 694,00	2 939 516,00	1 632 231,00	283 719,00	0,00	783 246,00	1 720,00	0,00
Dépenses de l'exercice		1 198 982,00	2 066 595,00	212 000,00	206 530,00	0,00	425 635,00	1 720,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	142 000,00	0,00	0,00	258 763,00	1 720,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**1 198 982,00**	**2 066 595,00**	**70 000,00**	**206 530,00**	**0,00**	**146 872,00**	**0,00**	**0,00**
20026	COMPLEXE NAUTIQUE	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
201311	SENTIERS DE RANDONNEE	0,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20203	STADE PUJAZON ALÈS	175 000,00	1 781 595,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20205	EQUIPEMENTS SPORTIFS (HORS PISCINE)	0,00	184 000,00	0,00	26 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20206	Réhabilitation CLSH Malataverne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 872,00	0,00	0,00
20211	PISTE BMX	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20213	EXTENSION HALLE DE CLAVIERES	1 023 982,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
53	CONST. RENOV. EQUIPEMENTS SPORTIFS ALES	0,00	101 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**610 712,00**	**872 921,00**	**1 420 231,00**	**77 189,00**	**0,00**	**357 611,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**342 980,00**	**599 772,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**228 195,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**342 980,00**	**599 772,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**101 137,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**342 980,00**	**599 772,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**101 137,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 058,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-1 466 714,00**	**-2 339 744,00**	**-1 632 231,00**	**-283 719,00**	**0,00**	**-555 051,00**	**-1 720,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		**322 303,00**	**346 244,00**	**668 547,00**
Dépenses de l'exercice		**314 868,00**	**234 500,00**	**549 368,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**100 000,00**	**0,00**	**100 000,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**38 868,00**	**174 500,00**	**213 368,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**176 000,00**	**0,00**	**176 000,00**
20171	POLE SANTE Pays Gd Combien	26 000,00	0,00	26 000,00
202314	CREATION MSP MULTISITES CHAMBORIGAUD ET GENOLHAC	150 000,00	0,00	150 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**7 435,00**	**111 744,00**	**119 179,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-322 303,00	-346 244,00	-668 547,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	322 303,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	346 244,00
Dépenses de l'exercice		0,00	314 868,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 500,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	38 868,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20171	POLE SANTE Pays Gd Combien	0,00	26 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202314	CREATION MSP MULTISITES CHAMBORIGAUD ET GENOLHAC	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
Restes à réaliser – reports		0,00	7 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 744,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-322 303,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-346 244,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**506 057,00**	**506 057,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
20161	Travaux et Equipements divers Petite Enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**306 057,00**	**306 057,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	Crèches et garderies	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-456 057,00	-456 057,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		**250 000,00**	**0,00**	**4 830 698,00**	**0,00**	**5 080 698,00**
Dépenses de l'exercice		**250 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**0,00**	**4 250 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**250 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**0,00**	**4 250 000,00**
20202	HABITAT	0,00	0,00	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00
20236	MAISON DE L'HABITAT	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**830 698,00**	**0,00**	**830 698,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**5 478 885,00**	**0,00**	**5 478 885,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	Aides à l'accession à la propriété	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	1 478 885,00	0,00	1 478 885,00
SOLDE (2)		-250 000,00	0,00	648 187,00	0,00	398 187,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**6 986 124,00**	**9 953 273,00**	**994 722,00**	**17 934 119,00**
Dépenses de l'exercice		**5 287 500,00**	**7 041 007,00**	**772 474,00**	**13 100 981,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**72 000,00**	**0,00**	**72 000,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**3 000,00**	**16 474,00**	**19 474,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**213 000,00**	**213 000,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**615 500,00**	**7 000,00**	**44 000,00**	**666 500,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**4 672 000,00**	**6 959 007,00**	**499 000,00**	**12 130 007,00**
20031	DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES	0,00	24 970,00	0,00	24 970,00
20034	NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF	1 840 000,00	0,00	0,00	1 840 000,00
20093	Voie de contournement secteur Salindres	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
20172	Const. Déchetterie, Quais de transfert	2 360 000,00	0,00	0,00	2 360 000,00
20193	CHARTE FORESTIERE	0,00	0,00	161 000,00	161 000,00
20201	ANRU2 DEPLOIEMENT	0,00	5 328 766,00	0,00	5 328 766,00
20202	HABITAT	0,00	1 555 271,00	0,00	1 555 271,00
202310	RELANTERNAGE EN LED	472 000,00	0,00	0,00	472 000,00
20232	MISE EN OEUVRE DU PCAET	0,00	0,00	48 000,00	48 000,00
20234	CENTRE DE THERMALISME EQUIN EUZET LES BAINS	0,00	0,00	290 000,00	290 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**1 698 624,00**	**2 912 266,00**	**222 248,00**	**4 833 138,00**
RECETTES (2)		**466 803,00**	**4 537 115,00**	**0,00**	**5 003 918,00**
Recettes de l'exercice		**145 425,00**	**4 537 115,00**	**0,00**	**4 682 540,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	145 425,00	4 537 115,00	0,00	4 682 540,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		321 378,00	0,00	0,00	321 378,00
SOLDE (2)		-6 519 321,00	-5 416 158,00	-994 722,00	-12 930 201,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81 810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	5 444 693,00	0,00	1 532 866,00	8 565,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	4 226 000,00	0,00	1 061 500,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**26 000,00**	**0,00**	**589 500,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**4 200 000,00**	**0,00**	**472 000,00**	**0,00**	**0,00**
20031	DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20034	NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF	0,00	0,00	1 840 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20093	Voie de contournement secteur Salindres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20172	Const. Déchetterie, Quais de transfert	0,00	0,00	2 360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20193	CHARTE FORESTIERE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20201	ANRU2 DEPLOIEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20202	HABITAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202310	RELANTERNAGE EN LED	0,00	0,00	0,00	0,00	472 000,00	0,00	0,00
20232	MISE EN OEUVRE DU PCAET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20234	CENTRE DE THERMALISME EQUIN EUZET LES BAINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**1 218 693,00**	**0,00**	**471 366,00**	**8 565,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**316 803,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 425,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	145 425,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	150 000,00	0,00	171 378,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-5 294 693,00	0,00	-1 216 063,00	-8 565,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	289 603,00	0,00	9 663 670,00	498 007,00	0,00	0,00	496 715,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	84 970,00	0,00	6 956 037,00	454 000,00	0,00	0,00	318 474,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82								
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	Act° spécif. lutte contre la pollution	Préservation du milieu naturel
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 474,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**63 000,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**7 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**74 970,00**	**0,00**	**6 884 037,00**	**290 000,00**	**0,00**	**0,00**	**209 000,00**
20031	DEVIATION ST CHRITOL LEZ ALES	0,00	0,00	24 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20034	NETTOIEMENT O.M/TRI SELECTIF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20093	Voie de contournement secteur Salindres	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20172	Const. Déchetterie, Quais de transfert	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20193	CHARTE FORESTIERE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 000,00
20201	ANRU2 DEPLOIEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	5 328 766,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20202	HABITAT	0,00	0,00	0,00	0,00	1 555 271,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202310	RELANTERNAGE EN LED	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20232	MISE EN OEUVRE DU PCAET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00
20234	CENTRE DE THERMALISME EQUIN EUZET LES BAINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 000,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**204 633,00**	**0,00**	**2 707 633,00**	**44 007,00**	**0,00**	**0,00**	**178 241,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 537 115,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 537 115,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 537 115,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82								
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-289 603,00	0,00	-5 126 555,00	-498 007,00	0,00	0,00	-496 715,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**843 842,00**	**0,00**	**292 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 364 547,00**	**0,00**	**2 500 389,00**
Dépenses de l'exercice		**557 480,00**	**0,00**	**292 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 056 681,00**	**0,00**	**1 906 161,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-31 514,00**	**0,00**	**-21 514,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**23 000,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**282 480,00**	**0,00**	**292 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 080 195,00**	**0,00**	**1 654 675,00**
200211	RENOVATION CATHEDRALE ST JEAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 000,00	0,00	230 000,00
20122	REHABILITATION FORT VAUBAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
20138	TRAIN A VAPEUR DES CEVENNES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
20177	Maison de la Figue	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
20204	MINE TÉMOIN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 710,00	0,00	212 710,00
20233	SOUTIEN A IMT	132 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 800,00
20235	MODERNISATION DU PREHISTORAMA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 485,00	0,00	287 485,00
20237	PROJET ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE	0,00	0,00	292 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	292 000,00
20238	EXTENSION CAMPUS BTP/CFA MEJANNES LES ALES	149 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 680,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**286 362,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**307 866,00**	**0,00**	**594 228,00**
RECETTES (2)		**72 388,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 750,00**	**0,00**	**131 138,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	Aides aux services publics	Total
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 750,00	0,00	58 750,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 750,00	0,00	58 750,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		72 388,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 388,00
SOLDE (2)		-771 454,00	0,00	-292 000,00	0,00	0,00	-1 305 797,00	0,00	-2 369 251,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**78 675 279,21**									
1641 Emprunts en euros (total)					78 675 279,21									
014	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2020	01/07/2020	01/01/2021	166 321,45	V	(Livret A(Préfixé) + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A(Préfixé)	1,450	1,450	EUR	A	X	O	A-1
0153-CONSO	BANQUE POSTALE	11/10/2016	19/04/2017	01/08/2017	2 300 000,00	F	Taux fixe à 0.88 %	0,880	0,883	EUR	T	P	O	A-1
019	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2020	01/07/2020	01/10/2020	1 274 671,85	V	(Livret A(Préfixé) + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A(Préfixé)	1,450	1,450	EUR	A	C	O	A-1
031 Ream BP	SFIL CAFFIL	20/10/2015	15/11/2015	01/08/2016	6 034 097,76	F	Taux fixe à 3.19 %	3,190	3,236	EUR	A	X	O	A-1
034	CREDIT AGRICOLE	30/11/2006	01/12/2005	30/11/2007	300 000,00	V	Moyenne Euribor 12M-Floor -0.2 sur Moyenne Euribor 12M + 0.2	2,410	2,410	EUR	A	X	O	A-1
035	CREDIT AGRICOLE	22/01/2007	26/01/2007	30/01/2008	300 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.15 sur Euribor 12M) + 0.15	4,225	4,225	EUR	A	X	O	A-1
052	SOCIETE GENERALE	18/12/2008	29/12/2008	29/03/2009	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4.615 %	4,615	4,696	EUR	T	P	O	A-1
053	CAISSE D'EPARGNE	16/12/2009	25/12/2009	25/03/2010	3 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M) + 0.42	1,127	1,148	EUR	T	P	O	A-1
058	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2020	01/07/2020	01/10/2020	933 333,44	V	(LEP(Préfixé) + 0.4)-Floor -0.4 sur LEP(Préfixé)	1,400	1,400	EUR	T	C	O	A-1
066	CREDIT AGRICOLE	22/10/2018	31/10/2018	31/10/2019	3 953 869,00	F	Taux fixe à 1.91 %	1,910	1,910	EUR	A	P	O	A-1
067	CREDIT AGRICOLE	09/12/2019	20/12/2019	25/12/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	0,690	EUR	A	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat							Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Modalité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
069	CREDIT AGRICOLE	14/12/2020	30/12/2020	25/12/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	0,440	EUR	A	P	O	A-1
070	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/12/2021	07/12/2021	16/03/2022	4 000 000,00	F	Taux fixe à 0.63 %	0,630	0,632	EUR	T	C	O	A-1
077-1	CAISSE D'EPARGNE	16/05/2018	01/01/2020	25/02/2020	47 458,37	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	2,147	EUR	T	P	O	A-1
151 Ream	CAISSE D'EPARGNE	10/11/2016	10/11/2016	25/11/2017	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,230	EUR	A	P	O	A-1
156	BANQUE POSTALE	13/12/2018	08/07/2019	01/11/2019	3 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.55)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,550	0,560	EUR	T	C	O	A-1
2020-ream	SFIL CAFFIL	20/11/2020	01/12/2020	01/03/2021	4 120 046,91	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	P	O	A-1
2023-03	SFIL CAFFIL	29/12/2022	29/12/2022	01/04/2023	4 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.66)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,788	2,859	EUR	T	C	O	A-1
41	CREDIT AGRICOLE	25/03/2015	31/03/2015	30/06/2015	11 478 333,61	F	Taux fixe à 4.08 %	4,080	4,143	EUR	T	P	O	A-1
452-12	SFIL CAFFIL	15/10/2010	27/10/2010	01/02/2011	217 925,00	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	1,863	EUR	T	P	O	A-1
452-14	SFIL CAFFIL	01/11/2008	01/11/2008	01/12/2008	295 000,00	F	Taux fixe à 4.89 %	4,890	5,001	EUR	M	P	O	A-1
452-20	CREDIT AGRICOLE	02/11/2009	05/11/2009	05/02/2011	200 000,00	V	(Euribor 3M + 2.3) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	3,349	3,391	EUR	T	P	O	A-1
452-21	CREDIT AGRICOLE	22/07/2011	01/12/2013	01/09/2011	350 000,00	F	Taux fixe à 3.83 %	3,830	3,898	EUR	M	P	O	A-1
452-25	CREDIT AGRICOLE	21/06/2010	25/04/2016	25/07/2016	152 787,15	V	(Euribor 3M + 2.32) + Cap 1.688 sur Euribor 3M	2,071	2,087	EUR	T	P	O	A-1
452-26	CREDIT AGRICOLE	22/07/2011	01/12/2013	01/09/2011	185 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,867	EUR	M	P	O	A-1
452-27	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	27/10/2010	27/01/2014	320 370,55	V	(Euribor 3M + 1.61) + Cap 2.027 sur Euribor 3M	1,834	1,847	EUR	T	X	O	A-1
452-29	SFIL CAFFIL	09/03/2016	01/04/2016	01/05/2016	100 000,00	F	Taux fixe à 2.05 %	2,050	2,069	EUR	M	P	O	A-1
452-8	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	16/09/2016	14/09/2016	01/01/2017	45 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,750	1,750	EUR	T	P	O	A-1
51	SOCIETE GENERALE	30/08/2013	30/08/2013	30/11/2013	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,494	EUR	T	C	O	A-1
528-1	CAISSE D'EPARGNE	25/09/2005	25/09/2005	25/09/2006	200 000,00	V	Euribor 12M + 0.2	2,600	2,638	EUR	A	P	O	A-1
551-14	CREDIT AGRICOLE	18/01/2010	18/01/2010	01/01/2016	200 000,00	V	(Euribor 3M + 2.01) + Cap 1.71 sur Euribor 3M	1,973	1,988	EUR	T	X	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Modalité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
551-18	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	03/12/2012	03/12/2012	01/01/2014	100 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
551-19	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/07/2014	15/07/2014	01/08/2014	133 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	P	O	A-1
551-2	CAISSE D'EPARGNE	25/11/2016	25/12/2016	25/12/2017	800 000,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,540	EUR	A	P	O	A-1
551-51	SFIL CAFFIL	03/02/2005	31/12/2021	01/01/2022	358 343,40	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	0,000	0,000	EUR	T	P	O	A-1
551-65	CREDIT AGRICOLE	18/12/2007	31/12/2021	01/01/2022	122 091,22	F	Taux fixe à 4.66 %	4,660	4,761	EUR	M	P	O	A-1
61-Prin	CREDIT FONCIER DE FRANCE	23/12/2014	05/01/2015	05/01/2016	383 813,63	F	Taux fixe à 2.27 %	2,270	2,270	EUR	A	P	O	A-1
62	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2017	25/08/2017	25/11/2017	4 303 815,87	F	Taux fixe à 2.42 %	2,420	2,442	EUR	T	P	O	A-1
63	CREDIT AGRICOLE	30/11/2017	20/12/2017	25/03/2018	3 000 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,292	0,292	EUR	T	C	O	A-1
C09293-CONSOLIDATION	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	07/11/2016	30/12/2016	23/03/2017	4 300 000,00	F	Taux fixe à 1.51 %	1,510	1,541	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**100 000,00**									
1681 Autres emprunts (total)					100 000,00									
2021-1	Caisse Allocations Familiales	20/01/2020	11/01/2022	01/01/2023	100 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**78 775 279,21**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**48 787 455,70**					**5 504 312,22**	**1 155 744,33**	**0,00**	**157 416,87**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		48 787 455,70					5 504 312,22	1 155 744,33	0,00	157 416,87
014	N	0,00	A-1	131 091,48	7,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A(Préfixé)	2,950	17 212,91	1 900,83	0,00	3 350,09
0153-CONSO	N	0,00	A-1	1 060 052,11	4,33	F	Taux fixe à 0.88 %	0,883	231 956,76	8 564,40	0,00	1 194,30
019	N	0,00	A-1	927 034,07	7,75	V	(Livret A(Préfixé) + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A(Préfixé)	2,950	115 879,26	27 347,51	0,00	7 921,15
031 Ream BP	N	0,00	A-1	2 807 688,50	9,58	F	Taux fixe à 3.19 %	3,236	551 454,55	90 809,23	0,00	30 388,97
034	N	0,00	A-1	52 462,04	2,91	V	Moyenne Euribor 12M-Floor -0.2 sur Moyenne Euribor 12M + 0.2	1,440	17 517,76	755,45	0,00	0,00
035	N	0,00	A-1	81 600,59	4,08	V	(Euribor 12M-Floor -0.15 sur Euribor 12M) + 0.15	0,000	16 320,12	0,00	0,00	0,00
052	N	0,00	A-1	270 411,48	0,99	F	Taux fixe à 4.615 %	4,696	270 411,48	7 844,41	0,00	0,00
053	N	0,00	A-1	430 179,88	1,98	V	(Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M) + 0.42	2,624	213 866,76	12 366,28	0,00	0,00
058	N	0,00	A-1	700 000,07	6,50	V	(LEP(Préfixé) + 0.4)-Floor -0.4 sur LEP(Préfixé)	5,000	103 703,72	37 021,56	0,00	9 216,40

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
066	N	0,00	A-1	3 006 660,12	10,83	F	Taux fixe à 1.91 %	1,910	248 216,48	57 427,21	0,00	8 781,04
067	N	0,00	A-1	1 616 330,62	11,98	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	129 658,72	11 152,68	0,00	142,47
069	N	0,00	A-1	2 611 322,57	12,98	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	195 622,29	11 489,82	0,00	147,63
070	N	0,00	A-1	3 733 333,32	13,96	F	Taux fixe à 0.63 %	0,632	266 666,68	22 890,00	0,00	849,33
077-1	N	0,00	A-1	41 075,91	15,65	F	Taux fixe à 2.13 %	2,147	2 219,49	857,27	0,00	80,47
151 Ream	N	0,00	A-1	2 487 423,13	8,90	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	263 059,44	30 595,30	0,00	2 659,97
156	N	0,00	A-1	2 350 000,00	11,58	V	(Euribor 3M + 0.49)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,180	200 000,00	74 899,63	0,00	16 092,78
2020-ream	N	0,00	A-1	3 586 331,76	11,92	F	Taux fixe à 1.6 %	1,610	273 317,84	55 746,85	0,00	4 270,11
2023-03	N	0,00	A-1	4 000 000,00	15,00	V	(Euribor 3M + 0.66)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,859	200 000,01	107 682,88	0,00	44 064,52
41	N	0,00	A-1	7 120 318,20	9,00	F	Taux fixe à 4.08 %	4,143	668 892,40	280 361,48	0,00	0,00
452-12	N	0,00	A-1	48 540,31	2,83	F	Taux fixe à 1.85 %	1,863	15 882,37	788,23	0,00	99,02
452-14	N	0,00	A-1	10 956,82	0,83	F	Taux fixe à 4.89 %	5,001	10 956,82	269,71	0,00	0,00
452-20	N	0,00	A-1	80 889,27	6,84	V	(Euribor 3M + 2.3) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	4,093	10 532,74	3 110,65	0,00	434,15
452-21	N	0,00	A-1	169 590,52	8,58	F	Taux fixe à 0.7 %	0,702	19 047,36	1 126,10	0,00	84,89
452-25	N	0,00	A-1	51 331,54	2,82	V	(Euribor 3M + 2.32) + Cap 1.688 sur Euribor 3M	3,830	16 608,94	1 782,30	0,00	251,28
452-26	N	0,00	A-1	43 925,73	3,58	F	Taux fixe à 0.65 %	0,652	11 876,18	250,18	0,00	16,78
452-27	N	0,00	A-1	85 077,04	2,82	V	(Euribor 3M + 1.61) + Cap 2.027 sur Euribor 3M	3,101	27 547,24	2 601,41	0,00	366,16
452-29	N	0,00	A-1	71 101,53	13,25	F	Taux fixe à 2.05 %	2,069	4 685,27	1 413,73	0,00	109,68

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
452-8	N	0,00	A-1	33 042,13	13,75	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,000	1 949,67	1 114,39	0,00	302,97
51	N	0,00	A-1	2 300 000,00	5,66	V	Euribor 3M + 1.5	3,551	400 000,00	96 776,11	0,00	9 086,86
528-1	N	0,00	A-1	70 467,18	6,73	F	Taux fixe à 2.14 %	2,140	9 438,69	1 508,00	0,00	344,64
551-14	N	0,00	A-1	34 050,87	2,00	V	(Euribor 3M + 2.01) + Cap 1.71 sur Euribor 3M	3,772	14 830,21	1 006,39	0,00	176,76
551-18	N	0,00	A-1	47 060,27	5,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	7 103,81	1 858,88	0,00	1 573,90
551-19	N	0,00	A-1	79 928,62	10,58	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,000	6 522,61	2 397,86	0,00	1 215,28
551-2	N	0,00	A-1	585 111,08	13,98	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	37 769,82	9 010,71	0,00	117,07
551-51	N	0,00	A-1	277 649,38	3,00	V	(Euribor 3M + 0.18)-Floor -0.18 sur Euribor 3M	2,420	82 878,43	6 479,00	0,00	2 022,23
551-65	N	0,00	A-1	104 316,69	5,00	F	Taux fixe à 4.66 %	4,761	18 620,71	4 466,80	0,00	321,70
61-Prin	N	0,00	A-1	220 684,55	7,01	F	Taux fixe à 2.27 %	2,270	25 467,65	5 009,54	0,00	4 369,87
62	N	0,00	A-1	2 794 331,62	8,15	F	Taux fixe à 2.42 %	2,442	309 837,57	64 825,19	0,00	5 845,46
63	N	0,00	A-1	2 000 000,00	9,98	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	1,632	200 000,00	70 648,78	0,00	1 119,75
C09293-CONSOLIDATION	N	0,00	A-1	2 666 084,70	8,73	F	Taux fixe à 1.51 %	1,541	286 779,46	39 587,58	0,00	399,19
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**100 000,00**					**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		100 000,00					20 000,00	0,00	0,00	0,00
2021-1	N	0,00	A-1	100 000,00	4,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	20 000,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**48 887 455,70**					**5 524 312,22**	**1 155 744,33**	**0,00**	**157 416,87**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.
(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	41	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	48 887 455,70	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 6 322 400,00**	**696 750,32**	**II 696 750,32**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**5 664 100,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	5 630 000,00	250 000,00	250 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	20 000,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	14 100,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**658 300,00**	**446 750,32**	**446 750,32**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	446 750,32	446 750,32
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*658 300,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**7 019 150,32**	**14 318 778,00**	**0,00**	**21 337 928,32**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 11 293 243,00**	**8 484 174,00**	**VI 8 484 174,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 323 383,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
10222	FCTVA	2 298 383,00	20 000,00	20 000,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27…	Autres immobilisations financières			
276341	Créance Communes du GFP	25 000,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**8 969 860,00**	**8 464 174,00**	**8 464 174,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*44 300,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804131	*Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel*	*41 900,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*16 800,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*799 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*2 800,00*	*0,00*	*0,00*
28041483	*Subv.Cne : Projet infrastructure*	*6 020,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*GFP : Bien mobilier, matériel*	*1 270,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*12 200,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*69 340,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*450 400,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*51 300,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*167 100,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*265 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*6 600,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Hôtel de ville*	*1 650,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*131 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*2 030,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*12 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*3 600,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*19 100,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*3 950,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*112 000,00*	*0,00*	*0,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*650,00*	*0,00*	*0,00*
281732	*Immeubles de rapport (m. à dispo)*	*8 650,00*	*0,00*	*0,00*
2817534	*Réseaux d'électrification (m. à dispo)*	*18 300,00*	*0,00*	*0,00*
281757	*Matériel, outillage voirie (m. à dispo)*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*6 750,00*	*0,00*	*0,00*
281783	*Matériel bureau et info. (m. à dispo)*	*55 850,00*	*0,00*	*0,00*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*28 800,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*28 000,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*750 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*601 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*177 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Cheptel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*800 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*109 000,00*	*0,00*	*0,00*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*3 888 000,00*	*8 464 174,00*	*8 464 174,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**19 777 417,00**	**4 042 354,00**	**6 286 801,84**	**4 436 372,48**	**34 542 945,32**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**21 337 928,32**
Ressources propres disponibles	VIII	**34 542 945,32**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**13 205 017,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV
C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**5,00**	**1,75**	**6,75**	**4,00**	**0,60**	**4,60**
Directeur général des services	A	0,00	0,60	0,60	0,00	0,60	0,60
Directeur général adjoint des services	A	5,00	1,15	6,15	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**320,00**	**11,11**	**331,11**	**199,53**	**56,28**	**255,81**
Adjt adm	C	64,00	3,67	67,67	38,81	16,90	55,71
Adjt adm Pal 1Cl	C	55,00	0,86	55,86	46,86	0,00	46,86
Adjt adm Pal 2Cl	C	62,00	3,21	65,21	45,86	2,00	47,86
Attaché	A	43,00	0,63	43,63	21,00	17,00	38,00
Attaché HCl	A	4,00	1,15	5,15	1,00	0,00	1,00
Attaché Pal	A	8,00	0,38	8,38	5,00	3,38	8,38
Directeur ter	A	5,00	0,35	5,35	1,00	1,00	2,00
Rédacteur	B	45,00	0,00	45,00	21,00	15,00	36,00
Rédacteur Pal 1Cl	B	15,00	0,00	15,00	12,00	0,00	12,00
Rédacteur Pal 2Cl	B	18,00	0,86	18,86	6,00	1,00	7,00
Secrétaire de Mairie	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**520,00**	**42,47**	**562,47**	**365,12**	**78,95**	**444,07**
Adjt tech	C	176,00	30,99	206,99	115,68	64,95	180,63
Adjt tech Pal 1Cl	C	50,00	0,00	50,00	42,00	0,00	42,00
Adjt tech Pal 2Cl	C	123,00	11,48	134,48	114,44	0,00	114,44
Agent maitrise	C	58,00	0,00	58,00	27,00	0,00	27,00
Agent maitrise Pal	C	21,00	0,00	21,00	16,00	0,00	16,00
Ingénieur	A	18,00	0,00	18,00	11,00	3,00	14,00
Ingénieur Pal	A	8,00	0,00	8,00	5,00	0,00	5,00
Ingénieur en chef	A	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur en chef HCl	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	29,00	0,00	29,00	10,00	11,00	21,00
Technicien Pal 1Cl	B	16,00	0,00	16,00	12,00	0,00	12,00
Technicien Pal 2Cl	B	16,00	0,00	16,00	12,00	0,00	12,00
FILIERE SOCIALE (d)		**76,00**	**2,28**	**78,28**	**36,81**	**12,00**	**48,81**
ATSEM Pal 1Cl	C	10,00	0,81	10,81	5,00	0,00	5,00
ATSEM Pal 2Cl	C	23,00	1,47	24,47	13,81	0,00	13,81
Agent social	C	4,00	0,00	4,00	1,00	0,00	1,00
Agent social Pal 2Cl	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Assist soc-educ	A	4,00	0,00	4,00	1,00	1,00	2,00
Conseiller soc-ed	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Educateur Jeunes Enfants	A	28,00	0,00	28,00	13,00	10,00	23,00
Educateur j enfant ClEx	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**85,00**	**1,30**	**86,30**	**40,00**	**22,00**	**62,00**
Aide-soignant Cl N	B	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
Auxiliaire puér Cl N	B	32,00	0,00	32,00	14,00	17,00	31,00
Auxiliaire puér Cl Sup	B	20,00	0,00	20,00	14,00	0,00	14,00
Auxiliaire soins Pal 1Cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Cadre de santé	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Infirmier soins gx	A	7,00	0,00	7,00	1,00	1,00	2,00
Infirmier soins gx HCl	A	8,00	0,00	8,00	6,00	0,00	6,00
Médecin 1Cl	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Médecin 2Cl	A	0,00	0,50	0,50	0,00	0,00	0,00
Médecin HCl	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Psychologue HCl	A	1,00	0,80	1,80	0,00	1,00	1,00
Puér	A	5,00	0,00	5,00	1,00	2,00	3,00
Puér HCl	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**28,00**	**0,00**	**28,00**	**13,00**	**4,00**	**17,00**
Conseiller APS	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Educateur APS	B	12,00	0,00	12,00	4,00	4,00	8,00
Educateur APS Pal 1Cl	B	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Educateur APS Pal 2Cl	B	6,00	0,00	6,00	2,00	0,00	2,00
Opérateur APS Pal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Opérateur APS qual	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**132,00**	**18,00**	**150,00**	**66,52**	**19,55**	**86,07**
Adjt ter patr Pal 1Cl	C	17,00	0,00	17,00	10,00	0,00	10,00
Adjt ter patr Pal 2Cl	C	18,00	1,47	19,47	11,47	0,00	11,47
Adjt ter patrimoine	C	21,00	1,77	22,77	4,20	10,00	14,20
Assist conserv	B	8,00	0,00	8,00	1,00	3,00	4,00
Assist conserv Pal 1Cl	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Assist conserv Pal 2Cl	B	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Assist ens art	B	4,00	2,35	6,35	1,75	1,00	2,75
Assist ens art Pal 1Cl	B	20,00	2,10	22,10	13,10	0,00	13,10
Assist ens art Pal 2Cl	B	21,00	9,81	30,81	15,00	3,55	18,55
Attaché conserv patr	A	6,00	0,00	6,00	1,00	2,00	3,00
Bibliothécaire	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conserv biblio (Conc)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Conserv patr chef	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Prof ens art ClN	A	3,00	0,50	3,50	1,00	0,00	1,00
Prof ens art HCl	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**149,00**	**41,30**	**190,30**	**110,21**	**65,81**	**176,02**
Adjt ter anim Pal 1Cl	C	15,00	0,86	15,86	11,86	0,00	11,86
Adjt ter anim Pal 2Cl	C	35,00	5,22	40,22	33,61	0,00	33,61

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Adjt ter animation	C	90,00	33,48	123,48	60,85	65,81	126,66
Animateur	B	3,00	1,74	4,74	0,89	0,00	0,89
Animateur Pal 1Cl	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Animateur Pal 2Cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**14,00**	**0,00**	**14,00**	**8,00**	**0,00**	**8,00**
Chef service PM	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Garde-champêtre chef	C	7,00	0,00	7,00	5,00	0,00	5,00
Garde-champêtre chef Pal	C	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**4,00**	**2,00**	**6,00**
Collaborateur de cabinet		3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
Sans Grade NT		0,00	0,00	0,00	4,00	0,00	4,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**1 327,00**	**116,46**	**1 443,46**	**843,19**	**260,59**	**1 103,78**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N — C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjt adm	C	ADM	5573	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	367	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm	C	ADM	367	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm Pal 2Cl	C	ADM	446	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt adm Pal 2Cl	C	ADM	368	0,00	A Transfert 2017 AA	CDI Contrat à durée indéterminée
Adjt tech	C	TECH	17301	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	3303	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	1101	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	2923	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	734	0,00	A Transfert de compétences	CDI Contrat à durée indéterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	7327	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	8808	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	5872	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	5872	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter patrimoine	C	CULT	3670	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Assist conserv	B	CULT	1209	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Assist ens art	B	CULT	389	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Assist ens art Pal 2Cl	B	CULT	401	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Assist ens art Pal 2Cl	B	CULT	401	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Assist ens art Pal 2Cl	B	CULT	2173	0,00	A Transfert 2017 CCVC	CDI Contrat à durée indéterminée

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)			
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assist soc-educ	A	S	623	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	6780	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché	A	ADM	525	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Attaché Pal	A	ADM	896	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché Pal	A	ADM	1961	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché Pal	A	ADM	995	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Attaché conserv patr	A	CULT	1011	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Auxiliaire puér Cl N	B	MS	5594	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Auxiliaire puér Cl N	B	MS	778	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Auxiliaire puér Cl N	B	MS	389	0,00	3-1	CDD Contrat à durée déterminée
Auxiliaire puér Cl N	B	MS	823	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Collaborateur de cabinet		OTR		0,00	110	CDD Contrat à durée déterminée
Conseiller soc-ed	A	S	509	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
D.G. 80 à 150 mille hab.	A	OTR		0,00	47	CDD Contrat à durée déterminée
Directeur ter	A	ADM	881	0,00	A Transfert 2017 AA	CDI Contrat à durée indéterminée
Educateur APS	B	SP	1568	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Educateur Jeunes Enfants	A	S	4592	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Infirmier soins gx	A	MS	514	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Ingénieur	A	TECH	1222	0,00	A Transfert de compétences	CDI Contrat à durée indéterminée
Ingénieur	A	TECH	697	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Médecin 1Cl	A	MS	1027	0,00	A Transfert 2017 AA	CDI Contrat à durée indéterminée
Psychologue HCl	A	MS	1015	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Puér	A	MS	489	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Puér	A	MS	558	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)			
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Rédacteur	B	ADM	4662	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	389	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	1187	0,00	A CONT-CDI (Passage de CDD)	CDI Contrat à durée indéterminée
Rédacteur Pal 2Cl	B	ADM	599	0,00	3-2	CDD Contrat à durée déterminée
Technicien	B	TECH	3624	0,00	3-3-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Technicien	B	TECH	452	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI Contrat à durée indéterminée
Technicien	B	TECH	889	0,00	3-3-1°	CDD Contrat à durée déterminée
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjt tech	C	TECH	1468	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	2936	0,00	3-b	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt tech	C	TECH	1468	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter anim Pal 2Cl	C	ANIM	416	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	2202	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter animation	C	ANIM	17983	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Adjt ter patrimoine	C	CULT	734	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Animateur Pal 1Cl	B	ANIM	6840	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Assist ens art Pal 2Cl	B	CULT	4089	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Assist ens art Pal 2Cl	B	CULT	1604	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Auxiliaire puér Cl N	B	MS	434	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Auxiliaire puér Cl N	B	MS	1313	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Contrat de projet		OTR	1619	0,00	A CONT-Contrat de projet	CDD Contrat à durée déterminée
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

IV
D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006691800109

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : CONST. ET GEST. BAT. ALES AGGLO. (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 23
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 27
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 28
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 29
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 30
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 32

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique [illegible] autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Code INSEE	ALES CONST. ET GEST. BAT. ALES AGGLO.	BS

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	-70 000,00	198 035,41
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 268 035,41	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	198 035,41	198 035,41

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	2 484 586,59	2 616 409,62
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	112 415,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 19 408,03	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 616 409,62	2 616 409,62

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	2 814 445,03	2 814 445,03

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	285 200,00	0,00	10 000,00	10 000,00	295 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**285 250,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**295 250,00**
66	Charges financières	255 200,00	0,00	0,00	0,00	255 200,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**540 450,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**550 450,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*535 550,00*		*0,00*	*0,00*	*535 550,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*331 950,00*		*-80 000,00*	*-80 000,00*	*251 950,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***867 500,00***		***-80 000,00***	***-80 000,00***	***787 500,00***
	TOTAL	**1 407 950,00**	**0,00**	**-70 000,00**	**-70 000,00**	**1 337 950,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**268 035,41**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 605 985,41**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	75 000,00	0,00	85 000,00	85 000,00	160 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	879 000,00	0,00	113 035,41	113 035,41	992 035,41
	Total des recettes de gestion courante	**954 000,00**	**0,00**	**198 035,41**	**198 035,41**	**1 152 035,41**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	356 450,00	0,00	0,00	0,00	356 450,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**1 310 450,00**	**0,00**	**198 035,41**	**198 035,41**	**1 508 485,41**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*97 500,00*		*0,00*	*0,00*	*97 500,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***97 500,00***		***0,00***	***0,00***	***97 500,00***
	TOTAL	**1 407 950,00**	**0,00**	**198 035,41**	**198 035,41**	**1 605 985,41**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 605 985,41**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**690 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	12 250,00	10 600,00	0,00	0,00	22 850,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	54 000,00	101 050,00	0,00	0,00	155 050,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	161 600,00	765,00	0,00	0,00	162 365,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**227 850,00**	**112 415,00**	**0,00**	**0,00**	**340 265,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	3 586,59	3 586,59	3 586,59
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	773 000,00	0,00	0,00	0,00	773 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**773 000,00**	**0,00**	**3 586,59**	**3 586,59**	**776 586,59**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 000 850,00**	**112 415,00**	**3 586,59**	**3 586,59**	**1 116 851,59**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*97 500,00*		*0,00*	*0,00*	*97 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*2 481 000,00*	*2 481 000,00*	*2 481 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***97 500,00***		***2 481 000,00***	***2 481 000,00***	***2 578 500,00***
	TOTAL	**1 098 350,00**	**112 415,00**	**2 484 586,59**	**2 484 586,59**	**3 695 351,59**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**19 408,03**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 714 759,62**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	171 850,00	0,00	0,00	0,00	171 850,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**171 850,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**171 850,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	51 000,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	215 409,62	215 409,62	215 409,62
	Total des recettes financières	**59 000,00**	**0,00**	**215 409,62**	**215 409,62**	**274 409,62**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**230 850,00**	**0,00**	**215 409,62**	**215 409,62**	**446 259,62**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*535 550,00*		*0,00*	*0,00*	*535 550,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*331 950,00*		*-80 000,00*	*-80 000,00*	*251 950,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propos... nouve...	(3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*2 481 000,00*	*2 481 000,00*	*2 481 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***867 500,00***		***2 401 000,00***	***2 401 000,00***	***3 268 500,00***
TOTAL		**1 098 350,00**	**0,00**	**2 616 409,62**	**2 616 409,62**	**3 714 759,62**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 714 759,62**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**690 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	10 000,00		10 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*-80 000,00*	-80 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**10 000,00**	***-80 000,00***	**-70 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**268 035,41**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**198 035,41**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 586,59	*0,00*	3 586,59
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*2 481 000,00*	2 481 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	10 600,00	*0,00*	10 600,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	101 050,00	*0,00*	101 050,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	765,00	*0,00*	765,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**116 001,59**	***2 481 000,00***	**2 597 001,59**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**19 408,03**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 616 409,62**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	85 000,00		85 000,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	113 035,41	*0,00*	113 035,41
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**198 035,41**	***0,00***	**198 035,41**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**198 035,41**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*2 481 000,00*	2 481 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*-80 000,00*	-80 000,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	215 409,62		215 409,62
Recettes d'investissement – Total		**215 409,62**	***2 401 000,00***	**2 616 409,62**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 616 409,62**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**285 200,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
60611	Eau et assainissement	2 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	6 000,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	200,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	5 000,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	10 000,00	10 000,00
6156	Maintenance	6 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	15 000,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	5 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	240 000,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**50,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	50,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**285 250,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**255 200,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	240 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	2 000,00	0,00	0,00
6688	Autres	13 200,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**540 450,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***535 550,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***331 950,00***	***-80 000,00***	***-80 000,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*331 950,00*	*-80 000,00*	*-80 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***867 500,00***	***-80 000,00***	***-80 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***867 500,00***	***-80 000,00***	***-80 000,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 407 950,00**	**-70 000,00**	**-70 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**268 035,41**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**198 035,41**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	2 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	2 000,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**75 000,00**	**85 000,00**	**85 000,00**
7388	Autres taxes diverses	75 000,00	85 000,00	85 000,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**879 000,00**	**113 035,41**	**113 035,41**
752	Revenus des immeubles	879 000,00	113 035,41	113 035,41
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**954 000,00**	**198 035,41**	**198 035,41**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**356 450,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
774	Subventions exceptionnelles	356 450,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**1 310 450,00**	**198 035,41**	**198 035,41**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***97 500,00***	***0,00***	***0,00***
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*97 500,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***97 500,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**1 407 950,00**	**198 035,41**	**198 035,41**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**198 035,41**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**12 250,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	12 250,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**54 000,00**	**0,00**	**0,00**
2115	Terrains bâtis	14 000,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	40 000,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**161 600,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	161 600,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**227 850,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**3 586,59**	**3 586,59**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	3 586,59	3 586,59
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**773 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	770 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**773 000,00**	**3 586,59**	**3 586,59**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 000 850,00**	**3 586,59**	**3 586,59**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***97 500,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***97 500,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*5 400,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*20 500,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*6 500,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*65 100,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*5 400,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*20 500,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*6 500,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*65 100,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***2 481 000,00***	***2 481 000,00***
1641	*Emprunts en euros*	*0,00*	*2 481 000,00*	*2 481 000,00*
2135	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***97 500,00***	***2 481 000,00***	***2 481 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 098 350,00**	**2 484 586,59**	**2 484 586,59**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (11)	**112 415,00**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**19 408,03**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 616 409,62**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**171 850,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	171 850,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**171 850,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements recus**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**51 000,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	51 000,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**215 409,62**	**215 409,62**
	Total des recettes financières	**59 000,00**	**215 409,62**	**215 409,62**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**230 850,00**	**215 409,62**	**215 409,62**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***535 550,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***331 950,00***	***-80 000,00***	***-80 000,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*4 000,00*	*0,00*	*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*4 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*101 700,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*205 000,00*	*-80 000,00*	*-80 000,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*420,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*770,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*300,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*2 100,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*3 700,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*3 350,00*	*0,00*	*0,00*
281732	*Immeubles de rapport (m. à dispo)*	*6 100,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*510,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***867 500,00***	***-80 000,00***	***-80 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***2 481 000,00***	***2 481 000,00***
1641	*Emprunts en euros*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*2 481 000,00*	*2 481 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***867 500,00***	***2 401 000,00***	***2 401 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**1 098 350,00**	**2 616 409,62**	**2 616 409,62**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 616 409,62**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**10 726 203,02**									
1641 Emprunts en euros (total)					10 726 203,02									
101	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2020	01/07/2020	01/09/2020	44 289,07	V	(Livret A(Préfixé) + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A(Préfixé)	1,450	1,450	EUR	A	X	O	A-1
106	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	27/12/2010	30/12/2011	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,270	EUR	A	P	O	A-1
107/Gest.bat et équip	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/11/2012	23/12/2012	01/01/2014	2 000 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
108	CREDIT AGRICOLE	01/06/2015	01/06/2015	01/10/2015	3 000 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0.9	0,906	0,909	EUR	T	P	O	A-1
110	CREDIT AGRICOLE	30/11/2017	20/12/2017	25/03/2018	1 000 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,292	0,292	EUR	T	C	O	A-1
2022-01	CAISSE D'EPARGNE	27/07/2022	02/05/2022	25/11/2022	1 362 168,21	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
2022-02	CREDIT COOPERATIF	03/01/2013	01/05/2022	03/01/2023	1 319 745,74	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	3,500	EUR	A	P	O	A-1
460	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/12/2018	25/12/2019	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégo-rie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**10 726 203,02**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**6 796 530,87**					**745 331,78**	**231 884,91**	**0,00**	**47 617,85**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		6 796 530,87					745 331,78	231 884,91	0,00	47 617,85
101	N	0,00	A-1	30 324,27	6,67	V	(Livret A(Préfixé) + 0.95)-Floor -0.95 sur Livret A(Préfixé)	2,950	4 515,70	894,57	0,00	336,98
106	N	0,00	A-1	240 345,68	3,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	77 551,67	7 859,30	0,00	0,00
107/Gest.bat et équip	N	0,00	A-1	941 204,78	5,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	142 076,27	37 177,59	0,00	0,00
108	N	0,00	A-1	1 581 872,62	7,50	V	Moyenne Euribor 3M + 0.9	2,749	185 313,90	54 697,35	0,00	0,00
110	N	0,00	A-1	666 666,60	9,98	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	1,632	66 666,68	23 549,58	0,00	373,25
2022-01	N	0,00	A-1	1 260 902,67	9,90	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	105 265,52	49 805,66	0,00	4 437,97
2022-02	N	0,00	A-1	1 319 745,74	10,01	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	100 422,05	46 191,10	0,00	42 320,69
460	N	0,00	A-1	755 468,51	10,98	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	63 519,99	11 709,76	0,00	148,96
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**6 796 530,87**					**745 331,78**	**231 884,91**	**0,00**	**47 617,85**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	8	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	6 796 530,87	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 867 500,00**	**3 586,59**	**II 3 586,59**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**770 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	770 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**97 500,00**	**3 586,59**	**3 586,59**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	3 586,59	3 586,59
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*97 500,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**871 086,59**	**112 415,00**	**19 408,03**	**1 002 909,62**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 918 500,00**	**135 409,62**	**VI 135 409,62**
Ressources propres externes de l'année (a)		**51 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2764	Créances sur personnes de droit privé	51 000,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**867 500,00**	**135 409,62**	**135 409,62**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*4 000,00*	*0,00*	*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*4 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*101 700,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*205 000,00*	*-80 000,00*	*-80 000,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*420,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*770,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*300,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*2 100,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*3 700,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*3 350,00*	*0,00*	*0,00*
281732	*Immeubles de rapport (m. à dispo)*	*6 100,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*510,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	215 409,62	215 409,62
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*535 550,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**1 053 909,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 053 909,62**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 002 909,62**
Ressources propres disponibles	VIII	**1 053 909,62**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Solde	IX = VIII – IV (5)

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006691800117

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : POLE MECANIQUE ALES AGGLOMERATION (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 23
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 27
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 28
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 29
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 30
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 32

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Code INSEE	ALES POLE MECANIQUE ALES AGGLOMERATION

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	-101 725,40	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 101 725,40	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	164 495,66	340 098,37
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	271 633,00	559 700,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 463 669,71	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	899 798,37	899 798,37

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	899 798,37	899 798,37

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 475 608,00	0,00	-105 277,40	-105 277,40	1 370 330,60
012	Charges de personnel, frais assimilés	412 000,00	0,00	0,00	0,00	412 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 010,00	0,00	0,00	0,00	20 010,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**1 907 618,00**	**0,00**	**-105 277,40**	**-105 277,40**	**1 802 340,60**
66	Charges financières	173 000,00	0,00	0,00	0,00	173 000,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**2 085 618,00**	**0,00**	**-105 277,40**	**-105 277,40**	**1 980 340,60**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*151 155,00*		*3 552,00*	*3 552,00*	*154 707,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*553 295,00*		*0,00*	*0,00*	*553 295,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***704 450,00***		***3 552,00***	***3 552,00***	***708 002,00***
	TOTAL	**2 790 068,00**	**0,00**	**-101 725,40**	**-101 725,40**	**2 688 342,60**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**101 725,40**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 790 068,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	778 434,00	0,00	0,00	0,00	778 434,00
73	Impôts et taxes	17 150,00	0,00	0,00	0,00	17 150,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 526 903,00	0,00	0,00	0,00	1 526 903,00
	Total des recettes de gestion courante	**2 322 487,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 322 487,00**
76	Produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
77	Produits exceptionnels	181 131,00	0,00	0,00	0,00	181 131,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**2 505 618,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 505 618,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*284 450,00*		*0,00*	*0,00*	*284 450,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***284 450,00***		***0,00***	***0,00***	***284 450,00***
	TOTAL	**2 790 068,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 790 068,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 790 068,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**423 552,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 000,00	15 605,00	9 395,00	9 395,00	26 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	47 500,00	252 476,00	110 000,00	110 000,00	409 976,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	46 500,00	0,00	15 605,00	15 605,00	62 105,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**95 000,00**	**268 081,00**	**135 000,00**	**135 000,00**	**498 081,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	29 495,66	29 495,66	29 495,66
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	445 000,00	3 552,00	0,00	0,00	448 552,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**445 000,00**	**3 552,00**	**29 495,66**	**29 495,66**	**478 047,66**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**540 000,00**	**271 633,00**	**164 495,66**	**164 495,66**	**976 128,66**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*284 450,00*		*0,00*	*0,00*	*284 450,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*38 910,00*		*0,00*	*0,00*	*38 910,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***323 360,00***		***0,00***	***0,00***	***323 360,00***
	TOTAL	**863 360,00**	**271 633,00**	**164 495,66**	**164 495,66**	**1 299 488,66**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**463 669,71**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 763 158,37**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	559 700,00	0,00	0,00	559 700,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	95 000,00	0,00	336 546,37	336 546,37	431 546,37
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**95 000,00**	**559 700,00**	**336 546,37**	**336 546,37**	**991 246,37**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**120 000,00**	**559 700,00**	**336 546,37**	**336 546,37**	**1 016 246,37**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*151 155,00*		*3 552,00*	*3 552,00*	*154 707,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*553 295,00*		*0,00*	*0,00*	*553 295,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles (3)	TOTAL III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*38 910,00*		*0,00*	*0,00*	*38 910,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***743 360,00***		***3 552,00***	***3 552,00***	***746 912,00***
TOTAL		**863 360,00**	**559 700,00**	**340 098,37**	**340 098,37**	**1 763 158,37**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 763 158,37**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**423 552,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-105 277,40		-105 277,40
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*3 552,00*	3 552,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**-105 277,40**	***3 552,00***	**-101 725,40**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**101 725,40**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	29 495,66	*0,00*	29 495,66
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 552,00	*0,00*	3 552,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	25 000,00	*0,00*	25 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	362 476,00	*0,00*	362 476,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	15 605,00	*0,00*	15 605,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**436 128,66**	***0,00***	**436 128,66**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**463 669,71**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**899 798,37**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	559 700,00	*0,00*	559 700,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	336 546,37	*0,00*	336 546,37
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*3 552,00*	3 552,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**896 246,37**	***3 552,00***	**899 798,37**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**899 798,37**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**1 475 608,00**	**-105 277,40**	**-105 277,40**
60611	Eau et assainissement	30 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	60 000,00	0,00	0,00
60622	Carburants	6 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	150,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	1 000,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	10 000,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	1 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 500,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	991 533,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	350,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	6 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	5 900,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	21 500,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 350,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	800,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	1 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	500,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	2 200,00	0,00	0,00
6238	Divers	12 000,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	232 775,00	-105 277,40	-105 277,40
6262	Frais de télécommunications	6 500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	230,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 500,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 400,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	60 000,00	0,00	0,00
6353	Impôts indirects	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	420,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**412 000,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	412 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**20 010,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**1 907 618,00**	**-105 277,40**	**-105 277,40**
66	**Charges financières (b)**	**173 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	170 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 000,00	0,00	0,00
6688	Autres	2 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**2 085 618,00**	**-105 277,40**	**-105 277,40**
023	***Virement à la section d'investissement***	***151 155,00***	***3 552,00***	***3 552,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***553 295,00***	***0,00***	***0,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*553 295,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***704 450,00***	***3 552,00***	***3 552,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***704 450,00***	***3 552,00***	***3 552,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 790 068,00**	**-101 725,40**	**-101 725,40**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**101 725,40**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	1 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	1 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**778 434,00**	**0,00**	**0,00**
70388	Autres redevances et recettes diverses	2 500,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	359 503,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	3 200,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	413 231,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**17 150,00**	**0,00**	**0,00**
7388	Autres taxes diverses	17 150,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 526 903,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	1 526 903,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**2 322 487,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**
7688	Autres	2 000,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**181 131,00**	**0,00**	**0,00**
774	Subventions exceptionnelles	106 131,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	75 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**2 505 618,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***284 450,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*284 450,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***284 450,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 790 068,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**1 000,00**	**9 395,00**	**9 395,00**
2031	Frais d'études	0,00	9 395,00	9 395,00
2033	Frais d'insertion	1 000,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**47 500,00**	**110 000,00**	**110 000,00**
2135	Installations générales, agencements	12 660,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	32 510,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	110 000,00	110 000,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 330,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**46 500,00**	**15 605,00**	**15 605,00**
2313	Constructions	46 500,00	15 605,00	15 605,00
	Total des dépenses d'équipement	**95 000,00**	**135 000,00**	**135 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**29 495,66**	**29 495,66**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	29 495,66	29 495,66
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**445 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	420 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**445 000,00**	**29 495,66**	**29 495,66**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**540 000,00**	**164 495,66**	**164 495,66**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***284 450,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***284 450,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*105 200,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*51 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*11 500,00*	*0,00*	*0,00*
139151	*Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.*	*5 150,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*64 600,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*47 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*105 200,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*51 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*11 500,00*	*0,00*	*0,00*
139151	*Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.*	*5 150,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*64 600,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*47 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***38 910,00***	***0,00***	***0,00***
2132	*Immeubles de rapport*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
2135	*Installations générales, agencements*	*18 910,00*	*0,00*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***323 360,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**863 360,00**	**164 495,66**	**164 495,66**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**271 633,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**463 669,71**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Restes à réaliser (3)	Vote (4)
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**899 798,37**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote, I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*
(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**95 000,00**	**336 546,37**	**336 546,37**
1641	Emprunts en euros	95 000,00	336 546,37	336 546,37
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**95 000,00**	**336 546,37**	**336 546,37**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements recus**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**120 000,00**	**336 546,37**	**336 546,37**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***151 155,00***	***3 552,00***	***3 552,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***553 295,00***	***0,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 160,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*3 535,00*	*0,00*	*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*134 500,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*107 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*5 565,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*262 500,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*50,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*580,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*90,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*1 390,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*3 570,00*	*0,00*	*0,00*
281732	*Immeubles de rapport (m. à dispo)*	*2 545,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*7 310,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*16 200,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*2 700,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*4 600,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***704 450,00***	***3 552,00***	***3 552,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***38 910,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*38 190,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*720,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***743 360,00***	***3 552,00***	***3 552,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**863 360,00**	**340 098,37**	**340 098,37**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**559 700,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**899 798,37**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**7 200 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					7 200 000,00									
152	CREDIT FONCIER DE FRANCE	22/12/2006	27/12/2006	01/04/2007	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.02 %	4,020	4,141	EUR	T	X	O	A-1
153	CREDIT FONCIER DE FRANCE	23/12/2014	05/01/2015	05/01/2016	800 000,00	F	Taux fixe à 2.27 %	2,270	2,270	EUR	A	P	O	A-1
155	CAISSE D'EPARGNE	14/04/2017	10/08/2017	25/08/2018	2 400 000,00	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	1,630	EUR	A	P	O	A-1
157	SFIL CAFFIL	17/12/2021	23/12/2021	01/04/2022	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.71 %	0,710	0,722	EUR	T	C	O	A-1
2023-04	SOCIETE GENERALE	16/12/2022	30/12/2022	30/03/2023	2 000 000,00	V	((Euribor 3M + 1.12)-Floor 1.5 sur Euribor 3M) + Cap 3.5 sur Euribor 3M	3,322	3,413	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**7 200 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**5 697 773,35**					**407 310,30**	**152 011,05**	**0,00**	**19 479,17**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 697 773,35					407 310,30	152 011,05	0,00	19 479,17
152	N	0,00	A-1	624 056,65	14,00	F	Taux fixe à 4.02 %	4,141	33 028,76	24 934,16	0,00	0,00
153	N	0,00	A-1	459 982,74	7,01	F	Taux fixe à 2.27 %	2,270	53 083,36	10 441,61	0,00	9 108,33
155	N	0,00	A-1	1 663 733,97	9,65	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	154 531,50	27 118,86	0,00	8 541,67
157	N	0,00	A-1	949 999,99	14,00	F	Taux fixe à 0.71 %	0,722	66 666,68	6 658,55	0,00	1 585,34
2023-04	N	0,00	A-1	2 000 000,00	20,00	V	((Euribor 3M + 1.12)-Floor 1.5 sur Euribor 3M) + Cap 3.5 sur Euribor 3M	3,413	100 000,00	82 857,87	0,00	243,83
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**5 697 773,35**					**407 310,30**	**152 011,05**	**0,00**	**19 479,17**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	5	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 697 773,35	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 704 450,00**	**29 495,66**	**II 29 495,66**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**420 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	420 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**284 450,00**	**29 495,66**	**29 495,66**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	29 495,66	29 495,66
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*284 450,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**733 945,66**	**271 633,00**	**463 669,71**	**1 469 248,37**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 704 450,00**	**3 552,00**	**VI 3 552,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**704 450,00**	**3 552,00**	**3 552,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*1 160,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*3 535,00*	*0,00*	*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*134 500,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*107 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*5 565,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*262 500,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*50,00*	*0,00*	*0,00*
281533	*Réseaux câblés*	*580,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*90,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*1 390,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*3 570,00*	*0,00*	*0,00*
281732	*Immeubles de rapport (m. à dispo)*	*2 545,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*7 310,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*16 200,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*2 700,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*4 600,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*151 155,00*	*3 552,00*	*3 552,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**708 002,00**	**559 700,00**	**0,00**	**0,00**	**1 267 702,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	
Ressources propres disponibles	VIII	**1 267 702,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-201 546,37**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

IV
D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006691800125

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : LOTISSEMENTS INDUSTRIELS ALES AGGLO. (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 28

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité uniquement [illegible] autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Code INSEE	ALES LOTISSEMENTS INDUSTRIELS ALES AGGLO

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	-442 952,00	-442 952,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	-442 952,00	-442 952,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	-443 459,95	2 935 660,41
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 3 379 120,36	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 935 660,41	2 935 660,41

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	2 492 708,41	2 492 708,41

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 553 501,00	0,00	-442 952,00	-442 952,00	1 110 549,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**1 553 501,00**	**0,00**	**-442 952,00**	**-442 952,00**	**1 110 549,00**
66	Charges financières	51 000,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**1 604 501,00**	**0,00**	**-442 952,00**	**-442 952,00**	**1 161 549,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*6 180 421,00*		*0,00*	*0,00*	*6 180 421,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*51 000,00*		*0,00*	*0,00*	*51 000,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***6 231 421,00***		***0,00***	***0,00***	***6 231 421,00***
	TOTAL	**7 835 922,00**	**0,00**	**-442 952,00**	**-442 952,00**	**7 392 970,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 392 970,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	294 350,00	0,00	0,00	0,00	294 350,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes de gestion courante	**294 350,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**294 350,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	3 447,00	3 447,00	3 447,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**294 350,00**	**0,00**	**3 447,00**	**3 447,00**	**297 797,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*7 490 572,00*		*-446 399,00*	*-446 399,00*	*7 044 173,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*51 000,00*		*0,00*	*0,00*	*51 000,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***7 541 572,00***		***-446 399,00***	***-446 399,00***	***7 095 173,00***
	TOTAL	**7 835 922,00**	**0,00**	**-442 952,00**	**-442 952,00**	**7 392 970,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 392 970,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**-863 752,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	2 939,05	2 939,05	2 939,05
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	750 000,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**750 000,00**	**0,00**	**2 939,05**	**2 939,05**	**752 939,05**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**750 000,00**	**0,00**	**2 939,05**	**2 939,05**	**752 939,05**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*7 490 572,00*		*-446 399,00*	*-446 399,00*	*7 044 173,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***7 490 572,00***		***-446 399,00***	***-446 399,00***	***7 044 173,00***
	TOTAL	**8 240 572,00**	**0,00**	**-443 459,95**	**-443 459,95**	**7 797 112,05**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 379 120,36**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 176 232,41**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	2 060 151,00	0,00	2 935 660,41	2 935 660,41	4 995 811,41
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**2 060 151,00**	**0,00**	**2 935 660,41**	**2 935 660,41**	**4 995 811,41**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 060 151,00**	**0,00**	**2 935 660,41**	**2 935 660,41**	**4 995 811,41**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*6 180 421,00*		*0,00*	*0,00*	*6 180 421,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propos... nouve...	(3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 180 421,00***		***0,00***	***0,00***	***6 180 421,00***
TOTAL		**8 240 572,00**	**0,00**	**2 935 660,41**	**2 935 660,41**	**11 176 232,41**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 176 232,41**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**-863 752,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-442 952,00		-442 952,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**-442 952,00**	***0,00***	**-442 952,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-442 952,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 939,05	*0,00*	2 939,05
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*-446 399,00*	-446 399,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**2 939,05**	***-446 399,00***	**-443 459,95**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**3 379 120,36**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 935 660,41**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*-446 399,00*	-446 399,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	3 447,00	*0,00*	3 447,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**3 447,00**	***-446 399,00***	**-442 952,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-442 952,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	2 935 660,41	*0,00*	2 935 660,41
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**2 935 660,41**	***0,00***	**2 935 660,41**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 935 660,41**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**1 553 501,00**	**-442 952,00**	**-442 952,00**
6015	Terrains à aménager	1 551 500,00	-469 500,00	-469 500,00
6045	Achats études, prestat° services (terrai	0,00	26 548,00	26 548,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	0,00	0,00	0,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	2 001,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**1 553 501,00**	**-442 952,00**	**-442 952,00**
66	**Charges financières (b)**	**51 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	50 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	1 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**1 604 501,00**	**-442 952,00**	**-442 952,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***6 180 421,00***	***0,00***	***0,00***
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*421,00*	*0,00*	*0,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*6 180 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***6 180 421,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**51 000,00**	**0,00**	**0,00**
608	*Frais accessoires sur terrains en cours*	51 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***6 231 421,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**7 835 922,00**	**-442 952,00**	**-442 952,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-442 952,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	1 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	1 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**294 350,00**	**0,00**	**0,00**
7015	Ventes de terrains aménagés	294 350,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**294 350,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**3 447,00**	**3 447,00**
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	3 447,00	3 447,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**294 350,00**	**3 447,00**	**3 447,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***7 490 572,00***	***-446 399,00***	***-446 399,00***
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*1 604 501,00*	*-446 399,00*	*-446 399,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*5 886 071,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***51 000,00***	***0,00***	***0,00***
796	*Transferts charges financières*	*51 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***7 541 572,00***	***-446 399,00***	***-446 399,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**7 835 922,00**	**-442 952,00**	**-442 952,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-442 952,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**2 939,05**	**2 939,05**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	2 939,05	2 939,05
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**750 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	320 000,00	-143 000,00	-143 000,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	143 000,00	143 000,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	430 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**750 000,00**	**2 939,05**	**2 939,05**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**750 000,00**	**2 939,05**	**2 939,05**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***7 490 572,00***	***-446 399,00***	***-446 399,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées (9)	***7 490 572,00***	***-446 399,00***	***-446 399,00***
3351	*Terrains*	*1 551 500,00*	*-446 399,00*	*-446 399,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
33581	*Frais accessoires*	*2 001,00*	*0,00*	*0,00*
33586	*Frais financiers*	*51 000,00*	*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*5 886 071,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***7 490 572,00***	***-446 399,00***	***-446 399,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**8 240 572,00**	**-443 459,95**	**-443 459,95**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**3 379 120,36**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 935 660,41**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**2 060 151,00**	**2 935 660,41**	**2 935 660,41**
1641	Emprunts en euros	1 630 151,00	2 935 660,41	2 935 660,41
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	430 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 060 151,00**	**2 935 660,41**	**2 935 660,41**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**2 060 151,00**	**2 935 660,41**	**2 935 660,41**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***6 180 421,00***	***0,00***	***0,00***
3555	*Terrains aménagés*	*6 180 000,00*	*0,00*	*0,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*421,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***6 180 421,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***6 180 421,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**8 240 572,00**	**2 935 660,41**	**2 935 660,41**

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 935 660,41**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 705 470,37**									
1641 Emprunts en euros (total)					2 562 613,23									
031 Ream LI	SFIL CAFFIL	20/10/2015	15/11/2015	01/08/2016	62 613,23	F	Taux fixe à 3.19 %	3,190	3,236	EUR	A	X	O	A-1
107/Lot indust	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/11/2012	23/12/2012	01/01/2014	500 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
109	CAISSE D'EPARGNE	14/04/2017	10/08/2017	25/08/2018	500 000,00	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	1,630	EUR	A	P	O	A-1
459	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/12/2018	25/12/2019	500 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
461	SFIL CAFFIL	17/12/2021	23/12/2021	01/04/2022	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.71 %	0,710	0,722	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 142 857,14									
056-Tirage EUR01M	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	23/12/2010	27/12/2017	31/12/2018	1 142 857,14	V	Euribor 1M + 0.76	0,391	0,397	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégo-rie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 705 470,37**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 367 352,27**					**314 719,16**	**45 380,51**	**0,00**	**3 977,87**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 938 780,85					171 862,02	28 399,88	0,00	3 754,66
031 Ream LI	N	0,00	A-1	29 134,17	9,58	F	Taux fixe à 3.19 %	3,236	5 722,21	942,29	0,00	315,33
107/Lot indust	N	0,00	A-1	235 301,19	5,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	35 519,07	9 294,40	0,00	0,00
109	N	0,00	A-1	346 611,27	9,65	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	32 194,06	5 649,76	0,00	1 779,51
459	N	0,00	A-1	377 734,23	10,98	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	31 760,00	5 854,88	0,00	74,48
461	N	0,00	A-1	949 999,99	14,00	F	Taux fixe à 0.71 %	0,722	66 666,68	6 658,55	0,00	1 585,34
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		428 571,42					142 857,14	16 980,63	0,00	223,21
056-Tirage EUR01M	N	0,00	A-1	428 571,42	3,00	V	Euribor 1M + 0.76	2,726	142 857,14	16 980,63	0,00	223,21
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
						Taux d'intérêt						
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 367 352,27**					**314 719,16**	**45 380,51**	**0,00**	**3 977,87**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	6	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 367 352,27	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 320 000,00**	**2 939,05**	**II 2 939,05**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**320 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	320 000,00	-143 000,00	-143 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	143 000,00	143 000,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**2 939,05**	**2 939,05**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	2 939,05	2 939,05
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**322 939,05**	**0,00**	**3 379 120,36**	**3 702 059,41**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 421,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**421,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*421,00*	*0,00*	*0,00*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**421,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**421,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**3 702 059,41**
Ressources propres disponibles	VIII	**421,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-3 701 638,41**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006691800141

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : ZAD HAUTS DE SAINT HILAIRE ALES AGGLO. (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 28

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité uniquement [illegible] autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Code INSEE	ALES ZAD HAUTS DE SAINT HILAIRE ALES AGGLO

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 000,00	1 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	1 000,00	1 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	1 000,00	2 238 157,70
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 2 237 157,70	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 238 157,70	2 238 157,70

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	2 239 157,70	2 239 157,70

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	3 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	4 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**3 000,00**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**	**4 000,00**
66	Charges financières	61 000,00	0,00	0,00	0,00	61 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**64 000,00**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**	**65 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*3 594 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 594 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*61 000,00*		*0,00*	*0,00*	*61 000,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***3 655 000,00***		***0,00***	***0,00***	***3 655 000,00***
	TOTAL	**3 719 000,00**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**	**3 720 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 720 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	161 232,00	0,00	0,00	0,00	161 232,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes de gestion courante	**161 232,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 232,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**161 232,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 232,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*3 496 768,00*		*1 000,00*	*1 000,00*	*3 497 768,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*61 000,00*		*0,00*	*0,00*	*61 000,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***3 557 768,00***		***1 000,00***	***1 000,00***	***3 558 768,00***
	TOTAL	**3 719 000,00**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**	**3 720 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 720 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**96 232,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	223 000,00	0,00	0,00	0,00	223 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**223 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 000,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**223 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 496 768,00*		*1 000,00*	*1 000,00*	*3 497 768,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***3 496 768,00***		***1 000,00***	***1 000,00***	***3 497 768,00***
	TOTAL	**3 719 768,00**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**	**3 720 768,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 237 157,70**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 957 925,70**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	125 768,00	0,00	2 238 157,70	2 238 157,70	2 363 925,70
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**125 768,00**	**0,00**	**2 238 157,70**	**2 238 157,70**	**2 363 925,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**125 768,00**	**0,00**	**2 238 157,70**	**2 238 157,70**	**2 363 925,70**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 594 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 594 000,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propos... nouve...	(3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 594 000,00***		***0,00***	***0,00***	***3 594 000,00***
TOTAL		**3 719 768,00**	**0,00**	**2 238 157,70**	**2 238 157,70**	**5 957 925,70**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**5 957 925,70**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**96 232,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 000,00		1 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**1 000,00**	***0,00***	**1 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*1 000,00*	1 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***1 000,00***	**1 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**2 237 157,70**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 238 157,70**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*1 000,00*	1 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***1 000,00***	**1 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	2 238 157,70	*0,00*	2 238 157,70
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**2 238 157,70**	***0,00***	**2 238 157,70**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 238 157,70**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**3 000,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
6045	Achats études, prestat° services (terrai	0,00	0,00	0,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	0,00	0,00	0,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	3 000,00	1 000,00	1 000,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**3 000,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**61 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	55 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	6 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**64 000,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***3 594 000,00***	***0,00***	***0,00***
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*3 594 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***3 594 000,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**61 000,00**	**0,00**	**0,00**
608	*Frais accessoires sur terrains en cours*	61 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***3 655 000,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 719 000,00**	**1 000,00**	**1 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	6 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	6 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**161 232,00**	**0,00**	**0,00**
7015	Ventes de terrains aménagés	161 232,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**161 232,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**161 232,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***3 496 768,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*3 496 768,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***61 000,00***	***0,00***	***0,00***
796	*Transferts charges financières*	*61 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***3 557 768,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**3 719 000,00**	**1 000,00**	**1 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**223 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	223 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**223 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**223 000,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***3 496 768,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées (9)	***3 496 768,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
3555	*Terrains aménagés*	*3 496 768,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***3 496 768,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 719 768,00**	**1 000,00**	**1 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**2 237 157,70**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 238 157,70**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote, I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*
(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**125 768,00**	**2 238 157,70**	**2 238 157,70**
1641	Emprunts en euros	125 768,00	2 238 157,70	2 238 157,70
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**125 768,00**	**2 238 157,70**	**2 238 157,70**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements recus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**125 768,00**	**2 238 157,70**	**2 238 157,70**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***3 594 000,00***	***0,00***	***0,00***
3355	*Travaux*	*3 594 000,00*	*-3 594 000,00*	*-3 594 000,00*
33581	*Frais accessoires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
33586	*Frais financiers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*3 594 000,00*	*3 594 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***3 594 000,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***3 594 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**3 719 768,00**	**2 238 157,70**	**2 238 157,70**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 238 157,70**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 000 000,00									
400	CREDIT AGRICOLE	16/12/2011	26/12/2011	25/12/2012	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
401	CREDIT AGRICOLE	19/06/2015	19/06/2015	01/10/2015	1 000 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0.9	0,906	0,909	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**1 194 478,23**					**217 791,73**	**48 055,73**	**0,00**	**5 704,56**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 194 478,23					217 791,73	48 055,73	0,00	5 704,56
400	N	0,00	A-1	667 187,37	3,98	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	156 020,44	29 823,29	0,00	317,35
401	N	0,00	A-1	527 290,86	7,50	V	Moyenne Euribor 3M + 0.9	2,749	61 771,29	18 232,44	0,00	5 387,21
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
Total général		**0,00**		**1 194 478,23**					**217 791,73**	**48 055,73**	**0,00**	**5 704,56**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 194 478,23	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 223 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**223 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	223 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**223 000,00**	**0,00**	**2 237 157,70**	**2 460 157,70**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**2 460 157,70**
Ressources propres disponibles	VIII	**0,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-2 460 157,70**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006691800182	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI ALES

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : ASSAINISSEMENT ALES AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 30
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 31
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 32
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 33
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 35

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	7 053 517,44	-1 300 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 8 353 517,44
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	7 053 517,44	7 053 517,44

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	4 513 517,44	5 495 675,41
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	4 151 034,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 3 168 876,03
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	8 664 551,44	8 664 551,44

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	15 718 068,88	15 718 068,88

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	746 550,00	0,00	420 000,00	420 000,00	1 166 550,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	685 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	985 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	50 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	200 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 481 550,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**2 351 550,00**
66	Charges financières	2 070 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	2 220 000,00
67	Charges exceptionnelles	240 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00	840 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	312 647,00		0,00	0,00	312 647,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**4 104 197,00**	**0,00**	**1 620 000,00**	**1 620 000,00**	**5 724 197,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 381 561,00*		*5 433 517,44*	*5 433 517,44*	*6 815 078,44*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*3 738 756,00*		*0,00*	*0,00*	*3 738 756,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 120 317,00***		***5 433 517,44***	***5 433 517,44***	***10 553 834,44***
TOTAL		**9 224 514,00**	**0,00**	**7 053 517,44**	**7 053 517,44**	**16 278 031,44**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**16 278 031,44**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	6 300 000,00	0,00	-1 200 000,00	-1 200 000,00	5 100 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	240 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00	140 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**6 540 000,00**	**0,00**	**-1 300 000,00**	**-1 300 000,00**	**5 240 000,00**
76	Produits financiers	2 084 314,00	0,00	0,00	0,00	2 084 314,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**8 626 314,00**	**0,00**	**-1 300 000,00**	**-1 300 000,00**	**7 326 314,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*598 200,00*		*0,00*	*0,00*	*598 200,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***598 200,00***		***0,00***	***0,00***	***598 200,00***
TOTAL		**9 224 514,00**	**0,00**	**-1 300 000,00**	**-1 300 000,00**	**7 924 514,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**8 353 517,44**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**16 278 031,44**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**9 955 634,44**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	634 644,00	1 570 970,00	100 000,00	100 000,00	2 305 614,00
21	Immobilisations corporelles	512 900,00	73 964,00	100 000,00	100 000,00	686 864,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 799 334,00	2 506 100,00	4 273 517,44	4 273 517,44	12 578 951,44
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**6 946 878,00**	**4 151 034,00**	**4 473 517,44**	**4 473 517,44**	**15 571 429,44**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	3 500 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 446 878,00**	**4 151 034,00**	**4 473 517,44**	**4 473 517,44**	**19 071 429,44**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*598 200,00*		*0,00*	*0,00*	*598 200,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*961 950,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*1 001 950,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 560 150,00***		***40 000,00***	***40 000,00***	***1 600 150,00***
TOTAL		**12 007 028,00**	**4 151 034,00**	**4 513 517,44**	**4 513 517,44**	**20 671 579,44**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 671 579,44**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	916 413,00	0,00	0,00	0,00	916 413,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	5 005 358,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	4 005 358,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**5 921 771,00**	**0,00**	**-1 000 000,00**	**-1 000 000,00**	**4 921 771,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	982 157,97	982 157,97	982 157,97
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 990,00	0,00	40 000,00	40 000,00	42 990,00
Total des recettes financières		**2 990,00**	**0,00**	**1 022 157,97**	**1 022 157,97**	**1 025 147,97**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**5 924 761,00**	**0,00**	**22 157,97**	**22 157,97**	**5 946 918,97**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 381 561,00*		*5 433 517,44*	*5 433 517,44*	*6 815 078,44*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 738 756,00*		*0,00*	*0,00*	*3 738 756,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*961 950,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*1 001 950,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 082 267,00***		***5 473 517,44***	***5 473 517,44***	***11 555 784,44***
TOTAL		**12 007 028,00**	**0,00**	**5 495 675,41**	**5 495 675,41**	**17 502 703,41**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 168 876,03**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 671 579,44**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**9 955 634,44**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	420 000,00		420 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	300 000,00		300 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	150 000,00		150 000,00
66	Charges financières	150 000,00	*0,00*	150 000,00
67	Charges exceptionnelles	600 000,00	*0,00*	600 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*5 433 517,44*	5 433 517,44
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 620 000,00**	***5 433 517,44***	**7 053 517,44**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**7 053 517,44**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	1 670 970,00	0,00	1 670 970,00
21	Immobilisations corporelles (6)	173 964,00	0,00	173 964,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	6 779 617,44	0,00	6 779 617,44
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*40 000,00*	40 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**8 624 551,44**	***40 000,00***	**8 664 551,44**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 664 551,44**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	-1 200 000,00		-1 200 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	-100 000,00		-100 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**-1 300 000,00**	***0,00***	**-1 300 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**8 353 517,44**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**7 053 517,44**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-1 000 000,00	*0,00*	-1 000 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*40 000,00*	40 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	40 000,00	*0,00*	40 000,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*5 433 517,44*	5 433 517,44
	Recettes d'investissement – Total	**-960 000,00**	***5 473 517,44***	**4 513 517,44**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**3 168 876,03**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**982 157,97**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 664 551,44**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**746 550,00**	**420 000,00**	**420 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	127 000,00	50 000,00	50 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	8 500,00	50 000,00	50 000,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	5 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	3 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	402 800,00	50 000,00	50 000,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	4 750,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	3 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	110 000,00	100 000,00	100 000,00
617	Etudes et recherches	45 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	70 000,00	70 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	30 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	1 500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	5 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	0,00	100 000,00	100 000,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**685 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	580 000,00	150 000,00	150 000,00
6218	Autre personnel extérieur	105 000,00	150 000,00	150 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**50 000,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	40 000,00	100 000,00	100 000,00
6542	Créances éteintes	10 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	50 000,00	50 000,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**1 481 550,00**	**870 000,00**	**870 000,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**2 070 000,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 950 000,00	150 000,00	150 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	100 000,00	0,00	0,00
6616	Intérêts bancaires, opérat° financement	0,00	0,00	0,00
6688	Autre	20 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**240 000,00**	**600 000,00**	**600 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	200 000,00	350 000,00	350 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	40 000,00	250 000,00	250 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**312 647,00**	**0,00**	**0,00**
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	312 647,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f	**4 104 197,00**	**1 620 000,00**	**1 620 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 381 561,00***	***5 433 517,44***	***5 433 517,44***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***3 738 756,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*2 458 756,00*	*0,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*1 280 000,00*	*-1 280 000,00*	*-1 280 000,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*0,00*	*1 280 000,00*	*1 280 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***5 120 317,00***	***5 433 517,44***	***5 433 517,44***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***5 120 317,00***	***5 433 517,44***	***5 433 517,44***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**9 224 514,00**	**7 053 517,44**	**7 053 517,44**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Restes à réaliser (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)				**0,00**
					=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES				**7 053 517,44**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	100 000,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	100 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**6 300 000,00**	**-1 200 000,00**	**-1 200 000,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	5 500 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	0,00	0,00	0,00
70613	Participations assainissement collectif	800 000,00	-200 000,00	-200 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**240 000,00**	**-100 000,00**	**-100 000,00**
741	Primes d'épuration	240 000,00	-100 000,00	-100 000,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**6 540 000,00**	**-1 300 000,00**	**-1 300 000,00**
76	**Produits financiers (b)**	**2 084 314,00**	**0,00**	**0,00**
7622	Prod. Immo. fin. - rattachement ICNE	0,00	0,00	0,00
7681	Fonds soutien-Sortie emprunts à risque	2 084 314,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	2 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**8 626 314,00**	**-1 300 000,00**	**-1 300 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***598 200,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*598 200,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***598 200,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**9 224 514,00**	**-1 300 000,00**	**-1 300 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**8 353 517,44**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**7 053 517,44**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**634 644,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
2031	Frais d'études	618 811,00	100 000,00	100 000,00
2033	Frais d'insertion	12 833,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	3 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**512 900,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
2111	Terrains nus	189 900,00	0,00	0,00
2151	Installations complexes spécialisées	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	273 000,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	0,00	0,00
21562	Service d'assainissement	0,00	100 000,00	100 000,00
2182	Matériel de transport	25 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	2 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	20 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**5 799 334,00**	**4 273 517,44**	**4 273 517,44**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 799 334,00	4 273 517,44	4 273 517,44
	Total des dépenses d'équipement	**6 946 878,00**	**4 473 517,44**	**4 473 517,44**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	3 354 000,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	0,00	0,00	0,00
1678	Autres dettes condit° particulières	16 000,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	130 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**10 446 878,00**	**4 473 517,44**	**4 473 517,44**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***598 200,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***598 200,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*395 000,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*18 000,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*16 400,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*57 100,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*4 700,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*7 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***961 950,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
2151	*Installations complexes spécialisées*	*97 700,00*	*0,00*	*0,00*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*864 250,00*	*0,00*	*0,00*
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*0,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
2763	*Créances sur collectivités et établ. pub*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 560 150,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**12 007 028,00**	**4 513 517,44**	**4 513 517,44**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**4 151 034,00**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 664 551,44**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**916 413,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	916 413,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**5 005 358,00**	**-1 000 000,00**	**-1 000 000,00**
1641	Emprunts en euros	5 005 358,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**5 921 771,00**	**-1 000 000,00**	**-1 000 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**982 157,97**	**982 157,97**
1068	Autres réserves	0,00	982 157,97	982 157,97
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**2 990,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	40 000,00	40 000,00
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	2 990,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**2 990,00**	**1 022 157,97**	**1 022 157,97**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**5 924 761,00**	**22 157,97**	**22 157,97**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 381 561,00***	***5 433 517,44***	***5 433 517,44***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***3 738 756,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*160,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 121,00*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*920,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*820,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*4 690,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*231 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*830 000,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*950,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*3 450,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 800,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*169 400,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*1 209 440,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*245,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*3 050,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 400,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*310,00*	*0,00*	*0,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*1 280 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***5 120 317,00***	***5 433 517,44***	***5 433 517,44***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***961 950,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
2031	*Frais d'études*	*960 500,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*1 450,00*	*0,00*	*0,00*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***6 082 267,00***	***5 473 517,44***	***5 473 517,44***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**12 007 028,00**	**5 495 675,41**	**5 495 675,41**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**3 168 876,03**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 664 551,44**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) cf. Modalités de vote, I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*
(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**77 449 640,63**									
1641 Emprunts en euros (total)					76 749 640,63									
080-2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	04/05/2018	01/01/2019	01/07/2019	355 806,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
080-3	CAISSE D'EPARGNE	27/09/2010	01/01/2019	25/07/2019	297 000,87	F	Taux fixe à 4.02 %	4,020	4,020	EUR	A	P	O	A-1
147-1	CREDIT AGRICOLE	24/01/2012	24/01/2012	01/03/2020	41 907,19	F	Taux fixe à 4.75 %	4,750	4,750	EUR	A	P	O	A-1
147-2	CREDIT AGRICOLE	08/10/2010	01/01/2020	01/03/2020	125 383,68	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	3,500	EUR	A	P	O	A-1
147-3	CREDIT AGRICOLE	09/04/2001	01/01/2020	29/02/2020	14 759,84	F	Taux fixe à 5.58 %	5,580	5,698	EUR	T	P	O	A-1
147-4	CAISSE D'EPARGNE	04/01/2013	01/01/2020	25/01/2020	47 397,67	F	Taux fixe à 4.67 %	4,670	4,752	EUR	T	P	O	A-1
197- 20001	SFIL CAFFIL	26/06/2006	01/01/2013	01/04/2013	77 133,35	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,460	EUR	A	P	O	A-1
20191	BANQUE POSTALE	26/04/2013	01/01/2019	01/06/2019	273 573,14	F	Taux fixe à 3.87 %	3,870	3,870	EUR	A	P	O	A-1
201911	CAISSE D'EPARGNE	28/06/2002	01/01/2019	25/06/2019	51 811,41	V	(Euribor 12M + 0.25)-Floor -0.25 sur Euribor 12M	0,133	0,135	EUR	A	P	O	A-1
201912	CREDIT AGRICOLE	01/09/2015	01/01/2019	02/01/2019	73 230,02	F	Taux fixe à 1.94 %	1,940	1,940	EUR	A	P	O	A-1
201913	CREDIT AGRICOLE	31/10/2018	01/01/2019	11/02/2019	800 000,00	F	Taux fixe à 2.14 %	2,140	2,157	EUR	T	P	O	A-1
201914	CREDIT AGRICOLE	25/07/2012	01/01/2019	03/01/2019	102 596,27	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	4,949	EUR	M	P	O	A-1
201915	CREDIT AGRICOLE	03/01/2013	01/01/2019	18/01/2019	439 758,61	F	Taux fixe à 4.93 %	4,930	5,022	EUR	T	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Modalité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Option de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
201916	CREDIT AGRICOLE	05/07/2004	01/01/2019	30/01/2019	40 572,30	F	Taux fixe à 4.72 %	4,720	4,776	EUR	S	P	O	A-1
201918	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	04/11/2014	01/01/2019	01/03/2019	188 174,28	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	1,750	EUR	T	C	O	A-1
20192	CREDIT MUTUEL	12/03/2018	01/01/2019	31/03/2019	222 560,29	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,508	EUR	T	P	O	A-1
20195	SFIL CAFFIL	16/06/2003	01/01/2019	01/09/2019	37 023,80	F	Taux fixe à 4.95 %	4,950	4,950	EUR	A	P	O	A-1
20197	CAISSE D'EPARGNE	27/09/2017	01/01/2019	25/10/2019	143 838,78	F	Taux fixe à 2.02 %	2,020	2,020	EUR	A	P	O	A-1
20198	CAISSE D'EPARGNE	15/11/2018	01/01/2019	25/02/2019	181 000,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,985	EUR	T	P	O	A-1
20199	CAISSE D'EPARGNE	15/05/2012	01/01/2019	25/05/2019	168 764,25	F	Taux fixe à 4.39 %	4,390	4,390	EUR	A	P	O	A-1
2020-010-2	SFIL CAFFIL	10/06/2013	01/01/2020	01/08/2020	109 800,00	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	3,600	EUR	A	C	O	A-1
2020-027-1	CREDIT AGRICOLE	11/10/2010	01/01/2020	15/01/2020	79 459,73	F	Taux fixe à 3.16 %	3,160	3,160	EUR	A	P	O	A-1
2020-027-2	CREDIT AGRICOLE	10/10/2019	01/01/2020	01/10/2020	34 000,00	F	Taux fixe à 0.76 %	0,760	0,760	EUR	A	P	O	A-1
2020-079-1	CAISSE D'EPARGNE	28/01/2011	01/01/2020	25/02/2020	34 124,88	F	Taux fixe à 3.62 %	3,620	3,620	EUR	A	P	O	A-1
2020-102	DEXIA CL	07/11/2007	01/01/2020	01/06/2020	6 275,22	F	Taux fixe à 4.78 %	4,780	4,780	EUR	A	P	O	A-1
2020-103	DEXIA CL	18/08/2008	01/01/2020	01/04/2020	37 204,51	F	Taux fixe à 3.28 %	3,280	3,280	EUR	A	P	O	A-1
2020-118	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2010	01/01/2020	25/01/2020	5 108,97	F	Taux fixe à 3.09 %	3,090	3,090	EUR	A	P	O	A-1
2020-131	DEXIA CL	29/03/2005	01/01/2020	02/01/2020	34 417,04	F	Taux fixe à 3.99 %	3,990	3,990	EUR	A	P	O	A-1
2020-140	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2010	01/01/2020	25/11/2020	36 671,94	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	3,250	EUR	A	P	O	A-1
2020-223-1	CREDIT AGRICOLE	18/11/2019	01/01/2020	27/11/2020	210 000,00	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	1,040	EUR	A	P	O	A-1
2020-243-1	CREDIT AGRICOLE	28/02/2006	01/01/2020	28/02/2020	189 789,56	F	Taux fixe à 3.98 %	3,980	3,980	EUR	A	P	O	A-1
2020-243-2	CREDIT AGRICOLE	26/10/2009	01/01/2020	28/01/2020	112 648,24	V	(Euribor 3M + 2.49) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	2,099	2,116	EUR	T	P	O	A-1
2020-243-3	CAISSE D'EPARGNE	06/05/2004	01/01/2020	25/06/2020	225 274,62	F	Taux fixe à 4.04 %	4,040	4,040	EUR	A	P	O	A-1
2020-253-3	CREDIT AGRICOLE	03/11/2010	01/01/2020	02/01/2020	61 711,00	F	Taux fixe à 3.2 %	3,200	3,247	EUR	M	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Mode d'exercice des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2020-261-1	CREDIT AGRICOLE	03/11/2017	01/01/2020	31/01/2020	35 171,70	F	Taux fixe à 1.51 %	1,510	1,510	EUR	A	P	O	A-1
2020-270 1	CAISSE D'EPARGNE	10/02/2014	01/01/2020	25/03/2020	275 147,68	F	Taux fixe à 3.43 %	3,430	3,480	EUR	A	P	O	A-1
2020-270-2	CAISSE D'EPARGNE	26/09/2007	01/01/2020	25/01/2020	36 622,64	F	Taux fixe à 4.87 %	4,870	4,870	EUR	A	P	O	A-1
2020-270-4	CREDIT AGRICOLE	11/05/2011	01/01/2020	15/08/2020	39 469,40	F	Taux fixe à 4.19 %	4,190	4,190	EUR	A	P	O	A-1
2020-294-1	CREDIT FONCIER DE FRANCE	07/05/2007	01/01/2020	29/02/2020	1 063 016,45	F	Taux fixe à 4.41 %	4,410	4,474	EUR	A	P	O	A-1
2020-294-2	SFIL CAFFIL	12/12/2005	01/01/2020	02/01/2020	135 725,15	F	Taux fixe à 4.54 %	4,540	4,540	EUR	A	P	O	A-1
2020-294-3	CAISSE D'EPARGNE	12/02/2008	01/01/2020	25/12/2020	116 258,76	V	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
2020-305-1	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/10/2016	01/01/2020	07/01/2020	90 479,95	F	Taux fixe à 1.27 %	1,270	1,270	EUR	T	P	O	A-1
2020-305-2	CAISSE D'EPARGNE	27/03/2013	01/01/2020	25/07/2020	134 721,24	F	Taux fixe à 4.3 %	4,300	4,300	EUR	A	P	O	A-1
2020-305-3	DEXIA CL	21/10/2009	01/01/2020	01/05/2020	87 716,52	F	Taux fixe à 4.49 %	4,490	4,555	EUR	A	P	O	A-1
2020-329-1	CREDIT AGRICOLE	22/04/2006	01/01/2020	29/02/2020	63 287,11	F	Taux fixe à 4.05 %	4,050	4,112	EUR	T	P	O	A-1
2021 ream ass	CAISSE D'EPARGNE	07/01/2021	25/11/2020	25/02/2021	734 662,15	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	P	O	A-1
2023-02	SOCIETE GENERALE	16/12/2022	30/12/2022	30/03/2023	500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.34)-Floor 1.66 sur Euribor 3M	2,542	2,604	EUR	T	C	O	A-1
2119	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2009	01/01/2020	25/03/2020	211 361,55	V	Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M + 0.42	0,022	0,022	EUR	T	P	O	A-1
350 ream	SFIL CAFFIL	20/10/2015	15/11/2015	01/09/2016	48 955 453,41	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	3,297	EUR	A	X	O	A-1
370	CREDIT AGRICOLE	18/06/2002	30/07/2002	30/01/2003	2 500 000,00	F	Taux fixe à 5.24 %	5,240	5,309	EUR	S	P	O	A-1
373	CREDIT AGRICOLE	16/12/2009	28/12/2009	05/03/2010	1 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M) + 0.42	1,127	1,132	EUR	T	X	O	A-1
376	CREDIT AGRICOLE	26/03/2015	31/03/2015	30/06/2015	2 373 672,63	F	Taux fixe à 3.98 %	3,980	4,040	EUR	T	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Modalité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
378	CREDIT AGRICOLE	22/10/2018	31/10/2018	31/10/2019	989 242,00	F	Taux fixe à 2 %	2,000	2,000	EUR	A	P	O	A-1
379	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/04/2014	09/03/2017	01/06/2017	218 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,750	1,750	EUR	T	C	O	A-1
380	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2017	25/08/2017	25/08/2018	2 458 066,80	F	Taux fixe à 2.4 %	2,400	2,400	EUR	A	P	O	A-1
381	CAISSE D'EPARGNE	18/09/2017	25/08/2017	25/08/2018	1 472 788,03	F	Taux fixe à 2.39 %	2,390	2,390	EUR	A	P	O	A-1
382	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/01/2019	07/01/2022	01/02/2023	6 500 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
457	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/12/2018	25/12/2019	1 500 000,00	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	2,130	EUR	A	P	O	A-1
551-33	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	03/12/2012	03/12/2012	01/01/2014	400 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					700 000,00									
C09284-CONSOLIDATION	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	07/11/2016	30/12/2016	23/03/2017	700 000,00	F	Taux fixe à 1.78 %	1,780	1,818	EUR	T	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**238 920,00**									
1681 Autres emprunts (total)					238 920,00									
333	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	22/08/2005	22/08/2005	16/01/2009	21 660,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
334	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	07/10/2005	07/10/2005	16/01/2009	17 260,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
336	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	22/06/2006	22/06/2006	16/10/2009	200 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**77 688 560,63**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**57 520 133,18**					**3 299 606,67**	**1 714 486,35**	**0,00**	**712 180,45**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		57 007 306,73					3 266 483,54	1 705 358,14	0,00	712 085,58
080-2	N	0,00	A-1	320 225,40	35,50	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,750	8 895,15	5 603,94	0,00	5 805,01
080-3	N	0,00	A-1	221 220,27	8,57	F	Taux fixe à 4.02 %	4,020	20 886,64	8 893,05	0,00	3 467,44
147-1	N	0,00	A-1	38 625,70	19,17	F	Taux fixe à 4.75 %	4,750	1 199,35	1 834,72	0,00	1 476,52
147-2	N	0,00	A-1	113 336,58	18,17	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	4 300,03	3 966,78	0,00	3 169,63
147-3	N	0,00	A-1	8 603,41	3,41	F	Taux fixe à 5.58 %	5,698	2 290,32	432,71	0,00	29,36
147-4	N	0,00	A-1	39 063,72	10,07	F	Taux fixe à 4.67 %	4,752	3 046,12	1 771,44	0,00	303,70
197- 20001	N	0,00	A-1	27 023,68	3,25	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	6 320,35	1 205,26	0,00	689,96
20191	N	0,00	A-1	176 416,00	5,42	F	Taux fixe à 3.87 %	3,870	26 683,87	6 827,30	0,00	3 364,10
201911	N	0,00	A-1	5 365,96	0,48	V	(Euribor 12M + 0.25)-Floor -0.25 sur Euribor 12M	1,243	5 365,96	66,65	0,00	0,00
201912	N	0,00	A-1	42 240,76	4,00	F	Taux fixe à 1.94 %	1,940	8 126,67	819,47	0,00	658,13
201913	N	0,00	A-1	720 518,02	25,86	F	Taux fixe à 2.14 %	2,157	20 953,56	15 251,68	0,00	2 037,68
201914	N	0,00	A-1	62 438,67	4,92	F	Taux fixe à 4.84 %	4,949	11 311,46	2 773,30	0,00	185,60
201915	N	0,00	A-1	380 244,66	15,30	F	Taux fixe à 4.93 %	5,022	16 792,17	18 438,79	0,00	3 583,64

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
						Taux d'intérêt						
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
201916	N	0,00	A-1	14 803,72	1,58	F	Taux fixe à 4.72 %	4,776	7 229,21	614,43	0,00	148,97
201918	N	0,00	A-1	152 331,56	16,92	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,000	8 960,68	5 500,36	0,00	455,20
20192	N	0,00	A-1	181 439,56	15,25	F	Taux fixe à 1.5 %	1,508	10 670,76	2 661,76	0,00	0,00
20195	N	0,00	A-1	28 859,37	9,67	F	Taux fixe à 4.95 %	4,950	2 299,79	1 428,54	0,00	434,58
20197	N	0,00	A-1	117 923,94	14,82	F	Taux fixe à 2.02 %	2,020	6 809,16	2 382,06	0,00	405,26
20198	N	0,00	A-1	137 823,46	10,90	F	Taux fixe à 1.97 %	1,985	11 334,94	2 631,74	0,00	242,26
20199	N	0,00	A-1	101 732,14	4,40	F	Taux fixe à 4.39 %	4,390	18 636,71	4 466,04	0,00	2 178,60
2020-010-2	N	0,00	A-1	73 200,00	5,58	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	12 200,00	2 635,20	0,00	908,90
2020-027-1	N	0,00	A-1	60 410,81	7,04	F	Taux fixe à 3.16 %	3,160	6 755,10	1 908,98	0,00	1 624,87
2020-027-2	N	0,00	A-1	29 222,34	16,75	F	Taux fixe à 0.76 %	0,760	1 616,82	222,09	0,00	51,87
2020-079-1	N	0,00	A-1	26 906,66	8,15	F	Taux fixe à 3.62 %	3,620	2 582,34	974,02	0,00	746,01
2020-102	N	0,00	A-1	4 468,73	5,42	F	Taux fixe à 4.78 %	4,780	660,63	213,61	0,00	105,68
2020-103	N	0,00	A-1	28 329,87	7,25	F	Taux fixe à 3.28 %	3,280	3 154,36	929,22	0,00	617,02
2020-118	N	0,00	A-1	3 337,22	4,07	F	Taux fixe à 3.09 %	3,090	627,45	103,12	0,00	77,92
2020-131	N	0,00	A-1	20 811,80	3,00	F	Taux fixe à 3.99 %	3,990	4 901,70	830,39	0,00	633,05
2020-140	N	0,00	A-1	30 133,46	10,90	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	2 322,67	979,34	0,00	87,87
2020-223-1	N	0,00	A-1	187 572,47	21,90	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	7 631,88	1 950,75	0,00	171,54
2020-243-1	N	0,00	A-1	164 751,14	13,16	F	Taux fixe à 3.98 %	3,980	9 019,13	6 557,10	0,00	5 199,54
2020-243-2	N	0,00	A-1	98 556,65	16,82	V	(Euribor 3M + 2.49) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	4,005	4 278,34	4 033,67	0,00	686,66
2020-243-3	N	0,00	A-1	193 143,61	12,48	F	Taux fixe à 4.04 %	4,040	11 587,16	7 803,00	0,00	3 769,31
2020-253-3	N	0,00	A-1	52 470,13	13,00	F	Taux fixe à 3.2 %	3,247	3 282,47	1 631,19	0,00	126,79

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2020-261-1	N	0,00	A-1	27 652,39	9,08	F	Taux fixe à 1.51 %	1,510	2 582,51	417,55	0,00	347,01
2020-270 1	N	0,00	A-1	237 505,30	13,23	F	Taux fixe à 3.43 %	3,480	13 435,85	8 259,58	0,00	5 999,03
2020-270-2	N	0,00	A-1	32 474,00	14,07	F	Taux fixe à 4.87 %	4,870	1 519,71	1 581,48	0,00	1 402,78
2020-270-4	N	0,00	A-1	35 943,85	18,62	F	Taux fixe à 4.19 %	4,190	1 275,01	1 506,05	0,00	544,73
2020-294-1	N	0,00	A-1	1 004 140,51	25,16	F	Taux fixe à 4.41 %	4,474	21 381,16	44 897,63	0,00	36 838,74
2020-294-2	N	0,00	A-1	131 087,28	33,00	F	Taux fixe à 4.54 %	4,540	1 688,41	5 951,36	0,00	5 858,39
2020-294-3	N	0,00	A-1	73 933,23	5,98	V	(Euribor 12M + 0.2)-Floor -0.2 sur Euribor 12M	3,442	14 108,51	2 542,65	0,00	42,27
2020-305-1	N	0,00	A-1	79 710,60	19,02	F	Taux fixe à 1.27 %	1,270	3 681,35	990,13	0,00	221,56
2020-305-2	N	0,00	A-1	95 352,11	5,57	F	Taux fixe à 4.3 %	4,300	14 267,46	4 100,14	0,00	1 501,19
2020-305-3	N	0,00	A-1	71 248,22	9,33	F	Taux fixe à 4.49 %	4,555	5 934,32	3 243,47	0,00	1 987,65
2020-329-1	N	0,00	A-1	51 178,08	9,66	F	Taux fixe à 4.05 %	4,112	4 372,74	2 006,86	0,00	157,97
2021 ream ass	N	0,00	A-1	683 851,48	21,90	F	Taux fixe à 1.64 %	1,650	26 035,62	11 055,60	0,00	1 048,85
2023-02	N	0,00	A-1	500 000,00	20,00	V	(Euribor 3M + 0.34)-Floor 1.66 sur Euribor 3M	2,604	25 000,00	17 523,77	0,00	58,23
2119	N	0,00	A-1	150 457,56	6,98	V	Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M + 0.42	2,624	20 767,53	5 163,24	0,00	0,00
350 ream	N	0,00	A-1	34 848 207,43	19,67	F	Taux fixe à 3.25 %	3,297	2 082 504,54	1 148 296,84	0,00	357 919,80
370	N	0,00	A-1	1 092 469,45	9,58	F	Taux fixe à 0.85 %	0,852	105 124,48	9 063,08	0,00	3 496,85
373	N	0,00	A-1	361 429,74	6,93	V	(Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M) + 0.42	2,417	50 533,28	11 722,44	0,00	966,67
376	N	0,00	A-1	1 667 753,19	12,25	F	Taux fixe à 3.98 %	4,040	107 901,21	64 779,43	0,00	0,00
378	N	0,00	A-1	770 496,06	11,83	F	Taux fixe à 2 %	2,000	57 447,88	15 409,92	0,00	2 376,83

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
379	N	0,00	A-1	172 000,00	21,42	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,000	8 000,00	6 241,86	0,00	520,70
380	N	0,00	A-1	1 787 494,11	10,65	F	Taux fixe à 2.4 %	2,400	143 923,42	42 899,86	0,00	13 696,42
381	N	0,00	A-1	1 230 737,69	18,65	F	Taux fixe à 2.39 %	2,390	51 935,71	29 414,63	0,00	9 782,42
382	N	0,00	A-1	6 500 000,00	39,08	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,750	162 500,00	113 750,00	0,00	217 191,41
457	N	0,00	A-1	1 350 392,00	25,98	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	39 414,64	28 763,35	0,00	387,83
551-33	N	0,00	A-1	188 240,98	5,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	28 415,25	7 435,52	0,00	6 295,58
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		512 826,45					33 123,13	9 128,21	0,00	94,87
C09284-CONSOLIDATION	N	0,00	A-1	512 826,45	13,73	F	Taux fixe à 1.78 %	1,818	33 123,13	9 128,21	0,00	94,87
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**15 928,00**					**15 928,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		15 928,00					15 928,00	0,00	0,00	0,00
333	N	0,00	A-1	1 444,00	0,04	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 444,00	0,00	0,00	0,00
334	N	0,00	A-1	1 150,62	0,04	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 150,62	0,00	0,00	0,00
336	N	0,00	A-1	13 333,38	0,79	F	Taux fixe à 0 %	0,000	13 333,38	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**57 536 061,18**					**3 315 534,67**	**1 714 486,35**	**0,00**	**712 180,45**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	63	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,05	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	57 536 061,18	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 4 098 200,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 354 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	16 000,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	130 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**598 200,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*598 200,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**4 098 200,00**	**4 151 034,00**	**0,00**	**8 249 234,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 5 123 307,00**	**5 473 517,44**	**VI 5 473 517,44**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 990,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	40 000,00	40 000,00
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	2 990,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**5 120 317,00**	**5 433 517,44**	**5 433 517,44**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*160,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 121,00*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*920,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*820,00*	*0,00*	*0,00*
281351		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*4 690,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*231 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*830 000,00*	*0,00*	*0,00*
281532		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*950,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*3 450,00*	*0,00*	*0,00*
281562		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 800,00*	*0,00*	*0,00*
281728		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*169 400,00*	*0,00*	*0,00*
2817311		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817351		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*1 209 440,00*	*0,00*	*0,00*
281751		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817531		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817532		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281754		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817562		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281757		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*245,00*	*0,00*	*0,00*
281783		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*3 050,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 400,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*310,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*1 280 000,00*	*0,00*	*0,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 381 561,00*	*5 433 517,44*	*5 433 517,44*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**10 596 824,44**	**0,00**	**3 168 876,03**	**982 157,97**	**14 747 858,44**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**8 249 234,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**14 747 858,44**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**6 498 624,44**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006691800190	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI ALES

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : PARC DES EXPOSITIONS ALES AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 000,00	98 957,74
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 97 957,74	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	98 957,74	98 957,74

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	13 633,01	-23 654,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	73 959,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 111 246,01
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	87 592,01	87 592,01

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	186 549,75	186 549,75

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	322 800,00	0,00	0,00	0,00	322 800,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
Total des dépenses de gestion des services		**322 810,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**322 810,00**
66	Charges financières	9 500,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**332 310,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**332 310,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*27 606,00*		*0,00*	*0,00*	*27 606,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*39 740,00*		*1 000,00*	*1 000,00*	*40 740,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***67 346,00***		***1 000,00***	***1 000,00***	***68 346,00***
TOTAL		**399 656,00**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**	**400 656,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**97 957,74**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**498 613,74**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	229 156,00	0,00	0,00	0,00	229 156,00
Total des recettes de gestion des services		**399 156,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**399 156,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	500,00	0,00	98 957,74	98 957,74	99 457,74
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**399 656,00**	**0,00**	**98 957,74**	**98 957,74**	**498 613,74**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**399 656,00**	**0,00**	**98 957,74**	**98 957,74**	**498 613,74**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**498 613,74**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**68 346,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	5 650,00	0,00	0,00	5 650,00
21	Immobilisations corporelles	35 000,00	64 344,00	13 633,01	13 633,01	112 977,01
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**35 000,00**	**69 994,00**	**13 633,01**	**13 633,01**	**118 627,01**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	52 000,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	3 965,00	0,00	0,00	8 965,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**57 000,00**	**3 965,00**	**0,00**	**0,00**	**60 965,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**92 000,00**	**73 959,00**	**13 633,01**	**13 633,01**	**179 592,01**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*4 600,00*		*0,00*	*0,00*	*4 600,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***4 600,00***		***0,00***	***0,00***	***4 600,00***
TOTAL		**96 600,00**	**73 959,00**	**13 633,01**	**13 633,01**	**184 192,01**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**184 192,01**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	24 654,00	0,00	-24 654,00	-24 654,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**24 654,00**	**0,00**	**-24 654,00**	**-24 654,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**24 654,00**	**0,00**	**-24 654,00**	**-24 654,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*27 606,00*		*0,00*	*0,00*	*27 606,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*39 740,00*		*1 000,00*	*1 000,00*	*40 740,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*4 600,00*		*0,00*	*0,00*	*4 600,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***71 946,00***		***1 000,00***	***1 000,00***	***72 946,00***
TOTAL		**96 600,00**	**0,00**	**-23 654,00**	**-23 654,00**	**72 946,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**111 246,01**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**184 192,01**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**68 346,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*1 000,00*	1 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***1 000,00***	**1 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**97 957,74**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**98 957,74**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	5 650,00	0,00	5 650,00
21	Immobilisations corporelles (6)	77 977,01	0,00	77 977,01
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 965,00	*0,00*	3 965,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**87 592,01**	***0,00***	**87 592,01**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**87 592,01**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	98 957,74	*0,00*	98 957,74
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**98 957,74**	***0,00***	**98 957,74**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**98 957,74**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-24 654,00	*0,00*	-24 654,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 000,00*	1 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**-24 654,00**	***1 000,00***	**-23 654,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**111 246,01**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**87 592,01**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**322 800,00**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	170 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	3 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	500,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	2 000,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 000,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 500,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	3 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	3 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	20 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 600,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	30 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	200,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00
635111	Cotisat° Foncière des Entreprises	31 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	51 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**10,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**322 810,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**9 500,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	9 500,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**332 310,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***27 606,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***39 740,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
675	*Valeur comptable éléments d'actif cédés*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*39 740,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***67 346,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***67 346,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**399 656,00**	**1 000,00**	**1 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**97 957,74**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**98 957,74**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**170 000,00**	**0,00**	**0,00**
7088	Autres produits activités annexes	170 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**229 156,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	172 835,00	0,00	0,00
7588	Autres	56 321,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**399 156,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**500,00**	**98 957,74**	**98 957,74**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
774	Subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	0,00	98 957,74	98 957,74
775	Produits cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	500,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**399 656,00**	**98 957,74**	**98 957,74**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**399 656,00**	**98 957,74**	**98 957,74**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**98 957,74**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**35 000,00**	**13 633,01**	**13 633,01**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	25 000,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	0,00	0,00
2155	Outillage industriel	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	10 000,00	13 633,01	13 633,01
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**35 000,00**	**13 633,01**	**13 633,01**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**52 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	52 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	5 000,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**57 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**92 000,00**	**13 633,01**	**13 633,01**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***4 600,00***	***0,00***	***0,00***
2135	*Installations générales, agencements*	*4 600,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***4 600,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**96 600,00**	**13 633,01**	**13 633,01**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**73 959,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**87 592,01**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**24 654,00**	**-24 654,00**	**-24 654,00**
1641	Emprunts en euros	24 654,00	-24 654,00	-24 654,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**24 654,00**	**-24 654,00**	**-24 654,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**24 654,00**	**-24 654,00**	**-24 654,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***27 606,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***39 740,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
2128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2131	*Bâtiments*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2135	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*980,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*15 200,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 420,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*365,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*325,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*750,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*5 700,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***67 346,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***4 600,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*4 600,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***71 946,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**96 600,00**	**-23 654,00**	**-23 654,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**
				+
			R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**111 246,01**
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**87 592,01**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**800 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					800 000,00									
200	CAISSE D'EPARGNE	14/04/2017	10/08/2017	25/08/2018	800 000,00	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	1,630	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**800 000,00**									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**554 578,00**					**51 510,50**	**9 039,62**	**0,00**	**2 847,22**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		554 578,00					51 510,50	9 039,62	0,00	2 847,22
200	N	0,00	A-1	554 578,00	9,65	F	Taux fixe à 1.63 %	1,630	51 510,50	9 039,62	0,00	2 847,22
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**554 578,00**					**51 510,50**	**9 039,62**	**0,00**	**2 847,22**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	554 578,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 52 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**52 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	52 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**52 000,00**	**73 959,00**	**0,00**	**125 959,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 67 346,00**	**1 000,00**	**VI 1 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**67 346,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28128	*Aménagement Autres terrains*	*980,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*15 200,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 420,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*365,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*325,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*750,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*5 700,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*27 606,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**68 346,00**	**0,00**	**111 246,01**	**0,00**	**179 592,01**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**125 959,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**179 592,01**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**53 633,01**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006691800273	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI ALES

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : REGIE AUTONOMIE FINANCIERE EAU (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 35
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 36
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 37
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 38
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 40

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	5 165 000,00	-385 983,35
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 5 550 983,35
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	5 165 000,00	5 165 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	20 000,00	622 701,40
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	4 704 418,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 4 101 716,60
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	4 724 418,00	4 724 418,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	9 889 418,00	9 889 418,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	6 941 050,00	0,00	600 000,00	600 000,00	7 541 050,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 600 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	3 800 000,00
014	Atténuations de produits	3 000 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00	3 600 000,00
65	Autres charges de gestion courante	160 005,00	0,00	100 000,00	100 000,00	260 005,00
Total des dépenses de gestion des services		**13 701 055,00**	**0,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**	**15 201 055,00**
66	Charges financières	1 510 000,00	0,00	0,00	0,00	1 510 000,00
67	Charges exceptionnelles	150 000,00	0,00	665 000,00	665 000,00	815 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**15 361 055,00**	**0,00**	**2 165 000,00**	**2 165 000,00**	**17 526 055,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 293 170,00*		*3 000 000,00*	*3 000 000,00*	*4 293 170,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*3 722 300,00*		*0,00*	*0,00*	*3 722 300,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***5 015 470,00***		***3 000 000,00***	***3 000 000,00***	***8 015 470,00***
TOTAL		**20 376 525,00**	**0,00**	**5 165 000,00**	**5 165 000,00**	**25 541 525,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**25 541 525,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	30 200,00	0,00	0,00	0,00	30 200,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	19 425 000,00	0,00	-385 983,35	-385 983,35	19 039 016,65
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	35 005,00	0,00	0,00	0,00	35 005,00
Total des recettes de gestion des services		**19 490 205,00**	**0,00**	**-385 983,35**	**-385 983,35**	**19 104 221,65**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**19 495 205,00**	**0,00**	**-385 983,35**	**-385 983,35**	**19 109 221,65**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*881 320,00*		*0,00*	*0,00*	*881 320,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***881 320,00***		***0,00***	***0,00***	***881 320,00***
TOTAL		**20 376 525,00**	**0,00**	**-385 983,35**	**-385 983,35**	**19 990 541,65**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**5 550 983,35**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**25 541 525,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**7 134 150,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	511 733,00	492 546,00	0,00	0,00	1 004 279,00
21	Immobilisations corporelles	2 550 000,00	299 872,00	0,00	0,00	2 849 872,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	8 773 936,00	3 912 000,00	0,00	0,00	12 685 936,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**11 835 669,00**	**4 704 418,00**	**0,00**	**0,00**	**16 540 087,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 014 000,00	0,00	0,00	0,00	3 014 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**3 014 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 014 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**14 849 669,00**	**4 704 418,00**	**0,00**	**0,00**	**19 554 087,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*881 320,00*		*0,00*	*0,00*	*881 320,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*353 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*373 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 234 320,00***		***20 000,00***	***20 000,00***	***1 254 320,00***
TOTAL		**16 083 989,00**	**4 704 418,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 808 407,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 808 407,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	4 648 168,00	0,00	0,00	0,00	4 648 168,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	6 000 000,00	0,00	-3 020 000,00	-3 020 000,00	2 980 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**10 648 168,00**	**0,00**	**-3 020 000,00**	**-3 020 000,00**	**7 628 168,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	602 701,40	602 701,40	602 701,40
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	67 351,00	0,00	20 000,00	20 000,00	87 351,00
Total des recettes financières		**67 351,00**	**0,00**	**622 701,40**	**622 701,40**	**690 052,40**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**10 715 519,00**	**0,00**	**-2 397 298,60**	**-2 397 298,60**	**8 318 220,40**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 293 170,00*		*3 000 000,00*	*3 000 000,00*	*4 293 170,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*3 722 300,00*		*0,00*	*0,00*	*3 722 300,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*353 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*373 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 368 470,00***		***3 020 000,00***	***3 020 000,00***	***8 388 470,00***
TOTAL		**16 083 989,00**	**0,00**	**622 701,40**	**622 701,40**	**16 706 690,40**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**4 101 716,60**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**20 808 407,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**7 134 150,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	600 000,00		600 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	200 000,00		200 000,00
014	Atténuations de produits	600 000,00		600 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100 000,00		100 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	665 000,00	*0,00*	665 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*3 000 000,00*	3 000 000,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**2 165 000,00**	***3 000 000,00***	**5 165 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 165 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	492 546,00	0,00	492 546,00
21	Immobilisations corporelles (6)	299 872,00	0,00	299 872,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	3 912 000,00	0,00	3 912 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*20 000,00*	20 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**4 704 418,00**	***20 000,00***	**4 724 418,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 724 418,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	-385 983,35		-385 983,35
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**-385 983,35**	***0,00***	**-385 983,35**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**5 550 983,35**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 165 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-3 020 000,00	*0,00*	-3 020 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*20 000,00*	20 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	20 000,00	*0,00*	20 000,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*3 000 000,00*	3 000 000,00
	Recettes d'investissement – Total	**-3 000 000,00**	***3 020 000,00***	**20 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**4 101 716,60**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**602 701,40**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 724 418,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**6 941 050,00**	**600 000,00**	**600 000,00**
60226	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	25 000,00	0,00	0,00
605	Achats d'eau	3 200 000,00	300 000,00	300 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	800 000,00	100 000,00	100 000,00
6062	Produits de traitement	5 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	160 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	70 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	2 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	1 241 050,00	200 000,00	200 000,00
6132	Locations immobilières	105 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	5 000,00	0,00	0,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	8 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	10 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	60 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	20 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00
6168	Autres	300,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	75 000,00	0,00	0,00
618	Divers	90 000,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	5 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	11 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	10 000,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	4 500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	2 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	120 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	45 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	20 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	17 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	7 200,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	15 000,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	2 000,00	0,00	0,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	800 000,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**3 600 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	40 000,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	45 000,00	0,00	0,00
6313	Participat° employeurs format° continue	2 000,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	21 264,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 500,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	16 092,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 100,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	2 114 758,00	200 000,00	200 000,00
6412	Congés payés	0,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	222 000,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	28 800,00	0,00	0,00
64141	Indemnité inflation	0,00	0,00	0,00
64148	Autres indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	32 444,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	700 246,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	266 761,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	42 453,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	5 300,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	20 088,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 000,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	36 194,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**3 000 000,00**	**600 000,00**	**600 000,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	2 000 000,00	400 000,00	400 000,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	1 000 000,00	200 000,00	200 000,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
65	**Autres charges de gestion courante**	**160 005,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	150 000,00	100 000,00	100 000,00
6542	Créances éteintes	10 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	5,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**13 701 055,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**1 510 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 400 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	60 000,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	30 000,00	0,00	0,00
6688	Autre	20 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**150 000,00**	**665 000,00**	**665 000,00**
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	80 000,00	665 000,00	665 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	70 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**15 361 055,00**	**2 165 000,00**	**2 165 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 293 170,00***	***3 000 000,00***	***3 000 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***3 722 300,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*3 722 300,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***5 015 470,00***	***3 000 000,00***	***3 000 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***5 015 470,00***	***3 000 000,00***	***3 000 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**20 376 525,00**	**5 165 000,00**	**5 165 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 165 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	60 000,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	60 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**30 200,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	200,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	30 000,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**19 425 000,00**	**-385 983,35**	**-385 983,35**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	13 800 000,00	-300 000,00	-300 000,00
70118	Autres ventes d'eau	152 000,00	0,00	0,00
70123	Contre-valeur redevance prélèvement	920 000,00	-85 983,35	-85 983,35
701241	Redevance pollution d'origine domestique	1 800 000,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances	800 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	800 000,00	0,00	0,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	840 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	200 000,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	3 000,00	0,00	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	110 000,00	0,00	0,00
7087	Remboursement de frais	0,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**35 005,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	35 000,00	0,00	0,00
7588	Autres	5,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**19 490 205,00**	**-385 983,35**	**-385 983,35**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	0,00	0,00
7622	Prod. Immo. fin. - rattachement ICNE	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
774	Subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	5 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**19 495 205,00**	**-385 983,35**	**-385 983,35**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***881 320,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*881 320,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***881 320,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**20 376 525,00**	**-385 983,35**	**-385 983,35**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**5 550 983,35**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 165 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**511 733,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	503 133,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	8 600,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 550 000,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	50 000,00	0,00	0,00
2128	Aménagement Autres terrains	0,00	0,00	0,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	770 000,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	0,00	0,00
2155	Outillage industriel	50 000,00	0,00	0,00
21561	Service de distribution d'eau	1 440 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	140 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	20 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	80 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**8 773 936,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	8 773 936,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**11 835 669,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 014 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	2 689 900,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
1678	Autres dettes condit° particulières	74 100,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	250 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**3 014 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**14 849 669,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***881 320,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***881 320,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*580 000,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*16 000,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*35 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*150 000,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*45 000,00*	*0,00*	*0,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*8 500,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*1 200,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*15 500,00*	*0,00*	*0,00*
13933	*Sub. transf cpte résult. P.A.E.*	*120,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***353 000,00***	***20 000,00***	***20 000,00***
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*283 000,00*	*0,00*	*0,00*
21561	*Service de distribution d'eau*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
2182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2762	*Créances transfert droit déduct° TVA*	*50 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
2763	*Créances sur collectivités et établ. pub*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 234 320,00***	***20 000,00***	***20 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**16 083 989,00**	**20 000,00**	**20 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**4 704 418,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Restes à réaliser (3)	Nouvelles propositions (4)	Vote (4)
					=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				**4 724 418,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) cf. Modalités de vote, I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**4 648 168,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	4 648 168,00	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**6 000 000,00**	**-3 020 000,00**	**-3 020 000,00**
1641	Emprunts en euros	6 000 000,00	-3 020 000,00	-3 020 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**10 648 168,00**	**-3 020 000,00**	**-3 020 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**602 701,40**	**602 701,40**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	0,00	602 701,40	602 701,40
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**67 351,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	50 000,00	20 000,00	20 000,00
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	17 351,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**67 351,00**	**622 701,40**	**622 701,40**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**10 715 519,00**	**-2 397 298,60**	**-2 397 298,60**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 293 170,00***	***3 000 000,00***	***3 000 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***3 722 300,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*48 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*44 000,00*	*0,00*	*0,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*16 000,00*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*6 500,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*2 050,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*11 200,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*35 400,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*555,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*325,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 731 520,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*35 300,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*22 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*170 000,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*13 900,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 145,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*54 280,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*1 340 200,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*2 775,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*2 250,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*133 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*41 200,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*1 600,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*9 100,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***5 015 470,00***	***3 000 000,00***	***3 000 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***353 000,00***	***20 000,00***	***20 000,00***
1641	*Emprunts en euros*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*50 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***5 368 470,00***	***3 020 000,00***	***3 020 000,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**16 083 989,00**	**622 701,40**	**622 701,40**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Restes à réaliser (3)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
					+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)				**4 101 716,60**
					=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				**4 724 418,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) cf. Modalités de vote, I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*
(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**41 734 979,90**									
1641 Emprunts en euros (total)					40 634 979,90									
053-2	CAISSE D'EPARGNE	28/01/2014	01/01/2020	25/09/2020	41 256,15	F	Taux fixe à 5.27 %	5,270	5,270	EUR	A	P	O	A-1
129-1	CREDIT AGRICOLE	26/05/2011	01/01/2020	30/05/2020	89 641,45	F	Taux fixe à 4.35 %	4,350	4,350	EUR	A	P	O	A-1
147-1	CREDIT AGRICOLE	24/01/2012	24/01/2012	01/03/2020	45 399,05	F	Taux fixe à 4.75 %	4,750	4,750	EUR	A	P	O	A-1
147-2	CREDIT AGRICOLE	08/10/2010	01/01/2020	01/03/2020	115 738,79	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	3,500	EUR	A	P	O	A-1
147-3	CREDIT AGRICOLE	09/04/2001	01/01/2020	29/02/2020	34 438,99	F	Taux fixe à 5.58 %	5,580	5,698	EUR	T	P	O	A-1
147-5	CAISSE D'EPARGNE	12/03/2014	01/01/2020	25/01/2020	51 347,64	F	Taux fixe à 4.67 %	4,670	4,752	EUR	T	P	O	A-1
161-1	CREDIT AGRICOLE	05/05/2011	01/01/2020	29/02/2020	26 765,13	F	Taux fixe à 4 %	4,000	4,060	EUR	T	P	O	A-1
161-2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/06/2018	01/01/2020	01/02/2020	93 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
168-1	CAISSE D'EPARGNE	24/06/2005	01/01/2020	25/06/2020	11 526,40	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	3,930	EUR	A	P	O	A-1
168-2	CREDIT AGRICOLE	11/07/2017	01/01/2020	02/01/2020	41 133,55	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	0,923	EUR	T	P	O	A-1
2020	CREDIT AGRICOLE	14/12/2020	30/12/2020	25/12/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	0,700	EUR	A	P	O	A-1
2020 - Refi	CAISSE D'EPARGNE	25/10/2012	01/01/2020	25/06/2020	1 456 320,67	F	Taux fixe à 5.26 %	5,260	5,337	EUR	A	P	O	A-1
2020-010-1	SFIL CAFFIL	24/06/2013	01/01/2020	01/08/2020	145 898,72	F	Taux fixe à 3.66 %	3,660	3,660	EUR	A	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat							Taux initial							
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
2020-044-1	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/12/2014	01/01/2020	01/04/2020	130 110,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,750	1,750	EUR	T	C	O	A-1
2020-053-1	CAISSE D'EPARGNE	13/08/2012	01/01/2020	25/09/2020	72 553,88	F	Taux fixe à 5.27 %	5,270	5,270	EUR	A	P	O	A-1
2020-094-1	CREDIT AGRICOLE	15/02/2019	01/01/2020	01/03/2020	200 000,00	F	Taux fixe à 2.14 %	2,140	2,140	EUR	A	P	O	A-1
2020-100	CREDIT AGRICOLE	01/03/2013	01/01/2020	15/06/2020	237 086,92	F	Taux fixe à 4.76 %	4,760	4,760	EUR	A	P	O	A-1
2020-101	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/07/2015	01/01/2020	01/09/2020	486 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,750	1,750	EUR	A	C	O	A-1
2020-103	DEXIA CL	18/08/2008	01/01/2020	01/04/2020	92 259,38	F	Taux fixe à 3.28 %	3,280	3,280	EUR	A	P	O	A-1
2020-104	CREDIT AGRICOLE	16/03/2006	01/01/2020	30/03/2020	66 006,91	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	3,930	EUR	A	P	O	A-1
2020-106	BANQUE POSTALE	30/04/2019	01/01/2020	01/03/2020	391 346,36	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	1,458	EUR	T	P	O	A-1
2020-109	CREDIT AGRICOLE	29/06/2018	01/01/2020	11/07/2020	112 893,94	F	Taux fixe à 1.67 %	1,670	1,670	EUR	A	P	O	A-1
2020-110	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/08/2019	01/01/2020	01/03/2020	400 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	S	C	O	A-1
2020-111	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2010	01/01/2020	25/02/2020	127 286,33	F	Taux fixe à 3.88 %	3,880	3,880	EUR	A	P	O	A-1
2020-112	CREDIT AGRICOLE	23/10/2008	01/01/2020	13/02/2020	358 723,38	F	Taux fixe à 5.1 %	5,100	5,100	EUR	A	P	O	A-1
2020-113	SFIL CAFFIL	28/12/2003	01/01/2020	01/02/2020	39 891,40	F	Taux fixe à 3.97 %	3,970	3,970	EUR	A	P	O	A-1
2020-114	DEXIA CL	25/01/2007	01/01/2020	01/02/2020	79 376,77	F	Taux fixe à 4.21 %	4,210	4,210	EUR	A	P	O	A-1
2020-115	CREDIT AGRICOLE	04/12/2012	01/01/2020	31/01/2020	166 401,39	F	Taux fixe à 4.9 %	4,900	5,012	EUR	M	P	O	A-1
2020-117	CAISSE D'EPARGNE	21/01/2005	01/01/2020	25/01/2020	58 538,99	F	Taux fixe à 4.21 %	4,210	4,210	EUR	A	P	O	A-1
2020-119	CREDIT AGRICOLE	06/07/2009	01/01/2020	17/01/2020	67 244,43	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,632	EUR	S	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Modalité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2020-121	CAISSE D'EPARGNE	22/04/2002	01/01/2020	25/04/2020	575 955,71	V	(Euribor 12M + 0.17)-Floor -0.17 sur Euribor 12M	0,058	0,059	EUR	A	P	O	A-1
2020-122	SFIL CAFFIL	04/02/2000	01/01/2020	01/03/2020	393 505,62	F	Taux fixe à 6.1 %	6,100	6,100	EUR	A	P	O	A-1
2020-123	CAISSE D'EPARGNE	26/10/2007	01/01/2020	25/02/2020	1 471 496,84	F	Taux fixe à 4.63 %	4,630	4,781	EUR	T	P	O	A-1
2020-124	CREDIT AGRICOLE	24/10/2008	01/01/2020	20/02/2020	880 722,31	F	Taux fixe à 5.05 %	5,050	5,146	EUR	T	P	O	A-1
2020-125	CREDIT AGRICOLE	03/11/2009	01/01/2020	12/02/2020	1 200 016,80	V	((Euribor 3M + 2.49)-Floor -2.49 sur Euribor 3M) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	2,106	2,123	EUR	T	P	O	A-1
2020-126	SFIL CAFFIL	07/02/2001	01/01/2020	01/02/2020	385 340,79	F	Taux fixe à 6 %	6,000	6,000	EUR	A	P	O	A-1
2020-127	CAISSE D'EPARGNE	11/01/2007	01/01/2020	25/01/2020	1 193 666,96	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,160	EUR	A	P	O	A-1
2020-129-2	CREDIT AGRICOLE	18/10/2007	01/01/2020	30/10/2020	75 741,17	F	Taux fixe à 4.89 %	4,890	4,890	EUR	A	P	O	A-1
2020-131	DEXIA CL	29/03/2005	01/01/2020	02/01/2020	4 714,30	F	Taux fixe à 3.99 %	3,990	3,990	EUR	A	P	O	A-1
2020-133	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/11/2012	01/01/2020	02/01/2020	667 926,93	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
2020-134	CREDIT AGRICOLE	06/06/2019	01/07/2019	01/07/2020	287 000,00	F	Taux fixe à 2.04 %	2,040	2,040	EUR	A	P	O	A-1
2020-135	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	01/01/2020	30/12/2020	761 132,81	F	Taux fixe à 3.55 %	3,550	3,550	EUR	A	P	O	A-1
2020-136	CAISSE D'EPARGNE	14/12/2012	01/01/2020	25/12/2020	187 134,64	F	Taux fixe à 4.72 %	4,720	4,720	EUR	A	P	O	A-1
2020-138	CREDIT AGRICOLE	22/12/2011	22/12/2011	25/12/2020	793 518,02	F	Taux fixe à 4.69 %	4,690	4,690	EUR	A	P	O	A-1
2020-139	CREDIT FONCIER DE FRANCE	16/11/2004	01/01/2020	30/11/2020	920 784,15	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,450	EUR	A	P	O	A-1
2020-140	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2010	01/01/2020	25/11/2020	13 480,14	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	3,250	EUR	A	P	O	A-1
2020-141	DEXIA CL	14/05/2001	01/01/2020	01/11/2020	614 891,50	F	Taux fixe à 5.92 %	5,920	5,920	EUR	A	P	O	A-1
2020-142	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2010	01/01/2020	25/11/2020	50 393,15	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	3,250	EUR	A	P	O	A-1
2020-142-1	CREDIT AGRICOLE	30/06/2008	01/01/2020	01/03/2020	89 709,88	F	Taux fixe à 4.78 %	4,780	4,866	EUR	T	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel		dicité des rembour-sements (6)			
2020-142-2	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/09/2016	01/01/2020	01/10/2020	147 020,43	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	P	O	A-1
2020-144	BANQUE POSTALE	12/08/2019	01/01/2020	01/10/2020	180 000,00	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	A	P	O	A-1
2020-145	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	04/09/2014	01/01/2020	01/10/2020	463 083,35	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,750	1,750	EUR	A	C	O	A-1
2020-146	CAISSE D'EPARGNE	19/09/2007	01/01/2020	25/09/2020	769 754,41	F	Taux fixe à 4.99 %	4,990	5,063	EUR	A	P	O	A-1
2020-147	CAISSE D'EPARGNE	23/05/2013	01/01/2020	25/09/2020	53 720,30	F	Taux fixe à 4.17 %	4,170	4,170	EUR	A	P	O	A-1
2020-149	CREDIT AGRICOLE	01/06/2011	01/01/2020	14/08/2020	163 759,46	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,340	EUR	A	P	O	A-1
2020-150	GROUPAMA	31/08/2016	01/01/2020	03/08/2020	113 181,08	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	1,700	EUR	A	P	O	A-1
2020-151	CREDIT AGRICOLE	24/06/2003	01/01/2020	30/06/2020	1 046 820,16	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	4,580	EUR	A	P	O	A-1
2020-153	DEXIA CL	07/11/2007	01/01/2020	01/06/2020	73 546,99	F	Taux fixe à 4.8 %	4,800	4,800	EUR	A	P	O	A-1
2020-154	CAISSE D'EPARGNE	30/10/2019	01/01/2020	25/11/2020	400 000,00	F	Taux fixe à 0.64 %	0,640	0,640	EUR	A	P	O	A-1
2020-155	CAISSE D'EPARGNE	06/01/2015	01/01/2020	25/01/2020	32 647,51	F	Taux fixe à 2.68 %	2,680	2,707	EUR	T	P	O	A-1
2020-156	CAISSE D'EPARGNE	21/06/2016	01/01/2020	25/03/2020	40 399,01	F	Taux fixe à 2 %	2,000	2,015	EUR	T	P	O	A-1
2020-159	CREDIT AGRICOLE	09/10/2005	01/01/2020	30/10/2020	803 953,74	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1
2020-160	SFIL CAFFIL	01/01/2020	01/01/2020	01/10/2020	685 292,82	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	4,620	EUR	A	P	O	A-1
2020-161	CREDIT AGRICOLE	13/12/2005	01/01/2020	30/12/2020	1 025 574,97	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	3,890	EUR	A	P	O	A-1
2020-253-1	CAISSE D'EPARGNE	22/11/2018	01/01/2020	25/02/2020	113 053,21	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,985	EUR	T	P	O	A-1
2020-253-3	CREDIT AGRICOLE	03/11/2010	01/01/2020	02/01/2020	14 986,74	F	Taux fixe à 3.2 %	3,200	3,247	EUR	M	P	O	A-1
2020-267-1	CREDIT AGRICOLE	20/03/2015	01/01/2020	01/02/2020	180 197,27	F	Taux fixe à 2.6 %	2,600	2,626	EUR	T	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2020-269-1	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	28/11/2016	01/01/2020	01/07/2020	962 869,39	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	P	O	A-1
2020-269-2	DEXIA CL	08/04/2006	01/01/2020	01/06/2020	212 352,84	F	Taux fixe à 4.14 %	4,140	4,140	EUR	A	P	O	A-1
2020-269-3	CREDIT AGRICOLE	20/02/2009	01/01/2020	30/03/2020	271 274,69	F	Taux fixe à 4.26 %	4,260	4,328	EUR	T	P	O	A-1
2020-269-4	DEXIA CL	05/12/2001	01/01/2020	01/03/2020	65 774,16	F	Taux fixe à 5.32 %	5,320	5,320	EUR	A	P	O	A-1
2020-269-5	CAISSE D'EPARGNE	22/10/2013	01/01/2020	25/02/2020	165 211,60	F	Taux fixe à 4.53 %	4,530	4,530	EUR	A	P	O	A-1
2020-274-1	SFIL CAFFIL	21/10/2009	01/01/2020	02/01/2020	185 335,73	V	(Euribor 1M + 1)-Floor -1 sur Euribor 1M	0,553	0,562	EUR	M	P	O	A-1
2020-284-1	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	19/04/2018	01/01/2020	01/05/2020	1 234 350,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
2020-284-2	SFIL CAFFIL	30/06/2005	01/01/2020	01/04/2020	182 946,40	F	Taux fixe à 3.66 %	3,660	3,660	EUR	A	P	O	A-1
2020-284-3	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11/07/2016	01/01/2020	01/08/2020	90 000,01	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
2020-291-1	CAISSE D'EPARGNE	07/02/2003	01/01/2020	25/02/2020	16 604,95	F	Taux fixe à 4.93 %	4,930	4,930	EUR	A	P	O	A-1
2020-291-3	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/12/2018	01/01/2020	01/02/2020	100 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1.21)-Floor -1.21 sur Livret A(Préfixé)	1,960	1,960	EUR	A	C	O	A-1
2020-305-4	SFIL CAFFIL	20/10/2008	01/01/2020	02/01/2020	22 391,24	F	Taux fixe à 5.67 %	5,670	5,792	EUR	T	P	O	A-1
2020-305-5	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/07/2019	01/01/2020	01/02/2020	99 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2020-305-6	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12/10/2017	01/01/2020	01/12/2021	198 166,67	V	Livret A(Préfixé) + 0.75	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
2020-ream	SFIL CAFFIL	20/11/2020	01/12/2020	01/03/2021	490 518,65	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	P	O	A-1
2021	CAISSE D'EPARGNE	01/12/2011	01/01/2020	25/12/2020	382 105,47	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,340	EUR	A	P	O	A-1
2021 ream eau	CAISSE D'EPARGNE	07/01/2021	25/11/2020	25/02/2021	5 050 534,65	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	P	O	A-1
2023	CAISSE D'EPARGNE	18/06/2014	01/01/2020	25/09/2020	327 669,91	F	Taux fixe à 4.07 %	4,070	4,070	EUR	A	P	O	A-1
2023-05	SOCIETE GENERALE	16/12/2022	30/12/2022	30/03/2023	1 500 000,00	V	(Euribor 3M + 0.34)-Floor 1.66 sur Euribor 3M	2,542	2,604	EUR	T	C	O	A-1
2025	CAISSE D'EPARGNE	14/11/2016	01/01/2020	25/12/2020	520 563,75	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,440	EUR	A	P	O	A-1
2027	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	01/01/2020	02/01/2020	1 300 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,800	EUR	A	P	O	A-1
2028	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/03/2017	01/01/2020	01/04/2020	1 300 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
2029	CREDIT AGRICOLE	09/12/2019	20/12/2019	25/12/2020	800 000,00	F	Taux fixe à 0.48 %	0,480	0,480	EUR	A	P	O	A-1
320-2	CAISSE D'EPARGNE	09/12/2019	01/01/2020	25/12/2020	45 000,00	F	Taux fixe à 1.43 %	1,430	1,430	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					1 100 000,00									
0067-Tirage Eur12M	CREDIT AGRICOLE	30/12/2009	01/01/2020	31/12/2030	1 100 000,00	V	Euribor 12M + 0.42	0,180	0,183	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**740 883,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					740 883,00									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
2020-137	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	07/05/2018	01/01/2020	16/01/2021	740 883,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**2 351 901,50**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					2 351 901,50									
0060/ eau	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31/12/2008	01/01/2020	01/02/2020	611 145,36	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	P	O	A-1
0062-eau	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/11/2012	01/01/2020	02/01/2020	400 756,14	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
0067-Consolidation	CREDIT AGRICOLE	08/11/2010	01/01/2020	31/12/2020	1 100 000,00	F	Taux fixe à 3.26 %	3,260	3,349	EUR	A	C	O	A-1
0169/eau	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2007	01/01/2020	25/03/2020	240 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,802	EUR	T	C	O	A-1
Total général					**44 827 764,40**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**34 950 265,80**					**2 183 971,14**	**1 048 865,97**	**0,00**	**348 440,20**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		34 950 265,80					2 183 971,14	1 048 865,97	0,00	348 440,20
053-2	N	0,00	A-1	34 019,55	9,73	F	Taux fixe à 5.27 %	5,270	2 670,80	1 792,83	0,00	435,97
129-1	N	0,00	A-1	78 144,33	13,41	F	Taux fixe à 4.35 %	4,350	4 170,52	3 399,28	0,00	1 877,09
147-1	N	0,00	A-1	41 844,13	19,17	F	Taux fixe à 4.75 %	4,750	1 299,28	1 987,60	0,00	1 599,55
147-2	N	0,00	A-1	104 618,38	18,17	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	3 969,25	3 661,64	0,00	2 925,81
147-3	N	0,00	A-1	20 074,25	3,41	F	Taux fixe à 5.58 %	5,698	5 343,96	1 009,61	0,00	68,50
147-5	N	0,00	A-1	42 319,29	10,07	F	Taux fixe à 4.67 %	4,752	3 299,92	1 919,08	0,00	329,01
161-1	N	0,00	A-1	20 917,25	8,41	F	Taux fixe à 4 %	4,060	2 109,70	805,30	0,00	62,69
161-2	N	0,00	A-1	85 800,00	35,58	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	2,750	2 400,00	2 930,52	0,00	505,51
168-1	N	0,00	A-1	6 096,06	2,48	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	1 954,21	239,58	0,00	83,65
168-2	N	0,00	A-1	15 363,76	1,50	F	Taux fixe à 0.92 %	0,923	8 749,02	111,22	0,00	15,04
2020	N	0,00	A-1	2 818 937,39	27,98	F	Taux fixe à 0.7 %	0,700	91 482,99	19 732,56	0,00	265,17
2020 - Refi	N	0,00	A-1	1 020 031,77	5,48	F	Taux fixe à 5.26 %	5,337	155 726,42	54 398,86	0,00	0,00
2020-010-1	N	0,00	A-1	102 406,15	5,58	F	Taux fixe à 3.66 %	3,660	15 571,45	3 748,07	0,00	1 315,40
2020-044-1	N	0,00	A-1	106 256,50	12,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,000	8 674,00	3 547,28	0,00	950,84

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2020-053-1	N	0,00	A-1	59 827,40	9,73	F	Taux fixe à 5.27 %	5,270	4 696,94	3 152,90	0,00	766,70
2020-094-1	N	0,00	A-1	175 123,50	16,17	F	Taux fixe à 2.14 %	2,140	8 649,58	3 747,64	0,00	2 958,89
2020-100	N	0,00	A-1	198 402,61	10,46	F	Taux fixe à 4.76 %	4,760	14 141,37	9 443,97	0,00	4 750,87
2020-101	N	0,00	A-1	445 500,00	32,67	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,000	13 500,00	13 365,00	0,00	5 712,00
2020-103	N	0,00	A-1	70 252,14	7,25	F	Taux fixe à 3.28 %	3,280	7 822,15	2 304,27	0,00	1 530,09
2020-104	N	0,00	A-1	39 881,91	3,25	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	9 401,60	1 567,36	0,00	898,42
2020-106	N	0,00	A-1	338 088,54	16,42	F	Taux fixe à 1.45 %	1,458	18 272,74	4 803,22	0,00	373,56
2020-109	N	0,00	A-1	90 855,78	10,53	F	Taux fixe à 1.67 %	1,670	7 592,77	1 517,29	0,00	652,76
2020-110	N	0,00	A-1	370 000,00	36,67	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	2,750	10 000,00	11 833,77	0,00	4 421,43
2020-111	N	0,00	A-1	100 691,66	8,15	F	Taux fixe à 3.88 %	3,880	9 561,53	3 906,84	0,00	2 995,65
2020-112	N	0,00	A-1	322 023,59	15,12	F	Taux fixe à 5.1 %	5,100	13 501,74	16 423,20	0,00	13 855,19
2020-113	N	0,00	A-1	16 893,79	1,08	F	Taux fixe à 3.97 %	3,970	8 282,44	670,68	0,00	312,34
2020-114	N	0,00	A-1	52 630,69	4,08	F	Taux fixe à 4.21 %	4,210	9 676,35	2 215,75	0,00	1 652,66
2020-115	N	0,00	A-1	147 901,47	15,08	F	Taux fixe à 4.9 %	5,012	6 794,79	7 095,93	0,00	0,00
2020-117	N	0,00	A-1	31 077,68	2,07	F	Taux fixe à 4.21 %	4,210	9 935,11	1 308,37	0,00	828,29
2020-119	N	0,00	A-1	50 161,04	6,54	F	Taux fixe à 4.58 %	4,632	6 230,01	2 226,85	0,00	911,00
2020-121	N	0,00	A-1	468 453,08	9,32	V	(Euribor 12M + 0.17)-Floor -0.17 sur Euribor 12M	0,258	38 819,32	1 206,40	0,00	12 038,70
2020-122	N	0,00	A-1	310 187,63	7,17	F	Taux fixe à 6.1 %	6,100	31 227,76	18 921,45	0,00	14 133,19
2020-123	N	0,00	A-1	1 302 586,44	14,90	F	Taux fixe à 4.63 %	4,781	61 689,77	60 068,85	0,00	5 745,35
2020-124	N	0,00	A-1	790 993,57	15,89	F	Taux fixe à 5.05 %	5,146	33 039,60	39 326,04	0,00	4 252,96

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2020-125	N	0,00	A-1	1 050 086,93	16,86	V	((Euribor 3M + 2.49)-Floor -2.49 sur Euribor 3M) + Cap 1.739 sur Euribor 3M	4,289	47 487,15	43 687,67	0,00	5 653,33
2020-126	N	0,00	A-1	312 621,44	8,08	F	Taux fixe à 6 %	6,000	27 205,02	18 757,29	0,00	15 650,34
2020-127	N	0,00	A-1	1 049 558,66	14,07	F	Taux fixe à 4.1 %	4,160	52 027,80	43 629,57	0,00	38 626,61
2020-129-2	N	0,00	A-1	67 175,46	14,83	F	Taux fixe à 4.89 %	4,890	3 138,93	3 284,87	0,00	521,90
2020-131	N	0,00	A-1	2 850,71	3,00	F	Taux fixe à 3.99 %	3,990	671,41	113,74	0,00	86,71
2020-133	N	0,00	A-1	470 602,41	5,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	71 038,13	18 588,80	0,00	15 738,95
2020-134	N	0,00	A-1	259 706,94	21,50	F	Taux fixe à 2.04 %	2,040	9 471,37	5 298,02	0,00	2 538,22
2020-135	N	0,00	A-1	704 274,36	23,00	F	Taux fixe à 3.55 %	3,550	20 314,11	25 001,74	0,00	0,00
2020-136	N	0,00	A-1	153 324,68	9,98	F	Taux fixe à 4.72 %	4,720	12 350,23	7 236,92	0,00	92,42
2020-138	N	0,00	A-1	694 365,47	13,98	F	Taux fixe à 4.69 %	4,690	36 198,37	32 565,74	0,00	428,72
2020-139	N	0,00	A-1	781 354,46	11,91	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	50 672,98	34 770,28	0,00	2 709,61
2020-140	N	0,00	A-1	11 076,68	10,90	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	853,78	359,99	0,00	32,30
2020-141	N	0,00	A-1	498 401,00	8,83	F	Taux fixe à 5.92 %	5,920	43 515,75	29 505,34	0,00	4 413,40
2020-142	N	0,00	A-1	40 549,82	9,90	F	Taux fixe à 3.25 %	3,250	3 496,65	1 317,87	0,00	117,08
2020-142-1	N	0,00	A-1	74 802,21	10,67	F	Taux fixe à 4.78 %	4,866	5 460,52	3 478,64	0,00	267,00
2020-142-2	N	0,00	A-1	133 156,50	23,75	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	2,750	4 660,55	3 661,80	0,00	1 191,27
2020-144	N	0,00	A-1	155 208,01	16,75	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	8 428,16	1 536,56	0,00	359,24
2020-145	N	0,00	A-1	407 513,36	21,75	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	3,000	18 523,33	12 225,40	0,00	3 846,68

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2020-146	N	0,00	A-1	683 946,13	14,73	F	Taux fixe à 4.99 %	5,063	31 544,56	34 602,92	0,00	8 771,72
2020-147	N	0,00	A-1	37 958,09	5,73	F	Taux fixe à 4.17 %	4,170	5 698,23	1 582,85	0,00	354,99
2020-149	N	0,00	A-1	99 487,32	3,62	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	23 309,98	4 317,75	0,00	1 248,97
2020-150	N	0,00	A-1	95 489,73	13,59	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	6 098,74	1 623,33	0,00	620,52
2020-151	N	0,00	A-1	874 182,84	10,50	F	Taux fixe à 4.58 %	4,580	62 895,62	40 037,58	0,00	18 578,48
2020-153	N	0,00	A-1	52 387,74	5,42	F	Taux fixe à 4.8 %	4,800	7 740,76	2 514,61	0,00	1 244,17
2020-154	N	0,00	A-1	323 032,54	11,90	F	Taux fixe à 0.64 %	0,640	25 984,91	2 067,41	0,00	184,83
2020-155	N	0,00	A-1	23 998,68	7,07	F	Taux fixe à 2.68 %	2,707	3 040,43	612,77	0,00	101,41
2020-156	N	0,00	A-1	30 966,70	8,73	F	Taux fixe à 2 %	2,015	3 271,66	594,90	0,00	7,69
2020-159	N	0,00	A-1	422 061,82	2,83	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	136 023,95	14 307,90	0,00	1 616,11
2020-160	N	0,00	A-1	511 114,87	6,75	F	Taux fixe à 4.62 %	4,620	63 504,73	23 613,51	0,00	5 112,45
2020-161	N	0,00	A-1	877 749,01	13,00	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	53 157,70	34 144,43	0,00	0,00
2020-253-1	N	0,00	A-1	91 374,64	10,90	F	Taux fixe à 1.97 %	1,985	7 514,88	1 744,80	0,00	160,62
2020-253-3	N	0,00	A-1	12 742,56	13,00	F	Taux fixe à 3.2 %	3,247	797,17	396,12	0,00	30,79
2020-267-1	N	0,00	A-1	164 845,92	22,58	F	Taux fixe à 2.6 %	2,626	5 388,13	4 233,75	0,00	679,47
2020-269-1	N	0,00	A-1	903 191,43	34,50	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,750	18 922,60	15 805,85	0,00	16 487,93
2020-269-2	N	0,00	A-1	184 676,83	13,42	F	Taux fixe à 4.14 %	4,140	9 999,52	7 645,62	0,00	4 198,37
2020-269-3	N	0,00	A-1	242 107,63	16,25	F	Taux fixe à 4.26 %	4,328	10 575,90	10 146,34	0,00	0,00
2020-269-4	N	0,00	A-1	54 267,93	9,17	F	Taux fixe à 5.32 %	5,320	4 250,55	2 887,05	0,00	2 210,04
2020-269-5	N	0,00	A-1	140 324,09	11,15	F	Taux fixe à 4.53 %	4,530	9 058,54	6 356,68	0,00	5 037,86
2020-274-1	N	0,00	A-1	133 506,62	7,08	V	(Euribor 1M + 1)-Floor -1 sur Euribor 1M	2,983	17 792,29	4 998,12	0,00	473,03

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2020-284-1	N	0,00	A-1	1 139 400,00	35,33	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,750	31 650,00	19 939,50	0,00	27 578,36
2020-284-2	N	0,00	A-1	139 993,47	7,25	F	Taux fixe à 3.66 %	3,660	15 378,25	5 123,76	0,00	3 408,02
2020-284-3	N	0,00	A-1	80 000,02	23,58	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	2,750	3 333,33	2 200,00	0,00	1 189,93
2020-291-1	N	0,00	A-1	7 124,70	1,15	F	Taux fixe à 4.93 %	4,930	3 476,66	351,25	0,00	152,39
2020-291-3	N	0,00	A-1	92 500,00	36,08	V	(Livret A(Préfixé) + 1.21)-Floor -1.21 sur Livret A(Préfixé)	2,210	2 500,00	2 044,25	0,00	3 462,73
2020-305-4	N	0,00	A-1	7 150,21	1,00	F	Taux fixe à 5.67 %	5,792	5 679,86	286,06	0,00	19,91
2020-305-5	N	0,00	A-1	87 000,00	21,58	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	2,750	4 000,00	2 949,77	0,00	503,09
2020-305-6	N	0,00	A-1	177 666,68	25,92	V	Livret A(Préfixé) + 0.75	2,750	6 833,33	4 885,83	0,00	516,06
2020-ream	N	0,00	A-1	426 976,36	11,92	F	Taux fixe à 1.6 %	1,610	32 540,28	6 637,03	0,00	508,38
2021	N	0,00	A-1	232 137,17	3,98	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	54 389,95	10 074,75	0,00	107,14
2021 ream eau	N	0,00	A-1	4 701 233,48	21,90	F	Taux fixe à 1.64 %	1,650	178 985,53	76 003,22	0,00	7 210,47
2023	N	0,00	A-1	276 817,46	11,73	F	Taux fixe à 4.07 %	4,070	18 348,96	11 266,47	0,00	2 776,02
2023-05	N	0,00	A-1	1 500 000,00	20,00	V	(Euribor 3M + 0.34)-Floor 1.66 sur Euribor 3M	2,604	75 000,00	52 430,01	0,00	174,70
2025	N	0,00	A-1	437 646,20	13,98	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	28 438,98	6 302,11	0,00	81,84
2027	N	0,00	A-1	1 133 302,48	16,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	57 578,11	20 399,44	0,00	19 309,25
2028	N	0,00	A-1	1 202 500,00	36,25	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,750	32 500,00	21 043,75	0,00	32 784,38

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2029	N	0,00	A-1	564 009,35	6,98	F	Taux fixe à 0.48 %	0,480	79 419,93	2 707,24	0,00	32,31
320-2	N	0,00	A-1	40 404,67	21,98	F	Taux fixe à 1.43 %	1,430	1 575,79	577,79	0,00	7,71
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
0067-Tirage Eur12M	N	0,00	A-1	0,00	8,00	V	Euribor 12M + 0.42	3,762	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**592 706,40**					**74 088,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		592 706,40					74 088,30	0,00	0,00	0,00
2020-137	N	0,00	A-1	592 706,40	7,04	F	Taux fixe à 0 %	0,000	74 088,30	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**1 492 778,50**					**300 016,05**	**55 573,51**	**0,00**	**15 036,51**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		1 492 778,50					300 016,05	55 573,51	0,00	15 036,51
0060/ eau	N	0,00	A-1	260 417,08	1,08	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	127 393,17	11 510,43	0,00	5 373,36
0062-eau	N	0,00	A-1	282 361,42	5,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	42 622,88	11 153,28	0,00	9 443,37
0067-Consolidation	N	0,00	A-1	800 000,00	8,00	F	Taux fixe à 3.26 %	3,349	100 000,00	26 369,76	0,00	126,78
0169/eau	N	0,00	A-1	150 000,00	4,98	F	Taux fixe à 4.65 %	4,802	30 000,00	6 540,04	0,00	93,00
Total général		**0,00**		**37 035 750,70**					**2 558 075,49**	**1 104 439,48**	**0,00**	**363 476,71**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	97	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	37 035 750,70	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 3 895 320,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**3 014 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 689 900,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	74 100,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	250 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**881 320,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*881 320,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**3 895 320,00**	**4 704 418,00**	**0,00**	**8 599 738,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 5 082 821,00**	**3 020 000,00**	**VI 3 020 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**67 351,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	50 000,00	20 000,00	20 000,00
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	17 351,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**5 015 470,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*48 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*44 000,00*	*0,00*	*0,00*
28087	*Immo. incorp. reçues - mise à dispo.*	*16 000,00*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*6 500,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*2 050,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*11 200,00*	*0,00*	*0,00*
281311		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*35 400,00*	*0,00*	*0,00*
281351		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281355		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Aménagement Autres constructions*	*555,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*325,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*1 731 520,00*	*0,00*	*0,00*
281531		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281532		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*35 300,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*22 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*170 000,00*	*0,00*	*0,00*
281561		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281562		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*13 900,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 145,00*	*0,00*	*0,00*
281728		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*54 280,00*	*0,00*	*0,00*
2817311		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817315		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817351		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281738		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*1 340 200,00*	*0,00*	*0,00*
281751		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817531		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817532		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281754		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281755		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817561		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281757		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*2 775,00*	*0,00*	*0,00*
281782		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281783		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281784		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281788		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28181	*Installations générales, agencements*	*2 250,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*133 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*41 200,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*1 600,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*9 100,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 293 170,00*	*3 000 000,00*	*3 000 000,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**8 102 821,00**	**0,00**	**4 101 716,60**	**602 701,40**	**12 807 239,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**8 599 738,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**12 807 239,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**4 207 501,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006691800208	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI ALES

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : TRES HAUT DEBIT ALES AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	312 260,98
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 312 260,98	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	312 260,98	312 260,98

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	13 380,00	1 479 010,51
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	144 335,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 1 321 295,51	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	1 479 010,51	1 479 010,51

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 791 271,49	1 791 271,49

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	76 380,00	0,00	0,00	0,00	76 380,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
Total des dépenses de gestion des services		**76 390,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 390,00**
66	Charges financières	43 500,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00
67	Charges exceptionnelles	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**120 390,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 390,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*67 055,00*		*0,00*	*0,00*	*67 055,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*194 920,00*		*0,00*	*0,00*	*194 920,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***261 975,00***		***0,00***	***0,00***	***261 975,00***
TOTAL		**382 365,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**382 365,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**312 260,98**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**694 625,98**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	360 390,00	0,00	312 260,98	312 260,98	672 650,98
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**360 390,00**	**0,00**	**312 260,98**	**312 260,98**	**672 650,98**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**360 390,00**	**0,00**	**312 260,98**	**312 260,98**	**672 650,98**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*21 975,00*		*0,00*	*0,00*	*21 975,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***21 975,00***		***0,00***	***0,00***	***21 975,00***
TOTAL		**382 365,00**	**0,00**	**312 260,98**	**312 260,98**	**694 625,98**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**694 625,98**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**240 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	2 000,00	32 735,00	13 380,00	13 380,00	48 115,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	172 000,00	111 600,00	0,00	0,00	283 600,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**174 000,00**	**144 335,00**	**13 380,00**	**13 380,00**	**331 715,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	240 000,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**240 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**414 000,00**	**144 335,00**	**13 380,00**	**13 380,00**	**571 715,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*21 975,00*		*0,00*	*0,00*	*21 975,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*720,00*		*0,00*	*0,00*	*720,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***22 695,00***		***0,00***	***0,00***	***22 695,00***
TOTAL		**436 695,00**	**144 335,00**	**13 380,00**	**13 380,00**	**594 410,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 321 295,51**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 915 705,51**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	174 000,00	0,00	1 479 010,51	1 479 010,51	1 653 010,51
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**174 000,00**	**0,00**	**1 479 010,51**	**1 479 010,51**	**1 653 010,51**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**174 000,00**	**0,00**	**1 479 010,51**	**1 479 010,51**	**1 653 010,51**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*67 055,00*		*0,00*	*0,00*	*67 055,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*194 920,00*		*0,00*	*0,00*	*194 920,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*720,00*		*0,00*	*0,00*	*720,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***262 695,00***		***0,00***	***0,00***	***262 695,00***
TOTAL		**436 695,00**	**0,00**	**1 479 010,51**	**1 479 010,51**	**1 915 705,51**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 915 705,51**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**240 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**312 260,98**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**312 260,98**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	46 115,00	0,00	46 115,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	111 600,00	0,00	111 600,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**157 715,00**	***0,00***	**157 715,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 321 295,51**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 479 010,51**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	312 260,98		312 260,98
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**312 260,98**	***0,00***	**312 260,98**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**312 260,98**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 479 010,51	*0,00*	1 479 010,51
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 479 010,51**	***0,00***	**1 479 010,51**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 479 010,51**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**76 380,00**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	6 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	46 380,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	8 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	15 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**10,00**	**0,00**	**0,00**
658	Charges diverses de gestion courante	10,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**76 390,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**43 500,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	43 500,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6688	Autre	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	500,00	0,00	0,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**120 390,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***67 055,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***194 920,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*194 920,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***261 975,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***261 975,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**382 365,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**312 260,98**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**312 260,98**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**360 390,00**	**312 260,98**	**312 260,98**
706	Prestations de services	360 390,00	312 260,98	312 260,98
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**360 390,00**	**312 260,98**	**312 260,98**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**360 390,00**	**312 260,98**	**312 260,98**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***21 975,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*21 975,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***21 975,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**382 365,00**	**312 260,98**	**312 260,98**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**312 260,98**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**2 000,00**	**13 380,00**	**13 380,00**
2031	Frais d'études	0,00	13 380,00	13 380,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**172 000,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	172 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**174 000,00**	**13 380,00**	**13 380,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**240 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	240 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**240 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**414 000,00**	**13 380,00**	**13 380,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***21 975,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***21 975,00***	***0,00***	***0,00***
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*11 760,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*10 215,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***720,00***	***0,00***	***0,00***
2153	*Installations à caractère spécifique*	*720,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***22 695,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**436 695,00**	**13 380,00**	**13 380,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**144 335,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**1 321 295,51**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 479 010,51**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**174 000,00**	**1 479 010,51**	**1 479 010,51**
1641	Emprunts en euros	174 000,00	1 479 010,51	1 479 010,51
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**174 000,00**	**1 479 010,51**	**1 479 010,51**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**174 000,00**	**1 479 010,51**	**1 479 010,51**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***67 055,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***194 920,00***	***0,00***	***0,00***
28128	*Aménagement Autres terrains*	*300,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*255,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*191 665,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*2 700,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***261 975,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***720,00***	***0,00***	***0,00***
2033	*Frais d'insertion*	*720,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***262 695,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**436 695,00**	**1 479 010,51**	**1 479 010,51**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 479 010,51**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**3 616 186,37**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 616 186,37									
068	CREDIT AGRICOLE	09/12/2019	20/12/2019	25/12/2020	500 000,00	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	0,690	EUR	A	P	O	A-1
458	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/12/2018	25/12/2019	500 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
61-THD	CREDIT FONCIER DE FRANCE	23/12/2014	05/01/2015	05/01/2016	2 616 186,37	F	Taux fixe à 2.27 %	2,270	2,270	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**3 616 186,37**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**2 286 067,58**					**237 769,64**	**42 789,54**	**0,00**	**29 896,46**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 286 067,58					237 769,64	42 789,54	0,00	29 896,46
068	N	0,00	A-1	404 082,66	11,98	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	32 414,68	2 788,17	0,00	35,62
458	N	0,00	A-1	377 734,23	10,98	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	31 760,00	5 854,88	0,00	74,48
61-THD	N	0,00	A-1	1 504 250,69	7,01	F	Taux fixe à 2.27 %	2,270	173 594,96	34 146,49	0,00	29 786,36
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 286 067,58**					**237 769,64**	**42 789,54**	**0,00**	**29 896,46**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 286 067,58	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 261 975,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**240 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	240 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**21 975,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*21 975,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**261 975,00**	**144 335,00**	**1 321 295,51**	**1 727 605,51**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 261 975,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**261 975,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28128	*Aménagement Autres terrains*	*300,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*255,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*191 665,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*2 700,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*67 055,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**261 975,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**261 975,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 727 605,51**
Ressources propres disponibles	VIII	**261 975,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-1 465 630,51**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006691800026

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : AUTORISATION DROITS DES SOLS (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 20
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 21
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 22

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Code INSEE	ALES AUTORISATION DROITS DES SOLS

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) : Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	67 389,03	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 67 389,03
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	67 389,03	67 389,03

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	67 389,03	67 389,03

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	88 416,00	0,00	67 389,03	67 389,03	155 805,03
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**88 416,00**	**0,00**	**67 389,03**	**67 389,03**	**155 805,03**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**88 416,00**	**0,00**	**67 389,03**	**67 389,03**	**155 805,03**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**88 416,00**	**0,00**	**67 389,03**	**67 389,03**	**155 805,03**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**155 805,03**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	88 416,00	0,00	0,00	0,00	88 416,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes de gestion courante	**88 416,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 416,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**88 416,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 416,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**88 416,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 416,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**67 389,03**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**155 805,03**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**0,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propos... nouve...	...(3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**0,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	67 389,03		67 389,03
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**67 389,03**	***0,00***	**67 389,03**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**67 389,03**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**67 389,03**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**67 389,03**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**88 416,00**	**67 389,03**	**67 389,03**
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	88 416,00	67 389,03	67 389,03
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**88 416,00**	**67 389,03**	**67 389,03**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**88 416,00**	**67 389,03**	**67 389,03**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**88 416,00**	**67 389,03**	**67 389,03**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**67 389,03**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	88 416,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	88 416,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	88 416,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	88 416,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	88 416,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	67 389,03

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	67 389,03

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote, I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*
(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**0,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**0,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**0,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

IV
D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006691800059

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : ATELIER RELAIS ALES AGGLOMERATION (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 25
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 26
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 27
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 28
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 29

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Code INSEE	ALES ATELIER RELAIS ALES AGGLOMERATION

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	96 989,56
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 96 989,56	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	96 989,56	96 989,56

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	50 019,63
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 50 019,63	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	50 019,63	50 019,63

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	147 009,19	147 009,19

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	28 950,00	0,00	0,00	0,00	28 950,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4 010,00	0,00	0,00	0,00	4 010,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**32 960,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 960,00**
66	Charges financières	5 600,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**38 560,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 560,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*4 160,00*		*0,00*	*0,00*	*4 160,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*54 750,00*		*0,00*	*0,00*	*54 750,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***58 910,00***		***0,00***	***0,00***	***58 910,00***
	TOTAL	**97 470,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 470,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**96 989,56**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**194 459,56**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00	14 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	63 560,00	0,00	83 579,56	83 579,56	147 139,56
	Total des recettes de gestion courante	**70 560,00**	**0,00**	**90 579,56**	**90 579,56**	**161 139,56**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	6 410,00	6 410,00	6 410,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**70 560,00**	**0,00**	**96 989,56**	**96 989,56**	**167 549,56**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*26 910,00*		*0,00*	*0,00*	*26 910,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***26 910,00***		***0,00***	***0,00***	***26 910,00***
	TOTAL	**97 470,00**	**0,00**	**96 989,56**	**96 989,56**	**194 459,56**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**194 459,56**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**32 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**28 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	37 000,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**37 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 000,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**65 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*26 910,00*		*0,00*	*0,00*	*26 910,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***26 910,00***		***0,00***	***0,00***	***26 910,00***
	TOTAL	**91 910,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 910,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**50 019,63**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**141 929,63**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	28 000,00	0,00	50 019,63	50 019,63	78 019,63
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**28 000,00**	**0,00**	**50 019,63**	**50 019,63**	**78 019,63**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**33 000,00**	**0,00**	**50 019,63**	**50 019,63**	**83 019,63**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*4 160,00*		*0,00*	*0,00*	*4 160,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*54 750,00*		*0,00*	*0,00*	*54 750,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propos... nouve...	(3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***58 910,00***		***0,00***	***0,00***	***58 910,00***
TOTAL		**91 910,00**	**0,00**	**50 019,63**	**50 019,63**	**141 929,63**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**141 929,63**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**32 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**96 989,56**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**96 989,56**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**50 019,63**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**50 019,63**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	7 000,00		7 000,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	83 579,56	*0,00*	83 579,56
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	6 410,00	*0,00*	6 410,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**96 989,56**	***0,00***	**96 989,56**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**96 989,56**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	50 019,63	*0,00*	50 019,63
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**50 019,63**	***0,00***	**50 019,63**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**50 019,63**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**28 950,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	1 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	3 000,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	150,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	2 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	1 000,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	5 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	300,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	500,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	15 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**4 010,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	4 000,00	0,00	0,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**32 960,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b)**	**5 600,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 500,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	100,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**38 560,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***4 160,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***54 750,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*54 750,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***58 910,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***58 910,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**97 470,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**96 989,56**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**96 989,56**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	100,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	100,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**7 000,00**	**7 000,00**	**7 000,00**
7388	Autres taxes diverses	7 000,00	7 000,00	7 000,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**63 560,00**	**83 579,56**	**83 579,56**
752	Revenus des immeubles	63 560,00	83 579,56	83 579,56
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**70 560,00**	**90 579,56**	**90 579,56**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**6 410,00**	**6 410,00**
774	Subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	6 410,00	6 410,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**70 560,00**	**96 989,56**	**96 989,56**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***26 910,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*26 910,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***26 910,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**97 470,00**	**96 989,56**	**96 989,56**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**96 989,56**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	3 000,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	25 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**28 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**37 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	32 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**37 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**65 000,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***26 910,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***26 910,00***	***0,00***	***0,00***
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*9 810,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*6 750,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*10 350,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*9 810,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*6 750,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*10 350,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***26 910,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**91 910,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**50 019,63**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**50 019,63**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**28 000,00**	**50 019,63**	**50 019,63**
1641	Emprunts en euros	28 000,00	50 019,63	50 019,63
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**28 000,00**	**50 019,63**	**50 019,63**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements recus**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**33 000,00**	**50 019,63**	**50 019,63**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***4 160,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***54 750,00***	***0,00***	***0,00***
28132	*Immeubles de rapport*	*54 750,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***58 910,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***58 910,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**91 910,00**	**50 019,63**	**50 019,63**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**50 019,63**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**404 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					404 000,00									
452-40	CREDIT AGRICOLE	02/12/2011	12/03/2012	12/04/2012	220 000,00	F	Taux fixe à 4.38 %	4,380	4,469	EUR	M	P	O	A-1
452-42	CAISSE D'EPARGNE	25/12/2011	25/12/2011	25/01/2012	184 000,00	F	Taux fixe à 4.12 %	4,120	4,199	EUR	M	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	de rembour-sement anticipé O/N	gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**404 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**138 187,20**					**31 209,58**	**5 290,10**	**0,00**	**159,23**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		138 187,20					31 209,58	5 290,10	0,00	159,23
452-40	N	0,00	A-1	77 562,41	4,20	F	Taux fixe à 4.38 %	4,469	16 975,09	3 059,15	0,00	132,68
452-42	N	0,00	A-1	60 624,79	3,98	F	Taux fixe à 4.12 %	4,199	14 234,49	2 230,95	0,00	26,55
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
Total général		**0,00**		**138 187,20**					**31 209,58**	**5 290,10**	**0,00**	**159,23**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	138 187,20	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 58 910,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**32 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	32 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**26 910,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*26 910,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**58 910,00**	**0,00**	**50 019,63**	**108 929,63**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 58 910,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**58 910,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28132	*Immeubles de rapport*	*54 750,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*4 160,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**58 910,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 910,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**108 929,63**
Ressources propres disponibles	VIII	**58 910,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-50 019,63**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006691800158	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI ALES

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : SPANC BOUE ALES AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 18
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 19
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 20

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	72 000,00	55 756,54
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 16 243,46
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	72 000,00	72 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	18 713,03	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 18 713,03
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	18 713,03	18 713,03

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	90 713,03	90 713,03

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	126 818,00	0,00	72 000,00	72 000,00	198 818,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	154 182,00	0,00	0,00	0,00	154 182,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**283 000,00**	**0,00**	**72 000,00**	**72 000,00**	**355 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**303 000,00**	**0,00**	**72 000,00**	**72 000,00**	**375 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*3 485,00*		*0,00*	*0,00*	*3 485,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*515,00*		*0,00*	*0,00*	*515,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***4 000,00***		***0,00***	***0,00***	***4 000,00***
TOTAL		**307 000,00**	**0,00**	**72 000,00**	**72 000,00**	**379 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**379 000,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	307 000,00	0,00	55 756,54	55 756,54	362 756,54
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**307 000,00**	**0,00**	**55 756,54**	**55 756,54**	**362 756,54**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**307 000,00**	**0,00**	**55 756,54**	**55 756,54**	**362 756,54**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**307 000,00**	**0,00**	**55 756,54**	**55 756,54**	**362 756,54**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**16 243,46**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**379 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**4 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 000,00	0,00	18 713,03	18 713,03	22 713,03
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**4 000,00**	**0,00**	**18 713,03**	**18 713,03**	**22 713,03**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**4 000,00**	**0,00**	**18 713,03**	**18 713,03**	**22 713,03**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**4 000,00**	**0,00**	**18 713,03**	**18 713,03**	**22 713,03**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 713,03**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*3 485,00*		*0,00*	*0,00*	*3 485,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*515,00*		*0,00*	*0,00*	*515,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***4 000,00***		***0,00***	***0,00***	***4 000,00***
TOTAL		**4 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**18 713,03**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 713,03**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**4 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	72 000,00		72 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**72 000,00**	***0,00***	**72 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**72 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	18 713,03	0,00	18 713,03
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**18 713,03**	***0,00***	**18 713,03**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 713,03**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	55 756,54		55 756,54
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**55 756,54**	***0,00***	**55 756,54**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**16 243,46**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**72 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**18 713,03**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 713,03**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**126 818,00**	**72 000,00**	**72 000,00**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	2 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	2 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	71 218,00	67 000,00	67 000,00
6132	Locations immobilières	10 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	3 000,00	5 000,00	5 000,00
6168	Autres	2 000,00	0,00	0,00
618	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	10 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	3 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	1 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	2 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 600,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	17 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**154 182,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	154 182,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	2 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**283 000,00**	**72 000,00**	**72 000,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	10 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**303 000,00**	**72 000,00**	**72 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***3 485,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***515,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*515,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***4 000,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***4 000,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**307 000,00**	**72 000,00**	**72 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**72 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**307 000,00**	**55 756,54**	**55 756,54**
7062	Redevances assainissement non collectif	272 000,00	45 756,54	45 756,54
7068	Autres prestations de services	35 000,00	10 000,00	10 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**307 000,00**	**55 756,54**	**55 756,54**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**307 000,00**	**55 756,54**	**55 756,54**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**307 000,00**	**55 756,54**	**55 756,54**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**16 243,46**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**72 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**4 000,00**	**18 713,03**	**18 713,03**
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	4 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	18 713,03	18 713,03
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**4 000,00**	**18 713,03**	**18 713,03**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**4 000,00**	**18 713,03**	**18 713,03**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**4 000,00**	**18 713,03**	**18 713,03**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 713,03**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*3 485,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*515,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*515,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*4 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*4 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	4 000,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	18 713,03

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	18 713,03

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 4 000,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**4 000,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*515,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*3 485,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**4 000,00**	**0,00**	**18 713,03**	**0,00**	**22 713,03**

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**0,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**22 713,03**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**22 713,03**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE ALES AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006691800067

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : BÂTIMENT Ex SUD TUILE ALES AGGLOMERATION (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 28

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Code INSEE	ALES BÂTIMENT Ex SUD TUILE ALES AGGLOMERAT

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

	I A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) : Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	964 877,71
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 964 877,71	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	964 877,71	964 877,71

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	-20 000,00	1 215 124,79
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 1 235 124,79	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	1 215 124,79	1 215 124,79

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	2 180 002,50	2 180 002,50

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	88 000,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**88 010,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 010,00**
66	Charges financières	2 400,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**90 410,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 410,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*173 220,00*		*0,00*	*0,00*	*173 220,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***173 220,00***		***0,00***	***0,00***	***173 220,00***
	TOTAL	**263 630,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**263 630,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**964 877,71**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 228 507,71**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	50 982,00	0,00	0,00	0,00	50 982,00
	Total des recettes de gestion courante	**50 982,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 982,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	212 648,00	0,00	964 877,71	964 877,71	1 177 525,71
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**263 630,00**	**0,00**	**964 877,71**	**964 877,71**	**1 228 507,71**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**263 630,00**	**0,00**	**964 877,71**	**964 877,71**	**1 228 507,71**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 228 507,71**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**173 220,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	59 446,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00	39 446,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**65 446,00**	**0,00**	**-20 000,00**	**-20 000,00**	**45 446,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	123 200,00	0,00	0,00	0,00	123 200,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**123 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**123 200,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**188 646,00**	**0,00**	**-20 000,00**	**-20 000,00**	**168 646,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**188 646,00**	**0,00**	**-20 000,00**	**-20 000,00**	**168 646,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 235 124,79**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 403 770,79**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	715 124,79	715 124,79	715 124,79
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**715 124,79**	**715 124,79**	**715 124,79**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	15 426,00	0,00	0,00	0,00	15 426,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
	Total des recettes financières	**15 426,00**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**	**515 426,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**15 426,00**	**0,00**	**1 215 124,79**	**1 215 124,79**	**1 230 550,79**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*173 220,00*		*0,00*	*0,00*	*173 220,00*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propos... nouve...	(3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***173 220,00***		***0,00***	***0,00***	***173 220,00***
TOTAL		**188 646,00**	**0,00**	**1 215 124,79**	**1 215 124,79**	**1 403 770,79**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 403 770,79**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**173 220,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**964 877,71**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**964 877,71**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	-20 000,00	*0,00*	-20 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**-20 000,00**	***0,00***	**-20 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 235 124,79**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 215 124,79**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	964 877,71	*0,00*	964 877,71
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**964 877,71**	***0,00***	**964 877,71**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**964 877,71**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	715 124,79	*0,00*	715 124,79
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	500 000,00		500 000,00
Recettes d'investissement – Total		**1 215 124,79**	***0,00***	**1 215 124,79**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 215 124,79**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	1 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 000,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	10 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	4 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	72 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**10,00**	**0,00**	**0,00**
65888	Autres	10,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**88 010,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b)**	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 400,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**90 410,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***173 220,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*173 220,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***173 220,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***173 220,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**263 630,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**964 877,71**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**964 877,71**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7388	Autres taxes diverses	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**50 982,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	50 982,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**50 982,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**212 648,00**	**964 877,71**	**964 877,71**
774	Subventions exceptionnelles	0,00	964 877,71	964 877,71
7788	Produits exceptionnels divers	212 648,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**263 630,00**	**964 877,71**	**964 877,71**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**263 630,00**	**964 877,71**	**964 877,71**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**964 877,71**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	6 000,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**59 446,00**	**-20 000,00**	**-20 000,00**
2111	Terrains nus	0,00	7 800,00	7 800,00
2115	Terrains bâtis	20 000,00	-12 800,00	-12 800,00
2135	Installations générales, agencements	39 446,00	-15 000,00	-15 000,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**65 446,00**	**-20 000,00**	**-20 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**123 200,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	123 200,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**123 200,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**188 646,00**	**-20 000,00**	**-20 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**188 646,00**	**-20 000,00**	**-20 000,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**1 235 124,79**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 215 124,79**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**715 124,79**	**715 124,79**
1641	Emprunts en euros	0,00	715 124,79	715 124,79
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**715 124,79**	**715 124,79**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements recus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**15 426,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	15 426,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**
	Total des recettes financières	**15 426,00**	**500 000,00**	**500 000,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**15 426,00**	**1 215 124,79**	**1 215 124,79**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***173 220,00***	***0,00***	***0,00***
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*1 350,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*171 000,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*70,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*350,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*450,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***173 220,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***173 220,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**188 646,00**	**1 215 124,79**	**1 215 124,79**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 215 124,79**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 825 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 825 000,00									
551-63	SFIL CAFFIL	10/03/2008	31/08/2008	01/10/2008	1 825 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,552	EUR	M	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégo-rie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 825 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**123 016,84**					**123 016,84**	**2 297,81**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		123 016,84					123 016,84	2 297,81	0,00	0,00
551-63	N	0,00	A-1	123 016,84	0,67	F	Taux fixe à 4.46 %	4,552	123 016,84	2 297,81	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**123 016,84**					**123 016,84**	**2 297,81**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	123 016,84	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 123 200,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**123 200,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	123 200,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**123 200,00**	**0,00**	**1 235 124,79**	**1 358 324,79**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 188 646,00**	**500 000,00**	**VI 500 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**15 426,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2764	Créances sur personnes de droit privé	15 426,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**173 220,00**	**500 000,00**	**500 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*1 350,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*171 000,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*70,00*	*0,00*	*0,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*350,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*450,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	500 000,00	500 000,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**688 646,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**688 646,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 358 324,79**
Ressources propres disponibles	VIII	**688 646,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-669 678,79**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_01-DE

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_02-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Direction des Finances
Réf : PC / EE
Tél. : 04 66 25 49 74

C2023_04_02

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er Janvier 2024

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et le décret n°2023-624 du 18 juillet 2023 appliquant le III de son article 106,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_02-DE

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu l'avis favorable du comptable public en date du 28 septembre 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 27 Septembre 2023,

Considérant que le référentiel budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, la plus avancée et la plus complète en termes d'exigences comptables et qu'il permet d'étendre à toutes les collectivités des règles budgétaires qui offrent une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires,

Considérant que le référentiel M57, tout en maintenant les principes, posés par le référentiel M14, du vote par nature ou fonction du budget, prévoit de nouvelles règles comptables, notamment en matière de gestion pluriannuelle des crédits, avec l'adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat et la présentation du bilan de gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif, en matière de fongibilité des crédits avec la possibilité pour l'exécutif, sur délégation de l'organe délibérant, de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) et en matière de gestion des immobilisations, avec l'amortissement prorata temporis des biens acquis à compter du 1er janvier 2024,

Considérant que le passage à la nomenclature M57 conduit les collectivités à devoir apurer leur compte 1069 « reprise 1997 sur l'excédent capitalisé – Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits », celui-ci n'étant pas repris dans le plan de compte M57.

Considérant que ce compte avait été créé lors de la mise en place des instructions comptables M14, M52 et M61 afin de neutraliser l'impact budgétaire de la première application des règles de rattachement des charges et produits à l'exercice. Budgétairement, cette opération se traduit par l'émission d'un mandat d'ordre mixte au débit du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » par le crédit du compte 1069,

Considérant qu'en matière d'amortissement, les biens acquis à compter du 1er janvier 2024 seront amortis au prorata temporis c'est-à-dire à partir de leur date de mise en service. Une délibération sera présentée lors d'une prochaine séance afin de prévoir les modalités d'amortissement des biens acquis sous le référentiel M57,

Considérant que le passage à la M57 prévoit l'adoption d'un règlement budgétaire et financier par les collectivités. Celui d'Alès Agglomération sera présenté au vote dans une prochaine délibération,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- La mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024 pour le budget principal et les budgets annexes suivants :
  * Construction et Gestion des bâtiments à vocation économique,
  * Pôle mécanique,
  * Lotissements industriels d'Alès,
  * ZAE Les Hauts de St Hilaire,
  * Autorisation du droit des sols,
  * Atelier Relais,
  * Bâtiment ex Sud tuiles

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_02-DE

- Un vote par nature et par chapitre globalisé conservé à compter du 1er janvier 2024

- L'apurement du compte 1069 « Reprise 1997 sur l'excédent capitalisé – neutralisation de l'excédent des charges sur les produits » par le compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » en une fois pour les montants suivants :

* Budget principal : 446 750.32 €
* Construction et gestion des bâtiments : 3 586.59 €
* Pôle mécanique : 29 495.66 €
* Lotissements industriels d'Alès : 2 939.05 €

AUTORISE

- Monsieur le Président à procéder, à compter du 1er janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, à hauteur de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections

- Monsieur le Président ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALÈS AGGLOMÉRATION – 936

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_02-DE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALES MUNICIPALE
11, chemin des Espinaux
BP 40021
30340 SAINT PRIVAT DES VIEUX

TÉLÉPHONE : 04 66 52 58 03
MÉL. :t030043@dgfip.finances.gouv.fr

Jours et heures d'ouverture :du lundi au vendredi 8h30-12h30
Réception : Avec ou sans RDV selon dossier
Affaire suivie par : Pierre DESCLAUX
Téléphone : 04 66 52 93 22
Courriel : pierre.desclaux@dgfip.finances.gouv.fr

Saint Privat des Vieux, le 28 septembre 2023

à Monsieur le Président d'ALES AGGLOMERATION

Option nomenclature M57

Monsieur le Président,

Vous m'avez signalé que votre collectivité souhaite opter au 1/1/2024 pour le référentiel M57.

Je vous informe que j'émets un avis favorable à votre demande et vous remercie de joindre ce courrier à la délibération actant votre option.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes sincères salutations.

Le Responsable du SGC

Service de Gestion Comptable d'Alès
11 Chemin des Espinaux
BP 40021
30340 SAINT-PRIVAT-DES-VIEUX

Pierre DESCLAUX

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_03-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Direction des Finances
Réf : PC / EE
Tél. : 04 66 25 49 74

C2023_04_03

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Admissions en non-valeur de produits irrécouvrables - Budgets annexes Assainissement et Régie Eau

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_03-DE

Vu les états d'irrécouvrables dressés par Monsieur le Trésorier Communautaire,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 27 Septembre 2023,

Considérant la demande effectuée par le trésorier communautaire de régulariser des admissions en non-valeur de produits irrécouvrables sur les budgets annexes Assainissement et Régie Eau,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

D'admettre en non-valeur et créances éteintes, les sommes énoncées sur les états, produits par le Receveur Communautaire, de la manière ci-après :

Compte	Assainissement	Régie Eau
6541	39,52	42 158,53
6542	0,00	17 909,22
Total	**39,52**	**60 067,75**

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

AGGLOMÉRATION – ALÈS 536

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_04-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Dév. Économique
Réf : LP/ALL/NT
Tél. : 04.66.55.84.80

C2023_04_04

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Subvention exceptionnelle au budget annexe du Parc des Expositions pour 2023

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_04-DE

Vu la délibération C2023_03_03 approuvant le compte administratif 2022 du budget annexe Parc des Expositions,

Considérant que la fermeture du Parc des Expositions pendant la période COVID a entrainé une annulation d'un grand nombre de manifestations en 2020 et 2021,

Considérant que, malgré le retour à une activité commerciale progressive à partir de 2022 et le versement d'une aide d'État exceptionnelle, la perte d'exploitation n'a pu être totalement couverte,

Considérant que malgré un retour à des recettes d'exploitation normales en 2023, le budget a été impacté par la hausse du prix de l'énergie,

Considérant que le versement d'une subvention exceptionnelle au Budget annexe Parc des Expositions, à hauteur de 98 000 €, constitue pour le Budget Général une dépense liée à la hausse du coût de l'énergie et aux conséquences de la crise Covid,

Considérant que cette dépense donne lieu au titre de 2023 à l'émission d'un mandat de 98 000 € imputé sur le compte 67441 du Budget Général,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

l'abondement d'une subvention d'équilibre exceptionnelle d'un montant de 98 000 € (quatre-vingt-dix-huit mille euros) au Budget annexe Parc des Expositions par le Budget Principal afin de pallier l'impact économique de la crise Covid et de la hausse du coût de l'énergie.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALES AGGLOMERATION – S36

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_05-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

Service : Direction des Ressources Humaines
Réf : CR/PC/IS/BG/NP/LD
Tél. : 04.66.56.11.12

C2023_04_05

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Prime de fin d'année 2023 des agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public des cadres d'emploi de la filière sécurité, d'assistants d'enseignement artistique et de professeurs territoriaux d'enseignement artistique

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_05-DE

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-285-0011 du 11 octobre 2012, portant création d'une Communauté d'Agglomération dénommée « Alès Agglomération », issue de la fusion de quatre Établissements Publics de Coopération Intercommunale (la Communauté d'Agglomération du Grand Alès-en-Cévennes et les Communautés de Communes du Mont Bouquet, Autour d'Anduze et de la Région de Vézénobres) et de l'extension à cinq communes dans le bassin d'Alès (Massanes, Saint-Bonnet-de-Salendrinque, Sainte-Croix-de-Caderle, Saint-Jean-de-Serres et Vabres), avec date d'effet au 1er janvier 2013,

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-346-0001 du 11 décembre 2012 portant fusion d'une Communauté d'Agglomération avec trois Communautés de Communes et extension à cinq communes dans le bassin d'Alès,

Vu l'arrêté préfectoral n°20160913-B1-001 du 13 septembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération Alès Agglomération et des Communautés de Communes Vivre en Cévennes, Pays Grand'Combien et Hautes Cévennes,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la délibération n°93.10.08 du Conseil de Communauté du Grand Alès-en-Cévennes du 13 octobre 1993 relative à la prime de fin d'année,

Vu la délibération C 2010.08.18 du Conseil de Communauté du Grand Alès-en-Cévennes du 24 juin 2010 portant attribution de la prime de fin d'année au cours de la période de référence dans le cas de décès de ses agents,

Vu la délibération C 2010.08.19 du Conseil de Communauté du Grand Alès-en-Cévennes du 24 juin 2010 portant attribution de la prime de fin d'année au cours de la période de référence dans le cas de départ à la retraite de ses agents,

Vu la délibération C 2012.04.25 du Conseil de Communauté du Grand Alès-en-Cévennes du 22 mars 2012 relative à la prime de fin d'année 2012 précisant le montant de l'enveloppe revalorisé en application du taux d'inflation de l'année et inscrit au budget,

Vu la délibération C2022_03_12 du Conseil de Communauté du 29 juin 2022 relative à la mise en œuvre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et de l'expertise (IFSE) et du complément Indemnitaire Annuel (CIA) tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu les procès-verbaux des réunions du Comité de Gestion des Œuvres Sociales (COGES) en date du 12 mars 1975 et 13 avril 1977, relatifs à l'octroi d'une prime de fin d'année aux agents,

Considérant que la prime de fin d'année équivaut à un avantage acquis avant l'année 1983,

Considérant que lors de la création de la Communauté de Communes en date du 1er janvier 1993, certains personnels de la Ville d'Alès ont été transférés à l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI),

Considérant que les agents de l'ancienne Communauté d'Agglomération, bénéficiaient d'une prime de fin d'année au sens de l'article 111 de la loi n°84-53,

Considérant qu'au titre de ce même article, le versement de cette prime correspond à un avantage collectivement acquis pour les agents de l'ex-Communauté d'Agglomération du Grand Alès-en-Cévennes et que le bénéficie de cette prime ne peut être étendu aux agents issus de la fusion-absorption et de transfert de compétence,

Considérant que le complément indemnitaire annuel mit en place par la délibération C2022_03_12 susvisée se substitue à la prime de fin d'année pour les agents éligibles,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_05-DE

Considérant que les cadres d'emplois de la filière sécurité, des professeurs territoriaux d'enseignement artistique et des assistants d'enseignement artistique sont inéligibles au RIFSEEP, en vertu de l'article L714-111 du code général de la fonction publique mais conservent l'avantage acquis de la prime de fin d'année,

Considérant que le montant de l'enveloppe de la prime de fin d'année est indexé au taux d'inflation,

Considérant que le dernier taux d'inflation connu correspondant à 2022 est de 5,20 %,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

En tant qu'avantage acquis, une prime de fin d'année sera versée à l'occasion de la paie de novembre 2023 aux agents titulaires et contractuels de droit public postés ou entrés dans l'entité Communauté d'Agglomération du Grand Alès – en -Cévennes avant le 31 décembre 2012, ainsi qu'aux agents de la Ville d'Alès qui ont été transférés sur Alès Agglomération et ne pouvant bénéficier du complément indemnitaire annuel du RIFSEEP, soit les agents détenant un grade de l'un des cadres d'emplois suivants :

- Professeurs territoriaux d'enseignement artistique
- Assistants d'enseignement artistique
- Ensemble des cadres d'emplois de la filière sécurité

✓ Quatre critères d'évaluation ont été retenus :

- Maladie ordinaire
- Assiduité
- Comportement
- Contrat d'objectif

✓ L'attribution de la prime de fin d'année se fera conformément au tableau suivant :
Pour chaque point attribué par critère correspond un montant.

MALADIE ORDINAIRE *			ASSIDUITÉ		COMPORTEMENT MOTIVATION		CONTRAT D'OBJECTIF	
Rempli par la D.R.H.			Respect des horaires, respect des délais		Efficacité, qualité relationnelle		Implication de l'agent ; aptitudes générales	
Jours d'absence	Points	Montant	Points	Montant	Points	Montant	Points	Montant
19 et +	1	14 €	1	70 €	1	70 €	1	70 €
18	2	28 €	2	70 €	2	70 €	2	70 €
17	3	42 €	3	70 €	3	70 €	3	70 €
16	4	56 €	4	70 €	4	70 €	4	70 €
15	5	70 €	5	70 €	5	70 €	5	70 €
14	6	84 €	6	84 €	6	84 €	6	84 €
13	8	112 €	7	98 €	7	98 €	7	98 €
12	10	140 €	8	112 €	8	112 €	8	112 €

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_05-DE

11	14	168 €	9	126 €	9	126 €	9	126 €
10	15	196 €	10	140 €	10	140 €	10	140 €
9	16	224 €	11	154 €	11	154 €	11	154 €
8	17	238 €	12	168 €	12	168 €	12	168 €
7	18	252 €	13	182 €	13	182 €	13	182 €
6	19	266 €	14	196 €	14	196 €	14	196 €
de 0 à 5	20	280 €	15	210 €	15	210 €	15	210 €
			16	224 €	16	224 €	16	224 €
			17	238 €	17	238 €	17	238 €
			18	252 €	18	252 €	18	252 €
			19	266 €	19	266 €	19	266 €
			20	280 €	20	280 €	20	280 €

Seul le critère de la Maladie Ordinaire est mécanique. Les congés Maternité, hospitalisation, de Maladie Longue Durée et de Longue Maladie ne font pas partie de la Maladie Ordinaire.

La prime sera calculée au prorata de la situation de l'agent : temps complet, non complet ou temps partiel.

La période de référence est du 1er octobre de l'année N-1 au 30 septembre de l'année en cours. Les agents entrant dans la collectivité après le 1er juillet de l'année en cours ne pourront percevoir cette prime.

Le montant minimum de la prime de fin d'année est de 224 € (deux cent vingt-quatre euros) et le montant maximum de 1 120 € (mille cent vingt euros) sauf dans l'un des cas ci-dessous :

a) Les personnes percevant la prime pour :
   - la 1ère fois en qualité de titulaire ou non titulaire de droit public, le montant ne pourra excéder 602 € (six cent deux euros) ;
   - la 2nde fois en qualité de titulaire ou non titulaire de droit public, le montant ne pourra excéder 756 € (sept cent cinquante-six euros).

b) Les personnes absentes pendant toute l'année de référence pour congé de longue durée, de longue maladie, le montant de la prime est de 490 € (quatre cent quatre-vingt-dix euros) soit 280 € (deux cent quatre-vingt euros) pour le critère maladie ordinaire, 70 € (soixante-dix euros) pour le critère l'assiduité, 70 € (soixante-dix euros) pour le critère motivation et 70 € (soixante-dix euros) pour le critère contrat d'objectif.

L'enveloppe prévue au budget pour la prime de fin d'année est de 40 000 € (quarante mille euros) et sera imputée sur les comptes correspondants.

Votants : 100
Pour : 91
Contre : 0
Abstention : 9 (Jennifer WILLENS, Sylvain ANDRE, Michel MERCIER, Béatrice LADRANGE, Paul PLANQUE, Nordine SEKARNA, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, Arnaud BORD)

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_06-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : DRH/EDC
Réf : CR/PC/IS/BG/FP
Tél. : 04 34 24 71 02

C2023_04_06

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Création de postes modifiant le tableau des effectifs

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_06-DE

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), sur proposition de l'autorité territoriale, de créer les postes budgétaires nécessaires au fonctionnement des services,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- de créer les postes budgétaires suivants au tableau des effectifs de la Communauté d'Alès Agglomération :

Cat.	Grade	Nombre de postes à créer	Temps de travail	Date de création
B	Rédacteur principal 1 cl	2	35h	13/10/23
C	Adjoint administratif principal 1 cl	2	35h	13/10/23
C	Adjoint administratif	5	35h	13/10/23
C	Adjoint animation	5	35h	13/10/23
C	Adjoint animation	2	30h30	13/10/23
C	Adjoint animation	1	21h	13/10/23

Ces postes ont vocation à être occupés par des fonctionnaires.
En cas de vacance et de recherche infructueuse de candidats statutaires, ces postes pourront être pourvus par la voie contractuelle et notamment sur le fondement des articles L 332-8 2° et L332-14 du Code général de la fonction publique.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits prévus au chapitre 012 du budget.

AUTORISE

Monsieur le Président à prendre toutes les mesures utiles pour la mise en œuvre de cette délibération.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALÈS AGGLOMÉRATION - S36

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_07-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

Service : DGA Ressources
Réf : IS/LS/08-2023
Tél. : 04 66 56 11 89

C2023_04_07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Référents déontologues pour les élus communautaires

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants,

Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_07-DE

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et notamment son article 1er dont les dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2023,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Considérant qu'il est obligatoire pour l'établissement public de désigner un référent déontologue des élus communautaires afin d'apporter, en toute indépendance, tout conseil utile au respect des obligations et principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local,

Considérant que le référent déontologue des élus communautaires doit être désigné par l'organe délibérant de l'établissement public,

Considérant que les missions du référent déontologue sont exercées en toute liberté et impartialité par des personnes choisies en fonction de leur expérience et de leurs compétences,

Considérant que l'association des Maires du Gard propose une liste de 3 personnalités ayant toutes les compétences pour remplir ces missions et que rien ne s'oppose à ce que plusieurs référents soient désignés par la collectivité,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

Article 1 : Désignation du référent déontologue

Sont désignés référents déontologue pour les membres du conseil communautaire :

- Monsieur Michel Allheilig, avocat honoraire, conciliateur de justice ;
- Monsieur Guy Laïck, avocat honoraire, ancien bâtonnier, formateur en déontologie ;
- Madame Marie Simon-Perez, avocat honoraire, ancienne membre du Conseil de l'Ordre.
-

Ces derniers seront emmenés à intervenir individuellement et non de manière collégiale en fonction du choix des élus communautaires

Article 2 : Missions du référent déontologue

Le référent élu communautaire est chargé d'apporter tout conseil utile et avis juridique au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local.

Article 3 : Indépendance et impartialité du référent déontologue

La fonction de référent déontologue des élus communautaires est assurée de manière indépendante et impartiale. Dans l'exercice de ses fonctions, le référent déontologue des élus communautaires ne peut solliciter ni recevoir d'injonctions de l'autorité investie du pouvoir de nomination ou de son représentant.

Il délivrera son avis au vu des principes arrêtés dans la charte de l'élu local et dans un délai maximum de 30 jours ouvrables. De valeur consultative, cet avis est transmis uniquement à l'élu qui en a fait la demande.

Il sera tenu au secret professionnel dans le respect des article 226-13 et 226-14 du code pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs missions.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_07-DE

Article 5 : Modalités d'exercice- Rémunération

Les référents déontologues seront rémunérés pour leurs interventions conformément au décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 au montant de 80 € (quatre-vingt euros) par vacation.

Leurs frais de transport et d'hébergement pourront être remboursés dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique.

Article 6 : Modalités de saisine du référent déontologue

L'un des référents déontologues pourra être saisi par les élus par mail aux adresses suivantes :

Monsieur Michel Allheilig : allheilig.michel@orange.fr

Monsieur Guy Laïck : laick.guy@wanadoo.fr

Madame Marie Simon-Perez : mariesimonperez@orange.fr

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception, s'assurera que la question entre bien dans le champ de son intervention et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent déontologue communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande.

L'avis du référent-déontologue est purement consultatif et n'a pas vocation être rendu public.

Article 5 : Durée de la désignation

Le référent déontologue des élus communautaires est désigné à compter de la publication de la présente délibération jusqu'à la fin du mandat.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALÈS AGGLOMÉRATION – S36

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Juridique
Réf : IS/SL
Tél. : 04.34.24.70.87

C2023_04_08

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : SPL ALÈS CÉVENNES - Rapport administrateur portant sur l'exercice 2022 - Actualisation des informations demandées dans le cadre de la loi 3DS

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L1524-5,

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale et notamment son article 210 ?

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

Vu le décret n°2022-1406 du 4 novembre 2022 d'application de la loi relatif au contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu le rapport administrateur de la SPL Alès Cévennes portant sur l'exercice 2022 communiqué en date du 8 juin 2023,

Considérant que pour les sociétés publiques locales, la loi 3DS prévoit de renforcer le contrôle de leurs collectivités actionnaires afin de garantir leur transparence d'actions,

Considérant qu'à cet effet, la loi a institué l'obligation annuelle pour les représentants des collectivités au sein du conseil d'administration de ces entreprises publiques locales, de présenter un rapport écrit devant l'organe délibérant de leur collectivité ou groupement,

Considérant que depuis cette loi, l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales, outre le fait qu'il fixe les règles en matière de représentation des élus locaux au sein des conseils d'administration ou de surveillance des Entreprises Publiques Locales (EPL), dispose, pour garantir aux membres de l'assemblée locale d'une information complète sur l'entreprise à savoir que « *Les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance. Ce rapport, dont le contenu est précisé par décret, comporte des informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux. Lorsque ce rapport est présenté à l'assemblée spéciale, celle-ci en assure la communication immédiate aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres, en vue du débat mentionné au présent alinéa* »,

Considérant que le décret du 4 novembre 2022 est venu préciser le contenu de ce rapport en indiquant qu'il doit présenter la société, l'état de ses relations avec la collectivité, les modifications des statuts, les évolutions de l'actionnariat, l'état de ses participations, les principaux risques et incertitudes, les procédures de lutte mise en place contre la corruption, les contrôles en cours, l'organisation du contrôle analogue pour les SPL, le bilan de la gouvernance par les élus, les éléments de rémunération des élus mandataires et de tout mandataire social, la situation financière, la répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité, et par nature de client pour les Sociétés d'Économie Mixte (SEM),

Considérant que le décret est entré en vigueur le 1er janvier 2023 et qu'il s'applique aux rapports qui portent sur l'année 2022,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

PREND ACTE

du rapport administrateur de la SPL Alès Cévennes portant sur l'exercice 2022.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Société Anonyme d'Economie Mixte
A Conseil d'Administration
Au capital social de 3 708 049,20 €
Siège social : PIST OASIS
131 Impasse des Palmiers
30319 ALES CEDEX
RCS NIMES N°392 170 619

Alès Agglomération
Rapport administrateur
Portant sur
L'exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

SOMMAIRE

1 VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2022

1.1 PRESENTATION GENERALE

HISTORIQUE, OBJET SOCIAL, DOMAINE D'ACTIVITE, ADRESSE DU SIEGE SOCIAL, NOMBRE DE SALARIES, REPARTITION DU CAPITAL

ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE

PRINCIPALES ACTIVITES ET OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE

1.2 ENGAGEMENTS PRIS

ETAT DES RELATIONS ENTRE ALES AGGLOMERATION ET LA SOCIETE

CONTRATS, APPORTS EN COMPTE COURANT D'ASSOCIES, GARANTIES D'EMPRUNT ET AIDES OCTROYEES AU TITRE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE OU TOUT AUTRE CONCOURS FINANCIER

MODIFICATIONS DES STATUTS EFFECTUEES DANS L'ANNEE

EVOLUTIONS DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES DANS L'ANNEE

ETAT DE L'ENSEMBLE DES PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE, DIRECTES ET INDIRECTES, AU CAPITAL D'AUTRES SOCIETES OU GROUPEMENTS D'INTERET ECONOMIQUE

1.3 RISQUES ET MODALITES DE CONTROLE

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES D'ORDRE FINANCIER, JURIDIQUE, TECHNIQUE OU CONJONCTUREL AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE

ETAT DES PROCEDURES DE PREVENTION ET DE DETECTION DES FAITS D'ATTEINTE A LA PROBITE MISES EN ŒUVRE PAR LA SOCIETE

INFORMATION SUR LES CONTROLES EVENTUELS DONT LA SOCIETE FAIT L'OBJET

MODALITES D'EXERCICE DU CONTROLE ANALOGUE

1.4 GOUVERNANCE

BILAN DE LA GOUVERNANCE DES ELUS

ELEMENTS DE REMUNERATION, FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS, AINSI QU'AVANTAGES EN NATURE ACCORDES AUX REPRESENTANTS D'ALES AGGLOMERATION AINSI QU'AUX MANDATAIRES SOCIAUX

2 – SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE AU 31/12/2022

2.1 PRESENTATION DU BILAN

2.2 PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

PREMIERE PARTIE
VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2022

1.1 PRESENTATION GENERALE

HISTORIQUE ET DOMAINE D'ACTIVITE

La Société a été créée en 2010 sous la forme d'une Société Publique Locale d'Aménagement (« SPLA ») à l'initiative de deux actionnaires, la ville d'Alès et la Communauté d'Agglomération du Grand Alès (actionnaire majoritaire). Elle a été immatriculée au RCS de Nîmes le 6 janvier 2011 et a pris la dénomination de « SPLA Alès Cévennes ».

L'objectif de cette création était de pouvoir s'appuyer sur un outil à vocation principalement opérationnelle, afin de réaliser pour le compte et dans le périmètre géographique des collectivités actionnaires précitées, des actions ou opérations d'aménagement.

Le capital social initial est fixé à 150 000 € se décomposant comme suit :

- Communauté d'Agglomération du Grand Alès : 76 500 €
- Ville d'Alès : 73 500 €

Par suite, il a été décidé de transformer la SPLA Alès Cévennes en Société Publique Locale (« SPL ») dès mars 2011 et ainsi élargir son objet social aux opérations de construction et à toute autre activité destinée à favoriser leur expansion économique. D'autre part, le SIVU Pôle Santé Bien Etre Alès les Fumades a délibéré afin notamment de donner son accord à la prise de participation par le SIVU au capital de la SPL par un achat de 367 actions auprès de la Ville d'Alès.

Par conséquent, la nouvelle répartition du capital social de 150 000 € a été la suivante :

- Communauté d'Agglomération du Grand Alès : 76 500 €
- Ville d'Alès : 36 800 €
- SIVU Pôle Santé Bien Etre Alès les Fumades : 36 700 €

En outre, il a été décidé de maintenir à 5 le nombre de sièges au Conseil d'Administration, soit 3 sièges pour la Communauté d'Agglomération du Grand Alès, 1 siège pour la Ville d'Alès (au lieu des deux initialement retenus) et 1 siège pour le SIVU Pôle Santé Bien Etre Alès les Fumades pour tenir compte de son entrée au capital.

En 2012, afin de répondre aux préconisations du législateur, il a été décidé d'une augmentation du capital social de la Société par l'émission de 750 actions de 100 chacune, pour le porter de 150 000 € à 225 000 €. De sorte que sa nouvelle répartition a été la suivante :

- Communauté d'Agglomération du Grand Alès : 114 800 € (1 148 actions)
- Ville d'Alès : 55 200 € (552 actions)
- SIVU Pôle Santé Bien Etre Alès les Fumades : 55 000 € (550 actions)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

En 2015, il a été décidé d'une nouvelle augmentation du capital social à hauteur de 11 200 € par l'émission de 112 actions nouvelles de 100 € chacune, pour le porter de 225 000 € à 236.200 €. Il en est résulté la nouvelle répartition suivante :

- Communauté d'Agglomération du Grand Alès : 120 500 € (1 205 actions)
- Ville d'Alès : 58 000 € (580 actions)
- SIVU Pôle Santé Bien Etre Alès les Fumades : 57 700 € (577 actions)

Au 1er janvier 2013, la Communauté d'Agglomération du Grand Alès a été absorbée par voie de fusion par un nouvel établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dénommé « Alès Agglomération » ; depuis cette même date, la personnalité morale de la Communauté d'Agglomération du Grand Alès en Cévennes a disparu et la Communauté d'Agglomération Alès Agglomération est devenue l'actionnaire majoritaire de la SPL Alès Cévennes.

Suite à l'arrêté Préfectoral numéro 20160913-B1-001 du 13 septembre 2016, portant fusion de la Communauté d'Agglomération Alès Agglomération et des Communautés de Communes Vivre en Cévennes, Pays Grand'Combien et Hautes Cévennes, il a notamment été constaté la création, avec prise d'effet au 1er janvier 2017, d'un nouvel Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), qui a pris le nom « d'Alès Agglomération » et dont le siège a été fixé à Alès (30100), Hôtel de la Communauté, Bâtiment ATOME, 2 rue Michelet.

Depuis le 1er janvier 2017, la personnalité morale de l'ancienne Communauté d'Agglomération Alès Agglomération a donc disparu et la Communauté d'Agglomération ALES AGGLOMERATION est devenue le principal actionnaire de la SPL Alès Cévennes.

Au mois de juin 2017, il a été décidé d'une prise de participation du Pôle Métropolitain Nîmes-Alès dans le capital de la SPL Alès Cévennes par un achat de 122 actions auprès d'Alès Agglomération.

Alès Agglomération a délibéré pour céder les 122 actions et a désigné ses représentants à compter de la modification effective de la composition du Conseil d'Administration ; lors de sa réunion du 29 novembre 2016, le Conseil d'Administration de la SPL Alès Cévennes a agréé cette cession d'actions à leur valeur nominale.

La nouvelle répartition du capital social de 236 200 € est désormais la suivante :

- ✓ Alès Agglomération : 108 300 € (1 083 actions)
- ✓ Ville d'Alès : 58 000 € (580 actions)
- ✓ SIVU Pôle Santé Bien Etre Alès les Fumades : 57 700 € (577 actions)
- ✓ Pôle Métropolitain Nîmes-Alès : 12 200 € (122 actions)

Par ailleurs, il a été proposé et agréé de maintenir à cinq le nombre de sièges au Conseil d'Administration, soit deux sièges pour Alès Agglomération, un siège pour le Pôle Métropolitain Nîmes-Alès, un siège pour la Ville d'Alès et un siège pour le SIVU Pôle Santé Bien Etre Alès les Fumades.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

OBJET SOCIAL

L'objet social de la société est le suivant :

I – Réalisation d'opérations d'aménagement et d'opérations de construction

La société a pour objet de réaliser pour le compte de ses collectivités territoriales et établissements publics actionnaires et dans leur périmètre géographique, toute opération définie à l'article L.300-1 et à l'article L.327-1 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- Mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat,
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- Favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- Réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- Lutter contre l'insalubrité,
- Permettre le renouvellement urbain,
- Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels,
- Réaliser des études préalables,
- Procéder à toute acquisition et cession d'immeubles en application des articles L.221-1 et L.221-2,
- Procéder à toute opération de construction ou de réhabilitation immobilière en vue de la réalisation des objectifs énoncés à l'article L.300-1,
- Procéder à toute acquisition et cession de baux commerciaux, de fonds de commerce ou de fonds artisanaux,
- Exercer, par délégation de leurs titulaires, les droits de préemption et de priorité définis par le Code de l'Urbanisme et agir par voie d'expropriation dans les conditions fixées par des conventions conclues avec l'un de leurs membres.

II – Missions spécifiques de développement du tourisme

Dans le cadre des opérations visées à l'article L.300-1 du Code de de l'urbanisme de développement des loisirs et du tourisme, la société a également pour objet :

- D'assurer l'accueil et l'information des touristes ainsi que la promotion touristique, en coordination avec la Communauté d'Alès Agglomération et toutes les institutions en charge du tourisme sur le territoire (Pays Cévennes, ADRT, Région, territoires voisins…), le comité départemental et le comité régional du tourisme ;
- De contribuer à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local ;
- De mettre en œuvre la stratégie du tourisme définie par l'institution et les programmes locaux de développement du tourisme, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs, de l'organisation de fêtes et de manifestations culturelles ;
- La possibilité de commercialiser des prestations de services touristiques et d'autres prestations de service en rapport avec l'activité promotionnelle du territoire et des territoires voisins, visant à favoriser l'émergence de la Destination touristique cévenole ;
- La possibilité de commercialiser des produits « boutiques » conformément à l'article L.442-7 du Code de commerce ;
- La possibilité d'exercer des activités de transports touristiques, de procéder à toute acquisition de biens attachés à ces activités et d'en assurer la gestion,
- La possibilité d'être consulté sur des projets d'équipements collectifs touristiques.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

III – Opérations en lien avec l'objet social

D'une manière plus générale, la société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, compris la gestion de tout équipement touristique ou plus largement à caractère économique.

Elle pourra également participer, en tant que de besoin, à un groupement d'intérêt économique (GIE).

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations, pouvant se rattacher directement ou indirectement aux domaines de compétence visés aux articles L.300-1 et L.327-1 du Code de l'Urbanisme, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La Société exercera ses activités exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire.

De ce fait, elle se soumettra aux dispositions de droit de la commande publique pour la passation des marchés destinés à ses propres besoins.

Ainsi, les activités de la SPL Alès Cévennes peuvent se résumer de la manière suivante :

- Activité « aménagement / construction » :

La Société intervient en qualité de mandataire et agit au nom et pour le compte des collectivités (par exemple les contrats ou marchés sont signés par la SPL et non la collectivité).

Elle intervient aussi pour des missions d'études (domaine de la prestation intellectuelle) et des missions d'assistance et de conseil aux côtés des collectivités et de leurs services.

- Activité « tourisme » :

Cette activité « tourisme » a été confiée à la Société à compter du 1er octobre 2018 et jusqu'au 31 décembre 2024 au titre de la Convention de Prestations Intégrées signée avec la Collectivité Alès Agglomération. Ce contrat pourra être alors renouvelé pour une période de six ans supplémentaires et de manière expresse.

Ainsi, la SPL Alès Cévennes assure les missions de promotion touristique et de gestion des offices de tourisme de la Communauté Alès Agglomération, sous la marque **« Cévennes Tourisme ».** Pour cela, elle dispose d'un établissement secondaire situé à Alès (30100), Place de l'Hôtel de Ville, Ancien Théâtre des Cordeliers.

Elle est également immatriculée depuis le 6 novembre 2018 au registre des opérateurs de voyages et de séjours (Atout France) sous le numéro IM030180007 et dispose à cet effet de la garantie financière afférente qui a été renouvelée par l'APST (Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme).

En outre, depuis le 16 mai 2019, la SPL Alès Cévennes bénéficie du classement préfectoral de l'Office de Tourisme en Catégorie II.

En 2022, Cévennes Tourisme a obtenu la **marque nationale « QUALITE TOURISME »** conformément à la démarche qualité, à la suite d'un audit indépendant réalisé le 28 juin 2022.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

La commission accordant le droit d'usage de la marque s'est tenue le 1er septembre 2022.

Le taux global de conformité obtenu lors de cet audit est de 93,44 %. Un audit complet est prévu pour le 6 février 2023, afin de valider l'obtention définitive et pour 5 ans de la Marque Qualité Tourisme.

L'Office de Tourisme poursuit ses actions pour obtenir le **classement en Catégorie I** et se projette dès à présent sur l'obtention du Label Tourisme et handicap sur l'ensemble de ses Bureau d'Information Touristiques entre 2023 et 2024.

- Concession de travaux :

La Société est intervenue, à compter du 7 juillet 2021 et jusqu'au 31 décembre 2022, dans le cadre d'un contrat de concession de travaux conclu avec la Commune d'Alès pour une durée de 30 ans, dont l'objet était la requalification de l'abattoir municipal d'Alès et de construction sur le même site d'un atelier de découpe et de transformation.

Toutefois, par délibération du Conseil Municipal en date du 12 décembre 2022, la Ville d'Alès a approuvé la résiliation pour motif d'intérêt général de ce contrat de concession, avec prise d'effet au 31 décembre 2022.

De sorte que les comptes de la SPL Alès Cévennes au 31 décembre 2022 regroupent désormais : le fonctionnement, la gestion de l'Office de Tourisme, le contrat de concession de travaux (qui a pris fin au 31 décembre 2022) visé ci-avant et les mandats loi MOP.

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé à Alès (30100), – Bâtiment ATOME – 2 rue Michelet.

NOMBRE DE SALARIES

Pour assurer ses missions liées à ses activités « aménagement / construction » et « tourisme », la SPL Alès Cévennes dispose de salariés de droit privé et d'agents de droit public, ces derniers étant mis à disposition de la Société par la Collectivité Alès Agglomération dans le cadre de la convention de Prestations Intégrées (« CPI ») signée avec Alès Agglomération pour les missions touristiques confiées.

Ces mises à disposition font l'objet chaque année de conventions signées entre Alès Agglomération et la SPL Alès Cévennes pour chacun des agents de droit public mis à disposition de la société.

Au cours de l'année 2021 l'effectif de la Société a été le suivant :

- Salariés de droit privé : 16 CDI, 6 CDD et 8 saisonniers (soit un total de 30 ou 29,20 ETP).
- Agents de droit public : 10 agents mis à disposition.

La répartition des effectifs par activité, hors saisonniers, a été la suivante :

- « Aménagement / construction » : effectif de 5 personnes ;
- « Tourisme » : effectif de 27 personnes.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

➢ Evolution des effectifs au cours de l'exercice 2022

▪ Salariés de droit privé au 1er janvier 2022

Type	Effectif	Poste occupé	Catégorie	ETP
CDI	1	Chargée d'opération Junior	Cadre	1,0
	1	Assitante administrative et financière (*)	Employée	1,0
	1	Assitante au chargé d'opération	Employée	1,0
	1	Chargée en développement numérique	ETAM	1,0
	1	Conseillère en séjour et Guide Conférencière	Employée	1,0
	1	Chargée de communication (**)	ETAM	0,8
	1	Agent du patrimoine	ETAM	1,0
	1	Chargée d'animation	Employée	0,8
	1	Chargée de communication et commercialisation	ETAM	1,0
	1	Technico-commercial	Employé	1,0
	1	Conseillère en séjour	ETAM	0,7
	1	Conseillère en séjour	Employée	0,9
	1	Gestionnaire administrative et financière	ETAM	1,0
	13			**12,2**
CDD	1	Collaboratrice opérationnelle et technique (*)	Employée	1,0
	1	Responsable Pôle Accueil	ETAM	1,0
	1	Agent d'animation tourisme durable	Employée	1,0
	1	Infographiste et multimédias	Employée	1,0
	1	Conseillère en séjour	Employée	1,0
	5			**5,0**
Total	**18**			**17,2**

(*) Salariés ayant démissionné en cours d'année 2022.
(**) Salariée ayant bénéficié d'une rupture conventionnelle durant l'année 2022.

▪ Agents de droit public mis à disposition au 1er janvier 2022

Type	Effectif	Poste occupé	Catégorie	ETP
Agents mis à disposition	1	Adjointe de gestion administrative et financière (*)	Agent - Cat C	1,0
	1	Adjointe Administrative Pôle Partenariat	Agent - Cat C	1,0
	1	Chargée de missions	Agent - Cat C	0,9
	1	Chargée de communication (*)	Agent - Cat C	1,0
	1	Directrice adjointe	Cadre - Cat B	0,1
	1	Responable Pôle Partenariat	Agent - Cat C	1,0
	1	Agent d'accueil	Agent - Cat C	0,5
	1	Chargé de l'observatoire du tourisme	Agent - Cat C	0,1
Total	**8**			**5,6**

(*) Agents ayant sollicité et obtenu leur réintégration au sein de la Collectivité durant l'année 2022.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

Au 1er janvier 2022, la répartition des effectifs par activité, hors saisonniers, était la suivante (cf. tableaux ci- dessus, dernière colonne de droite, pour les effectifs en **E**quivalents **T**emps **P**lein) :

- « **Aménagement / construction** » : effectif de **4 personnes** (3 CDI et 1 CDD) ;
- « **Tourisme** » : effectif de **22 personnes** (10 CDI + 4 CDD + 8 agents mis à disposition).

- Nombre de salariés de droit privé au 31 décembre 2022

Type	Effectif	Poste occupé	Catégorie	ETP
CDI	1	Responsable d'opérations	Cadre	1,0
	1	Assitante au chargé d'opération	Employée	1,0
	1	Responsable Pôle Accueil	ETAM	1,0
	1	Chargée en développement numérique	ETAM	1,0
	1	Responsable de l'Office de Tourisme	Cadre	1,0
	1	Conseillère en séjour	Employée	1,0
	1	Conseillère en séjour et Guide Conférencière	Employée	1,0
	1	Agent du patrimoine	ETAM	1,0
	1	Chargée d'animation	Non cadre	0,8
	1	Chargée de communication et commercialisation	ETAM	1,0
	1	Technico-commercial	ETAM	1,0
	1	Conseillère en séjour	ETAM	0,7
	1	Conseillère en séjour	Employée	0,9
	1	Infographiste et multimédias	Employée	1,0
	1	Conseillère en séjour	Employée	1,0
	1	Gestionnaire administrative et financière	ETAM	1,0
	16			**15,4**
CDD	1	Assistante opérationnelle	Employée	1,0
	1	Conseillère en séjour	Employée	1,0
	1	Chargé marketing et traitement des données	Alternant	1,0
	3			**3,0**
Total	**19**			**18,4**

- Agents de droit public mis à disposition au 31 décembre 2022

Type	Effectif	Poste occupé	Catégorie	ETP
	1	Adjointe Administrative Pôle Partenariat	Agent - Cat C	1,0
	1	Chargée de missions	Agent - Cat C	0,9
	1	Directrice adjointe	Cadre - Cat B	0,1
	1	Responable Pôle Partenariat	Agent - Cat C	1,0
	1	Agent d'accueil	Agent - Cat C	0,5
	1	Chargé de l'observatoire du tourisme	Agent - Cat C	0,1
Total	**6**			**3,6**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

Au 31 décembre 2022, la répartition des effectifs par activité, hors saisonniers, était donc la suivante (cf. tableaux ci- dessus, dernière colonne de droite, pour les effectifs en **E**quivalents **T**emps **P**lein) :

- « **Aménagement / construction** » : effectif de **3 personnes** (2 CDI et 1 CDD) ;
- « **Tourisme** » : effectif de **22 personnes** (14 CDI + 2 CDD + 6 agents mis à disposition).

- Comité Social et Economique (« CSE »)

En accord avec la règlementation, il a été instauré un Comité Social et Economique (« CSE ») au sein de la société à compter du 6 juillet 2021.

Les membres élus du CSE sont les personnes suivantes :

Premier collège :

- Madame Christie ROUX - Membre titulaire, secrétaire (remplacée par Madame CUCHEVAL au poste de secrétaire / cf. ci-dessous)
- Angélique ROGNONI - Membre suppléante

Deuxième collège :

- Aurélie CUCHEVAL – Membre titulaire et référente suppléante en matière de lutte contre le harcèlement
- Manon BRET – Membre suppléante et référente titulaire en matière de lutte contre le harcèlement

Madame Christie ROUX ayant démissionné de son poste au sein de la SPL Alès Cévennes le 14 février 2022, c'est Angélique ROGNONI qui est devenue titulaire.

Au cours de l'année 2022, le CSE s'est réuni à trois reprises : les 10 janvier, 4 juillet et 28 septembre 2022.

- Règlements intérieurs

Le Conseil d'Administration du 28 mars 2022 a décidé de l'instauration d'un règlement intérieur au niveau de chaque établissement.

En conséquence, il a agréé la rédaction d'un règlement intérieur devant s'appliquer aux personnels relevant de la convention collective du tourisme et un second règlement intérieur devant s'appliquer aux personnels relevant de la convention collective Promotion Immobilière.

Conformément aux dispositions des articles R.1321-1 et R.1321-2 du Code du Travail, ces règlements ont été déposés au secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes de la Ville d'Alès et porté à la connaissance de toute personne ayant accès aux lieux de travail ou aux locaux où se fait l'embauche par envoi par courriel le 25 novembre 2022.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

Les règlements intérieurs ont été également affichés sur les panneaux prévus à cet effet dans les locaux de l'établissement.

Ils sont entrés en vigueur le 1er janvier 2023.

Ils ont été préalablement soumis aux membres du Comité Social et Economique les 4 juillet 2022 et 28 septembre 2022 ainsi qu'à l'Inspecteur du Travail.

➢ Autres conventions de mises à disposition de personnels

Il est rappelé que les missions d'appui à la Direction et les missions de pilotage des opérations, ainsi que les missions liées au fonctionnement de la société, font également l'objet de conventions de mise à disposition signées entre la SPL Alès Cévennes et la SAEM'ALES, afin de mutualiser les moyens et compétences. Les personnes concernées sont le Directeur et le Directeur Administratif et Financier de la SAEM'ALES.

Une autre convention de mise à disposition a été signée le 4 octobre 2022 entre la SPL Alès Cévennes et la SAEM'ALES ; elle concerne le chargé d'opération de la SAEM'ALES, qui est mis à disposition de la Société SPL ALES CEVENNES à raison de 40 % de son temps de travail. Cette convention a été conclue pour une durée de 15 mois, avec prise d'effet à compter du 3 octobre 2022 et pour se terminer le 31 décembre 2023.

REPARTITION DU CAPITAL

Le capital social de la SPL Alès Cévennes s'élève, à la clôture de l'exercice 2022, à la somme de 236 200 euros, divisé en 2 362 actions de 100 euros chacune, entièrement libérées, se répartissant comme suit :

	Capital détenu	Nombre d'actions	Répartition En %
Alès Agglomération	108 300 €	1 083	45,85%
Ville d'Alès	58 000 €	580	24,56%
SIVU Pôle Santé Bien Etre Alès les Fumades	57 700 €	577	24,43%
Pôle Métropolitain Nîmes - Alès	12 200 €	122	5,17%
Total	236 200 €	2 362	100,00%

ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE

A) Informations relatives aux mandataires sociaux

Nombre de sièges :

Aux termes des statuts, le nombre de sièges d'administrateurs au sein du Conseil d'Administration est fixé à 5, dont la répartition est la suivante :

Alès Agglomération : 2 sièges
Ville d'Alès : 1 siège
SIVU Pôle Santé Bien Etre Les Fumades : 1 siège
Pôle Métropolitain Nîmes – Alès : 1 siège

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

Représentants permanents :

Les représentants permanents des personnes morales administratrices au sein du Conseil d'Administration sont les suivants :

Personnes morales Administratrices	Représentants Permanents
Alès Agglomération :	Christophe RIVENQ Michel RUAS
Ville d'Alès :	Max ROUSTAN
SIVU DES FUMADES :	Geneviève COSTE
Pôle Métropolitain Nîmes-Alès :	Olivier FABREGOUL

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux :

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1, alinéa 3 du Code de Commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés à notre connaissance dans toute société par chacun des mandataires sociaux actuels de la Société :

- **Monsieur Max ROUSTAN :**
  - Administrateur et Président Directeur Général de la Société Anonyme d'Economie Mixte « SAEM'ALES » à Alès (30100) ;
  - Administrateur de la Société d'Aménagement et d'Equipement du Gard (SEGARD) à Nîmes (30000) ;
  - Gérant de la SCI L'HERMITAGE à Alès (30100).

- **Madame Geneviève COSTE :**
  - Administrateur de la société SOGATHERM à ALLEGRE LES FUMADES (30580).

B) Mode de Direction de la société

Au cours de l'exercice 2022, comme au cours des exercices précédents, la direction de la société a été dévolue à **Monsieur Max ROUSTAN**, représentant d'Alès Agglomération, qui avait été nommé en qualité de **Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général** de la SPL Alès Cévennes, conformément à la décision prise par le Conseil d'Administration lors de sa réunion en date du 3 juin 2014.

Le Conseil d'Administration du 24 novembre 2020 a décidé de le reconduire dans ces mêmes fonctions pour une nouvelle période de six ans, étant rappelé qu'il représente désormais la Ville d'Alès.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

Monsieur Max ROUSTAN est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

A titre de mesure d'ordre interne, inopposable aux tiers, aucune limitation n'est apportée aux pouvoirs du Directeur Général.

En outre, pour satisfaire aux dispositions des articles L.561-46 et R.561-55 et suivants du Code Monétaire et Financier, la SPL Alès Cévennes a désigné, le 16 janvier 2018 auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Nîmes, Monsieur Max ROUSTAN en qualité de bénéficiaire effectif, compte tenu de son mandat de Président Directeur Général.

C) Commissaires Aux Comptes

L'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2017 avait décidé de nommer, en qualité de Commissaire aux Comptes Titulaire :

> La société Audit Commissariat Expertise (« ACE »), Société par Actions Simplifiée au capital social de 60 000 €, dont le siège social situé à Alès (30100), 543 Ancien Chemin de Mons, immatriculée au RCS de Nîmes (Gard) sous le numéro 499 962 389, représentée par Monsieur Jean-Brice ROUVIERE,

Pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui sera tenue en 2023 et qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Il est précisé à cet égard qu'une consultation sera initiée d'ici le mois de mai 2023, afin de procéder à la passation d'un marché de prestation pour une nouvelle mission de Commissaires aux Comptes pour les exercices 2023 à 2029.

Une proposition sera dès lors soumise aux actionnaires, lors de l'Assemblée Générale d'arrêté des comptes 2022.

PRINCIPALES ACTIVITES ET OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE

❖ Concernant les opérations confiées par Alès Agglomération

- SPL 019 – Mandat pour la réalisation de l'extension du bâtiment H du circuit vitesse du Pôle Mécanique Alès Cévennes.
- SPL 021 – Mandat pour la réalisation de la mise en conformité et l'amélioration des ouvrages hydrauliques du Pôle Mécanique Alès Cévennes.
- SPL 023 – Mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'aménagement et de la mise en accessibilité du Musée Pierre André BENOIT à Alès.
- SPL 024 – Mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une zone d'activité à vocation économique, Mont Cavala, Commune de Vézénobres.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

- SPL 025 – Réalisation d'une zone d'activité économique – Tamaris – Alès.
- SPL 027 – Réalisation de la démolition des dalles de la Grand Rue Jean Moulin à Alès dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain d'Alès.
- SPL 029 – Réalisation des démolitions des ouvrages et constructions présents sur les parcelles 213 – 214 et 215 à Alès dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain d'Alès.
- SPL 030 – Réalisation des éclairage, vidéosurveillance, vidéo protection, signalétique, dynamique et report chronométrage du circuit vitesse du Pôle Mécanique
- SPL 031 - NPNRU – Faubourg du Soleil 3 – Contrepartie action logement

❖ Concernant les opérations confiées par la Ville d'Alès :

- SPL 020 – Mandat pour la réalisation des aménagements intérieurs, y compris circulations horizontales, verticales et liaison entre les deux corps de bâtiment, et accès de l'ancien bâtiment France Télécom – Place des Martyrs de la Résistance à Alès.
- SPL 032 – Réalisation de la réhabilitation de l'ensemble immobilier y compris parking des halles de l'Abbaye à Alès.

o **Concession(s) :**

- Pour le compte de la Ville d'Alès :

o Concession pour la réhabilitation de l'Abattoir d'Alès

o **Convention de Prestations Intégrées (« CPI ») :**

- Pour le compte d'Alès Agglomération :

o Convention de Prestations Intégrées pour les missions touristiques.

1.2 ENGAGEMENTS PRIS

ETAT DES RELATIONS ENTRE ALES AGGLOMERATION ET LA SOCIETE

Comme indiqué au chapitre 1.1 ci-dessus, paragraphe « répartition du capital », Alès Agglomération détient 45,85 % du capital social de la SPL Alès Cévennes.

Elle détient ainsi 1 083 actions, représentant 108 300,00 € et autant de droits de vote.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

CONTRATS, APPORTS EN COMPTE COURANT D'ASSOCIES, GARANTIES D'EMPRUNT ET AIDES OCTROYEES AU TITRE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE OU TOUT AUTRE CONCOURS FINANCIER

Conclus / consentis à la SPL Alès Cévennes en 2022	Par Alès Agglomération
Contrats	Aucun (voir page 12 ci-dessus)
Apports en compte courant d'associés	Aucun
Garanties d'emprunt	Aucune
Aides octroyées	Aucune
Autre concours financier	Aucun

Conclus / consentis à la SPL Alès Cévennes en 2022	Par la Ville d'Alès
Contrats	Aucun (voir page 12 ci-dessus)
Apports en compte courant d'associés	Aucun
Garanties d'emprunt	« Emprunts ABATTOIRS » : Caisse d'Epargne : 2 366 000 € Banque Populaire : 2 366 000 € A concurrence de 50% pour chaque prêt (soit 1 183 000 € chacun)
Aides octroyées	Aucune
Autre concours financier	Aucun

Conclus / consentis à la SPL Alès Cévennes en 2022	Par le SIVU des Fumades
Contrats	Aucun
Apports en compte courant d'associés	Aucun
Garanties d'emprunt	Aucune
Aides octroyées	Aucune
Autre concours financier	Aucun

Conclus / consentis à la SPL Alès Cévennes en 2022	Par le Pôle Métropolitain Nîmes-Alès
Contrats	Aucun
Apports en compte courant d'associés	Aucun
Garanties d'emprunt	Aucune
Aides octroyées	Aucune
Autre concours financier	Aucun

MODIFICATIONS DES STATUTS EFFECTUEES DANS L'ANNEE

La dernière mise à jour des statuts a été décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2018, pour permettre l'intégration des activités de l'Office du Tourisme Communautaire dans la société dès le second semestre 2018. L'article 2 des statuts a ainsi été élargi afin d'adapter préalablement l'objet social à ces nouvelles missions.

Aucune modification de statut n'est intervenue depuis la date ci-dessus ni au cours de l'année 2022.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

EVOLUTIONS DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES DANS L'ANNEE

Aucune évolution dans l'actionnariat n'est intervenue en 2022.

ETAT DE L'ENSEMBLE DES PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE, DIRECTES ET INDIRECTES, AU CAPITAL D'AUTRES SOCIETES OU GROUPEMENTS D'INTERET ECONOMIQUE

La SPL Alès Cévennes ne détient aucune participation, directe ou indirecte, au capital d'autres sociétés ou groupements d'intérêt économique.

1.3 RISQUES ET MODALITES DE CONTROLE

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES D'ORDRE FINANCIER, JURIDIQUE, TECHNIQUE OU CONJONCTUREL AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la date de clôture susceptible de remettre en cause de façon significative les comptes de la société pour l'arrêté au 31 décembre 2022.

Toutefois, un point à signaler est la **guerre en Ukraine** qui perdure depuis le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie par de nombreux Etats qui ont des incidences sur l'activité de nombreux groupes internationaux et ont une incidence sur l'économie mondiale.

Ainsi, cette situation peut engendrer des incidences sur l'activité économique :

- La situation en Ukraine et les restrictions peuvent créer des difficultés pour les activités de production et de distribution et avoir des incidences sur les ventes, les approvisionnements (hausse des cours des matières premières et du prix de l'énergie), la chaîne de production (non-disponibilité de certaines matières ou composants) et la valeur de certains actifs soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales en Ukraine ;

- Par ailleurs, en matière de financement, la situation des banques russes et ukrainiennes pourrait entraîner un risque de liquidité pour certaines entités ;

- Dans le cas des prestataires de services financiers et en particulier des services de crédit et d'assurance, les risques directs liés aux expositions en Ukraine et en Russie mais également indirectes du fait des répercussions de ce conflit sur les autres clients de ces institutions sont susceptibles d'augmenter.

De plus, dans ce contexte, les risques en matière de cyber-sécurité sont accrus.

L'activité de la SPL ALES CEVENNES expose peu la société à ces risques concernant son patrimoine. Néanmoins, ces évènements pourraient avoir un impact sur ses fournisseurs et notamment dans la chaine d'approvisionnement de certains produits ou dans le risque d'allongement des délais de réalisation de son activité.

A la date d'arrêté des comptes, la société n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de cet évènement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

ETAT DES PROCEDURES DE PREVENTION ET DE DETECTION DES FAITS D'ATTEINTE A LA PROBITE MISES EN ŒUVRE PAR LA SOCIETE

En plus du Contrôle analogue exercée par ses collectivités actionnaires, les mesures mises en place depuis plusieurs années au sein de la société visent à appréhender et à limiter autant que faire se peut les risques et notamment :

Risque de fraude

Guide de procédure interne, guide de passation des marchés, mesures de contrôles internes et audit interne.

Confidentialité des informations auxquelles la société et ses personnels ont accès (en application du Règlement Général sur la Protection des Données –« RGPD »

Depuis 2018 : mise en œuvre de démarches visant à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions, afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles elle a accès et, en particulier, d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations : clause particulière dans les conventions, informations sur les supports de communication, etc.).

Piste d'Audit Fiable (« PAF »)

La Piste d'Audit Fiable consiste à mettre en place des contrôles internes documentés et permanents, afin de reconstituer l'ordre chronologique du processus de facturation, en pouvant justifier une opération comptable à partir de laquelle il doit être possible de remonter par un cheminement ininterrompu à la facture, et réciproquement.

Pour sécuriser le processus de facturation, il convient de respecter les trois conditions suivantes :

- → Authenticité : assurance de l'identité du fournisseur ou de l'émetteur. Le fournisseur doit pouvoir prouver qu'il est à l'origine de la facture (i.e. qu'il a émis la facture lui-même).
- → Intégrité : intégralité des mentions, obligatoires ou non, figurant sur la facture d'origine n'ont pas été modifiées.
- → Lisibilité : format pouvant être lu sans difficulté par l'utilisateur et l'administration. (format PDF préconisé par l'administration).

Pour répondre à cette obligation, la SPL Alès Cévennes s'efforce par ses procédures internes à garantir la substance de la facture, c'est à dire que les factures émises/reçues correspondent à la réalisation d'une livraison de biens ou d'une prestation de service effectivement réalisée et par voie de conséquence la TVA induite.

Ces différentes démarches seront poursuivies et renforcées par la société en interne, mais aussi en lien avec ses intervenants extérieurs habituels (Expert-Comptable et Commissaires aux Comptes notamment).

Démarches « RSE » (Responsabilité Sociétale des Entreprises)

A l'automne 2019, une première démarche écoresponsable avait été mise en œuvre par la dématérialisation des contrats avec les partenaires du tourisme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

Par la suite, la SPL Alès Cévennes s'est engagée dans une démarche de formation « Responsabilité Sociétale des Entreprises ». Début novembre 2020, un plan d'actions a été rédigé autour des axes de travail prioritaires identifiés dans le diagnostic établi par le formateur.

Depuis 2021, plusieurs actions d'application de la démarche RSE ont été menées et poursuivies en interne au sein des équipes de la SPL Alès Cévennes et trois 3 actions concrètes prioritaires ont été lancées :

⇒ La qualité de vie au travail : amélioration des espaces de travail ;

⇒ Les achats : définition d'une politique d'achats responsables et mise en place d'une boutique responsable avec des produits « made in Cévennes » ;

⇒ Les déchets : mise en place du tri sélectif dans tous les bureaux, nouvelle gestion des stocks de brochures.

INFORMATION SUR LES CONTROLES EVENTUELS DONT LA SOCIETE FAIT L'OBJET

La Société n'a fait l'objet d'aucun contrôle au cours de l'année 2022.

MODALITES D'EXERCICE DU CONTROLE ANALOGUE

Il est rappelé que la SPL Alès Cévennes intervient exclusivement pour le compte des personnes publiques actionnaires pour la réalisation d'opérations de construction, mais aussi de gestion de services publics à caractère industriel et commercial et toutes autres activités d'intérêt général, ainsi que pour les missions touristiques depuis le 1er octobre 2018.

Elle est aussi intervenue, à compter du 7 juillet 2021 et jusqu'au 31 décembre 2022, dans le cadre d'un contrat de concession de travaux conclu avec la Commune d'Alès pour une durée de 30 ans, dont l'objet était la requalification de l'abattoir municipal d'Alès et de construction sur le même site d'un atelier de découpe et de transformation ; toutefois, par délibération du Conseil Municipal en date du 12 décembre 2022, la Ville d'Alès a approuvé la résiliation pour motif d'intérêt général de ce contrat de concession, avec prise d'effet au 31 décembre 2022.

Les contrats conclus entre une Société Publique Locale et ses actionnaires entrent dans le champ d'application des contrats dits *« in house »* sous réserve que le contrôle exercé sur la société par la personne publique cocontractante soit analogue à celui que cette dernière exerce sur ses propres services.

Le contrôle analogue est défini par la jurisprudence européenne comme un contrôle permettant aux collectivités actionnaires d'exercer une influence déterminante tant sur les objectifs stratégiques que sur les décisions importantes de la société.

Afin de satisfaire à ces obligations, le Conseil d'Administration a adopté un règlement intérieur définissant les modalités particulières de contrôle des collectivités territoriales actionnaires, en matière d'orientations stratégiques de la société, de gouvernance et de vie sociale, ainsi que d'activités opérationnelles.

Pour rendre le contrôle efficient, le règlement intérieur institue notamment une **Commission des Marchés**, un **Comité Technique** et un **Comité Touristique**.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

La **Commission des marchés** est constituée de membres du Conseil d'Administration et d'un représentant de la collectivité concédante. Elle est compétente pour donner son avis ou attribuer les marchés dépassant un seuil défini par le Conseil d'Administration.

Le Comité Technique est constitué de membres des services des collectivités actionnaires, soit cinq personnes pouvant éventuellement se faire représenter en cas d'empêchement, et a pour objet :

- D'apporter son expertise technique préalablement aux réunions du Conseil d'Administration de la SPL ;
- D'examiner toute nouvelle opération susceptible d'être confiée à la SPL par l'un de ses membres et les modalités de contractualisation ;
- De proposer le contrat le plus adéquat ;
- De suivre le déroulement des opérations ;
- De formuler, par le biais de rapporteurs, des avis auprès du Conseil d'Administration à sa demande.

Il est également saisi des avenants susceptibles de modifier l'économie générale de la convention initiale. Il peut s'adjoindre, le cas échéant, les services de personnes expertes et notamment les Directeurs Généraux des services des collectivités membres du Comité Technique. Il se réunit aussi souvent que nécessaire, au minimum avant chaque Conseil d'Administration, sur convocation d'Alès Agglomération

Le Comité Touristique a été créé par décision du Conseil d'Administration du 25 juillet 2018. Il permet la consultation de l'ensemble des acteurs du tourisme.

Il a voix consultative et se compose de trois collèges répartis de la manière suivante :

- ✓ 17 représentants de la Communauté d'Agglomération,
- ✓ 25 représentants des acteurs sociaux professionnels,
- ✓ 8 représentants des acteurs institutionnels.

Ses réunions ont lieu au moins une fois par an, sous la Présidence de Max ROUSTAN, Président du Conseil d'Administration et Président Directeur Général de la société.

1.4 GOUVERNANCE

BILAN DE LA GOUVERNANCE DES ELUS

➢ Conseils d'Administration

Les administrateurs se sont réunis à trois reprises au cours de l'année 2022 :

- **Réunion du 28 mars 2022 – Principale(s) décision(s) :**

❖ Présentation et arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.
❖ Proposition d'affectation du résultat.
❖ Rapport d'étape sur les opérations et activités de la société (aménagement/construction et tourisme).
❖ Convocation d'une Assemblée Générale.
❖ Instauration de règlement(s) intérieur(s) pour les personnels,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

- **Réunion du 14 juin 2022 – Principale(s) décision(s) :**

❖ Contrat de concession de travaux portant sur le projet de requalification de l'Abattoir d'Alès en Pôle Viande territorial d'excellence :

o Autorisation de signature d'un avenant numéro 2 au contrat de concession de travaux :
Le Conseil d'Administration a approuvé la conclusion d'un avenant numéro 2 au contrat de concession de travaux signé le 1er juillet 2021, consistant notamment à reporter la date résolutoire des conditions suspensives de l'article 3.1 du contrat de concession de travaux jusqu'au 31 décembre 2022 pour permettre l'obtention des arrêtés attributifs de la part des organismes subventionneurs ainsi que la mise en œuvre du financement nécessaire à la réalisation de l'opération.

o Autorisation de signature d'un emprunt consenti par la Banque Populaire du Sud et garantie afférente de la Collectivité à solliciter :

Le Conseil d'Administration a autorisé :

La conclusion avec la Banque Populaire du Sud, d'un concours bancaire destiné au financement de l'opération de requalification de l'Abattoir d'Alès en Pôle Viande territorial d'excellence et la création d'un Atelier de Découpe, dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

Prêt à taux fixe :
- Montant du prêt : 2 366 000 € (soit 50% du besoin total)
- Durée totale : 240 mois dont 24 mois de franchise en capital
- Taux fixe : 2,80%
- Périodicité mensuelle
- Garanties : caution personne morale de la Commune d'Alès pour 50%
- Frais de dossier : 0,1% flat,

La saisine de la Ville d'Alès afin de lui proposer :

- D'approuver les caractéristiques financières, charges et conditions de l'offre de financement complémentaire de la Banque populaire du Sud communiquée le 3 juin 2022 à la SPL Alès Cévennes, pour un montant de 2 366 000€,
- D'accorder sa garantie pour le remboursement de la somme de 1 183 000 € (un million cent quatre-vingt-trois mille euros) représentant 50% du prêt bancaire de 2 366 000 € (deux millions trois cent soixante-six mille euros) que la SPL Alès Cévennes se propose de contracter auprès de la Banque Populaire du Sud,
- De s'engager pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **Réunion du 16 novembre 2022 – Principale(s) décision(s) :**

❖ Prévisions d'atterrissage 2022 et prévisionnel 2023
❖ Avenant au Contrat de Prestations Intégrées pour les missions tourisme
❖ Horaires d'ouverture Office de Tourisme
❖ Autorisation de signature d'une convention de mise à disposition du Chargé d'opération de la SAEM'ALES

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

- ❖ Renouvellement pour 2023 de la convention de mise à disposition du Directeur de la SAEM'ALES
- ❖ Renouvellement pour 2023 de la convention de mise à disposition du Directeur Administratif et Financier de la SAEM'ALES
- ❖ Renouvellement de signature d'une convention d'adhésion au Comité des Œuvres Sociales d'Alès

➢ **Assemblées**

Les actionnaires se sont réunis une seule fois en 2022 :

- **Assemblée Générale Ordinaire du 2 juin 2022 – Principale(s) décision(s) :**

- ❖ Rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- ❖ Rapport sur le gouvernement d'entreprise et rapport financier annuel du Conseil d'Administration ;
- ❖ Rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- ❖ Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce et approbation de ces conventions ;
- ❖ Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et quitus aux administrateurs ;
- ❖ Affectation du résultat ;

- ❖ Pouvoirs en vue des formalités.

ELEMENTS DE REMUNERATION, FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS, AINSI QU'AVANTAGES EN NATURE ACCORDES AUX REPRESENTANTS D'ALES AGGLOMERATION AINSI QU'AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Personnes morales administratrices	Représentants permanents	Eléments de rémunération Fixes, variables et exceptionnels	Avantages En Nature
Alès Agglomération :	Christophe RIVENQ Michel RUAS	Aucun Aucun	Aucun Aucun
Ville d'Alès :	Max ROUSTAN	Aucun	Aucun
SIVU DES FUMADES :	Geneviève COSTE	Aucun	Aucun
Pôle Métropolitain Nîmes-Alès :	Olivier FABREGOUL	Aucun	Aucun

En outre, il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des cinq précédents exercices sociaux.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

SECONDE PARTIE
SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE AU 31/12/2022

2.1 – PRESENTATION DU BILAN

A titre liminaire, nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les comptes de bilan de l'exercice 2022 font notamment ressortir les chiffres suivants comparativement à l'exercice 2021 :

BILAN	31/12/2021	31/12/2022
Immobilisations incorporelles	Mémoire	3 555
Immobilisations corporelles	52 620	47 420
Immobilisations Financières	2 684	2 684
Actif circulant	5 468 133	4 228 536
Endettement total	5 122 011	3 881 369

Capitaux propres

Pour rappel, le capital social de la société est de 236 200 €, décomposé en 2 362 titres d'une valeur nominale de 100,00 € chacune.

Les capitaux propres (ou situation nette comptable) ressortent à 400 826 € au 31 décembre 2022 contre 401 426 € au 31 décembre 2021.

Les résultats bénéficiaires des dernières années ont permis de conforter progressivement la reconstitution des capitaux propres, même si l'activité de l'année 2022 s'est traduite par une très légère perte.

Cette évolution peut être résumée par le tableau suivant :

Evolution des Capitaux propres	Exercice 31/12/2018	Exercice 31/12/2019	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2021	Exercice 31/12/2022
Capital social	236 200	236 200	236 200	236 200	236 200
Résultat de l'exercice	89 830	122 520	-32 625	33 784	-600
Total capitaux propres En fin d'exercice	**277 747**	**400 267**	**367 642**	**401 426**	**400 826**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_08-DE

Endettement

L'endettement total à la fin de l'exercice est en baisse de 31,96 % par rapport à l'exercice précédent, passant de 5 122 011 € en 2021 à 3 881 369 € en 2022. Cet écart s'explique par une baisse du poste « mandats créditeurs » qui passe de 4 084 081 € en 2021 à 2 749 583 € en 2022.

2.2 – PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le compte de résultat de l'exercice 2022 fait ressortir les chiffres suivants comparativement à l'exercice 2021 :

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021	31/12/2022
Chiffre d'affaires hors taxes	441 981	562 858
Total produits d'exploitation (*)	1 495 986	1 689 406
Charges d'exploitation (**)	1 461 713	1 590 968
Résultat d'exploitation	34 274	98 439
Résultat financier	18	889
Résultat courant	34 292	99 328
Résultat exceptionnel (***)	-90	-99 928
Résultat net	33 784	-600

(*) Dont « ***Compensation pour charges de service public »*** : 1 112 667 € au 31/12/2022 et 1 050 000 € au 31/12/2021.
(**) Dont « ***Autres achats et charges externes »:*** 786 850 € au 31/12/2022 et 679 666 € au 31/12/2021.
(***) Dont ***« VNC actifs cédés – Immobilisations corporelles »*** : 99 860 € au 31/12/2022 (= valeur nette comptable des biens de retour de l'ABATTOIR remis à la Collectivité).

Le 17 avril 2023

ANNEXE

Bilan et compte de résultat au 31 décembre 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Juridique
Réf : IS/SL
Tél. : 04.34.24.70.87

C2023_04_09

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : SAEM Alès - Rapport administrateur portant sur l'exercice 2022 - Actualisation des informations demandées dans le cadre de la loi 3DS

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L1524-5,

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale et notamment son article 210,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Vu le décret n°2022-1406 du 4 novembre 2022 d'application de la loi relatif au contenu du rapport du mandataire prévu par l'article L1524-5 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu le rapport administrateur de la SAEM Alès portant sur l'exercice 2022 communiqué en date du 13 juin 2023,

Considérant que pour les sociétés publiques locales, la loi 3DS prévoit de renforcer le contrôle de leurs collectivités actionnaires afin de garantir leur transparence d'actions,

Considérant qu'à cet effet, la loi a institué l'obligation annuelle pour les représentants des collectivités au sein du conseil d'administration de ces entreprises publiques locales, de présenter un rapport écrit devant l'organe délibérant de leur collectivité ou groupement ;

Considérant que depuis cette loi, l'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, outre le fait qu'il fixe les règles en matière de représentation des élus locaux au sein des conseils d'administration ou de surveillance des Entreprises Publiques Locales (EPL), dispose, pour garantir aux membres de l'assemblée locale d'une information complète sur l'entreprise à savoir que « *Les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance. Ce rapport, dont le contenu est précisé par décret, comporte des informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux. Lorsque ce rapport est présenté à l'assemblée spéciale, celle-ci en assure la communication immédiate aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres, en vue du débat mentionné au présent alinéa* »,

Considérant que le décret du 4 novembre 2022 est venu préciser le contenu de ce rapport en indiquant qu'il doit présenter la société, l'état de ses relations avec la collectivité, les modifications des statuts, les évolutions de l'actionnariat, l'état de ses participations, les principaux risques et incertitudes, les procédures de lutte mise en place contre la corruption, les contrôles en cours, l'organisation du contrôle analogue pour les SPL, le bilan de la gouvernance par les élus, les éléments de rémunération des élus mandataires et de tout mandataire social, la situation financière, la répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité, et par nature de client pour les Sociétés d'Économie Mixte (SEM),

Considérant que le décret est entré en vigueur le 1er janvier 2023 et qu'il s'applique aux rapports qui portent sur l'année 2022,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

PREND ACTE

du rapport administrateur de la SAEM Alès portant sur l'exercice 2022.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération. Etant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

SAEM'ALES
LA CLÉ DE VOTRE ENTREPRISE

Société Anonyme d'Economie Mixte
A Conseil d'Administration
Au capital social de 3 708 049,20 €
Siège social : PIST OASIS
131 Impasse des Palmiers
30319 ALES CEDEX
RCS NIMES N°392 170 619

Rapport administrateur
Alès Agglomération
Portant sur
L'exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

SOMMAIRE

1 VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SAEM'ALES AU COURS DE L'EXERCICE 2022

1.1 PRESENTATION GENERALE

HISTORIQUE, OBJET SOCIAL, DOMAINE D'ACTIVITE, ADRESSE DU SIEGE SOCIAL, NOMBRE DE SALARIES, REPARTITION DU CAPITAL

ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE

PRINCIPALES ACTIVITES ET OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE

1.2 ENGAGEMENTS PRIS

ETAT DES RELATIONS ENTRE ALES AGGLOMERATION ET LA SOCIETE

CONTRATS, APPORTS EN COMPTE COURANT D'ASSOCIES, GARANTIES D'EMPRUNT ET AIDES OCTROYEES AU TITRE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE OU TOUT AUTRE CONCOURS FINANCIER

MODIFICATIONS DES STATUTS EFFECTUEES DANS L'ANNEE

EVOLUTIONS DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES DANS L'ANNEE

ETAT DE L'ENSEMBLE DES PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE, DIRECTES ET INDIRECTES, AU CAPITAL D'AUTRES SOCIETES OU GROUPEMENTS D'INTERET ECONOMIQUE

1.3 RISQUES ET MODALITES DE CONTROLE

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES D'ORDRE FINANCIER, JURIDIQUE, TECHNIQUE OU CONJONCTUREL AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE

ETAT DES PROCEDURES DE PREVENTION ET DE DETECTION DES FAITS D'ATTEINTE A LA PROBITE MISES EN ŒUVRE PAR LA SOCIETE

INFORMATION SUR LES CONTROLES EVENTUELS DONT LA SOCIETE FAIT L'OBJET

1.4 GOUVERNANCE

BILAN DE LA GOUVERNANCE DES ELUS

ELEMENTS DE REMUNERATION, FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS, AINSI QU'AVANTAGES EN NATURE ACCORDES AUX REPRESENTANTS D'ALES AGGLOMERATION AINSI QU'AUX MANDATAIRES SOCIAUX

2 – SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE AU 31/12/2022

2.1 PRESENTATION DU BILAN

2.2 PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

PREMIERE PARTIE
VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SAEM'ALES AU COURS DE L'EXERCICE 2022

1.1 PRESENTATION GENERALE

HISTORIQUE ET DOMAINE D'ACTIVITE

La SAEM'ALES est un outil opérationnel créé par la Ville d'Alès en 1993 afin d'accompagner la mutation économique du territoire. En 2004, la compétence économique passe de la Commune d'Alès au Grand Alès, devenu Alès Agglomération en 2013.

La reconversion industrielle initiée dans les années 1990 s'est traduite par la disparition d'entreprises traditionnelles et une intense mobilisation locale pour développer et attirer des entreprises positionnées sur des secteurs d'avenir.

Faute d'offres immobilières adaptées (non obsolète et locative) et disponibles sur le territoire, les entreprises se sont tournées vers la collectivité pour lui demander d'apporter une réponse à cet état de carence. La SAEM'ALES est ainsi intervenue directement pour le compte d'entreprises locales afin d'apporter des réponses immobilières adaptées à leurs besoins.

La SAEM'ALES a mené différentes opérations patrimoniales qui sont les suivantes :

- Construction et gestion d'hôtels d'entreprises : OASIS 2 et 3, show-room du Pôle Mécanique, ENERPOLE, INNOV'ALES.

- Gestion d'hôtels d'entreprises, après rachat à la Collectivité : OASIS 1, pépinière d'entreprises de Saint Christol les Alès.

- Construction pour le compte d'entreprises (clés en main) : SD TECH (2 opérations en 2006 et 2011) et la Chambre des Métiers.

Depuis 2014, la SAEM'ALES est également tournée sur le portage d'opérations immobilières, la vente et la réalisation de bâtiments tertiaires et industriels « clés en main » à destination des entreprises.

OBJET SOCIAL

La société a pour objet les actions suivantes qu'elle effectuera tant pour le compte des collectivités Territoriales, de leurs groupements, que pour son propre compte ou pour le compte de tiers, publics ou privés, plus particulièrement mais non exclusivement sur le territoire d'Alès Agglomération et du Pays Cévennes :

a) Promouvoir et coordonner les activités des organismes et services publics et privés concourant à la gestion et à l'animation de sites économiques.

b) Promouvoir et coordonner les activités des organismes et services publics concourant à la gestion et à l'animation du Parc Industriel, scientifique et technologique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

c) Exploiter, entretenir, mettre en valeur toutes constructions à vocation économique et exercer toutes activités complémentaires en vue du bon fonctionnement de ces équipements.

d) Procéder à toutes études se rapportant au développement du Parc Industriel lui-même, ou des entreprises résidentes, ainsi qu'au développement des zones d'activités économiques.

e) Apporter tout concours, sous quelque forme que ce soit, aux entreprises ainsi qu'aux organismes et services publics ou privés contribuant au développement économique local.

f) La société exercera les activités ci-dessus mentionnées dans le cadre de conventions passées avec des collectivités territoriales dans les conditions définies par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment dans le cadre de conventions de mandat, de prestations de services, d'affermage ou de concessions de services publics, soit dans le cadre de conventions passées avec des entreprises ou organismes privés dans les conditions prévues par les dispositions du Code Civil ou du Code de Commerce.

g) Réaliser toutes opérations d'études, d'acquisitions, d'aménagements, de constructions et de gestions de tous les programmes immobiliers à vocation économique, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, publics ou privés.

h) Commercialiser des produits touristiques pour son propre compte ou pour le compte de tiers, publics ou privés, élaborés par les collectivités locales et toutes activités annexes liées à ces dits produits.

i) Acquérir tout terrain en vue, notamment, de la constitution de réserves foncières destinées à accueillir des programmes immobiliers à vocation économique.

j) D'une manière plus générale, la Société pourra accomplir, pour son propre compte ou pour le compte de tiers, publics ou privés, toutes études, toutes opérations techniques, juridiques, industrielles, commerciales, agricoles, financières et civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, ainsi qu'à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé à Alès (30319), PIST OASIS, 131 Impasse des Palmiers.

NOMBRE DE SALARIES

Au 1er janvier 2022, l'effectif de la société se composait de quatre salariés en CDI, dont deux cadres et deux non-cadres.

Ces effectifs permanents ont été enrichis d'un salarié en CDI à compter du 1er septembre 2022, au poste de chargé d'opération, statut cadre.

L'âge moyen est de 49,5 ans et l'ancienneté moyenne de 12,80 ans.

Ainsi, l'effectif actuel est de cinq salariés en CDI, dont trois cadres et deux non-cadres.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

REPARTITION DU CAPITAL

Le capital social de la SAEM'ALES s'élève, à la clôture de l'exercice 2022, à 3 708 049,20 €, divisé en 170 094 actions de 21,80 € chacune, entièrement libérées.

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L.233-7 et L.233-12 du même Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales :

Actionnaire	Part du capital (%)
Alès Agglomération	79,97
CCI	7,58
Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon	4,43
Conseil Régional Occitanie	2,94
Autres	5,08
Total :	**100,00**

ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE

A) Informations relatives aux mandataires sociaux

Nombre de sièges :

Aux termes des statuts, le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 18, dont 15 au maximum pour le nombre de sièges des collectivités territoriales.

La répartition des sièges au sein du Conseil d'Administration est la suivante :

Alès Agglomération :	13 sièges
Chambre de Commerce et d'Industrie Alès Cévennes :	1 siège
Conseil Régional Occitanie :	1 siège
Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon :	1 siège
CIC – Lyonnaise de Banque :	1 siège
SA AUTO CHRISTOL :	1 siège

Lors de l'Assemblée Générale du 17 juin 2020, les mandats de :

- La Lyonnaise de Banque,
- La Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon,
- La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Alès,
- La société AUTO CHRISTOL SA,

Administrateurs personnes privées, ont été renouvelés pour une durée de six années, soit à l'issue de l'assemblée générale tenue dans l'année 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Représentants permanents :

Les représentants permanents des personnes morales administratrices au sein du Conseil d'Administration sont à ce jour les suivants :

Personnes morales administratrices	Représentants permanents
Collège public	
Alès Agglomération :	ALLEMAND Liliane BENEZET Jean-Charles BENSAKOUN Alain BORD Serge CAVAILLE Aimé GRAS Frédéric MAGNE Martine OZIL Cyril PERCHOC Nicolas RIBOT Philippe RIVENQ Christophe ROUSTAN Max TORREILLES Eric
Région Occitanie :	GENOLHER Aurélie
Collège privé	
Caisse d'Epargne LR :	BONZI Corinne
CCI Alès Cévennes :	RUEGGER Colette
Lyonnaise de Banque :	GILMERT Guy
SA Auto Christol :	MARTINEZ Alain

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux :

Nous vous communiquons ci-après la liste des mandats et fonctions exercés à notre connaissance dans toute société par les mandataires sociaux suivants de la Société :

- **Monsieur Max ROUSTAN :**

  - Administrateur et Président Directeur Général de la SPL Alès Cévennes à Alès (30100) ;
  - Administrateur de la Société d'Aménagement et d'Equipement du Gard (SEGARD) à Nîmes (30000) ;
  - Gérant de la SCI L'HERMITAGE à Alès (30100).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

- **Monsieur Jean-Charles BENEZET :**

  - Administrateur de la Société d'Economie Mixte Immobilière du Département du Gard (SEMIGA - bailleur social) à Nîmes (30000) ;

- **Monsieur Cyril OZIL :**

  - Administrateur de l'EHPAD « Jean LASSERRE » à Euzet-Les-Bains (30360).

- **Monsieur Philippe RIBOT :**

  - Administrateur de la SPL 30 à Nîmes (30000).

- **Monsieur Eric TORREILLES :**

  - Administrateur du Crédit Agricole Languedoc-Roussillon, Caisse d'Alès (30100).

- **Madame Colette RUEGGER** :

  - Gérante de la SARL RUEGGER à Saint Hilaire de Brethmas (30560) ;
  - Gérante de la SCI RUEGGER, de la SCI ALR et de la SCI Les Mouettes à Saint Hilaire de Brethmas (30560) ;
  - Gérante de la SCI Du 711 et de la SCI de La Route d'Uzès, à Méjannes les Alès (30340).

- **Madame Corinne BONZI :**

  - Administrateur de la Société d'Aménagement des Territoires (SAT) à Nîmes (30035).

B) Mode de Direction de la société

Le Conseil d'Administration du 16 novembre 2020 a décidé de reconduire **Monsieur Max ROUSTAN** dans ses fonctions de **Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général** de la SAEM'ALES pour une nouvelle période de six ans.

Monsieur Max ROUSTAN est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. A titre de mesure d'ordre interne, inopposable aux tiers, aucune limitation n'est apportée aux pouvoirs du Directeur Général.

En outre, pour satisfaire aux dispositions des articles L.561-46 et R.561-55 et suivants du Code Monétaire et Financier, la SAEM'ALES a désigné, le 23 janvier 2018 auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Nîmes, Monsieur Max ROUSTAN en qualité de bénéficiaire effectif, compte tenu de son mandat de Président Directeur Général (dépôt enregistré sous le numéro N2018/000352).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

C) Commissaires Aux Comptes

L'Assemblée Générale du 22 juin 2017 avait décidé de renouveler les mandats de :

- La société KPMG AUDIT SUD-EST, dont le siège social situé à MARSEILLE (13269), 408 Avenue du Prado, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 512 802 729, Commissaire aux Comptes Titulaire,

Et de

- La société KPMG AUDIT SUD-OUEST, dont le siège social est situé à LABEGE (31676), Rue Carmin, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 512 802 588, Commissaire aux Comptes Suppléant,

Pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2023 et qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Il est précisé à cet égard qu'une consultation sera initiée d'ici le mois de mai 2023, afin de procéder à la passation d'un marché de prestation pour une nouvelle mission de Commissaires aux Comptes pour les exercices 2023 à 2029. Une proposition sera dès lors soumise aux actionnaires, lors de l'Assemblée Générale d'arrêté des comptes 2022.

PRINCIPALES ACTIVITES ET OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE

La SAEM'ALES poursuit ses démarches de développement, à la fois dans le domaine de la gestion locative et également dans le cadre d'opérations de construction.

⇒ Activité locative au cours de l'exercice écoulé

➢ Situation patrimoniale

Le patrimoine de la SAEM'ALES se compose comme suit :

- **Un site de pépinières d'entreprises** : pépinière OASIS 1 située à Alès,
- **Deux sites dits « locaux relais » situés à Alès :**
  - OASIS 2 – PIST OASIS – 131 impasse des Palmiers : en ce compris le bâtiment de bureaux d'une surface locative d'environ 378 m² - bâtiment H – dont la SAEM'ALES a fait l'acquisition le 28 décembre 2018 à la SCI UNIMO
  - OASIS 3 - PIST OASIS – 1 rue de la Bergerie
- **Deux hôtels d'entreprises** : ENERPOLE et INNOV'ALES situés à Alès
- **Un « pôle médical »** : INNO'SANTE (bâtiment en copropriété), situé 9 Rue Jules Renard à Alès.

Ces locaux représentent une surface locative totale d'environ **8 320 m²**, se répartissant comme suit :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Site	Surface locative en m²	Nombre de bureaux	Nombre d'ateliers
OASIS 1	1 955,00	16	11
OASIS 2	2 194,00	15	16
OASIS 3	1 093,00	23	3
Enerpole	1 195,00	22	3
Innov'Alès	1 671,00	26	5
Inno'Santé	210,00	8	
Total :	**8 318,00**	**110**	**38**

Dont 8 salles de réunion représentant une surface totale d'environ 300 m².

- **Evolution de l'activité au cours de l'exercice**

Les tableaux suivants présentent une synthèse des taux d'occupation, du nombre d'entreprises par site (hors « sites dédiés »), du nombre de sociétés domiciliées, ainsi que des montants facturés au titre des loyers et charges locatives :

Taux d'occupation moyen par site et entreprises domiciliées

Site	Taux d'occupation moyen	
	2021	2022
OASIS 1	82,83 %	79,81 %
OASIS 2	95,55 %	95,58 %
OASIS 3	75,26 %	97,26 %
Enerpole	97,67 %	96,09 %
Innov'Alès	89,25 %	92,41 %
Inno'Santé	80,47 %	73,31 %
Moyenne annuelle tous sites	**86,84 %**	**89,08 %**
Sociétés domiciliées	24	26

Nombre d'entreprises : bilan « entrées et sorties » 2022

Site	Au 01/01/2022	Entrées	Fin de bail	Défaillances	Au 31/12/2022
OASIS 1	20	9	7		22
OASIS 2	18	2	3		17
OASIS 3	17	6	5		18
Enerpole	11	2	6		7
Innov'Alès	12	5	4		13
Inno'Santé	6	1	1		6
Domiciliation	24	11	9	1	26
Total :	**108**	**36**	**35**	**1**	**107**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Facturation des loyers et charges locatives (en euros HT)

Site	Loyers et charges locatives	
	2021	2022
OASIS 1	122 903,95	129 553,05
OASIS 2	203 622,84	212 793,48
OASIS 3	76 251,29	103 586,69
Enerpole	111 779,03	115 502,25
Innov'Alès	141 740,94	155 419,12
Inno'Santé	31 142,46	28 580,28
Total :	**687 440,51**	**745 434,87**

Evolution prévisible

Au regard des contrats de location actuellement en cours au jour de la rédaction du présent rapport, le taux d'occupation global sur la surface locative totale ressort au mois de mars 2023 à **98,97 %,** contre un taux de **87,79 %** enregistré en mars 2022.

A cette même date, les taux d'occupation par site se présentent comme suit :

Site	Taux d'occupation	
	Mars 2022	Mars 2023
OASIS 1	73,35 %	98,06 %
OASIS 2	95,18 %	100,00 %
OASIS 3	93,36 %	100,00 %
Enerpole	96,88 %	97,23 %
Innov'Alès	88,04 %	99,18 %
Inno'Santé	73,31 %	100,00 %
Total :	**87,79 %**	**98,97 %**

En outre, à la date de rédaction du présent rapport, il a été enregistré sept nouvelles entrées et cinq sorties. Aucune défaillance d'entreprise n'est heureusement à déplorer.

⇒ **Activité opérationnelle**

- Bâtiment de la société **BASTIDE ET COMPAGNIE** (mission d'assistance et de conseil administratif et juridique) à laquelle s'est substituée la **SCI VEZIMMO**

Les travaux, qui avaient démarré à l'été 2020, se sont achevés en avril 2022 et les bâtiments ont donc été livrés au maître d'ouvrage.

Préalablement, les 24 000 m² de logistique avaient été mis à disposition le 6 décembre 2021 pour permettre d'entamer l'activité.

La période de parfait achèvement des travaux (« GPA ») doit expirer au mois d'avril 2023.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

- Projet de la Station Thermale **DES FUMADES** via la filiale « SIF »

Ce projet consiste en la restructuration de l'établissement thermal situé à Allègre-les-Fumades, son extension ainsi que la construction d'une résidence avec appartements à la location et chambres d'hôtel.

Un traité de concession a été signé le 27 septembre 2019 entre le SIVU Pôle Santé Bien Être Alès-Les-Fumades (« SIVU »), syndicat intercommunal à vocation unique créé entre les communes d'Alès et d'Allègre-Les-Fumades, en charge du service public industriel et commercial constitué de la Station Thermale, et la Société d'Exploitation des Thermes Alès-les-Fumades (« SAS SETAF »), société composée des sociétés ARENADOUR CAPITAL, SEM ARAC OCCITANIE et SAEM'ALES, ayant pour objet la conception architecturale, technique et fonctionnelle, le financement, la restructuration et/ou la démolition, la construction et l'exploitation de la Station Thermale.

La durée initiale du contrat de concession était de 30 ans.

Le montant initial de l'investissement (valeur 2019) était de 22 071 000 € HT devant être financés de la manière suivante :

- ✓ Fonds propres SAS SIF : 3 100 000 €
- ✓ Subventions : 5 900 000 €
  - o Dont : 2 600 000 € de la Région Occitanie
    1 500 000 € du Département du Gard
    1 800 000 € du SIVU des Fumades
- ✓ Emprunt SAS SIF : 13 071 000 €

Ce traité de concession a fait l'objet d'un premier avenant notifié à la SETAF le 2 juillet 2020, portant notamment sur des précisions à apporter concernant l'étendue des dispositions relatives à l'indemnisation de la SETAF en cas de rupture anticipée de la Concession et plus précisément s'agissant de la prise en compte des pénalités liées à la rupture anticipée des instruments financiers de couverture mis en place pour la bonne réalisation de l'opération.

Un deuxième avenant a été notifié à la SETAF le 19 avril 2021 portant sur des mesures permettant d'ajuster de manière temporaire les stipulations de la Concession au vu des difficultés apparues sur le Périmètre Concédé de la Concession suite à l'arrêté préfectoral en date du 8 octobre 2020 portant opposition à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement.

Un Bail à construction a été confié le 13 novembre 2019 par la SETAF à la Société Immobilière des Fumades (« SIF »), composée des SEM ARAC OCCITANIE et SAEM'ALES, pour assurer la maitrise d'ouvrage du projet (conception, financement, restructuration et/ou démolition et construction de la Station Thermale.

Une convention de mise à disposition a été signée le 13 novembre 2019 pour permettre à la Société dédiée construction (bailleur) de mettre à disposition de la Société dédiée concessionnaire (preneur) les biens nécessaires à l'exploitation de la Station Thermale.

La SAS SIF a confié, aux termes d'une convention de gestion, différentes missions à la SEM ARAC Occitanie et à la SAEM'ALES, afin d'accomplir tous les actes de gestion et d'administration nécessaires à la réalisation du programme immobilier envisagé.

La SAEM'ALES a été notamment chargée du suivi de l'opération en phase réalisation des travaux de construction et à terme, sera également chargée du suivi de la gestion locative du bâtiment auprès du Concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Actualisation :

Suite à l'arrêté du 8 octobre 2020 portant opposition au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, des réunions ont été organisées entre le Concédant, le Concessionnaire et la SIF pour partager une meilleure connaissance de la nature des sols ainsi que du fonctionnement de la ressource en eau et appréhender les éventuels risques susceptibles de résulter des travaux sur cette ressource.

Il est résulté des études complémentaires réalisées que le projet pouvait être maintenu sur le périmètre concédé. Par suite, un arrêté préfectoral en date du 1er octobre 2021 a porté des prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement concernant la reconnaissance d'antériorité partielle, la régularisation et l'extension de la station thermale les Fumades.

Cet arrêté a été obtenu douze mois suivant le premier arrêté d'opposition du 8 octobre 2020. Ce délai résulte notamment d'un délai d'instruction particulièrement long du dossier en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19, aux études réalisées par les hydrogéologues et les bureaux d'études qui ont permis d'apporter des garanties sur la faisabilité du projet.

Dès lors, ces évènements ont eu des impacts sur le calendrier du projet.

Cet arrêté a induit également une meilleure précision de la méthode constructive au regard des résultats fournis par les hydrogéologues et, dès lors, des coûts supplémentaires auxquels s'ajoutent également, du fait de la crise sanitaire, des coûts liés à l'augmentation importante du prix des matières premières et fournitures nécessaires à la réalisation du Projet.

A la suite des évènements intervenus depuis la conclusion de la Concession, notamment la résiliation de la Concession SOGATHERM, le phasage de la mise à disposition des biens à la SETAF en vertu de la Concession a été modifié, à l'exception des ouvrages d'extraction (forage « Phénix ») et de transport (canalisation enterrée) de l'eau thermale. Ces ouvrages seront mis à disposition du Concessionnaire à compter de la date contractuelle de mise en service.

C'est dans ces conditions que la Concession a fait l'objet d'un avenant numéro 3 en date du 14 février 2022, tirant les conséquences techniques, financières et de calendrier de l'ensemble des événements décrits ci-dessus. Notamment, la durée de la concession a été portée de 30 à 35 ans.

La réévaluation du bilan de l'opération a fait apparaître un surcoût de 4 200 000 € HT par rapport au bilan établi en 2019, le montant de l'investissement global passant ainsi de 22 071 000 € à 26 271 000 € HT ; le besoin supplémentaire devant être pour partie financé par un emprunt supplémentaire et une subvention supplémentaire (1 M€ pour l'obtention de laquelle le SIVU s'est engagé à poursuivre ses meilleurs efforts).

Comme conséquence de cet avenant, une version de la Concession consolidant les trois avenants a été signée le même jour et notifiée au Concessionnaire.

Comme autres conséquences de cet avenant numéro 3 au traité de concession et en vertu du principe de transparence, un avenant au bail à construction et un avenant à la convention de mise à disposition ont également été établis, prenant effet à la date de la notification dudit avenant numéro 3 au traité de concession.

Principales étapes de l'opération à la date de rédaction du présent rapport :

- Signature contrat de maitrise d'œuvre de conception : 27/11/2019
- Validation APD : 13/03/2020
- Dépôt du PC : 02/12/2019 (délai d'instruction : 3 mois) validation le 15/04/2020

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

- Dépôt du dossier Loi sur L'eau : 05/03/2020 ; compléments envoyés le 04/08/2020 et le 06/10/2020 ; Arrêté d'opposition le 08/10/2020
- Validation PRO : 05/06/2020
- Lancement consultation entreprises 1ère phase sur la base du dossier APD : 27/04/2020
- Remise des offres 2ème phase sur la base du dossier PRO : 24/07/2020
- Nouveau dépôt du dossier Loi sur L'eau : 01/03/2021
- Avis favorable sur dossier Loi sur L'eau : avril 2021
- Travaux : démarrage le 10 janvier 2022, pour une durée de deux ans
- Recalage probable des dates de livraison en cours, à titre indicatif : zone « hôtel » pour fin novembre 2023, zone « bâtiments existants réhabilités » pour mi-décembre 2023 et zone « thermes » pour fin mars 2024.

Informations complémentaires

Au cours des mois d'avril et mai 2022, les entreprises de travaux ont communiqué à la SIF des mémoires en réclamations pour prise en compte d'une actualisation des marchés suite à la hausse des prix des matières premières consécutive aux suites de la pandémie de la Covid-19 et de la guerre en Ukraine, et autres travaux supplémentaires.

Par décision du 20 septembre 2022, le Conseil d'Administration, soucieux des difficultés rencontrées par les entreprises, a décidé d'autoriser la SAEM'ALES, en sa qualité d'associé de la Société Immobilières des Fumades (« SIF »), à compenser au côté de la SEM ARAC OCCITANIE, une partie du préjudice financier que pourrait être subi par les entreprises en raison de l'exécution de leur marché et des travaux supplémentaires, dans la limite de 1 200 000 € HT.

Le Conseil d'Administration a également décidé d'autoriser le financement de cette somme par une avance en compte courant d'associés dont le montant sera de 960 000 € pour l'ARAC Occitanie et de 240 000 € pour la SAEM'ALES, sur les fonds propres respectifs de ces deux actionnaires de la SIF.

A noter que les protocoles qui avaient été adressés dès le 28 juillet 2022 aux entreprises titulaires des macro-lots 1 et 3 afin de prévoir l'indemnisation par le maître d'Ouvrage d'une partie de l'éventuel déficit de l'opération qu'elles pourraient subir, n'ont curieusement à ce jour fait l'objet d'aucune signature de leur part (l'entreprise titulaire du macro-lot 2 n'ayant formulé aucune demande).

A noter également que la société ROURISSOL FRERES (titulaire du macro-lot 1) a fait délivrer une assignation devant le Président du Tribunal de Commerce de Nîmes à la société SIF, prise en sa qualité de maître d'ouvrage, et à la société SOLETANCHE BACHY FONDATIONS SPECIALES, prise en sa qualité de sous-traitant de la société ROURISSOL FRERES, afin qu'un expert soit désigné.

Neuf difficultés ont été identifiées par la société ROURISSOL FRERES en présence desquelles elle sollicite la désignation d'un expert aux fins de :

> « Se rendre sur les lieux des travaux après y avoir convoqué les parties ;
> Prendre connaissance de tous documents contractuels et techniques utiles à sa mission ;
> Déterminer si les travaux supplémentaires et modifications du marché initial listés dans l'assignation étaient nécessaires à sa réalisation ;
> Dire si ces travaux résultent d'un manquement d'une partie ou de tout autre intervenant à ses obligations contractuelles et/ou aux règles de l'art, et notamment s'ils sont la conséquence de défauts de conception ;
> Dire si ces travaux ont été exécutés conformément aux règles de l'art et donner son avis sur leur montant ;
> Donner son avis sur les responsabilités encourues et déterminer l'imputabilité des travaux supplémentaires ;

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Proposer un compte entre les parties intégrant les travaux supplémentaires ;
Dire si les travaux supplémentaires ont entraîné un allongement de la durée d'exécution du marché et déterminer l'imputabilité des éventuels retards ;
Fournir tous éléments de nature à permettre ultérieurement à la juridiction saisie d'évaluer les préjudices subis. »

Cette affaire a été évoquée devant Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Nîmes le 15 février 2023 et a fait l'objet d'un renvoi au 15 mars 2023.

De son côté et incidemment, la société SIF, tout en ne s'opposant pas aux mesures expertales sollicitées par la société ROURISSOL FRERES (sous quelques réserves toutefois) a également fait délivrer une assignation devant la même juridiction, pour solliciter que les opérations d'expertise soient rendues communes aux intervenants à l'opération de travaux susceptibles de voir leur responsabilité engagée dans le cadre de l'expertise.

Ainsi, par l'assignation précitée, la SIF sollicite la jonction de l'instance initiée par la société ROURISSOL FRERES et la désignation de tel expert qu'il plaira au Président du Tribunal de désigner avec pour mission de :

Se rendre sur les lieux, entendre les parties et tout sachant ;
Prendre connaissance de tous les documents utiles à la compréhension des faits ;
Déterminer l'origine des travaux suivants : l'accroissement du nombre de pieux, la modification des réseaux sous dallage, la reprise en sous-œuvre, le sous-dimensionnement des socles de bâches, la mise en place des cuves de rétention, le dévoiement en eau potable et l'empierrement insuffisant ;
Déterminer si les travaux précédemment visés résultent d'un manquement d'une partie ou de tout autre manquement à ses obligations contractuelles et/ou aux règles de l'art et notamment s'ils sont la conséquence de défauts de conception et/ou d'exécution ;
Dire si ces travaux ont été exécutés conformément aux règles de l'art et donner son avis sur leur montant ;
Dire si ces travaux ont entraîné un allongement de la durée d'exécution du marché et déterminer l'imputabilité ;
Donner son avis sur les responsabilités encourues et déterminer l'imputabilité des travaux supplémentaires ;
Fournir tous éléments de nature à permettre ultérieurement à la juridiction saisie d'évaluer les préjudices subis.

L'assignation ainsi délivrée par la SIF doit faire l'objet d'une première audience devant Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Nîmes en date du 15 mars 2023.

- <u>Projet immobilier dans le cadre du NPNRU</u>

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (« NPNRU »), Alès Agglomération et Ville d'Alès portent un programme ambitieux et novateur pour le territoire alésien et, en particulier, pour plusieurs quartiers de la ville.

Les principaux enjeux concernent le maintien de l'attractivité d'Alès et son agglomération, le rééquilibrage social du territoire et la satisfaction des besoins en habitat et logements.

Dans ce cadre, un projet à vocation économique sur le quartier des Prés Saint Jean à Alès a été envisagé et proposé à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) et le comité d'engagement de cette dernière a émis un avis favorable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

La signature d'une convention entre l'ANRU et Alès Agglomération, qui devait intervenir initialement à l'été 2020, est finalement intervenue en décembre 2021.

Ainsi, la SAEM'ALES pourrait intervenir pour la construction de bâtiments à vocation économique (ateliers et bureaux en deux phases, maison de la formation et galerie commerciale) sur ce quartier, représentant un investissement prévisionnel de l'ordre de 8 400 000 € HT (valeur décembre 2019).

En effet, des prévisionnels d'investissements et d'exploitation avaient été établis en 2019 et intégrés à la convention plus globale signée entre l'ANRU et les collectivités fin 2021, dont la SAEM'ALES est également partie.

Toutefois, pour tenir compte de l'augmentation du coût des matières premières, ces prévisions d'investissement ont été actualisées au mois d'octobre 2022, puis au mois de janvier 2023 ; il en ressort pour la SAEM'ALES un montant supplémentaire de plus de 3 500 000 € pour les investissements liés aux quatre bâtiments listés ci-avant.

Les discussions se sont poursuivies avec l'ANRU et une revue de projet a eu lieu le 6 décembre 2022 en présence de toutes les parties à la convention, présentant une actualisation de l'ensemble des projets et coûts des différentes opérations prévues dans le cadre du NPNRU, ainsi que des demandes d'aides supplémentaires.

C'est au regard de ces nouvelles « données d'entrée » que le Comité d'Engagement de l'ANRU se réunira à nouveau le 3 mars prochain et prendra position sur ces différentes demandes liées aux évolutions précitées.

1.2 ENGAGEMENTS PRIS

ETAT DES RELATIONS ENTRE ALES AGGLOMERATION ET LA SOCIETE

Comme indiqué au chapitre 1.1 ci-dessus, paragraphe « répartition du capital », Alès Agglomération détient 79,97% du capital social de la SAEM'ALES ; elle détient ainsi 136 032 actions, représentant 2 965 497,60 € et autant de droits de vote.

CONTRATS, APPORTS EN COMPTE COURANT D'ASSOCIES, GARANTIES D'EMPRUNT ET AIDES OCTROYEES AU TITRE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE OU TOUT AUTRE CONCOURS FINANCIER

Conclus / consentis A la SAEM'ALES en 2022	Par Alès Agglomération	Par la Région Occitanie
Contrats	Aucun	Aucun
Apports en compte courant d'associés	Aucun	Aucun
Garanties d'emprunt	Aucun	Aucun
Aides octroyées	Aucun	Aucun
Autre concours financier	Aucun	Aucun

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

MODIFICATIONS DES STATUTS EFFECTUEES DANS L'ANNEE

La dernière mise à jour des statuts de la société a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2019. En effet, à cette époque, il s'était avéré que la mise en harmonie qui en avait été faite suite à la loi NRE de 2001 avait été incomplète. Dès lors, « un toilettage » des statuts clarifiant les dispositions était nécessaire, outre une adaptation aux outils modernes du mode d'envoi des convocations aux conseils d'administration et assemblées générales.

Aucune modification de statut n'est intervenue depuis 2019 ni au cours de l'année 2022.

EVOLUTIONS DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES DANS L'ANNEE

Lors de la réunion du 17 novembre 2022, le Conseil d'Administration a décidé, faute d'avoir trouvé un autre repreneur, du rachat par la SAEM'ALES de la pleine propriété de dix (10) de ses propres actions auprès de la société STRAT&COM pour la somme globale de 218,00 €.

Cette acquisition pour la valeur nominale a été effectuée pour faciliter le retrait rapide de la société START&COM qui n'est plus implantée sur le bassin alésien (son représentant légal ayant fait savoir qu'il allait faire valoir ses droits à la retraite) et dont la dissolution devait intervenir en fin d'année 2022.

Lors de la réunion du 20 mars 2023,le Conseil d'Administration, après avoir pris connaissance des dispositions de l'article L.225-209-2 du Code de Commerce, a décidé de demander à la prochaine Assemblée Générale de bien vouloir ratifier l'acquisition par la SAEM ALES de 10 actions au prix de 21,80 € par action, soit la somme globale de 218 €.

ETAT DE L'ENSEMBLE DES PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE, DIRECTES ET INDIRECTES, AU CAPITAL D'AUTRES SOCIETES OU GROUPEMENTS D'INTERET ECONOMIQUE

La SAEM'ALES est actionnaire des sociétés suivantes :

- **Société d'Exploitation des thermes Alès-Les-Fumades - « SAS SETAF » :**

  RCS Nîmes numéro 878 632 199 immatriculée le 31/10/2019

  Siège social : Avenue des Thermes, Maison Forestière de l'Eau, 30500 ALLEGRE LES FUMADES

  Forme juridique : Société Par Actions Simplifiée

  Activité : l'étude, la conception, l'exploitation, la construction, le financement, la restructuration et / ou la démolition, la mise en valeur, la réhabilitation d'immeubles bâtis ou non bâtis, d'ouvrages, d'infrastructures, d'ensembles immobiliers à vocation thermale et de bien-être, hôtelière, d'immeubles à usage d'hébergement de bureaux, de locaux commerciaux, industriels, artisanaux, ou de services publics et / ou plus largement de tout ensemble immobilier à vocation économique pour son propre compte ou le compte de tiers publics ou privés, situés dans les communes d'Allègre les Fumades et d'Alès et leurs environs.

  Capital social : 2 000 000,00 €

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Actionnaires :
ARENADOUR CAPITAL : 95,00%
ARAC Occitanie : 2,50%
SAEM'ALES : 2,50%
Président :
ARENADOUR CAPITAL, RCS DAX n°838 847 051, elle-même représentée par Maxime VILGRAIN
Représentant d'ARAC Occitanie : Aurélien JOUBERT, Directeur Général
Représentant de la SAEM'ALES : Pascal PERRIER, Directeur

Informations comptables et financières

Bilan	31/12/2020	31/12/2021
Actif Immobilisé	2 049 597	1 976 345
Actif circulant	492 414	358 863
Endettement total	1 658 635	1 595 632
Capitaux propres	1 883 375	1 739 597

Compte de résultat	31/12/2020	31/12/2021
Chiffre d'affaires net	10 000	10 000
Charges d'exploitation	114 023	153 972
Résultat d'exploitation	-104 023	- 143 972
Résultat net	-104 387	-143 778

- **Société Immobilière des Fumades - « SAS SIF » :**

RCS Nîmes numéro 878 587 401 immatriculée le 31/10/2019

Siège social : Avenue des Thermes, Maison de l'Eau, 30500 ALLEGRE LES FUMADES

Forme juridique : Société Par Actions Simplifiée

Activité : étude, construction, financement, restructuration, démolition, mise en valeur, réhabilitation d'immeubles bâtis ou non bâtis, d'ouvrages d'infrastructures, d'ensembles immobiliers à vocation thermale et de bien-être, hôtelière, d'immeubles à usages d'hébergement, de bureaux, locaux commerciaux, industriels, artisanaux ou de services publics et plus largement de tout ensemble immobilier à vocation économique, pour son compte ou celui de tiers, publics ou privés.

Capital social : 3 178 000,00 €

Actionnaires :
ARAC Occitanie : 80%
SAEM'ALES : 20%
Président : ARAC Occitanie, elle-même représentée par son Directeur Général, Aurélien JOUBERT
Représentant de la SAEM'ALES : Pascal PERRIER, Directeur

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Informations comptables et financières

Le bilan au 31/12/2020 portait sur un exercice d'une durée de 15 mois, recouvrant la période du 22/10/2019 au 31/12/2020. Les comptes annuels 2021, d'une durée de douze mois font ressortir les chiffres ci-dessous :

Bilan	31/12/2020 (15 mois)	31/12/2021
Immobilisations incorporelles	Mémoire	Mémoire
Immobilisations financières	1 505 537	1 870 250
Actif circulant	2 260 520	1 887 417
Endettement total	588 056	669 000
Capitaux propres	3 178 000	3 178 000

Les bilans et comptes de résultat de ces deux filiales, au titre de l'exercice 2022, sont en cours d'élaboration et n'ont pas été encore communiqués à la date d'établissement du présent rapport.

Participations :

Le tableau ci-dessous récapitule les participations de la société :

Nom de la société	Forme Juridique	Montant de la participation	% de participation
Société d'Exploitation des thermes Alès-Les-Fumades « SAS SETAF »	SAS	50 000 €	2,50%
Société Immobilière des Fumades « SAS SIF »	SAS	635 600 €	20,00%

1.3 RISQUES ET MODALITES DE CONTROLE

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES D'ORDRE FINANCIER, JURIDIQUE, TECHNIQUE OU CONJONCTUREL AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE

Il n'y a pas d'évènement susceptible de remettre en cause de façon significative les comptes de la société pour l'arrêté au 31 décembre 2022.

Toutefois, le premier point à signaler est la **vente** intervenue le 5 janvier 2023, au profit de la SCI IMMO ALES (représentée par Messieurs Brice DUGAS et Joris CASTANON, ophtalmologues), des lots 4 et 11 de l'immeuble INNO'SANTE, sis 9 rue Jules Renard à Alès (30100), cadastré BD, numéro 720, moyennant le prix de 330 000 € HT, soit 396 000 € TTC.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Le second point est à signaler est la **guerre en Ukraine** qui perdure depuis le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie par de nombreux Etats qui ont des incidences sur l'activité de nombreux groupes internationaux et ont une incidence sur l'économie mondiale.

Ainsi, cette situation peut engendrer des incidences sur l'activité économique :

- La situation en Ukraine et les restrictions peuvent créer des difficultés pour les activités de production et de distribution et avoir des incidences sur les ventes, les approvisionnements (hausse des cours des matières premières et du prix de l'énergie), la chaîne de production (non-disponibilité de certaines matières ou composants) et la valeur de certains actifs soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales en Ukraine ;

- Par ailleurs, en matière de financement, la situation des banques russes et ukrainiennes pourrait entraîner un risque de liquidité pour certaines entités ;

- Dans le cas des prestataires de services financiers et en particulier des services de crédit et d'assurance, les risques directs liés aux expositions en Ukraine et en Russie mais également indirectes du fait des répercussions de ce conflit sur les autres clients de ces institutions sont susceptibles d'augmenter.

De plus, dans ce contexte, les risques en matière de cyber-sécurité sont accrus.

L'activité de la SAEM'ALES expose peu la société à ces risques concernant son patrimoine.

Néanmoins, ces évènements pourraient avoir un impact sur ses fournisseurs et notamment dans la chaine d'approvisionnement de certains produits ou dans le risque d'allongement des délais de réalisation de son activité.

A la date d'arrêté des comptes, la société n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de cet évènement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

ETAT DES PROCEDURES DE PREVENTION ET DE DETECTION DES FAITS D'ATTEINTE A LA PROBITE MISES EN ŒUVRE PAR LA SOCIETE

Les mesures mises en place depuis plusieurs années au sein de la société visent à appréhender et à limiter autant que faire se peut les risques et notamment :

Risque de fraude

Guide de procédure interne, guide de passation des marchés, mesures de contrôles internes et audit interne.

Confidentialité des informations auxquelles la société et ses personnels ont accès (en application du Règlement Général sur la Protection des Données –« RGPD »

Depuis 2018 : mise en œuvre de démarches visant à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions, afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles elle a accès et, en particulier, d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations : clause particulière dans les conventions, informations sur les supports de communication, etc.).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Piste d'Audit Fiable (« PAF »)

La Piste d'Audit Fiable consiste à mettre en place des contrôles internes documentés et permanents, afin de reconstituer l'ordre chronologique du processus de facturation, en pouvant justifier une opération comptable à partir de laquelle il doit être possible de remonter par un cheminement ininterrompu à la facture, et réciproquement.

Pour sécuriser le processus de facturation, il convient de respecter les trois conditions suivantes :

→ Authenticité : assurance de l'identité du fournisseur ou de l'émetteur. Le fournisseur doit pouvoir prouver qu'il est à l'origine de la facture (i.e. qu'il a émis la facture lui-même).
→ Intégrité : intégralité des mentions, obligatoires ou non, figurant sur la facture d'origine n'ont pas été modifiées.
→ Lisibilité : format pouvant être lu sans difficulté par l'utilisateur et l'administration. (format PDF préconisé par l'administration).

Pour répondre à cette obligation, la SAEM'ALES s'efforce par ses procédures internes à garantir la substance de la facture, c'est à dire que les factures émises/reçues correspondent à la réalisation d'une livraison de biens ou d'une prestation de service effectivement réalisée et par voie de conséquence la TVA induite.

Ces différentes démarches seront poursuivies et renforcées par la société en interne, mais aussi en lien avec ses intervenants extérieurs habituels (Expert-Comptable et Commissaires aux Comptes notamment).

INFORMATION SUR LES CONTROLES EVENTUELS DONT LA SOCIETE FAIT L'OBJET

La Société n'a fait l'objet d'aucun contrôle au cours de l'année 2022.

1.4 GOUVERNANCE

BILAN DE LA GOUVERNANCE DES ELUS

➢ **Conseils d'Administration**

Les administrateurs se sont réunis à quatre reprises au cours de l'année 2022 :

- **Réunion du 13 janvier 2022 – Principale(s) décision(s) :**

❖ Constatation de la désignation d'un nouveau représentant permanent de la Région Occitanie : le Conseil d'Administration prend acte de la désignation de Madame Aurélie GENOLHER, en lieu et place de Monsieur Jalil BENABDILLAH, en qualité de nouvelle représentante permanente de la Région Occitanie, personne morale administratrice et ce, pour la durée du mandat restant à courir.

❖ Dossier Les Fumades : le Conseil d'Administration, après avoir pris connaissance de la réévaluation du bilan de l'opération de restructuration de la station thermale des Fumades, a décidé :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

- De confirmer la poursuite de l'engagement de la SAEM'ALES dans l'opération, au côté de la SEM ARAC OCCITANIE, malgré la réévaluation du bilan de l'opération à 26 271 000 € HT,

- De donner tous pouvoirs au Président de la SAEM'ALES, ou à toute personne spécialement mandatée par lui, en particulier Monsieur Pascal PERRIER, Directeur de la SAEM'ALES, de voter au sein de la SAS SIF toutes décisions relatives à :

  - L'obtention de financements complémentaires : emprunt complémentaire à négocier avec la Caisse d'Epargne, modification de la Valeur Nette Comptable prévue initialement, augmentation de la durée de la concession, nouvelles subventions,

  - Echanger avec le SIVU de Fumades et/ou la SETAF sur la base des leviers identifiés : durée de la concession, Valeur Nette Comptable permettant de crédibiliser le modèle économique,

- De donner tous pouvoirs au Président de la SAEM'ALES, ou à toute personne spécialement mandatée par lui, en particulier Monsieur Pascal PERRIER, Directeur de la SAEM'ALES, de négocier et de signer tous avenants aux documents juridiques afférents à l'opération, et spécialement :

  - Le Traité de Concession,
  - Le Bail à Construction,
  - La Convention de Mise A Disposition,
  - Le Contrat d'Interface,
  - Ainsi que tous autres contrats nécessaires à la mise en œuvre de cette opération.

- **<u>Réunion du 22 mars 2022 – Principale(s) décision(s) :</u>**

❖ Présentation et arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

❖ Proposition d'affectation du résultat.

❖ Présentation des conventions réglementées (article L.255-38 et suivants du Code de Commerce).

❖ Convocation d'une Assemblée Générale.

❖ Projets immobiliers en cours d'étude :
Autorisation donnée au Président, ou toute personne de son choix dûment habilitée, à poursuivre, à l'aide des fonds propres de la société, dans la limite de 50 000 € HT par exercice, à compter du 1er janvier 2022, toutes études techniques (dont études de sol, environnementales, etc.) et/ou toutes études juridiques préalables à tout contrat, conduites au profit des prospects de la SAEM'ALES.
Le Président, ou toute personne de son choix dûment habilitée, rendront compte au Conseil d'Administration de l'utilisation de ces fonds.

- **<u>Réunion du 20 septembre 2022 – Principale(s) décision(s) :</u>**

❖ Opération LES FUMADES : état d'avancement, mémoire en réclamations des entreprises, complément de financement :
Le Conseil d'Administration, après avoir pris connaissance des réclamations des entreprises pour prise en compte d'une actualisation des marchés suite à la hausse du prix des matières premières et autres travaux supplémentaires, a décidé :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

- D'autoriser la SAEM'ALES, en sa qualité d'associé de la Société Immobilières des Fumades (« SIF »), à compenser au côté de la SEM ARAC OCCITANIE, une partie du préjudice financier subi par les entreprises et des travaux supplémentaires, dans la limite de 1 200 000 € HT,
- D'autoriser le financement de cette somme par une avance en compte courant d'associés dont le montant sera de 960 000 € pour l'ARAC Occitanie et de 240 000 € pour la SAEM'ALES, sur les fonds propres respectifs de ces deux actionnaires de la SIF.

❖ Autorisation de signature d'un avenant mineur à la convention passée avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (« ANRU ») :
Le Conseil d'Administration a autorisé la SAEM'ALES à signer avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (« ANRU »), un avenant mineur à la convention pluriannuelle relative au projet de renouvellement urbain d'Alès, pour reporter l'échéancier.

- **Réunion du 17 novembre 2022 – Principale(s) décision(s) :**

❖ Vente du bien situé au sein du bâtiment INNO'SANTE à Alès :
Le Conseil d'Administration a autorisé la signature avec Monsieur BRICE DUGAS et Monsieur Joris CASTANON, ophtalmologues, ou toute société qu'ils se substitueront, d'un compromis portant sur l'acquisition des lots 4 et 11 de l'immeuble cadastré BD, numéro 720, sis 9 rue Jules Renard à Alès (30100), moyennant le prix de 330 000 € HT, soit 396 000 € TTC, payable comptant le jour de la signature de l'acte authentique, tous les frais, taxes et charges liés à l'acte demeurant à la charge de l'acquéreur.
Ce compromis sera signé sous la condition suspensive d'obtention par l'acquéreur, d'un financement bancaire nécessaire à l'acquisition des biens immobiliers.
Le Conseil d'Administration a donné tous pouvoirs au Président, ou à toute personne de son choix bénéficiant expressément d'une délégation de pouvoir, de négocier les modalités exactes de ce compromis, d'intervenir à l'acte, de signer ledit acte, de réitérer les engagements qui seront ainsi pris en signant l'acte authentique définitif une fois les conditions suspensives levées et, généralement, de faire le nécessaire.

❖ Rachat des actions de la société actionnaire STRAT & COM :

Le Conseil d'Administration a agréé la cession, au profit de la SAEM'ALES, des 10 actions détenues par la Société STRAT & COM, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Arles sous le numéro B 382 763 944, dont le siège social est situé à ALBARON (13123), Mas de Figares, au prix nominal, soit un montant de 218,00 €.
Le Conseil d'Administration a donné tous pouvoirs au Président, ou à toute personne de son choix bénéficiant expressément d'une délégation de pouvoir, de négocier les modalités exactes de cette cession, d'intervenir à l'acte, de signer ledit acte et tout autre qui en seront la suite ou la conséquence et, généralement, de faire le nécessaire.

➢ Assemblées

Les actionnaires se sont réunis une seule fois en 2022 :

- **Assemblée Générale Ordinaire du 31 mai 2022 – Principale(s) décision(s) :**

❖ Rapport sur le gouvernement d'entreprise et rapport financier annuel du Conseil d'Administration sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;

❖ Rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce et approbation de ces conventions ;

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et quitus aux administrateurs ;

- Affectation du résultat ;

- Pouvoirs en vue des formalités.

ELEMENTS DE REMUNERATION, FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS, AINSI QU'AVANTAGES EN NATURE ACCORDES AUX REPRESENTANTS D'ALES AGGLOMERATION AINSI QU'AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Personnes morales administratrices	Représentants permanents	Eléments de rémunération Fixes, variables et exceptionnels	Avantages En Nature
Collège public			
Alès Agglomération :	ALLEMAND Liliane	Aucun	Aucun
	BENEZET Jean-Charles	Aucun	Aucun
	BENSAKOUN Alain	Aucun	Aucun
	BORD Serge	Aucun	Aucun
	CAVAILLE Aimé	Aucun	Aucun
	GRAS Frédéric	Aucun	Aucun
	MAGNE Martine	Aucun	Aucun
	OZIL Cyril	Aucun	Aucun
	PERCHOC Nicolas	Aucun	Aucun
	RIBOT Philippe	Aucun	Aucun
	RIVENQ Christophe	Aucun	Aucun
	ROUSTAN Max	Aucun	Aucun
	TORREILLES Eric	Aucun	Aucun
Région Occitanie :	GENOLHER Aurélie	Aucun	Aucun
Collège privé			
Caisse d'Epargne LR :	BONZI Corinne	Aucun	Aucun
CCI Alès Cévennes :	RUEGGER Colette	Aucun	Aucun
Lyonnaise de Banque :	GILMERT Guy	Aucun	Aucun
SA Auto Christol :	MARTINEZ Alain	Aucun	Aucun

En outre, il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au titre des cinq précédents exercices sociaux.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

SECONDE PARTIE
SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE AU 31/12/2022

2.1 – PRESENTATION DU BILAN

A titre liminaire, nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022, que nous soumettons à votre approbation, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les comptes de bilan de l'exercice 2022 font notamment ressortir les chiffres suivants comparativement à l'exercice 2021 :

BILAN	31/12/2021	31/12/2022
Immobilisations incorporelles	Mémoire	Mémoire
Immobilisations corporelles	4 413 058	4 169 330
Actif circulant	2 923 285	2 803 387
Endettement total	956 168	860 268

Capitaux propres

Les capitaux propres ressortent à 6 704 811 € au 31 décembre 2022 contre 6 722 975 € au 31 décembre 2021, soit une très légère baisse de 0,27 %.

Endettement

L'endettement total à la fin de l'exercice est en baisse de 10,03 % par rapport à l'exercice précédent, passant de 956 168 € en 2021 à 860 268 € en 2022, ce qui permet à la société d'envisager de réinvestir.

2.2 – PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le compte de résultat de l'exercice 2022 fait ressortir les chiffres suivants comparativement à l'exercice 2021 :

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2021	31/12/2022
Chiffre d'affaires net	875 371	1 080 238
Produits d'exploitation	1 013 030	1 231 907
Charges d'exploitation	1 023 808	1 138 358
Résultat d'exploitation	(10 779)	93 549
Résultat financier	(12 025)	(6 940)
Résultat courant	(22 803)	86 609
Résultat exceptionnel	107 337	48 885
Résultat net	61 724	101 314

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_09-DE

Capacité d'autofinancement

L'évolution de la capacité d'autofinancement (« CAF), hors éléments exceptionnels, peut être résumée à l'aide du tableau suivant et laisse notamment ressortir la capacité de la société à générer de la trésorerie et ainsi pouvoir la consacrer à de nouveaux investissements économiques sur le territoire.

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Excédent Brut d'Exploitation	187 308	74 475	573 864	148 818	152 558	245 854
CAF d'exploitation	256 987	166 024	686 150	271 278	381 445	471 045
Remboursement emprunt en capital	159 923	64 914	98 977	101 837	104 800	107 865

Le 12 avril 2023

ANNEXE

Bilan et compte de résultat au 31 décembre 2021

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Direction Commande Publique – Ingénierie du Bâtiment
Réf : VC/LN/SG
Tél. : 04.66.56.43.65

C2023_04_10

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Gestion du service public d'eau potable pour les communes de Deaux et Vézénobres – Lancement d'une concession de service public

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1411-1 et suivants,

Vu le Code de la commande publique relative aux contrats de concession (titre II de la première partie de la partie législative, troisième partie de la partie législative et troisième partie de la partie réglementaire),

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Vu la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux Communautés de Communes,

Vu l'arrêté préfectoral n°20160913-B1-0001 du 13 septembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération Alès Agglomération et des Communautés de Communes Vivre en Cévennes, Pays Grand'Combien et Hautes Cévennes,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la délibération C2020_03_06 du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020 relative à délégation du Conseil de Communauté à Monsieur le Président en application de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, laquelle délègue à Monsieur le Président de la Communauté Alès Agglomération, pendant la durée de son mandat, la saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux pour tout projet de Délégation de Service Public, avant que le Conseil de Communauté se prononce dans les conditions prévues par l'article L1411-4,

Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation de la REAAL en date du 5 octobre 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du mardi 10 octobre 2023, émis au regard du rapport de présentation annexé à la convocation sur le choix des modes de gestion du service public d'eau potable pour les communes de Deaux et Vézénobres,

Considérant que la Communauté Alès Agglomération est compétente en matière d'eau potable, comprenant la production, le transport et la distribution d'eau potable, depuis le 1er janvier 2020, sur les périmètres des communes de Deaux et Vézénobres.

Considérant que l'ancien Syndicat de la Mayre avait choisi de confier la gestion de son service à la société VEOLIA par un contrat de délégation de service public à compter du 1er janvier 2013, pour une durée de 12 ans. Au 1er janvier 2020, le Syndicat a été automatiquement dissous et la compétence a été transférée à Alès Agglomération ainsi que le contrat avec VEOLIA,

Considérant que les modalités de gestion sont actuellement les suivantes pour les communes de Deaux et Vézénobres : délégation de service public, dont le contrat arrive à échéance le 31 décembre 2024,

Considérant la nécessité d'envisager les conséquences du choix du mode de gestion du service d'eau potable en termes tant de responsabilité réglementaire et sécuritaire qu'en termes financiers,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service et d'apporter l'expertise nécessaire au fonctionnement du service, dont la nouvelle gestion devra être en place au 1er janvier 2025,

Considérant que le patrimoine d'eau potable, à fin 2022, est le suivant :

- Pour la production d'eau potable : 2 ouvrages de prélèvement (puits de la Gare, puits des Hyerles) et 1 installation de production (commande et alimentation électrique des puits, 1200 m^3/j).
- Pour la distribution d'eau potable :
  - 1 réservoir semi-enterré d'une capacité de 500 m^3 associé à une station de reprise équipée d'une chloration gazeuse (Village, sur la commune de Vézénobres) ;
  - 1 réservoir sur tour d'une capacité de 310 m^3 ;
  - 49,95 km de réseau de distribution ;
  - 1 374 compteurs / branchements ;
  - 8 débitmètres de sectorisation,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

Considérant qu'au titre des caractéristiques des prestations déléguées, le concessionnaire aura en charge l'exploitation de l'ensemble du service, comprenant en particulier ce qui suit :

- L'exploitation des ouvrages de production et de stockage,
- L'exploitation du réseau d'adduction, de distribution d'eau potable, y compris ouvrages de pompage,
- L'entretien et le renouvellement des équipements,
- La réalisation des travaux attribués à titre exclusif,
- La gestion et la mise à jour régulière des documents du service,
- La gestion des abonnés (y compris l'information aux usagers),
- La facturation et le recouvrement des redevances (y compris celles des organismes d'État),
- La fourniture régulière et sur demande à la Collectivité de toutes informations et synthèses sur le fonctionnement technique et financier du service,

Considérant que les prestations qui seront demandées au concessionnaire seront précisées dans le cahier des charges ; les candidats devront l'accepter dans son intégralité et en outre :

- Préciser les moyens qui seront mis en œuvre pour assurer la qualité du service rendu et maintenir au meilleur état le patrimoine du service,
- Proposer les tarifs permettant la mise en œuvre de ces moyens,

Considérant qu'au regard des obligations mises à la charge du concessionnaire, il est proposé un contrat de concession de service public pour la gestion du service public d'eau potable d'une durée de 7 ans, à compter du 1er janvier 2025,

Considérant qu'il appartient au Conseil de Communauté, assemblée délibérante, au vu du rapport d'opportunité annexé à la présente délibération présentant les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire, ce rapport ayant été également joint aux convocations remises aux membres du Conseil de Communauté, de se prononcer sur le principe de la concession de service public pour la gestion du service public d'eau potable des communes de Deaux et Vézénobres.

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

le principe de la concession de service public, à partir du 1er janvier 2025, pour la gestion du service public d'eau potable des communes de Deaux et Vézénobres, pour une durée de 7 ans et les caractéristiques principales de la concession de service public telles que définies dans le rapport de présentation annexé à la présente délibération.

AUTORISE

Monsieur le Président à engager toutes démarches et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération en particulier pour la mise en œuvre et le bon déroulement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, notamment :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

- Lancer la consultation des opérateurs économiques en vue de l'attribution d'une concession de service public pour la gestion du service public de l'eau potable des communes de Deaux et Vézénobres permettant la présentation d'offres concurrentes selon la procédure prévue aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions du Code de la Commande publique relatifs aux contrats de concession,

- Mener les négociations en vue de la sélection du ou des opérateurs économiques et l'attribution de la convention de concession de service public. La collectivité se réserve néanmoins la possibilité d'interrompre la procédure pour motif d'intérêt général en particulier dans l'éventualité, où le fruit de la mise en concurrence ne produirait pas de résultats favorables aux usagers du service ou à l'intérêt du service,

- Signer tous documents et actes utiles nécessaires à la mise en œuvre de la procédure.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

S36
ALES AGGLOMERATION

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

RAPPORT SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE DES COMMUNES DE DEAUX ET VEZENOBRES

RAPPORT VALANT NOTE DE SYNTHESE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

SOMMAIRE

CHAPITRE 1. PRESENTATION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE4

1.1. Les usagers du service d'eau potable4
1.2. Le patrimoine du service d'eau potable à fin 20224
1.3. Les performances du service d'eau potable5
1.3.1. La production d'eau potable5
1.3.2. La distribution d'eau potable5
1.3.2.1. Qualité de l'eau distribuée5
1.3.2.2. Performances du réseau de distribution5
1.4. Les recettes du service d'eau potable6
1.5. La redevance du service d'eau potable7

CHAPITRE 2. PRESENTATION DES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES POUR LE SERVICE D'EAU POTABLE8

2.1. Les objectifs du service public d'eau potable8
2.2. Les différents modes de gestion pour un service public d'eau potable9
2.2.1. Les différents modes d'organisation et de gestion envisageables9
2.2.1.1. La gestion directe en régie9
2.2.1.2. La concession de service public11
2.3. Synthèse comparative des modes de gestion possibles13

CHAPITRE 3. DETERMINANTS DU CHOIX DU MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE14

3.1. Critères à considérer dans le cadre d'un choix de mode de gestion de service d'eau potable14
3.2. Conséquences de la mise en place de chaque mode de gestion et principaux enjeux15

CHAPITRE 4. PROPOSITION DU MODE DE GESTION16

4.1. Choix de la concession de service public16
4.2. Durée du contrat de concession de service public16
4.3. Cadre de la mise en concurrence17

CHAPITRE 5. OBJET, DUREE ET CARACTERISTIQUES DE LA CONCESSION18

5.1. Description sommaire du contrat de concession18
5.2. Caractéristiques du futur contrat19

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

PREAMBULE

La Communauté Alès Agglomération est compétente en matière d'eau potable, comprenant la production, le transport et la distribution d'eau potable, depuis le 1er janvier 2020. Avant 2020, cette compétence était gérée en propre par les communes ou par des syndicats - le Syndicat de la Mayre en ce qui concerne les communes de Deaux et de Vézénobres.

Le Syndicat de la Mayre avait choisi de confier la gestion de son service à la société VEOLIA par un contrat de délégation de service public à compter du 1er janvier 2013, pour une durée de 12 ans. Au 1er janvier 2020, le syndicat a été automatiquement dissous et la compétence a été transférée à Alès Agglomération ainsi que le contrat avec VEOLIA.

Ce contrat arrivera à échéance le 31 décembre 2024.

Pour assurer la continuité du service, un nouveau gestionnaire devra être en place au 1er janvier 2025.

Avant de lancer une procédure pour désigner, le cas échéant, un délégataire (désormais dénommé concessionnaire par le code de la commande publique), le code général des collectivités territoriales prévoit, dans son article L.1411-4, que l'assemblée délibérante se prononce sur le principe de la concession de service public et plus précisément qu'elle statue au vu d'un rapport contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le concessionnaire. La Collectivité disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux en application des dispositions de l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales, l'Agglomération est soumise à l'obligation de recueillir l'avis consultatif de cette dernière.

Le présent rapport a pour objet de présenter les caractéristiques des modes de gestion envisageables pour assurer la continuité du service public d'eau potable sur le territoire des communes de Deaux et Vézénobres ainsi que les conséquences techniques et financières auxquelles l'Agglomération devrait faire face en fonction du choix retenu.

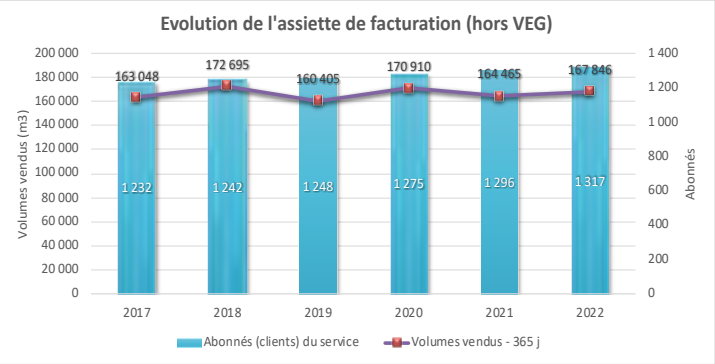
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

CHAPITRE 1. PRESENTATION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

1.1. Les usagers du service d'eau potable

En 2022, le service d'eau potable des communes de Deaux et Vézénobres comptait **1 317 abonnés** pour une population desservie estimée à 2 585 habitants.

Le **volume facturé** s'est élevé en 2022 à **167 846 m³**.



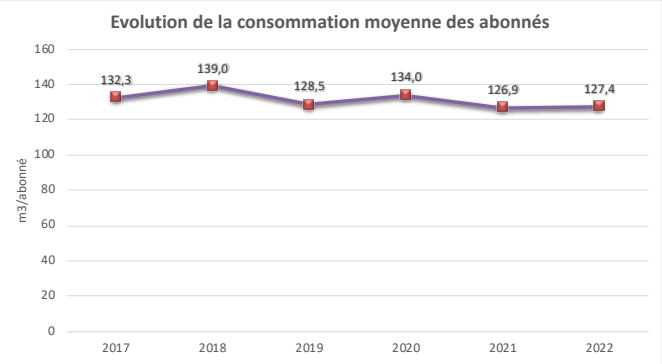


Illustration 1. Données clientèle à fin 2022

Sur le périmètre étudié, l**a consommation par abonné** se porte à **127,4 m³/abonné/an** en 2022, consommation supérieure à la **consommation nationale annuelle moyenne constatée sur les dernières années (de l'ordre de 100 m³/an/ab).**

1.2. Le patrimoine du service d'eau potable à fin 2022

Le patrimoine du service d'eau potable comprend les installations suivantes :

- Pour la production d'eau potable : **2 ouvrages de prélèvement** (puits de la Gare, puits des Hyerles) et 1 installation de production (commande et alimentation électrique des puits, 1200 m³/j)
- Pour la distribution d'eau potable :
  - **1 réservoir semi-enterré** d'une capacité de 500 m³ **associé à une station de reprise équipée d'une chloration gazeuse** (Village, sur la commune de Vézénobres)
  - **1 réservoir sur tour** d'une capacité de 310 m³
  - **49,95 km** de réseau de distribution
  - **1374 compteurs** / branchements
  - 8 débitmètres de sectorisation

A noter que certains ouvrages nécessitent des travaux importants ces prochaines années :

- Les **câbles d'alimentation électrique des puits** sont dysfonctionnels (2 sur 4 étant même à l'arrêt actuellement), ce qui menace fortement la continuité du service,
- Les **équipements hydrauliques** (canalisations surtout) et le **génie civil de la reprise et du réservoir semi-enterré Village** sont en très mauvais état et nécessitent d'important travaux de renouvellement/réhabilitation. Ces travaux sont très complexes à mettre en place, conséquence de la situation géographique de l'ouvrage, en plein centre historique de la commune de Vézénobres (accès limité). A noter que la collectivité va faire réaliser en 2024 les travaux de reprise du Génie-Civil uniquement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

1.3. Les performances du service d'eau potable

1.3.1. La production d'eau potable

Le service ne dispose d'aucune convention d'achat d'eau auprès d'autres services : l'intégralité de l'eau distribuée aux abonnés du service est produite sur le territoire.

Le **volume produit** s'est élevé en 2022 à **258 394 m³** et le **volume prélevé** à **260 847 m³.**

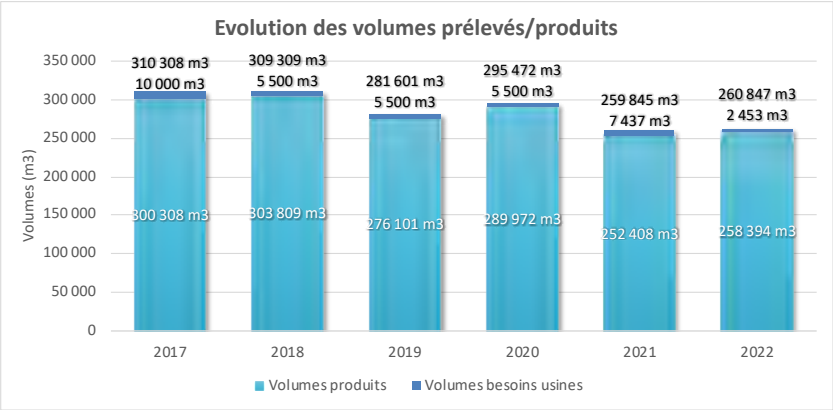


Illustration 2. Données de prélèvement et de production d'eau à fin 2022

1.3.2. La distribution d'eau potable

1.3.2.1. Qualité de l'eau distribuée

La conformité de l'eau distribuée en 2022 pour les prélèvements réglementaires ARS et pour les prélèvements d'autocontrôle est la suivante :

- Taux de conformité physico-chimique : 100 %
- Taux de conformité microbiologique : 100 %

L'eau distribuée sur le service est de **très bonne qualité sanitaire**, conforme aux exigences nécessaires à sa mise en distribution pour consommation.

Toutefois, on note la présence d'une concentration résiduelle en manganèse et en fer, qui peut parfois incommoder certains usagers (coloration locale et passagère de l'eau). Il n'existe pas d'installation, sur le périmètre, permettant d'éliminer ces résidus. Des purges de réseau sont alors parfois nécessaires.

1.3.2.2. Performances du réseau de distribution

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre :

- d'une part, le volume consommé autorisé. Les volumes consommés autorisés sont la somme :
  - des volumes comptabilisés aux compteurs,
  - des volumes sans comptage qui sont les volumes utilisés pour les essais de poteau incendie, l'arrosage d'espace vert, le nettoyage de voirie, les chasses d'eau sur le réseau, d'assainissement, les fontaines.
  - des volumes de service qui sont les volumes utilisés pour le nettoyage des réservoirs, la désinfection après travaux, la purge et le lavage des conduites, les surpresseurs, les pissettes et les analyseurs de chlore.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

- d'autre part, le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable.

L'indice linéaire de pertes est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaire de branchements). Les pertes sont constituées :

- des pertes apparentes (volumes détournés sur le réseau, volumes résultant d'erreur de comptage),
- des pertes réelles (fuites sur les canalisations, les branchements ou les réservoirs).

Les performances 2022 du service sont les suivantes :

- Rendement : 66,8 %
- Indice Linéaire de Pertes : 5,02 m^3/km/j

Les performances 2022 ont montré un léger recul par rapport aux années précédentes, durant lesquelles une amélioration avait été constatée.

1.4. Les recettes du service d'eau potable

La facturation du service d'eau potable a induit 510 308 € de recettes globales en, réparties comme suit :

- Un chiffre d'affaire de 216 531 € pour le délégataire (54%)
  - 185 390 € de recettes d'exploitation
  - 31 141 € de produits accessoires
- 181 522 € de recettes pour la collectivité et autres organismes publics (46%)

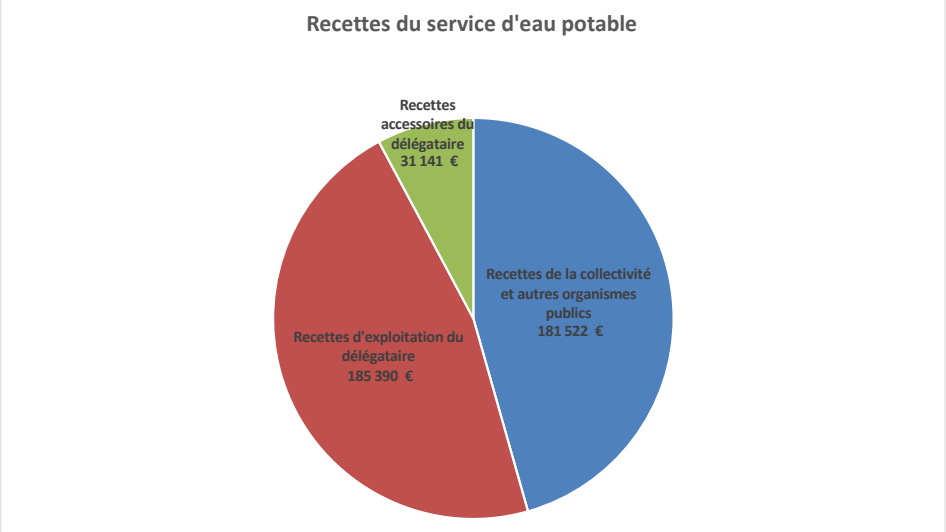


Illustration 1 : Répartition des recettes d'exploitation du service en 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

1.5. La redevance du service d'eau potable

La redevance payée par l'ensemble des usagers est composée de parts destinées :

- Au délégataire
- A la collectivité
- A l'Agence de l'eau
- Et de la TVA

La part destinée au délégataire est composée :

- D'une part fixe par an et par abonné
- D'une part proportionnelle au volume d'eau potable consommé par les abonnés

La part destinée à la collectivité est composée de la seule part fixe.

Au 1er janvier 2023, la tarification du service est la suivante :

PART DELEGATAIRE	
Abonnement (€ HT/abonné/an)	39,0633
Part proportionnelle (€HT/m³)	0,9400
PART COLLECTIVITE	
Abonnement (€HT/abonné/an)	23,1800
Part proportionnelle (€HT/m³)	0,6228
PART AGENCE DE L'EAU	
Préservation de la ressource (€HT/m³)	0,1350
Redevance pollution (€HT/m³)	0,2800
TVA	5,5%
Facture HTR pour 120m³ par an (€)	**249,78**
Facture TTC pour 120m³ par an (€)	**316,06**
Prix moyen HT du m3 pour 120m³ par an (€/m³)	**2,08**
Prix moyen TTC du m3 pour 120m³ par an (€/m³)	**2,63**

Tableau 2 : Montants de la redevance eau potable en 2023

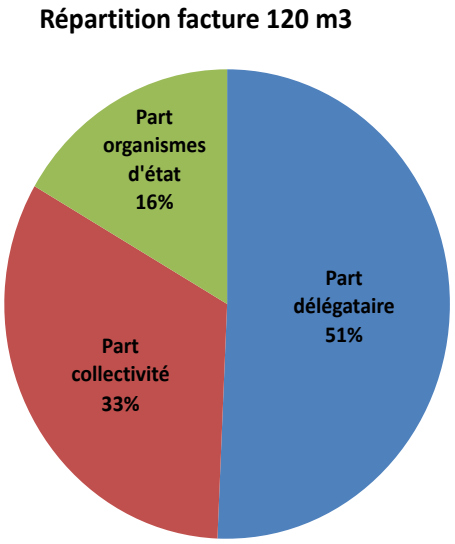


Illustration 3 : Décomposition des montants perçus sur la facture 120 m3 au 1er janvier 2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

CHAPITRE 2. PRESENTATION DES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES POUR LE SERVICE D'EAU POTABLE

2.1. Les objectifs du service public d'eau potable

- Etendue de la compétence :

Les communes sont compétentes en matière de distribution d'eau potable (Article L2224-7 du CGCT).

A ce titre, les communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale :

- définissent, dans le respect de l'égalité de traitement des usagers et en fonction du contexte géographique et sociologique, les zones du territoire communal qui ont vocation à être desservies par le réseau de distribution collectif.
- sont chargées de recenser les forages et captages individuels (Article L2224-9 du CGCT).

- Qualité de l'eau

Concernant la qualité de l'eau, l'Arrêté du 30 décembre 2022 fixe le programme minimum d'analyses à réaliser pour garantir la potabilité de l'eau distribuée aux usagers.

- Prise en compte des aspects sociaux

Sur la nécessité de prendre en compte les aspects sociaux, on retiendra que la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 (codifié au L.210-1 du code de l'environnement) établit dans son Article 1 que: « *Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable* ***dans des conditions économiquement acceptables par tous.*** ».

De ce point est notamment issu le Décret du 13 août 2008 et ses modifications qui encadrent strictement les procédures à suivre en cas de coupures d'eau qui pourraient affecter des usagers économiquement faibles[1].

Par ailleurs, la loi Warsman du 22 mars 2012 prévoit également le plafonnement des factures d'eau en cas de fuite fortuite chez les usagers.

Enfin concernant la problématique des impayés, la loi Brottes du 15 avril 2013 interdit désormais à tout distributeur de couper l'alimentation en eau, et ce tout au long de l'année dans une résidence principale, même en cas de non-paiement de la facture (pour tous les consommateurs sans distinction de revenus).

- Prise en compte des aspects environnementaux

La gestion de l'eau et en particulier de la ressource dépasse le cadre communal et doit prendre en compte notamment les enjeux européens définis dans la Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000.

Sur le modèle qui était déjà en place en France, la gestion de l'eau en Europe est mise en place à l'échelle d'un bassin hydrographique. Un enjeu majeur est d'organiser :

- les relations et le partage des ressources entre les différents acteurs et notamment, en plus des usagers domestiques, les agriculteurs et les industriels ;
- la solidarité interrégionale voire nationale pour compenser les très fortes inégalités territoriales.

[1] **Article L115-3 du Code de l'action sociale des familles (extraits) :**
« toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, au regard notamment de son patrimoine, de l'insuffisance de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la Collectivité pour disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques dans son logement. En cas de non-paiement des factures, la fourniture d'énergie, d'eau ainsi que d'un service téléphonique restreint est maintenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'aide. Lorsqu'un consommateur n'a pas procédé au paiement de sa facture, le fournisseur d'électricité, de chaleur, de gaz ou le distributeur d'eau l'avise par courrier du délai et des conditions, définis par décret, dans lesquels la fourniture peut être réduite ou suspendue à défaut de règlement. »

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

2.2. Les différents modes de gestion pour un service public d'eau potable

2.2.1. Les différents modes d'organisation et de gestion envisageables

La production et la distribution d'eau sont librement organisées par la collectivité en vertu du principe de libre administration des collectivités territoriales, qui se manifeste de façon primordiale dans le choix du mode de gestion : le service peut être assuré par la collectivité elle-même (gestion directe) ou confié à une entreprise privée (gestion déléguée).

2.2.1.1. La gestion directe en régie

La gestion du service en régie signifie que la collectivité prend en charge le service directement et en exclusivité, en conséquence :

- Elle a autorité directe et totale sur l'exécution du service ;
- Elle assure seule le financement des investissements ;
- Elle supporte la totalité du déficit éventuel du service.

La régie n'exclut toutefois pas l'intervention d'un opérateur privé en qualité de prestataire de services.

Il existe deux types de régie pour la gestion des services à caractère industriel et commercial[2]:

- les régies à seule autonomie financière ;
- les régies à personnalité morale et autonomie financière.

Le degré d'autonomie de la régie dépend du type retenu :

- La **régie dotée de la seule autonomie financière** peut se définir comme un organisme individualisé mais intégré dans la personnalité juridique de la collectivité qui l'a créée. Le conseil d'exploitation d'une telle régie n'a que des prérogatives limitées. L'essentiel des pouvoirs est conservé par l'assemblée délibérante de la collectivité. Le Président est l'ordonnateur.
- La **régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière** présente la caractéristique d'être un service public d'une collectivité locale que celle-ci souhaite individualiser d'une manière beaucoup plus affirmée. Elle est dotée d'une autonomie accrue, son conseil d'administration, différent de l'assemblée délibérante, disposant de l'essentiel des pouvoirs. L'ordonnateur est le directeur.

La collectivité locale qui a créé la régie, quel que soit son type, joue sur celle-ci un rôle prépondérant. Ainsi, c'est l'organe délibérant de la collectivité :

- qui définit les statuts,
- qui établit les règles générales d'organisation et de fonctionnement,
- qui désigne les membres du conseil d'administration ou du conseil d'exploitation parmi lesquels les élus de la collectivité sont majoritaires.

[2] A noter également qu'il existe un troisième type de régie : la régie directe pour laquelle l'activité est un simple service de la Collectivité, sans budget autonome ni personnalité juridique.
Ce type de régie n'est acceptable que pour les communes entrant dans l'une des deux catégories suivantes :
1. Régies municipales antérieures au 28 décembre 1926
2. Services de distribution d'eau potable et d'assainissement des communes de moins de 500 habitants.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

CONSEQUENCES DE LA GESTION DIRECTE :

Pour la Collectivité :

- Elle définit l'organisation et les orientations stratégiques du service public.
- Elle assume la responsabilité financière et technique des investissements et de l'exploitation du service.
- Elle assume la responsabilité opérationnelle du service.
- Elle est l'interlocutrice unique des usagers pour les questions portant :
  - sur l'organisation et la vocation du service public ;
  - sur les problèmes de fonctionnement quotidiens.

Pour les opérateurs privés :

- Ils interviennent pour la collectivité en suivant les règles de la commande publique.
- Ils assurent des prestations précises et limitées définies contractuellement.
- Leur responsabilité est limitée à la mission ponctuelle qui leur est confiée.
- Ils sont rémunérés forfaitairement indépendamment du fonctionnement global du service.
- Ils n'ont pas d'intérêt spécifique, autre que le respect des clauses contractuelles, la pérennité du patrimoine et la satisfaction des usagers.
- Ils ne rendent pas de comptes directement auprès des usagers.

Pour les usagers :

- Ils peuvent avoir des représentants au sein du conseil d'exploitation ou d'administration de la Régie.
- Ils ont la collectivité comme interlocuteur unique.

Le prix du service :

- La redevance ne comporte qu'une seule composante : la part Collectivité.
- Le montant de la redevance est fixé chaque année par délibération.
- Le montant des recettes de la collectivité doit permettre de couvrir :
  - les charges liées à l'exploitation du service ;
  - les charges liées aux investissements et aux amortissements.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

2.2.1.2. La concession de service public

Ce mode de gestion, strictement encadré par la réglementation (articles L.1411-1 et L.1411-2 à L.1411- 9 du Code général des collectivités territoriales et Article L.1121-1 du Code de la commande publique) permet à la Collectivité de confier à une entreprise l'exécution d'un service public, tout en conservant sa maîtrise, par le biais d'une convention de concession de service public.

La « concession de service public », selon le code de la commande publique, correspond aussi à l'appellation « délégation de service public » au sens général. Les termes d'affermage et de concession (avec investissements) restent les appellations usuelles de ce type de contrat.

L'entreprise assure l'exécution du service avec son propre personnel selon les méthodes de la gestion privée et à ses risques et périls. La Collectivité lui octroie, généralement, en contrepartie, un monopole d'exploitation du service. L'une des caractéristiques essentielles des modes de gestion concédés concerne **le risque financier lié à l'exploitation du service** : il ne pèse pas sur la seule Collectivité mais, en tout ou partie, sur l'entreprise concessionnaire, qui se rémunère sur la redevance payée par les usagers du service. Cette notion de risque et péril financier, fondamentale pour distinguer une concession de service public d'un marché public se traduit dans les actes par la forme de la rémunération du concessionnaire qui doit être **« substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service ».** Dans le cas d'un service d'eau potable, une rémunération proportionnelle au volume consommé par les usagers sera considérée comme liée aux résultats du service.

Cette particularité, associée à la nécessité de mettre en place une relation de confiance sur le long terme entre le concessionnaire et la Collectivité, a conduit le législateur à laisser à la Collectivité une grande liberté pour faire appel à l'entreprise de son choix. La Collectivité négocie donc les conditions de la convention de concession avec les candidats tout en respectant les principes de la commande publique :

- Liberté d'accès à tous les concurrents,
- Egalite de traitement entre les candidats,
- Transparence de la procédure.

La Collectivité garde la maîtrise du service dans la mesure où :

- l'entreprise est tenue de rendre compte de sa gestion sur les plans technique et financier,
- la Collectivité dispose des moyens juridiques nécessaires pour assurer, quoi qu'il arrive, le fonctionnement du service ou pour modifier son organisation (pouvoir d'infliger des sanctions à l'entreprise, de provoquer une modification du contrat ou même de le résilier pour des motifs tenant à l'organisation du service ou tirés de l'intérêt général).

Ainsi, même lorsqu'elle passe une convention avec un concessionnaire, la Collectivité concédante doit conserver les missions d'organisation du service ainsi que de définition de ses caractéristiques essentielles. En outre, elle est tenue d'assurer un contrôle régulier de l'activité du concessionnaire notamment au vu des comptes rendus techniques et financiers annuels.

Dans le cadre de ce mode de gestion, la Collectivité peut également confier au concessionnaire le **financement et la réalisation de travaux de premier établissement** des ouvrages du service et leur exploitation pendant une durée déterminée. En contrepartie, le concessionnaire peut prélever une redevance directement auprès des usagers du service public.
Le concessionnaire assume alors **les risques techniques et financiers** liés :

- à la réalisation des ouvrages prévus dans le contrat,
- à l'exploitation du service,
- au recouvrement de la redevance auprès des usagers.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

CONSEQUENCES DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC :

Pour la Collectivité :

- Elle définit l'organisation et les orientations stratégiques du service.
- Elle peut choisir d'assumer la responsabilité financière et technique des investissements.
- Elle met au point et fait évoluer le cahier des charges de la concession.
- Elle désigne le concessionnaire.
- Elle contrôle la bonne exécution de la mission et s'assure de la satisfaction des usagers.
- Elle est l'interlocutrice des usagers pour les questions d'organisation et d'orientation du service public.

Pour les opérateurs privés

Le Concessionnaire

- Dans le cas où la Collectivité lui confie la réalisation d'ouvrages, il en assume la responsabilité technique et financière.
- Il assume la responsabilité technique et financière de l'exploitation du service.
- Il est l'interlocuteur direct des usagers pour les problèmes d'exploitation.
- Il est rémunéré en fonction de l'activité du service.
- Il est directement intéressé par le maintien du bon état du patrimoine et par la réalisation de gains de productivité.

Les autres prestataires

- Ils sont choisis directement par le concessionnaire.
- Ils ne sont pas liés contractuellement à la Collectivité.
- Ils interviennent sous l'entière responsabilité du concessionnaire.
- Ils sont rémunérés directement par le concessionnaire.

Pour les usagers

- Ils peuvent participer à la gestion du service par le biais d'un organe consultatif.
- Ils sont en contact à la fois avec la Collectivité et avec le concessionnaire.

Le prix du service

- La redevance comporte deux composantes :
  - Une part Collectivité fixée chaque année par délibération,
  - Une part Concessionnaire fixée contractuellement pour la durée de la convention.
- Le montant des recettes de la Collectivité doit permettre de couvrir :
  - Ses frais généraux,
  - Les charges liées aux investissements et aux amortissements.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

2.3. Synthèse comparative des modes de gestion possibles

Mode de gestion	REGIE DIRECTE	CONCESSION DE SERVICE PUBLIC
Risque technique	Assumé directement par la Collectivité	Assumé intégralement par le concessionnaire
Implication de la Collectivité dans la gestion du service	Fort : Maîtrise de l'ensemble des choix par la Collectivité	Faible à moyenne : selon le souhait de la collectivité
Implications organisationnelles pour la Collectivité	Service à mettre en place, en partie Service clientèle et exploitation à mettre en place sur ce secteur	Pas d'impact
Transparence de la gestion	Forte	En fonction de l'implication de la Collectivité
Maîtrise des décisions liées à l'exploitation du service	Forte	Limitée
Risque financier	Assumé intégralement par la Collectivité	Assumé intégralement par le concessionnaire pour la part exploitation
Investissements au démarrage du contrat	Oui, investissements liés à la mise en place ou à l'évolution du service et avance de trésorerie nécessaire	Non, pris en charge par le concessionnaire
Coût du service	Dépend de l'efficacité de la gestion	Dépend de la mise en concurrence

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

CHAPITRE 3. DETERMINANTS DU CHOIX DU MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

3.1. Critères à considérer dans le cadre d'un choix de mode de gestion de service d'eau potable

- Conséquences en termes de responsabilité technique et financière
  - Responsabilité technique en cas de distribution d'eau non-conforme ou de manque d'eau,
  - Responsabilité financière en cas d'impayés importants sur le service ou en cas de baisse de l'assiette de facturation (nombre d'abonnés / volume facturé).
- Souhait d'implication des acteurs avec notamment le niveau de maîtrise souhaité par la Collectivité
- Expertise technique nécessaire pour exploiter les installations – Moyens techniques en cas de crise
- Conséquences organisationnelles pour la Collectivité
  - Nouveau périmètre du service à mettre en place, recrutements de personnel compétent à réaliser,
  - Service d'astreinte à mettre en place sur ce secteur,
  - Service clientèle à mettre en place sur ce secteur.
- Conséquences financières
  - Coût du service pour les usagers,
  - Investissements à réaliser au démarrage,
  - Nécessité de disposer d'une avance de trésorerie,
  - Possibilité de négociation du contrat,
  - Possibilité de mutualisation des coûts du service,
  - Niveau de concurrence sur le secteur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

3.2. Conséquences de la mise en place de chaque mode de gestion et principaux enjeux

Le tableau ci-dessous synthétise les principaux enjeux liés à la mise en place des modes de gestion :

	Régie	Concession
ASPECTS TECHNIQUES		
Maîtrise du service	Le plus favorable pour maitriser le service	Le moins favorable : limité au suivi et contrôle par la Collectivité
Exposition à la responsabilité	Maintien du risque à la collectivité : **Gestion sous la responsabilité directe de la Collectivité**	Transfert des risques : **Gestion du service aux risques et périls de l'exploitant**
Gestion des Ressources Humaines	Le plus complexe : recrutement et gestion du personnel d'exploitation nécessaires	Le plus simple en termes de ressources humaines (personnel privé)
Expertise du service		Le plus favorable en matière d'expertise des équipements complexes
Gestion des crises/astreinte		Le plus favorable en matière de gestion de crise : **Gestion du service aux risques et périls de l'exploitant**
Gestion de l'entretien et du renouvellement	Le plus favorable par adéquation de l'amortissement technique et comptable	
ASPECTS ECONOMIQUES		
Risque financier sur les recettes	Risque commercial porté par la Collectivité (variation assiettes)	Le plus favorable par transfert du plus de risque : **Gestion du service aux risques et périls de l'exploitant**
Charges diverses	Le plus favorable (absence de marge, impôts spécifiques ou frais généraux)	
ASPECTS ORGANISATIONNELS		
Mutualisation		Le plus favorable par effet de groupe (dans la gestion du personnel comme dans les achats et les moyens techniques)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

CHAPITRE 4. PROPOSITION DU MODE DE GESTION

4.1. Choix de la concession de service public

Le choix du **recours à un opérateur spécialisé privé par le biais d'un contrat de concession de service public pour la gestion du service d'eau potable des communes de Deaux et Vézénobres** apparait comme le plus pertinent pour les raisons suivantes :

- **Profiter de l'expertise d'un opérateur privé** qui sera à même :
  - de mettre à disposition du service des moyens humains qualifiés et spécialisés dans l'exploitation des ouvrages d'eau potable ;
  - de mutualiser son personnel sur plusieurs contrats en n'affectant au service de la Collectivité que le personnel strictement nécessaire ;
  - de proposer et de financer à court terme des investissements nécessaires à la remise à niveau du service, pour sécuriser les installations et la continuité du service dans un contexte pouvant être difficile (situation géographique) ;
- **Garantir au mieux la continuité du service** en faisant profiter le service de sa structure globale, permettant notamment la mise à disposition de moyens humains et techniques complémentaires en cas de situation d'urgences ;
- **Limiter la responsabilité des élus** en cas d'incident sanitaire sur l'eau mise en distribution.

4.2. Durée du contrat de concession de service public

L'article L.3114-8 du code de la commande publique impose que la durée des contrats de concession des services publics d'eau potable n'excède pas 20 ans (en-dehors des cas de concession nécessitant l'amortissement des biens mis en place par le concessionnaire sur une période plus longue).

D'autre part, pour permettre au concessionnaire d'amortir au maximum les investissements, en termes financiers, humains et matériels, qu'il devra mettre en place pour exploiter le service de manière optimale, il apparaît judicieux de prévoir une durée d'au moins 6 ans pour le contrat.

Une **durée de contrat de 7 ans** permettra d'harmoniser son échéance avec celle du principal contrat de concession de l'Agglomération, soit au 31 décembre 2031, facilitant ainsi, à terme, l'éventuelle harmonisation de la gestion de l'eau sur le territoire d'Alès Agglomération.

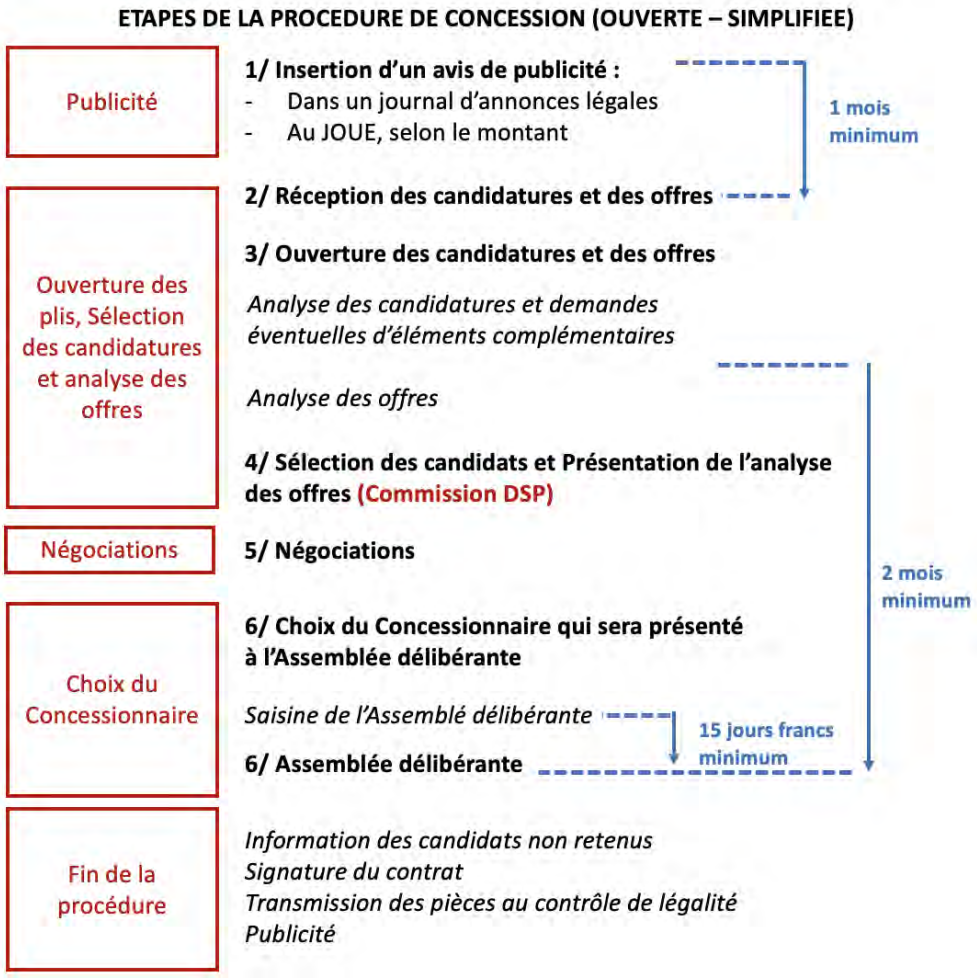
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

4.3. Cadre de la mise en concurrence

Les enjeux pour la commune seront ainsi de :

- Sélectionner un concessionnaire **compétent, réactif et fiable** qui présentera le maximum de **garantie pour assurer la continuité d'un service de qualité,**
- Fixer un **prix qui soit le plus avantageux possible** pour les usagers mais qui garantisse une rémunération suffisante au concessionnaire pour qu'il puisse accomplir sa mission dans les meilleures conditions.

La sélection du concessionnaire passe par un fonctionnement optimal de la mise en concurrence des opérateurs privés dans le respect du cadre suivant fixé par le code général des collectivités territoriales pour ce type de consultation :



Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

CHAPITRE 5. OBJET, DUREE ET CARACTERISTIQUES DE LA CONCESSION

5.1. Description sommaire du contrat de concession

Alès Agglomération souhaite approuver le principe de la Concession de Service Public pour le service d'eau potable des communes de Deaux et Vézénobres. Par conséquent, elle souhaite lancer une procédure pour le choix du titulaire du contrat de Concession de Service Public.

Le contrat serait d'une durée de 7 ans. L'objet de ce contrat comprend notamment le soin exclusif d'assurer la gestion du service de l'eau potable pour les ressources, les unités de traitement, les réservoirs, les surpresseurs et les réseaux de distribution.

La gestion du service inclut :

- la fourniture constante à tous les usagers d'une eau présentant les qualités chimiques, physiques et bactériologiques imposées par la réglementation en vigueur,
- l'exploitation des installations de prélèvement, de production, d'adduction, de stockage, et de distribution d'eau potable de façon à assurer la continuité du service aux usagers,
- l'entretien, la surveillance, la maintenance, les réparations et le renouvellement des équipements,
- la réalisation des travaux prévus au présent contrat,
- la tenue à jour de l'inventaire du patrimoine matériel et immatériel du service, le recueil et la valorisation des informations relatives au fonctionnement des installations et à l'exécution du service,
- la conduite des relations avec les usagers du service et la gestion clientèle associée,
- l'obligation de facturer, percevoir et recouvrir auprès des abonnés la redevance due en contrepartie du service concédé, y compris facturation pour compte de tiers,
- la conduite des relations avec la Collectivité comprenant la fourniture régulière et sur demande de toutes informations et synthèses sur la gestion et le fonctionnement technique et financier du service.

La collectivité conserve le contrôle du service concédé doit obtenir du concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

5.2. Caractéristiques du futur contrat

Objet du contrat

Gestion du service public d'eau potable : gestion des ouvrages de prélèvements et de traitement des eaux brutes, gestion des réseaux de distribution d'eau y compris des surpresseurs et des stations de reprise.

Périmètre du contrat

Le périmètre du service correspond aux limites territoriales des communes de Deaux et Vézénobres.

Régime des responsabilités

Le concessionnaire gère le service à ses risques et périls. Il est responsable du bon fonctionnement des ouvrages qui lui sont confiés et de la continuité du service. Il réalise les interventions d'urgence 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Le concessionnaire a l'obligation de couvrir ses responsabilités par la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurance de responsabilité civile, de dommages aux biens et à l'environnement.

La Collectivité doit remettre au concessionnaire les installations nécessaires à la gestion du service concédé.

Durée du contrat

Pour les contrats de concession d'une durée supérieure à cinq ans, l'article R. 3114-2 du code de la commande publique impose que la durée du contrat n'excède pas le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services (biens mis en place par le concessionnaire sur une période plus longue). Dans tous les cas, la durée ne peut excéder 20 ans (sauf avis express du DDFIP). La durée doit tenir compte des orientations de la collectivité, du niveau de renouvellement et de la réalisation ou non d'investissements.

Il est donc proposé de retenir une durée de 7 ans pour la nouvelle convention de concession du service public d'eau potable des communes de Deaux et Vézénobres.

La date de début de contrat sera définie afin d'assurer la continuité du service, au 1er janvier 2025.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

Exploitation et travaux à la charge du concessionnaire (prestations concédées)

Le concessionnaire devra notamment assurer :

- L'exploitation des ouvrages de production et de stockage,
- L'exploitation du réseau d'adduction, de distribution d'eau potable y compris ouvrages de pompage,
- L'entretien et le renouvellement des équipements,
- La réalisation des travaux attribués à titre exclusif et éventuels travaux concessifs,
- La gestion et la mise à jour régulière des documents des services,
- La gestion des abonnés (y compris l'information aux usagers),
- La facturation et le recouvrement des redevances (y compris celles des Organismes d'État et de la collectivité),
- La fourniture régulière et sur demande à la Collectivité de toutes informations et synthèses sur le fonctionnement technique et financier du service.

En revanche, les éventuels travaux d'aménagement et d'équipement de premier établissement non explicitement listés au contrat dans le cadre d'îlots concessifs, le renouvellement des canalisations (hors chambre des vannes de réservoirs) et du génie civil resteront à la charge de la collectivité.

Les missions qui seront confiées au concessionnaire seront définies de manière détaillée dans le projet de cahier des charges.

Dispositions tarifaires et fiscales

Les modalités de rémunération du concessionnaire prévues doivent figurer dans le contrat. La tarification aux usagers doit respecter le principe de l'égalité entre les usagers, ce principe doit donc être appliqué dans le cadre du contrat. La différenciation peut être admise à condition que les usagers ne soient pas placés dans la même situation par rapport aux services publics.

La tarification aux usagers fixée dans le contrat pour la part du concessionnaire doit trouver sa contrepartie dans le service rendu aux usagers qui n'ont pas à supporter de tarifs excessifs par rapport au coût des services.

La rémunération du concessionnaire doit obéir à une cohérence économique et sociale. Les clauses fiscales doivent être précisées dans le contrat. Ainsi, il est souvent prévu que les impôts soient à la charge du concessionnaire.

Équilibre du contrat

Le contrat qui confère la gestion d'un service public à un concessionnaire doit être équilibré entre ce dernier et la Collectivité.

Pour maintenir l'équilibre du contrat, la Collectivité concédante doit pouvoir contrôler son exécution à travers le prix et la qualité du service rendu à l'usager. De même, en contrepartie des obligations qui lui sont assignées dans le cahier des charges, le concessionnaire doit percevoir une juste rémunération, qui constitue l'équilibre financier.

Ce dernier est enfin garanti par le principe de mutabilité des contrats (révisions périodiques des formules économiques du contrat).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_10-DE

Garantie et révision

Dans le cadre de la concession de service public, la Collectivité concédante a le droit d'appliquer des pénalités en cas de non-respect par le concessionnaire, des obligations résultant du cahier des charges. Ces sanctions peuvent être pécuniaires, coercitives et résolutoires.
La révision du contrat, quant à elle, intervient notamment dans l'hypothèse de modifications du périmètre de l'affermage. Elle peut aussi intervenir dans le cas où l'économie du contrat l'exigerait.

Compte rendu d'activité

Le concessionnaire, dans le cadre d'une gestion concédée, fournit des comptes rendus annuels selon les prescriptions de la loi. Ces documents sont de deux ordres : les rapports d'activités et les comptes rendus financiers.

Ils permettent le contrôle du concessionnaire et assurent la transparence de la gestion.

Procédure formalisée / non-formalisée

Le code de la commande publique permet de recourir à une procédure dite « simplifiée » (sans contraintes de délais et de publicité supplémentaires à respecter et de hiérarchisation des critères de jugement) lorsque l'objet du contrat de concession concerne la production, le transport ou la distribution d'eau potable, quelle que soit la valeur du contrat.

Dans le cadre de la procédure, la Collectivité peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Habitat-Logement
Réf : LP/LG/EC
Tél. : 04 34 24 71 73

C2023_04_11

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Convention pré-opérationnelle tripartite avec l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie et la commune de Saint-Julien-les-Rosiers

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la construction et de l'habitation,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L321-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la délibération n°2013/12/02 du Comité Syndical du Pays Cévennes en date du 30 décembre 2013 portant adoption du SCoT,

Vu la délibération C2021_10_17 du Conseil de Communauté du 9 décembre 2021 portant adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2021-2026 d'Alès Agglomération,

Considérant que la commune de Saint-Julien-les-Rosiers, compte tenu de sa dynamique démographique, est en passe de dépasser les 3500 habitants et donc d'être soumise à des objectifs de production de logements locatifs sociaux conformément à la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU),

Considérant qu'une fois entrée dans le dispositif SRU, la commune de Saint-Julien-les-Rosiers devra disposer d'un taux d'équipement en logements locatifs sociaux de 20 %,

Considérant que la commune de Saint-Julien-les-Rosiers a engagé une démarche de révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) en y intégrant notamment deux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) afin de faciliter la production future de logements sociaux,

Considérant que pour permettre l'urbanisation de certains fonciers, le PLU prévoit quatre emplacements réservés destinés à des bassins de rétention,

Considérant que la commune de Saint-Julien-les-Rosiers a sollicité l'Établissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie afin de les accompagner dans ces projets d'aménagement et de protection contre les risques,

Considérant que pour permettre l'intervention de l'EPF d'Occitanie, une convention dite « pré-opérationnelle » doit être conclue entre la commune de Saint-Julien-les-Rosiers, l'EPF d'Occitanie, et la Communauté Alès Agglomération,

Considérant que cette convention définit les engagements des parties afin qu'il soit procédé aux acquisitions nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement à dominante de logements comprenant à minima 30 % de logements locatifs sociaux, d'équipements publics et de protection contre les risques inondations,

Considérant que la convention est signée pour une durée de 5 ans et que cette durée ne peut être prolongée, l'action de l'EPF d'Occitanie pour le compte de la commune pouvant alors se poursuivre dans le cadre d'une nouvelle convention dite « opérationnelle »,

Considérant que l'EPF d'Occitanie est habilité à intervenir sur les secteurs de « la Carrièrasse », « Les Costes », « Caussonnille », ainsi que sur les 4 emplacements réservés destinés à des bassins de rétention sis sur la commune dont les périmètres figurent en annexe 1 de la convention,

Considérant que l'engagement financier de l'EPF d'Occitanie, au titre de la convention, est fixé à 1 040 000 € sur la durée de la convention,

Considérant que la convention n'emporte pas d'engagements financiers directs pour la Communauté Alès Agglomération,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

Considérant que la Communauté Alès Agglomération s'engage à faciliter la mise en œuvre des opérations d'aménagement objets de la convention, par les actions suivantes :

- assister la commune lors de l'élaboration de son document d'urbanisme et dans la mise en place d'outils fonciers, financiers et réglementaires,

- faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir en vue de la réalisation du projet,

- intégrer dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, la programmation des besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux sur les crédits ouverts par l'État,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

Le projet de convention pré-opérationnelle tripartite entre la Commune de Saint-Julien-les-Rosiers, l'EPF d'Occitanie et la Communauté Alès Agglomération.

AUTORISE

Monsieur le Président à signer la convention pré-opérationnelle tripartite entre la Commune de Saint-Julien-les-Rosiers, l'EPF d'Occitanie et la Communauté Alès Agglomération.

Monsieur le Président à signer tout document ou acte permettant la mise en œuvre de cette convention pré-opérationnelle.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

S36 ALES AGGLOMERATION

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

CONVENTION PRÉ-OPÉRATIONNELLE

PROJET

Communauté d'agglomération Alès Agglomération
Commune de Saint-Julien-les-Rosiers

« Multi-sites et protection contre les risques naturels »

Opération d'aménagement et de protection contre les risques – Axes 1 et 3

N° de la convention :.....

Signée le .....

Approuvée par le **Préfet de Région le**.....

DONNONS DU SENS À L'ACTION FONCIÈRE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

SOMMAIRE

Article 1 – Objet et durée de la convention6

1.1 objet6

1.2 durée6

Article 2 – Périmètres d'intervention6

Article 3 – Engagements de l'EPF6

3.1 Engagements opérationnels6

3.2 Engagement financier7

3.3 Recours à l'emprunt7

3.4 Intervention d'un tiers7

Article 4– Engagements du ou des partenaires publics8

4.1 Engagements de la commune8

4.2 Engagements de l'EPCI9

Article 5 – Cofinancement des études pre-operationnelles par l'EPF9

Article 6 - Modalités d'intervention foncière10

6.1 Modalités d'acquisition foncière10

6.2 Durées de la période d'acquisition et du portage foncier11

6.3 Conditions de gestion des biens acquis12

6.4 Cession des biens acquis12

6.5 Détermination du prix de cession13

Article 7 - Modalités de pilotage de la convention15

Article 8 - Résiliation de la convention15

8.1 Résiliation d'un commun accord15

8.2 Résiliation unilatérale15

Article 9 – Suivi après cession16

9.1 Suivi du projet16

9.2 Suivi des biens portés par l'epf16

Article 10 – Communication sur l'action de l'EPF16

Article 11 - Contentieux17

Article 12 – Modifications ultérieures de la convention17

ANNEXE 117

ANNEXE 218

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

ENTRE,

La commune de Saint-Julien-les-Rosiers, représentée par Monsieur Serge BORD, maire, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil municipal en date du.....

Dénommée ci-après "La commune",

La communauté d'agglomération d'Alès Agglo représentée par Monsieur Christophe RIVENQ président, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire en date du.....

Dénommée ci-après "L'EPCI ",

D'UNE PART,

Et

L'établissement public foncier d'Occitanie, établissement d'État à caractère industriel et commercial dont le siège est domicilié au 1025 rue Henri Becquerel – Parc Club du Millénaire Bat. 19 – à Montpellier (34000), inscrit au RCS de Montpellier n° 509 167 680, représenté par madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, agissant en vertu de la délibération n° ...../.... du Bureau en date du ....., approuvée le ..... par le préfet de Région,

Dénommé ci-après "l'EPF",

D'AUTRE PART,

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

PRÉAMBULE

L'Etablissement public foncier d'Occitanie, est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial. Créé par le décret n°2008-670 du 2 juillet modifié par le décret n°2017-836 du 5 mai 2017, l'EPF est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter les opérations d'aménagement.

Il contribue à la définition et la mise en œuvre de stratégies foncières pour favoriser le développement durable des territoires et la lutte contre l'étalement urbain.

Par son action foncière, il contribue à la réalisation de programmes :

- de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat ;
- d'activités économiques ;
- de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi qu'à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Ces missions peuvent être réalisées pour le compte de l'État et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions passées avec eux et dans les conditions définies à la fois par l'article L.321-1 et suivants du code de l'urbanisme ainsi que par son programme pluriannuel d'intervention (PPI) en vigueur.

Comptant un peu plus de 3 400 habitants en 2020, après avoir connu une forte hausse de la population de la population depuis 1932, la commune de Saint-Julien-les-Rosiers est située dans l'agglomération d'Alès et fait partie de l'aire d'attraction d'Alès. Exposée à un climat méditerranéen, elle est drainée par le ruisseau Blanc, le ruisseau de Grave Long ainsi que le ruisseau Grabieux.

Malgré ses contraintes en matière de feu de forêt et d'inondation, la commune de Saint-Julien-les-Rosiers souhaite engager un travail sur sa densification avec la mise en place de documents d'urbanisme adaptés (PLU en cours de révision, OAP mises en place sur les futurs axes de développement, intégration de la mixité sociale et des contraintes en production de logements locatifs sociaux) et souhaite l'accompagnement de l'EPF dans la maîtrise foncière des parcelles nécessaires à ces projets de développement.

Aux vues de l'avancée de certains projets (études, aménageur nommé, bailleur identifié, maîtrise foncière actionnée, ...), une priorisation du concours de l'EPF et des partenaires est identifiée :

- Site de la Carrièrasse : poursuivre la maîtrise foncière des terrains situés en zone à urbaniser ;
- OAP « Les Costes » : zone principalement destinée à de l'habitat jouant un rôle de mixité fonctionnelle et sociale et ayant pour double rôle d'améliorer la qualité de vie des habitants et de sécuriser l'accès au secteur ;
- OAP « Caussonnille » : zone principalement destinée à de l'habitat jouant un rôle de mixité fonctionnelle et sociale et ayant pour double rôle d'améliorer la qualité de vie des habitants.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

Par ailleurs, la commune étant soucieuse de préserver ses habitants des risques d'inondation, quatre bassins de rétention sont identifiés et font l'objet d'un emplacement réservé. Afin d'accompagner la commune dans la protection des risques naturels, l'EPF est également sollicité pour de la veille foncière active sur ces emplacements.

Dans ce contexte, la commune de Saint-Julien-les-Rosiers a sollicité l'EPF par lettre en date du 07 avril 2023 en vue de réaliser une ou plusieurs opérations d'aménagement ainsi que des opérations contre les risques naturels.

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu, dans un premier temps, de la mise en place d'une convention dite pré-opérationnelle afin :

- de réaliser, si besoin, les études foncières nécessaires à l'identification des périmètres à l'intérieur desquels une veille foncière s'avère nécessaire ;
- d'analyser et, le cas échéant, répondre aux premières opportunités foncières se présentant et susceptibles d'intéresser le futur projet ;
- de mener les études nécessaires en vue de préciser les intentions du projet.

Dans un second temps, et en fonction de l'état d'avancement du projet de la commune, une convention opérationnelle pourra alors lui être proposée par l'EPF :

- pour réaliser, dans un premier temps, une veille foncière active pendant la démarche d'élaboration du projet sur des périmètres opérationnels ;
- pour réaliser, par la suite, la maîtrise foncière de l'ensemble des biens sur lesquels un projet aura été arrêté.

La présente convention pré-opérationnelle vise ainsi à :

- définir les engagements et obligations que prennent les parties pour conduire sur le moyen/long terme une politique foncière sur le périmètre défini en annexe, dans le respect des dispositions du programme pluriannuel d'intervention (PPI) de l'EPF et de son règlement d'intervention en vigueur à la date de la signature de la présente, dispositions que la collectivité est réputée parfaitement connaitre et qui s'appliquent dans leur intégralité à la présente convention ;
- préciser la portée de ces engagements.

Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

ARTICLE 1 – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

1.1 OBJET

La commune et l'EPCI confient à l'EPF, qui l'accepte, une mission d'acquisitions foncières sur un ou des secteurs susceptibles d'accueillir, sur le moyen/long terme, la réalisation de plusieurs opérations d'aménagement à dominante de logements comprenant des logements dont au moins 30% de logements locatifs sociaux, des services et des équipements publics ainsi qu'une opération de protection contre les risques d'inondation.

1.2 DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de son approbation par le préfet de Région.

Sa durée ne peut être prolongée.

A l'échéance de la convention ou avant son terme, l'action de l'EPF pour le compte de la commune peut se poursuivre dans le cadre de la signature d'une convention opérationnelle.

ARTICLE 2 – PÉRIMÈTRES D'INTERVENTION

Dans le cadre de la présente convention pré-opérationnelle, l'EPF est habilité à intervenir sur les secteurs de « la Carrièrasse », « Les Costes », « Caussonnille », « Entrée de Ville – Le Serre » ainsi que sur les 4 emplacements réservés destinés à des bassins de rétention sis sur la commune dont les périmètres figurent en annexe 1 de la présente convention.

De manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF pourra intervenir à la demande de la commune, afin d'acquérir toutes parcelles limitrophes à ce périmètre, si ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération poursuivie.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'EPF

Conformément à ses statuts, l'EPF conditionne son intervention, à la réalisation de projets publics vertueux assurant la promotion des principes de mixité sociale, fonctionnelle, de développement de la ville durable et de limitation de consommation des espaces naturels et agricoles.

3.1 ENGAGEMENTS OPÉRATIONNELS

Ainsi, dans le cadre la présente convention, l'EPF s'engage :

- à réaliser ou affiner si besoin, les études foncières nécessaires à la délimitation des périmètres opérationnels définitifs d'intervention de l'établissement ;
- à acquérir par voie amiable, et en préemptant à chaque fois que cela s'avère nécessaire par délégation du droit de préemption de la collectivité, ou par voie délaissement, les premiers biens présentant un réel intérêt par rapport aux intentions du projet en cours de définition ;

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

- à contribuer à la mise en place par la commune des outils d'urbanisme opérationnels nécessaires à la maitrise foncière des terrains d'assiette du projet ;

- à réaliser, si nécessaire, l'ensemble des études et diagnostics techniques liés aux acquisitions foncières (diagnostic de l'état bâtimentaire, de la structure gros-œuvre et des éléments de sécurité, des études sites et sols pollués selon la législation en vigueur dans le cas de friches à reconvertir, des diagnostics amiante et plomb si bâtiments à démolir, …) ;

- à réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité des sites acquis par l'établissement (fermeture de sites afin d'éviter les intrusions, nettoyage et défrichage de terrains, travaux de confortement de structures porteuses si besoin afin d'éviter tout péril, …) et à titre exceptionnel, les travaux nécessaires à la mise en décence de logements acquis occupés et ne répondant pas aux normes en vigueur en la matière ;

- à conduire, à la demande de la collectivité, la réalisation de travaux préalables à l'aménagement : travaux de requalification foncière des tènements dégradés acquis, démolition totale ou partielle des bâtiments, purge des sols, accompagnement paysager… Les travaux éventuels de dépollution des sites seront traités dans le respect du principe du « pollueur payeur », sauf cas particulier nécessitant une participation publique en accord avec la collectivité concernée et de l'autorité administrative compétente.

3.2 ENGAGEMENT FINANCIER

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé à 1 **040 000 €.**

Les acquisitions se feront dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible chaque année.

Dans le cas où l'EPF ne pourrait pas procéder aux acquisitions et travaux envisagés dans le cadre des crédits disponibles, il le fera savoir expressément à la commune.

Si besoin, l'engagement financier précité sera augmenté par voie d'avenant.

3.3 RECOURS À L'EMPRUNT

L'EPF se laisse la possibilité, si cela s'avère nécessaire, de recourir à un emprunt auprès d'un organisme bancaire après mise en concurrence, d'un montant qui ne pourra être supérieur au 1/3 du montant prévisionnel de l'opération.

Dans ce cas, cet emprunt devra être garanti par les collectivités signataires ou toute autre collectivité territoriale intéressée au projet.

3.4 INTERVENTION D'UN TIERS

Pour l'accomplissement de sa mission, l'EPF peut solliciter le concours de toute personne, morale ou physique, dont il jugera l'intervention nécessaire à la réalisation de sa mission : bureau d'études, géomètre, notaire, huissier, avocat...

Il est précisé que toute commande de prestation nécessaire à l'exécution de la présente convention est soumise aux règles de la commande publique en vigueur applicables à

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

l'État et ses établissements publics.

ARTICLE 4– ENGAGEMENTS DU OU DES PARTENAIRES PUBLICS

4.1 ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Au titre de la présente, la commune s'engage :

Sur les 3 premières années :

- à lancer les études nécessaires à la définition de son projet avec l'appui de l'EPF si elle le souhaite ;

D'une manière générale sur la durée de la convention :

- dès notification de la présente à transmettre à l'EPF, sous support numérique et si besoin sous format papier, l'ensemble des données actualisées pouvant être utiles à la réalisation de sa mission (délibérations ou arrêtés relatifs au droit de préemption, données SIG, documents d'urbanisme…) ;

- à élaborer un programme d'études et un calendrier prévisionnel de leur réalisation et à le communiquer régulièrement à l'EPF tout en l'associant au comité de pilotage des dites études ;

- à rechercher un certain niveau de qualité dans la réalisation de son projet et à réaliser, à ce titre, des opérations d'aménagement ou de construction sur le foncier acquis par l'EPF :
  - dans le cadre de démarches vertueuses en termes de villes et territoires durables alliant qualité architecturale et urbaine, respect de l'environnement existant et de l'identité locale ;
  - en promouvant, lorsque c'est possible, des outils et des techniques constructives innovantes sur le champ des matériaux, des énergies, des usages ;

- à conduire ou à impulser les démarches relatives à la modification ou la révision éventuelle des documents de planification et/ou d'urbanisme afin de permettre la réalisation de l'opération ;

- à mettre en place les outils fonciers en vue de la réalisation de son projet dès validation de celui-ci par le conseil municipal ;

- à s'investir dans l'identification, au plus tard au terme de la présente convention, de l'opérateur économique susceptible d'intervenir en vue de la mise en œuvre du projet objet de la présente convention ;

- à traiter, dans le cadre d'une opération d'aménagement (ZAC, PUP, expropriation,…), la question du relogement conformément aux obligations de l'article L. 314-1 du code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, à contribuer au relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent avec l'appui de l'EPCI selon les possibilités et disponibilités du pôle économique.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

4.2 ENGAGEMENTS DE L'EPCI

Au titre de la présente, l'EPCI s'engage :

- à assister la commune lors de l'élaboration de son document d'urbanisme et dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière et la mise en œuvre du projet ;
- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels, nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;
- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir en vue de la réalisation du projet de la collectivité ;
- à apporter son appui à la commune pour relogement des occupants en application de l'article L.314-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 – COFINANCEMENT DES ÉTUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L'EPF

L'EPF peut, par décision de la directrice générale et dans la limite des crédits alloués par le conseil d'administration pour chaque exercice, contribuer au financement d'études de faisabilité ou autres études pré opérationnelles en lien avec le projet objet de la présente convention.

La contribution de l'EPF ne pourra excéder un plafond correspondant à 50 % du montant de l'étude tel qu'arrêté lors de la notification du marché par la collectivité.

La part de financement assurée par l'EPF ne pourra être revalorisée en cas d'avenant en plus-value au marché sauf si le recours à l'avenant résulte d'une demande expresse de la directrice générale de l'EPF présentée à la commune.

En contrepartie dudit cofinancement, la collectivité bénéficiaire s'engage à :

En amont de la notification du marché cofinancé

- associer l'EPF à la rédaction du cahier des charges (ou de tout document en tenant lieu) ;
- associer l'EPF à l'analyse des candidatures et des offres et inviter, avec voix consultative, un de ses représentants aux commissions d'appel d'offres ou toutes autres commissions ad hoc ;

Après notification du marché cofinancé

- adresser à l'EPF une copie du marché notifié ;
- inviter un représentant de l'EPF aux comités techniques et de pilotage de l'étude ;
- à adresser à l'EPF une copie des rapports d'études au maximum 5 jours ouvrés à compter de leur réception et à l'associer à la validation des livrables découlant du marché (rapports d'étapes et rapport final) ;

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

- informer l'EPF de toutes difficultés liées à l'exécution du marché (retard de produc-tion d'études, mise en demeure, résiliation…) ;

Après service fait dument constaté par le maître d'ouvrage et sur présentation de la facture ou des factures acquittées par celle-ci, l'EPF procédera à un virement administratif au profit de la commune à hauteur du pourcentage de cofinancement accordé, dans un délai global de 30 jours maximum.

Les dépenses relatives au cofinancement des études ne sont pas comptabilisées dans le calcul du prix de revient par l'EPF.

Dès lors qu'il sera constaté par l'EPF que la collectivité ne respecte pas les engagements définis par la présente, l'EPF se réserve la possibilité de réclamer– après mise en demeure restée infructueuse- le remboursement des sommes qu'il aura versées à la commune dans un délai de 6 mois à compter de la date de ladite mise en demeure.

ARTICLE 6 - MODALITÉS D'INTERVENTION FONCIÈRE

6.1 MODALITÉS D'ACQUISITION FONCIÈRE

L'EPF s'engage à procéder à l'acquisition des parcelles situées dans le périmètre défini à l'article 2, soit à l'amiable, soit par exercice des droits de préemption définis par le code de l'urbanisme s'il en est délégataire ou titulaire soit, le cas échéant, par voie d'expropriation.

L'EPF peut également procéder, à la demande de la collectivité, à l'acquisition de biens faisant l'objet d'une procédure de délaissement en application des articles L. 211-5, L.212-3 et L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF est réalisé dans la limite du prix fixé par la direction départementale des finances publiques lorsque son avis et obligatoire ou, le cas échéant, par la juridiction de l'expropriation.

Les acquisitions seront formalisées par acte notarié.

- **Acquisition à l'amiable**

La commune informe l'EPF des opportunités de cession jugées intéressantes pour le futur projet dans la mesure où elle en a connaissance.

L'EPF, sous réserves des dispositions réglementaires qui lui sont applicables, rappelées précédemment, procède à l'ensemble des négociations foncières en vue des acquisitions amiables portant sur les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre défini en annexe 1 de la présente.

Un accord écrit du représentant habilité de la collectivité concernée sera demandé préalablement à toute acquisition amiable par EPF.

L'EPF informe par courrier ou courriel la collectivité dès signature d'un acte d'acquisition ou de tout avant contrat de vente.

- Acquisition par **délégation du droit de préemption à l'EPF**

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice de son droit de préemption conformément aux dispositions de l'article L.213.3 du code de l'urbanisme, soit sur l'ensemble du périmètre visé à l'article 2 de la présente convention, soit ponctuellement à l'occasion d'aliénation se réalisant sur ledit périmètre.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivants leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

L'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques lorsque cet avis est obligatoire, dans le délai légal des deux mois à compter de la date de l'avis de réception ou de la décharge de la déclaration ou, en cas d'adjudication, dans le délai de trente jours à compter de l'adjudication.

- **Acquisition par voie de délaissement**

En cas d'exercice d'un droit de délaissement par un propriétaire, en application de l'article L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme, l'EPF peut, avec l'accord préalable de la collectivité compétente, procéder à l'acquisition, par voie amiable ou le cas échéant, par voie judiciaire, du ou des biens objet de la mise en demeure d'acquérir.

Lorsque le délaissement exercé est inhérent à l'instauration d'un droit de préemption urbain en application de l'article L.211-5 du code de l'urbanisme ou d'un droit de préemption ZAD, en application de l'article L.212-3 du même code, l'EPF ne peut procéder à l'acquisition des biens délaissés que lorsqu'il est délégataire du droit de préemption fondant le délaissement.

- **Acquisition par la procédure d'expropriation**

Si l'autorité compétente décide de mettre en place une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP), l'arrêté préfectoral pris en ce sens pourra, à la demande de la collectivité, habiliter l'EPF à réaliser les acquisitions foncières et immobilières nécessaires à la réalisation du projet par voie d'expropriation.

Dans le cadre de DUP « réserve foncière », l'EPF pourra être directement désigné comme bénéficiaire de la DUP.

Dans ces hypothèses, l'EPF procèdera à la constitution du dossier d'enquête parcellaire et aux notifications qui y sont rattachées. Le dossier constitué sera soumis pour approbation de l'instance délibérante de l'autorité compétente avant envoi au préfet.

L'EPF, dans les limites réglementaires qui lui sont applicables, procède par voie d'expropriation à l'acquisition des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre définitif du projet pour lesquels une procédure d'acquisition amiable a échoué.

6.2 Durées de la période d'acquisition et du portage foncier

- **Durée d'acquisition**

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

L'EPF procède aux acquisitions pendant la durée de la présente convention telle que précisée à l'article 1.2.

- Durée de portage foncier

La durée de portage des biens acquis par l'EPF s'achève, au plus tard, au terme de la présente convention quelle que soit la date de leur acquisition.

Cette durée de portage peut être prolongée si une ou plusieurs conventions dites « opérationnelles » sont signées sur les périmètres d'intervention définis à l'article 2 au plus tard avant échéance de la présente convention. Les acquisitions alors réalisées dans le cadre de la convention pré-opérationnelle s'imputent sur la convention opérationnelle.

Dans cette hypothèse, il pourra être demandé à la commune ou à l'opérateur économique qu'elle aura désigné de procéder à l'achat progressif des biens acquis par l'EPF (biens acquis au titre de la présente ou biens équivalents acquis au titre de la convention opérationnelle), sur toute la durée de la ou des futures conventions opérationnelles selon des modalités définies lors de la passation des dites conventions.

6.3 CONDITIONS DE GESTION DES BIENS ACQUIS

Dès que l'EPF est propriétaire des biens et en a la jouissance, il est convenu, qu'il procède au transfert de garde et de gestion des biens à la collectivité selon les modalités définies à l'annexe 2 de la présente convention.

A titre exceptionnel, l'EPF peut assurer la gestion des dits biens, notamment en cas d'impossibilité manifeste de la commune de l'assumer. Dans ce cas, tout accès au bien immobilier bâti ou non bâti propriété de l'EPF, par le personnel de la collectivité ou par toute personne intervenant pour son compte, devra préalablement et obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation d'accès ou d'occupation écrite adressée à l'EPF par la commune. La délivrance de l'autorisation sera alors assortie d'une décharge de responsabilité de l'EPF.

6.4 CESSION DES BIENS ACQUIS

- Conditions générales de cession

Les biens acquis par l'EPF ont vocation à être cédés, au plus tard à l'échéance de la présente convention, à l'opérateur désigné par la collectivité suivant les règles concurrentielles en vigueur pour réaliser son opération.

A défaut d'une telle désignation, la commune s'engage, d'une part à racheter l'ensemble des biens acquis par l'EPF dans le cadre de la présente convention et, d'autre part, à prévoir les fonds nécessaires à son budget afin de procéder au paiement au moment de la cession.

Dans le cadre de cession à un opérateur autre que la commune, celle-ci se réalise sur la base :

- d'une part, d'un cahier des charges, joint à l'acte de vente, précisant les droits et obligations du preneur ;
- d'autre part, d'un bilan financier de l'opération.

L'acquéreur, quel que soit son statut, prend les immeubles dans l'état où ils se trouvent lors

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

de leur prise de possession, jouissant des servitudes actives et supportant les servitudes passives.

La cession a lieu par acte notarié ou par acte administratif aux frais de l'acquéreur dans les conditions ci-après définies, sans préjudice des dispositions du PPI qui s'appliquent à toute cession.

- Cession à la demande de la collectivité

Si la collectivité en fait la demande, les biens acquis peuvent être cédés avant l'échéance de la convention à son profit ou à celui de l'opérateur économique qu'elle aura désigné en vue de la réalisation de l'opération.

- **Cession à la demande de l'EPF**

Au cas où la collectivité ou l'opérateur qu'elle aura désigné, souhaite entreprendre des travaux sur des biens acquis par l'EPF durant la période de portage en vue de la réalisation du projet d'aménagement, elle devra en faire préalablement la demande par écrit à l'EPF pour accord. Selon l'état d'avancement du projet et la nature des travaux, l'EPF se réservera alors la possibilité de proposer une cession de la totalité ou d'une partie des biens acquis.

6.5 DÉTERMINATION DU PRIX DE CESSION

- Cession au prix de revient

Dans le cas de cession à la commune ou l'opérateur qu'elle aura désigné à cet effet, le prix de cession des biens correspond à un prix de revient prévisionnel comprenant :

- le prix d'achat des terrains ;
- les dépenses liées aux procédures d'acquisitions :
  - les frais accessoires : frais de notaire, de géomètre, d'avocat, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions… ;
  - les indemnités d'éviction, de transfert et de relogement ;
  - les frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur ;
  - les frais d'études engagés par l'EPF, hors cofinancement ;
  - les frais accessoires engagés par l'EPF, suite à un recours contentieux, même en cas d'échec de la procédure d'acquisition ;
- les frais administratifs de portage : impôts fonciers, assurances… ;
- les dépenses de gestion (frais de sécurisation, de conservation,…) réalisées à l'initiative de l'EPF ou sur demande de la collectivité ;
- les dépenses de travaux réalisées à la demande expresse du représentant de la collectivité cocontractante, comprenant les travaux préalables à l'aménagement (démolition, désamiantage, curage, pré-verdissement, renaturation, remise en état des sols selon le principe « pollueur-payeur en lien avec le projet futur, etc.), de clos et couvert pour les bâtiments conservés, ainsi que l'ensemble des prestations intellectuelles et études techniques s'y rattachant ;
- les éventuelles annuités d'actualisation en fonction de la durée de portage ;
- les éventuels frais financiers liés au remboursement de l'emprunt adossé à l'opération.

Le prix de cession correspondra au prix de revient prévisionnel, pour le cas où certains éléments de dépenses ne seraient pas connus de manière définitive au moment de la cession. L'établissement du prix prévisionnel se fera alors sur la base d'un bilan prévisionnel

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

prenant en compte l'ensemble des coûts connus ainsi que les éléments de dépenses dont on pourra établir un coût prévisionnel à la date de cession.

Lorsqu'il y a actualisation, le prix de revient est actualisé en tenant compte de l'érosion monétaire, c'est-à-dire au taux des moyennes annuelles des variations des indices des prix à la consommation publié par l'INSEE (application du dernier indice publié à la date de l'actualisation).

La première actualisation est appliquée à compter du 1er jour du mois qui suit la date marquant la quatrième année révolue du paiement des dépenses par l'EPF. Le prix de revient ne fait l'objet d'aucune actualisation dès lors que les biens cédés constituent l'assiette foncière d'une opération faisant l'objet d'une minoration foncière.

Le prix de revient sera éventuellement diminué des recettes de gestion, dans le cas où l'EPF assure en direct la gestion des biens acquis, et des minorations appliquées selon les dispositifs en vigueur.

- Cession au prix fixé par la direction départementale des finances publiques

À défaut de désignation d'un opérateur économique par la collectivité cocontractante ou en cas de dévoiement par celle-ci de l'objet de la convention, l'EPF se réserve la possibilité de céder les biens dont il a assuré le portage à un opérateur tiers suivant les procédures concurrentielles en vigueur. Dès lors, le prix de cession correspond soit au prix estimé par la direction départementale des finances publiques au moment de la vente, soit au prix de revient actualisé, si celui-ci est supérieur.

- Régime de TVA

L'EPF est soumis au régime de TVA sur le prix de revient, cette taxe s'appliquant de droit aux transactions foncières et immobilières réalisées par l'EPF.

- Paiement du prix

En cas de cession à la commune ou l'EPCI ou tout opérateur économique soumis à la comptabilité publique, le paiement du prix est opéré au profit de l'EPF sur présentation du certificat du notaire.

Pour toute cession à un opérateur économique non soumis à la comptabilité publique, le paiement intervient à la date de signature de l'acte de vente.

- Apurement des comptes

L'EPF pourra procéder à un apurement des comptes par émission d'un titre de recettes :

- complémentaire après cession totale ou partielle auprès du cocontractant ou de son opérateur économique, lorsque l'EPF aura connaissance de toutes les dépenses réelles imputables à l'opération ;

- unique auprès du cocontractant à échéance de la convention, ou à la date de sa résiliation en cas de dévoiement, si des dépenses ont été engagées et ce, même si aucune acquisition n'a été réalisée.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE PILOTAGE DE LA CONVENTION

L'EPF, l'EPCI et la commune conviennent de mettre en place une démarche de suivi de la présente convention, notamment à travers un bilan annuel d'exécution.

Cette démarche s'effectue à travers un comité de pilotage associant les collectivités et l'EPF, ainsi que, en tant que de besoin, tous les partenaires utiles.

Le comité de pilotage se réunit à l'initiative de l'un des trois signataires de la présente convention, au minimum une fois par an, pour faire un point d'avancement sur les dossiers.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et bonne foi.

8.1 RÉSILIATION D'UN COMMUN ACCORD

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPF, dont il est dressé un inventaire.

La commune est tenue de procéder aux rachats des biens acquis par l'EPF et de rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par ce dernier,

- dans un délai maximum de six mois suivant la décision de résiliation
- ou dans le délai de la convention si ce dernier est inférieur à 6 mois au moment de la résiliation

Pour ce faire la collectivité s'engage à prévoir, en temps utile, les fonds nécessaires pour procéder à l'achat des biens immobiliers acquis et au remboursement des dépenses et frais acquittés par l'EPF.

8.2 RÉSILIATION UNILATÉRALE

L'EPF se réserve la possibilité, un mois après mise en demeure infructueuse, de résilier la présente convention :

- Si, passé le délai de 3 ans visé à l'article 4 de la présente convention, il est constaté que la collectivité n'a pas exécuté ses engagements contractuels ;
- S'il est constaté que l'opération envisagée par la collectivité ne correspond pas au projet défini par la convention (dévoiement de l'objet de la convention).

Dans ce cadre, l'EPF pourra :

- soit exiger de la collectivité de procéder au rachat de l'ensemble des biens qu'il a acquis, au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la notification de la décision de résiliation, avec une majoration du prix d'acquisition initial au taux annuel de 5% à compter des dates de comptabilisation des dépenses d'acquisition des biens ;
- soit céder les biens en cause au profit d'un bailleur social, ou tout autre opérateur économique, au prix de revient ou à l'estimation de la direction départementale des finances publiques sans que cette dernière ne soit inférieure au prix de revient.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

ARTICLE 9 – SUIVI APRÈS CESSION

9.1 SUIVI DU PROJET

La collectivité, s'engage :

- à réaliser sur les biens dont l'EPF a assuré le portage le projet d'aménagement défini dans le cadre conventionnel ;
- à fournir tout élément permettant d'attester de la conformité de la réalisation à l'objet de la présente convention, une fois l'opération achevée ;
- le cas échant, à reporter les deux obligations citées ci-dessus sur l'opérateur qu'elle aura désigné.

L'EPF se réserve le droit de demander à la collectivité ou son opérateur tout élément permettant d'attester de la réalisation de l'opération.

A défaut de pouvoir justifier de l'état d'avancement d'un projet conforme, la collectivité, ou son opérateur, pourront se voir appliquer les pénalités définies dans l'acte de cession des biens en cause, conformément aux dispositions du PPI et du règlement d'intervention en vigueur.

9.2 SUIVI DES BIENS PORTÉS PAR L'EPF

Sans préjudice des dispositions précédentes, si la commune et/ou l'EPCI réalise une plus-value foncière en cas de cession des biens portés par l'EPF dans les six ans qui suivent leur acquisition à l'établissement, la plus-value réalisée devra être reversée pour moitié à l'EPF.

La plus-value s'entend comme la différence entre le prix de cession du bien par la collectivité ou l'EPCI et le prix de l'acquisition à l'EPF, stipulé dans le ou les actes de vente, diminué :

- des dépenses et frais de gestion inhérents aux biens en cause ;
- des dépenses de construction, de reconstruction, d'entretien ;
- des frais de voirie, réseaux et distribution en ce qui concerne les terrains à bâtir.

Cette différence est actualisée en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Ces dispositions seront reportées dans tout acte de cession de biens.

ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L'ACTION DE L'EPF

La commune s'engage à faire état de l'intervention de l'EPF sur les périmètres du projet, objet de la présente convention.

De fait, la commune apposera le logo de l'EPF sur tous les supports de communication relatifs au projet, print et digitaux. Elle citera également l'établissement dans les documents à destination de la presse et insérera un encart de présentation de l'EPF dans le dossier de presse du projet.

La commune s'engage à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs intervenant sur les immeubles ayant bénéficié de l'intervention de l'établissement.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

Par ailleurs, l'EPF pourra, pendant la durée de la convention et après son échéance, en lien avec la politique de communication de la collectivité, diffuser des informations sur les biens dont il a assuré le portage et faire état de l'avancement sur tous supports.

ARTICLE 11 - CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTÉRIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification à caractère substantiel de la présente convention (engagement financier, évolution de périmètre et de l'objet de la convention…) fera nécessairement l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes conditions que la présente.

En cas d'évolution du cadre normatif, notamment de répartition des compétences entre collectivités et établissements publics ou en cas de nécessité, pour des raisons tenant à la réalisation du projet, il pourra également être intégré par voie avenant un nouveau signataire à la présente convention.

Fait à ……
Le ……
En …….. exemplaires originaux.

L'établissement public foncier d'Occitanie	La communauté d'agglomération Alès Agglomération	La commune de Saint-Julien-les-Rosiers
La directrice générale,	Le président,	Le maire,
Sophie Lafenêtre	Christophe Rivenq	Serge Bord

PROJET

ANNEXE 1

PÉRIMÈTRES D'INTERVENTION

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

(Plan à joindre)

PROJET

ANNEXE 2

JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS ACQUIS PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

ARTICLE 1 : MISE À DISPOSITION DU BIEN

L'EPF met à disposition, à titre gratuit, de la commune qui l'accepte expressément, les biens acquis libres en pleine jouissance ou occupés au titre de la présente convention en vue d'en assurer la gestion et la garde, cette dernière notion comprenant l'usage, la direction et le contrôle des biens objet des présentes en vertu de l'article 1242 alinéa 1 du Code civil.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE À DISPOSITION

En vue de la mise à disposition, chaque bien fera l'objet d'une fiche descriptive par l'EPF.

La mise à disposition de biens bâtis est constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la commune et de l'établissement public foncier.

Pour les biens non bâtis, la mise à disposition est constatée par procès-verbal établi unilatéralement par le représentant de l'établissement public foncier.

La signature du procès-verbal par les parties emporte transfert de gestion et de garde du bien jusqu'à la date de cession du bien par l'EPF à la commune.

La commune prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF à cette occasion, d'interventions, remises en état ou réparations.

Si l'état du bien acquis l'exige, l'EPF procèdera avant tout transfert de garde :
- aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil ;
- aux travaux nécessaires à la mise en sécurité des biens (travaux de murage, clôture…).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune assure, à compter du transfert de gestion et de la garde, les travaux de gestion courante qui sont à sa charge, à savoir : les travaux de conservation, d'entretien, de nettoyage... Elle peut à cet effet passer les contrats ou marchés publics nécessaires.

La commune ne peut en aucun cas changer la destination des biens dont la gestion et la garde lui est transférée.

Elle est par ailleurs tenue :

- d'ouvrir une fiche par bien qu'elle a en gestion qui précise : la date d'acquisition du bien par l'établissement public foncier, les dates des procès-verbaux de transfert de gestion des biens à la collectivité, de visites du bien, l'évolution de l'état du bien, la liste des occupants, le montant et la nature des sommes qu'elle a perçues, la nature et le coût des interventions qu'elle a réalisés et autres observations relatives au bien ;

- de visiter le bien périodiquement, au moins une fois par trimestre, et après chaque évènement climatique exceptionnel ;

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

- de procéder ou de faire procéder au gardiennage du bien si les circonstances l'exigent ;

- d'informer sous trois jours maximum l'établissement public foncier des évènements particuliers : atteinte au bien, squat, contentieux, …

- de rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants sans droit ni titre.

- *Cas des biens occupés à la date de mise en gestion*

La commune se substitue à l'EPF et assume à ce titre toutes les obligations à l'égard des occupants existants telles qu'elles résultent du régime juridique applicable à la dite occupation (bail, convention d'occupation précaire…). Il est à ce titre précisé que ne peuvent donner lieu à occupation ou maintien dans les lieux que :

- les locaux respectant les normes de sécurité.
- Les logements répondant aux caractéristiques de décence telles que définies par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002.

Elle souscrit les polices d'assurance la garantissant contre les risques dits locatifs.

Elle encaissera directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc.… et en assurera le recouvrement, au besoin par voie judiciaire.

La commune rédige et signe les conventions d'occupation, réalise les états des lieux, dresse quittance, donne congé, expulse les occupants. Elle est habilitée à intenter et diligenter toute action en vue de la résolution d'un litige l'opposant à un ou plusieurs occupants après en avoir informé préalablement l'EPF.

La commune est garante des obligations d'assurance des occupants, à ce titre, l'occupant justifie auprès de la collectivité d'une assurance qui garantit les risques dits locatifs à compter du premier jour d'occupation du bien et jusqu'au terme de l'occupation.

Les nouvelles occupations doivent être préalablement acceptées par l'EPF, elles ne peuvent donner lieu à un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

- *Cas des biens devenus vacants*

Si les biens bâtis devenus vacants ont vocation à être démolis, la commune informe l'EPF de leur libération aux fins que ce dernier puisse, le cas échéant, faire procéder sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de démolition.

Toute demande de nouvelle occupation, quel que soit l'usage projeté, doit être adressée à l'EPF pour information.

La commune ne pourra consentir sur les biens dont elle a la gestion et la garde que des conventions d'occupation temporaire et révocable ne conférant à l'occupant aucun droit au maintien dans les lieux et de renouvellement du contrat.

ARTICLE 4 : DÉPENSES

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_11-DE

- *A la charge de l'établissement public foncier*

L'établissement public foncier acquitte uniquement la taxe foncière et les impôts normalement à la charge d'un propriétaire non occupant (ces impôts seront pris en compte dans le calcul du prix de revient du bien lors de la cession comme stipulé dans la présente convention) ; la taxe d'habitation est prise en charge par la collectivité, le cas échéant.

- *A la charge de la commune*

La commune supportera la totalité des charges et cotisations générales ou spéciales, ordinaires ou extraordinaires, afférentes aux biens dont la gestion et la garde sont transférés, susceptibles d'être dues (dont les charges de copropriété).

Fait à .....
Le .....
En deux exemplaires originaux.

L'établissement public foncier d'Occitanie	La commune de Saint-Julien-les-Rosiers
La directrice générale,	Le maire,
Sophie Lafenêtre	Serge Bord

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

Service : Habitat-Logement
Réf : LP/LG/EC/MR
Tél. : 04 34 24 71 73

C2023_04_12

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Convention pré-opérationnelle tripartite avec l'Établissement Public Foncier Occitanie et la Commune d'Anduze

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la construction et de l'habitation,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L321-1 et suivants,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la délibération n°2013/12/02 du Comité Syndical du Pays Cévennes en date du 30 décembre 2013 portant adoption du SCoT,

Vu la délibération C2021_10_17 du Conseil de Communauté du 9 décembre 2021 portant adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2021-2026 d'Alès Agglomération,

Considérant que la commune d'Anduze est lauréate du programme « Petites Villes de Demain »,

Considérant que l'Opération de Revitalisation du Territoire, signée le 27 juillet 2023, comporte un axe stratégique relatif à l'amélioration de l'habitat,

Considérant que la communauté Alès Agglomération est maître d'ouvrage d'une OPAH-RU dans le centre-ville d'Anduze, afin d'enrayer les phénomènes de dégradation de l'habitat par l'incitation et l'accompagnement technique et social des propriétaires,

Considérant que l'OPAH-RU d'Anduze prévoit également une démarche de renouvellement urbain sur des îlots à restructurer pour traiter le bâti le plus dégradé, nécessitant d'acquérir des immeubles stratégiques nécessaires à la recomposition du tissu urbain, pour les démolir et/ou les recycler,

Considérant qu'en matière d'ingénierie, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU) d'Anduze prévoit la réalisation de 19 diagnostics d'immeubles et 12 études de faisabilités permettant une aide à la décision sur les modes opératoires à mettre en œuvre, notamment par la réalisation de bilans prévisionnels, l'estimation des déficits d'opération et l'identification des financements mobilisables,

Considérant que le conventionnement avec l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie peut permettre à la commune d'Anduze d'anticiper la maîtrise du foncier nécessaire aux projets de restructuration d'îlots lorsqu'une opportunité d'acquisition se présente,

Considérant que cette convention dite « pré-opérationnelle » définit les engagements des parties afin qu'il soit procédé aux acquisitions nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement à dominante de logements comprenant 25 % de logements locatifs sociaux, d'équipements publics et de protection contre les risques inondations,

Considérant que la convention est signée pour une durée de 5 ans et que cette durée ne peut être prolongée, l'action de l'Établissement Public Foncier Occitanie pour le compte de la commune pouvant alors se poursuivre dans le cadre d'une nouvelle convention dite « opérationnelle »,

Considérant que l'Établissement Public Foncier Occitanie est habilité à intervenir sur le secteur du centre-ancien de la commune d'Anduze et de ses abords dont le périmètre figure en annexe 1 de la convention,

Considérant que l'engagement financier de l'Établissement Public Foncier Occitanie, au titre de la convention, est fixé à 1 700 000 € sur la durée de la convention,

Considérant que la convention n'emporte pas d'engagements financiers directs pour la Communauté Alès Agglomération

Considérant que la Communauté Alès Agglomération s'engage à faciliter la mise en œuvre des opérations d'aménagement objets de la convention, par les actions suivantes, pouvant être conduites notamment dans le cadre de l'OPAH-RU d'Anduze :

- assister la commune d'Anduze lors de l'élaboration de son document d'urbanisme et dans la mise en place d'outils fonciers, financiers et réglementaires,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

- faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir en vue de la réalisation du projet,

- intégrer dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, la programmation des besoins de financement annuels nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux sur les crédits ouverts par l'État,

- apporter son appui à la commune pour le relogement des occupants des biens concernés,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

Le projet de convention pré-opérationnelle tripartite entre la Commune d'Anduze, l'EPF d'Occitanie et la Communauté Alès Agglomération.

AUTORISE

Monsieur le Président à signer la convention pré-opérationnelle tripartite entre la Commune d'Anduze, l' Établissement Public Foncier Occitanie et la Communauté Alès Agglomération.

Monsieur le Président à signer tout document ou acte permettant la mise en œuvre de cette convention pré-opérationnelle.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

S36
ALES AGGLOMERATION

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

CONVENTION PRÉ-OPÉRATIONNELLE

PROJET

Commune d'Anduze
« Requalification du Centre-ancien »
Opération d'aménagement à dominante de logements = Axe 1

N° de la convention :.....

Signée le .....

Approuvée par le **Préfet de Région le**.....

Anduze porte des Cévennes

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

epf d'Occitanie
DONNONS DU SENS À L'ACTION FONCIÈRE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

SOMMAIRE

Article 1 – Objet et durée de la convention 7
1.1 objet 7
1.2 durée 7
Article 2 – Périmètres d'intervention 7
Article 3 – Engagements de l'EPF 7
3.1 Engagements opérationnels 7
3.2 Engagement financier 8
3.3 Recours à l'emprunt 8
3.4 Intervention d'un tiers 8
Article 4– Engagements du ou des partenaires publics 9
4.1 Engagements de la commune 9
4.2 Engagements de l'EPCI 10
Article 5 – Cofinancement des études pre-operationnelles par l'EPF 10
Article 6 - Modalités d'intervention foncière 11
6.1 Modalités d'acquisition foncière 11
6.2 Durées de la période d'acquisition et du portage foncier 13
6.3 Conditions de gestion des biens acquis 13
6.4 Cession des biens acquis 13
6.5 Détermination du prix de cession 14
Article 7 - Modalités de pilotage de la convention 16
Article 8 - Résiliation de la convention 16
8.1 Résiliation d'un commun accord 16
8.2 Résiliation unilatérale 16
Article 9 – Suivi après cession 17
9.1 Suivi du projet 17
9.2 Suivi des biens portés par l'epf 17
Article 10 – Communication sur l'action de l'EPF 17
Article 11 - Contentieux 18
Article 12 – Modifications ultérieures de la convention 18
ANNEXE 1 19
ANNEXE 2 20

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

ENTRE,

La commune d'Anduze, représentée par Madame Geneviève BLANC, maire, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du conseil municipal en date du.....

Dénommée ci-après "La commune",

La communauté d'agglomération d'Alès Agglo représentée par Monsieur Christophe RIVENQ président, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil communautaire en date du.....

Dénommée ci-après "L'EPCI",

D'UNE PART,

Et

L'établissement public foncier d'Occitanie, établissement d'État à caractère industriel et commercial dont le siège est domicilié au 1025 rue Henri Becquerel – Parc Club du Millénaire Bat. 19 – à Montpellier (34000), inscrit au RCS de Montpellier n° 509 167 680, représenté par madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, agissant en vertu de la délibération n° ...../.... du Bureau en date du ....., approuvée le ..... par le préfet de Région,

Dénommé ci-après "l'EPF",

D'AUTRE PART,

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

PRÉAMBULE

L'Etablissement public foncier d'Occitanie, est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial. Créé par le décret n°2008-670 du 2 juillet modifié par le décret n°2017-836 du 5 mai 2017, l'EPF est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter les opérations d'aménagement.

Il contribue à la définition et la mise en œuvre de stratégies foncières pour favoriser le développement durable des territoires et la lutte contre l'étalement urbain.

Par son action foncière, il contribue à la réalisation de programmes :

- de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat ;
- d'activités économiques ;
- de protection contre les risques technologiques et naturels ainsi qu'à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Ces missions peuvent être réalisées pour le compte de l'État et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions passées avec eux et dans les conditions définies à la fois par l'article L.321-1 et suivants du code de l'urbanisme ainsi que par son programme pluriannuel d'intervention (PPI) en vigueur.

Anduze, porte des Cévennes, marque l'entrée d'une des vallées cévenoles, le long du Gardon d'Anduze.

Avec près de 3 330 habitants en 2020, la ville constitue un des pôles d'équilibre du Pays des Cévennes et la principale polarité secondaire d'Alès Agglomération. Au cœur de l'attractivité touristique cévenole, elle bénéficie d'un dynamisme commercial certain notamment en saison estivale, où sa population est multipliée par 5.

La ville a entrepris depuis plusieurs années la requalification des espaces publics de centre ancien afin d'accompagner cette dynamique touristique et renforcer l'attractivité de la commune. Ainsi, certains des espaces publics majeurs ont été rénovés et la commune s'appuie désormais sur un dispositif d'OPAH RU afin de conforter les actions entreprises et d'accroître sensiblement sa capacité d'action dans un cadre partenarial. Car l'insalubrité, la vacance et le péril d'un certain nombre de bâtiments est importante ces dernières années et leur résorption est un objectif fort du PLU.

L'étude pré-opérationnelle OPAH-RU menée sur un périmètre de 1 200 logements fait apparaître un parc de logement anciens, de taille modeste et énergivore. Ainsi, cette étude propose une stratégie d'aménagement globale en mettant en œuvre les outils nécessaires (opérations d'aménagement à l'îlot, ORI, RHI, portage foncier par l'EPF).

Dans ce contexte, la commune d'Anduze et la Communauté d'Agglomération Alès Agglomération ont sollicité l'EPF par lettre en date du 26 juin 2023 en vue d'accompagner la commune dans le dispositif de l'OPAH-RU et le portage foncier de certains immeubles pré-ciblés.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu, dans un premier temps, de la mise en place d'une convention dite pré-opérationnelle afin :

- de réaliser, si besoin, les études foncières nécessaires à l'identification des périmètres à l'intérieur desquels une veille foncière s'avère nécessaire ;

- d'analyser et, le cas échéant, répondre aux premières opportunités foncières se présentant et susceptibles d'intéresser le futur projet ;

- de mener les études nécessaires en vue de préciser les intentions du projet.

Dans un second temps, et en fonction de l'état d'avancement du projet de la commune, une convention opérationnelle pourra alors lui être proposée par l'EPF :

- pour réaliser, dans un premier temps, une veille foncière active pendant la démarche d'élaboration du projet sur des périmètres opérationnels ;

- pour réaliser, par la suite, la maîtrise foncière de l'ensemble des biens sur lesquels un projet aura été arrêté.

La présente convention pré-opérationnelle vise ainsi à :

- définir les engagements et obligations que prennent les parties pour conduire sur le moyen/long terme une politique foncière sur le périmètre défini en annexe, dans le respect des dispositions du programme pluriannuel d'intervention (PPI) de l'EPF et de son règlement d'intervention en vigueur à la date de la signature de la présente, dispositions que la collectivité est réputée parfaitement connaitre et qui s'appliquent dans leur intégralité à la présente convention ;

- préciser la portée de ces engagements.

Cela étant exposé, il est convenu ce qui suit :

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

ARTICLE 1 – OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

1.1 OBJET

La commune et l'EPCI confient à l'EPF, qui l'accepte, une mission d'acquisitions foncières sur un ou des secteurs susceptibles d'accueillir, sur le moyen/long terme, la réalisation de plusieurs opérations d'aménagement à dominante de logements comprenant des logements dont au moins 25% de logements locatifs sociaux, des services et des équipements publics ainsi qu'une opération de protection contre les risques d'inondation.

1.2 DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de son approbation par le préfet de Région.

Sa durée ne peut être prolongée.

A l'échéance de la convention ou avant son terme, l'action de l'EPF pour le compte de la commune peut se poursuivre dans le cadre de la signature d'une convention opérationnelle.

ARTICLE 2 – PÉRIMÈTRES D'INTERVENTION

Dans le cadre de la présente convention pré-opérationnelle, l'EPF est habilité à intervenir sur le secteur du Centre ancien de la commune et ses abords dont le périmètre figure en annexe 1 de la présente convention.

De manière ponctuelle et exceptionnelle, l'EPF pourra intervenir à la demande de la commune, afin d'acquérir toutes parcelles limitrophes à ce périmètre, si ces acquisitions présentent un intérêt économique ou technique pour l'opération poursuivie.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE L'EPF

Conformément à ses statuts, l'EPF conditionne son intervention, à la réalisation de projets publics vertueux assurant la promotion des principes de mixité sociale, fonctionnelle, de développement de la ville durable et de limitation de consommation des espaces naturels et agricoles.

3.1 ENGAGEMENTS OPÉRATIONNELS

Ainsi, dans le cadre la présente convention, l'EPF s'engage :

- à réaliser ou affiner si besoin, les études foncières nécessaires à la délimitation des périmètres opérationnels définitifs d'intervention de l'établissement ;
- à acquérir par voie amiable, et en préemptant à chaque fois que cela s'avère nécessaire par délégation du droit de préemption de la collectivité, ou par voie délaissement, les premiers biens présentant un réel intérêt par rapport aux intentions du projet en cours de définition ;

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

- à contribuer à la mise en place par la commune des outils d'urbanisme opérationnels nécessaires à la maitrise foncière des terrains d'assiette du projet ;

- à réaliser, si nécessaire, l'ensemble des études et diagnostics techniques liés aux acquisitions foncières (diagnostic de l'état bâtimentaire, de la structure gros-œuvre et des éléments de sécurité, des études sites et sols pollués selon la législation en vigueur dans le cas de friches à reconvertir, des diagnostics amiante et plomb si bâtiments à démolir, …) ;

- à réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité des sites acquis par l'établissement (fermeture de sites afin d'éviter les intrusions, nettoyage et défrichage de terrains, travaux de confortement de structures porteuses si besoin afin d'éviter tout péril, …) et à titre exceptionnel, les travaux nécessaires à la mise en décence de logements acquis occupés et ne répondant pas aux normes en vigueur en la matière ;

- à conduire, à la demande de la collectivité, la réalisation de travaux préalables à l'aménagement : travaux de requalification foncière des tènements dégradés acquis, démolition totale ou partielle des bâtiments, purge des sols, accompagnement paysager… Les travaux éventuels de dépollution des sites seront traités dans le respect du principe du « pollueur payeur », sauf cas particulier nécessitant une participation publique en accord avec la collectivité concernée et de l'autorité administrative compétente.

3.2 ENGAGEMENT FINANCIER

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF au titre de la présente convention est fixé à 1 700 000 **€.**

Les acquisitions se feront dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible chaque année.

Dans le cas où l'EPF ne pourrait pas procéder aux acquisitions et travaux envisagés dans le cadre des crédits disponibles, il le fera savoir expressément à la commune.

Si besoin, l'engagement financier précité sera augmenté par voie d'avenant.

3.3 RECOURS À L'EMPRUNT

L'EPF se laisse la possibilité, si cela s'avère nécessaire, de recourir à un emprunt auprès d'un organisme bancaire après mise en concurrence, d'un montant qui ne pourra être supérieur au 1/3 du montant prévisionnel de l'opération.

Dans ce cas, cet emprunt devra être garanti par les collectivités signataires ou toute autre collectivité territoriale intéressée au projet.

3.4 INTERVENTION D'UN TIERS

Pour l'accomplissement de sa mission, l'EPF peut solliciter le concours de toute personne, morale ou physique, dont il jugera l'intervention nécessaire à la réalisation de sa mission : bureau d'études, géomètre, notaire, huissier, avocat…

Il est précisé que toute commande de prestation nécessaire à l'exécution de la présente

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

convention est soumise aux règles de la commande publique en vigueur applicables à l'État et ses établissements publics.

ARTICLE 4– ENGAGEMENTS DU OU DES PARTENAIRES PUBLICS

4.1 ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Au titre de la présente, la commune s'engage :

Sur les 3 premières années :

- à lancer les études nécessaires à la définition de son projet avec l'appui de l'EPF si elle le souhaite ;

D'une manière générale sur la durée de la convention :

- dès notification de la présente à transmettre à l'EPF, sous support numérique et si besoin sous format papier, l'ensemble des données actualisées pouvant être utiles à la réalisation de sa mission (délibérations ou arrêtés relatifs au droit de préemption, données SIG, documents d'urbanisme…) ;

- à élaborer un programme d'études et un calendrier prévisionnel de leur réalisation et à le communiquer régulièrement à l'EPF tout en l'associant au comité de pilotage des dites études ;

- à rechercher un certain niveau de qualité dans la réalisation de son projet et à réaliser, à ce titre, des opérations d'aménagement ou de construction sur le foncier acquis par l'EPF :
  - dans le cadre de démarches vertueuses en termes de villes et territoires durables alliant qualité architecturale et urbaine, respect de l'environnement existant et de l'identité locale ;
  - en promouvant, lorsque c'est possible, des outils et des techniques constructives innovantes sur le champ des matériaux, des énergies, des usages ;

- à conduire ou à impulser les démarches relatives à la modification ou la révision éventuelle des documents de planification et/ou d'urbanisme afin de permettre la réalisation de l'opération ;

- à mettre en place les outils fonciers en vue de la réalisation de son projet dès validation de celui-ci par le conseil municipal ;

- à s'investir dans l'identification, au plus tard au terme de la présente convention, de l'opérateur économique susceptible d'intervenir en vue de la mise en œuvre du projet objet de la présente convention ;

- à traiter, dans le cadre d'une opération d'aménagement (ZAC, PUP, expropriation,…), la question du relogement conformément aux obligations de l'article L. 314-1 du code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, à contribuer au relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent avec l'appui de l'EPCI selon les possibilités et disponibilités du pôle économique.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

4.2 ENGAGEMENTS DE L'EPCI

Au titre de la présente, l'EPCI s'engage :

- à assister la commune lors de l'élaboration de son document d'urbanisme et dans la mise en place des outils fonciers, financiers et réglementaires facilitant l'action foncière et la mise en œuvre du projet ;
- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels, nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;
- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir en vue de la réalisation du projet de la collectivité ;
- à apporter son appui à la commune pour relogement des occupants en application de l'article L.314-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 – COFINANCEMENT DES ÉTUDES PRE-OPERATIONNELLES PAR L'EPF

L'EPF peut, par décision de la directrice générale et dans la limite des crédits alloués par le conseil d'administration pour chaque exercice, contribuer au financement d'études de faisabilité ou autres études pré opérationnelles en lien avec le projet objet de la présente convention.

La contribution de l'EPF ne pourra excéder un plafond correspondant à 50 % du montant de l'étude tel qu'arrêté lors de la notification du marché par la collectivité.

La part de financement assurée par l'EPF ne pourra être revalorisée en cas d'avenant en plus-value au marché sauf si le recours à l'avenant résulte d'une demande expresse de la directrice générale de l'EPF présentée à la commune.

En contrepartie dudit cofinancement, la collectivité bénéficiaire s'engage à :

En amont de la notification du marché cofinancé

- associer l'EPF à la rédaction du cahier des charges (ou de tout document en tenant lieu) ;
- associer l'EPF à l'analyse des candidatures et des offres et inviter, avec voix consultative, un de ses représentants aux commissions d'appel d'offres ou toutes autres commissions ad hoc ;

Après notification du marché cofinancé

- adresser à l'EPF une copie du marché notifié ;
- inviter un représentant de l'EPF aux comités techniques et de pilotage de l'étude ;
- à adresser à l'EPF une copie des rapports d'études au maximum 5 jours ouvrés à compter de leur réception et à l'associer à la validation des livrables découlant du marché (rapports d'étapes et rapport final) ;

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

- informer l'EPF de toutes difficultés liées à l'exécution du marché (retard de production d'études, mise en demeure, résiliation…) ;

Après service fait dument constaté par le maître d'ouvrage et sur présentation de la facture ou des factures acquittées par celle-ci, l'EPF procédera à un virement administratif au profit de la commune à hauteur du pourcentage de cofinancement accordé, dans un délai global de 30 jours maximum.

Les dépenses relatives au cofinancement des études ne sont pas comptabilisées dans le calcul du prix de revient par l'EPF.

Dès lors qu'il sera constaté par l'EPF que la collectivité ne respecte pas les engagements définis par la présente, l'EPF se réserve la possibilité de réclamer– après mise en demeure restée infructueuse- le remboursement des sommes qu'il aura versées à la commune dans un délai de 6 mois à compter de la date de ladite mise en demeure.

ARTICLE 6 - MODALITÉS D'INTERVENTION FONCIÈRE

6.1 MODALITÉS D'ACQUISITION FONCIÈRE

L'EPF s'engage à procéder à l'acquisition des parcelles situées dans le périmètre défini à l'article 2, soit à l'amiable, soit par exercice des droits de préemption définis par le code de l'urbanisme s'il en est délégataire ou titulaire soit, le cas échéant, par voie d'expropriation.

L'EPF peut également procéder, à la demande de la collectivité, à l'acquisition de biens faisant l'objet d'une procédure de délaissement en application des articles L. 211-5, L.212-3 et L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF est réalisé dans la limite du prix fixé par la direction départementale des finances publiques lorsque son avis et obligatoire ou, le cas échéant, par la juridiction de l'expropriation.

Les acquisitions seront formalisées par acte notarié.

■ Acquisition à l'amiable

La commune informe l'EPF des opportunités de cession jugées intéressantes pour le futur projet dans la mesure où elle en a connaissance.

L'EPF, sous réserves des dispositions réglementaires qui lui sont applicables, rappelées précédemment, procède à l'ensemble des négociations foncières en vue des acquisitions amiables portant sur les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre défini en annexe 1 de la présente.

Un accord écrit du représentant habilité de la collectivité concernée sera demandé préalablement à toute acquisition amiable par EPF.

L'EPF informe par courrier ou courriel la collectivité dès signature d'un acte d'acquisition ou de tout avant contrat de vente.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

■ Acquisition par **délégation du droit de préemption à l'EPF**

L'autorité compétente peut déléguer à l'EPF l'exercice des droits de préemption conformément aux dispositions de l'article L.213.3 du code de l'urbanisme, soit sur l'ensemble du périmètre visé à l'article 2 de la présente convention, soit ponctuellement à l'occasion d'aliénation se réalisant sur ledit périmètre.

Les déclarations d'intention d'aliéner reçues sont transmises par la collectivité compétente à l'EPF dans les 8 jours suivants leur réception en mairie en lui faisant savoir celles pour lesquelles elle souhaite que l'EPF donne suite.

L'EPF procédera à la consultation de la direction départementale des finances publiques lorsque cet avis est obligatoire, dans le délai légal des deux mois à compter de la date de l'avis de réception ou de la décharge de la déclaration ou, en cas d'adjudication, dans le délai de trente jours à compter de l'adjudication.

■ Acquisition par voie de délaissement

En cas d'exercice d'un droit de délaissement par un propriétaire, en application de l'article L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme, l'EPF peut, avec l'accord préalable de la collectivité compétente, procéder à l'acquisition, par voie amiable ou le cas échéant, par voie judiciaire, du ou des biens objet de la mise en demeure d'acquérir.

Lorsque le délaissement exercé est inhérent à l'instauration d'un droit de préemption urbain en application de l'article L.211-5 du code de l'urbanisme ou d'un droit de préemption ZAD, en application de l'article L.212-3 du même code, l'EPF ne peut procéder à l'acquisition des biens délaissés que lorsqu'il est délégataire du droit de préemption fondant le délaissement.

■ **Acquisition par la procédure d'expropriation**

Si l'autorité compétente décide de mettre en place une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP), l'arrêté préfectoral pris en ce sens pourra, à la demande de la collectivité, habiliter l'EPF à réaliser les acquisitions foncières et immobilières nécessaires à la réalisation du projet par voie d'expropriation.

Dans le cadre de DUP « réserve foncière », l'EPF pourra être directement désigné comme bénéficiaire de la DUP.

Dans ces hypothèses, l'EPF procèdera à la constitution du dossier d'enquête parcellaire et aux notifications qui y sont rattachées. Le dossier constitué sera soumis pour approbation de l'instance délibérante de l'autorité compétente avant envoi au préfet.

L'EPF, dans les limites réglementaires qui lui sont applicables, procède par voie d'expropriation à l'acquisition des biens immobiliers bâtis ou non bâtis, volumes et droits mobiliers, situés dans le périmètre définitif du projet pour lesquels une procédure d'acquisition amiable a échoué.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

6.2 DURÉES DE LA PÉRIODE D'ACQUISITION ET DU PORTAGE FONCIER

- **Durée d'acquisition**

L'EPF procède aux acquisitions pendant la durée de la présente convention telle que précisée à l'article 1.2.

- Durée de portage foncier

La durée de portage des biens acquis par l'EPF s'achève, au plus tard, au terme de la présente convention quelle que soit la date de leur acquisition.

Cette durée de portage peut être prolongée si une ou plusieurs conventions dites « opérationnelles » sont signées sur les périmètres d'intervention définis à l'article 2 au plus tard avant échéance de la présente convention. Les acquisitions alors réalisées dans le cadre de la convention pré-opérationnelle s'imputent sur la convention opérationnelle.

Dans cette hypothèse, il pourra être demandé à la commune ou à l'opérateur économique qu'elle aura désigné de procéder à l'achat progressif des biens acquis par l'EPF (biens acquis au titre de la présente ou biens équivalents acquis au titre de la convention opérationnelle), sur toute la durée de la ou des futures conventions opérationnelles selon des modalités définies lors de la passation des dites conventions.

6.3 CONDITIONS DE GESTION DES BIENS ACQUIS

Dès que l'EPF est propriétaire des biens et en a la jouissance, il est convenu, qu'il procède au transfert de garde et de gestion des biens à la collectivité selon les modalités définies à l'annexe 2 de la présente convention.

A titre exceptionnel, l'EPF peut assurer la gestion des dits biens, notamment en cas d'impossibilité manifeste de la commune de l'assumer. Dans ce cas, tout accès au bien immobilier bâti ou non bâti propriété de l'EPF, par le personnel de la collectivité ou par toute personne intervenant pour son compte, devra préalablement et obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation d'accès ou d'occupation écrite adressée à l'EPF par la commune. La délivrance de l'autorisation sera alors assortie d'une décharge de responsabilité de l'EPF.

6.4 CESSION DES BIENS ACQUIS

- Conditions générales de cession

Les biens acquis par l'EPF ont vocation à être cédés, au plus tard à l'échéance de la présente convention, à l'opérateur désigné par la collectivité suivant les règles concurrentielles en vigueur pour réaliser son opération.

A défaut d'une telle désignation, la commune s'engage, d'une part à racheter l'ensemble des biens acquis par l'EPF dans le cadre de la présente convention et, d'autre part, à prévoir les fonds nécessaires à son budget afin de procéder au paiement au moment de la cession.

Dans le cadre de cession à un opérateur autre que la commune, celle-ci se réalise sur la base :

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

- d'une part, d'un cahier des charges, joint à l'acte de vente, précisant les droits et obligations du preneur ;
- d'autre part, d'un bilan financier de l'opération.

L'acquéreur, quel que soit son statut, prend les immeubles dans l'état où ils se trouvent lors de leur prise de possession, jouissant des servitudes actives et supportant les servitudes passives.

La cession a lieu par acte notarié ou par acte administratif aux frais de l'acquéreur dans les conditions ci-après définies, sans préjudice des dispositions du PPI qui s'appliquent à toute cession.

- Cession à la demande de la collectivité

Si la collectivité en fait la demande, les biens acquis peuvent être cédés avant l'échéance de la convention à son profit ou à celui de l'opérateur économique qu'elle aura désigné en vue de la réalisation de l'opération.

- **Cession à la demande de l'EPF**

Au cas où la collectivité ou l'opérateur qu'elle aura désigné, souhaite entreprendre des travaux sur des biens acquis par l'EPF durant la période de portage en vue de la réalisation du projet d'aménagement, elle devra en faire préalablement la demande par écrit à l'EPF pour accord. Selon l'état d'avancement du projet et la nature des travaux, l'EPF se réservera alors la possibilité de proposer une cession de la totalité ou d'une partie des biens acquis.

6.5 Détermination du prix de cession

- Cession au prix de revient

Dans le cas de cession à la commune ou l'opérateur qu'elle aura désigné à cet effet, le prix de cession des biens correspond à un prix de revient prévisionnel comprenant :

- le prix d'achat des terrains ;
- les dépenses liées aux procédures d'acquisitions :
  - les frais accessoires : frais de notaire, de géomètre, d'avocat, frais de publicité et autres frais liés aux acquisitions… ;
  - les indemnités d'éviction, de transfert et de relogement ;
  - les frais d'agence ou de négociation mis à la charge de l'acquéreur ;
  - les frais d'études engagés par l'EPF, hors cofinancement ;
  - les frais accessoires engagés par l'EPF, suite à un recours contentieux, même en cas d'échec de la procédure d'acquisition ;
- les frais administratifs de portage : impôts fonciers, assurances… ;
- les dépenses de gestion (frais de sécurisation, de conservation,…) réalisées à l'initiative de l'EPF ou sur demande de la collectivité ;
- les dépenses de travaux réalisées à la demande expresse du représentant de la collectivité cocontractante, comprenant les travaux préalables à l'aménagement (démolition, désamiantage, curage, pré-verdissement, renaturation, remise en état des sols selon le principe « pollueur-payeur en lien avec le projet futur, etc.), de clos et couvert pour les bâtiments conservés, ainsi que l'ensemble des prestations intellectuelles et études techniques s'y rattachant ;
- les éventuelles annuités d'actualisation en fonction de la durée de portage ;

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

- les éventuels frais financiers liés au remboursement de l'emprunt adossé à l'opération.

Le prix de cession correspondra au prix de revient prévisionnel, pour le cas où certains éléments de dépenses ne seraient pas connus de manière définitive au moment de la cession. L'établissement du prix prévisionnel se fera alors sur la base d'un bilan prévisionnel prenant en compte l'ensemble des coûts connus ainsi que les éléments de dépenses dont on pourra établir un coût prévisionnel à la date de cession.

Lorsqu'il y a actualisation, le prix de revient est actualisé en tenant compte de l'érosion monétaire, c'est-à-dire au taux des moyennes annuelles des variations des indices des prix à la consommation publié par l'INSEE (application du dernier indice publié à la date de l'actualisation).

La première actualisation est appliquée à compter du 1er jour du mois qui suit la date marquant la quatrième année révolue du paiement des dépenses par l'EPF. Le prix de revient ne fait l'objet d'aucune actualisation dès lors que les biens cédés constituent l'assiette foncière d'une opération faisant l'objet d'une minoration foncière.

Le prix de revient sera éventuellement diminué des recettes de gestion, dans le cas où l'EPF assure en direct la gestion des biens acquis, et des minorations appliquées selon les dispositifs en vigueur.

- Cession au prix fixé par la direction départementale des finances publiques

À défaut de désignation d'un opérateur économique par la collectivité cocontractante ou en cas de dévoiement par celle-ci de l'objet de la convention, l'EPF se réserve la possibilité de céder les biens dont il a assuré le portage à un opérateur tiers suivant les procédures concurrentielles en vigueur. Dès lors, le prix de cession correspond soit au prix estimé par la direction départementale des finances publiques au moment de la vente, soit au prix de revient actualisé, si celui-ci est supérieur.

- Régime de TVA

L'EPF est soumis au régime de TVA sur le prix de revient, cette taxe s'appliquant de droit aux transactions foncières et immobilières réalisées par l'EPF.

- Paiement du prix

En cas de cession à la commune ou l'EPCI ou tout opérateur économique soumis à la comptabilité publique, le paiement du prix est opéré au profit de l'EPF sur présentation du certificat du notaire.

Pour toute cession à un opérateur économique non soumis à la comptabilité publique, le paiement intervient à la date de signature de l'acte de vente.

- Apurement des comptes

L'EPF pourra procéder à un apurement des comptes par émission d'un titre de recettes :

- complémentaire après cession totale ou partielle auprès du cocontractant ou de son opérateur économique, lorsque l'EPF aura connaissance de toutes les dépenses réelles imputables à l'opération ;

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

- unique auprès du cocontractant à échéance de la convention ou à la date de sa résiliation en cas de dévoiement, si des dépenses ont été engagées et ce, même si aucune acquisition n'a été réalisée.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE PILOTAGE DE LA CONVENTION

L'EPF et la commune conviennent de mettre en place une démarche de suivi de la présente convention, notamment à travers un bilan annuel d'exécution.

Cette démarche s'effectue à travers un comité de pilotage associant la collectivité et l'EPF, ainsi que, en tant que de besoin, tous les partenaires utiles.

Le comité de pilotage se réunit à l'initiative de l'un des deux signataires de la présente convention, au minimum une fois par an, pour faire un point d'avancement sur les dossiers.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et bonne foi.

8.1 RÉSILIATION D'UN COMMUN ACCORD

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPF, dont il est dressé un inventaire.

La commune est tenue de procéder aux rachats des biens acquis par l'EPF et de rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par ce dernier,

- dans un délai maximum de six mois suivant la décision de résiliation
- ou dans le délai de la convention si ce dernier est inférieur à 6 mois au moment de la résiliation

Pour ce faire la collectivité s'engage à prévoir, en temps utile, les fonds nécessaires pour procéder à l'achat des biens immobiliers acquis et au remboursement des dépenses et frais acquittés par l'EPF.

8.2 RÉSILIATION UNILATÉRALE

L'EPF se réserve la possibilité, un mois après mise en demeure infructueuse, de résilier la présente convention :

- Si, passé le délai de 3 ans visé à l'article 4 de la présente convention, il est constaté que la collectivité n'a pas exécuté ses engagements contractuels ;
- S'il est constaté que l'opération envisagée par la collectivité ne correspond pas au projet défini par la convention (dévoiement de l'objet de la convention).

Dans ce cadre, l'EPF pourra :

- soit exiger de la collectivité de procéder au rachat de l'ensemble des biens qu'il a acquis, au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la notification de la décision de résiliation, avec une majoration du prix d'acquisition initial au taux annuel de 5% à compter des dates de comptabilisation des dépenses d'acquisition des

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

biens ;
- soit céder les biens en cause au profit d'un bailleur social, ou tout autre opérateur économique, au prix de revient ou à l'estimation de la direction départementale des finances publiques sans que cette dernière ne soit inférieure au prix de revient.

ARTICLE 9 – SUIVI APRÈS CESSION

9.1 SUIVI DU PROJET

La collectivité, s'engage :
- à réaliser sur les biens dont l'EPF a assuré le portage le projet d'aménagement défini dans le cadre conventionnel ;
- à fournir tout élément permettant d'attester de la conformité de la réalisation à l'objet de la présente convention, une fois l'opération achevée ;
- le cas échant, à reporter les deux obligations citées ci-dessus sur l'opérateur qu'elle aura désigné.

L'EPF se réserve le droit de demander à la collectivité ou son opérateur tout élément permettant d'attester de la réalisation de l'opération.

A défaut de pouvoir justifier de l'état d'avancement d'un projet conforme, la collectivité, ou son opérateur, pourront se voir appliquer les pénalités définies dans l'acte de cession des biens en cause, conformément aux dispositions du PPI et du règlement d'intervention en vigueur.

9.2 SUIVI DES BIENS PORTÉS PAR L'EPF

Sans préjudice des dispositions précédentes, si la commune et/ou l'EPCI réalise une plus-value foncière en cas de cession des biens portés par l'EPF dans les six ans qui suivent leur acquisition à l'établissement, la plus-value réalisée devra être reversée pour moitié à l'EPF.

La plus-value s'entend comme la différence entre le prix de cession du bien par la collectivité ou l'EPCI et le prix de l'acquisition à l'EPF, stipulé dans le ou les actes de vente, diminué :
- des dépenses et frais de gestion inhérents aux biens en cause ;
- des dépenses de construction, de reconstruction, d'entretien ;
- des frais de voirie, réseaux et distribution en ce qui concerne les terrains à bâtir.

Cette différence est actualisée en fonction du dernier indice des prix à la consommation hors tabac publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Ces dispositions seront reportées dans tout acte de cession de biens.

ARTICLE 10 – COMMUNICATION SUR L'ACTION DE L'EPF

La commune s'engage à faire état de l'intervention de l'EPF sur les périmètres du projet, objet de la présente convention.

De fait, la commune apposera le logo de l'EPF sur tous les supports de communication relatifs au projet, print et digitaux. Elle citera également l'établissement dans les documents à destination de la presse et insérera un encart de présentation de l'EPF dans

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

le dossier de presse du projet.

La commune s'engage à transférer cette exigence aux opérateurs ou aménageurs intervenant sur les immeubles ayant bénéficié de l'intervention de l'établissement.

Par ailleurs, l'EPF pourra, pendant la durée de la convention et après son échéance, en lien avec la politique de communication de la collectivité, diffuser des informations sur les biens dont il a assuré le portage et faire état de l'avancement sur tous supports.

ARTICLE 11 - CONTENTIEUX

A l'occasion de toute contestation ou litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS ULTÉRIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification à caractère substantiel de la présente convention (engagement financier, évolution de périmètre et de l'objet de la convention…) fera nécessairement l'objet d'un avenant approuvé dans les mêmes conditions que la présente.

En cas d'évolution du cadre normatif, notamment de répartition des compétences entre collectivités et établissements publics ou en cas de nécessité, pour des raisons tenant à la réalisation du projet, il pourra également être intégré par voie avenant un nouveau signataire à la présente convention.

Fait à ……
Le ……
En …….. exemplaires originaux.

PROJET

L'établissement public foncier d'Occitanie	La communauté d'agglomération Alès Agglomération	La commune d'Anduze
La directrice générale,	Le président,	La maire,
Sophie Lafenêtre	Christophe Rivenq	Geneviève BLANC

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

ANNEXE 1

PÉRIMÈTRES **D'INTERVENTION**

(Plan à joindre)

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

ANNEXE 2

JOUISSANCE ET GESTION DES BIENS ACQUIS PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER

ARTICLE 1 : MISE À DISPOSITION DU BIEN

L'EPF met à disposition, à titre gratuit, de la commune qui l'accepte expressément, les biens acquis libres en pleine jouissance ou occupés au titre de la présente convention en vue d'en assurer la gestion et la garde, cette dernière notion comprenant l'usage, la direction et le contrôle des biens objet des présentes en vertu de l'article 1242 alinéa 1 du Code civil.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE MISE À DISPOSITION

En vue de la mise à disposition, chaque bien fera l'objet d'une fiche descriptive par l'EPF.

La mise à disposition de biens bâtis est constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la commune et de l'établissement public foncier.

Pour les biens non bâtis, la mise à disposition est constatée par procès-verbal établi unilatéralement par le représentant de l'établissement public foncier.

La signature du procès-verbal par les parties emporte transfert de gestion et de garde du bien jusqu'à la date de cession du bien par l'EPF à la commune.

La commune prendra les biens transférés dans l'état où ils se trouveront au jour de leur remise en gestion, sans pouvoir exiger de l'EPF à cette occasion, d'interventions, remises en état ou réparations.

Si l'état du bien acquis l'exige, l'EPF procèdera avant tout transfert de garde :

- aux travaux dits de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil ;
- aux travaux nécessaires à la mise en sécurité des biens (travaux de murage, clôture…).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La commune assure, à compter du transfert de gestion et de la garde, les travaux de gestion courante qui sont à sa charge, à savoir : les travaux de conservation, d'entretien, de nettoyage… Elle peut à cet effet passer les contrats ou marchés publics nécessaires.

La commune ne peut en aucun cas changer la destination des biens dont la gestion et la garde lui est transférée.

Elle est par ailleurs tenue :

- d'ouvrir une fiche par bien qu'elle a en gestion qui précise : la date d'acquisition du bien par l'établissement public foncier, les dates des procès-verbaux de transfert de gestion des biens à la collectivité, de visites du bien, l'évolution de l'état du bien, la liste des occupants, le montant et la nature des sommes qu'elle a perçues, la nature et le coût des interventions qu'elle a réalisés et autres observations relatives au bien ;

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

- de visiter le bien périodiquement, au moins une fois par trimestre, et après chaque évènement climatique exceptionnel ;

- de procéder ou de faire procéder au gardiennage du bien si les circonstances l'exigent ;

- d'informer sous trois jours maximum l'établissement public foncier des évènements particuliers : atteinte au bien, squat, contentieux, …

- de rechercher par tous moyens l'expulsion des occupants sans droit ni titre.

- *Cas des biens occupés à la date de mise en gestion*

La commune se substitue à l'EPF et assume à ce titre toutes les obligations à l'égard des occupants existants telles qu'elles résultent du régime juridique applicable à la dite occupation (bail, convention d'occupation précaire…). Il est à ce titre précisé que ne peuvent donner lieu à occupation ou maintien dans les lieux que :

- les locaux respectant les normes de sécurité.
- Les logements répondant aux caractéristiques de décence telles que définies par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002.

Elle souscrit les polices d'assurance la garantissant contre les risques dits locatifs.

Elle encaissera directement à son profit les produits des biens transférés – loyers, indemnités d'occupation, charges récupérables, etc.… et en assurera le recouvrement, au besoin par voie judiciaire.

La commune rédige et signe les conventions d'occupation, réalise les états des lieux, dresse quittance, donne congé, expulse les occupants. Elle est habilitée à intenter et diligenter toute action en vue de la résolution d'un litige l'opposant à un ou plusieurs occupants après en avoir informé préalablement l'EPF.

La commune est garante des obligations d'assurance des occupants, à ce titre, l'occupant justifie auprès de la collectivité d'une assurance qui garantit les risques dits locatifs à compter du premier jour d'occupation du bien et jusqu'au terme de l'occupation.

Les nouvelles occupations doivent être préalablement acceptées par l'EPF, elles ne peuvent donner lieu à un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

- *Cas des biens devenus vacants*

Si les biens bâtis devenus vacants ont vocation à être démolis, la commune informe l'EPF de leur libération aux fins que ce dernier puisse, le cas échéant, faire procéder sous sa maîtrise d'ouvrage, aux travaux de démolition.

Toute demande de nouvelle occupation, quel que soit l'usage projeté, doit être adressée à l'EPF pour information.

La commune ne pourra consentir sur les biens dont elle a la gestion et la garde que des conventions d'occupation temporaire et révocable ne conférant à l'occupant aucun

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_12-DE

droit au maintien dans les lieux et de renouvellement du contrat

ARTICLE 4 : DÉPENSES

- *A la charge de l'établissement public foncier*

L'établissement public foncier acquitte uniquement la taxe foncière et les impôts normalement à la charge d'un propriétaire non occupant (ces impôts seront pris en compte dans le calcul du prix de revient du bien lors de la cession comme stipulé dans la présente convention) ; la taxe d'habitation est prise en charge par la collectivité, le cas échéant.

- *A la charge de la commune*

La commune supportera la totalité des charges et cotisations générales ou spéciales, ordinaires ou extraordinaires, afférentes aux biens dont la gestion et la garde sont transférés, susceptibles d'être dues (dont les charges de copropriété).

Fait à .....
Le .....
En deux exemplaires originaux.

L'établissement public foncier d'Occitanie	La commune d'Anduze
La directrice générale,	La maire,
Sophie Lafenêtre	Geneviève Blanc

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Habitat et Logement
Réf : LP/LG/EC
Tél. : 04 30 38 01 91

C2023_04_13

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Contrat de mixité sociale avec l'État, la commune de Saint-Privat-des-Vieux et l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la construction et de l'habitation,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Vu la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, et notamment son article 69,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la délibération C2021_08_23 du Conseil de Communauté du 14 octobre 2021 portant adoption du PLH d'Alès Agglomération,

Considérant que la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite « 3DS », est venue adapter le dispositif SRU en pérennisant un mécanisme de rattrapage soutenable pour les communes déficitaires en logements sociaux, tout en favorisant une adaptabilité aux territoires,

Considérant que la loi « 3DS » introduit la possibilité pour les communes déficitaires de conclure, avec l'État et l'EPCI à fiscalité propre dont ils sont membres, un contrat de mixité sociale,

Considérant que ces contrats de mixité sociale, conclus pour une durée de trois ans renouvelables, visent à garantir que tous les outils juridiques, financiers et opérationnels envisageables sont déployés afin de combler le déficit entre l'offre et la demande de logement social et atteindre le taux d'équipement de 20 % de logements sociaux,

Considérant que la commune de Saint-Privat-des-Vieux a manifesté son intérêt pour signer un contrat de mixité sociale,

Considérant que ce contrat, dont le projet, est mis en annexe de la présente délibération, va définir les conditions d'une intervention conjointe permettant l'atteinte des objectifs de rattrapage de production de logements sociaux sur la période triennale 2023-2025,

Considérant que ce contrat, prenant effet à compter de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2025, renouvelable par période triennale, n'emportera pas d'engagements financiers directs pour la Communauté Alès Agglomération,

Considérant que le contrat de mixité sociale recense des actions déjà en cours ou à mener par la Communauté Alès Agglomération dans le cadre l'exercice de ses compétences, permettant de favoriser la production de logements sociaux, telles que :

- l'observatoire du foncier et l'actualisation de l'étude de capacité réalisée en 2021 par l'Agence d'Urbanisme de la Région Nîmoise et Alésienne,
- la programmation d'une nouvelle Station d'Épuration des Eaux Usées pour le développement urbain de la partie du Sud de la commune,
- la définition de modalités d'utilisation de l'enveloppe des prélèvements SRU, conformément à l'article L. 302-7 du code de la construction et de l'Habitat,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

le projet de contrat de mixité sociale entre l'État, Alès Agglomération, la commune de Saint-Privat-des-Vieux et l'Établissement Public Foncier Occitanie,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

AUTORISE

Monsieur le Président à signer le contrat de mixité sociale entre l'État, Alès Agglomération, la commune de Saint-Privat-des-Vieux et l'Établissement Public Foncier d'Occitanie ainsi que ses éventuels avenants.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALES AGGLOMERATION – S36

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

PRÉFET DU GARD
Liberté
Égalité
Fraternité

SAINT PRIVAT DES VIEUX

Alès Agglomération SUD INGÉNIEUX

epf d'Occitanie

PROJET

Contrat de mixité sociale (2023-2025)

Objectifs, engagements et actions pour la production de logement social sur la commune de

Saint-Privat-des-Vieux

Entre

La commune de Saint-Privat-des-Vieux, représentée par Monsieur Philippe RIBOT, Maire de la commune, vu la délibération du conseil municipal du date, approuvant les termes du présent contrat de mixité sociale,

L'EPCI dont la commune est membre représentée par M. Christophe RIVENQ, Président d'Alès Agglomératon, vu la délibération du conseil communautaire du date, approuvant les termes du présent contrat de mixité sociale,

L'État, représenté par Monsieur le Préfet du Gard, Jérôme BONET,

L'établissement public foncier d'Occitanie, représenté par sa Directrice générale, Madame Sophie Lafenêtre

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Préambule :
Enjeux et ambitions du contrat de mixité sociale

La commune de Saint-Privat-des-Vieux est soumise aux obligations SRU depuis 2008. Avec 6,9 % de logements sociaux au sein de ses résidences principales pour un objectif de 20%, la dynamique de rattrapage sur cette commune reste encore à parfaire.

La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique dite « 3DS » est venue adapter le dispositif de l'article 55 de la loi SRU, en pérennisant un mécanisme de rattrapage soutenable pour les communes encore déficitaires en logements sociaux, tout en favorisant une adaptabilité aux territoires.

C'est dans ce cadre, et compte tenu des difficultés qu'elle rencontre pour réaliser du logement social, que la commune de Saint-Privat-des-Vieux a souhaité conclure un contrat de mixité sociale pour la période 2023-2025.

Conformément à l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, ce contrat de mixité sociale constitue un cadre d'engagement de moyens devant permettre à la commune de Saint-Privat-des-Vieux d'atteindre ses objectifs de rattrapage pour la période triennale en cours.

Il se veut à la fois un document permettant de comprendre les principales dynamiques du logement social sur le territoire, d'évaluer l'impact des moyens déjà mobilisés et d'identifier ceux pouvant être actionnés à court et moyen terme. Dans sa mise en œuvre, le contrat de mixité sociale sera également un lieu d'échanges continus entre les différents partenaires tout au long de la période triennale 2023-2025.

Le présent document a été élaboré de manière collégiale entre les parties signataires.

Le contrat de mixité sociale s'organise autour de 3 volets :

- 1er volet / Points de repères sur le logement social sur la commune
- 2e volet / Outils et leviers d'action pour le développement du logement social
- 3e volet / Objectifs, engagements et projets : la feuille de route pour 2023-2025

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Présentation de la commune de Saint-Privat-des-Vieux

Depuis plus de 40 ans, la commune de Saint-Privat-des-Vieux connaît un développement urbain significatif. Forte de son attractivité résidentielle, due essentiellement à sa proximité à la ville d'Alès et son cadre de vie naturel et rural, l'urbanisation s'est développée à partir des hameaux historiques épars :

- Saint-Privat-des-Vieux, l'actuel centre village de la commune, qui s'est implanté en flanc de colline ;
- Les Espinaux, rattaché en 1789 et composé à l'origine de plusieurs métairies ;
- Saint-Alban et Mazac, rattachés à Saint-Privat-des-Vieux par décret impérial du 3 décembre 1813.

Après des années de difficultés économiques, Alès et son bassin de vie retrouvent un nouveau dynamisme démographique et économique. De par sa proximité géographique, la commune de Saint-Privat-des-Vieux est amenée à jouer un rôle important dans le développement de l'Est Alésien.

Les principales orientations de son développement visent en particulier à :

- Préserver le potentiel agricole de la commune, son cadre de vie et son identité ;
- Maîtriser les mobilités et les formes urbaines.

Notamment le PADD fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain qui se traduisent dans les 2 objectifs suivants :

- Maîtriser le développement du parc de logements

En cohérence avec les objectifs du SCoT, la commune souhaite donc maîtriser son développement démographique. Ainsi l'objectif est de ramener la croissance démographique à environ +1,3%/an contre environ 1,8% ces six dernières années. Dans cette perspective, environ 700 à 750 habitants supplémentaires sont à attendre, ce qui porterait la population de la commune de Saint-Privat-des-Vieux à environ 6 000 habitants à l'horizon des 10 prochaines années (2027/2030).

L'objectif de production de logements retenu est d'environ 450/500 logements à l'horizon 2027/2030 (horizon 10 ans).

- Favoriser la diversification du parc de logements et la mixité sociale

Le marché du logement est largement dominé par l'offre de logements individuels, l'offre en accession et une demande insatisfaite en matière de logement locatif en particulier social. Afin de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, en particulier des jeunes actifs et des personnes âgées, dans un objectif de mixité sociale et générationnelle, le projet d'urbanisme de la commune vise à promouvoir une offre de logements diversifiée en cohérence avec les objectifs fixés dans le cadre du Programme Local de l'Habitat. Il s'agit en particulier de réserver, conformément au PLH d'Alès Agglomération 2021-2026, un minimum de 40% de logements locatifs sociaux dans la production neuve. On peut toutefois noter que le PLU, qui est antérieur au PLH, prévoit de réserver un minimum de 30 % de logements locatifs sociaux dans la production neuve.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

1er volet / Points de repères sur le logement social sur la commune

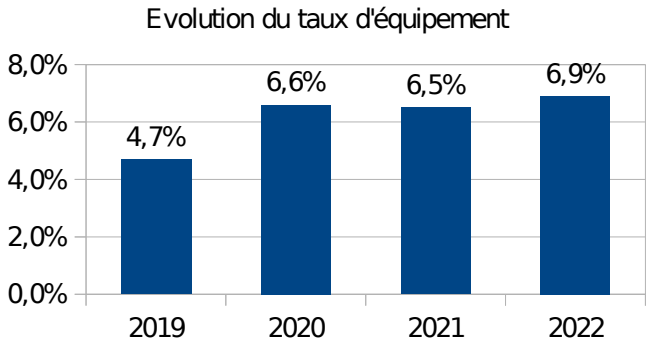
1) Evolution du taux de logement social

La commune de Saint-Privat-des-Vieux est entrée dans le dispositif SRU en 2008. Lors de l'entrée dans le dispositif, la commune possédait 30 logements locatifs sociaux , soit un taux d'équipement de 1,7%.

Ce faible taux d'équipement à l'entrée dans le dispositif induit de fait un taux de rattrapage annuel important, et donc une difficulté accrue à atteindre les objectifs.

Pour autant, plusieurs éléments démontrent la volonté de la commune à produire du logement locatif social sur son territoire.

a) Une évolution positive et régulière du taux d'équipement



b) Une sur-présentation des logements locatifs sociaux dans l'augmentation du nombre des résidences principales

	2019	2020	2021	2022	2019-2022
Total Résidences Principales (RP)	2412	2451	2467	2481	
RP rapport N-1		39	16	14	69
Dont LLS		30	0	11	41
% LLS dans l'augmentation des RP		76,92 %	0,00 %	78,57 %	**59,42 %**

Données : Inventaire SRU contradictoire et RPLS

Sur la période 2019-2022, la commune a vu son nombre de résidences principales augmenter de 69 logements. Sur ces 69 logements, 41 sont des logements locatifs sociaux.

Ainsi, sur la période2019-2022, près de 60 % des nouvelles résidences principales de la commune étaient des logements locatifs sociaux.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

c) Un part importante des permis de construire délivrés depuis 2015 concerne les logements sociaux

PC Délivrés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total sur la période
Nombre de logements autorisés	70	68	39	30	33	28	69	54	391
Dont LLS	25	40	6	0	11	0	12	36	130
% LLS / logements autorisés	35,71 %	58,82 %	15,38 %	0,00 %	33,33 %	0,00 %	17,39 %	66,67 %	**33,25 %**

Source : Ville de Saint-Privat-des-Vieux – Suivi des PC

Depuis 2015, un tiers des permis délivrés concerne des logements locatifs sociaux.

2) État des lieux du parc social et de la demande locative sociale

L'analyse du parc de logement social est issue des données RPLS 2022.

a) État des lieux du parc HLM

La commune de Saint-Privat-des-vieux dispose au 01/01/2022 d'un parc de **140 logements locatifs sociaux HLM.**

3 opérateurs sont historiquement présents sur la commune :

- Logis Cévenols – OPH d'Alès Agglomération : 51 logements
- SFHE : 64 logements
- Un Toit Pour Tous : 25 logements

Contrairement au parc observé à l'échelle d'Alès Agglomération, le parc social de la commune de Saint-Privat-des-vieux est récent. En effet la quasi-totalité des logements ont été construits à partir des années 2000, et pour plus de la moitié d'entre eux dans les cinq dernières années.

Autre spécificité du parc de la commune, près de 3 logements sur 4 sont des logements individuels et 87 % sont des logements de type T3 / T4.

Les petites surfaces sont faiblement représentées (10 % de T2) et les grandes typologies quasi inexistantes (seuls 3 logements T5).

Sur les modes de financement, le parc remplit sa mission de service public de parc de logement à loyers modérés : 26 % des logements ont été financés en PLAI et 72 % en PLUS.

b) État des lieux du parc privé conventionné

Au dernier recensement de l'INSEE (2020), la commune comptait 436 logements locatifs dans le parc privé soit 18,6 % des résidences principales.

Selon le fichier Lovac 2021, seulement 60 logements vacants du parc privé seraient vacants depuis plus de 2 ans sur la commune.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Au 01/01/2022, **7 logements conventionnés** dans le parc privé sont décomptés mais 5 d'entre-eux ont leurs conventions arrivées à échéance en 2019, 2020 et 2021 donc maintenus à l'inventaire pendant 5 ans.

La commune de Saint-Privat-des-Vieux dispose dont d'un parc locatif privé conventionné peu important.

c) Autres logements sociaux décomptés à l'inventaire SRU

6 logements communaux conventionnés viennent compléter l'offre sociale.

Enfin, un logement-foyer " Notre Dame des Pins " comptabilise 12 équivalent-logements.

d) État des lieux de la demande locative sociale

- Tension locative sociale :

Années	Tension commune	Nb d'attributions	Nb de demandes	Tension Agglo	Délai moyen d'attribution
2019	4,20	36	151	3,00	15,00
2020	8,10	14	114	3,40	14,70
2021	9,20	17	156	3,70	19,30
2022	14,80	10	148	3,60	8,10

La tension locative sociale sur la commune est importante (niveaux de tension habituellement observés sur les communes du bassin nîmois), en particulier sur les trois dernières années.

Pour autant, les fortes variations de la tension s'expliquent par deux facteurs :

- Les livraisons sur les années N : induisent un nombre plus important d'attributions. A demande constante, la tension diminue.
- Les livraisons à venir : les demandeurs, dans une démarche d'anticipation des livraisons, font une demande de logement social. Sur ces années, à nombre d'attributions constant, la tension augmente.

La part des demandes de mutation dans l'ensemble des demandes représente 33 %.

- Taux de rotation :

Le taux de rotation sur la commune de Saint-Privat-des-Vieux est de 10,30 % en moyenne sur la période 2019-2021, toutes typologies confondues (Source RPLS - *Traitement données ADIL30*).
Ce taux équivaut à une moyenne de 9,3 rotations annuelles.
Ce taux est supérieur au taux moyen constaté sur l'EPCI – 9,3 % - et sur le département du Gard – 7,80 %.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Ainsi, la faible part des logements libérés n'est pas suffisante pour satisfaire la demande exprimée.

- Taux de vacance :

Comme souligné précédemment, le parc locatif social de la commune est relativement récent et attractif. De fait, la vacance est quasi inexistante. Au 01/01/2022, seuls 3 logements étaient vacants, et un seul était vacant depuis plus de 3 mois.

- Profils des demandeurs :

La demande locative sociale sur la commune est « locale » : 95 % des demandeurs habitent l'agglomération, parmi lesquels 38 % habitent Alès et 20 % habitent déjà la commune.

75 % des demandeurs sont sous les plafonds de ressources PLAI et 95 % sont sous les plafonds PLUS.

La composition familiale des ménages souhaitant un logement sur la commune est hétérogène : environ la moitié des ménages sont des personnes seules ou couples sans enfants (53%), et la moitié des familles monoparentales ou couples avec enfants.

De fait, les typologies demandées reflètent cette hétérogénéité : 1/3 des demandes portent sur un T2, 1/3 un T3 et 1/3 un T4. Les autres typologies restent à la marge, mais ne doivent pas pour autant être négligées, en particulier les grandes typologies pour les familles nombreuses et/ou recomposées.

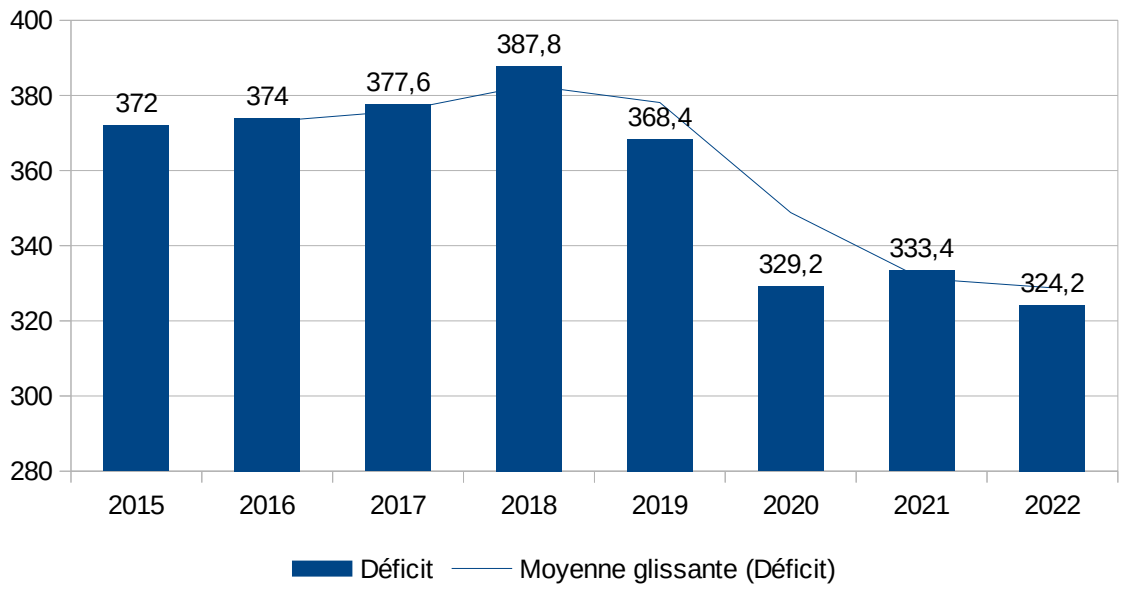
3) Dynamique de rattrapage SRU

a) Récapitulatif des objectifs et bilans des précédents triennaux

Bilans triennaux SRU	2014-2016		2017-2019		2020-2022 (*)	
Objectifs	73		89		184	
Réalisés	73		14		104	
Taux d'atteinte	100,00 %		16,00 %		57,00 %	
% de PLAI	31,00 %	% de PLS 0,00 %	29,00 %	14,00 %	37,00 %	0,00 %
Taux de carence	-		100,00 %		-	

(*) Procédure en cours

b) Evolution du déficit

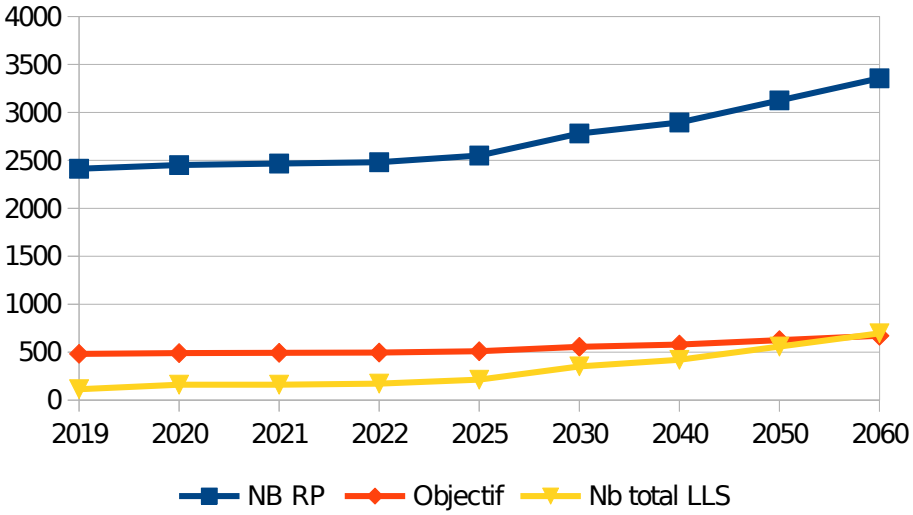


Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

La tendance depuis 2015 va en faveur d'une réduction du déficit. La dynamique engagée est bonne.

c) Projection

A résultats constants, en prenant comme hypothèse que 60 % des nouvelles résidences principales sont des logements locatifs sociaux, la commune ne pourra pas atteindre le taux cible avant plusieurs décennies.



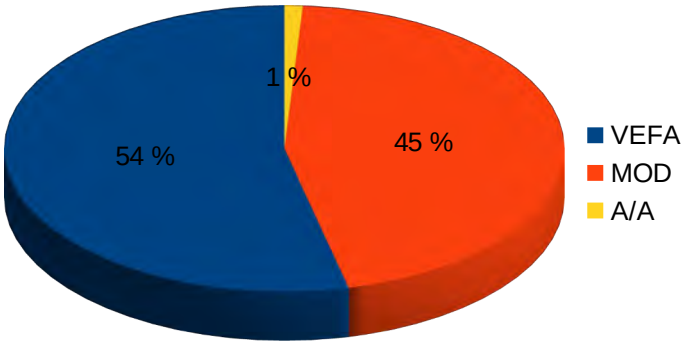
4) Les modes de production du logement social

A l'instar de ce qui est observé à l'échelle nationale et régionale, le mode de production VEFA prend de plus en plus d'importance dans la production globale de logements locatifs sociaux.

Ainsi sur la commune de Saint-Privat-des-vieux, sur l'ensemble des logements construits depuis 2005 :

- 1 programme concerne une opération d'acquisition / amélioration, portée par la commune pour 1 logement
- 3 programmes ont été réalisés en maîtrise d'ouvrage directe (MOD) pour 43 logements
- 2 programmes ont été réalisés en VEFA pour 51 logements

La répartition du mode de production s'apprécie de la manière suivante :



Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

2e volet / Outils et leviers d'action pour le développement du logement social

1) Action foncière

Difficultés observées et défis à relever :

- Problématique de rétention foncière
- Prix du foncier élevé ne permettant pas d'équilibrer les programmes
- Enjeu de maîtrise foncière et prise en compte du risque d'achat des fonciers dans les zones AU avec le ZAN : risque que le foncier ne s'ouvre jamais à l'urbanisation ?
- Problématique d'accès à certaines parcelles, pour lesquelles de gros travaux d'aménagement doivent être réalisés

Outils mis en œuvre :

- Conduite en 2021 d'une analyse de disponibilité du foncier permettant l'accueil des programmes locatifs sociaux, en partenariat avec Alès Agglomération et l'Agence d'Urbanisme de la région nîmoise et alésienne (AUDRNA).

- Conclusion d'une convention de carence quadri-partite commune / EPF / Etat / Alès Agglomération sur un périmètre déterminé de manière partenariale ciblé « à potentiel » . L'EPF a pour mission, à la demande de l'Etat, dans le cadre de l'axe 1 « Développer une offre foncière significative en matière de logements » de son Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) de participer à l'effort de rattrapage de la production de logements locatifs sociaux. Cette mission s'effectue par délégation du Préfet à l'EPF du droit de préemption, sachant que l'EPF peut également acquérir par voie amiable ou d'expropriation les biens nécessaires à la mise en œuvre d'opérations de logements.

- Réhabilitation du patrimoine ancien de la commune pour y créer du logement social communal

Leviers mobilisables :

Dans le cadre de l'observatoire du foncier et de l'habitat du PLH d'Alès Agglomération :

- Réactualisation de l'étude de capacité foncière et partage du rendu de l'étude via un COPIL avec les bailleurs / EPF / État. Ajustement du périmètre EPF si jugé opportun.

- Mener une réflexion sur l'incitation au conventionnement des logements par les bailleurs privés dans le cadre des dispositif incitatifs (Aides à la réhabilitation, conventionnement ANAH via dispositif Loc' Avantage) et une veille sur la vacance des logements dans le parc privé.
  Dans ce cadre, étudier l'opportunité d'accorder une prime communale de sortie de vacance.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

- Mener une étude de repérage des bâtiments d'envergure à réhabiliter et solliciter les bailleurs sociaux à la réalisation d'opérations en acquisition-amélioration

Points d'attention :

2 DIA n'ont pas abouti sur le 1er semestre 2023 pour les raisons suivantes :

- Foncier bâti présent sur la parcelle, renoncement des bailleurs car difficulté à équilibrer un projet
- Vendeurs du foncier ont renoncé à la vente.

2) Urbanisme et aménagement

Difficultés observées et défis à relever :

- Application de la loi Climat et Résilience et de l'objectif de réduction de la consommation de l'espace agricole, naturel et forestier d'ici 2030 et à terme l'objectif du zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050
- Territoire concerné par plusieurs risques qui limite le développement urbain (inondation, feux de forêt)
- Station d'épuration (STEP) de Saint-Privat-des-Vieux est saturée. Le sud de la commune est raccordée à la STEP de Saint-Privat-des-Vieux et le Nord à la STEP intercommunale de Saint-Hilaire-de-Brethmas (pas de saturation sur cette STEP). Le développement sur la partie sud du territoire est conditionné à la construction d'une nouvelle STEP. La réalisation des travaux est prévue à l'horizon 2026-2027.

Outils mis en œuvre :

Le PLU de Saint-Privat-des-Vieux, approuvé le 11 mai 2019, intègre d'ores et déjà les outils prévus par le Code de l'Urbanisme en faveur de la mixité sociale :

- il délimite 6 secteurs de mixité sociale dont 5 sur le centre ancien et la zone pavillonnaire (40 % minimum de la SDP des programmes de plus de 500m² de SDP doivent être réservés à la production de logements locatifs sociaux) et un en zone IAU La Vabre (40 % de la SDP de l'OPA 1 doivent être réservés à la production de logements locatifs sociaux, ce qui correspond à un minimum de 55 logements locatifs sociaux) ;
- il délimite 6 emplacements réservés sur lesquels au moins 50 % (chemin du Rieu), 60 % (Impasse des Tournesols, Chemin des Bleuets, Impasse des Fauvettes), voire 100 % (Chemin des Ormeaux) de la SDP doivent être réservés à des logements locatifs sociaux ;
- Enfin, il octroie aux programmes de logements locatifs sociaux situés en zone UA, UB, Uba, Uda, Udb, et 1AU une majoration du volume constructible à hauteur de 30 %.
- Zone 1AU Mazac, pour laquelle est prévu un conventionnement avec l'EPF Occitanie. L'intervention de l'EPF permettra de s'assurer de la maîtrise foncière en amont de l'ouverture à l'urbanisation.
- Zone 1AU dite de « La Vabre » d'environ 5Ha

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Leviers mobilisables :

Une modification du PLU est en cours (juillet 2023) dont l'objet est de faciliter et sécuriser la production de nouveaux logements sociaux :

- Modification d'un emplacement réservé (57 logts)
- Exonérer de l'obligation de parking et de bassin de rétention en cœur de village (6 logts)
- Hauteur frontale des opérations de logements sociaux (environ 33 logts)

Points d'attention :

Les projets de logements sociaux s'apprécient dans le temps longs.
Certains nécessitent des adaptations du PLU, d'autres de solliciter des financements complémentaires, de répondre à des appels à projet etc.

3) Programmation et financement du logement social

Difficultés observées et défis à relever :

- Contexte actuel peu propice au développement du logement social : augmentation taux du livret A, augmentation des coûts des matériaux et nouvelle réglementation environnementale RE2020 renchérissant d'autant plus le coût global de réalisation, raréfaction et augmentation du coût du foncier.
  A contrario, les aides à la pierre sont stables et aucun autre financement ne vient contre-balancer les déficits financiers des opérations.

- Difficultés à mobiliser les bailleurs sur des « petites opérations » de moins de 10 logements ainsi que sur les opérations d'acquisition / amélioration.

- Intervention financière de la commune : même au regard du fort investissement financier, difficulté à équilibrer les programmes.

Outils mis en œuvre :

- Intervention de la commune sur fonds propres donnant lieu à déduction sur le montant du prélèvement SRU:
  - Mise à disposition du terrain - rue de la République - « Logis Cévenols » - 44 000 € - Année de déduction : 2018
  - Participation financière – Villas Terrazzi - « Un toit pour tous » - 50 000 € - Année de déduction : 2018
  - Participation financière – Notre Dame des Pins les Ormeaux – 80 000 € - Année de déduction : 2019
  - Participation financière – Logements rue de la République – 20 000 € - Année de déduction : 2019
  - Participation financière – VEFA le Plo – Les Hirondelles – « Logis Cevenols » - 32 000 € - Année de déduction : 2024
  - Participation financière – Chemin des Bleuets – « Un toit pour tous » - 103 000 € - Année de déduction : Mandatement de la participation + 2 ans
  - ainsi que 100 000 euros sur le projet BAMA (acquisition prévue par Un Toit Pour Tous).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

- Comme prévu par le PLH, développement d'une offre de logement en accession abordable en PSLA

- Garantie des emprunts des bailleurs à hauteur de 50 % par la commune ce qui représente plusieurs millions d'euros d'emprunts

Leviers mobilisables :

7 PSLA envisagés sur une nouvelle opération – Opération « les bleuets » en cours d'agrément.

Envisager le développement des BRS sur le territoire

Réflexion de la CA Alès agglomération pour mettre en place des aides complémentaires en faveur du logement social (utilisation des prélèvements SRU).

Points d'attention :

- Mixité des financements, produits, typologies et formes urbaines.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

4) Attribution aux publics prioritaires

Outils mis en œuvre :

Alès Agglomération est engagé depuis 2017 à la mise en œuvre sur son territoire de la réforme des attributions.

Cet engagement s'est traduit successivement par :

- Novembre 2017 : mandatement du cabinet Habitat et Territoires Conseil pour accompagnement dans la mise en place de la CIL, élaboration du document cadre et animation des premières séance plénière ;
- 23 avril 2019 : Approbation en CIL plénière du document cadre ;
- 4 décembre 2019 : Approbation en CIL plénière de la Convention Intercommunale d'Attribution ;
- 4 avril 2020 : Recrutement d'un chargé de mission en charge du suivi et de la mise en place des actions définies par la CIA, ainsi que la mise en place du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs ;
- Sur l'année 2021, l'élaboration de plaquette d'information à destination des élus communautaires pour une meilleure compréhension des enjeux de la réforme ; le développement d'un outil cartographique du parc social ; l'élaboration d'un plan de formations ; la finalisation de la Charte de Relogement du NPNRU ;
- Sur l'année 2022 : mise en place des commissions de coordinations pour engager le suivi des objectifs d'attributions définis par la CIA et coordonner les relogements des ménages en situations précaires et/ou complexes.
  Engagement d'une démarche de réflexion inter-EPCI pour la mise en œuvre d'un dispositif de cotation de la demande.

La Conférence Intercommunale du Logement d'Alès Agglomération dispose donc d'un document cadre et d'une CIA pleinement exécutoires.

Les publics prioritaires sont hiérarchisés de la façon suivantes :

1. Publics reconnus prioritaires au titre du DALO
2. Publics à reloger dans le cadre du NPNRU
3. Publics prioritaires du PDALHPD
4. Autres publics prioritaires définis par l'article L. 441-1 du CCH

Difficultés observées et défis à relever

Concernant l'accès aux ménages du 1er quartile au parc social de la commune de Saint-Privat-des-Vieux, il est à noter :

- Le parc de la commune est récent, et essentiellement composé de logements individuels de moyennes typologies (T3/T4). De par leurs caractéristiques propres, ces logements présentent un loyer au m² supérieur aux loyers moyens du parc social de l'agglomération.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

- A contrario, le seuil de ressources des demandeurs du 1er quartile d'Alès Agglomération est très faible (un des plus faibles à l'échelle nationale) et se situe en 2023 à 7 358€ / UC.

Il est donc compliqué, de par la capacité financière des ménages du 1er quartile, d'accéder à un logement social sur la commune de Saint-Privat-des-Vieux, mais plus généralement sur les communes en première périphérie d'Alès.
Par ailleurs, la commune note un taux de refus important des ménages du premier quartile car les logements sont excentrés des commerces et zones d'emplois alors même que ces ménages sont souvent non véhiculés.

Leviers mobilisables :

Apporter une attention particulière à l'offre nouvelle de logement afin de pouvoir répondre aux besoins des ménages précaires :

- Localisation : privilégier les secteurs proches des commerces et transports en commun
- Type de financement : privilégier, dans le respect des orientations nationales et de la mixité sociale, une offre de logement PLAI et PLAI adapté
- Mixité fonctionnelle : favoriser la mixité des typologies au sein des programmes en favorisant une offre de petits logements de types T1/T2

Apporter une attention particulière lors des CALEOL :

- Contingent propre de la commune : solliciter un accès au système national d'enregistrement (SNE) et prendre en compte, pour au moins 25 % des attributions, les candidatures des ménages du 1er quartile
- Représentation aux CALEOL : prendre en compte les ménages prioritaires et ménages du 1er quartile dans le choix des attributions

Demander annuellement aux bailleurs sociaux un compte rendu des attributions faites sur le territoire communal et sensibiliser à la prise en compte des ménages prioritaires et des ménages du 1er quartile.
Dans le cas du non-respect des objectifs d'attribution définis par la CIA, demander aux bailleurs la justification.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

3e volet / Objectifs, engagements et projets : la feuille de route pour 2023-2025

Article 1er - Les engagements et actions à mener pour la période 2023-2025

Conformément à l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, le contrat de mixité sociale constitue un cadre d'engagement de moyens permettant à une commune d'atteindre ses objectifs de rattrapage. Pour cela il « détermine notamment, pour chacune des périodes triennales qu'il couvre et pour chacune des communes signataires, […] les engagements pris, notamment en matière d'action foncière, d'urbanisme, de programmation et de financement des logements [comptabilisés à l'inventaire] et d'attributions de logements locatifs aux publics prioritaires […] ».

Dans ce cadre, l'EPF se propose d'accompagner les collectivités qui le souhaitent dans la mise en œuvre de leurs projets par le biais de conventions foncières pré-opérationnelles, opérationnelles ou de carence permettant d'accélérer la maîtrise des biens et terrains nécessaires aux projets de production de logements dont une partie en logements sociaux, dans le respect de son Programme Pluriannuel d'Intervention.

Ainsi, l'EPF accompagnera les collectivités d'un point de vue technique, administratif et juridique, et s'appuiera sur ses dispositifs d'intervention adaptés à la production de logements sociaux, notamment en mobilisant le cas échéant son dispositif de minoration foncière SRU.

Au vu de l'analyse conduite sur les outils et leviers mobilisables, les signataires décident des engagements et actions suivantes à mettre en œuvre sur la période triennale 2023-2025 :

Action	Qui	Quand	Résultats attendus
Action foncière			
Contractualiser avec l'EPF pour délégation du DPU dans le cadre de la sortie de carence	Commune EPF Occitanie Alès Agglomération	Fin 2023 / début 2024	Continuité dans l'étude des DIA en vue d'éventuelles préemptions / portages fonciers
Lancement d'une réflexion sur l'ouverture de 2 zones 1AU (5ha + 3 ha)	Commune EPF	Octobre 2023	Signature d'une convention pré-opérationnelle avec EPF S'assurer de la maîtrise foncière du site
Sollicitation EPF sur projet vente 1,25 ha par personne privée	Commune EPF	Dernier semestre 2023	Création de programmes de logements locatifs sociaux
Observatoire du foncier	Commune Alès Agglomération	2024	Cibler la prospection foncière, partager une meilleure vision des capacités foncières de la commune avec tous les

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Actualisation de l'étude de capacité foncière	Agence d'Urbanisme		acteurs du logement social et notamment les bailleurs sociaux
Urbanisme et aménagement			
Modification PLU en cours (juillet 2023)	Commune	En cours (juillet 2023)	Doit permettre la sortie d'opérations : - 6 logements rue de la République - 57 logements « les bleuets » - 33 logements « le viget »
Construction d'une nouvelle STEP	Alès Agglomération	Études préalables en cours Objectif travaux 2026-2027	Permettre l'urbanisation du foncier en partie sud de la commune
Programmation et financement du logement social			
Mener une étude d'opportunité à l'attribution d'aides sur les fonds propres d'Alès Agglomération et utilisation de l'enveloppe des prélèvements SRU	Alès Agglomération	2024	Contribuer à l'atteinte de l'équilibre des opérations déséquilibrer ne pouvant sortir dans le cadre financier actuel
Attributions aux publics prioritaires			
Apporter une attention particulière à l'offre nouvelle de logement afin de pouvoir répondre aux besoins des ménages précaires	Commune État Alès Agglomération EPF si intervention en minoration foncière	Au fil de l'eau	Rééquilibrage dans les typologies demandées (favoriser le développement d'une offre de petit logement T1/T2) Développement de l'offre PLAI / PLAI adapté
Apporter une attention particulière lors des CALEOL	Commune	Au fil de l'eau	Favoriser la prise en compte des ménages prioritaires et ménages du 1er quartile

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Article 2 – Les objectifs de rattrapage pour la période 2023-2025

Conformément à l'article L. 302-8-1 du code de la construction et de l'habitation, le contrat de mixité sociale détermine, pour chacune des périodes triennales qu'il couvre et pour chacune des communes signataires, les objectifs de réalisation de logements locatifs sociaux à atteindre. Il facilite la réalisation d'objectifs de répartition équilibrée des logements locatifs sociaux pour chaque commune

Conformément à l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, le taux de rattrapage légal de la commune de Saint-Privat-des-Vieux correspond à 33 % du nombre de logements sociaux manquants, soit 107 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023-2025.

Objectifs quantitatifs de rattrapage pour 2023-2025

Au vu de l'objectif de rattrapage à 33 %, revu par la loi 3 DS et identique à celui de la très grande majorité des communes gardoises, la commune de Saint-Privat des Vieux étant par ailleurs dans une bonne dynamique depuis plusieurs triennaux et bien que la somme des projets à trois ans est loin de l'objectif, aucune difficulté spécifique ne justifie un report de la production, l'abaissement des objectifs n'apporterait pas de plus value,

En revanche, au travers de ce CMS, la commune s'inscrit dans une stratégie de temps moyen et long sur la production de logement social avec de nombreux outils. Un CMS classique permet de formaliser et partager cette stratégie entre les principaux acteurs.

Il est donc décidé de retenir pour la période 2023-2025 des objectifs correspondant à 33 % du nombre de logements sociaux manquants, soit 107 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023-2025.

Ces objectifs ont fait l'objet d'une notification en date du 26 juin 2023.

Objectifs qualitatifs de rattrapage
Les logements réalisés pour concourir à l'atteinte de ces objectifs triennaux devront intégrer au moins 30% de PLAI et 30% de PLS et assimilés, soit un objectif de rattrapage intégrant au moins 32 logements PLAI et au maximum 32 logements en PLS ou assimilés.

Modalités d'établissement du bilan triennal 2023-2025

Sont pris en compte au bilan triennal :

- les logements entrés à l'inventaire entre le 1er/01/2022 et le 1er/01/2025 ;
- les logements agréés ou conventionnés et " décomptables SRU " sur les années 2023-2025 ne figurant pas à l'inventaire.

Sont retranchés du bilan triennal :

- les logements agréés ou conventionnés entrés à l'inventaire et déjà pris en compte dans les précédents bilans triennaux ;
- les logements agréés ou conventionnés comptabilisés dans un précédent triennal et dont les opérations ont été annulées ou abandonnées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Article 3 – Les projets de logements sociaux pour 2023-2025

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'article 2 du présent contrat de mixité sociale, la liste des projets devant y concourir et déjà identifiés s'établit comme suit :

Opération	Localisation (adressse, réf. cadastrale)	M. Ouvrage	Nb lgts projetés	Nb lgts sociaux	Financement			Observations
					Type	Année prévision-nelle	Année	
PLOT	Chemins Rieu/Près (BY 235)	BAMA / Toit pour Tous		33	40 % PLAI	2023		Retard suite à abandon du projet par le bailleur initial
BLEUETS	Chemins Bleuets/Tournesols (AZ 224)	AMETIS / Toit pour Tous		7	PSLA	2023		Retard lié à modif. PLU
REPUBLIQUE	Rue République (BO 342/206)	Logis Cévenols		6	PLS	2024		Ancien projet agréé en 2016 et annulé en 2020

Cette liste correspond aux projets prioritaires, pour lesquels chaque signataire s'engage à mobiliser l'ensemble de ses champs de compétences afin d'aboutir à une prise en compte dans le bilan triennal 2023-2025.

Dans le cadre du pilotage, du suivi et de l'animation du contrat de mixité sociale, cette liste fera l'objet d'un examen régulier et d'une mise à jour en continu par la commune.

Toute difficulté relative aux projets listés ci-dessus devra être signalée aux autres signataires et faire l'objet, le cas échéant, d'une action spécifique pour y remédier.

Autres projets à vision moyen / long terme :

- Foncier des Logis Cévenols « Les Fauvettes » : aménagement de la RD pour sécuriser l'accès au foncier : travaux d'aménagement prévus en 2024 ; programme LLS 2026
- Fonciers dans les zones AU
- Projet d'habitat inclusif dans le centre du village pour environ 12 logements

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_13-DE

Article 4 - Pilotage, suivi et animation du contrat de mixité sociale

Gouvernance et pilotage stratégique

Un comité de pilotage, animé par la commune de Saint-Privat-des-Vieux, se tiendra a minima une fois par an, mais pourra se tenir autant de fois que jugé nécessaire.

Ce comité de pilotage aura en particulier vocation à présenter le bilan périodique d'état d'avancement des engagements et actions décidées dans le cadre du présent contrat.

La commune de Saint-Privat-des-Vieux aura à sa charge l'élaboration de ces bilans, en appui avec les autres signataires.

Les membres du comité de pilotage sont les signataires du présent contrat de mixité sociale. Toutefois, les comités de pilotage pourront fonctionner avec un partenariat adaptable aux sujets à évoquer (membres invités selon la situation…).

Animation et suivi opérationnels

Le comité de pilotage aura aussi pour vocation de suivre l'avancement opérationnel des projets identifiés à l'article 3.

Effets, durée d'application, modalités de modification

Le présent contrat de mixité sociale est valable jusqu'au 31/12/2025.

Au moins 6 mois avant son terme, le comité de pilotage devra se réunir et se prononcer sur l'opportunité et les modalités d'engager l'élaboration d'un nouveau contrat de mixité sociale pour la période triennale suivante (2026-2028).

Il pourra faire l'objet d'avenants selon la même procédure que celle ayant présidé à son élaboration initiale.

Le date

COMMUNE	*EPCI*	*ETAT*	*EPF d'Occitanie*
Le Maire,	Le Président d'Alès Agglomération,	*Le Préfet du Gard,*	*La Directrice générale,*
Philippe RIBOT	**Christophe RIVENQ**	***Jérôme BONET***	***Sophie LAFENETRE***

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_14-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Habitat et Logement
Réf : LP/LG/MR
Tél. : 04 66 56 11 07

C2023_04_14

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Autorisation Préalable à la Mise en Location (APML), délégation de la gestion et de la mise en œuvre du dispositif à la Ville de La Grand Combe

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L634-1 et L635-1,

Vu le Code de la santé publique, et notamment ses articles L1312-1 et R1312-1,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_14-DE

Vu la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 modifiée, tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986,

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée, relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

Vu la du loi n°2014-366 24 mars 2014 modifiée, pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 modifiée, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique,

Vu le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002 modifié, relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

Vu le décret n°2007-75 du 22 janvier 2007 relatif à l'habilitation des agents de l'État et des collectivités territoriales chargés de constater les infractions en matière de contrôle sanitaire et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires),

Vu le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location,

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2017 relatif au formulaire de demande d'autorisation préalable de mise en location de logement et au formulaire de déclaration de transfert de l'autorisation préalable de mise en location,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la délibération C2021_10_17 du Conseil de Communauté en date du 9 décembre 2021 relative au Programme Local de l'Habitat (PLU) 2021-2026,

Vu le courrier de la commune de La Grand'Combe en date du 1er septembre 2023 sollicitant Alès Agglomération pour lui déléguer la mise en œuvre et le suivi du dispositif d'Autorisation Préalable de Mise en Location (APML),

Considérant que l'objectif de l'Autorisation Préalable de Mise en Location (APML) est de lutter contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil,

Considérant que le dispositif permet de s'assurer que les logements mis en location ne portent atteinte ni à la sécurité des occupants, ni à la salubrité publique,

Considérant que la commune de La Grand'Combe a signé le 27 juillet 2023 les conventions relatives au programme « Petites Villes de Demain » dont l'axe stratégique premier se concentre sur l'amélioration de l'habitat,

Considérant qu'Alès Agglomération, dans le cadre de sa politique menée en matière d'habitat, développe et soutient les actions au titre :

- de la conduite et l'animation du Programme Local de l'Habitat (PLH),
- de la diversification de l'offre de logements pour assurer les parcours résidentiels sur l'ensemble du territoire alésien,
- du développement d'une offre diversifiée de logements adaptés aux besoins des publics en difficulté,
- de la lutte contre l'habitat indigne,

Considérant qu'Alès Agglomération a été sollicitée par Madame la maire de La Grand'Combe pour lui déléguer la mise en œuvre et la gestion du dispositif d'Autorisation Préalable de Mise en Location (APML),

Considérant que Madame la maire de La Grand'Combe s'engage à adresser annuellement un rapport sur l'exercice de cette délégation à Monsieur le Président d'Alès Agglomération,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_14-DE

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

d'instaurer le dispositif d'Autorisation Préalable de Mise en Location (APML) pour l'ensemble des habitations du parc privé occupées par des locataires suivant les modalités précisées ci-dessous et sur les rues suivantes :

- **- Centre-ville (numéros pairs et impairs)**
  - Rue Anatole France (numéros pairs et impairs)
  - Rue de la Parreau (numéros pairs et impairs)
  - Rue de l'Arboux (numéros pairs et impairs)
  - Rue des Poilus (numéros pairs et impairs)
  - Rue Pasteur (numéros pairs et impairs)
  - Rue St Vincent (numéros pairs et impairs)
  - Rue Raoul Mourier (numéros pairs et impairs)
  - Place Mathieu Lacroix (numéros pairs et impairs)
  - Rue du repos (numéros pairs et impairs)
  - Impasse Merméjean (numéros pairs et impairs)
  - Impasse du Mas Paillassier (numéros pairs et impairs)
  - Rue des carrières (numéros pairs et impairs)
  - Rue des lavoirs (numéros pairs et impairs)
  - Rue Ste Barbe (numéros pairs et impairs)
  - Rue Abbé Méjean (numéros pairs et impairs)
  - Rue Abbé Masson (numéros pairs et impairs)
  - Rue St Eloi (numéros pairs et impairs)
  - Rue de la République (numéros pairs et impairs)
  - Rue Emile Zola (numéros pairs et impairs)
  - Rue de la Paix (numéros pairs et impairs)
  - Rue de l'apôtre (numéros pairs et impairs)
  - Impasse des bains (numéros pairs et impairs)
  - Traverse Callon (numéros pairs et impairs)
  - Boulevard Callon (numéros pairs et impairs)
  - Boulevard Talabot (numéros pairs et impairs)
  - Chemin bas du cimetière (numéros pairs et impairs)
  - Place Baptiste Marcet (numéros pairs et impairs)
  - Rue du gouffre (numéros pairs et impairs)
  - Rue du Mas Laffont (numéros pairs et impairs)

- **- Quartier du Riste**
  - Rue du Riste (numéros pairs et impairs)
  - Rue du viaduc (numéros pairs et impairs)
  - Passage de la treille (numéros pairs et impairs)
  - Passage du puits (numéros pairs et impairs)
  - Passage du Riste (numéros pairs et impairs)
  - Rue du pont (numéros pairs et impairs)
  - Rue du passage du Gardon (numéros pairs et impairs)

- **- Quartier des Pelouses**
  - Rue du Brugas (numéros pairs et impairs)
  - Rue du Mas Chazelles (numéros pairs et impairs)
  - Rue maisons vieilles (numéros pairs et impairs)
  - Impasse des jardins (numéros pairs et impairs)
  - Boulevard du 9 mai 1945 (numéros pairs et impairs)
  - Rue cité des pelouses (numéros pairs et impairs)
  - Rue des pelouses (numéros pairs et impairs)
  - Rue des prés (numéros pairs et impairs)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_14-DE

- Rue du mas chapon (numéros pairs et impairs)
- Impasse du mas Chapon (numéros pairs et impairs)
- Rue villa Béchard (numéros pairs et impairs)

- **- Trescol**
  - Rue Platon (numéros pairs et impairs)
  - Rue Feydédié (numéros pairs et impairs)
  - Rue courte (numéros pairs et impairs)
  - Rue du passage (numéros pairs et impairs)

- **- L'Aubignac**
  - Rue de la Frugère (numéros pairs et impairs)
  - Rue de la montagne Bernard (numéros pairs et impairs)
  - Rue des Calquières (numéros pairs et impairs)
  - Impasse des Calquières (numéros pairs et impairs)
  - Rue des chênes verts (numéros pairs et impairs)

- **- La Levade**
  - Rue Jules Guesdes (numéros pairs et impairs)
  - Chemin de la haute Levade (numéros pairs et impairs)

- sont concernées toutes les habitations mises en location, dans le périmètre défini ci-dessus et dont le permis de construire a plus de 15 ans,

- sont exemptés de la demande d'autorisation préalable de mise en location, les logements mis en location par un organisme social et les habitations faisant l'objet d'une convention avec l'État,
- seules la mise en location, ou relocation, sont visées par ce dispositif,

- les demandes d'autorisation préalable de mise en location pourront être :
  - déposées directement auprès de la mairie concernée ;
  - adressées par voie postale ;
  - envoyées par voie électronique ;

- les autorisations préalables de mise en location pourront être soumises à visite :
  - lors de l'instruction de la demande,
  - pour un contrôle a posteriori dans le cas des autorisations délivrées sous conditions de travaux,

AUTORISE

La délégation au maire de La Grand'Combe de la mise en œuvre et le suivi du dispositif d'Autorisation Préalable de Mise en Location (APML).

Le dispositif entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la publication de la présente délibération, il prendra fin de plein droit à l'expiration du Plan Local de l'Habitat actuellement en vigueur, ou de façon anticipée en cas d'accord expresse en ce sens entre Alès Agglomération et la Ville de La Grand'Combe.

Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de la présente délibération.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

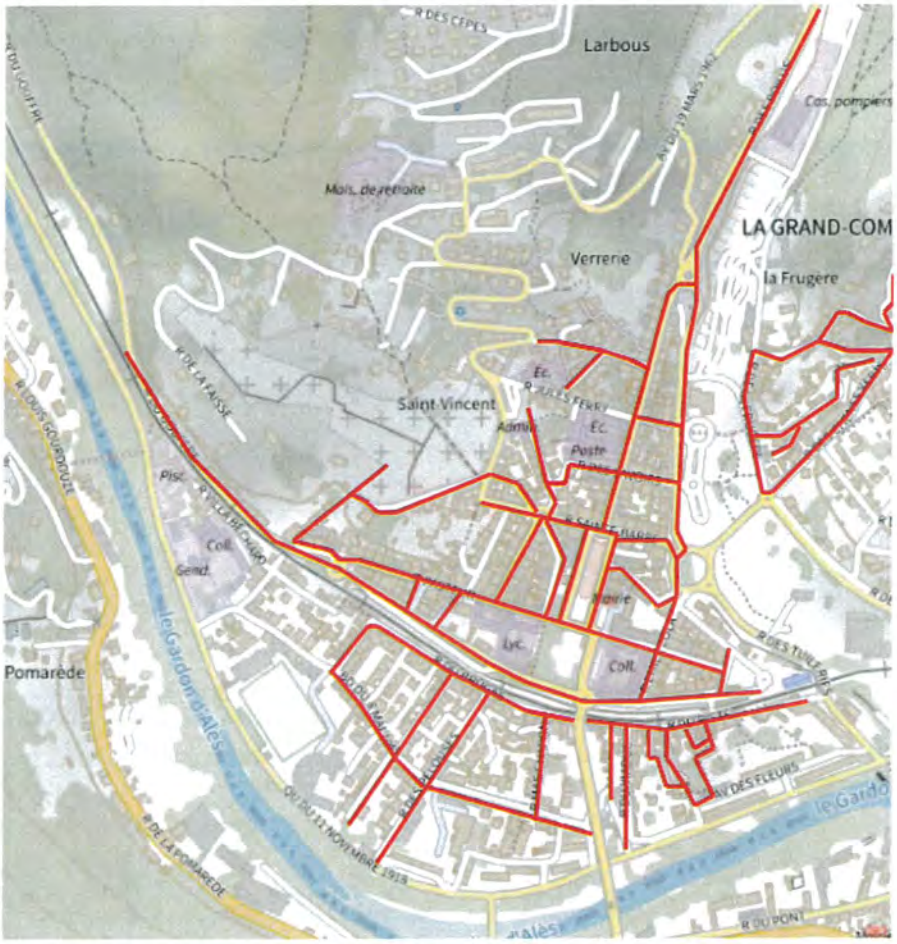
Christophe RIVENQ

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_14-DE

ANNEXE A LA DÉLIBÉRATION C2023_04_14
CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 12 OCTOBRE 2023

RUES CONCERNÉES PAR L'APPLICATION DE L'APML SUR LA COMMUNE DE LA GRAND'COME



Périmètre APML La Grand'Combe – centre ville

Périmètre APML La Grand'Combe – quartiers de Trescol et de la Levade

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

AGGLOMÉRATION – ALÈS 536

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Développement Economique
Réf : LP/AL/NT
Tél. : 04.66.55.84.01

C2023_04_15

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Convention cadre 2023-2027 avec l'IMT Mines Alès relative au programme d'investissement immobilier inscrit au CPER

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

Considérant que l'IMT Mines Alès est un acteur essentiel de la formation, de la recherche et du développement économique du bassin alésien,

Considérant que l'IMT Mines Alès a élaboré un nouveau plan de développement visant essentiellement à supporter la croissance du nombre de ses élèves, renforcer ses enjeux de transition écologique et s'adapter aux transformations pédagogiques afin de poursuivre sa progression et sa reconnaissance,

Considérant que ce projet nécessitera un programme ambitieux d'investissement et de réaménagement des locaux existants par la construction d'un nouveau bâtiment d'enseignement et technique, la rénovation énergétique des bâtiments et les équipements de recherche des plateformes DOREE et MEBE,

Considérant que ce programme est inscrit dans le cadre du Contrat de Plan État Région 2021-2027,

Considérant que le programme immobilier de l'IMT Mines Alès est la traduction d'une implication renforcée de l'établissement, dans le champ du développement économique local,

Considérant que cette orientation de l'IMT Mines Alès s'effectue dans le cadre d'actions communes concertées avec Alès Agglomération, et qu'elle s'inscrit pleinement dans les orientations du projet de territoire adopté par la collectivité,

Considérant enfin, que le projet de l'IMT Mines Alès participe aux orientations de développement économique de la communauté Alès Agglomération,

Considérant qu'un projet de convention cadre établit les engagements réciproques de l'IMT Mines Alès et Alès Agglomération, tant thématiques que financiers,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

- le plan de financement annexé à la présente délibération pour la réalisation de ce programme d'investissement ;

- le versement à l'IMT Mines Alès d'une participation de 2,8M € (deux millions huit cent mille euros) pour la réalisation du programme d'investissement sous forme de subventions annuelles qui seront versées conformément aux modalités prévues dans la convention cadre ci annexée ;

- le versement à l'IMT Mines Alès d'une subvention annuelle de 100 000 € (cent mille euros) à compter de 2023 pour le partenariat en matière de développement économique défini dans la convention cadre ;

AUTORISE

Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention-cadre jointe à la présente délibération pour une durée de cinq avec l'IMT Mines Alès ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION C2023_04_15 DU CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 12 OCTOBRE 2023

Plan de financement pour la réalisation du programme immobilier porté par l'IMT Mines Alès et inscrit au CPER 2021-2027

Projets	Assiette dépenses du CPER
Construction d'un bâtiment d'enseignement et technique	11 000 000
Rénovation thermique des bâtiments	2 330 000
Plateforme DOREE	284 000
Plateforme MEBE	380 000
Total HT	**13 994 000**

Projets	Alès Agglomération	Région	CD 30	IMT Mines Alès
Construction d'un bâtiment d'enseignement et technique	2 200 000	2 725 000	575 000	5 500 000
Rénovation thermique des bâtiments	466 000	582 500	116 500	1 165 000
Plateforme DOREE	56 800	85 000	0	142 200
Plateforme MEBE	77 200	114 000	0	188 800
Total	**2 800 000 € (20%)**	**3 506 500 € (25%)**	**691 500 € (5%)**	**6 996 000 € (50%)**

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALES AGGLOMERATION – S36

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

CONVENTION– CADRE DE PARTENARIAT
IMT MINES ALES - ALES AGGLOMERATION
2023/2027

ENTRE

la Communauté Alès Agglomération
dont le siège est situé 6 rue Michelet – Batîment Atome- 30 105 Alès cedex

Représentée par Monsieur Christophe RIVENQ, son Président
D'une part,

ET

L'Institut Mines Telecom Alès
dont le siège est 6 avenue de Clavières, 30319 Alès Cedex,

Représenté par Madame Assia TRIA, sa Directrice
D'autre part.

Préambule

Le projet de territoire d'Alès Agglomération reconnaît le rôle central de l'IMT Mines Alès dans le développement du bassin alésien tant en termes de rayonnement, d'enseignement supérieur, de formation que de développement économique.
Depuis 2014, Alès Agglomération a apporté un soutien financier constant à l'IMT Mines Alès afin d'accompagner ses programmes d'investissement et ses actions de formation et de développement économique, ce soutien représentant plus de 5 millions d'euros.
L'extension du site de Croupillac, la création du Hub Créativité, le déploiement de nouvelles formations et notamment dans le domaine de l'apprentissage ont ainsi permis à l'IMT Mines Alès, d'être reconnu parmi les meilleures écoles d'ingénieurs de France.
Pour mémoire depuis 2014 année de lancement du projet de nouveau campus et de la nouvelle résidence des élèves, les effectifs d'élèves ingénieurs et des salariés d'IMT Mines Alès ont progressé respectivement de 27% et de 12,8 %.

Les ambitions en matière de développement économique sont aussi un objectif fort partagé par l'Agglomération d'Alès et l'IMT Mines Alès et qui s'est traduit notamment par des collaborations en faveur du soutien à l'innovation pour les Pme-Pmi locales, l'appui à l'accompagnement de start-up dans le cadre de l'incubateur, le partenariat pour le concours Alès Audace ou encore sur des programmes de formations et d'expertises autour de l'industrie du futur...

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

Au regard de ce bilan et de l'évolution constante des missions de l'IMT Mines Alès dans ce partenariat structurant entre l'IMT Mines Alès et Alès Agglomération, il est proposé de reconduire pour la période 2023-2027 une convention cadre entre les 2 entités.

Cette convention portera sur deux axes : un 1er axe -Immobilier- pour l'accompagnement des projets d'investissement permettant à IMT Mines Alès de répondre aux enjeux de transition écologique, de s'adapter aux transformations pédagogiques et de supporter la croissance du nombre de ses élèves et un 2nd axe développement destiné à accompagner des actions communes en faveur du développement économique du territoire .

Ainsi, au regard de ces éléments, il est proposé d'établir une nouvelle convention de partenariat entre Alès Agglomération et l'IMT Mines Alès sur la période 2023-2027.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention-cadre a pour objectif de définir les objectifs et les moyens dédiés à cette collaboration. La mise en œuvre des objectifs et des moyens financiers alloués portent sur la période 2023-2027.

Article 2 - Contenu du partenariat

Les orientations prises par le projet de territoire d'Alès Agglomération, notamment dans les champs du développement économique, de la formation et de l'innovation, impliquent pour le territoire de mobiliser des moyens et ressources adaptés. L'objet du présent protocole est donc d'établir un programme de travail commun entre Alès Agglomération et l'IMT Mines Alès, afin d'identifier l'ensemble des ressources mobilisables, et de définir les concours financiers d'Alès Agglomération pour la réalisation de ces objectifs communs.

De manière générale, au titre du soutien financier apporté par Alès Agglomération, il est convenu que celui-ci concourt au soutien des nouveaux programmes d'investissement portés par l'IMT et inscrits dans le cadre du CPER ainsi qu'aux ressources de l'IMT Mines Alès notamment pour porter des actions en matière de développement économique entre les 2 parties.

Enfin, Alès Agglomération et l'IMT Mines Alès s'engagent à rechercher conjointement tous cofinancements européens, nationaux et locaux afin de conduire les projets décrits ci-dessous dans les meilleures conditions.

Article 3 - Objectifs de la présente convention cadre

La présente convention définit le cadre général du soutien d'Alès Agglomération aux programmes d'investissement immobiliers et matériels de l'IMT Mines Alès, et aux actions et projets communs que les 2 entités s'engagent à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs du projet de territoire en matières de développement économique, de formation, d'innovation.....

Axe 1 Investissement immobilier :
Il est ainsi convenu que ce soutien concourra aux objectifs d'investissement de l'IMT Mines Alès pour les projets inscrits et cofinancés dans le cadre du CPER Occitanie (période 2021-2027):

- Construction d'un nouveau bâtiment d'enseignement et technique
- Rénovation énergétique des bâtiments
- Equipement des plateformes DOREE ET MEBE

Les détails de ces investissements sont présentés en annexe 1 de la présente convention

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

Axe 2 Développement :
Les 2 entités s'engagent à proposer et construire des nouveaux projets, de nouvelles actions pour répondre aux objectifs de la présente convention et ainsi renforcer la dynamique de développement économique du territoire.
Les actions relevant de cet axe porteront sur les 3 objectifs suivants :

- Promouvoir et Favoriser l'ingéniosité du territoire : Incubation, Créativité, Innovation Frugale, Création de Start Up, appui à l'innovation, appui technologique
- Contribuer au développement de nouvelles formations notamment dans les domaines industriels et numériques
- S'engager dans un programme d'Ecologie Industrielle Territoriale autour notamment des enjeux territoriaux de la gestion de la ressource en eau et des déchets

Article 4 - Définition des Ressources et modalités d'affectation

Afin de mettre en œuvre ce partenariat, la participation de la communauté Alès Agglomération se répartit de la manière suivante :

Axe 1 : Immobilier

Afin de disposer sur le site de Clavières d'un bâtiment permettant de renforcer l'ancrage territorial et l'ouverture de l'école, de répondre à la problématique de saturation des locaux d'enseignants et des infrastructures de recherche ou technologiques, de débuter tout un programme de rénovation énergétique des bâtiments du campus, et de développer les équipements scientifiques de deux plateformes de recherche, le programme immobilier se décompose de la façon suivante :

Projets	**Assiette dépenses du CPER**
Construction d'un bâtiment d'enseignement et technique	11 000 000
Rénovation thermique des bâtiments	2 330 000
Plateforme DOREE	284 000
Plateforme MEBE	380 000
Total HT	**13 994 000**

En parallèle, IMT Mines Alès développe un programme de réaménagement du campus et des espaces extérieurs du site de Clavières dans une optique de résilience climatique, de développement durable et d'amélioration du confort et du plaisir de séjour à tous les usagers du site.

Le coût prévisionnel du programme d'investissement immobilier inscrit dans la présente convention et dans le CPER s'établit ainsi à 13,994 millions d'euros.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Projets	**Alès Agglomération**	**Région**	**CD 30**	**Total Cofinanceurs**
Construction d'un bâtiment	2 200 000	2 725 000	575 000	5 500 000

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

d'enseignement et technique				
Rénovation thermique des bâtiments	466 000	582 500	116 500	1 165 000
Plateforme DOREE	56 800	85 000	0	141 800
Plateforme MEBE	77 200	114 000	0	191 200
Total	**2 800 000€ (20%)**	**3 506 500€ (25%)**	**691 500€ 5%**	**6 998 000€**

La participation d'Alès Agglomération au financement de ce programme immobilier est de 2,8M€ représentant 20% du montant de l'opération.
Si le programme dépasse l'enveloppe initiale de 13,994M€, la participation d'Alès Agglomération ne pourrait pas être réévaluée, par contre dans le cas où l'IMT Mines Alès ne pourrait pas réalisée l'intégralité de cette enveloppe, la participation d'Alès Agglomération serait recalculée pour correspondre à 20% des dépenses effectivement réalisées.

Ce montant sera versé sous la forme de subventions d'investissement annuelles selon les modalités définies à l'article 7.

Axe 2 : Développement

Pour mettre en œuvre les actions de cet axe défini à l'article 3, Alès Agglomération apporte une contribution annuelle de 100 000€. Dans le cadre cette participation il est convenu entre les parties que cette subvention est affectée selon les modalités suivantes :

- 60% de cette subvention est affectée à la réalisation des actions portées par l'IMT Mines Alès qui contribuent au développement économique et au rayonnement du territoire
- 40% de cette subvention est affectée à la réalisation de projets communs entre les 2 entités signataires qui seront préalablement définis, estimés financièrement et validés par le comité de pilotage de la présente convention.

Dans le cas où pour des raisons de calendrier ou toutes autres raisons indépendantes de la volonté des parties, les ressources pour les projets communs ne pourraient être consommées sur l'année civile, le comité de pilotage dont le rôle et la composition sont précisés à l'article suivant, pourra décider de réaffecter ces ressources non consommées à la mise en oeuvre d'autres projets.

En fonction des résultats obtenus sur ces actions,et des objectifs conjoints portés par chacune des parties, il pourra être engagé par avenant une réévaluation de cette participation à compter de 2025.

Article 5 – Organisation du suivi.

Le suivi et la mise en œuvre de cette convention sera effectuée à travers 2 comités distincts :

- Le **comité de pilotage** composé paritairement de membres d'Alès Agglomération et de l'IMT Mines Alès, qui se réunira à minima 1 fois par an pour établir la feuille de route annuelle de cette convention, valider le programme annuel des projets convenus entre les 2 entités au regard des besoins du territoire, répartir les budgets afférents, établir le bilan annuel de la présente convention
Il constituera également un lieu privilégié d'échanges afin d'exprimer les besoins de développement économique du bassin. Ce comité de pilotage se réunira au plus tard en décembre de l'année précédant l'attribution de la subvention.
La composition du comité de pilotage est la suivante :
  - pour Alès Agglomération : Le Président d'Alès Agglomération (ou son représentant

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

désigné) et le Vice Président en charge du numérique + Directeur Général + Direction du Développement Économique,
- pour l'IMT Mines Alès : Directrice+ Secrétaire Général+ Direction du Développement Economique

- Le **comité technique** de suivi, composé à minima des 2 directions du Développement Économique, sera réunira à minima 2 fois par an afin de suivre la réalisation de la présente convention et la mise en œuvre des projets communs. Il aura la possibilité de demander la convocation d'un comité de pilotage exceptionnel, s'il analyse des difficultés particulières dans l'exécution de la présente convention.

Article 6 - Suivi et contrôle de l'exécution de la présente convention

Comme défini à l'article 4, l'exécution de la présente convention fera l'objet d'un rapport qui établira le bilan annuel des actions correspondant à la fois aux axes généraux et aux axes spécifiques tels que définis dans l'article 3, ce bilan intégrera également les bilans des actions spécifiques mises en œuvre dans le cadre du partenariat. Ce rapport sera établi par l'Ecole.

Article 7 - Modalités de versement et obligations financières

Concernant l'axe Investissement Immobilier
Alès Agglomération versera des versements annuels sur la base del'échéancier prévisionnel de réalisation des travaux établi par le maître d'ouvrage et joint en annexe 2. Alès Agglomération versera cette subvention après présentation d'un bilan annuel écrit de l'IMT Mines Alès indiquant la réalisation des actions prévues dans la présente convention et notamment la justification des dépenses annuelles pour la réalisation des investissements. Ce rapport constituera une pièce obligatoire et préalable à la délibération du Conseil de communauté autorisant le versement de la dite subvention annuelle dans le cadre de cet axe. Pour que la subvention soit versée à l'année n, le rapport bilan devra avoir été produit avant le 2 novembre de l'année n.

Cedit rapport pourra produire des factures, rapports situations de travaux ou tous autres justificatifs permettant d'évaluer l'état d'engagement et d'avancement du programme immobilier. Un état récapitulatif des engagements et des dépenses signé par l'agent comptable de l'IMT Mines Alès y sera joint.

L'ensemble des engagements de ce programme sera effectué au plus tard en 2027, l'admission des dépenses liées à ces engagements pouvant intervenir après 2027. Tout retard pris dans l'engagement ou la livraison du programme, fera l'objet d'un avenant à la présente convention afin de modifier l'échéancier de paiement si il y a lieu.
Voir en annexe2 (détail échéancier de réalisation)

Concernant l'axe Développement , la subvention sera versée annuellement sur demande écrite de l'IMT avec 50% d'acompte et un solde de 50% sur remise du rapport retraçant le bilan des actions. Pour l'année 2023, le versement se fera après signature de la présente convention et sur la base du bilan annuel à fournir avant le 30 novembre 2023.

L'École restituera à la Communauté Alès Agglomération les subventions perçues si leur affectation n'était pas respectée et ce conformément aux dispositions réglementaires.

L'Ecole s'interdira la redistribution des fonds publics à tous autres structures publiques ou privées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

La Communauté Alès Agglomération pourra procéder à tous contrôles ou investigations qu'elle jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes qu'elle aura mandatés, pour s'assurer du respect des différentes obligations du présent article. L'École s'engage à laisser un libre accès à l'ensemble des documents permettant de mener à bien ces contrôles.

Article 8 - Obligations de publicité

Chaque action conduite dans le cadre de la présente convention mettra en valeur la collaboration entre l'IMT Mines Alès et la Communauté Alès Agglomération. A cette fin, les logotypes de chaque organisme figureront sur tous les documents internes ou destinés à un usage externe (supports d'informations, médias, etc.).

Article 9 - Durée de la convention cadre

La présente convention de partenariat est conclue pour une durée de 5 ans à compter de la date de sa signature officielle par les parties. Elle couvre ainsi la période 2023 à 2027. Elle ne pourra pas être reconduite par tacite reconduction. Toute modification ou complément du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, avec l'accord des signataires.

Article 10 : Résiliation

Il est expressément convenu qu'en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, la Communauté Alès Agglomération se réserve le droit de résilier unilatéralement cette convention par lettre recommandée avec AR valant mise en demeure. Il en est de même pour ce qui concerne les cas de force majeure ou de troubles de l'ordre public. Par ailleurs, les parties auront chacune la possibilité de résilier de plein droit la présente convention en cas d'abandon des objectifs décrits ci-dessus, cette résiliation entraînera le reversement des subventions qui n'auraient pas été affectées à la réalisation des différents axes.

Article 11 : Litiges et Conciliation

En cas de litige né de l'interprétation, de l'exécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à recherche sérieusement une solution amiable dans un délai raisonnable. Cette conciliation ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels. Les parties saisiront la juridiction compétente en cas de non-conciliation. Si toutefois la présente convention venait à être résiliée, les parties s'engagent à se rapprocher pour définir les suites à donner à l'ensemble des actions engagées et ayant fait l'objet de conventions spécifiques en fonction des modalités de résiliation de chacune des conventions et de l'avancement de chacun des projets.

Pour l'IMT Mines Alès

Le Directeur

Pour Alès Agglomération

Le Président

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

ANNEXE 1

DETAIL DU PROGRAMME DE INVESTISSEMENTS FINANCES DANS LE CADRE DE LA PRESENTE CONVENTION ET DU CPER

Construction d'un bâtiment d'enseignement et technique

Le projet consiste à augmenter les capacités d'accueil d'IMT Mines Alès sur le site de Clavières pour permettre à IMT Mines Alès d'assurer le développement de ses activités de formation, de recherche, de développement économique et de diffusion de la culture scientifique et technique. la construction d'un bâtiment en lieu et place d'une halle technique existante.

Ce projet permettra un ancrage territorial renforcé, tout comme une ouverture et un rayonnement territorial réaffirmés.

Ce bâtiment sera construit pour pouvoir accueillir au fur et à mesure du développement des activités d'IMT Mines Alès, des espaces de formation évolutifs et innovants, aptes à s'adapter aux nouvelles formes d'apprentissage et d'enseignement, des espaces dédiés à la résolution de problèmes scientifiques et techniques, des espaces d'accueil, d'expérimentation, de projets dédiés aux grandes transitions, des espaces d'immersion, d'action, dynamiques et accessibles et des espaces techniques. Il permettra d'accueillir des activités d'IMT Mines Alès actuellement placées à l'extérieur des sites de l'école.

Le programme immobilier sera élaboré suivant une ambition raisonnée veillant à préserver l'avenir et le développement des activités de l'école en recherchant un minimalisme économique. A ce titre, le programme veillera à ce que les aménagements intérieurs du bâtiment soient réalisés au fur et à mesure des nouveaux besoins et des ressources disponibles.

Le programme immobilier objet de la présente convention comporte les opérations suivantes :

- Déconstruction totale ou partielle de la halle technique existante, déplacement des structures informatiques, électriques et téléphoniques existantes
- Construction d'un bâtiment enveloppe de type R+2 d'environ 7000 m² de surface brute
- Aménagements intérieurs partiels sur une surface de l'ordre de 50% pour accueillir :
    - Espaces de formation
    - Plateformes de recherche
    - Espaces d'accueil, d'immersion et de diffusion de la culture scientifique et technique
    - Espaces techniques
- Aménagements extérieurs, voirie, reprise des accès du site de Clavières.

Les dépenses concernées couvrent tous les aspects : études, travaux de déconstruction et de construction, déplacements temporaires d'activités, aménagements, y compris mobiliers, outils de gestion technique du bâtiment, ….

Sont associés à ce projet des développements et aménagements immobiliers autres, non inclus dans le programme objet de la convention, dans l'optique d'une prise en compte de la résilience climatique, du développement durable et d'une amélioration du confort et du plaisir de séjour de tous les usagers. Ces développements et aménagements portent notamment sur :

- Réaménagement des espaces extérieurs du campus de Clavières
- Réaménagement des interconnexions entre bâtiments

Rénovation thermique de bâtiments

Le projet consiste en la rénovation énergétique de deux bâtiments du site Louis Le Prince Ringuet de Croupillac afin de corriger l'obsolescence énergétique de bâtiments anciens et ainsi permettre la

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

réduction de la consommation énergétique primaire et de l'empreinte environnementale en matière d'émission de gaz à effets de serre, l'amélioration du confort thermique en anticipant les contraintes climatiques telles que les contraintes caniculaires estivales et la préparation d'une autonomie énergétique par la préparation de la mise en œuvre de dispositifs recourant aux énergies renouvelables.

Le projet visera un gain environnemental fort au travers d'objectifs de qualité notamment dans le choix des techniques d'isolation mises en œuvre et dans la recherche de matériaux à mettre en œuvre issus autant que possible de sources de production locales.

Deux bâtiments dédiés à la formation et à la recherche dans le domaine du bâtiment et des matériaux du site de Croupillac sont concernés par ce projet :

- Le bâtiment JN
- La bâtiment R

Les travaux concernent l'isolation des bâtiments (façades, toitures, cloisons et dalles), le remplacement optimisé des menuiseries, l'adaptation des dispositifs d'éclairage et l'amélioration des systèmes de chauffage, ventilation et climatisation et de leur pilotage.

Les dépenses concernées couvrent tous les aspects : études, travaux, déplacements temporaires d'activités, aménagements et équipements techniques, outils de gestion technique du bâtiment, hors mobiliers ….

Plateforme DOREE

Le projet consiste en un programme d'investissement visant à la création et à l'équipement d'une plateforme DOREE (**D**iagnostic des polluants **O**rganiques, **R**essources en **E**au et **E**nvironnement).

La plateforme est dédiée à l'analyse de polluants organiques, notamment émergents, à l'état de traces dans les milieux aquatiques et environnementaux. Une expertise spécifique est en particulier développée dans le prélèvement et l'analyse par échantillonnage passif de polluants organiques dans les milieux aqueux.

Elle comprend des équipements de pointe qui permettent d'effectuer une caractérisation physico-chimique des milieux environnementaux et en particulier un diagnostic des polluants organiques dans ces milieux. Cette plateforme s'appuie sur des infrastructures permettant un processus analytique complet de matrices aqueuses, solides ou biologiques : prélèvement d'échantillons en mode ponctuel ou par échantillonnage passif, puis préparation des échantillons environnementaux jusqu'à leur analyse instrumentale.

Le programme d'investissement objet de la présente convention porte sur l'acquisition d'un système analytique de faute performance de type LC/MS/MS comportant un chromatographe en phase liquide associé à un spectromètre de masse en tandem et équipé d'un générateur d'ozone. En parallèle, des travaux d'aménagement intérieur pour permettre la création de la plateforme sont réalisés.

Plateforme MEBE (MICRAL)

Le projet consiste en le renouvellement du matériel de la plateforme MICRAL (Analyse des Microstructures). Cette plateforme a pour but d'aider au développement de matériaux multiphasiques performants, à faible impact environnemental, à base de matrice polymère ou minérale. Elle est spécialisée dans la caractérisation physico-chimique de formulations de matériaux hétérophasés à l'échelle nanoscopique et microscopique et répond à l'optimisation des formulations en fonction des besoins et des applications industrielles.

La plateforme propose et accompagne des projets de recherche et de développement innovants

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

ayant pour objectif l'amélioration des propriétés fonctionnelles (mécanique, tenue thermique, réaction au feu, durabilité) et de la gestion de la fin de vie de matériaux polymères et composites.

Le projet d'investissement vise à renouveler le Microscope Electronique à Balayage Environnemental par un équipement de dernière génération qui aura une magnitude deux fois plus élevée et qui permettra notamment de réaliser des analyses 3D.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_15-DE

ANNEXE 2

ECHEANCIER DE REALISATION ET CALENDRIER DE VERSEMENT DES PARTICIPATIONS

L'échéancier des engagements (AE) et des paiements des factures est présenté dans le tableau ci-dessous (k€) :

Prévisions d'engagement (AE) et de dépenses (CP) en k€		2022		2023		2024		2025		2026		2027	
Projets	**Assiette CPER**	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**	**AE**	**CP**
Construction d'un bâtiment d'enseignement et technique	11 000					1 100	300	8 800	3 000	1 100	3 300		4 400
Rénovation thermique des bâtiments	2 330					280	280	1 020	1 020	1 030	1 030		
Plateforme DOREE	284	284	17		267								
Plateforme MEBE	380			380	20		360						
Total	**13 994**	**284**	**17**	**380**	**287**	**1 380**	**940**	**9 820**	**4 020**	**2 130**	**4 330**	**0**	**4 400**

La prévision des subventions au regard de cet échéancier est présentée dans le tableau suivant :

Prévision Subvention CPER 2021-2027 - Agglo d'Alès (en €)		2023	2024	2025	2026	2027
Total	**2 800 000**	**60 000**	**180 000**	**800 000**	**800 000**	**960 000**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Dév. Économique
Réf : LP/ALL/NT
Tél. : 04.66.55.84.80

C2023_04_16

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Compte rendu à la collectivité de la SPL Alès Cévennes pour la réalisation des études préalables d'une zone d'activité à vocation économique - Commune de Méjannes les Alès

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Vu la délibération C2015_09_13 du Conseil de Communauté en date du 9 octobre 2015 confiant le mandat pour la réalisation des études préalables pour l'implantation d'une zone d'activité à vocation économique dans la Commune de Méjannes les Alès à la SPL Alès Cévennes,

Vu la convention de mandat donnée à la SPL Alès Cévennes en date du 08 janvier 2016 concernant la réalisation des études préalables concernant la réalisation d'une zone d'activité à vocation économique dans la Commune de Méjannes les Alès,

Considérant le dossier de clôture établi par la société SPL Alès Cévennes et transmis le 04 juillet 2023 à la collectivité,

Considérant que le dossier de clôture fait apparaître un solde débiteur de - 26 548,00 € TTC,

Considérant que les crédits correspondants sont inclus au budget 2023,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

Le dossier de clôture à la Collectivité établi par la SPL Alès Cévennes relatif à la réalisation des études préalables pour la réalisation d'une zone d'activité à vocation économique dans la Commune de Mejannes les Alès, document annexé à la présente délibération.

DÉCIDE

De procéder au paiement du solde débiteur en faveur de la SPL Alès.

AUTORISE

Le Président à signer tout acte relatifs à l'exécution de la présente délibération.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALÈS AGGLOMÉRATION – 836

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Monsieur Le Président
ALES AGGLOMERATION
Bâtiment Atome – 2 rue Michelet
BP 60249
30105 ALES CEDEX

Dossier suivi par : Aurélie CUCHEVAL - Responsable d'opérations
☎ 04.66.43.38.76
✉ a.cucheval@spl-alescevennes.com
Nos réf : L 2023.032

LR avec AR n°1A 195 917 7029 2

Objet : SPL 009 – Réalisation des études préalables pour la réalisation d'une zone d'activité à vocation économique dans la commune de Mejannes les Alès

Alès, le - 4 JUIL. 2023

La Communauté Alès Agglomération a confié à la SPL ALES CEVENNES, par convention de mandat en date du 08 janvier 2016, les études préalables pour la réalisation d'une zone d'activité à vocation économique dans la commune de Mejannes les Alès.

Dans ce cadre-là, et conformément aux termes de la convention, nous vous présentons en annexe le dossier d'apurement des comptes.

La situation à la date du 05 avril 2023 fait apparaître, d'une part, les dépenses ordonnancées et payées pour le compte d'ALES AGGLOMERATION pour un montant de 136.548,00 € TTC et d'autre part, les demandes d'acomptes qui lui ont été présentées pour le remboursement des dites dépenses et les produits financiers pour un montant de 110.000,00 € TTC.

Les documents annexes de ce dossier, ainsi que les pièces justificatives sont disponibles via le lien ci-dessous :

https://saemales.sharepoint.com/:f:/s/SPLALESCEVENNES/EiCVt5tcSnlMrufMljYUviMBPDH2IXdWk6eHTAldVH95bQ?e=0YEiWc

Nous vous précisons que la clôture des comptes est à soumettre à l'approbation de votre Conseil d'Agglomération. La situation à la date du 05 avril 2023 fait apparaître un solde débiteur de – 26.548,00 €TTC. Le mandant procédera au versement de cette somme dans un délai de 30 jours à compter de l'approbation du présent dossier de reddition des comptes.

Restant à votre disposition pour vous fournir tous renseignements complémentaires, nous vous prions de croire, Monsieur Le Président, à l'assurance de nos salutations distinguées.

Max ROUSTAN
SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES
Président Directeur Général

PJ : Dossier de clôture

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

DOSSIER DE CLOTURE

N°SPL 009

LA REALISATION DES ETUDES PREALABLES POUR L'IMPLANTATION D'UNE ZONE D'ACTIVITE A VOCATION ECONOMIQUE DANS LA COMMUNE DE MEJANNES LES ALES

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet – 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

SOMMAIRE

I. PROCEDURES ET MARCHES 4
A – Marché de Maîtrise d'œuvre 4
B – Marché de relevé photogrammétrie : 5
C – Marché d'études géotechniques : 6
II. DEROULEMENT DE L'OPERATION 6
III. REMUNERATION DU MANDATAIRE 7
IV. SITUATION FINANCIERE 7
Annexe 1 8
ETAT FINANCIER 8
Annexe 2 9
CONVENTION DE MANDAT 9

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet – 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

COMPTE RENDU A LA COLLECTIVITE

Au terme d'une convention de mandat en date du 08 janvier 2016, ALES AGGLOMERATION a confié à la société Publique Locale ALES CEVENNES - Etudes préalables pour l'implantation d'une zone d'activité à vocation économique à MEJANNES LES ALES (30).

Le Mandant confie au Mandataire le soin de faire réaliser les études préalables suivantes :

1.. *L'étude d'intégration urbanistique et fonctionnelle de l'opération à partir :*
   - *de la délimitation du périmètre,*
   - *de l'analyse du site : topographie, paysage, végétation,*
   - *des équipements existants,*
   - *des servitudes et nuisances,*
   - *de l'enquête géologique sommaire.*
2. *L'étude d'impact*
3. *L'étude hydraulique et dossier loi sur l'eau*
4. *L'étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération*
5. *L'étude des réseaux existants et futurs pour l'adéquation aux besoins de la zone*
6. *L'analyse des dispositions des PLU actuel et futur*
7. *Le plan de composition (fonctionnement de la zone, voirie, stationnements, ...) et cahier des prescriptions architecturales*
8. *Le schéma prévisionnel des infrastructures*
9. *L'étude géotechnique sommaire*
10. *Les relevés topographiques*

Nota L'archéologie préventive n'est pas intégrée dans les études

***
*

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet – 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

I. PROCEDURES ET MARCHES

A – Marché de Maîtrise d'œuvre

Au regard du montant de l'estimation, établie par le pouvoir adjudicateur, la procédure de consultation pour la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre est celle de la procédure adaptée passée dans le cadre des articles 74-II et 28 du Code des Marchés Publics.

Une consultation a été lancée en date du 17/02/2016 pour le marché suivant :
Marché de prestations intellectuelles pour la réalisation des études préalables pour l'implantation d'une zone d'activité à vocation économique dans la commune de Méjannes les Ales.

La date limite de remise des offres était fixée au 21/03/2016 à 16h.

2 plis sont parvenus dans les délais au Bureau des marchés de la Ville d'ALES.

- GPT Agence COSTE Architectures (mandataire) Cabinet GAXIEU/ BURGEAP
- GPT Agence A.U.A.D (mandataire) ARTELIA VILLE & TRANSPORTST ECO MED

A l'issue de l'analyse des offres,

- La candidature du groupement Coste Architectures (mandataire), Cabinet GAXIEU / BURGEAP a été rejetée au motif qu'elle ne présentait pas l'ensemble des qualifications nécessaires à l'exécution de la mission. L'agence SITE & Paysage (émanation du BET GAXIEU) est identifiée dans le mémoire méthodologique pour assurer la compétence " paysagiste" - aucune pièce administrative remise pour cette structure qui n'apparait ni dans l'AE, ni dans la DC1 - pas de DC4 remis.
- Le marché a été attribué au groupement : Agence A.U.A.D (mandataire) ARTELIA VILLE & TRANSPORTST ECO MED pour un montant de 89 500.00 € HT.

La notification est faite à l'agence A.U.A.D mandataire du groupement agence A.U.A.D /SAS Artelia ville & transport par **l'ordre de service n°1 en date du 07 juin 2016**. Ordre de service qui vaut notification du marché, agrément du sous-traitant SARL ECO MED pour la mission de naturaliste pour un montant de 10 825 € HT (assujetti au taux de TVA en vigueur) et démarrage de la tranche ferme.

En date du 05 décembre 2016, un ordre de service n°2 a été notifié à l'agence A.U.A.D mandataire du groupement agence A.U.A.D /SAS Artelia ville & transport, valant affermissement et démarrage de la tranche conditionnelle.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

B – Marché de relevé photogrammétrie :

Les prestations consistent en la réalisation d'un relevé topographique au 1/500 e à partir d'acquisitions photographiques aériennes comprenant le secteur d'études et ses abords immédiats ainsi que :

- L'acquisition aérienne photo pixel 5cm et LiDAE 10 à 15 points/m²
- Le relevé de calage sur le terrain par procédé GPS
- Le calcul de trajectographie et géoréférencement de l'acquisition aérienne
- La restitution photogrammétrique au 1/500 pour 15Ha environ
- La cartographie avec fourniture des fichiers au format AUTOCAD 3D et PDF

Et toutes prestations annexes nécessaires à la bonne exécution de la mission.

Le délai d'exécution est fixé à 6 semaines maximum à compter de la notification du marché.

Au regard du montant de l'estimation établie par le pouvoir adjudicateur, le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015. L'estimation était de 6 000 € HT.

Un courriel de consultation a été adressé par la SPL ALES CEVENNES à 3 prestataires en date du 12 août 2016. Le dossier de consultation des entreprises était joint à cet envoi.

La date limite de remise des offres était fixée au Lundi 12 septembre 2016 – 12h00.

2 offres sont parvenues dans les délais.

Cabinets	Prix en € HT	Note /60	Délai proposé	Note /40	Note totale /100	Classement
GPT OPSIA MEDITERRANEE SELAFA(mandataire)(mandataire)	7 940.00	33.25	4 semaines à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage de la prestation	40	73.25	
DRONE ARDECHE SAS	4 400.00	60.00	1 mois à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage de la prestation	40	100.00	

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet – 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Après analyse des offres, la SPL ALES CEVENNES propose de retenir pour ce marché, au regard des critères prévus au règlement de la consultation, l'offre économiquement la plus avantageuse (la mieux classée) à savoir l'entreprise **DRONE ARDECHE SAS** pour un montant de **4 400.00 € HT.**

La notification du marché est faite en date du 20/10/2016 par l'ordre de service n°1 avec l'entreprise DRONE ARDECHE SAS pour les prestations présentées ci-dessus.

C – Marché d'études géotechniques :

Le montant prévisionnel du marché étant inférieur à 221 000 € HT, la procédure adaptée, telle que définie à de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, a été retenue pour la passation de ce marché.

Un courriel de consultation a été adressé à 3 candidats en date du 04/08/2017 :

- FONDASOL
- INGEOSOL
- ABESOL
- ALPHASOL

La date limite de remise des offres était fixée au jeudi 14 septembre 2017 à 16h00.

La collectivité n'a pas souhaité donner suite à ce marché.

II. DEROULEMENT DE L'OPERATION

Un arrêté de pré-ZAD a été sollicité auprès de la préfecture.

La tranche conditionnelle a été affermie le 05/12/2016 pour la poursuite de l'étude.

La commune est passée en RNU depuis le 26/03/2017 dans l'attente de l'approbation de son PLU. Un CU a été délivré sur la partie sud du secteur concerné.

Des échanges avaient été menés avec les services d'Etat pour envisager les conditions de poursuite de l'étude.

Le groupement avait finalisé le dossier relatif à l'étude d'impact.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

La mission du groupement AUAD a été achevée en mai 2017.

L'opération a ainsi été arrêtée par le mandant dans l'attente de l'approbation du PLU de la commune de Méjannes non réalisée à la date de la présente reddition des comptes.

III. REMUNERATION DU MANDATAIRE

Conformément à l'article 7 de la convention la rémunération forfaitaire du mandataire est 19 800 HT, TVA en sus au taux en vigueur

IV. SITUATION FINANCIERE

La situation à la date du 05 avril 2023 fait apparaître, d'une part, les dépenses ordonnancées et payées pour le compte d'ALES AGGLOMERATION pour un montant de 136 548.00 € TTC et d'autre part, les demandes d'acomptes qui lui ont été présentées pour le remboursement des dites dépenses et les produits financiers pour un montant de 110.000,00 € TTC

Cette situation fait apparaître un solde débiteur **de – 26 548.00 € TTC**. Le mandant procédera au versement de cette somme dans un délai de 30 jours à compter de l'approbation du présent dossier de reddition des comptes.

ALES AGGLOMERATION prend acte de la fin de la mission confiée à la SPL ALES CEVENNES.

Pour la SPL ALES CEVENNES.

Max ROUSTAN

Président Directeur Général

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CEVENNES

Pour ALES AGGLOMERATION

Christophe RIVENQ

Président

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet – 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

Annexe 1
ETAT FINANCIER

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet – 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

2009 ETUDES PREALABALES ZAE MEJANNES

Suivi bilan Reglé

Intitulé	Bilan mandat	Engagements réalisés		Informations dépenses		Dépenses	Informations règlement			
	Bilan TTC	Engagé HT	Engagé TTC	N° de facture	Date	Dépense constatée HT	Réglé HT	Réglé TVA	Réglé TTC	Date de règlement
1 DEPENSES	**158 160,00**	**114 110,63**	**136 868,63**			**114 110,63**	**113 340,00**	**22 668,00**	**136 008,00**	
18 FRAIS DIVERS	**12 000,00**	**410,63**	**428,63**			**410,63**	**90,00**	**18,00**	**108,00**	
1801 Publicités, tirages	12 000,00	90,00	108,00			90,00	90,00	18,00	108,00	
16-00152 ANNONCES LEGALES		90,00	108,00			90,00	90,00	18,00	108,00	
JOURNAUX OFFICIELS		**90,00**	**108,00**			**90,00**	**90,00**	**18,00**	**108,00**	
16-01032 ANNONCES LEGALES				00001	20/02/2016	90,00	90,00	18,00	108,00	17/06/2016
1901		320,63	320,63			320,63				
17-00285 Intérêt Charges POOL CDC		320,63	320,63			320,63				
CDC		**320,63**	**320,63**			**320,63**				
002623 Intérêts au 31/12/2022				00001	31/12/2022	320,63				
20 ETUDES PREALABLES	**122 400,00**	**93 900,00**	**112 680,00**			**93 900,00**	**93 900,00**	**18 780,00**	**112 680,00**	
2001 BET	122 400,00	93 900,00	112 680,00			93 900,00	93 900,00	18 780,00	112 680,00	
SPL 009.01 PRESTATIONS INTELLECTUELLES		89 500,00	107 400,00			89 500,00	89 500,00	17 900,00	107 400,00	
AGENCE A.U.A.D GASSA Gilbert-Loïck		**42 250,00**	**50 700,00**			**42 250,00**	**42 250,00**	**8 450,00**	**50 700,00**	
000680 PRESTATIONS INTELLECTUELLES				00002	17/10/2017	16 655,00	16 655,00	3 331,00	19 986,00	12/02/2018
000805 PRESTATIONS INTELLECTUELLES				00003	15/05/2018	11 185,00	11 185,00	2 237,00	13 422,00	30/07/2018
001130 PRESTATIONS INTELLECTUELLES - NH 4				00004	18/11/2018	10 185,00	10 185,00	2 037,00	12 222,00	04/03/2020
001931 SPL009.01-MOE-SOLDE				00005	15/11/2021	4 225,00	4 225,00	845,00	5 070,00	23/12/2021
ARTELIA VILLE & TRANSPORT SAS		**36 425,00**	**43 710,00**			**36 425,00**	**36 425,00**	**7 285,00**	**43 710,00**	
000584 PRESTATIONS INTELLECTUELLES				00001	21/10/2016	9 525,00	9 525,00	1 905,00	11 430,00	07/02/2017
000680 PRESTATIONS INTELLECTUELLES				00002	17/10/2017	12 238,50	12 238,50	2 447,70	14 686,20	12/02/2018
001130 PRESTATIONS INTELLECTUELLES - NH 4				00004	18/11/2018	11 019,00	11 019,00	2 203,80	13 222,80	04/03/2020
001931 SPL009.01-MOE-SOLDE				00005	15/11/2021	3 642,50	3 642,50	728,50	4 371,00	23/12/2021
ECO-MED Ecologie et Médiation SARL		**10 825,00**	**12 990,00**			**10 825,00**	**10 825,00**	**2 165,00**	**12 990,00**	
000584 PRESTATIONS INTELLECTUELLES				00001	21/10/2016	4 420,00	4 420,00	884,00	5 304,00	07/02/2017
000680 PRESTATIONS INTELLECTUELLES				00002	17/10/2017	5 322,50	5 322,50	1 064,50	6 387,00	12/02/2018
001931 SPL009.01-MOE-SOLDE				00005	15/11/2021	1 082,50	1 082,50	216,50	1 299,00	23/12/2021
SPL 009.02 RELEVE PHOTOGRAMMETRIQUE		4 400,00	5 280,00			4 400,00	4 400,00	880,00	5 280,00	
DRONE ARDECHE SAS		**4 400,00**	**5 280,00**			**4 400,00**	**4 400,00**	**880,00**	**5 280,00**	
000580 RELEVE PHOTOGRAMMETRIQUE				00001	23/11/2016	4 400,00	4 400,00	880,00	5 280,00	07/02/2017
21 REMUNERATION DU MANDATAIRE	**23 760,00**	**19 800,00**	**23 760,00**			**19 800,00**	**19 350,00**	**3 870,00**	**23 220,00**	
2101 Rémunération	23 760,00	19 800,00	23 760,00			19 800,00	19 350,00	3 870,00	23 220,00	
REM MANDATAIRE CLOTURE REMUNERATION DU MANDATAIRE		450,00	540,00			450,00				
LIAISON SPL ALES CEVENNES		**450,00**	**540,00**			**450,00**				
23-10177 REMUNERATION DU MANDATAIRE - REDDITION DES				00001	05/04/2023	450,00				
SPL 009 REMUNERATION MANDATAIRE		19 350,00	23 220,00			19 350,00	19 350,00	3 870,00	23 220,00	
LIAISON SPL ALES CEVENNES		**19 350,00**	**23 220,00**			**19 350,00**	**19 350,00**	**3 870,00**	**23 220,00**	
000302 REMUNERATION MANDATAIRE				00001	02/05/2016	4 350,00	4 350,00	870,00	5 220,00	17/06/2016
000539 REMUNERATION MANDATAIRE				00002	31/10/2016	10 000,00	10 000,00	2 000,00	12 000,00	01/12/2016
000613 REMUNERATION MANDATAIRE				00003	31/03/2017	5 000,00	5 000,00	1 000,00	6 000,00	15/05/2017
2 RECETTES		**158 160,00**	**158 160,00**			**110 000,00**	**110 000,00**		**110 000,00**	
3000 Rémunérations mandats		158 160,00	158 160,00			110 000,00	110 000,00		110 000,00	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Intitulé	Bilan mandat	Engagements réalisés		Informations dépenses		Dépenses	Informations règlement			
	Bilan TTC	Engagé HT	Engagé TTC	N° de facture	Date	Dépense constatée HT	Réglé HT	Réglé TVA	Réglé TTC	Date de règlement
SPL 009 - AVANCES DEMANDES D'AVANCE		158 160,00	158 160,00			110 000,00	110 000,00		110 000,00	
ALES AGGLOMERATION		**158 160,00**	**158 160,00**			**110 000,00**	**110 000,00**		**110 000,00**	
16-01031 DEMANDES D'AVANCE				00001	26/02/2016	30 000,00	30 000,00		30 000,00	31/05/2016
17-02422 DEMANDES D'AVANCE				00002	02/12/2016	40 000,00	40 000,00		40 000,00	09/03/2017
18-02960 DEMANDES D'AVANCE 3				00003	09/01/2018	40 000,00	40 000,00		40 000,00	08/03/2018
5601										
17-00286 Intérêts Produits POOL CDC										
CDC										

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

Annexe 2
CONVENTION DE MANDAT

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet – 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Alès Agglomération

Alès, le 8 janvier 2015

Direction des Moyens Généraux -
Service de la Commande Publique
Affaire suivie par : Laurence NESPOULOUS
Tél. : 04 66 56 42 58
Fax : 04 66 56 10 36
laurence.nespoulous@ville-ales.fr
Directeur général Adjoint des Services Alès Agglomération
Affaire suivie par : Patrick CATHELINEAU
Tél : 04.66.56.83.53
Fax : 04.66.56.4.09.
patrick.cathelineau@alesagglo.fr

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE ALES CEVENNES
Monsieur Max ROUSTAN
Président Directeur général
Le Myriapole
167 chemin de Trespeaux
30100 Alès

N/Réf : LN/01.2015
Objet : mandat pour la réalisation des études préalables pour l'implantation d'une Zone d'Activité à vocation Economique dans la commune de Méjannes les Alès
✓ Notification du mandat

Monsieur le Président Directeur Général,

Veuillez trouver ci-jointe la notification du mandat pour la réalisation des études préalables pour l'implantation d'une Zone d'Activité à vocation Economique dans la commune de Méjannes les Alès accompagnée d'un exemplaire de celui-ci en copie conforme à l'original (décret n° 201-899 du 01 octobre 2001 portant abrogation des dispositions réglementaires relatives à la certification conforme des copies de documents délivrés par les autorités administratives).

Vous en souhaitant une très bonne réception, je vous prie d'agréer, **Monsieur le Président Directeur Général**, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président d'Alès Agglomération
Maire d'Alès

Max ROUSTAN

ALES AGGLOMERATION - SIT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Alès Agglomération

Direction des Moyens Généraux -
Service de la Commande Publique
Affaire suivie par : Laurence NESPOULOUS
Tél. : 04 66 56 42 56
Fax : 04 66 56 10 35
laurence.nespoulous@ville-ales.fr
Directeur général Adjoint des Services Alès Agglomération
Affaire suivie par : Patrick CATHELINEAU
Tél : 04.66.55.83.53
Fax : 04.66.55.4.09.
patrick.cathelineau@alesagglo.fr

N/Réf LN/01.2016
Objet : mandat pour la réalisation des études préalables pour l'implantation d'une Zone d'Activité à vocation Economique dans la commune de Méjannes les Alès
✓ Notification du mandat

A RETOURNER

Accusé de réception à retourner dans les plus brefs délais :
Au Bureau des Marchés de la Ville d'Alès
A l'attention de Mme Laurence NESPOULOUS
BP 70038 - 30101 ALES Cedex

Je soussigné, **Monsieur Max ROUSTAN – Président Directeur Général de la Société Publique Locale Alès Cévennes**, certifie avoir reçu la notification du mandat confié à la SPL pour la réalisation des études préalables pour l'implantation d'une Zone d'Activité à vocation Economique dans la commune de Méjannes les Alès

Fait à :
Alès, le 14/01/2015

Le Président Directeur Général

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Max ROUSTAN

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

Alès Agglomération

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

COPIE CONFORME A L'ORIGINAL

CONVENTION FIXANT LES CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE ALES CEVENNES POUR LA COLLECTIVITE ACTIONNAIRE **COMMUNAUTE ALES AGGLOMERATION**

POUR LA REALISATION DES ETUDES PREALABLES POUR L'IMPLANTATION D'UNE ZONE D'ACTIVITE A VOCATION ECONOMIQUE DANS LA COMMUNE DE MEJANNES LES ALES

Octobre 2015

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISSION ET ATTRIBUTION DU MANDATAIRE 4
1.1 Objet du mandat 4
1.2 Attributions confiées au Mandataire 5
1.3 Définition du contenu des études confiées 5
ARTICLE 2 - ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXÉCUTION DES ÉTUDES 6
ARTICLE 3 – DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE 6
4.1 Obligations du Mandant 7
4.2 Responsabilités du Mandataire 7
4.3 Assurances 7
4.4 Contrôle particulier de la Collectivité 7
4.5 Contrôle comptable et financier du Mandant 8
4.6 Points d'étape 8
ARTICLE 5 - PASSATION DES MARCHES 8
5.1 Mode de passation des marchés 8
5.2 Rôle du Mandataire 9
5.3 Signature du marché 9
5.4 Transmission et notification 9
ARTICLE 6 – SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES 9
6.1 Gestion des marchés 9
6.2 Suivi des études 0
ARTICLE 7– REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITES DE PAIEMENT, AVANCES 10
7.1 Montant de la rémunération du Mandataire 10
7.2 Forme du prix 10
7. 3 Règlement de la rémunération 10
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE 11
8.1 Avances par le Mandant 11
8.2 Conséquences des retards de paiement 11
ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE 12
9.1 Sur le plan technique 12
9.2 Sur le plan financier 12
ARTICLE 10 - RESILIATION 12
10.1 Résiliation sans faute 12
10.2 Résiliation pour faute 12
10.3 Autres cas de résiliation 13
ARTICLE 11 - PENALITES 13
ARTICLE 12– LITIGES 13
BILAN FINANCIER PREVISIONNEL 14

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISSION ET ATTRIBUTION DU MANDATAIRE 4
1.1 Objet du mandat 4
1.2 Attributions confiées au Mandataire 5
1.3 Définition du contenu des études confiées 5
ARTICLE 2 - ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXÉCUTION DES ÉTUDES 6
ARTICLE 3 – DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE 6
4.1 Obligations du Mandant 7
4.2 Responsabilités du Mandataire 7
4.3 Assurances 7
4.4 Contrôle particulier de la Collectivité 7
4.5 Contrôle comptable et financier du Mandant 8
4.6 Points d'étape 8
ARTICLE 5 - PASSATION DES MARCHES 8
5.1 Mode de passation des marchés 8
5.2 Rôle du Mandataire 9
5.3 Signature du marché 9
5.4 Transmission et notification 9
ARTICLE 6 – SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES 9
6.1 Gestion des marchés 9
6.2 Suivi des études 9
ARTICLE 7– REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITES DE PAIEMENT, AVANCES 10
7.1 Montant de la rémunération du Mandataire 10
7.2 Forme du prix 10
7. 3 Règlement de la rémunération 10
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE 11
8.1 Avances par le Mandant 11
8.2 Conséquences des retards de paiement 11
ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE 12
9.1 Sur le plan technique 12
9.2 Sur le plan financier 12
ARTICLE 10 - RESILIATION 12
10.1 Résiliation sans faute 12
10.2 Résiliation pour faute 13
10.3 Autres cas de résiliation 13
ARTICLE 11 - PENALITES 13
ARTICLE 12 - LITIGES 14
BILAN FINANCIER PREVISIONNEL 14

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

ENTRE

ARTICLE PRELIMINAIRES : LES PARTIES AU CONTRAT

ENTRE :

D'une part, la Communauté d'Alès Agglomération, représentée par Monsieur Max ROUSTAN, son Président en exercice, agissant en vertu d'une délibération n°C2015_09_13 du Conseil Communautaire en date du 9 octobre 2015

ci-après désigné par les mots "Le Mandant" ou" Le Maître d'Ouvrage "

ET :

D'autre part, la Société publique locale Alès Cévennes représentée en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration, par Monsieur Max ROUSTAN en sa qualité de Président Directeur Général

Ci-après désignée par les mots " le Mandataire " ou " La Société "

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Sur le territoire alésien, un outil opérationnel intégré a été créé en 2010 : la SPLA Alès Cévennes qui travaille exclusivement pour ses collectivités actionnaires.

Elle a pour mission de mettre en œuvre les politiques et opérations d'aménagement, de construction et de développement définis par ses actionnaires publics.

La Collectivité exerce sur la SPL Alès Cévennes un contrôle analogue à celui mis en place pour ses propres services, et notamment :

- au niveau structurel en prenant part au Conseil d'administration et au Comité de contrôle de la Société ;
- au niveau opérationnel en définissant le programme et en décidant des conditions financières, techniques et administratives de l'opération relative au suivi et à la réalisation des études préalables pour l'implantation d'une zone d'activité à vocation économique à Méjannes les Alès.

La Société interviendra en qualité de représentant du maître d'ouvrage selon les termes de la convention ci-après, dans le respect des conditions générales d'intervention pour ses actionnaires.

La mission confiée au mandataire est une mission de représentation du maître d'ouvrage pour la mise en œuvre de cette opération.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

ENTRE

ARTICLE PRELIMINAIRES : LES PARTIES AU CONTRAT

ENTRE :

D'une part, la Communauté d'Alès Agglomération, représentée par Monsieur Max ROUSTAN, son Président en exercice, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du

ci-après désigné par les mots "Le Mandant" ou" Le Maître d'Ouvrage "

ET :

D'autre part, la Société publique locale Alès Cévennes représentée en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration, par Monsieur Max ROUSTAN en sa qualité de Président Directeur Général

Ci-après désignée par les mots " le Mandataire " ou " La Société "

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Sur le territoire alésien, un outil opérationnel intégré a été créé en 2010 : la SPLA Alès Cévennes qui travaille exclusivement pour ses collectivités actionnaires.

Elle a pour mission de mettre en œuvre les politiques et opérations d'aménagement, de construction et de développement définis par ses actionnaires publics.

La Collectivité exerce sur la SPL Alès Cévennes un contrôle analogue à celui mis en place pour ses propres services, et notamment :

- au niveau structurel en prenant part au Conseil d'administration et au Comité de contrôle de la Société ;
- au niveau opérationnel en définissant le programme et en décidant des conditions financières, techniques et administratives de l'opération relative au suivi et à la réalisation des études préalables pour l'implantation d'une zone d'activité à vocation économique à Méjannes les Alès.

La Société Interviendra en qualité de représentant du maître d'ouvrage selon les termes de la convention ci-après, dans le respect des conditions générales d'intervention pour ses actionnaires.

La mission confiée au mandataire est une mission de représentation du maître d'ouvrage pour la mise en œuvre de cette opération.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA MISSION ET ATTRIBUTION DU MANDATAIRE

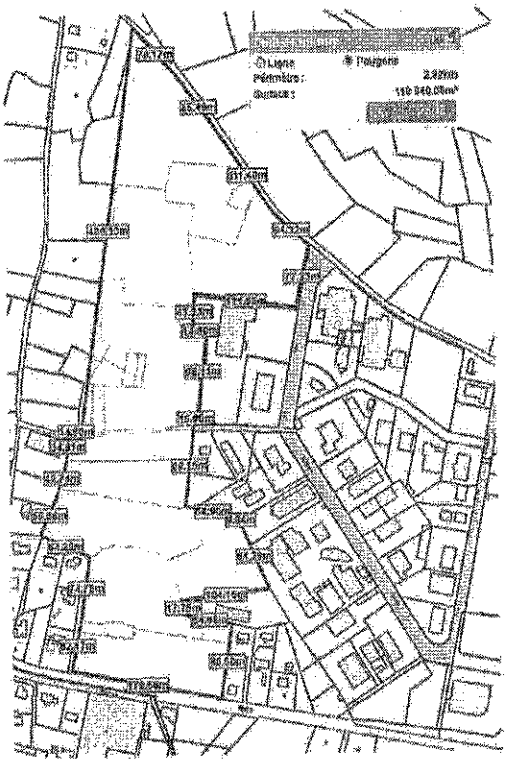
Le maître d'ouvrage charge la Société de faire réaliser en son nom et pour son compte et sous son contrôle, les prestations ainsi désignées :

- Etudes préalables pour l'implantation d'une zone d'activité à vocation économique à Méjannes les Alès et ce, dans le respect des conditions générales d'interventions de la société pour ses actionnaires, dont le contenu est détaillé à l'article 1.3 ci-après.

1.1 Objet du mandat

Dans le cadre de sa politique de développement économique, la Communauté Alès Agglomération envisage de réaliser sur son territoire, une opération destinée à accueillir des entreprises afin de compléter les zones dont elle dispose et pour lesquelles peu de foncier reste encore à commercialiser. Cette nouvelle zone permettrait de satisfaire à moyen terme les demandes en proposant une offre diversifiée et adaptée au marché immobilier. Cette opération correspondrait à une extension de la ZAE actuelle de Méjannes les Alès sur des terrains d'une superficie d'environ 12 hectares.

Périmètre de l'opération :



En vue de définir les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de cette opération lui permettant de se prononcer sur son opportunité, d'en arrêter précisément la localisation et le programme, et d'en préciser les modalités de réalisation éventuelle, le Mandant a décidé de lancer un programme d'études préalables.

Le marché a pour objet de confier à un tiers la représentation du Mandant pour l'accomplissement en son nom et pour son compte de tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions définies ci-dessous, en vue de faire réaliser des études préalables par des tiers telles que définies ci-après. **Il est clairement stipulé que le mandataire assurera une part des missions telles que définies au présent contrat.**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

1.2 Attributions confiées au Mandataire

Le Mandataire exercera les attributions suivantes telles que précisées dans le présent mandat et l'annexe ci-jointe :

- Fixation des conditions du bon déroulement des études ;
- Préparation du choix des prestataires, signature des marchés d'études au nom et pour le compte du Mandant après approbation du choix des prestataires par celui-ci, gestion et paiement des marchés ;

  Les dispositions du Code des marchés publics applicables au Mandant sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation et l'exécution des marchés d'études ;
- Plus généralement, assurer une mission de coordination de l'ensemble des études ponctuelles confiées à des tiers, de mobilisation des différents intervenants et d'information permanente du Mandant sur l'état d'avancement des études ;
- Suivre au nom et pour le compte du Mandant l'information éventuelle au public ;
- Accompagnement du maître d'ouvrage dans les échanges avec les acteurs institutionnels ;
- Suivi et assistance à la mise au point des missions ;
- Contrôle et versement de la rémunération des intervenants (bureaux d'études, géomètre, géotechniciens, ...) ;
- Organiser et piloter les réunions d'études ;
- Représentation du mandant au cours de la réalisation ;
- Elaboration d'un bilan financier prévisionnel pour les dépenses de l'opération.

Le maître d'ouvrage conserve la compétence exclusive de :

- Toute modification des missions d'étude liée à l'évolution des besoins ou aux aléas de financement,
- De la désignation des titulaires de marchés d'études,
- L'accord sur la passation d'avenants aux marchés d'études (délai et incidence financière),
- Toute décision sur le plan de financement, ainsi que sur les délais

En aucun cas, le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de la Collectivité mandante. Cette interdiction vise notamment les actions contractuelles, sauf en cas d'urgence, pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relatives aux missions confiées.

1.3 Définition du contenu des études confiées aux tiers

Le Mandant confie au Mandataire le soin de faire réaliser les études préalables suivantes :

Pour la bonne exécution des travaux, la SPL représentera le Mandant pour que soient préparés et suivis :

- Les études préalables comprenant notamment :

  1., L'étude d'intégration urbanistique et fonctionnelle de l'opération à partir :

  - *de la délimitation du périmètre,*
  - *de l'analyse du site : topographie, paysage, végétation,*
  - *des équipements existants,*
  - *des servitudes et nuisances,*
  - *de l'enquête géologique sommaire.*

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

2. *L'étude d'impact*
3. *L'étude hydraulique et dossier loi sur l'eau*
4. *L'étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération*
5. *L'étude des réseaux existants et futurs pour l'adéquation aux besoins de la zone*
6. *L'analyse des dispositions des PLU actuel et futur*
7. *Le plan de composition (fonctionnement de la zone, voirie, stationnements, ...) et cahier des prescriptions architecturales*
8. *Le schéma prévisionnel des infrastructures*
9. *L'étude géotechnique sommaire*
10. *Les relevés topographiques*

Nota L'archéologie préventive n'est pas intégrée dans les études

ARTICLE 2 - ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXÉCUTION DES ÉTUDES

Le Mandant notifiera au Mandataire le contrat de mandat d'études signé. Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

Le mandat expirera à l'achèvement de la mission du Mandataire qui interviendra dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

Le Mandataire s'engage à faire toute diligence pour réaliser et faire réaliser par des tiers selon la répartition ci-avant et pour présenter au Mandant les études confiées dans un délai maximum de 12 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent mandat.

Le délai pourrait être prorogé avec l'accord des parties si nécessaire, pour une durée à convenir.

ARTICLE 3 – DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE

Le montant des dépenses à engager par le Mandataire pour la réalisation des études préalables est évalué **131 800 € HT** ;

Ces dépenses comprennent notamment :

1. le coût des études ;
2. et, en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la consultation et à la passation des marchés, et à la réalisation des études.
3. la rémunération de la SPL

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION DU MANDATAIRE – CONTRÔLE DU MANDANT

4.1 Obligations du Mandant

Le Mandant s'engage à fournir au Mandataire, dès la notification du mandat, toutes les études en sa possession qui pourraient lui être nécessaires pour l'exécution de sa mission.

4.2 Responsabilités du Mandataire

Le Mandataire représentera le Mandant à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions confiées. Il réalisera sa mission en préservant les intérêts du mandant.

Dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission de Mandataire, le Mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu'il agit en qualité de Mandataire du Mandant et de ce qu'il n'est pas compétent pour le représenter en justice, tant en demande qu'en défense, y compris pour les actions contractuelles.

Le Mandataire veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais. Il signalera au Mandant les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Il ne saurait prendre, sans l'accord du Mandant, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du cadre d'études et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et doit informer le Mandant des conséquences financières de toute décision de modification éventuelle du programme que celui-ci prendrait. Sous réserve du respect des conditions fixées par le code des marchés publics, toute modification éventuelle des missions d'études ou de l'enveloppe financière prévisionnelle devra faire l'objet d'un avenant au présent mandat préalablement à la passation des marchés d'études.

Le Mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil. De ce fait, il n'est tenu, envers le Mandant, que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat.

4.3 Assurances

Le Mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

4.4 Contrôle particulier de la Collectivité

Sous réserve du respect des conditions posées par la jurisprudence, actionnariat public uniquement, intervention pour le compte des actionnaires et sur leur territoire, exercice d'un contrôle analogue par les actionnaires, les contrats conclus entre une Société Publique Locale d'Aménagement (SPL) et la Communauté Alès Agglomération entrent dans le champ d'application des contrats dits « in house ».

Pour mémoire, la Communauté Alès Agglomération exerce par sa présence au Conseil d'Administration une influence déterminante tant sur les objectifs stratégiques que sur les décisions importantes de la société. Les conditions générales du contrôle exercées par les Collectivités actionnaires de la SPL sur celle-ci, de manière analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, sont définies par ailleurs dans les documents qui régissent le fonctionnement structurel de la société et ne sont pas reprises dans le présent contrat.

Le présent article vise à fixer entre la SPL et la Communauté Alès Agglomération pour la réalisation de ce projet la relation in house.

Le mandataire devra se conformer aux exigences de la Collectivité sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur. Les dispositifs de contrôles contractuels sont listés ci-dessous :

- Agit au nom et pour le compte du maitre d'ouvrage, le représente selon les modalités prévues au présent contrat ;
- Propose au choix des organes compétents du mandant les prestataires d'études ;
- Associe la Collectivité à toutes les étapes stratégiques et techniques ;

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

- Lui fait prendre toutes les décisions relevant d'une modification des missions, l'informe des difficultés éventuelles ;
- Formalise les compte rendus d'activité
- Procède à la reddition des comptes de l'opération et sollicite le quitus avant clôture.

La Communauté Alès Agglomération se voit régulièrement informée des éléments significatifs d'actualité sur l'opération en cours. Le mandataire sera tenu d'assister à toutes réunions opérationnelles décidées par le mandant.

En vue de faciliter l'exercice du contrôle, les comptes de la société afférents à la présente opération seront individualisés dans sa comptabilité.

Le maître de l'ouvrage a le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles, pour s'assurer que les clauses de la présente convention et notamment le présent article sont régulièrement observés, et que ses intérêts, sont sauvegardés.

Les agents du maître de l'ouvrage, dûment habilités, auront accès après demande préalable dans les bureaux de la Société, où tous les dossiers techniques, contrats et commandes, écritures, pièces comptables et justifications afférents au présent mandat seront tenus à leur disposition.

4.5 Contrôle comptable et financier du Mandant

Le Mandataire accompagnera toute demande de règlement des pièces justificatives correspondants aux dépenses engagées d'ordre et pour compte du Mandant telles que définies à la rubrique n°494 de l'annexe I à l'article D 1617-19 du CGCT.

En outre, pour permettre au Mandant d'exercer son droit à contrôle comptable, le Mandataire doit:

- tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte du Mandant dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- adresser au Mandant un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
  - . un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses et d'autre part, l'estimation des dépenses restant à réaliser ;
  - . un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des dépenses ;
- au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle, en expliquer les causes et si possible proposer des solutions;
- remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses à l'achèvement des études.

4.6 Points d'étape

Un point d'étape avec la Communauté Alès Agglomération sera mis en place pour suivre l'avancement tous les 3 mois. (durée globale 12 mois).

ARTICLE 5 - PASSATION DES MARCHES

Les dispositions du Code des marchés publics applicables au Mandant sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés.

5.1 Mode de passation des marchés

Le Mandataire utilisera les procédures de mise en concurrence prévues par le Code des marchés publics.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

5.2 Rôle du Mandataire

Plus généralement, le Mandataire procèdera à l'analyse des candidatures et des offres.

S'il le juge utile, le Mandataire est habilité à demander aux candidats de produire ou de compléter les pièces manquantes.

. Il procèdera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera en tant que de besoin les avis d'attribution.

5.3 Signature du marché

Le Mandataire procédera à la mise au point du marché, à son établissement et à sa signature, après accord du Mandant.

Les contrats devront indiquer que le Mandataire agit au nom et pour le compte du Mandant.

5.4 Transmission et notification

Le Mandataire transmettra s'il y a lieu, en application des dispositions du CGCT relative au contrôle de légalité, au nom et pour le compte du Mandant, les marchés signés par lui au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est situé le Mandant. Il établira, signera et transmettra, s'il y a lieu, le rapport établi par elle conformément à l'article 79 du CMP. Il notifiera ensuite ledit marché au cocontractant et en adressera copie au Mandant.

ARTICLE 6 – SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES

6.1 Gestion des marchés

Le Mandataire assurera la gestion des marchés au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions prévues par le Code des Marchés Publics, de manière à garantir les intérêts du Mandant.

A cette fin, notamment :

- Il proposera les ordres de service ayant des conséquences financières,
- Il vérifiera les demandes de paiement présentées par les prestataires,
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement.
- Il prendra en compte ou refusera les cessions de créances qui lui seront notifiées.
- Il étudiera les éventuelles réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats et présentera au Mandant la solution qu'il préconise en vue d'obtenir son accord préalable à la signature d'un protocole.
- Il s'assurera de la mise en place des garanties et les mettra en œuvre s'il y a lieu.

Le Mandataire doit veiller à ne prendre aucune décision pouvant conduire à un dépassement de l'enveloppe financière ou au non respect du programme des études, notamment lors du traitement des réclamations.

6.2 Suivi des études

Le Mandataire représentera si nécessaire le Mandant dans toutes réunions, visites ... relatives au suivi des études. Il veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais, de la qualité des prestations et signalera au Mandant les anomalies qui pourraient survenir. Il s'efforcera d'obtenir des prestataires des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera le Mandant et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

ARTICLE 7– REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITES DE PAIEMENT, AVANCES

7.1 Montant de la rémunération du Mandataire

Le montant de la rémunération forfaitaire est de :

Montant HT **19 800 € HT, soit en toutes lettres**

Montant HT(en lettres) **Dix-neuf mille huit cent euros hors taxes.**

La TVA sera calculée en fonction du taux en vigueur (actuellement 20%)

7.2 Forme du prix

Le présent contrat est passé à prix FORFAITAIRE.

7. 3 Règlement de la rémunération

7.3.1 Délais de règlement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement de la rémunération du Mandataire est de 30 jours à compter de la réception de la demande d'acompte par le Mandant.

Le délai de paiement du solde est de 30 jours à compter de la réception par le mandant du projet de décompte.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

7.3.2 Modalités de règlement

Les modalités de règlement retenues (le cas échéant, « pour chaque étape ») sont les suivantes :

Règlements en deux phases :

1. un mois après le démarrage : 4 350 € HT
2. M+3 : 5 000 € HT
3. M+6 : 5 000 € HT
4. M+9 : 5 000 € HT
5. Reddition des comptes : 450 € HT

Cette rémunération sera imputée sur le compte de l'opération par le biais des avances qui seront versées dans les conditions prévues à l'article 8.1 ci-dessous.

7.3.3 Acomptes et solde

Le règlement des sommes dues au Mandataire au titre des attributions qui lui sont confiées fera l'objet **d'acomptes** mensuels calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état, dans les conditions ci-après définies.

A l'expiration de la mission du Mandataire telle que définie à l'article 9 ci-dessous, il sera établi un décompte général fixant le montant total des honoraires dus au Mandataire au titre de l'exécution du contrat.

Le **décompte périodique** correspond au montant des sommes dues au Mandataire depuis le début de l'exécution du contrat jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base. Il est établi sur un modèle accepté par le Mandant, en y indiquant successivement :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

- l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la mission du Mandataire à régler, compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités appliquées ;
- les primes accordées ;
- les intérêts moratoires éventuellement dus à la fin du mois.

Le Mandant dispose de 15 jours pour faire connaître, par écrit, au Mandataire, les modifications éventuelles qui ont conduit au décompte retenu par lui. Le Mandataire dispose ensuite de quinze jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois "m".

7.3.4 Mode de règlement

Le Mandant se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par :

☑ virement établi à l'ordre du titulaire

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE

Le Mandant supportera seul la charge des dépenses engagées par le Mandataire, telles que déterminées à l'article 3 ci-dessus.

Le Mandant avancera au Mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer ou lui remboursera les dépenses payées d'ordre et pour compte dans les conditions définies ci-après.

8.1 Avances par le Mandant

Le Mandant s'oblige à mettre à la disposition du Mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

A cet effet, il versera :

- dans le mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, une avance égale à 30 000 €;
- Lorsque la Mandataire pourra justifier d'une consommation de l'avance initiale à hauteur de 70%, une avance correspondant aux besoins de trésorerie du Mandataire durant les trois prochains mois établie sur la base du compte-rendu financier périodique établi par le Mandataire en application de l'article 4.6.
- L'avance consentie sera ensuite réajustée périodiquement tous les mois.
- le solde, dans le mois suivant la présentation des D.G.D.

En cas d'insuffisance de ces avances, le Mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

8.2 Conséquences des retards de paiement

En aucun cas le Mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des prestataires du fait notamment du retard du Mandant à verser les avances nécessaires aux règlements ou des délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du Mandataire.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE

9.1 Sur le plan technique

Le Mandataire assurera sa mission jusqu'à l'approbation par le Mandant de la dernière des études confiées au Mandataire. Après remise du rapport final du Mandataire sur la réalisation des études et remise de l'ensemble des études réalisées par les prestataires, le Mandant notifiera son approbation de la mission du Mandataire dans un délai de 3 mois à compter de la réception de ces documents. A défaut de réponse dans ce délai, l'approbation du Mandant est réputée acquise.

9.2 Sur le plan financier

9.2.1 Reddition des comptes

Le Mandataire s'engage à notifier, au Mandant, l'état récapitulatif des dépenses au plus tard dans le délai de 3 mois à compter du dernier décompte général et définitif des prestataires.

Le Mandant notifiera son acceptation de cet état dans les trois mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

L'acceptation par le Mandant de l'état récapitulatif des dépenses vaut constatation de l'achèvement de la mission du Mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

9.2.2 Décompte général des honoraires du Mandataire

Dès notification de l'acceptation de l'état récapitulatif des dépenses de l'opération par le Mandant le Mandataire présentera le projet de décompte final de ses honoraires au Mandant.

Celui-ci disposera d'un délai de 45 jours pour notifier au Mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

ARTICLE 10 - RESILIATION

10.1 Résiliation sans faute

Le maître de l'ouvrage pourra résilier unilatéralement le présent contrat.

Quelle que soit la cause de la résiliation, le maître de l'ouvrage devra régler sous 30 jours à la Société la totalité des sommes qui lui sont dues soit en remboursement des dépenses et frais qu'elle a engagée au nom et pour le compte de ce dernier, soit à titre de rémunération, jusqu'au stade d'interruption de la mission.

Le Mandant devra assurer la continuation de tous les contrats passés par la Société en son nom et pour son compte. A défaut, il fera, en tout état de cause, son affaire des indemnités qui pourraient être dues du fait de la rupture anticipée desdits contrats.

10.2 Résiliation pour faute

En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de un mois, la convention pourra être résiliée, sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 11. En tout état de cause, le Mandataire a droit au remboursement de ses débours justifiés.

En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandant, le Mandataire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

10.3 Autres cas de résiliation

10.3.1 En cas de non respect, par le titulaire, des obligations visées à l'article 13 ci-dessous relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

10.3.2 En cas d'inexactitude des renseignements, fournis par le titulaire, mentionnés aux articles 44 et 46 du code des marchés publics *et à l'article D 8254-2 à 5 du code du travail*, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché sera résilié sans mise en demeure à ses frais et risques.

ARTICLE 11 - PENALITES

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute visés à l'article précédent, le Mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées à l'article 4.2 ci dessus.

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations, le Mandant se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous ou à déterminer par les parties en fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi. Dans ce dernier cas, à défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération hors TVA, la convention pourra être résiliée aux torts exclusifs du Mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité du Mandant envers le Mandataire.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

1°) En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 4.5 et après mise en demeure du mandat si le mandataire n'a pas remis les documents sous 1 mois à compter de la réception de la mise en demeure la pénalité sera de 50 € par jour de retard ;

2°) En cas de retard dans la remise de l'état récapitulatif des dépenses de l'opération prévu à l'article 9.2.1 : 50 € par jour de retard ;

3°) En cas de retard de paiement, par la faute du Mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte du Mandant, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du Mandataire à titre de pénalités.

ARTICLE 12 - LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution du présent mandat d'études sera de la compétence du Tribunal Administratif de Nîmes

Fait à Alès, le 3/11/2015
en un seul original

COPIE CONFORME A L'ORIGINAL

Pour la Communauté Alès Agglomération

Signataire

Pour la SPL ALES CEVENNES

Max ROUSTAN
Président Directeur Général

PREFECTURE DU GARD
Reçu le
20 NOV. 2015
Bureau du Courrier

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

ANNEXES 1 - BILAN FINANCIER PREVISIONNEL

Alès Agglomération

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CEVENNES

MANDAT POUR LA REALISATION DES ETUDES PREALABLES POUR L'IMPLANATATION D'UNE ZONE D'ACTIVITE A VOCATION ECONOMIQUE DANS LA COMMUNE DE MEJANNES LES ALES

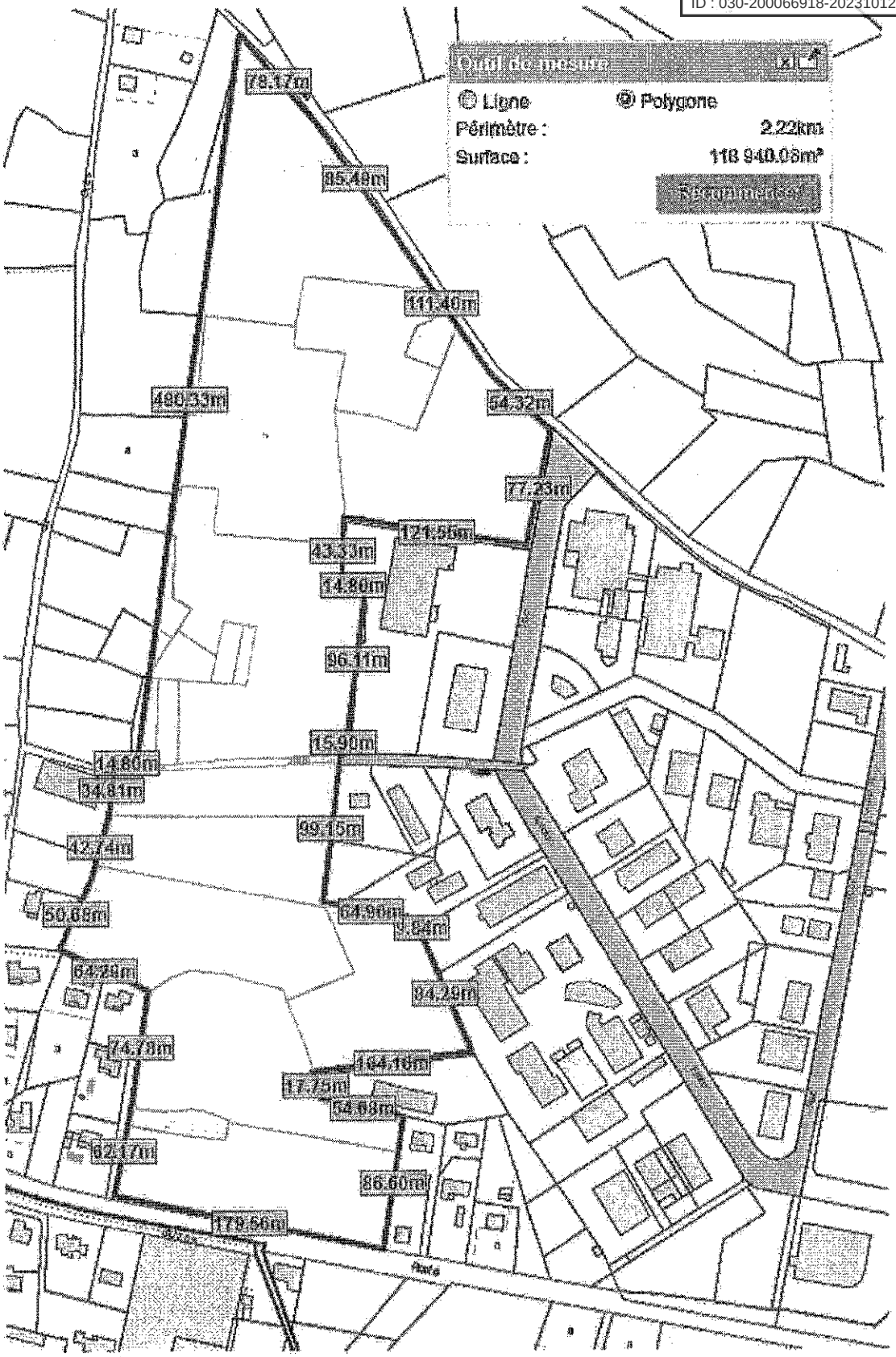
BILAN FINANCIER PREVISIONNEL

	Estimation en € H.T	TVA 20 %	Coût en € T.T.C.
ETUDES PREALABLES			
Etude d'intégration urbanistique et fonctionnelle - plan de composition			
Etude d'impact			
Etude hydraulique et dossier loi sur l'eau			
Etude de faisabilité sur le potentiel de développement des Energies Renouvelables			
Etudes des réseauxet schéma prévisionnel des infrastructures			
Etude géotechnique sommaire			
Relevés topographiques			
TOTAL ETUDES PREALABLES	102 000,00	20 400,00	122 400,00
MANDATAIRE	19 800,00	3 960,00	23 760,00
TOTAL FRAIS DIVERS (publications, tirages, ...)	10 000,00	2 000,00	12 000,00
TOTAL GENERAL	131 800,00	26 360,00	158 160,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE

ANNEXES 2 – PLAN DELIMITANT LE PERIMETRE DES ETUDES

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_16-DE



Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Dév. Économique
Réf : LP/ALL/NT
Tél. : 04.66.55.84.80

C2023_04_17

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Compte Rendu à la collectivité de la SPL Alès Cévennes pour la réalisation des études préalables à la déclaration de projet pour la réalisation d'une zone d'activités économiques – Mont Cavala à Vézénobres

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Vu la convention de mandat donnée à la SPL Alès Cévennes en date du 18 décembre 2017 concernant les études préalables à la réalisation d'une déclaration de projet en vue de la réalisation d'une zone d'activités économiques secteur Mont Cavala à Vézénobres,

Considérant le dossier de clôture établi par la société SPL Alès Cévennes et transmis le 07 juillet 2023 à la collectivité,

Considérant que le dossier de clôture fait apparaitre un solde en faveur d'Alès Agglomération de 3 447,89 € TTC,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

le dossier de clôture établi par la SPL Alès Cévennes relatif la réalisation des études préalables pour la déclaration de projet en vue de la réalisation d'une zone d'activités économiques – Mont Cavala à Vézénobres, document annexé à la présente délibération,

DÉCIDE

de procéder à l'émission d'un titre de recette afin de demandé le versement du solde de ce mandat en faveur d'Alès Agglomération

AUTORISE

Monsieur le Président à signer tout actes relatifs à l'exécution de la présente délibération

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALES AGGLOMERATION S36

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

DOSSIER DE CLOTURE

N°SPL 013

REALISATION DES ETUDES PREALABLES POUR LA MISE EN CONFORMITE D'UNE DECLARATION DE PROJET EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES – MONT CAVALA - VEZENOBRES

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet - 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

PREAMBULE

La Communauté Alès Agglomération a confié à la SPL ALES CEVENNES un mandat en date du 18/12/2017 afin de lui confier le suivi et la réalisation des études préalables pour la mise en œuvre d'une déclaration de projet en vue de la réalisation d'une zone d'activités économiques – Mont Cavala – Vézénobres.

➔ Le présent dossier de clôture fait donc état de l'ensemble des démarches initiées et suivies par la SPL ALES CEVENNES conformément aux dispositions fixées à la convention de mandat qui lui avait été confiée.

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet - 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

SOMMAIRE

I. PROCEDURES ET MARCHES 4
1. MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES 4
2. MARCHES DE GEOMETRE 6
3. MARCHES D'ETUDES DE SOL 6
4. MARCHES D'ETUDES GEOLOGIQUE 7

II. EXECUTION DES MARCHES 7
1. AVENANTS ET ORDRES DE SERVICE AU MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES 7

III. DEROULEMENT DE L'OPERATION 9

IV. REMUNERATION DU MANDATAIRE 9

V. SITUATION FINANCIERE 9

Annexe 1 11
BILAN DE CLOTURE 11
Annexe 2 12
CONVENTION DE MANDAT 12

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet - 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

I. PROCEDURES ET MARCHES

1. MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Au regard du montant de l'estimation, établie par le pouvoir adjudicateur, la procédure de consultation pour la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre est celle de la procédure adaptée passée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le marché était décomposé en une tranche ferme et 3 tranches optionnelles définies comme suit :
Le marché est découpé en une tranche ferme et 3 tranches optionnelles définies comme suit :

- **Tranche ferme :**
  - Diagnostic environnemental du site et de ses contraintes
  - Pré-évaluation des incidences potentielle
  - Evaluation financières des équipements publics
  - Etude hydraulique préalable
  - Etude d'insertion paysagère
  - Etude au cas par cas
- **Tranche optionnelle 1 :**
  - Etude d'impact
- **Tranche optionnelle 2 :**
  - Dossier Loi sur l'Eau
- **Tranche optionnelle 3 :**
  - Rédaction du dossier relatif à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du SCOT en vigueur et assistance de la maîtrise d'ouvrage durant son instruction.

Un courriel de consultation a été transmis à 3 entreprises en date du 22 Décembre 2017.

La date limite de réception des offres a été fixée au mardi 23 janvier 2018 – 12h00.

2 offres sont parvenues dans les délais fixées.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Equipe	Note technique (40)	Note prix (60)	Note total (100)	Classement
SITETUDES SAS *représentée par M.Mauffrey Jerôme*	*10,00*	56,15	66,15	2
CEREG Territoires SARL *représentée par M. Buquet Patrick*	*36,00*	60,00	**96,00**	1

A l'issue de l'analyse des offres,

- Le marché a été attribué à l'entreprise CEREG TERRITOIRES SARL, pour un montant de 64 575.00 € HT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

2. MARCHES DE GEOMETRE

Au regard du montant de l'estimation établie par le pouvoir adjudicateur, le marché est passé selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article 30.I.8° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Prestations à réaliser :

- Le levé planimétrique comprenant notamment les bâtiments, les ouvrages d'art, la voirie, les plantations, les affleurements de réseaux (tampons, bouches à clés, ...), les armoires et coffrets, la signalisation verticale et horizontale, le mobilier urbain, les ouvrages (passages supérieurs et inférieurs), et d'une manière générale, tous les détails apparents (clôtures, murs, escaliers, ...).
- Le nivellement des éléments caractéristiques (voirie, bâti, ouvrages, ...) et un quadrillage de nivellement des espaces verts.
- Pour ces zones, la densité de points de nivellement peut être estimée à environ 200 points par hectare en zone urbaine et 100 points par hectare en zone suburbaine.
- Une estimation du volume utile du bassin

Le marché a été notifié à l'EURL Vincent VIAL en date du 23 Novembre 2018 pour un montant de 2 270.80 € HT suite au devis n°18371 en date du 20 Novembre 2018.

3. MARCHES D'ETUDES DE SOL

Au regard du montant de l'estimation établie par le pouvoir adjudicateur, le marché est passé selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article 30.I.8° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Prestations à réaliser :

- Délimiter une zone homogène susceptible de recevoir ou non des dispositifs d'assainissement individuel en fonction de 4 critères principaux que sont la nature et la perméabilité du sol, la profondeur de la nappe et son degré de vulnérabilité, la présence d'une nappe perchée temporaire, la possibilité d'inondation et l'hydromorphisme, la profondeur du substratum imperméable, pente des terrains.

Le marché a été notifié à ABE SOL SARL en date du 21 Février 2019 pour un montant de 1 940.00 € HT suite au devis n°19-02-097-ASS en date du 20 Février 2019.

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet - 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

4. MARCHES D'ETUDES GEOLOGIQUE

Au regard du montant de l'estimation établie par le pouvoir adjudicateur, le marché est passé selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article 30. I.8° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Prestations à réaliser :

- Recherche et étude de documents, analyse du contexte hydrogéologique
- Détermination de la vulnérabilité des eaux souterraines et captage des Près vis-à-vis du projet et de ses aménagements et en particulier de la filière d'assainissement des eaux usées et du bassin d'orage
- Réalisation d'une note hydrogéologique interprétative

Le marché a été notifié à BERGA SUD SARL en date du 23 Septembre 2019 pour un montant de 1 600.00 € HT suite au devis n°9746 en date du 20 Septembre 2019.

II. EXECUTION DES MARCHES

1. AVENANTS ET ORDRES DE SERVICE AU MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Un avenant n°1 au marché de prestations intellectuelles d'un montant de 3 700.00 € HT a été notifié en date du 09 Avril 2018 dans le respect des dispositions contractuelles. Cet avenant avait pour objet de confier dans le cadre de l'études au cas par cas, la réalisation d'un diagnostic écologique initialement prévu dans la tranche optionnelle 1 « étude d'impact ».

Un ordre de service n°3 notifié en date du 02 Octobre 2018 a eu pour objet de procéder à l'affermissement des tranches optionnelles :
1 – Etude d'impact pour un montant de 15 725.00 € HT
2 – Dossier Loi sur l'Eau pour un montant de 3 900.00 € HT
3 – Déclaration de projet pour un montant de 9 600.00 € HT

Un avenant n°2 au marché de prestations intellectuelles d'un montant de 6 300.00 € HT a été notifié en date du 03 Octobre 2018 dans le respect des dispositions contractuelles. Cet avenant avait pour objet de confier à l'entreprise titulaire CEREG Territoires SARL la réalisation d'une étude d'impact acoustique afin de compléter la mission d'étude d'impact de la tranche optionnelle 1 et ainsi répondre aux demandes de services de l'Etat formulées lors de la réunion du 18 septembre 2018 dans les bureaux de la DREAL Occitanie à Montpellier.

Un ordre de service n°5 notifié en date du 08 Octobre 2018 a eu pour objet de notifier l'acceptation du sous-traitant O2 Terre SAS pour l'exécution des prestations d'expertises écologique, inventaires naturalistes en période automnale pour un montant de 5 700.00 € HT.

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet - 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Un avenant n°3 au marché de prestations intellectuelles d'un montant de 2 600.00 € HT a été notifié le 12 Novembre 2018 dans le respect des dispositions contractuelles. Cet avenant avait pour objet de confier à l'entreprise titulaire CEREG Territoires SARL, la réalisation de tests de perméabilité et sondages au tractopelle afin de définir la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales pour un bassin de rétention/infiltration. Ces données étant complémentaire aux missions déjà confiées et indispensables à l'élaboration du dossier Loi sur l'Eau confié à CEREG Territoires SARL par affermissement de la tranche optionnelle 2.

Un avenant n°4 au marché de prestations intellectuelles d'un montant de 2 850.00 € HT a été notifié en date du 1er Avril 2019 dans le respect des dispositions contractuelles. Cet avenant avait pour objet de confier à CEREG Territoires SARL la réalisation d'une étude « Loi Barnier » afin de réduire à 50 mètres de recul les constructions par rapport à l'axe de la RN106 au droit du projet de Zone d'Activités Economiques du Mont Cavala sur une zone appelée à être classée en UE ou AUE dans le PLU de Vézénobres en cours de mise en compatibilité.

Montant du marché initial :	**64 575.00 € HT**
Tranche ferme :	35 350,00 € HT
Tranche optionnelle 1 – affermie en date du 02/10/2018 :	15 725,00 € HT
Tranche optionnelle 2 - – affermie en date du 02/10/2018 :	3 900,00 € HT
Tranche optionnelle 3 - – affermie en date du 02/10/2018 :	9 600,00 € HT

Montant de l'avenant n° 1 notifié en date du 09/04/2018 : **3 700.00 € HT**
Ce montant venait en déduction de la tranche optionnelle 1 en cas d'affermissement. Le montant total du marché restait ainsi inchangé.

Montant de l'avenant n°2 : **6 300.00 € HT**
Soit une augmentation de 9.76% du montant initial du marché.

Montant du présent avenant n°3 : **2 600.00 € HT**
soit une augmentation de 4.02% du montant initial du marché.

Montant du présent avenant n°4 : **2 850.00 € HT**
soit une augmentation de 4.41% du montant initial du marché.

Nouveau montant du marché : **76 325.00€ HT**
soit une augmentation de 18.19% du montant initial du marché.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

III. DEROULEMENT DE L'OPERATION

Demande d'examen au cas par cas du projet à la DREAL transmis le 27/03/2018.
Décision de la préfecture de soumission projet à étude d'impact le 06/09/2018.
Documents d'études réalisés :

1- Déclaration de projet :

- Notice d'intérêt général

2- Dossier de Mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale du Syndicat Mixte du Pays Cévennes

3- Dossier de Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Vézénobres et annexe étude d'Impact

- Dossier d'étude « Loi Barnier » relative à la RN 106

4- Evaluation Environnementale commune au PLU , Scot et au projet (article L122-14 et R 122-27 du Code de l'Environnement)

5 - Dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement (Loi sur l'Eau) – pour information

La MRAE a émis son avis en date du 15/10/2019 – Mémoire en réponse transmis le 05/11/2019.
La réunion des personnes publiques Associées (PPA) s'est déroulée le 13/11/2019.
La Commune de Vézénobres a approuvé la mise en compatibilité de son PLU le 26/02/2020.

IV. REMUNERATION DU MANDATAIRE

Conformément à l'article 7 de la convention la rémunération forfaitaire du mandataire est fixée à 12.000,00 HT, soit 14.400,00 €TTC.

V. SITUATION FINANCIERE

La situation à la date du 27 février 2023 fait apparaître, d'une part, les dépenses ordonnancées et payées pour le compte d'ALES AGGLOMERATION pour un montant de 112.962,96 € TTC et d'autre part, les demandes d'acomptes qui lui ont été présentées pour le remboursement des dites dépenses et les produits financiers pour un montant de 116.410.85,00 € TTC.

Cette situation fait apparaître un solde de 3 447.89 € TTC.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

ALES AGGLOMERATION reconnaît que la mission confiée à la SPL ALES CEVENNES est terminée et accepte les comptes qui lui sont présentés.

Pour la SPL ALES CEVENNES.

- 7 JUIL. 2023

Max ROUSTAN

Président Directeur Général

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CEVENNES

Pour ALES AGGLOMERATION

Christophe RIVENQ

Président

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet - 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Alès Agglomération SUD INGÉNIEUX

Annexe 1
BILAN DE CLOTURE

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet - 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

	Bilan mandat	Engagements réalisés		Informations dépenses		Dépenses		Informations règlement		
Intitulé	Bilan TTC	Engagé HT	Engagé TTC	N° de facture	Date	Dépense	Réglé HT	Réglé TVA	Réglé TTC	Date de
1 DEPENSES	**116 400.00**	**94 135.80**	**112 962.96**			**93 635.80**	**93 635.80**	**18 727.16**	**112 362.96**	
18 FRAIS DIVERS	**6 000.00**									
1801 Publicités, tirages	6 000.00									
20 ETUDES PREALABLES	**96 000.00**	**82 135.80**	**98 562.96**			**82 135.80**	**82 135.80**	**16 427.16**	**98 562.96**	
2001 BET	96 000.00	82 135.80	98 562.96			82 135.80	82 135.80	16 427.16	98 562.96	
SPL 013.01 Prestations intellectuelles		76 325.00	91 590.00			76 325.00	76 325.00	15 265.00	91 590.00	
ADELE-SFI EI		**12 050.00**	**14 460.00**			**12 050.00**	**12 050.00**	**2 410.00**	**14 460.00**	
000970 Prestations intellectuelles				00005	23/05/2019	8 280.00	8 280.00	1 656.00	9 936.00	10/07/2019
001109 SPL013.01-CEREG-Note d'Honoraire n°5				00006	22/01/2020	2 565.00	2 565.00	513.00	3 078.00	04/03/2020
001213 SPL 013.01 - NH 7 solde				00007	10/03/2020	1 205.00	1 205.00	241.00	1 446.00	24/06/2020
CEREG TERRITOIRES SARL		**58 575.00**	**70 290.00**			**58 575.00**	**58 575.00**	**11 715.00**	**70 290.00**	
000715 Prestations intellectuelles				00001	28/02/2018	9 500.00	9 500.00	1 900.00	11 400.00	18/07/2018
000740 Prestations intellectuelles				00002	28/03/2018	16 082.50	16 082.50	3 216.50	19 299.00	10/12/2018
000775 Prestations intellectuelles				00003	28/05/2018	3 700.00	3 700.00	740.00	4 440.00	10/12/2018
000849 Prestations intellectuelles				00004	29/10/2018	7 705.00	7 705.00	1 541.00	9 246.00	10/12/2018
000970 Prestations intellectuelles				00005	23/05/2019	12 225.00	12 225.00	-591.00	11 634.00	10/07/2019
001109 SPL013.01-CEREG-Note d'Honoraire n°5				00006	22/01/2020	5 855.00	5 855.00	1 171.00	7 026.00	04/03/2020
001213 SPL 013.01 - NH 7 solde				00007	10/03/2020	3 507.50	3 507.50	701.50	4 209.00	24/06/2020
001296 Prestations intellectuelles - régularisation tva				00005	04/09/2020			3 036.00	3 036.00	23/09/2020
O2 TERRE SAS		**5 700.00**	**6 840.00**			**5 700.00**	**5 700.00**	**1 140.00**	**6 840.00**	
000970 Prestations intellectuelles				00005	23/05/2019	4 560.00	4 560.00	912.00	5 472.00	10/07/2019
001109 SPL013.01-CEREG-Note d'Honoraire n°5				00006	22/01/2020	570.00	570.00	114.00	684.00	04/03/2020
001213 SPL 013.01 - NH 7 solde				00007	10/03/2020	570.00	570.00	114.00	684.00	24/06/2020
SPL 013.2018.001 SPL 013.2018.001 - Marché de Géomètre		2 270.80	2 724.96			2 270.80	2 270.80	454.16	2 724.96	
VIAL VINCENT CABINET		**2 270.80**	**2 724.96**			**2 270.80**	**2 270.80**	**454.16**	**2 724.96**	
19-03687 SPL 013.2018.001 - Marché de Géomètre				00001	10/12/2018	2 270.80	2 270.80	454.16	2 724.96	23/01/20
SPL 013/2019.001 SPL 013/2019.001 - Etude		1 940.00	2 328.00			1 940.00	1 940.00	388.00	2 328.00	
A.B.E. Sol SARL		**1 940.00**	**2 328.00**			**1 940.00**	**1 940.00**	**388.00**	**2 328.00**	
19-04051 SPL 013/2019.001 - Etude Assainissement				00001	27/03/2019	1 940.00	1 940.00	388.00	2 328.00	28/05/20
SPL 013/2019.002 SPL013/2019.002 - Etude geologique		1 600.00	1 920.00			1 600.00	1 600.00	320.00	1 920.00	
BERGA SUD SARL		**1 600.00**	**1 920.00**			**1 600.00**	**1 600.00**	**320.00**	**1 920.00**	
19-04938 etude geologique captage				00001	04/10/2019	1 600.00	1 600.00	320.00	1 920.00	24/12/20
21 REMUNERATION DU MANDATAIRE	**14 400.00**	**12 000.00**	**14 400.00**			**11 500.00**	**11 500.00**	**2 300.00**	**13 800.00**	
2101 Rémunération	14 400.00	12 000.00	14 400.00			11 500.00	11 500.00	2 300.00	13 800.00	
SPL 013 Rémunération du mandataire		12 000.00	14 400.00			11 500.00	11 500.00	2 300.00	13 800.00	
REM MANDATS SPL ALES CEVENNES		**12 000.00**	**14 400.00**			**11 500.00**	**11 500.00**	**2 300.00**	**13 800.00**	
000716 Rémunération du mandataire				00001	30/03/2018	1 500.00	1 500.00	300.00	1 800.00	30/07/20
000792 Rémunération du mandataire - M+4				00002	02/07/2018	5 000.00	5 000.00	1 000.00	6 000.00	10/12/20

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

	Bilan mandat	Engagements réalisés		Informations dépenses		Dépenses		Informations règlement		
Intitulé	Bilan TTC	Engagé HT	Engagé TTC	N° de facture	Date	Dépense	Réglé HT	Réglé TVA	Réglé TTC	Date de
001021 Rémunération du mandataire				00003	24/09/2019	5 000.00	5 000.00	1 000.00	6 000.00	02/12/2019
2 RECETTES	**116 400.00**	**116 400.00**	**116 400.00**			**116 400.00**	**116 400.00**		**116 400.00**	
3000 Rémunérations mandats	116 400.00	116 400.00	116 400.00			116 400.00	116 400.00		116 400.00	
18-00346 DP MONTCAVALA - VEZNOBRES - Demande		116 400.00	116 400.00			116 400.00	116 400.00		116 400.00	
ALES AGGLOMERATION		**116 400.00**	**116 400.00**			**116 400.00**	**116 400.00**		**116 400.00**	
18-02986 DP MONTCAVALA - VEZNOBRES - Demande				00001	25/01/2018	15 000.00	15 000.00		15 000.00	11/06/2018
18-03323 DP MONTCAVALA - VEZNOBRES - Demande				00002	17/07/2018	68 490.00	68 490.00		68 490.00	05/12/2018
19-03798 DP MONTCAVALA - VEZNOBRES - Demande				00003	28/02/2019	32 910.00	32 910.00		32 910.00	12/04/2019

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Alès Agglomération SUD INGÉNIEUX

Annexe 2
CONVENTION DE MANDAT

Siège social : L'ATOME – 2 rue Michelet - 30100 Alès
Adresse postale : 131 impasse des palmiers – PIST OASIS – 30319 Alès Cedex
☎ 04.66.43.38.76

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Alès Agglomération

Alès, le 18/12/2017.

Direction des Moyens Généraux -
Service de la Commande Publique
Affaire suivie par : Laurence NESPOULOUS
Tél. : 04 66 56 42 68
Fax : 04 66 56 10 35
laurence.nespoulous@ville-ales.fr
Directeur général Adjoint des Services Alès Agglomération
Affaire suivie par : Patrick CATHELINEAU
Tél : 04.66.56.83.53
patrick.cathelineau@alesagglo.fr

N/Réf : LN/87.2017
Objet : Mandat d'études préalables pour la mise en œuvre d'une déclaration de projet en vue de la réalisation d'une zone d'activités économiques MONT CAVALA – VEZENOBRES
✓ **Notification du mandat**

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES
Monsieur Max Roustan
Président Directeur général
131 Impasse des Palmiers
PIST OASIS – Bat F
30100 Alès

Monsieur le Président Directeur Général,

Veuillez trouver ci-jointe la notification de la convention de mandat d'études préalables pour la mise en œuvre d'une déclaration de projet en vue de la réalisation d'une zone d'activités économiques MONT CAVALA – VEZENOBRES accompagnée d'un exemplaire de celle-ci en copie conforme à l'original (décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relatif aux dispositions réglementaires du code des relations entre le public et l'administration) :

- Mandat

Vous en souhaitant une très bonne réception, je vous prie d'agréer, **Monsieur le Président Directeur Général**, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président d'Alès Agglomération
Maire d'Alès

Max ROUSTAN

ALÈS AGGLOMÉRATION COMMANDE PUBLIQUE MAIRIE D'ALÈS

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Alès Agglomération

Direction des Moyens Généraux -
Service de la Commande Publique
Affaire suivie par : Laurence NESPOULOUS
Tél. : 04 66 56 42 58
Fax : 04 66 56 10 36
laurence.nespoulous@ville-ales.fr
Directeur général Adjoint des Services Alès Agglomération
Affaire suivie par : Patrick CATHELINEAU
Tél : 04.66.55.83.53
patrick.cathelineau@alesagglo.fr

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES
Monsieur Max Roustan
Président Directeur général
131 Impasse des Palmiers
PIST OASIS – Bat F
30100 Alès

N/Réf : LN/87.2017
Objet : Mandat d'études préalables pour la mise en œuvre d'une déclaration de projet en vue de la réalisation d'une zone d'activités économiques MONT CAVALA – VEZENOBRES
✓ NOTIFICATION DU MANDAT

A RETOURNER

Accusé de réception à retourner dans les plus brefs délais :
Au Bureau des Marchés de la Ville d'Alès
A l'attention de Mme Laurence NESPOULOUS
BP 70038 - 30101 ALES Cedex

Je soussigné, **Monsieur Max ROUSTAN – Président Directeur Général de la Société Publique Locale Alès Cévennes**, certifie avoir reçu la notification de la convention de mandat d'études préalables pour la mise en œuvre d'une déclaration de projet en vue de la réalisation d'une zone d'activités économiques MONT CAVALA – VEZENOBRES

Fait à : Alès, le 28 Décembre 2017

Le Président Directeur Général

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

Max ROUSTAN

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Alès Agglomération

COPIE CONFORME A L'ORIGINAL

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALES CÉVENNES

CONVENTION FIXANT LES CONDITIONS PARTICULIÈRES D'INTERVENTION DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALES CÉVENNES POUR LA COLLECTIVITÉ ACTIONNAIRE

COMMUNAUTÉ ALES AGGLOMÉRATION

MANDAT D'ÉTUDES PRÉALABLES POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE DÉCLARATION DE PROJET EN VUE DE LA RÉALISATION D'UNE ZONE D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

MONT CAVALA – VEZENOBRES

CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 17 DE L'ORDONNANCE MODIFIEE N° 2015-899 DU 23 JUILLET 2015.

NOVEMBRE 2017

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MANDAT ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE....4

1.1....Objet du mandat....4

1.2....Attributions confiées au Mandataire....5

1.3....Définition du contenu des études confiées....6

ARTICLE 2 - ENTRÉE EN VIGUEUR - DURÉE DU CONTRAT - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES ÉTUDES....6

ARTICLE 3 - DÉTERMINATION DU MONTANT DES DÉPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE....7

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MISSION DU MANDATAIRE - CONTRÔLE DU MANDANT....7

4.1....Obligations du Mandant....7

4.2....Responsabilités du Mandataire....7

4.3....Assurances....8

4.4....Contrôles technique et financier de la Collectivité....8

ARTICLE 5 - PASSATION DES MARCHES OU ACCORDS CADRE....8

5.1....Mode de passation des marchés....8

5.2....Rôle du Mandataire....10

5.3....Signature du marché....10

5.4....Transmission et notification....10

ARTICLE 6 – SUIVI DE LA RÉALISATION DES ÉTUDES....10

6.1....Gestion des marchés....10

6.2....Suivi des études....11

ARTICLE 7– REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITÉS DE PAIEMENT, AVANCES....11

7.1....Montant de la rémunération du Mandataire....11

7.2....Forme du prix....11

7.3....Avance....11

7.4....Règlement de la rémunération....11

7.4.2 Délais de règlement et intérêts moratoires....11

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

7.4.4 Mode de règlement

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE RÈGLEMENT DES DÉPENSES ENGAGÉES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE....12

8.1 Avances par le Mandant....12

8.2 Conséquences des retards de paiement....12

ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L'ACHÈVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE....13

9.1....Sur le plan technique....13

9.2....Sur le plan financier....13

ARTICLE 10 – RÉSILIATION....13

10.1....Résiliation sans faute....13

10.2....Résiliation pour faute....13

10.3....Autres cas de résiliation....14

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS....14

ARTICLE 12 – LITIGES....14

ARTICLE 13 – PIÈCES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT....15

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

ENTRE :

D'une part, la Communauté d'Alès Agglomération, représentée par Monsieur Max ROUSTAN, son Président en exercice, agissant en vertu de la délibération du délibération C2017_02_13 du Conseil de Communauté en date du 5 janvier 2017 relative aux délégations consenties par le Conseil de Communauté au Bureau de Communauté, ci-après désigné par les mots "Le Mandant" ou" Le Maître d'Ouvrage "

ET :

D'autre part, la Société publique locale Alès Cévennes représentée en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration, par Monsieur Max ROUSTAN en sa qualité de Président Directeur Général, ci-après désignée par les mots " le Mandataire " ou " La Société "

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Sur le territoire alésien, un outil opérationnel intégré a été créé en 2010 : la SPLA Alès Cévennes qui travaille exclusivement pour ses collectivités actionnaires.

Elle a pour mission de mettre en œuvre les politiques et opérations d'aménagement, de construction et de développement définis par ses actionnaires publics.

La Collectivité exerce sur la SPLA Alès Cévennes un contrôle analogue à celui mis en place pour ses propres services, et notamment :

- au niveau structurel en prenant part au Conseil d'administration et au Comité de contrôle de la Société ;
- au niveau opérationnel en définissant le programme et en décidant des conditions financières, techniques et administratives de l'opération relative au suivi et à la réalisation des **études préalables pour la mise en œuvre d'une déclaration de projet en vue de la réalisation d'une zone d'activités économiques au sud du Mont Cavala à VEZENOBRES.**

La Société interviendra en qualité de représentant du maître d'ouvrage selon les termes de la convention ci-après, dans le respect des conditions générales d'intervention pour ses actionnaires.

La mission confiée au mandataire est une mission de représentation du maître d'ouvrage pour la mise en œuvre de cette opération.

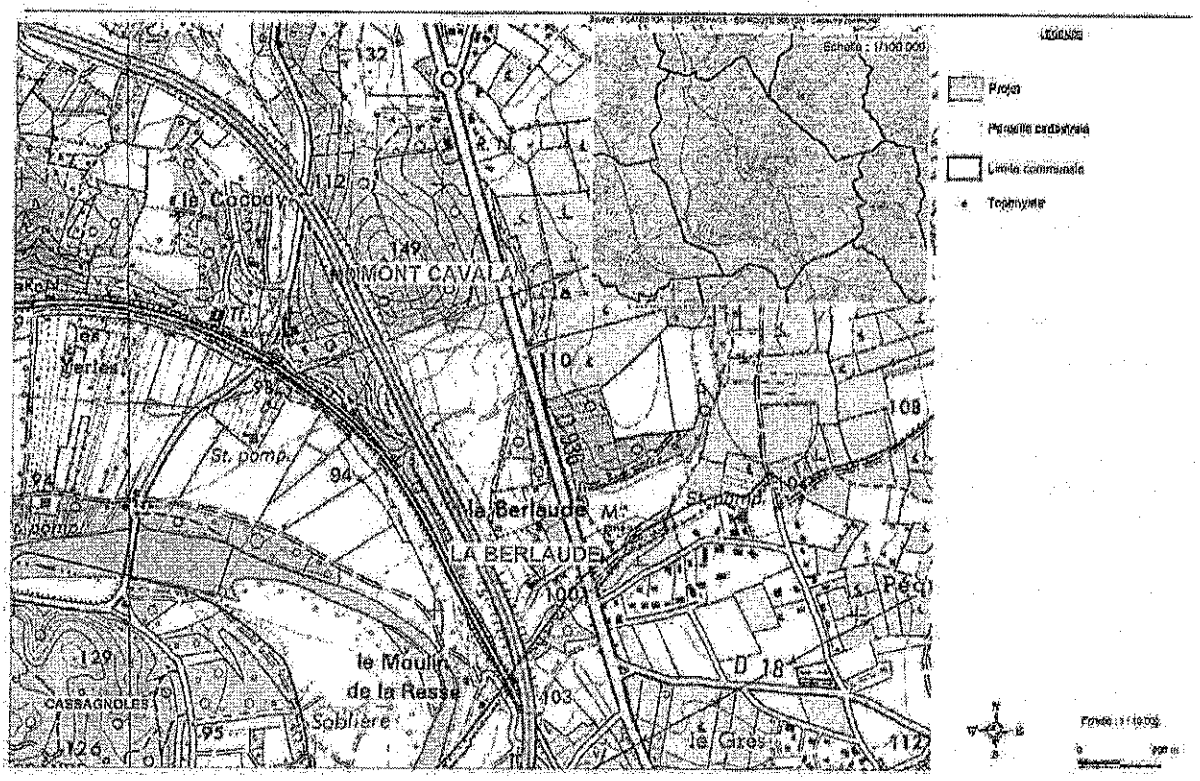
ARTICLE 1 - OBJET DU MANDAT ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE

1.1 Objet du mandat

Dans le cadre de sa politique de développement économique, la Communauté Alès Agglomération envisage de réaliser sur son territoire, une opération destinée à accueillir des entreprises afin de compléter les zones dont elle dispose et pour lesquelles peu de foncier reste encore à commercialiser. Cette opération est destinée principalement à créer un lieu de recherche, de création artistique et technique consacré à la conception de spectacles vivants / un laboratoire d'expérimentation et de formation aux nouvelles technologies liées à la conception et la logistique de spectacle vivant et permettre l'implantation, le maintien et le développement de cette activité sur son territoire.

L'opération est envisagée sur un site d'une superficie d'environ 7 hectares situés au sud du Mont Cavala à VEZENOBRES.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE



En vue de définir les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de cette opération lui permettant de se prononcer sur son opportunité, d'en arrêter précisément la localisation et le programme, et d'en préciser les modalités de réalisation éventuelle, le Mandant a décidé de lancer un programme d'études préalables.

Ces études devront, à terme, permettre à l'organe délibérant du Mandant de déposer une déclaration de projet.

Le contrat a pour objet, en application des dispositions des articles L.300-3 du code de l'urbanisme et 1984 et suivants du code civil, de confier au mandataire la représentation du Mandant pour l'accomplissement en son nom et pour son compte de tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions définies ci-dessous, en vue de faire réaliser des études préalables telles que définies ci-après.

1.2 Attributions confiées au Mandataire.

Le Mandataire exercera les attributions suivantes telles que précisées dans le présent mandat et l'annexe ci-jointe :

- Fixation des conditions du bon déroulement des études.
- Préparation du choix des prestataires, signature des marchés d'études au nom et pour le compte du Mandant après approbation du choix des prestataires par celui-ci, gestion et paiement des marchés. Les dispositions de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et son Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, modifiés par la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin II » , applicables au Mandant sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation et l'exécution des marchés d'études.
- Plus généralement, assurer une mission de coordination de l'ensemble des études ponctuelles confiées à des tiers, et d'information permanente du Mandant sur l'état d'avancement des études
- Assister le Mandant pour l'information du public
- Accompagnement du mandant dans les échanges avec les acteurs institutionnels ;
- Suivi et assistance à la mise au point des missions ;

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

- Contrôle et versement de la rémunération des intervenants (bureaux d'études, géomètre, géotechniciens, ...) ;
- Organiser et piloter les réunions d'études ;
- Représentation du mandant au cours de la réalisation ;
- Élaboration d'un bilan financier prévisionnel pour les dépenses de l'opération.

Le maître d'ouvrage conserve la compétence exclusive de :

- Toute modification des missions d'étude liée à l'évolution des besoins ou aux aléas de financement,
- De la désignation des titulaires de marchés d'études,
- L'accord sur la passation d'avenants aux marchés d'études (délai et incidence financière),
- Toute décision sur le plan de financement, ainsi que sur les délais

En aucun cas, le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de la Collectivité mandante. Cette interdiction vise notamment les actions contractuelles, sauf en cas d'urgence, pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relatives aux missions confiées.

1.3 Définition du contenu des études confiées

Le Mandant confie au Mandataire le soin de faire réaliser les études préalables suivantes :

- État des lieux du site et de son environnement immédiat
  - *recueil de données et reconnaissances de terrain*
  - *diagnostic environnemental du site et de ses contraintes*
  - *étude paysagère*
- Réévaluation des incidences
- Évaluation financière des équipements publics
- Étude au cas par cas/étude d'impact
- Dossier loi sur l'eau
- Formalités préalable et mise en forme du dossier de déclaration de projet pour mise en conformité avec les règles d'urbanismes.

ARTICLE 2 - ENTRÉE EN VIGUEUR – DURÉE DU CONTRAT - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES ÉTUDES

Le Mandant notifiera au Mandataire le contrat de mandat d'études signé. Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

Lorsque le marché est soumis au contrôle de légalité, la collectivité informe le mandataire de la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat.

Le mandat expirera à l'achèvement de la mission du Mandataire qui interviendra dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Le Mandataire s'engage à faire toute diligence pour faire réaliser par des tiers et [illegible] études confiées dans un délai prévisionnel de **8 mois** à compter de l'entrée en vigueur du présent mandat. (hors délais supplémentaires liés aux démarches réglementaires qui pourraient être nécessaires au cours de l'étude)

ARTICLE 3 – DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE

Le montant des dépenses à engager par le Mandataire pour la réalisation des études est évalué à **85 000 € HT** (hors rémunération du mandataire) (valeur novembre 2017 - cf. annexe Enveloppe financière prévisionnelle ci-jointe) ;

Ces dépenses comprennent notamment :

1. le coût des études ;
2. les charges financières que le Mandataire aura éventuellement supportées pour préfinancer les dépenses. Celles-ci seront calculées comme prévu à l'article 8 ci-après ;
3. et, en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, et à la réalisation des études.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MISSION DU MANDATAIRE – CONTRÔLE DU MANDANT

4.1 Obligations du Mandant

Le Mandant s'engage à fournir au Mandataire, dès la notification du mandat, toutes les études en sa possession qui pourraient lui être nécessaires pour l'exécution de sa mission.

Il s'engage à intervenir, le cas échéant, auprès des concessionnaires des services publics, des administrations et des particuliers, afin de faciliter au Mandataire l'accomplissement de sa mission.

4.2 Responsabilités du Mandataire

Le Mandataire représentera le Mandant à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions confiées.

Dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission de Mandataire, le Mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu'il agit en qualité de Mandataire du Mandant et de ce qu'il n'est pas compétent pour le représenter en justice, tant en demande qu'en défense, y compris pour les actions contractuelles.

Le Mandataire veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais et de l'enveloppe financière fixés. Il signalera au Mandant les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Il ne saurait prendre, sans l'accord du Mandant, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme d'études et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et doit informer le Mandant des conséquences financières de toute décision de modification éventuelle du programme que celui-ci prendrait. Toute modification éventuelle du programme d'études ou de l'enveloppe financière prévisionnelle devra faire l'objet d'un avenant au présent mandat préalablement à la passation des marchés d'études.

Par ailleurs, s'il apparaît que les prix des offres des candidats aux marchés d'études retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, le Mandataire devra en avertir la Collectivité. L'accord de la Collectivité pour la signature du marché ne pourra alors être donné qu'après augmentation corrélative de l'enveloppe.

Le Mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil. De ce fait, il n'est tenu envers le Mandant que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

4.3 Assurances

Le Mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

4.4 Contrôles technique et financier de la Collectivité

Le Mandant sera tenu régulièrement informé par le Mandataire de l'avancement de sa mission.

Ses représentants pourront suivre les études et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au Mandataire et non directement aux prestataires.

A cette fin, le Mandataire s'engage à avertir en temps utile le représentant du Mandant et les chefs de ses services de toutes réunions qu'il organisera à ce sujet pour leur permettre d'y participer ou de s'y faire représenter.

Le Mandant aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles pour s'assurer que les clauses du présent contrat sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

Le Mandataire s'engage à participer à toutes réunions demandées par le Mandant ayant pour objet l'examen de problèmes concernant l'opération envisagée, l'information de l'assemblée délibérante, des administrations et du public.

Le Mandataire accompagnera toute demande de règlement des pièces justificatives correspondantes aux dépenses engagées d'ordre et pour compte du Mandant telles que définies à la rubrique n°4194 « Paiement d'opérations réalisées sous mandat »de l'annexe I à l'article D 1617-19 du CGCT.

En outre, pour permettre au Mandant d'exercer son droit à contrôle comptable, le Mandataire doit:

- tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte du Mandant dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;

- adresser annuellement au mandant un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
  - un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses et d'autre part, l'estimation des dépenses restant à réaliser ;
  - un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des dépenses ;

- au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle, en expliquer les causes et si possible proposer des solutions;

- remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses à l'achèvement des études.

ARTICLE 5 - PASSATION DES MARCHES OU ACCORDS CADRE

Les dispositions de l'ordonnance modifiée n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret d'application n°2016-360 en date du 25 mars 2016, applicables au mandant, sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés conclus au nom et pour le compte du mandant dans les conditions particulières définies ci-dessous.

Pour la mise en œuvre des modalités de transmission électronique des candidatures et des offres en application des dispositions des textes précités, le Mandataire aura recours à la plate-forme suivante : www.achatpublic.com

5.1 Mode de passation des marchés

Le Mandataire utilisera les procédures de mise en concurrence prévues par l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, et son Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, modifiés par la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin II »

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Il remplira les obligations de mise en concurrence et de publicité suivant les cas et l[illegible] et en tenant compte des dispositions suivantes.

5.1.1 Cas des marchés autres que de maîtrise d'œuvre et procédures particulières :

a) En cas d'appel d'offres :

Le Mandataire utilisera librement les procédures d'appel d'offres ouvert ou restreint. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera aux séances de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Après accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire dans les conditions de l'article 5.3 conclura le contrat.

b) En cas de procédure adaptée :

Le Mandataire fixera au cas par cas les modalités de la procédure. Après accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

c) En cas de procédure concurrentielle avec négociation :

Le Mandataire, après avoir satisfait, s'il y a lieu, aux obligations de publicité, assistera le mandant dans l'établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre.

Après fixation de cette liste par le mandant, le Mandataire adressera la lettre d'invitation à soumissionner aux candidats et, sur la base des offres initiales reçues, engagera les négociations avec chaque candidat.

Au terme de ces négociations, le Mandataire établira un rapport de négociation qui proposera un classement des offres. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat et de présenter les éléments de son rapport de négociation. Après attribution par la commission et accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat avec l'attributaire.

Conformément aux dispositions de l'article 73 du décret du 25 mars 2016, le mandataire pourra également indiquer dans l'avis de marché que le marché sera attribué sur la base des offres initiales sans négociation. Le mandataire n'informera cependant les candidats de la non mise en œuvre de la négociation qu'après décision en ce sens du représentant du mandant.

d) En cas de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables

Le Mandataire engagera les négociations avec le candidat.

Au terme de ces négociations le Mandataire proposera un projet de marché sur la base d'un rapport de négociation. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat et de présenter les éléments de son rapport de négociation.

Après attribution par la commission et accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

d) En cas de procédure de dialogue compétitif (art. 75 et 76 du décret du 25 mars 2016) :

Le mandataire mettra en œuvre une procédure de dialogue compétitif.

Le Mandataire procédera aux obligations de publicité.

Après analyse des candidatures, le Mandataire assistera le mandant dans l'établissement de la liste des candidats invités à dialoguer.

Après fixation de la liste des candidats admis à participer au dialogue, le Mandataire adressera une lettre de consultation aux candidats admis et le dialogue s'engagera dans les conditions définies au règlement de la consultation identifiant les différents organes intervenants dans le déroulement du dialogue. La procédure pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre de solutions à discuter, le cas échéant.

Une fois le dialogue mené à son terme, le mandataire en informera les candidats et les invitera à remettre leur offre finale.

Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la commission d'appel d'offres pour en assurer le secrétariat. Après le choix du candidat par cette dernière et autorisation de la signature du marché, le Mandataire conclura le marché avec l'attributaire.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

5.2 Rôle du Mandataire

Plus généralement, le Mandataire ouvrira les enveloppes comprenant les documents relatifs aux candidatures et à l'offre, en enregistrera le contenu et préparera les renseignements relatifs aux candidatures pour l'analyse de celles-ci par le mandant et le cas échéant le jury.

S'il le juge utile, le Mandataire est habilité à demander aux candidats de produire ou de compléter les pièces manquantes à leur dossier de candidature.

Lors de l'analyse des offres, il prêtera son assistance au dépouillement de celles-ci et au travail préparatoire d'analyse en vue du jury ou de la CAO.

Il proposera, le cas échéant, la composition du jury ou de la commission technique.

Il procédera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera en tant que de besoin les avis d'attribution.

5.3 Signature du marché

Le Mandataire procédera à la mise au point des marchés, à leur établissement et à leur signature, après accord du Mandant, et dans le respect des dispositions de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et son décret du 25 mars 2016.

Les contrats devront indiquer que le Mandataire agit au nom et pour le compte du Mandant.

5.4 Transmission et notification

Le Mandataire transmettra s'il y a lieu, en application de l'article L2131-1 du CGCT relatif au contrôle de légalité, au nom et pour le compte du Mandant, les marchés signés par lui au représentant de l'État dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est situé le Mandant. Il établira, signera et transmettra, s'il y a lieu, le rapport établi par lui conformément à l'article 105 du décret du 25 mars 2016.

Il notifiera ensuite ledit marché au cocontractant et en adressera copie au Mandant.

ARTICLE 6 – SUIVI DE LA RÉALISATION DES ÉTUDES

6.1 Gestion des marchés

Le Mandataire assurera la gestion des marchés au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions prévues par l'ordonnance précitée du 23 juillet 2015 et son décret du 25 mars 2016, de manière à garantir les intérêts du Mandant.

A cette fin, notamment :

- Il proposera les ordres de service ayant des conséquences financières.
- Il vérifiera les demandes de paiement présentées par les prestataires,
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement.
- Si le mandataire est chargé des paiements, il prendra en compte ou refusera les cessions de créances qui lui seront notifiées.
- Il étudiera les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats et présentera au Mandant la solution qu'il préconise en vue d'obtenir son accord préalable à la signature d'un protocole.
- Il proposera les avenants nécessaires à la bonne exécution des marchés et les signera après accord du mandant.
- Il s'assurera de la mise en place des garanties et les mettra en œuvre s'il y a lieu.

Le Mandataire doit veiller à ne prendre aucune décision pouvant conduire à un dépassement de l'enveloppe financière ou au non-respect du programme des études, notamment lors du traitement des réclamations.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

6.2 Suivi des études

Le Mandataire représentera si nécessaire le Mandant dans toutes réunions, visites ... relatives au suivi des études.

Il veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais, de la qualité des prestations et signalera au Mandant les anomalies qui pourraient survenir.

Il s'efforcera d'obtenir des prestataires des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera le Mandant et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

ARTICLE 7– REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITÉS DE PAIEMENT, AVANCES

7.1 Montant de la rémunération du Mandataire

Le montant de la rémunération forfaitaire telle qu'elle résulte de la décomposition du prix forfaitaire est de :

Montant HT : 12 000.00 €

TVA au taux de 20% Montant : 2 400.00 €

Montant TTC : 14 400.00 €

Montant TTC (en lettres) : Quatorze mille quatre cent euros

7.2 Forme du prix

Le présent contrat est passé à prix ferme.

7.3 Avance

Le contrat ne fait pas l'objet d'une avance.

7.4 Règlement de la rémunération

7.4.1 Modalités de règlement

Les modalités de règlement retenues (le cas échéant, « pour chaque étape ») sont les suivantes :

1. 1 mois après le démarrage : 1 500.00 € HT
2. M+4: 5 000.00 € HT
3. M+6 : 5 000.00 € HT
4. Reddition des comptes € HT 500.00

A l'expiration de la mission du Mandataire telle que définie à l'article 9 ci-dessous, il sera établi un décompte général récapitulant le montant total des honoraires perçus par le Mandataire au titre de l'exécution du contrat et fixant le solde restant dû le cas échéant.

7.4.2 Délais de règlement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement de la rémunération du Mandataire est de : 30 jours, à compter de la réception de la facture (demande d'acompte).

Le mandataire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le défaut de paiement de la rémunération dans le délai fixé par le contrat donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

IM = M x J/365 x Taux IM

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013/100 du 28 janvier 2013.

7.4.4 Mode de règlement

Le Mandant se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par virement établi à l'ordre du titulaire (joindre un RIB)

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE RÈGLEMENT DES DÉPENSES ENGAGÉES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE

Le Mandant supportera seul la charge des dépenses engagées par le Mandataire, telles que déterminées à l'article 3 ci-dessus.

Le Mandant avancera au Mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer ou lui remboursera les dépenses payées d'ordre et pour compte dans les conditions définies ci-après.

8.1 Avances par le Mandant

Le Mandant s'oblige à mettre à la disposition du Mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

A cet effet, il versera :

- dans le mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, une avance égale à 15 000 € TTC.
- Lorsque le Mandataire pourra justifier d'une consommation de l'avance initiale à hauteur de 50%, une avance correspondant aux besoins de trésorerie du Mandataire durant les trois prochains mois établie sur la base du compte-rendu financier périodique établi par le Mandataire en application de l'article 4.4.
- L'avance consentie sera ensuite réajustée périodiquement tous les mois.
- le solde, dans le mois suivant la présentation des D.G.D.

En cas d'insuffisance de ces avances, le Mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

8.2 Conséquences des retards de paiement

En aucun cas le Mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des prestataires du fait notamment du retard du Mandant à verser les avances nécessaires aux règlements ou des délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du Mandataire.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE

9.1 Sur le plan technique

Le Mandataire assurera sa mission jusqu'à l'approbation par le Mandant de la dernière des études confiées au Mandataire. Après remise du rapport final du Mandataire sur la réalisation des études et remise de l'ensemble des études réalisées par les prestataires, le Mandant notifiera son approbation de la mission du Mandataire dans un délai de 15 jours à compter de la réception de ces documents. A défaut de réponse dans ce délai, l'approbation du Mandant est réputée acquise.

9.2 Sur le plan financier

9.2.1 Etat récapitulatif des dépenses de l'opération

Le Mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception au Mandant, l'état récapitulatif des dépenses au plus tard dans le délai de 1 mois à compter du dernier décompte général et définitif des prestataires.

Le Mandant notifiera son acceptation de cet état dans les trois mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

L'acceptation par le Mandant de l'état récapitulatif des dépenses vaut constatation de l'achèvement de la mission du Mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

9.2.2 Décompte général des honoraires du Mandataire

Dès notification de l'acceptation de l'état récapitulatif des dépenses de l'opération par le Mandant le Mandataire présentera le projet de décompte final de ses honoraires au Mandant.

Celui-ci disposera d'un délai de 45 jours pour notifier au Mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

ARTICLE 10 - RESILIATION

10.1 Résiliation sans faute

Le Mandant pourra résilier sans préavis le présent mandat, notamment après la consultation des prestataires d'études et, le cas échéant, à l'issue de chacune des phases d'études définies à l'article 2.

Il pourra également le résilier pendant la réalisation des études, moyennant le respect d'un préavis de 1 mois sauf carence manifeste de la part du Mandataire.

Dans tous les cas, le Mandant devra régler immédiatement au Mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d'ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Il devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le Mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée desdits contrats.

10.2 Résiliation pour faute

En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, la convention pourra être résiliée, sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 11.En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandant, le Mandataire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

10.3 Autres cas de résiliation

10.3.1 En cas de non-respect par le mandataire, des obligations visées à l'article 13 ci-dessous relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le contrat peut être résilié aux torts du mandataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

10.3.2 En cas d'inexactitude des renseignements fournis par le mandataire mentionnés aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et D 8254-2 à 5 du code du travail, à la signature du contrat, ou lors de son exécution, celui-ci sera résilié sans mise en demeure aux frais et risques du mandataire.

ARTICLE 11 - PENALITES

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute visés à l'article précédent, le Mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées à l'article 4.2 ci-dessus.

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations, le Mandant se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous ou à déterminer par les parties en fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi. Dans ce dernier cas, à défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération hors TVA, la convention pourra être résiliée aux torts exclusifs du Mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité du Mandant envers le Mandataire.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

1°) En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 4.4 par rapport aux délais fixés à ce même article : 50 € par jour de retard ;

2°) En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 8 par rapport aux délais fixés à ce même article : 50 € par jour de retard ;

3°) En cas de retard dans la remise de l'état récapitulatif des dépenses de l'opération prévu à l'article 9.2.1 : 50 € par jour de retard ;

4°) En cas de retard de paiement, par la faute du Mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte du Mandant, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du Mandataire à titre de pénalités.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de différends et litiges entre les titulaires du présent marché et la Communauté Alès Agglomération, et en l'absence de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Nîmes est seul compétent pour régler ces différends et litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

ARTICLE 13 : PIÈCES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTA

A la signature du contrat, le Mandataire a produit les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail.

Le Mandataire s'engage également à produire les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail tous les 6 mois pendant l'exécution du contrat.

Fait à Alès, le 11/12/2017
en double exemplaire Max ROUSTAN - Président Directeur Général SPL
Mention manuscrite « lu et approuvé »
Signature du mandataire :

COPIE CONFORME A L'ORIGINAL

PRÉFECTURE DU GARD
Reçu le
15 DEC. 2017
Bureau du Courrier

A Alès, le 11/12/2017

Signature du mandant :

Max ROUSTAN
Le Président d'Alès Agglomération
Maire de la ville d'Alès

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_17-DE

Alès Agglomération

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE ALÈS CÉVENNES

MANDAT D'ETUDES PREALABLES POUR LA MISE EN OEUVRE D'UNE DECLARATION DE PROJET EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES MONT CAVALA – VEZENOBRES

BILAN FINANCIER PREVISIONNEL

	Estimation en € H.T.	TVA 20 %	Coût en € T.T.C.
ETUDES PREALABLES	60 000,00	12 000,00	72 000,00
ASSISTANCE ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE	30 000,00	6 000,00	36 000,00
MANDATAIRE	12 000,00	2 400,00	14 400,00
TOTAL FRAIS DIVERS (publicités, tirages, ...)	5 000,00	1 000,00	6 000,00
TOTAL GENERAL	97 000,00	19 400,00	116 400,00

COPIE CONFORME A L'ORIGINAL

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Musées
Réf : CR/PC/JF
Tél. :04.66.85.10.48

C2023_04_18

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Thierry BAZALGETTE, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Récolement décennal du Musée des vallées cévenoles et déclassement de collections

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du patrimoine,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la note-circulaire relative aux opérations de post-récolement des collections des musées de France du 4 mai 2016,

Considérant que le protocole édité par le Département du musée Maison Rouge – Musée des vallées cévenoles est conforme aux attentes du propriétaire des collections du musée et respecte la procédure prévue par le Code du Patrimoine en matière de post-récolement,

Considérant que ce travail a été réalisé sur le conseil scientifique du service des musées de la DRAC Occitanie et mené par un agent spécialisé,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

le protocole de finalisation du premier récolement décennal du Musée des vallées Cévenoles portant sur les déclassements de collections et actions obligatoires de post-récolement joint en annexe.

Votants : 100
Pour : 100 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

S36 ALES AGGLOMERATION

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Protocole de finalisation du premier récolement décennal du Musée des vallées cévenoles

Objet : Listes à approuver par le propriétaire en vue de déclassement de collections

Contexte

A l'issue du premier récolement décennal du Musée des vallées cévenoles (propriété de l'association des Amis de la Vallée Borgne qui a fait don de ses collections en septembre 2017 à Alès Agglomération au moment de l'ouverture de Maison Rouge – Musée des vallées cévenoles), plusieurs listes d'objets ont été établies dans l'objectif de clore le récolement, et de passer à une phase de post-récolement administratif. Il s'agit de listes détaillant des inscriptions indues à l'inventaire (d'objets de scénographie ou de copies récentes notamment), de doublons (2 objets ayant le même numéro ou un objet ayant 2 numéros), d'objets volés ou détruits. L'établissement de ces listes est une obligation légale afin de rendre compte du récolement effectué, des recherches entreprises, et des radiations qui s'imposent, ou des plaintes à déposer.

Il revient au propriétaire des collections d'accepter le déclassement des objets inscrits induement à l'inventaire (dont les doublons) ou détruits. C'est à lui que revient aussi la charge de porter plainte auprès de la gendarmerie, et de transmettre les plaintes à l'OCBC, au service des musées de France du Ministère de la culture et au service des musées de la DRAC de sa région.

Concernant le premier récolement décennal du musée, terminé en 2016, aucune action n'a été entreprise du fait du déménagement imminent du musée vers le site de Maison Rouge, et de la vacance du poste de chargé des collections suite au départ de Lætitia Therond (chargée du récolement entre 2011 et 2016). Le deuxième récolement, commencé en 2022 par Sabine Jardon puis à partir de mars 2023 par Nicolas Lerbey, a permis de reprendre les archives de l'ancien musée et d'établir ces différentes listes. Comme le prévoit le Code du Patrimoine, il convient de confirmer au plus vite les radiations et actions nécessaires afin de pouvoir entamer ou poursuivre le second récolement décennal en cours depuis 2022. Ces confirmations à posteriori nécessitent alors une décision du Conseil de Communauté d'Alès, puisque les collections sont la propriété de l'agglomération depuis septembre 2017.

Actions menées en 2023 et vérifications

Après vérification des listes établies en 2016, il est apparu qu'elles étaient fiables. À cette vérification s'ajoute celle des archives du musée et de l'inventaire qui ont révélé un grand nombre d'inscriptions indues ou de radiations réalisées avant les années 2000, mais sans validation officielle de la part de l'ancien conservateur ou de l'association des Amis de la Vallées Borgne.

Les listes présentées dans les tableaux 1 et 2 reprennent donc l'ensemble des numéros et des objets ayant été inscrits induement à l'inventaire, la raison du problème étant indiquée pour chaque numéro. Le tableau 3 liste les biens détruits dont il faut également procéder au déclassement. Le tableau 4 liste les biens volés pour lesquels il est obligatoire de porter plainte (certains objets ont 2 numéros dans ce tableau car ils sont également des cas de doublons).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Un petit nombre de cas pose encore question car quelques imprécisions ont été repérées lors de la vérification des doublons notamment, ou parce que les registres d'inventaire ne sont pas assez précis pour désigner l'objet à radier ou à régulariser. Le tableau 5 montre les objets pour lesquels la radiation est annulée, il est présenté ici à titre informatif. Les tableaux 6 et 7 montrent les cas de doublons ou d'objets à rechercher pour confirmer ou non le problème détecté. Pour la confirmation ou infirmation des cas de ces deux dernières listes, c'est au second récolement d'apporter une réponse. Il est donc conseillé de reprendre ces listes au fur et à mesure et de statuer dans quelques années lors de l'édition des nouveaux registres d'inventaire. Le tableau 8 montre les objets inventoriés de manière irrégulière à l'inventaire et dont il faudrait accepter l'inventaire rétrospectif pour l'année 2024 afin de régulariser leur situation (= donne une solution pour certains objets du tableau 1).

La radiation concrètement

La radiation des collections consistera à rayer l'objet dans l'inventaire officiel du musée (constitué pour l'heure de registres papier et d'une base de données), lui faisant perdre son statut de collection Musée de France. Sauf impératif, il n'est pas proposé de détruire les objets radiés mais simplement de les reverser dans les fonds à destination d'étude, de scénographie ou pédagogiques et qui ne constituent pas la collection classée Musée de France.

Par mesure de documentation, la fiche d'inventaire de l'objet sur la base de données sera conservée dans une rubrique à part destinée à la collection d'étude. À noter que normalement les objets radiés avant les années 2000 ont été jetés, leur confirmation de radiation n'est qu'administrative.

Propositions soumises au vote du Conseil de Communauté

1/ Validation des listes portant radiation d'objets et mise en application de ces radiations par le personnel du musée (écriture dans les registres de l'inventaire réglementaire et sur la base de données du musée).

2/ Dépôts de plaintes pour les objets volés et transmission à l'OCBC, au SMF et à la DRAC.

3/ Il sera possible d'annuler la radiation de collections, sans repasser par une décision du Conseil de Communauté s'il apparaît que :

- Un objet inscrit induement est en fait un objet patrimonial.

- On retrouve les 2 objets déclarés en doublons et qu'ils ont chacun un numéro différent.

- Un objet déclaré détruit est retrouvé.

La délibération sera envoyée à la DRAC conformément à la procédure prévue par le Code du Patrimoine.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Tableau 1 : Liste des objets inscrits induement à l'inventaire (en jaune les numéros présents dans l'ancien inventaire mais absent de la base de données actuelle)

Numéro indu	OBJET	Précisions dans la base de données	Raison de la radiation
79.1.1191	Fouet de berger	Copie d'un fouet réalisée par Daniel Travier lors d'une exposition de 1964	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
79.1.1192	Fouet de berger	Copie d'un fouet réalisée par Daniel Travier lors d'une exposition de 1964	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
79.1.1428	Photo	RN 7743 1er récolement	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
79.1.1429	Photo	RN 7743 1er récolement	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
79.1.58	Suspension mobile de lampe à huile	Copie contemporaine prov. Du Mas Soubeiran	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
80.24.1	Photo	Photographie de décoconage prise dans les années 1950	Numéro attribué pour combler le trou de l'objet radié a posteriori. A faire rentrer en rétrospectif si besoin.
80.30.10	Piège à oiseaux	Confirmation de radiation ancienne	Remplacé par une barre de portage de balance romaine
82.14.1	Panneau sur la Vieille morte	Photo ou cartel d'expo ?	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.17.1	Gravure	Copie d'ancienne gravure	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.18.1	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.19.1	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.20.1	Texte	« ouvrage de T. De Beze »	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.21.1	Texte	reproduction d'un document original ? « assemblées 1684, Déclaration du roi » Présenté en vitrine dans la salle 3 du musée actuellement	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.22.1	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.23.1	Texte	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

82.24.1	Texte	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.25.1	Texte	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.26.1	Photo	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.26.2	Photo	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.27.1	Texte	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.28.1	Texte	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.29.1.1	Photo monnaie	Photo d'une monnaie (denier d'Anduze) collée sur contreplaqué	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.29.1.2	Photo monnaie	Diam. 150mm	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.32.1	Texte	cartel	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.33.1	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.39.1	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.40.1	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.40.2	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.40.3	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.42.1	Document	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.44.1	Document	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.45.1	Texte	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.48.1	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.48.2	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.48.3	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

82.48.4	Photo	Photo de André Nicolas de Valleraugue et ses terrasses	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.48.5	Photo	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.49.1	Photo et texte	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.53.1	Document cartel	Cartel d'expo	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.54.1	Photographie de l'ancien parcours d'exposition	Photo de André Nicolas (ancien photographe du musée)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.59.1	Texte	cartel	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.60.1	Photo	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.61.1	Texte cartel de l'ancien parcours d'exposition	Confirmation de radiation ancienne.	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.61.1	Robe de baptême	A inventorier rétrospectivement en 2024,	Numéro attribué pour combler le trou de l'objet radié a posteriori.
82.62.1	Texte cartel de l'ancien parcours d'exposition	Confirmation de radiation ancienne.	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
82.62.1	Corsage de femme	A inventorier rétrospectivement en 2024	Numéro attribué pour combler le trou de l'objet radié a posteriori.
86.59.1	photo de dépiquage	reproduction de photo collée sur contre-plaqué, décorticage des châtaignes	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
87.15.1	reproduction de carte postale	production de photo collée sur mousse, décorticage des châtaignes	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
87.41.1	reproduction de carte postale	reproduction de carte postale	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
87.54.1	Photographie de vannier	Sans précision dans l'inventaire	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
89.28.2	Affiche soie	Copie d'une affiche montrant la fabrication de la soie, période 39-45	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
96.50.1	Affiche soie	Copie d'une affiche à fond jaune du ministère de l'agriculture incitant à la sériciculture	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

96.51.1	Affiche soie	Copie d'une affiche à fond jaune du ministère de l'agriculture incitant à la sériciculture	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
96.52.1	Affiche soie	Copie d'un prospectus vantant le tissu de soie	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
96.54.1	Affiche règlement	Copie du règlement d'une filature	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
96.57.1	Affiche soie	Copie d'une affiche sur la formation en sériciculture	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
96.58.1	Affiche soie	Copie d'une affiche sur la récolte des cocons	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
96.59.1	Affiche soie	Copie d'une affiche incitant à la sériciculture	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
96.68.1	Affiche soie	Copie d'une affiche incitant à la sériciculture	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.130.1	Affiche soie	Copie d'une affiche sur la production des cocons	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.132.1	Copie d'affiche	Thème du charbon	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.208.1	Contrat Darbousse	Copie d'un contrat rédigé à la main de 1884, sur la sériciculture	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.293.1	image	Intérieur de magnanerie	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.294.1	image	Intérieur de magnanerie	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.295.1	image	Intérieur de filature	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.296.1	image	Vue de statue de Pasteur à Alès	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.297.1	image	Habitation de Pasteur	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.298.1	image	Photo du microscope de Pasteur	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'expositionObjett de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.322.1	image	Bobine de fil de soie	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.323.1	image	Métier à tisser Guérassim	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

97.324.1	image	Métier à tisser Guérassim	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.325.1	image	Promotion des vers à soie de Auguste Maynard	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.326.1	image	Le murier de Sully	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.327.1	image	Décoconage dans une filature	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.328.1	image	Décoconage avec 20 personnes	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.329.1	image	Magnanerie des Cambous	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.330.1	image	Chantez les magnanarelles	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.331.1	image	Un encabanage chez Gout	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.332.1	image	Un encabanage chez Gout	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.333.1	image	Monsieur Pagès et Madame Méry	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.334.1	image	Encabanage, panier osier, Année 1966 ou 1967 du sujet ?	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.358.1	image	Vue du pont de rastel sur la rivière	
97.381.1	Agrandissement photo ancienne	émoucheteuse	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.389.1	Agrandissement CPA	1581 types de paysans cévenoles	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.390.1	Agrandissement CPA	1709 types de paysans	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.391.1	image de fileuse au rouet	Vielle femme au rouet	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

97.392.1	Image de madame Bruguière	montrant Madame Bruguière donatrice du métier 79,1,1173	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.404.1	image	Atelier familial à l'heure du repas	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.407.1	Meuble décor de cinéma	Film réalisé par Guy Vassal, Les prisonnières de la Tour de Constance (1985). Objet donné par Guy Vassal.	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.299.1	image	Pesée des cocons à Monoblet	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.300.1	image	Recettage des cocons	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.301.1	image	Recette des cocons à la filature Maison Rouge	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.302.1	image	Triage des cocons	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.303.1	image	Sortie de la filature	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.304.1	image	Filature de soie	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.305.1	image	Les fileuses timbre de 5 centimes	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.306.1	image	Intérieur de filature	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.307.1	image	Intérieur de filature	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.308.1	image	Trois fileuses de soie	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.309.1	image	Filature de soie de l'estréchure	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.310.1	image	Une fileuse timbre de 5 centimes	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.311.1	image	Filature de champ de Lioure	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

97.312.1	image	Sortie de l'usine Eusébie	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.313.1	image	Intérieur de filature	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.314.1	image	Fille aux cheveux au carré	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.315.1	image	Purgeur au ciseau	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.316.1	image	Purgeurs à larges doigts aux ciseaux	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.317.1	image	Bassine moderne	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.318.1	image	Bassine complète	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.319.1	image	Monsieur René Boudon	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.320.1	image	Règlement de la filature	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
97.321.1	image	La mutuel et la retraite	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
98.165.1	Copie de méreau	Fac similé d'une monnaie de Nîmes donné par le Musée du Désert	Dépôt d'un autre musée inscrit induement à l'inventaire + objet de scénographie
98.209.1	photo de bébé	reproduction de photo humoristique (bébé dans un sabot-enseigne géant 81,7,1)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
98.219.1	photo de magasin de sabotier	reproduction de photo montrant l'enseigne d'un magasin (objet 81,7,1)	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

98.220.1	photo de montreur d'ours	reproduction de photo d'Ariège	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition
98.84.1	photographie	Tirage photo collé sur mousse	Objet de scénographie de l'ancien parcours d'exposition

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Tableau 2 : Liste des doublons validés (certains numéros à radier peuvent aussi se retrouver dans la liste des inscriptions indues)

Numéro à garder	Numéro indu	Objet	Justification
98.210.1	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
98.210.10	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
98.210.2	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
98.210.3	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
98.210.4	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
98.210.5	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
98.210.6	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
98.210.7	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
98.210.8	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
98.210.9	92.4.1	publicités sur la soie	Archives et base de données plus détaillées avec le numéro récent (et plus conforme aux normes d'inventaire MDF)
82.35.1	82.24.1	Livre religieux	Erreur d'inventaire
82.36.1	82.25.1	Livre religieux	Erreur d'inventaire
82.37.1	82.26.1	Livre religieux	Erreur d'inventaire
82.38.1	82.27.1	Livre religieux	Erreur d'inventaire
07.35.1	94.34.11	Mortier en bronze	Erreur d'inventaire.
96.5.19	96.6.19	méreau de plomb	Erreur informatique
96.5.20	96.6.20	méreau de plomb	Erreur informatique
98.165.1_migration		Anneau de rideau	Erreur informatique, effacer « migration » de la fiche de l'anneau pour ne laisser que 98,165,1 comme numéro d'inventaire
79.1.256	79.1.256migration	Cuillère et vannerie	Erreur informatique. Notice vannerie avec « migration » indue (copie de transfert)
79.1.1183	95.95.1	séchoir à fromage	Inscription indue du fac-similé

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

01.18.2	04.22.2	masse à dépiquer	Le numéro conservé est le plus ancien inscrit à l'inventaire, le récent est indu
01.26.3	05.79.1	pot	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
04.1.1	05.76.1	couteau de berger	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
04.60.1	05.45.1	portrait de Félix Faure	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
79.1.1032	06.47.2	malle en osier	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
79.1.1049	95.150.1	sac à feuille de mûrier	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
79.1.1187	87.50.24	pégador marque de CG	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
79.1.1198	83.52.1	parapluie de berger	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
79.1.132	80.27.5	petit topin	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
79.1.1345	97.473.1	ombrelle	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
79.1.715	80.49.1	table de ferme	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
79.1.817	87.122.1	ciseaux	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
80.13.4	95.357.1	meule à aiguiser	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
80.24.1	98.49.1	Nichoir à lapin en terre cuite	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
80.4.3	86.55.1	paroir de sabotier	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
81.10.1	97.399.1	rouet	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
82.73.1	90.19.23	bobine	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
83.45.4	87.55.2	billet de confiance Bagnols	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
83.52.2	86.43.1	poêle de repasseuse	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
83.70.4	91.5.2	poids	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
83.9.1	96.113.1	balance romaine	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
84.68.1	97.384.1	peson à essais	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
85.11.3	87.181.1	jeu de carte patriotique	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
85.14.7	88.22.6	pégador marque de R	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
85.9.3	98.6.1	girouette	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
86.10.1	91.5.4	poids	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

86.13.8	98.50.1	Tuile simple	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
86.19.1	98.7.1	girouette	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
86.59.1	98.57.1	Tuile	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
86.72.1	86.72.8	poulie	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.15.1	98.67.1	Tuile gravée d'une addition	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.16.1	95.171.1	cric de charrette	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.20.4	96.124.1	petite sonnaille	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.204.1	97.410.1	bobine	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.41.1	98.68.1	Tuile gravée 1834	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.53.1	04.87.1	jarre de Clauzel Tornac	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.53.2	04.87.2	jarre à huile	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.54.1	98.64.1	Tuile marquée « Isabeau... »	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.55.1	96.154.5	billet de confiance Bagnols	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.55.3	96.154.4	billet de confiance Aubenas	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.55.4	96.154.3	billet de confiance Uzès	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.56.4	95.297.1	compas	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.79.1	03.26.5	jabloir	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.79.2	03.27.1	trusquins à rainurer	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.79.4	03.27.2	trusquins à rainurer	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.79.5	03.27.4	trusquins à rainurer	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.79.6	03.26.6	trusquins à rainurer	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
87.90.1	95.185.1	pioche	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
8741.2	98.62.1	Tuile marquée « va te faire foutre »	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
88.14.1	98.69.1	Tuile gravée « permission... »	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
88.33.3	97.152.1	lampe à huile	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
88.42.1	95.79.1	boîte à graines	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

88.55.1	98.70.1	Tuile gravée « Murgat »	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.11.2	98.61.1	Tuile	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.11.2	98.61.1	Tuile marquée E J	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.12.1	98.66.1	Tuile	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.12.1	98.66.1	Tuile gravée d'un personnage	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.17.1	96.154.6	billet de confiance saint hyppolyte	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.21.30	97.29.1	Chaudron en fer	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.27.38	97.215.1	aiguille	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.27.53	95.10.2	urinal pistolet	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.30.1	98.63.1	Tuile marquée « merde pour Morice Potier »	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.32.61.1	97.150.1	volet de magnanerie	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.32.61.2	97.150.1	volet de magnanerie	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.33.16	96.128.1	collier d'attelage pour chèvre	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.33.29	94.49.2	Picon	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.33.34	94.49.1	Picon simple labour	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.33.41	98.44.1	ase, support de lessiveuse	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.33.49	98.45.1	cuve à lessive en terre cuite	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.35.1	97.121.1	tour de cheminée	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.4.1	96.154.1	billet de confiance	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
89.4.2	96.154.2	billet de confiance uzès	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
90.2.14	98.104.1	porte crayons	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
90.2.9	98.100.1	Porte plume en bois	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
90.4.1	00.21.1	poids de table d'une demie-livre	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.4.1	93.26.2	force	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.5.3	96.112.1	poids	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.5.5	95.107.1	poids	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

91.50.54	97.349.1	pot de fileuse	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.67.61	06.57.3	panier	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.67.64	06.57.3	panier	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.7.27	03.30.1	grand sécateur	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.7.32	95.408.1	couteau à désoperculer	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.7.63	02.58.1	bac à lessive terre cuite	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.7.71	97.129.1	trépied	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.9.13	96.42.1	Fer à friser ou tuyauter	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.9.14	96.41.1	Fer à friser ou tuyauter	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
91.9.22	98.129.1	Toupie en bois	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
92.34.1	97.146.1	clayon	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
94.16.1	02.22.1	moule à oublies	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
95.344.1	04.18.2	herminette	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
96.167.1	04.38.2	vannerie spiralée hausse de ruche	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
96.169.4	12.0.16	faisselle	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
98.208.1	04.89.1	encadrement de cheminée	Le numéro le plus ancien inscrit à l'inventaire est le bon, le récent est indu
79.1.1408	79.1.1401	bobine	Numéro d'entrée ou d'objet erroné dans l'inventaire
86.75.1	86.76.1	contre poids de balance romaine d'Ales	Numéro d'entrée ou d'objet erroné dans l'inventaire
91.11.23	91.11.15	nasse	Numéro d'entrée ou d'objet erroné dans l'inventaire
91.28.2	91.28.1	boite à graine	Numéro d'entrée ou d'objet erroné dans l'inventaire
97.42.1	97.49.3	support de flotte de soie	Numéro d'entrée ou d'objet erroné dans l'inventaire
91.5.1		poids	Seul numéro connu pour cet objet et trop d'objets manquants pour pouvoir déterminer le second numéro indu de l'objet. Attribution officielle de ce numéro à cet objet.
97.423.1		bas de soie	Seul numéro connu pour cet objet et trop d'objets manquants pour pouvoir déterminer le second numéro indu de l'objet. Attribution officielle de ce numéro à cet objet.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Tableau 3 : Liste des 15 objets détruits dont la destruction a été certifiée par Daniel Travier et par le résultat du premier récolement (radiation des numéros à faire) ; normalement tous les débris ont été jetés

79.1.66	Lampe à pétrole posée
79.1.606	Gourde en verre (Biberon de berger)
79.1.683	Bouteille en verre
79.1.1199	Planche à saler
80.37.19	Lampe à huile en verre
81.1.7.1	Jardinière
82.69.2	Enfumoir pour abeilles
85.2.29	Fusil
88.1.45	Bouchon
88.1.50	Morceau de plomb
88.1.51	Pain de chènevis
88.1.53	Pochette avec deux hameçons
88.1.54	Boîte d'allumettes
88.52.40	Marque à moutons
97.57.1	Genette naturalisée
97.106.1	chapeau

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Tableau 4 : Liste des 30 objets pour lesquels Daniel Travier a certifié le vol (pas de radiation demandée, mais dépôt de plainte et transmission de la liste à la base nationale de l'OCBC des biens volés)

01.17.1	moulin à café dit Louis XIV
02.67.1	Pot à conserve
02.67.2	Pot à conserve
79.1.61	Lampe à essence de type pigeon
79.1.433	Bol à pied
79.1.826	Bourse en métal
79.1.830	Tabatière
79.1.1160	Fuseau
79.1.1203	Ciseaux à tondre
80.8.1	Raclette de boulanger
80.12.1	Faisselle
80.18.3	Muselière à furet
80.21.1	Couteau de table
82.10.12	Peigne à poux
83.30.1	Racle
84.61.3	Fusil de boucher
84.69.7	Maillet de rempailleur
88.22.4	Pot en terre
88.38.1	Canne
89.21.5/ 82.8.7/	Thermomètre Réaumur
89.21.25	Fume cigarettes
89.21.26	Pipe
89.27.20	Serpe
89.36.1	Voiturier
91.38.1.1	Chaussure à décortiquer
91.67.18	Cadenas
92.1.1	Canne
95.313.1	Asse de rognage
97.8.1/ 88.38.1/	canne de soldat (1914-1918)
97.136.1	thermomètre Réaumur

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Tableau 5 : Liste des doublons résolus avec annulation de radiation (aucun numéro à supprimer)

Numéro 1	Numéro 2	Titre	Raison de doute originel	Résolution
05.36.1	89.32.1	pot à confiture	Notices des doublons ayant des informations contradictoires	Pas de doublon
07.31.1	89.33.4	petit clayon	Notices des doublons ayant des informations contradictoires	Pas de doublon.
80.45.1.1	95.159.1	bât d'âne	Notices des doublons ayant des informations contradictoires	Pas de doublon.
80.45.1.2	80.45.1.3	bât d'âne	Objets à distinguer et photographier car très similaires	Pas de doublon.
80.45.1.2	95.159.1	bât d'âne	Notices des doublons ayant des informations à revoir ou confirmer	Pas de doublon.
80.45.1.3	95.159.1	bât d'âne	Notices des doublons ayant des informations à revoir ou confirmer	Pas de doublon.
88.45.8	90.2.2	bouteille d'encre	Notices des doublons ayant des informations contradictoires	Pas de doublon.
88.52.15	88.57.12	pioche	Liste des doublons premier récolement	Pas de doublon, descriptions différentes
89.27.9	12.0.35	panier ou corbeille	Doublon suspect	Pas de doublon.
89.32.40	79.1.742	banneton vannerie	2 objets retrouvés dans la Réserve 9	Pas de doublon.
94.51.1	99.31.1	Médaille de Pasteur en plaque	Liste des doublons premier récolement	Les deux plaques ont été retrouvés lors du second récolement, l'une en réserve 10 l'autre dans la filature en vitrine.
95.287.1	91.53.6	comporte	Notices des doublons ayant des informations contradictoires	Pas de doublon.
96.126.1	90.1.5	collier et cloche d'ovin	Inventaire de 2 objets mis ensembles ; et un manquant ?	Pas de doublon, il s'agit bien de 2 objets montés ensembles
96.31.1	89.27.56	filet de pêche	Liste des doublons premier récolement	Pas de doublon, descriptions différentes
97.89.1	92.2.1	livre sur Calvin de 1609	Doublon suspecté	Pas de doublon. 1 objet existe, l'autre à rechercher pour confirmation (inscription indue du 92,2,1?)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Tableau 6 : Liste des doublons pour lesquels un doute subsiste, doublon ou non ou objet manquant à confirmer ultérieurement (en rose = doublon selon les archives retrouvées / en blanc = erreur informatique à confirmer ou objet à rechercher)

Numéro à vérifier 1	Numéro à vérifier 2	Objet	Raison du problème	Résolution
04.79.2	90.50.1	bobine	Objet acquis en Alsace en 2004 (et non 1990?), cette précision est incompatible avec une acquisition en 1990. Manque preuve irréfutable en archives.	Doublon à confirmer voir fin récolement
05.52.1	88.45.31	Cale-buche	Le cale-buche de 2005 a été certifié comme provenant de la famille de Daniel Travier et donné cette année-là. Erreur de numéros en doublons ?	Doublon à confirmer voir fin récolement
05.98.1	90.26.1	crochet de fixation de peigne	Il n'y aurait que 2 crochets en effet, mais à voir s'il n'y en a pas d'autres semblables dans leur caisse...d'où les confusions.	Doublon à confirmer voir fin récolement Objets à chercher
05.98.2	98.195.6	crochet de fixation de peigne	Voir 05,98,1	Doublon à confirmer voir fin récolement Objets à chercher
12.0.3	91.61.11	chaudron	Inscription à titre rétrospectif posant question si on connaît son vrai ancien numéro ?	
12.0.9	89.7.6	Fourche à deux dents	Inscription à titre rétrospectif posant question si on connaît son vrai ancien numéro ?	
85.1.9	89.27.68	décalitre	Objet certainement en doublon mais provenance contradictoire. 2 objets en réalité ?	Doublon à confirmer voir fin récolement
85.10.8	88.45.28	pioche	Objet certainement en doublon mais provenance contradictoire. 2 objets en réalité ?	Doublon à confirmer voir fin récolement
97.260.1	97.260.1migration	guide fil en rond ou en queue de cochon	Le 260 normal est en vitrine filature. Celui « migration » fait penser à une erreur d'inventaire, 2 objets ont été vus lors du 1er récolement → chercher celui en forme de queue de cochon pour voir son vrai numéro.	Pas de doublon. Le guide-fil en rond existe, l'autre à rechercher (Voir fin du récolement)
97.28.1	89.21.41	plat moustiers ?	L'un don de Madame Odette Dumas, l'autre don de Madame Puech (née Liquière ?) habitant la Taule à Saint Jean du Gard	Doublon à confirmer voir fin récolement
97.376.1	97.342.1	double guindre	Doublon mais les descriptions et photos ne se ressemblent pas	Le 376 est introuvable. Le 342 est dans la filature, et sa notice est remplie.
98.122.1	98.123.1	Porte-plume	Erreur de remplissage de la base de données avec un décalage de 1 dans les numéros ?	Doublon à confirmer voir fin récolement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

88.43.1		Bible + clé à bas	Big doublon, affaire problématique	
88.43.2		Bible + clé à bas	Big doublon, affaire problématique	
88.43.3		Bible + clé à bas	Big doublon, affaire problématique	
90.6.1		Châle	Mention « Objet ré inventorié en 1997 « , mais lequel	Doublon à confirmer voir fin récolement
92.2.1		Livre religieux	Inscription indue ?	Livre a rechercher
96.49.1	96.49.1migration	lampe à huile	Doublon de fiches à démêler	Erreur informatique ?
98.197.1	98.197.1migration	panier à couvercle	La notice du numéro_migration semble correspondre à un autre objet ressemblant mais différent, peut-être un couvercle de 96cm de long ?	Doublon à confirmer voir fin récolement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Tableau 7 : Objets qui posent problème A VÉRIFIER SUR PLACE

Numéro qui a été gardé	Objet	Problème	Explications
79.1.1430	Illustration de livre	Copie sur papier ancien	La copie est-elle ancienne ou bien seul le papier est ancien ? Du 20e ? ou de 1827 ?
79.1.1431	Illustration de livre	Copie sur papier ancien	La copie est-elle ancienne ou bien seul le papier est ancien ? Du 20e ? ou de 1827 ?
05.23.3	Affiche du Musée des Vallées Cévenoles des années 1980-1990	Objet de communication	A garder ? Objet des années 1980-1990 mais patrimonial ?
98.65.1	86,15,3	Tuile marquée 1630 Sobeiran	Radiation dans les fiches d'inventaire et base de données mais pas dans l'inventaire. Objet en dépôt de Monsieur Vignoles A CONFIRMER AVEC MONSIEUR VIGNOLES, NE RIEN FAIRE POUR L'INSTANT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_18-DE

Tableau 8 : Liste des objets patrimoniaux à faire rentrer à l'inventaire rétrospectivement pour clore un doublon ou une erreur ancienne

Numéro d'inventaire (ancien)	Objet	Description	Raison de l'entrée rétrospective/Erreur ancienne	Nouveau numéro rétrospectif
80.24.1	Photographie de décoconage prise dans les années 1950	argentique noir et blanc ; don de la famille Hénoch Méry	La photographie a été radiée il y plusieurs décennies et son numéro ré-attribué induement. Mais la photo est intéressante pour documenter les collections.	2024.0.1
82.61.1	Robe de baptême	H. 950 mm ; L.540 mm ; robe de baptême jaunie d'enfant, quelques trous de mites, beau brodage de fleurs	Numéro attribué pour combler le trou de l'objet radié anciennement.	2024.0.2
82.62.1	Corsage de femme	H. 550 mm ; L.390 mm ; corsage noir de femme 19e siècle	Numéro attribué pour combler le trou de l'objet radié anciennement.	2024.0.3
91.9.22.1	Tare	Tare pour peser avec des billes en métal, provenance Quissac	Erreur d'inventaire avec la toupie 91,9,22/98,129,1 avec un ajout de ,1 et ,2 à leur numéro respectif pour les distinguer. Régularisation de la toupie en tableau 2. Régularisation de la tare par l'inventaire rétrospectif.	2024.0.4

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

Service : REAAL
Réf : CR/PC/PV/SG
Tél. : 04 66 54 30 90

C2023_04_19

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Thierry BAZALGETTE, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Eau potable – Rapport annuel 2022 sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS 2022)

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 02 mai 2007 du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne du 05 octobre 2023,

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2023,

Vu la plaquette ci-jointe, établie par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse afin d'informer les collectivités sur les actions aidées par l'Agence de l'Eau, la fiscalité de l'eau et la qualité des eaux, et qui doit être jointe au RPQS,

Considérant la nécessité de présenter annuellement les informations relatives au prix et à la qualité du service public de l'eau potable de l'exercice précédent, au travers du rapport nommé RPQS,

APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

le rapport annuel 2022, présenté par Monsieur le Président, sur le prix et la qualité du service de l'eau potable, joint à la présente délibération.

Votants : 99
Pour : 99 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALÈS AGGLOMÉRATION – 336

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

REAAL

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

PREAMBULE :

Le présent document constitue le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable pour l'exercice 2022.

Alès Agglomération s'est vu transférer la compétence eau potable au 1er janvier 2020, en application de la loi NOTRe.

Il est important de prendre en compte que **la gestion administrative et technique de l'eau potable sur le vaste territoire d'Alès Agglomération est particulièrement complexe**, notamment :

- **Alès Agglomération comporte 72 communes, mais exerce la compétence eau potable sur uniquement 66 d'entre elles.**
  Sur les 6 autres communes, la compétence eau potable est portée par des syndicats intercommunaux : le Syndicat de Lasalles pour les communes de Thoiras, Vabres, Saint Bonnet de Salendrinque et Sainte Croix de Caderle; le Syndicat de Collorgues pour la commune de Castelnau Valence; le Syndicat Cèze Auzonnet pour la commune de Saint Julien de Cassagnas.

  Les données de ces 6 communes n'apparaissent donc pas dans le présent rapport.

- **Sur l'exercice 2022, sur les 66 communes où la compétence eau potable est exercée par Alès Agglomération, 5 communes sont gérées en totalité via des contrats de délégation de service public** : Laval-Pradel (groupe Véolia CGE), Salindres (groupe Véolia CGE), Deaux et Vézénobres (groupe Véolia CGE), Lézan (SUEZ).
  Sur ces communes, la gestion de la production et de la distribution de l'eau est déléguée à ces sociétés fermières.
  Alès Agglomération est la collectivité délégante et le maître d'ouvrage des installations.
  La gestion sur la commune de Saint Jean du Gard est particulière : la production, les réservoirs, les surpresseurs, et la clientèle (dont la facturation) sont gérés en délégation de service public (groupe Véolia CGE). Mais le réseau de distribution est quant à lui géré en régie par la Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne (REAAL).

- **Sur l'exercice 2022, 60 communes sont concernées par une gestion mixte** : la production de l'eau est gérée en délégation de service public (groupe Véolia CGE) alors que la distribution de l'eau est gérée en régie par la Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne (REAAL). La REAAL assure à ce titre la gestion des équipements et réseaux situés à l'aval des sites de production (le plus souvent en sortie des réservoirs de tête) ainsi que la gestion clientèle.

- Le service de l'eau potable d'Alès Agglomération comporte de très nombreux sites de prélèvement d'eau (60), de nombreux réseaux indépendants ou maillés (1967 km, hors branchements). Plusieurs prélèvements alimentent différentes communes. Certaines communes sont alimentées par plusieurs prélèvements. **Le calcul des indicateurs s'en trouve largement complexifié.**

- Les données des années passées transmises par les anciens gestionnaires sont parfois très partielles et approximatives. Il a souvent été fait le choix de ne pas en tenir compte, pour éviter toute comparaison hasardeuse avec les données 2020, 2021 et 2022. De plus, certaines données transmises par les délégataires de service public sont partielles. Les données manquantes (le plus souvent non essentielles) ne sont donc ici pas renseignées.

- Fautes de données exhaustives sur les volumes « produits », tous les indicateurs ont été, pour cette année 2022, calculés sur la base des volumes « prélevés ». Ceci est pénalisant pour les paramètres du service (les volumes utilisés pour le fonctionnement des usines de traitement – ex : lavage des

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

filtres- étant ainsi comptabilisés comme des pertes).

Le présent rapport rassemble les données relatives au prix et à la qualité du service de l'eau des 66 communes au niveau desquelles la compétence est exercée par Alès Agglomération.

Il s'agit d'une compilation de données provenant des sociétés délégataires (via leurs rapports annuels) et de la REAAL. Cette compilation est parfois délicate est complexe. Toutefois, un maximum de données a été intégré.

Ce RPQS 2021 comporte 2 parties :

- la première partie compile des **données globalisées** du service de l'eau sur le total des 66 communes,

- la seconde partie détaille les **données au niveau de 26 secteurs** regroupant les 66 communes.

Ces 26 secteurs ont été définis sur la base des réalités techniques de desserte et de gestion : les communes regroupées dans chacun de ces secteurs disposent des mêmes ressources en eau. De plus, la relève des compteurs est réalisée sur une même période. Ces deux conditions sont essentielles pour que le calcul des indicateurs réglementaires soit correct (notamment les rendements de réseau, les indices linéaires de pertes, etc).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

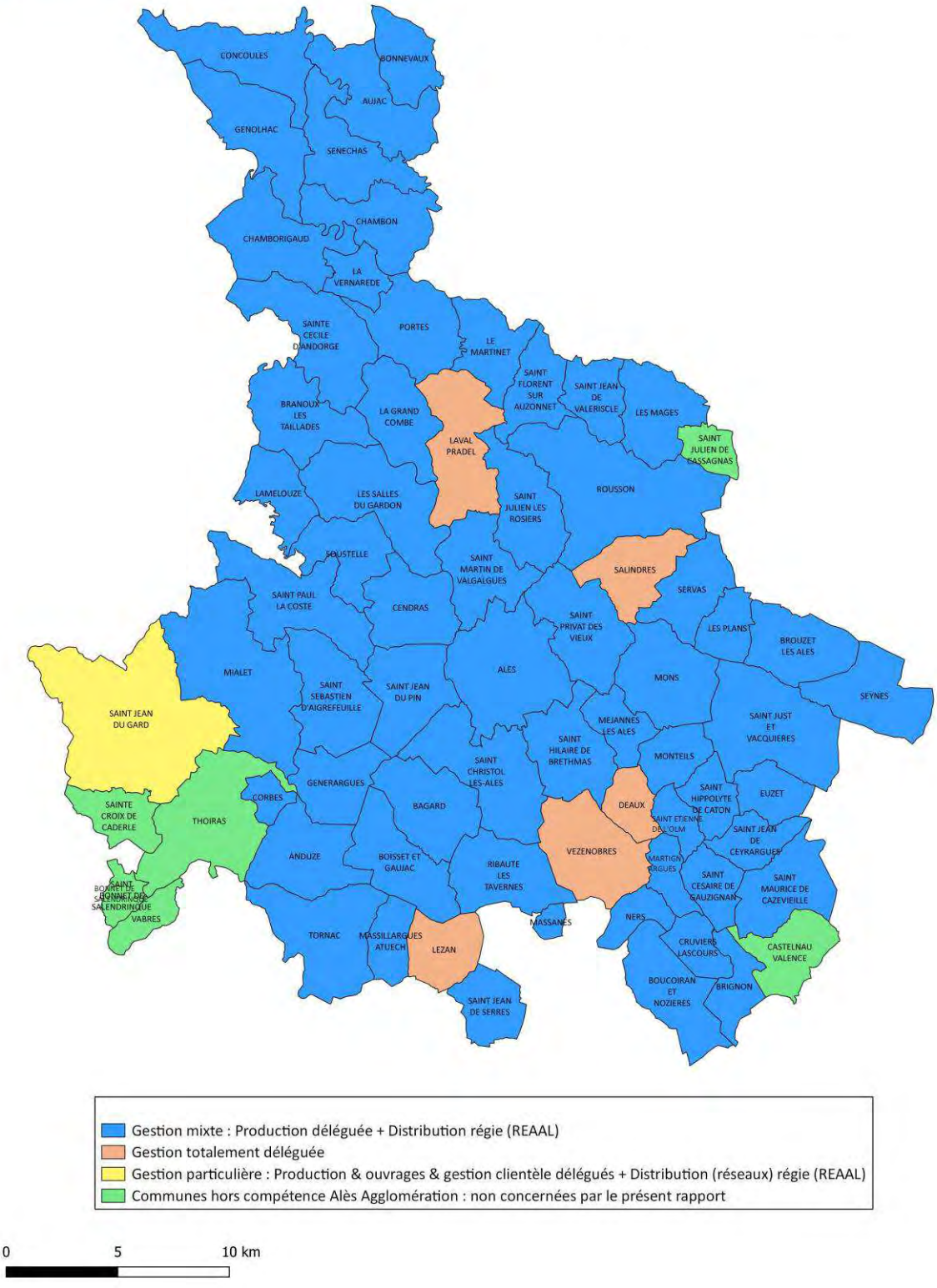
PARTIE 1

DONNEES GENERALES ET GLOBALISEES

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Périmètre de compétence et modes de gestion de l'eau :

La carte suivante présente le périmètre de compétence, et donc du rapport, ainsi que les modes de gestion de l'eau pour l'exercice 2022.

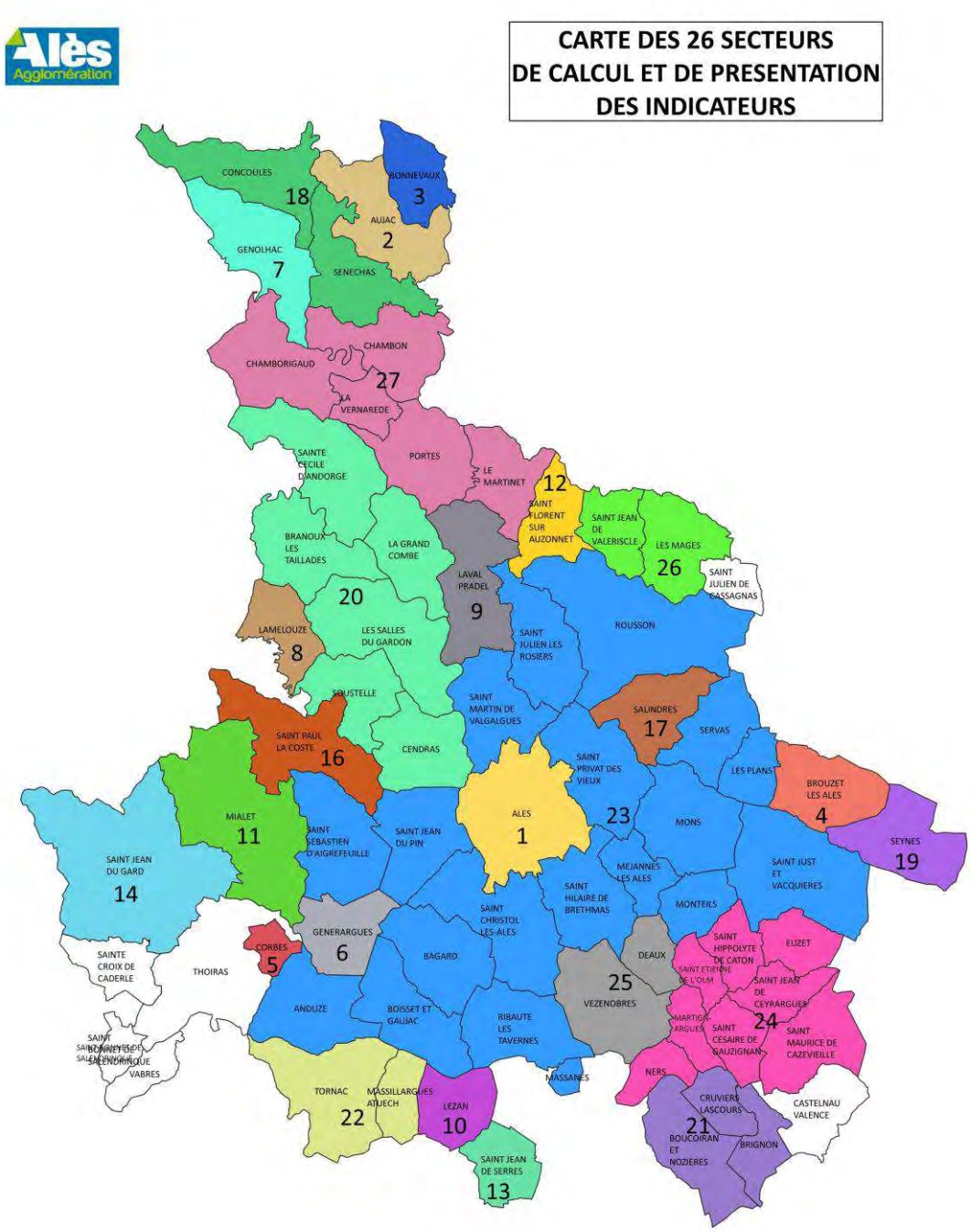


Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Secteurs de calcul et de présentation des indicateurs 2022 :

La carte suivante présente les 26 secteurs disposant de ressources en eau et de périodes de relèves communes des compteurs abonnés.
Il s'agit donc de secteurs sur lesquels les indicateurs réglementaires peuvent être calculés au plus juste.

La partie 2 du présent rapport est décomposée sur la base de ces 26 secteurs.



En 2021, l'ancien secteur 15 « St Martin de Valgalgues » a été intégré au secteur 23. La numérotation des autres secteurs a été maintenue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Données générales et globalisées :

Les différentes données et indicateurs du service de l'eau potable pour l'exercice 2022 sont calculés à l'échelle des 26 secteurs définis ci-dessus.

Toutefois, **il est possible de calculer des indicateurs globalisés à l'échelle des 66 communes** où la gestion de l'eau potable est de compétence communautaire. Ils permettent d'avoir une vision très globale du service.

Cette partie présente également des graphiques qui permettent de comparer entre eux les indicateurs calculés à l'échelle des 26 secteurs, voire des 66 communes.

Voici les données globalisées à l'échelle des 66 communes :

Divers	*2020*	*2021*	**2022**
Linéaire de réseau (hors branchement)	*1 945 km*	*1 938 km*	**1 967 km** ***(mise à jour cartographique)***
Nombre d'abonnés	*74 551*	*71 385**	**72 110**
Nombre d'abonnés par km de réseau	*38,3*	*36,8*	**36,7**
Population desservie (approximative)	*env. 130 000*	*132 087*	**133 381**
Volumes			
Volume total prélevé	*12 947 383 m3*	*12 685 778 m3*	**12 843 937 m3**
Volume acheté en gros	*421 858 m3*	*414 435 m3*	**431 019 m3**
Volume vendu en gros	*90 307 m3*	*93 207 m3*	**88 771 m3**
Volume de service et sans comptage	*339 653 m3*	*350 408 m3*	**337 522 m3**
Volumes vendus aux abonnés (365 j)	*7 824 053 m3*	*7 656 286 m3*	**7 893 359 m3**
Consommation moyenne annuelle par abonné	*105 m3/an*	*107.3 m3/an*	**109,5 m3/an**
Indice Linéaire de Consommation (ILC)	*12 m3/km/j*	*11,4 m3/km/j*	**11,6 m3/km/j**
Indicateurs de performance			
Rendement de réseau	*61.7%*	*61.8%*	**62.7%**
Indice Linéaire de Pertes (ILP)	*7.21 m3/km/j*	*7,07 m3/km/j*	**6,90 m3/km/j**
Indice Linéaire des Volumes Non Comptés (ILVNC)	*7.68 m3/km/j*	*7,56 m3/km/j*	**7.37 m3/km/j**
Qualité de l'eau			
Nombre de prélèvements – Microbiologiques – contrôle sanitaire ARS	*368*	*678***	**603****
Nombre de prélèvements non conformes (dépassement limite qualité) – Microbiologiques – contrôle sanitaire ARS	*4*	*2*	**8**
Taux de conformité des prélèvements – Microbiologiques – contrôle sanitaire ARS	*98.9%*	*99.71%*	**98.67%**
Nombre de prélèvements – Physico-chimiques – contrôle	*396*	*855***	**651****

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

sanitaire ARS			
Nombre de prélèvements non conformes (dépassement limite qualité) – Physico-chimiques – contrôle sanitaire ARS	*17* *dont :* - *9 pour arsenic à Corbès,* - *6 pour antimoine à Laval-Pradel, Branoux les Taillades, La Grand'Combe , Ste Cécile d'Andorge, Le Martinet),* - *1 Bromate au Chambon,* - *1 plomb à Tornac*	*15* *dont :* - *6 pour arsenic Corbès* - *5 pour l'antimoine (Station du Moulin Larguier : Branoux les Taillades, La Grand Combe, Les Salles du Gardon)* - *4 pour turbidité (Station du Moulin Larguier : Branoux les Taillades, La Grand Combe, Les Salles du Gardon)*	**15** **dont :** **- 1 pour <u>plomb</u> à Branoux les Taillades,** **- 7 pour <u>antimoine</u>, dont 5 à la Station du Moulin Larguier : (Branoux les Taillades, La Grand Combe, Les Salles du Gardon) + 1 au Martinet + 1 à St Jean de Valériscle. A noter que la norme sur l'antimoine est relevée (de 5 à 10 µg/l au 1er janvier 2023)** **- 2 pour le Fenuron (uniquement en amont de toute distribution) sur l'ex Syndicat du Luech** **- 3 pour l'arsenic, dont 1 à Corbès (avant mise en service station de traitement), et 2 à la station de production de Boisset et Gaujac (Boisset et Gaujac , Bagard, St Christol les Alès, Ribaute les Tavernes, Massane et petite partie d'Alès)** **- 1 pour l'atrazine station de production de Boisset et Gaujac (Boisset et Gaujac , Bagard, St Christol les Alès, Ribaute les Tavernes, Massane et petite partie d'Alès)** **- 1 pour la turbidité, station de prodution des Dauthunes (Alès, St Martin de Valgalgues, St Julien les Rosiers, St Privat des Vieux, Rousson, Mons, Méjannes les Alès, Monteils, St Hilaire de Brethmas, St Just et Vacquières, Les Plans, Servas)**
Taux de conformité des prélèvements – Physico-chimiques – contrôle sanitaire ARS	*95.7%*	*98.25%*	**97.7%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Nombre de prélèvements – Microbiologiques – autocontrôle	*210*	*432***	*319***
Nombre de prélèvements – Physico-chimiques – autocontrôle	*207*	*554***	**328****
En 2022, le coût des analyses d'eau supporté par la REAAL est de 68 746 € HT			
Données techniques de gestion			
Nombre de fuites réparées sur canalisations	*465*	*468*	**436**
Nombre de fuites réparées sur branchements	*461*	*403*	**478**
Nombre de fuites réparées sur autres équipements	*954*	*1 295*	**991**
Nombre total de fuites réparées	*1 880*	*2 166*	**1 905**
Nombre de fuites réparées sur canalisations pour 100 km de réseau	*23,9*	*24,1*	**22,2**
Nombre de fuites réparées sur branchements pour 1000 abonnés	*6.2*	*5.6*	**6,6**
Nombre de compteurs renouvelés	*4 518*	*7 426*	**4 642**
Linéaire de réseaux renouvelés	*20,644 km*	*12,986 km*	**16,235 km**
Taux de renouvellement de réseau annuel (valeur 2022 = moyenne 2020/2021/2022)	*1.06%*	*0.87%*	**0.85%**
Données financières			
Montant des travaux d'investissement engagé	*8 115 790.46 €*	*4 523 668.24 €****	**7 345 498.28 €****
Montant des subventions	*3 175 259.43 €*	*1 904 275.52 €*	**6 383 542.86 €**
Encours total de la dette	*40 133 076.17 €*	*36 932 661.79 €*	**36 960 331.61 €**
Epargne brute annuelle	*2 075 071.09 €*	*10 459 639.74 €*****	**7 748 984.70 €**
Durée d'extinction de la dette	*19.3 ans*	*3.5 ans*****	**4.8 ans**

La baisse notable du nombre d'abonnés entre 2020 et 2021 est essentiellement due à une mise à jour de la base clientèle, encore perfectible en 2020, année de lancement de la REAAL et de récupération des diverses bases clientèles communales ou syndicales.

*** En 2020, seuls les prélèvements en distribution étaient pris en compte. En 2021 et 2022, les prélèvements en distribution et en production ont été pris en compte.***

**** En 2020, ce sont les montants des travaux engagés budgétairement qui ont été pris en compte. En 2022 et 2021, ce sont les montants des factures travaux payées sur l'année qui ont été pris en compte. Les chiffres 2020 et 2021/2022 ne sont donc pas comparables. Les chiffres 2021 et 2022 sont comparables.***

***** L'évolution positive de la dette s'explique essentiellement par une gestion budgétaire différenciée des recettes entre 2020 et 2021. En effet, les recettes liées aux factures de fin d'année 2020 (encaissées début 2021) ont été affectées au budget 2021. Cela a pénalisé le budget 2020 et a bénéficié au budget 2021. De plus, à la demande du Trésorier, les recettes liées aux factures de fin d'année 2021 (encaissées début 2022) n'ont pas été affectées au budget 2022, mais au budget 2021. Ce surplus de recettes affectées au budget 2021 augmente l'épargne brute 2021 et diminue donc la durée d'extinction de la dette.***

Tarifs pour facture 120 m3/an TTC :

Le tableau suivant présente les tarifs de l'eau potable en € TTC/m3, au 1er janvier 2023, abonnements, redevances prélèvement et pollution de l'Agence de l'Eau compris, pour une facture annuelle de 120 m3.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Pour chaque commune, la part fixe (abonnement) communautaire n'a pas évolué entre 2021 et 2022. Conformément au programme d'investissement Alès Agglo'eau 2050, la part consommation communautaire a évolué de +0,095 € HT/m3 (soit environ +0,10 € TTC/m3) pour faire face aux forts besoins d'investissements.

	€ TTC pour 120 m3/an, 2022	€ TTC pour 120 m3/an, 2023	Evolution € TTC/m³ pour 120 m3/an	Evolution en %
Lézan (DSP)	*1,756*	**1,881**	0,125	7,1 %
Alès	*1,887*	**1,989**	0,101	5,4 %
Concoules	*1,955*	**2,057**	0,101	5,2 %
Cruviers Lascours	*2,094*	**2,195**	0,101	4,8 %
Saint Jean de Valériscle	*2,097*	**2,198**	0,101	4,8 %
Saint Florent sur Auzonnet	*2,105*	**2,206**	0,101	4,8 %
Les Mages	*2,097*	**2,220**	0,122	5,8 %
Aujac	*2,159*	**2,260**	0,101	4,7 %
Brignon	*2,177*	**2,278**	0,101	4,7 %
Le Martinet	*2,186*	**2,287**	0,101	4,6 %
Massanes	*2,212*	**2,314**	0,101	4,6 %
Boucoiran et Nozières	*2,221*	**2,323**	0,101	4,6 %
Chamborigaud	*2,339*	**2,440**	0,101	4,3 %
Anduze	*2,424*	**2,526**	0,101	4,2 %
Deaux (DSP)	*2,431*	**2,634**	0,203	8,3 %
Vézénobres (DSP)	*2,431*	**2,634**	0,203	8,3 %
La Vernarède	*2,537*	**2,639**	0,101	4,0 %
Brouzet Les Alès	*2,562*	**2,663**	0,101	4,0 %
Génolhac	*2,574*	**2,675**	0,101	3,9 %
Massillargues Atuech	*2,613*	**2,714**	0,101	3,9 %
Tornac	*2,613*	**2,714**	0,101	3,9 %
Sénéchas	*2,664*	**2,766**	0,101	3,8 %
Saint Jean de Serres	*2,691*	**2,792**	0,101	3,8 %
Euzet les Bains	*2,726*	**2,828**	0,101	3,7 %
Martignargues	*2,726*	**2,828**	0,101	3,7 %
Ners	*2,726*	**2,828**	0,101	3,7 %
Saint Césaire de Gauzignan	*2,726*	**2,828**	0,101	3,7 %
Saint Etienne de l'Olm	*2,726*	**2,828**	0,101	3,7 %
Saint Hippolyte de Caton	*2,726*	**2,828**	0,101	3,7 %
Saint Jean de Ceyrargues	*2,726*	**2,828**	0,101	3,7 %
Saint Maurice de Cazevieille	*2,726*	**2,828**	0,101	3,7 %
Allègre les Fumades – Mas Chabert	*2,762*	**2,863**	0,101	3,7 %
Saint Christol Lez Alès	*2,778*	**2,879**	0,101	3,6 %
Salindres (DSP)	*2,711*	**2,881**	0,169	6,2 %
Bagard	*2,793*	**2,894**	0,101	3,6 %

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

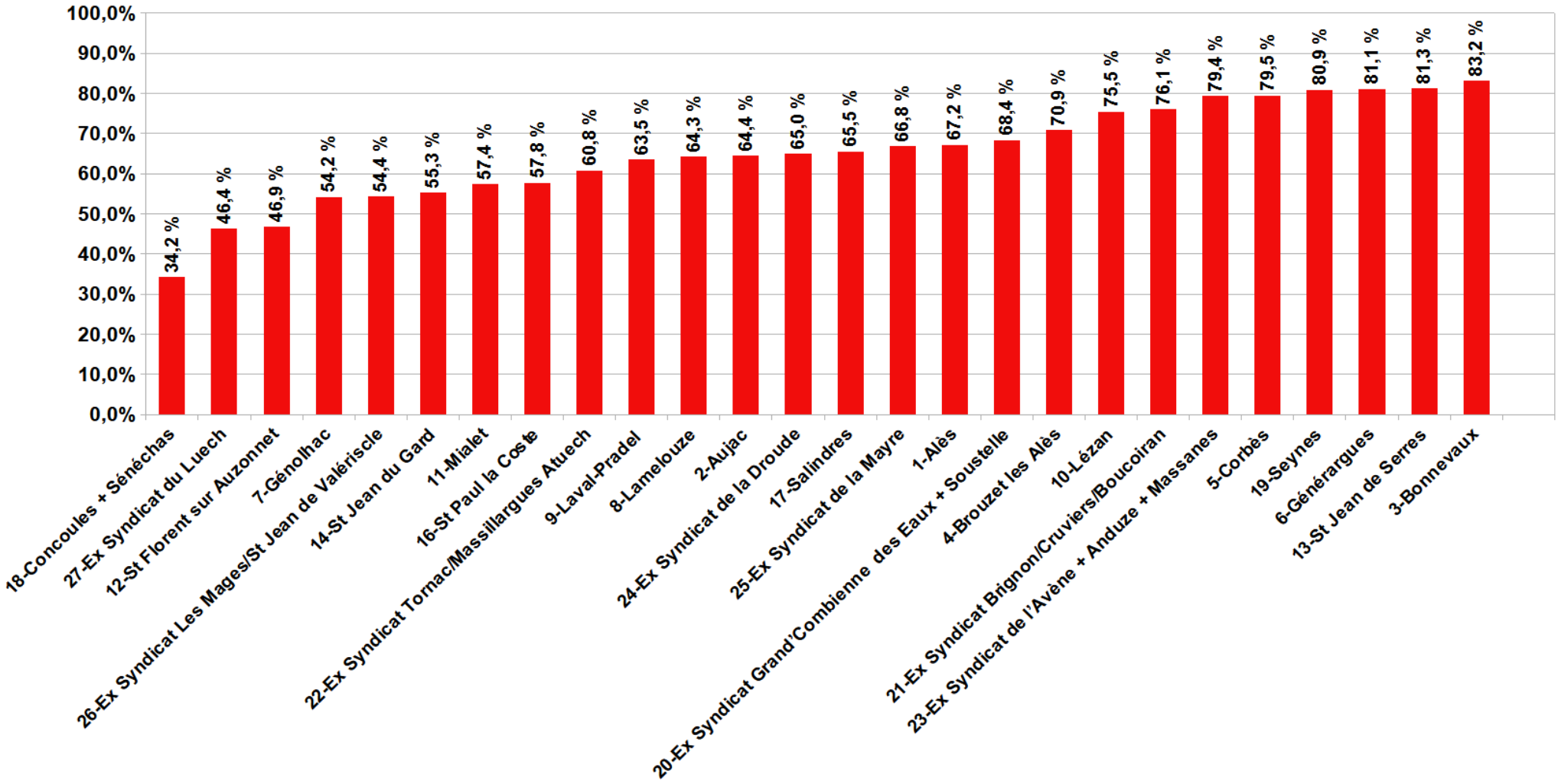
Saint Julien les Rosiers (autres secteurs)	*2,807*	**2,909**		
Méjannes Les Alès	*2,808*	**2,910**	0,101	3,6 %
Branoux Les Taillades	*2,815*	**2,916**	0,101	3,6 %
Cendras	*2,815*	**2,916**	0,101	3,6 %
La Grand'Combe	*2,815*	**2,916**	0,101	3,6 %
Les Salles du Gardon	*2,815*	**2,916**	0,101	3,6 %
Sainte Cécile d'Andorge	*2,815*	**2,916**	0,101	3,6 %
Saint Martin de Valgalgues	*2,825*	**2,927**	0,101	3,6 %
Boisset et Gaujac	*2,833*	**2,934**	0,101	3,6 %
Saint Hilaire de Brethmas	*2,847*	**2,949**	0,101	3,6 %
Rousson	*2,850*	**2,951**	0,101	3,6 %
Saint Privat des Vieux	*2,854*	**2,955**	0,101	3,5 %
Saint Julien les Rosiers (secteurs DSP)	*2,760*	**2,975**	0,214	7,8 %
Mons	*2,882*	**2,984**	0,101	3,5 %
Saint Jean du Pin	*2,886*	**2,988**	0,101	3,5 %
Seynes	*2,902*	**3,003**	0,101	3,5 %
Ribaute Les Tavernes	*2,988*	**3,089**	0,101	3,4 %
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	*3,007*	**3,108**	0,101	3,4 %
Monteils	*3,015*	**3,116**	0,101	3,4 %
Corbès	*3,107*	**3,208**	0,101	3,3 %
Soustelle	*3,124*	**3,225**	0,101	3,2 %
Chambon	*3,127*	**3,228**	0,101	3,2 %
Saint Paul La Coste	*3,159*	**3,260**	0,101	3,2 %
Mialet	*3,189*	**3,291**	0,101	3,2 %
Servas	*3,193*	**3,295**	0,101	3,2 %
Les Plans	*3,207*	**3,308**	0,101	3,2 %
Saint Just et Vacquières	*3,207*	**3,308**	0,101	3,2 %
Laval Pradel (DSP)	*3,272*	**3,487**	0,214	6,6 %
Lamelouze	*3,395*	**3,496**	0,101	3,0 %
Portes	*3,415*	**3,516**	0,101	3,0 %
Bonnevaux	*3,740*	**3,841**	0,101	2,7 %
Saint Jean du Gard (DSP partielle)	*3,819*	**3,975**	0,156	4,1 %
Générargues	*3,940*	**4,042**	0,101	2,6 %

Graphiques :

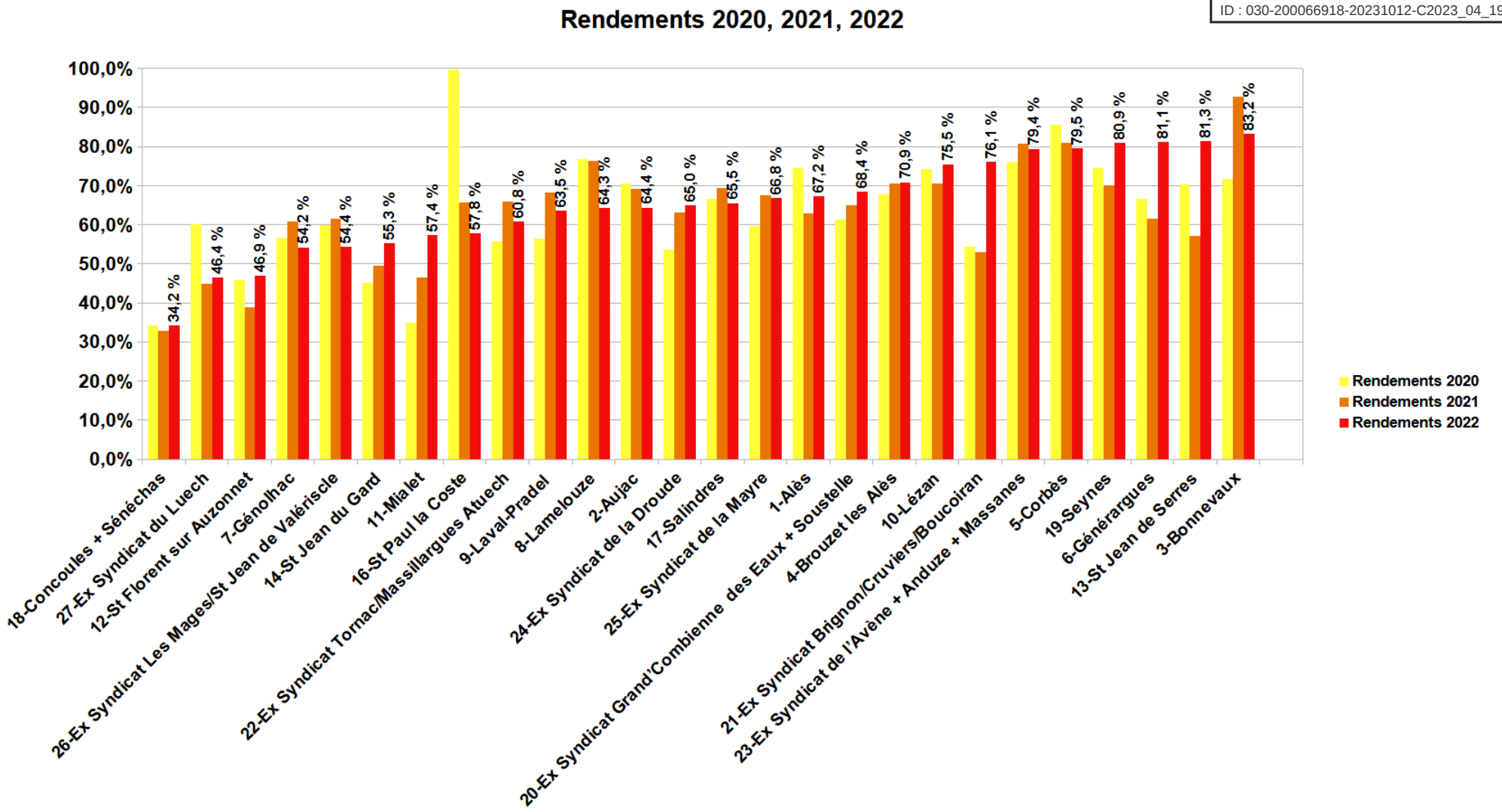
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rendements 2022

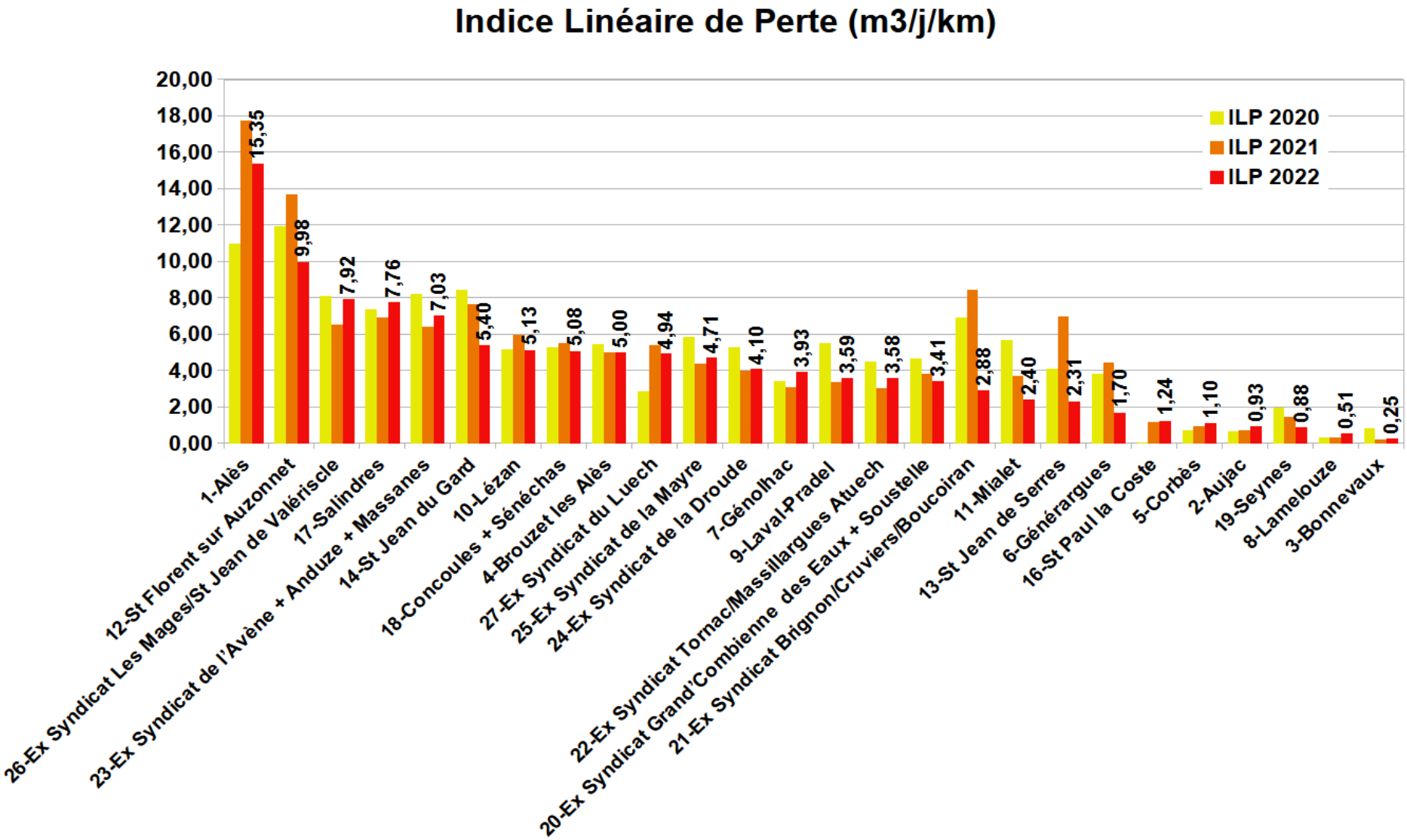


Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



Nota : les rendements de réseau 2020 de St Paul la Coste et de l'ex Syndicat du Luech étaient faussés du fait d'un mauvais comptage des volumes produits. Problème totalement réglé en 2021 pour St Paul la Coste et partiellement réglé en 2021 puis totalement réglé en 2022 pour l'ex Syndicat du Luech.

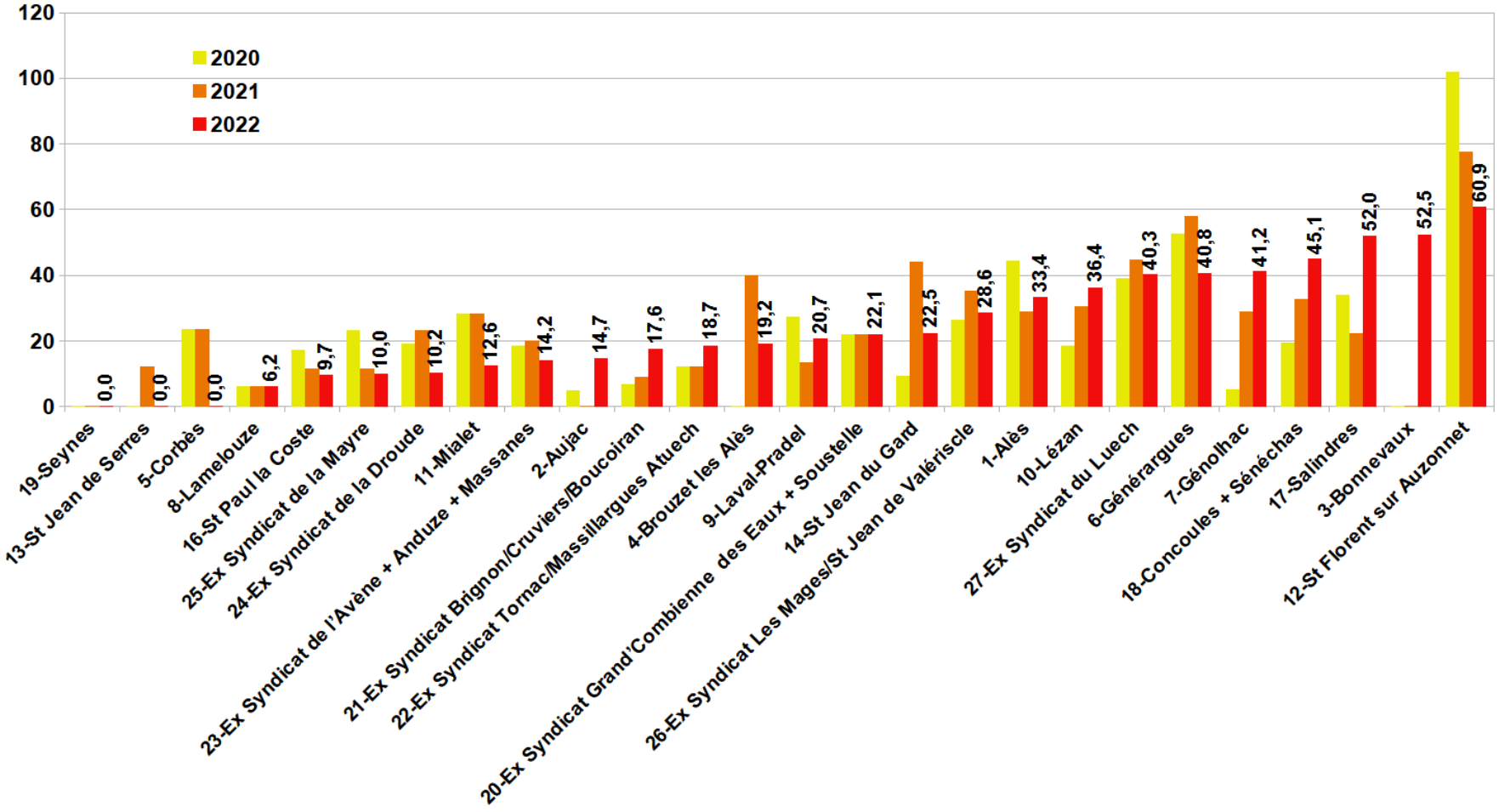
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



Nota : les ILP 2020 de St Paul la Coste et de l'ex Syndicat du Luech étaient faussés du fait d'un mauvais comptage des volumes produits. Problème totalement réglé en 2021 pour St Paul la Coste et partiellement réglé en 2021 puis totalement réglé en 2022 pour l'ex Syndicat du Luech.

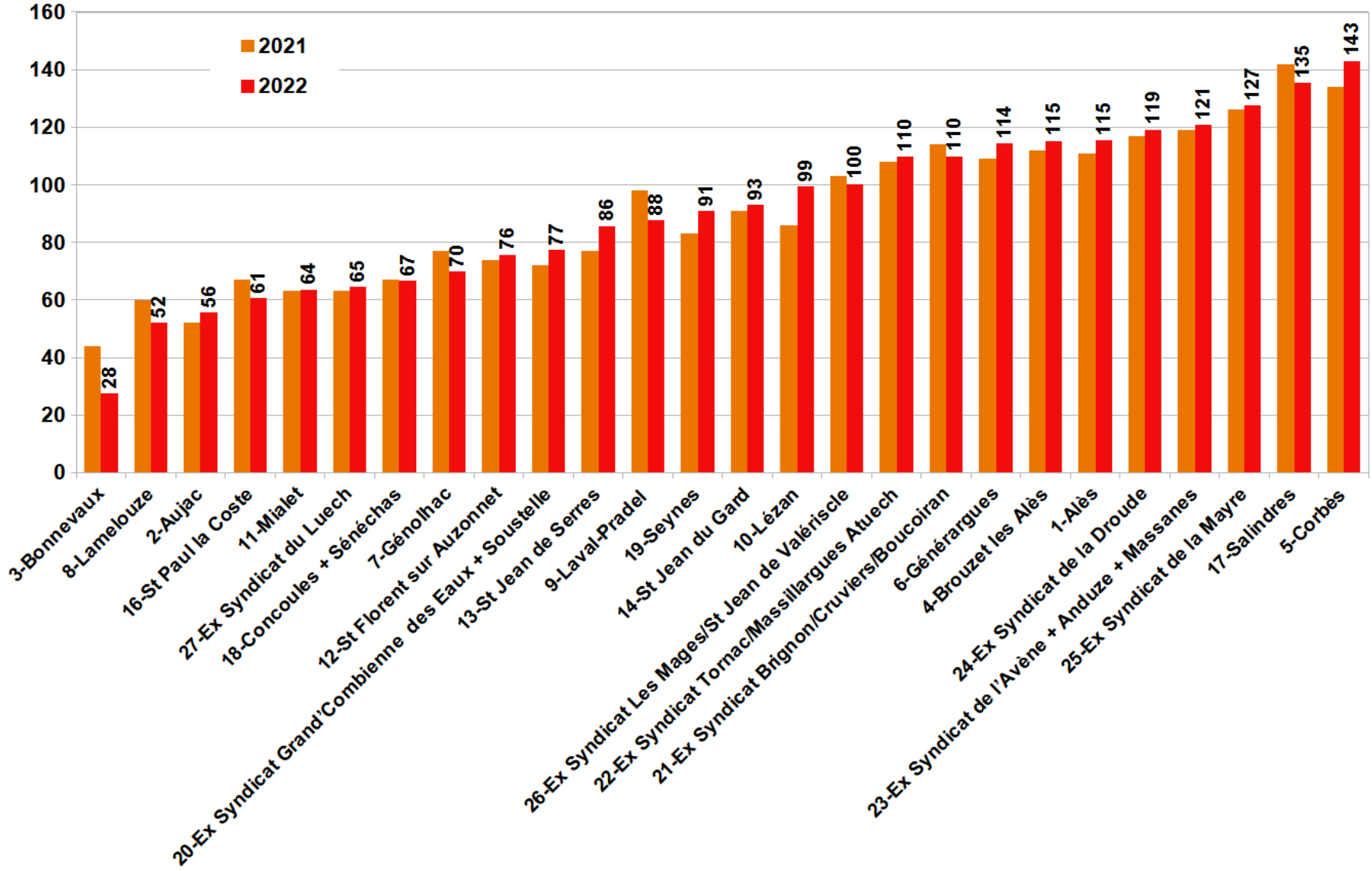
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

NOMBRE DE FUITES REPAREES POUR 100 KM DE CANALISATION



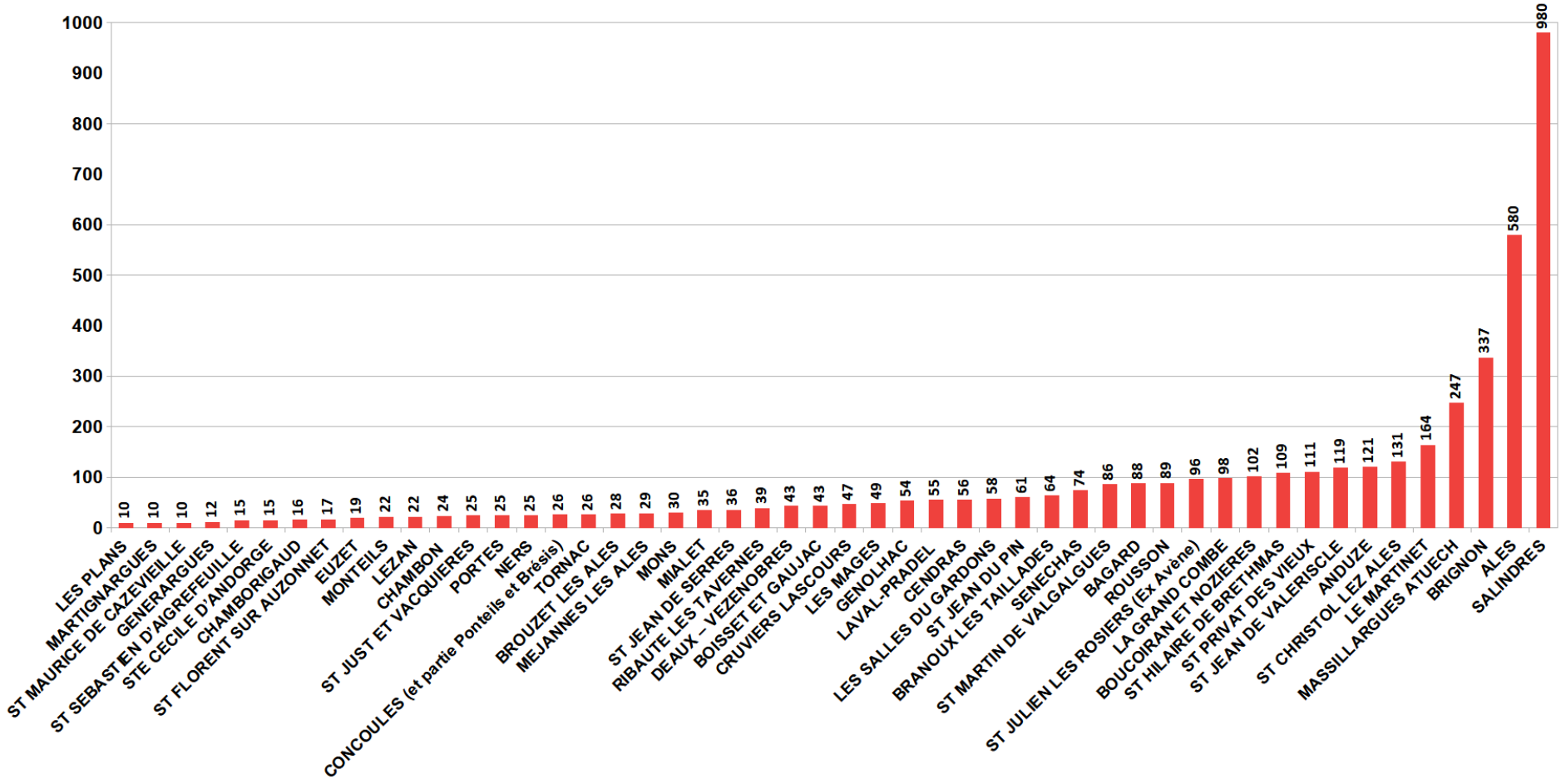
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Consommation annuelle par abonné (m3/abonné/an)

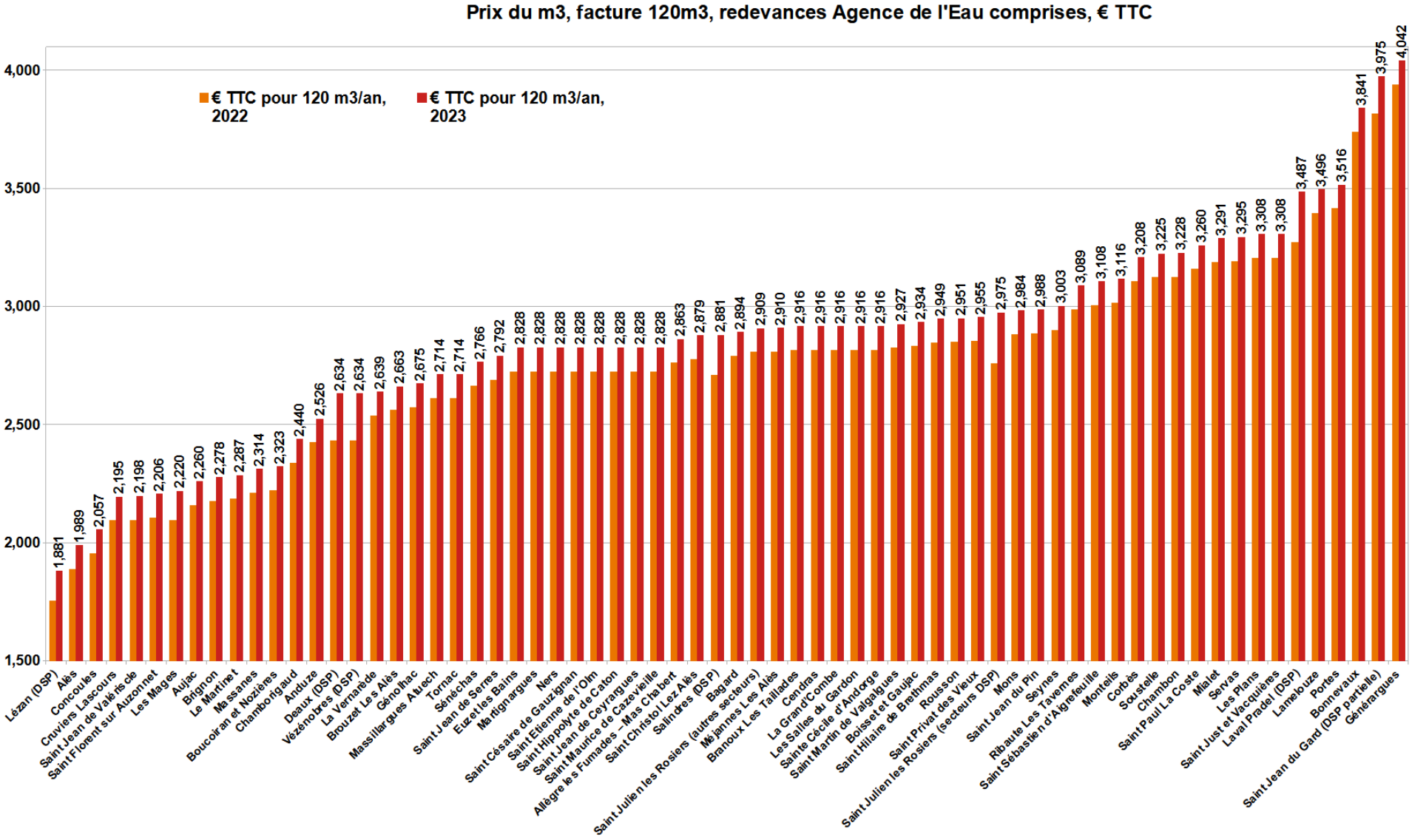


Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

NOMBRE DE COMPTEURS RENOUVELES EN 2022 (>10)



Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

PARTIE 2

DONNEES SPECIFIQUES AUX 26 SECTEURS

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Liste des secteurs :

1-Alès,
2-Aujac
3-Bonnevaux
4-Brouzet les Alès
5-Corbès
6-Générargues
7-Génolhac
8-Lamelouze
9-Laval-Pradel
10-Lézan
11-Mialet
12-Saint Florent sur Auzonnet
13-Saint Jean de Serres
14-Saint Jean du Gard
16-Saint Paul La Coste
17-Salindres
18-Concoules + Sénéchas
19-Seynes
20-Ex Syndicat Grand'Combienne des Eaux + Soustelle
21-Ex Syndicat Brignon-Cruviers-Boucoiran
22-Ex Syndicat Tornac-Massillargues Atuech
23-Ex Syndicat de l'Avène + Anduze + Massanes
24-Ex Syndicat de la Droude
25-Ex Syndicat de la Mayre
26-Ex Syndicat Les Mages-Saint Jean de Valériscle
27-Ex Syndicat du Luech

En 2021, l'ancien secteur 15 « St Martin de Valgalgues » a été intégré au secteur 23. La numérotation des autres secteurs a été maintenue.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 1
ALES

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 7
1.6.6. Volume consommé autorisé 7
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 9
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune d'ALES
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☐	☑
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☐	☒
Traitement (1)	☐	☒
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Alès
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/2019

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑☐ **Régie à autonomie financière**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 43 492 habitants au 31/12/2022 (42 452 au 31/12/2021), hors résidents saisonniers.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 23 308 abonnés au 31/12/2022 (23 286 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Alès					
Total	**23 286**			**23 308**	**0,1%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **97,32 abonnés/km** au 31/12/2022 (96,7 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,87 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,82 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **115,37 m^3/abonné** au 31/12/2022. (111,48 m^3/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 0 m^3 pour l'exercice 2022 (0 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Total					

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : ____%.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

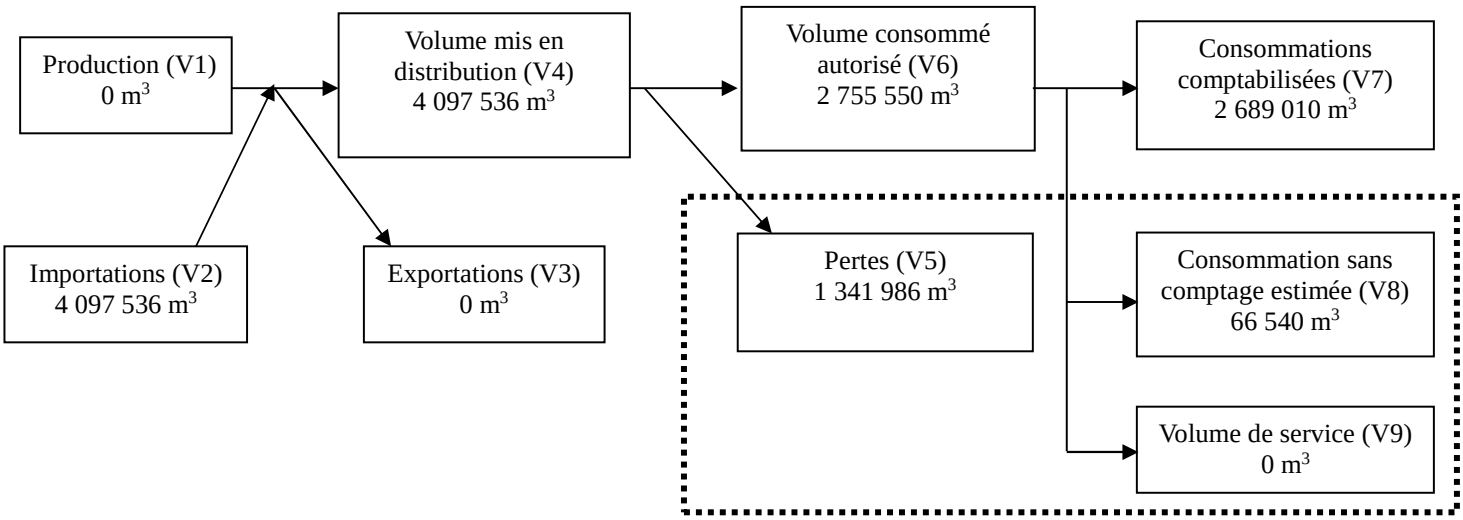
1.5.2. *Achats d'eaux brutes*

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. *Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022*



1.6.2. *Production*

Le service a 0 stations de traitement.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total du volume produit (V1)	**0**	**0**	**____%**	

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. *Achats d'eaux traitées*

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2) ***(intra Alès Agglomération)***	**4 223 818**	**4 097 536**	**-3%**	**100**

1.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques[(1)]	2 596 031	2 689 010	3,6%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**2 596 031**	**2 689 010**	**3,6%**
Service de [(2)]			
Service de [(2)]			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. *Autres volumes*

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**66 540**	**66 540**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**0**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**2 662 571**	**2 755 550**	**3,5%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 239,5 kilomètres au 31/12/2022 (240,8 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55 € au 01/01/2022
55 € au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	40,24 €	40,24 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ de 0 à 100 000 m³	1,0436 €/m³	1,1386 €/m³
	Prix au m³ au-delà de 100 000 m³	0,6745 €/m³	0,7695 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	40,24	40,24	0%
Part proportionnelle	125,23	136,63	9,1%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	165,47	176,87	6,9%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	11,81	12,44	5,4%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	61,01	61,76	1,2%
Total	**226,48**	**238,63**	**5,4%**
Prix TTC au m^3	**1,89**	**1,99**	**5,3%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	**Prix au 01/01/2022 en €/m^3**	**Prix au 01/01/2023 en €/m^3**
Alès	**1.89**	**1.99**

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- x annuelle
- □ semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- □ annuelle
- x semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **2 689 010** m^3/an (2 596 031 m^3/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**3 873 973**	**4 242 521**	**+9.5**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 4 242 521 € (3 873 973 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	74	0	71	0
Paramètres physico-chimiques	77	0	75	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à **26** pour les paramètres microbiologiques et à **10** pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	55%	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	75

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	63 %	67,2 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	30,29	31,52

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 16,1 m^3/j/km (18,5 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 15,4 m^3/j/km (17,8 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.
A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			3.934	1.646	**3.906**

Au cours des 3 dernières années, **9.486 km** de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 1.32%

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 100% (100% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 80 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (68 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 3,43 pour 1 000 abonnés (2,92 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	518 098,77	573 818,46
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	4 576 508,66	5 054 696,12
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	11,32	11,35

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 11,35% (11,32 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non (en cours)

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 1

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0,04 pour 1000 abonnés (0,13 en 2021) (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchements en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	758 425 €	1 923 716 €
Montants des subventions en €		2 714 115.97 €

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL. :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021).
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	42 452	43 492
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	1,89	1,99
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	95	75
P104.3	Rendement du réseau de distribution	63%	67,2%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	18,5	16,1
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	17,8	15,4
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	1.16%	1.32%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	100%	100%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	2,92	3,43
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	11,32%	11,35%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0,13	0,04
	Autres Indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	68	80
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	73	98
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	317	227
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	835	580

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 2
AUJAC

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
2.1. Modalités de tarification 10
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 11
3. Indicateurs de performance 13
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 13
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 13
3.3. Indicateurs de performance du réseau 15
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 15
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 15
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 16
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 16
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 16
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 18
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) 18
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 18
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 19
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 20
4. Financement des investissements 21
4.1. Branchements en plomb 21
4.2. Montants financiers 21
4.3. État de la dette du service 21
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL. 21
4.4. Amortissements 21
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 22

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune d'AUJAC
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Aujac
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation* :12/12/2019 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et en délégation de service public pour la production.**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 184 habitants au 31/12/2022 (186 au 31/12/2021).
Commentaire : chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 204 abonnés au 31/12/2022 (205 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Aujac	**205**			**204**	**-0.5%**
Total	**205**			**204**	**-0,5%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **9,95 abonnés/km** au 31/12/2022 (10,15 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est **de 0,9 habitants/abonné** au 31/12/2022 (0,91 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **55,63 m^3/abonné** au 31/12/2022. (51,95 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 19 547 m³ pour l'exercice 2022 (16 891 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Forage du Cheylard (été)			404	306	-24,3%
Source de Larriget Est			4 774	3 920	-17,9%
Source du Brouzet			5 061	6 325	25%
Prise d'Hivernette			2 498	2 477	-0,8%
Source des Peyregnes			3 002	5 273	75,7%
Source de Bedousse			1 152	1 247	8,2%
Total			16 891	**19 548**	**15,7%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 87 %.

1.5.2. Achats d'eaux brutes

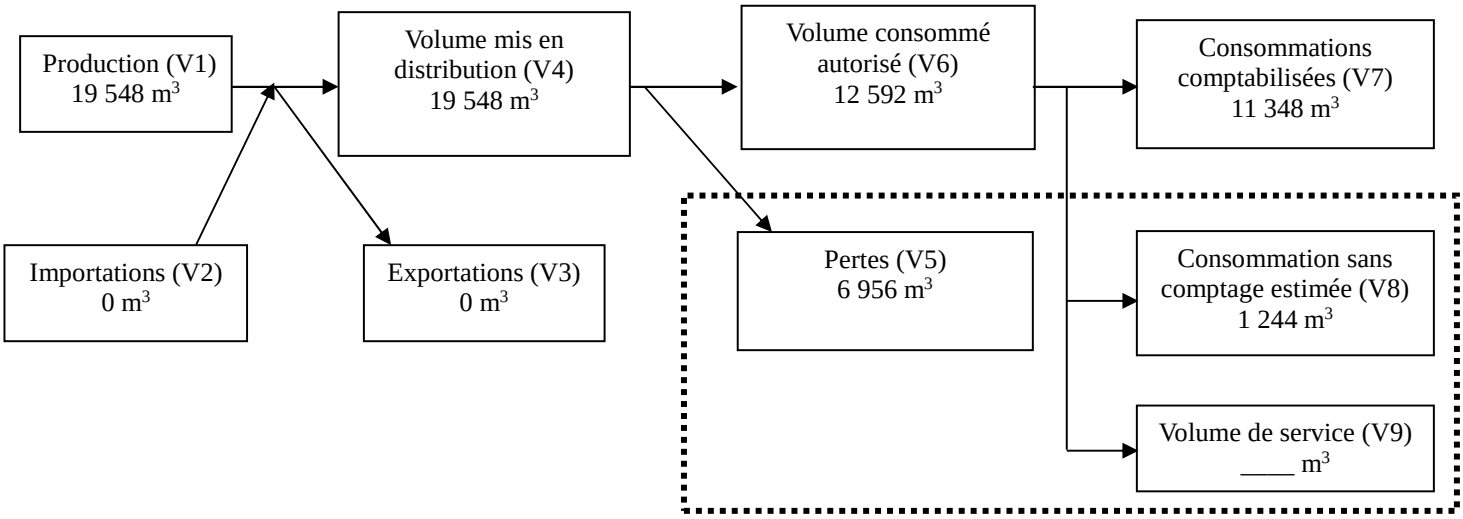
Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Forage du Cheylard (été)	404	306	-24,3%	80
Source de Larriget Est	4 774	3 920	-17,9%	80
Source du Brouzet	5 061	6 325	25%	80
Prise d'Hivernette	2 498	2 477	-0,8%	0
Source des Peyregnes	3 002	5 273	75,7%	40
Source de Bedousse	1 152	1 247	8,2%	0
Total du volume produit (V1)	**16 891**	**19 548**	**15,7%**	**53,97**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	10 650	11 348	6,5%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**10 650**	**11 348**	**6,5%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**1 046**	**1 244**	**18,9%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**11 696**	**12 592**	**7,7%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 20,5 kilomètres au 31/12/2022 (20,2 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : **55€** au 01/01/2022
55€ au 01/01/2023

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	66,52 €	66,52 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m^3	1,0822 €/m^3	1,1772 €/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :
Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	66,52	66,52	0%
Part proportionnelle	129,86	141,26	8,8%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	196,38	207,78	5,8%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	13,51	14,14	4,7%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	62,71	63,46	1,2%
Total	**259,09**	**271,24**	**4,7%**
Prix TTC au m^3	**2,16**	**2,26**	**4,6%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Aujac	2,16	**2,26**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- x annuelle
- □ semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- □ annuelle
- x semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 11 348 m^3/an (10 650 m^3/an en 2021).

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	26 136 €	27 079 €	**+3%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 27 079 € (26 136 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	33	0	29	1
Paramètres physico-chimiques	53	0	30	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	96,6%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à **13** pour les paramètres microbiologiques et à **9** pour les paramètres physicochimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	65%	11
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	71

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	69,2 %	64,4 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	1,59	1,68

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 1,1 m^3/j/km (0,8 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 0,9 m^3/j/km (0,7 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.
A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, 0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 54% (55,6% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 3 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (0 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 14,71 pour 1 000 abonnés (0 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	1 652,7	3 774,53
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	31 582,19	32 342,32
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	5,23	11,67

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 11,67% (5,23 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non (en cours, ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	0
Montants des subventions en €		0

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021).
Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	186	184
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,16	2,26
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	96,6%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	71
P104.3	Rendement du réseau de distribution	69,2%	64,4%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	0,8	1,1
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	0,7	0,9
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	0%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	55,6%	54%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	0	14,71
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	5,23%	11,67%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	0	3
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	0	1
Interne	Nombre de fuite réparées sur autre équipement	0	3
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	11	6

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 3
BONNEVAUX

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de BONNEVAUX
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Bonnevaux
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : **12/12/2019** ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la Distribution et par Délégation de service public pour la Production**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 87 habitants au 31/12/2022 (90 au 31/12/2021).

Commentaire : Chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 82 abonnés au 31/12/2022 (81 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Bonnevaux	**81**			**82**	**1.2%**
Total	**81**			**82**	**1,2%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **14,39 abonnés/km** au 31/12/2022 (19,76 abonnés/km au 31/12/2021). Le linéaire de réseau a été mis à jour.

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,06 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,11 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **27,54 m^3/abonné** au 31/12/2022. (43,99 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 3 137 m^3 pour l'exercice 2022 (4 225 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Sources Chabanne Marcou			1 727	2 045	18,4%
Source de la Maro			2 498	1 092	-56,3%
Total			4 225	**3 137**	**-25,8%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

1.5.2. Achats d'eaux brutes

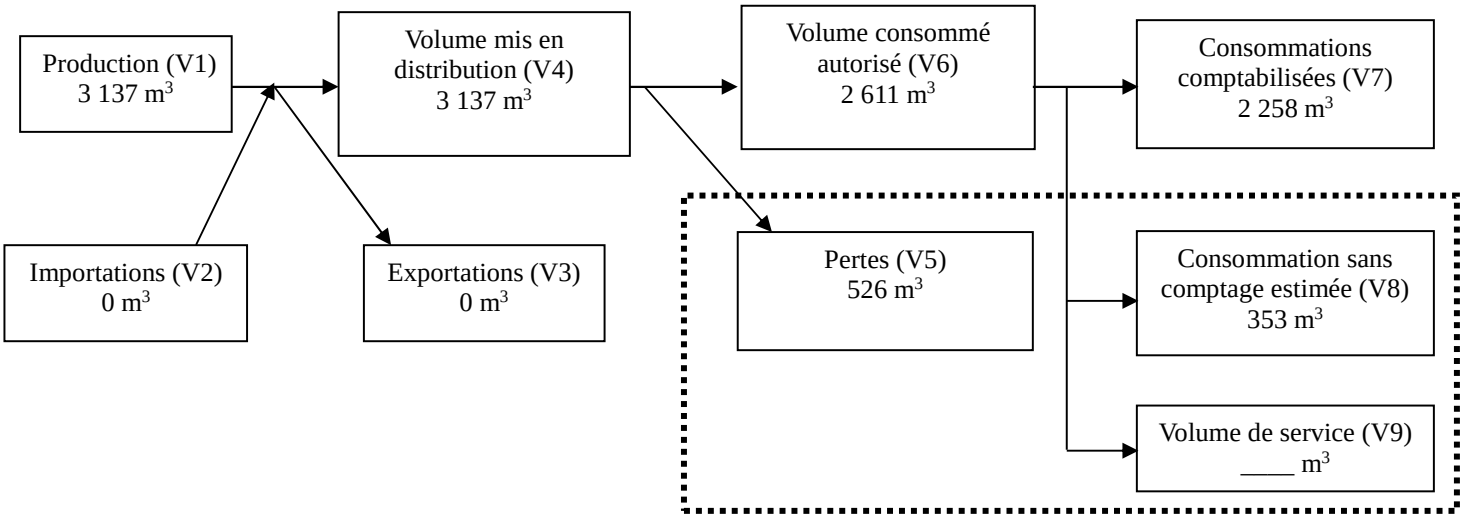
Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m^3	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m^3	Observations
Total			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. Traitement de désinfection par UV uniquement.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Sources Chabanne Marcou	1 727	2 045	18,4%	60
Source de la Maro	2 498	1 092	-56,3%	80
Total du volume produit (V1)	**4 225**	**3 137**	**-25,8%**	**66,96**

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	3 563	2 258	-36,6%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**3 563**	**2 258**	**-36,6%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**353**	**353**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**3 916**	**2 611**	**-33,3%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 5,7 kilomètres au 31/12/2022 (4,1 au 31/12/2021). Les plans de réseau ont été mis à jour.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : **55€** au 01/01/2022
55€ au 01/01/2023

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	96 €	96 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m^3	2,335 €/m^3	2,43 €/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/2023 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/2023 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	96,00	96,00	0%
Part proportionnelle	280,20	291,60	4,1%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	376,20	387,60	3%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	23,40	24,03	2,7%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	72,60	73,35	1%
Total	**448,80**	**460,95**	**2,7%**
Prix TTC au m^3	**3,74**	**3,84**	**2,7%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Bonnevaux	**3,74**	**3,84**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **2 258 m³/an** (3 563 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	16 868 €	13 336 €	**-21%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 13 336 € (16 868 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	10	0	9	0
Paramètres physico-chimiques	15	0	10	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à **6** pour les paramètres microbiologiques et à **6** pour les paramètres physicochimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	92%	14
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	74

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	92,7 %	83,2 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	2,62	1,25

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 0,4 m^3/j/km (0,4 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 0,3 m^3/j/km (0,2 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.
A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, 0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 67% (71,8% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 3 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (0 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 36,59 pour 1 000 abonnés (0 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données Générales et Globalisées)

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	639,2	460,84
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	13 899,21	14 530,7
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	4,6	3,17

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 3,17% (4,6 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non (en cours)

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021). (Donnée incomplète car non comptabilisée toute l'année).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchements en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	0
Montants des subventions en €	0	0

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes ***:***
:

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).
Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	90	87
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	3,74	3,84
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	74
P104.3	Rendement du réseau de distribution	92,7%	83,2%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	0,4	0,4
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	0,2	0,3
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	0%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	71,8%	67%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	0	36,59
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	4,6%	3,17%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres Indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	0	3
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	1	0
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	1	2
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	80	2

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 4
BROUZET LES ALES

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de BROUZET les ALES
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Brouzet-lès-Alès
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : ……12/12/2019. ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et Délégation de service public pour la production**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 691 habitants au 31/12/2022 (693 au 31/12/2021).

Commentaire : Chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 396 abonnés au 31/12/2022 (388 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Brouzet-lès-Alès	**388**			**396**	**2.1%**
Total	**388**			**396**	**2,1%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **38,08 abonnés/km** au 31/12/2022 (38,8 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,74 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,79 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **115,21 m^3/abonné** au 31/12/2022. (111,89 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 65 270 m³ pour l'exercice 2022 (62 371 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Forage de la Fontainasse			62 371	65 270	4,7%
Total			62 371	**65 270**	**4,7%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

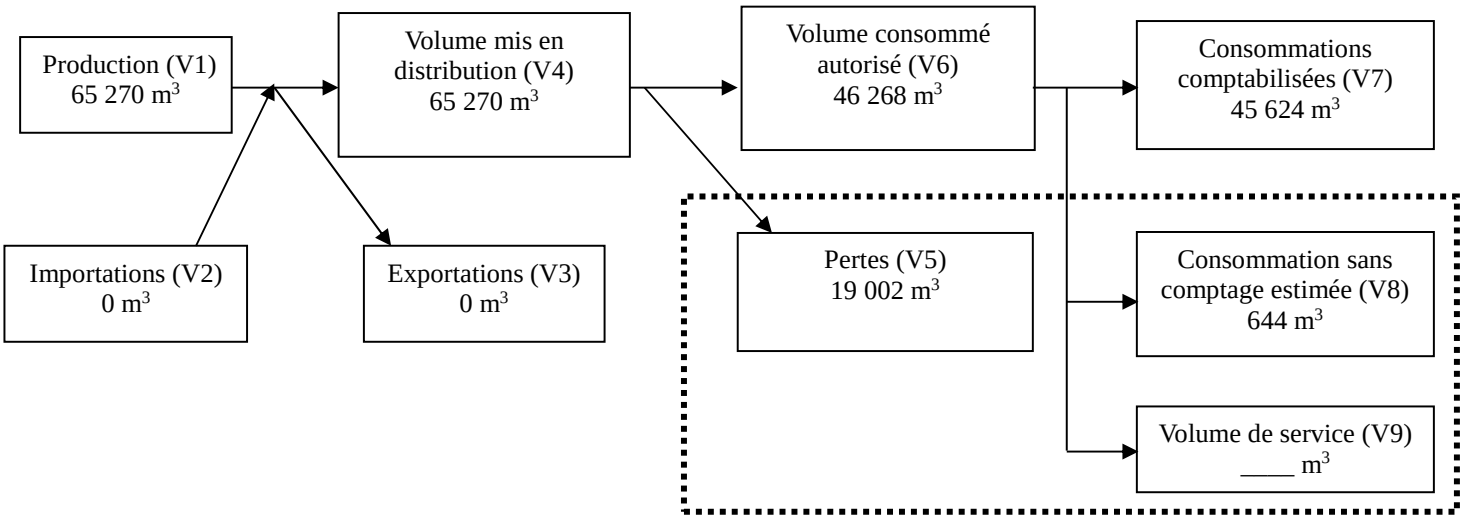
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.2. *Production*

Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Forage de la Fontainasse	62 371	65 270	4,7%	100
Total du volume produit (V1)	**62 371**	**65 270**	**4,7%**	**100**

1.6.3. *Achats d'eaux traitées*

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	43 415	45 624	5,1%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**43 415**	**45 624**	**5,1%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**644**	**644**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**44 059**	**46 268**	**5%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 10,4 kilomètres au 31/12/2022 (10 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55€ au 01/01/2022
55€ au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	55,44 €	55,44 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,556 €/m³	1,651 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements

[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	55,44	55,44	0%
Part proportionnelle	186,72	198,12	6,1%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	242,16	253,56	4,7%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	16,02	16,66	4%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	65,22	65,98	1,2%
Total	**307,38**	**319,54**	**4%**
Prix TTC au m^3	**2,56**	**2,66**	**3,9%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Brouzet-lès-Alès	**2,56**	**2,66**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **45 624 m³/an** (43 415m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**85 896 €**	**101 268 €**	**+17.9%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 101 268 € (85 896 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	9	0	10	0
Paramètres physico-chimiques	9	0	10	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'éleve à 7 pour les paramètres microbiologiques et à 6 pour les paramètres psycho-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	55%	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	70

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	70,6 %	70,9 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	12,07	12,19

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 5,2 m^3/j/km (5,2 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 5 m^3/j/km (5 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement, ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.
A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, **0 km** de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0%en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 100% (100% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 2 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (4 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 5,05 pour 1 000 abonnés (10,31 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	5 851,15	9 793,26
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	103 670,21	116 631,97
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	5,64	8,4

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 8,4% (5,64 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non, en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 1

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 2,53 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.
Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	0
Montants des subventions en €	0	0
Montants des contributions du budget général en €		

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données dont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).
Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	693	691
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,56	2,66
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	70
P104.3	Rendement du réseau de distribution	70,6%	70,9%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	5,2	5,2
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	5	5
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	0%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	100%	100%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	10,31	5,05
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	5,64%	8,4%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	2,53
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	4	2
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	2	5
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	9	12
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	28	28

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 5
CORBES

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 9
1.6.6. Volume consommé autorisé 9
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
2.1. Modalités de tarification 10
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 12
3. Indicateurs de performance 13
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 13
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 14
3.3. Indicateurs de performance du réseau 15
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 15
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 16
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 16
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 17
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 17
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 19
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 19
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 19
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 20
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 21
4. Financement des investissements 22
4.1. Branchements en plomb 22
4.2. Montants financiers 22
4.3. État de la dette du service 22
4.4. Amortissements 22
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 23

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de CORBES
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Corbès
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/2019 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 151 habitants au 31/12/2022 (147 au 31/12/2021) ; chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 89 abonnés au 31/12/2022 (89 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Corbès	**89**	**89**		**89**	
Total	**89**	**89**		**89**	**0%**

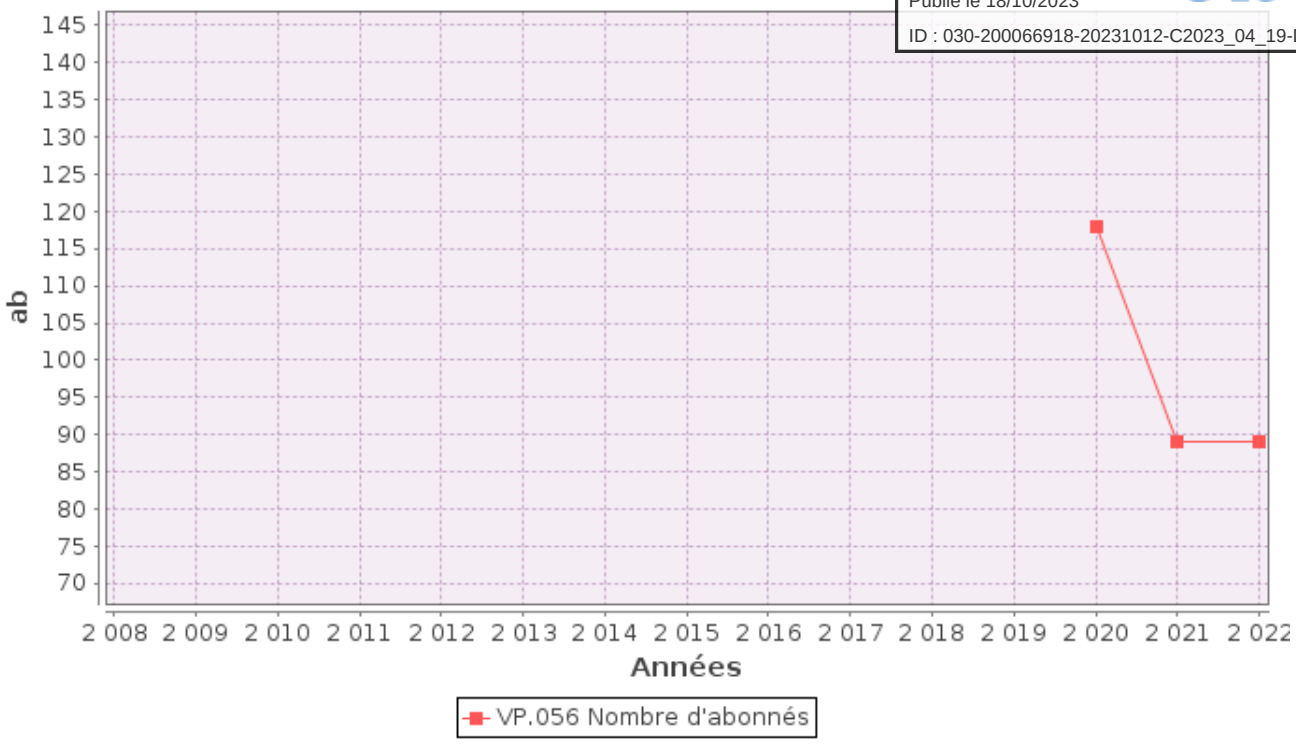
La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 10,47 abonnés/km au 31/12/2022 (10,47 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,7 habitants/abonné au 31/12/2022 (1,65 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 143,03 m^3/abonné au 31/12/2022. (134 m^3/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné est importante du fait de la présence du camping Cévennes Provence, gros consommateur.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 16 651 m^3 pour l'exercice 2022 (15 365 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Puits de la Ranquet			15 365	16 651	8,4%
Total			15 365	**16 651**	**8,4%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

1.5.2. Achats d'eaux brutes

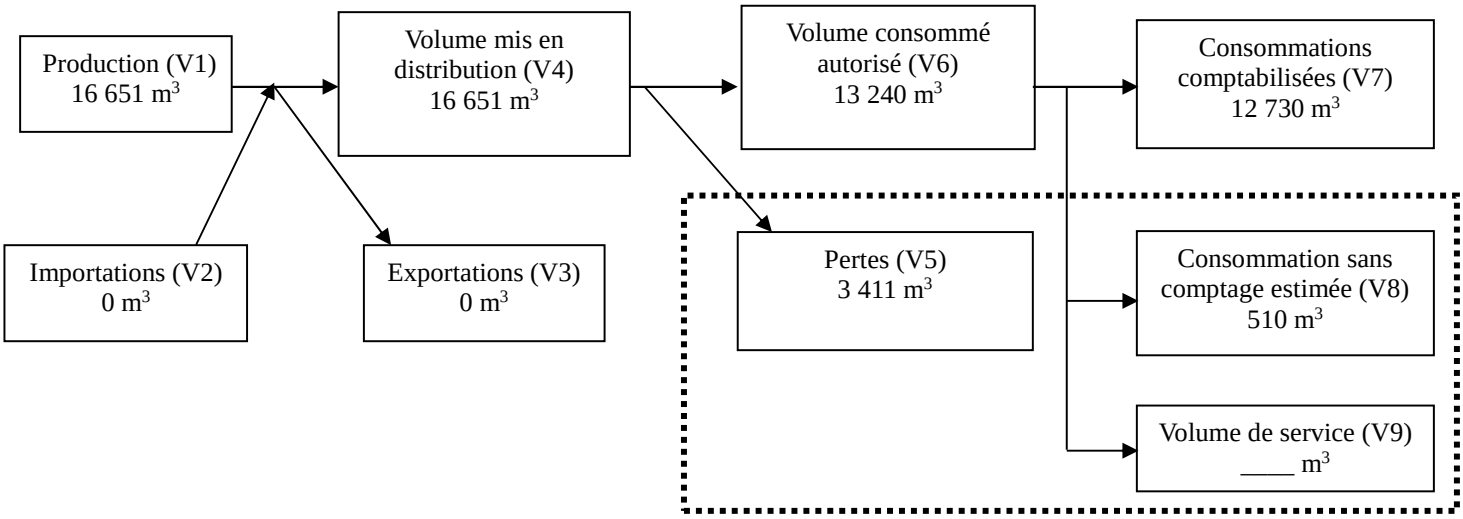
Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m^3	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m^3	Observations
Total			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

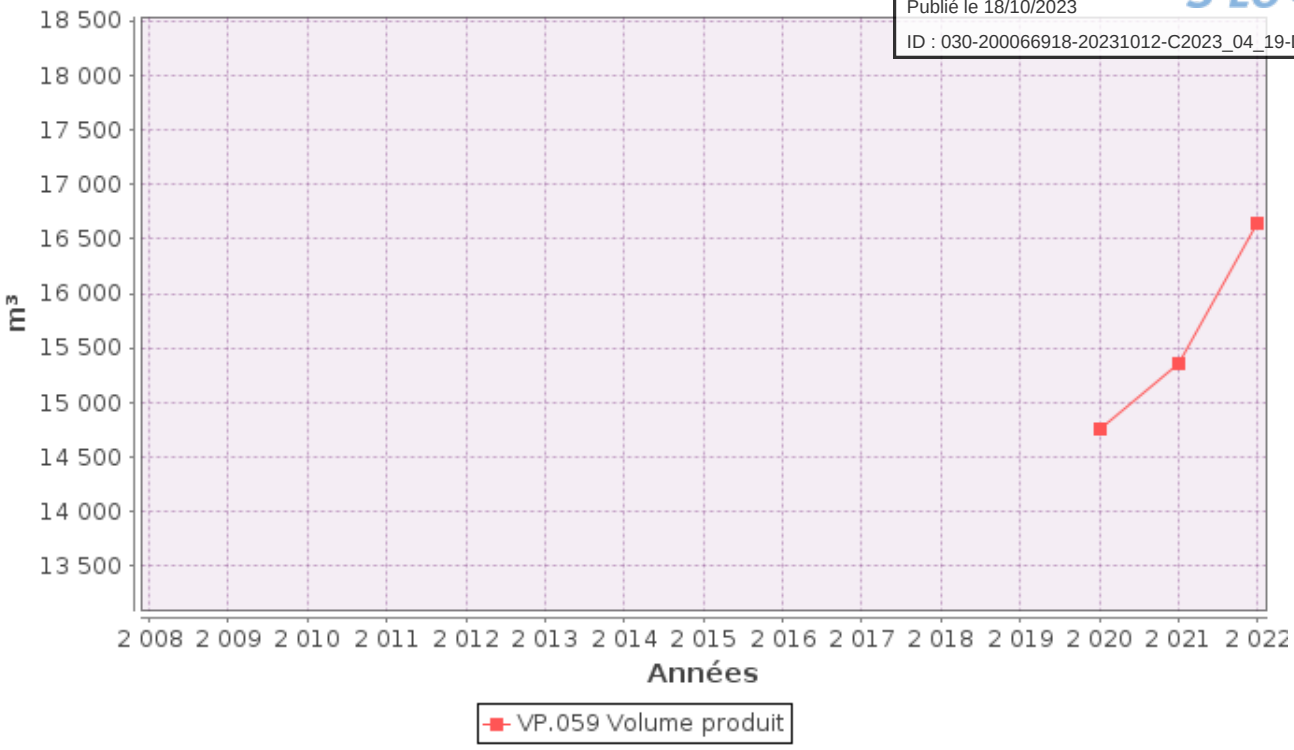
Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Puits de la Ranquet	15 365	16 651	8,4%	60
Total du volume produit (V1)	**15 365**	**16 651**	**8,4%**	**60**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

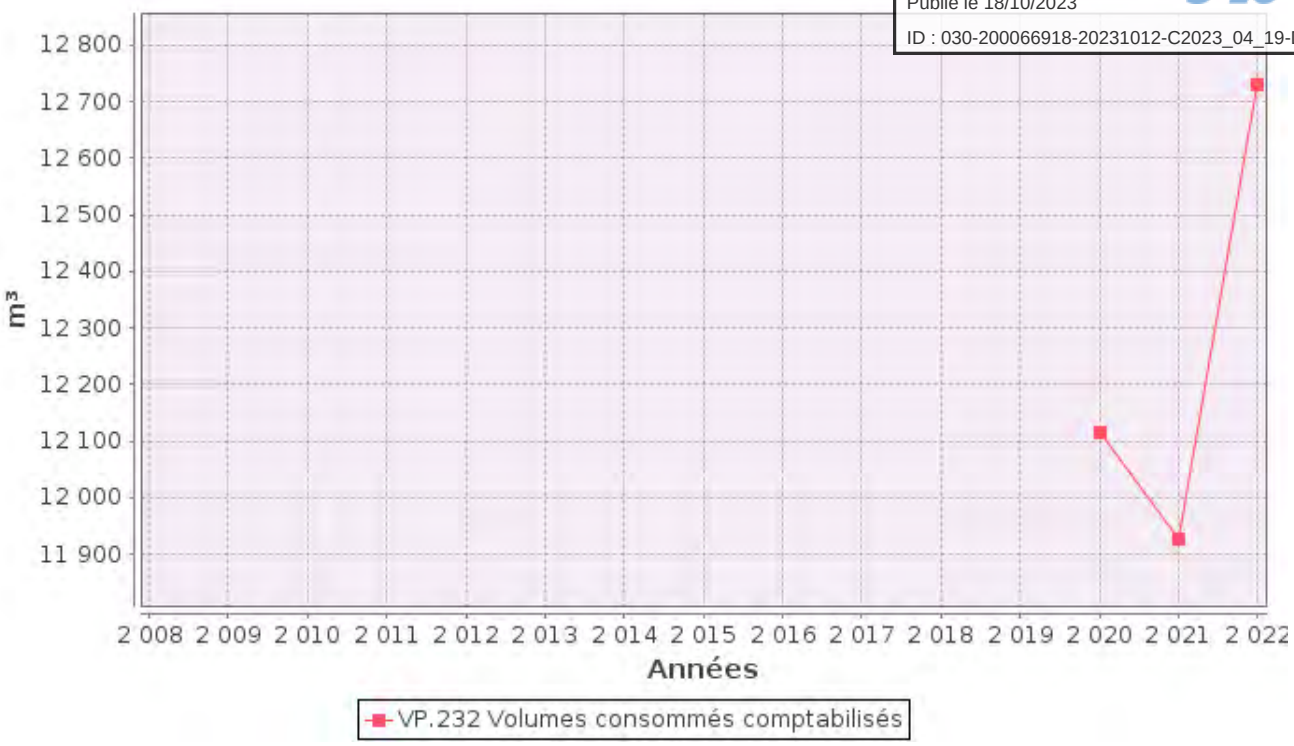
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	11 926	12 730	6,7%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**11 926**	**12 730**	**6,7%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**510**	**510**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**12 436**	**13 240**	**6,5%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 8,5 kilomètres au 31/12/2022 (8,5 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55 € au 01/01/2022
55 € au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	84 €	84 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ de 0 à 1 000 m³	1,835 €/m³	1,93 €/m³
	Prix au m³ au-delà de 1 000 m³	2,805 €/m³	2,9 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

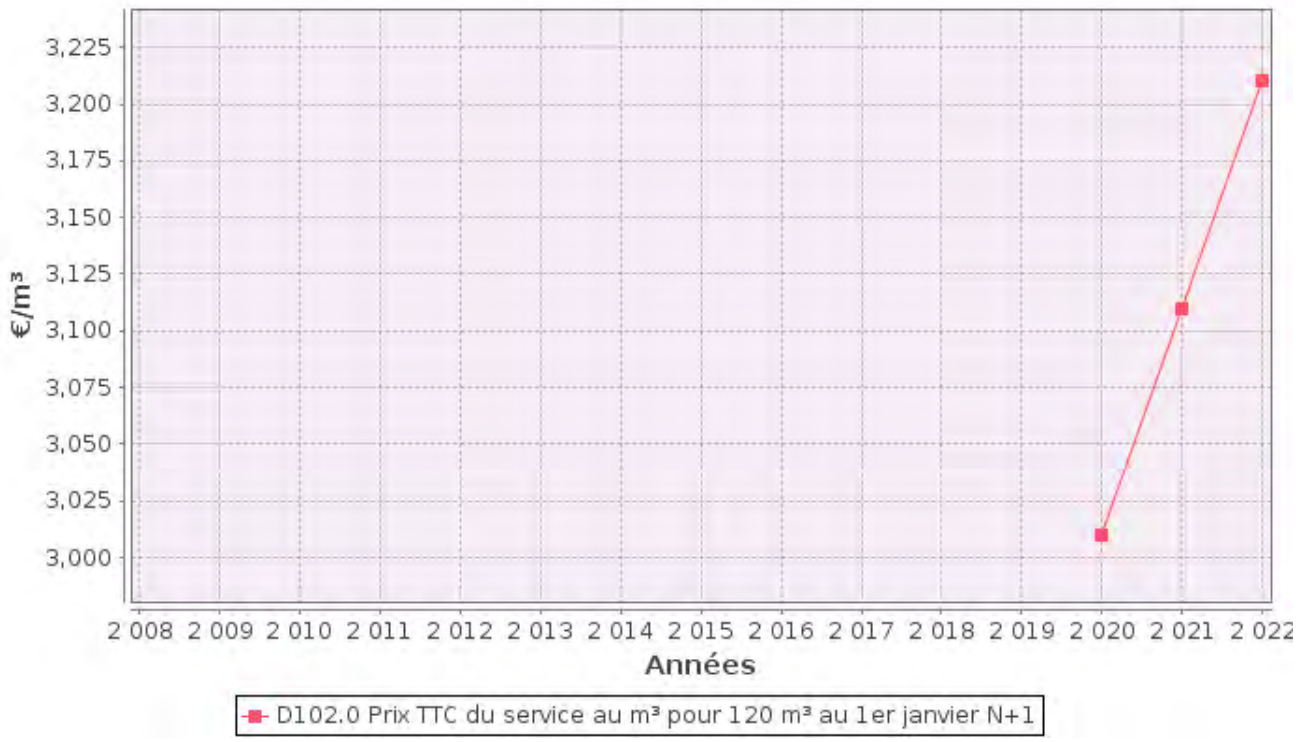
2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	84,00	84,00	0%
Part proportionnelle	220,20	231,60	5,2%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	304,20	315,60	3,8%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	19,44	20,07	3,3%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	68,64	69,39	1,1%
Total	**372,84**	**384,99**	**3,3%**
Prix TTC au m^3	**3,11**	**3,21**	**3,2%**



ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m³	Prix au 01/01/2023 en €/m³
Corbès	**3,11**	**3,21**

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 12 730 m³/an (11 926 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**31 213 €**	**36 550**	**+17%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 36 550 € (31 213 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	19	0	7	0
Paramètres physico-chimiques	22	6	9	1

Le dépassement de norme a concerné le paramètre arsenic. Une usine de traitement a été mise en service à l'été 2022.

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 6 pour les paramètres microbiologiques et à 13 pour les paramètres physico-chimiques.

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	72,7%	88,9%

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions (1)	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)	95%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	75

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

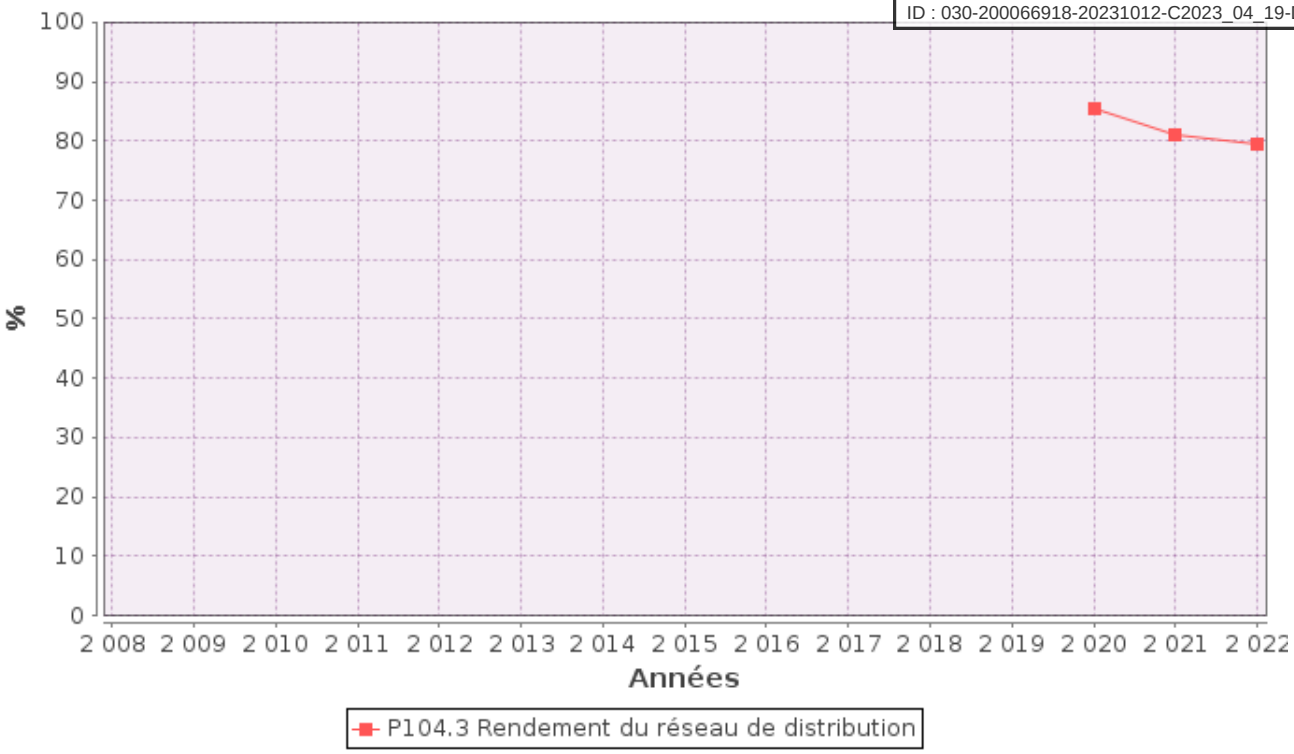
$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	80,9 %	79,5 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	4,01	4,27
Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)	____ %	____ %

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 1,3 m^3/j/km (1,1 en 2021).

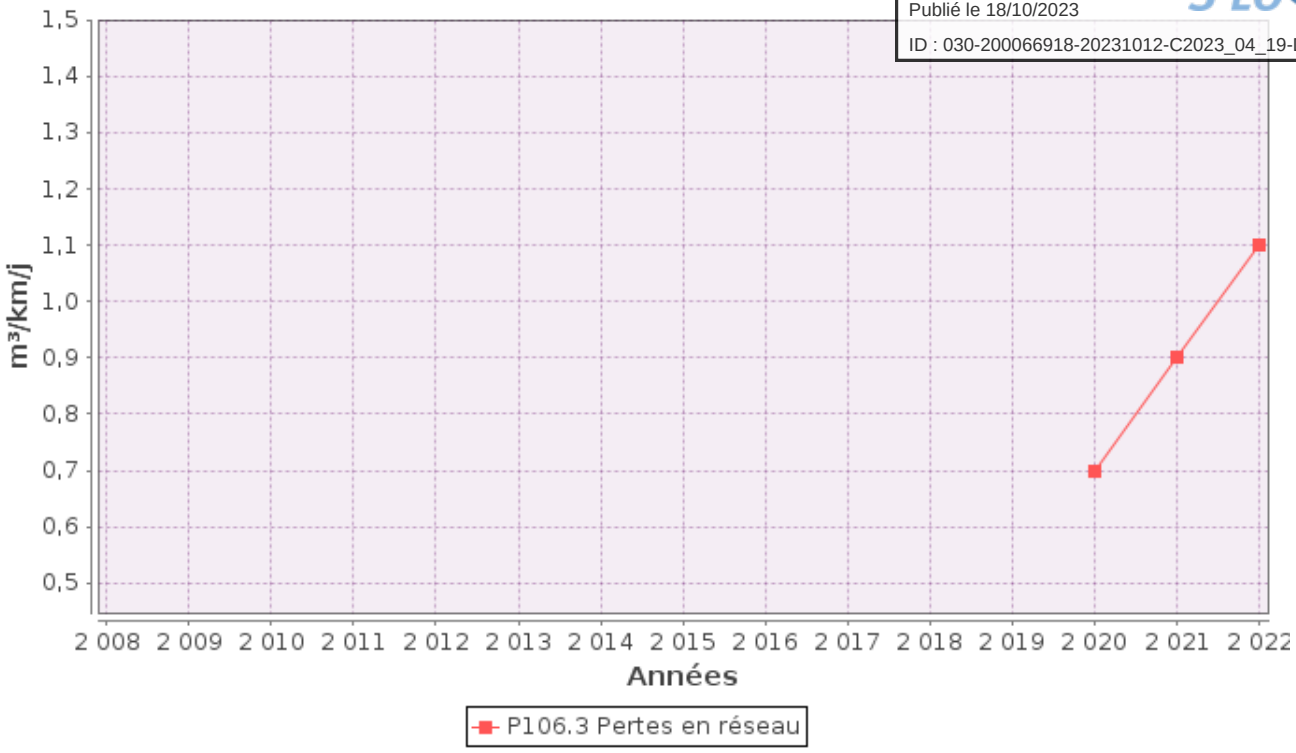
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 1,1 m^3/j/km (0,9 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, 0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0 % (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 60% (60% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 0 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (2 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 0 pour 1 000 abonnés (22,47 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

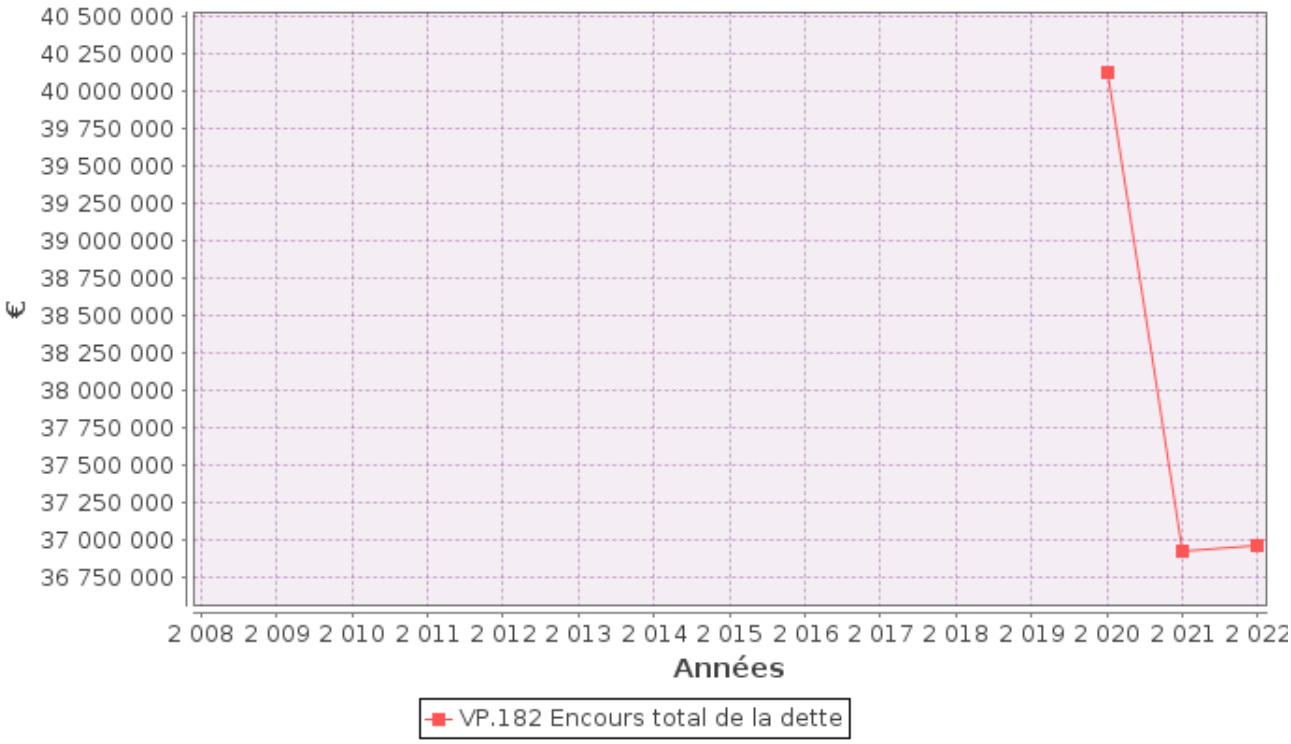
La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021). Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).



3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	3 601,58	1 377,13
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	31 950,11	39 937,91
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	11,27	3,45

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 3,45% (11,27 en 2021). Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé tout l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb. **Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour**.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	226 707
Montants des subventions en €	42207.29	108 320.79
Montants des contributions du budget général en €		

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes (Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL) :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021)
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	147	151
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	3,11	3,21
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	72,7%	88,9%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	75
P104.3	Rendement du réseau de distribution	80,9%	79,5%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	1,1	1,3
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	0,9	1,1
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	0%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	60%	60%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	22,47	0
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	11,27%	3,45%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
Interne	**Autres Indicateurs**		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation		0
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement		2
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement		0
Interne	Nombre de compteurs renouvelés		1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 6
GENERARGUES

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 7
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 9
1.6.6. Volume consommé autorisé 9
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
2.1. Modalités de tarification 10
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 11
2.3. Recettes 13
3. Indicateurs de performance 14
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 14
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 14
3.3. Indicateurs de performance du réseau 16
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 16
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 17
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 17
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 18
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 18
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 20
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) 20
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 20
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 21
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 22
4. Financement des investissements 23
4.1. Branchements en plomb 23
4.2. Montants financiers 23
4.3. État de la dette du service 23
4.4. Amortissements 23
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 24

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de GENERARGUES
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Générargues
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* :12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 712 habitants au 31/12/2022 (714 au 31/12/2021).

Commentaire : Chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 445 abonnés au 31/12/2022 (437 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

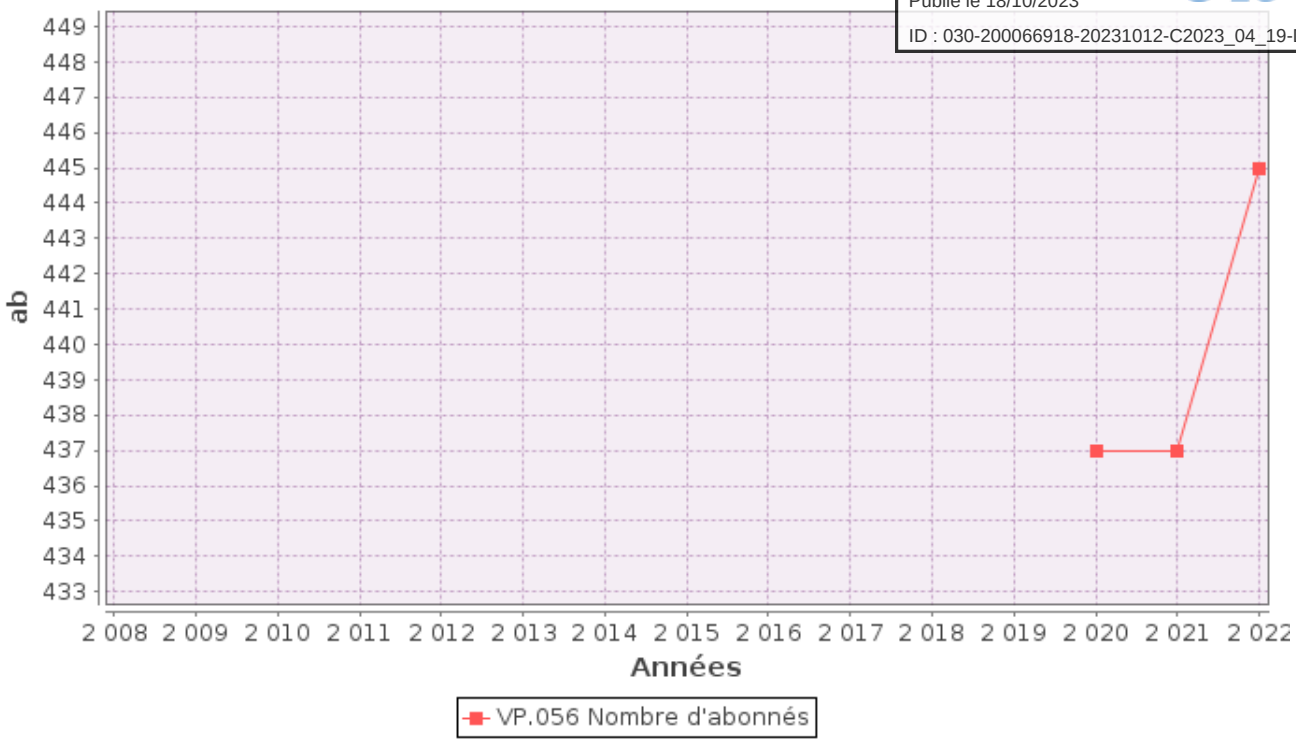
Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Générargues	**437**			**445**	
Total	**437**			**445**	**1,8%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 22,7 abonnés/km au 31/12/2022 (23 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,6 habitants/abonné au 31/12/2022 (1,63 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 114,44 m^3/abonné au 31/12/2022. (108,71 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.5. *Eaux brutes*

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 64 416 m^3 pour l'exercice 2022 (79 361 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Forage du Bruel			Pas en service	Pas en service	____%
Puits de Cornadel			79 361	64 416	-18,8%
Total			79 361	**64 416**	**-18,8%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

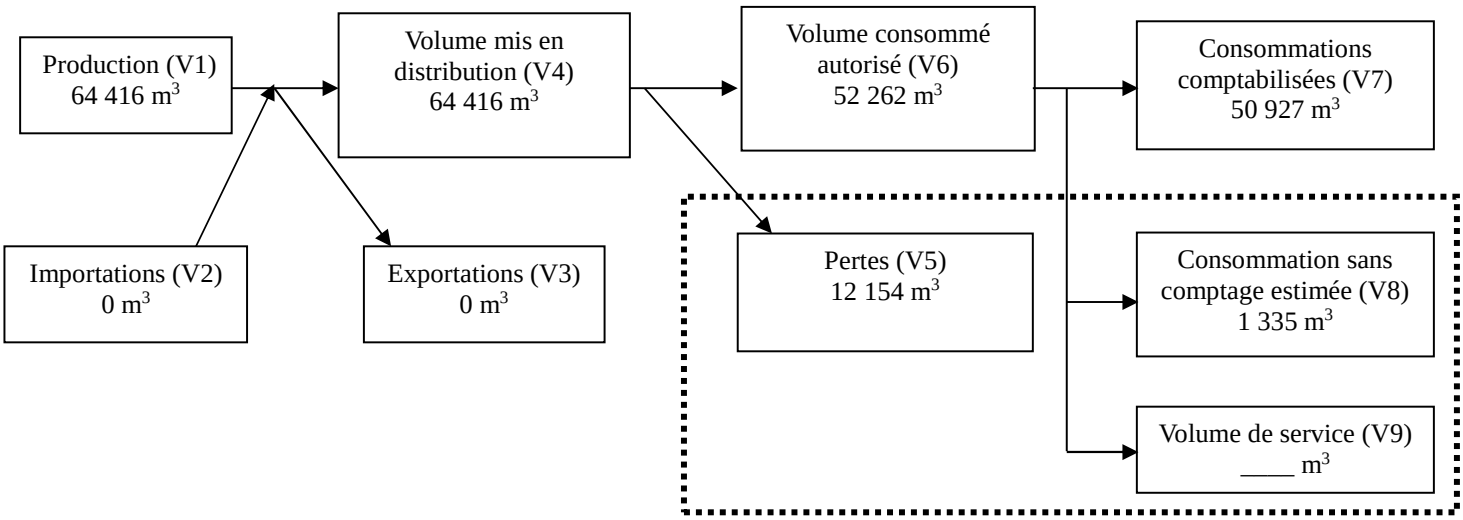
1.5.2. *Achats d'eaux brutes*

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. *Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022*



1.6.2. *Production*

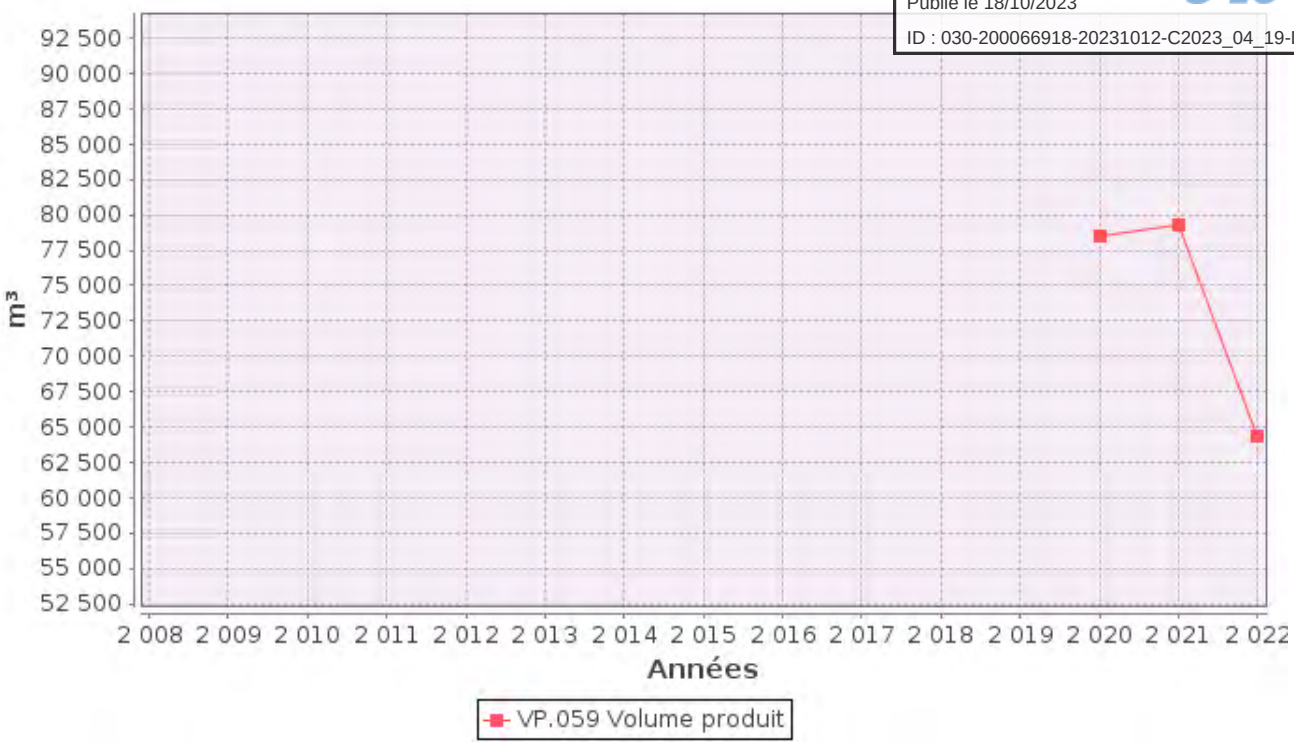
Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Forage du Bruel	Pas en service	Pas en service	____%	80
Puits de Cornadel	79 361	64 416	-18,8%	80
Total du volume produit (V1)	**79 361**	**64 416**	**-18,8%**	**80**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

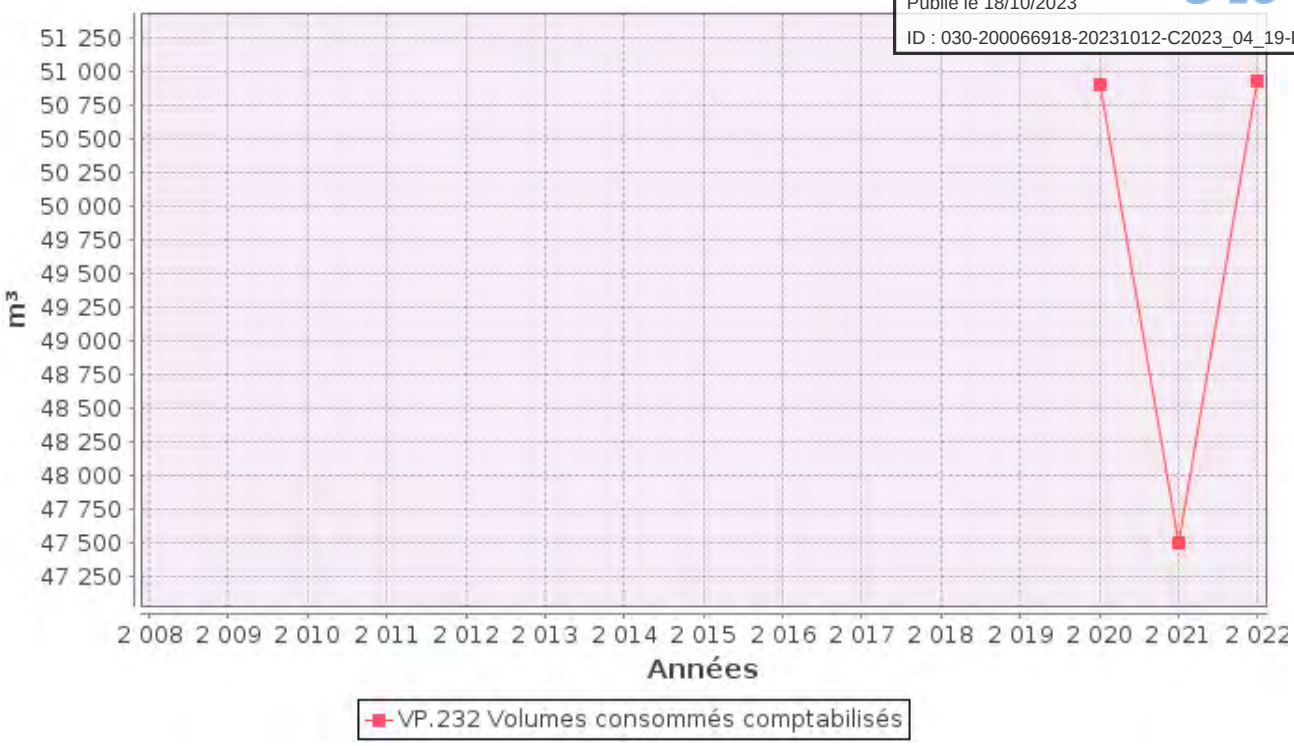
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	47 505	50 927	7,2%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**47 505**	**50 927**	**7,2%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**1 355**	**1 335**	**-1,5%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**48 860**	**52 262**	**7%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 19,6 kilomètres au 31/12/2022 (19 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55 € au 01/01/2022
55 € au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	75,6 €	75,6 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	2,695 €/m³	2,79 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

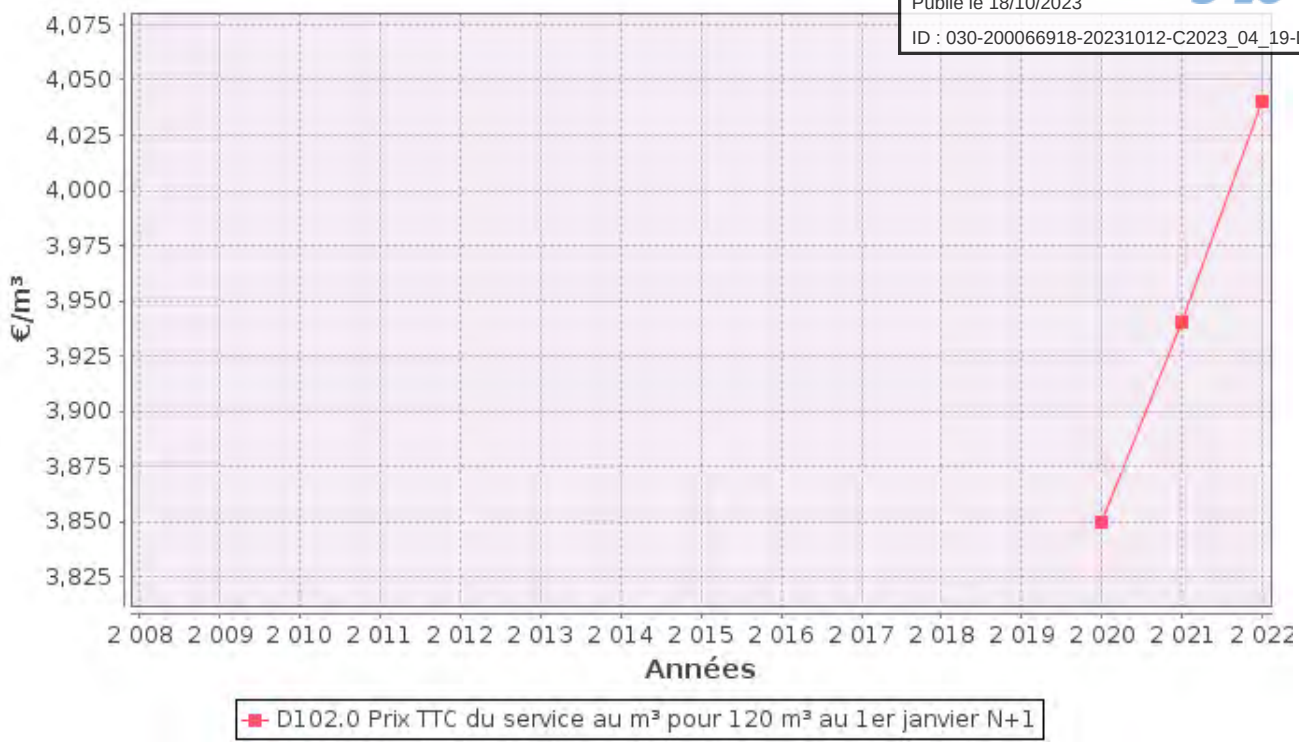
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	75,60	75,60	0%
Part proportionnelle	323,40	334,80	3,5%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	399,00	410,40	2,9%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	24,65	25,28	2,6%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	73,85	74,60	1%
Total	**472,85**	**485,00**	**2,6%**
Prix TTC au m^3	**3,94**	**4,04**	**2,5%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	**Prix au 01/01/2022 en €/m³**	**Prix au 01/01/2023 en €/m³**
Générargues	3.94	4.04

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- x annuelle
- □ semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- □ annuelle
- x semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 50 927 m³/an (47 505 m³/an en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	159 231 €	**168 491 €**	**+5.8%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 168 491 € (159 231 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	13	0	12	0
Paramètres physico-chimiques	19	0	16	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 8 pour les paramètres microbiologiques et à 4 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions (1)	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)	92%	14
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	74

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

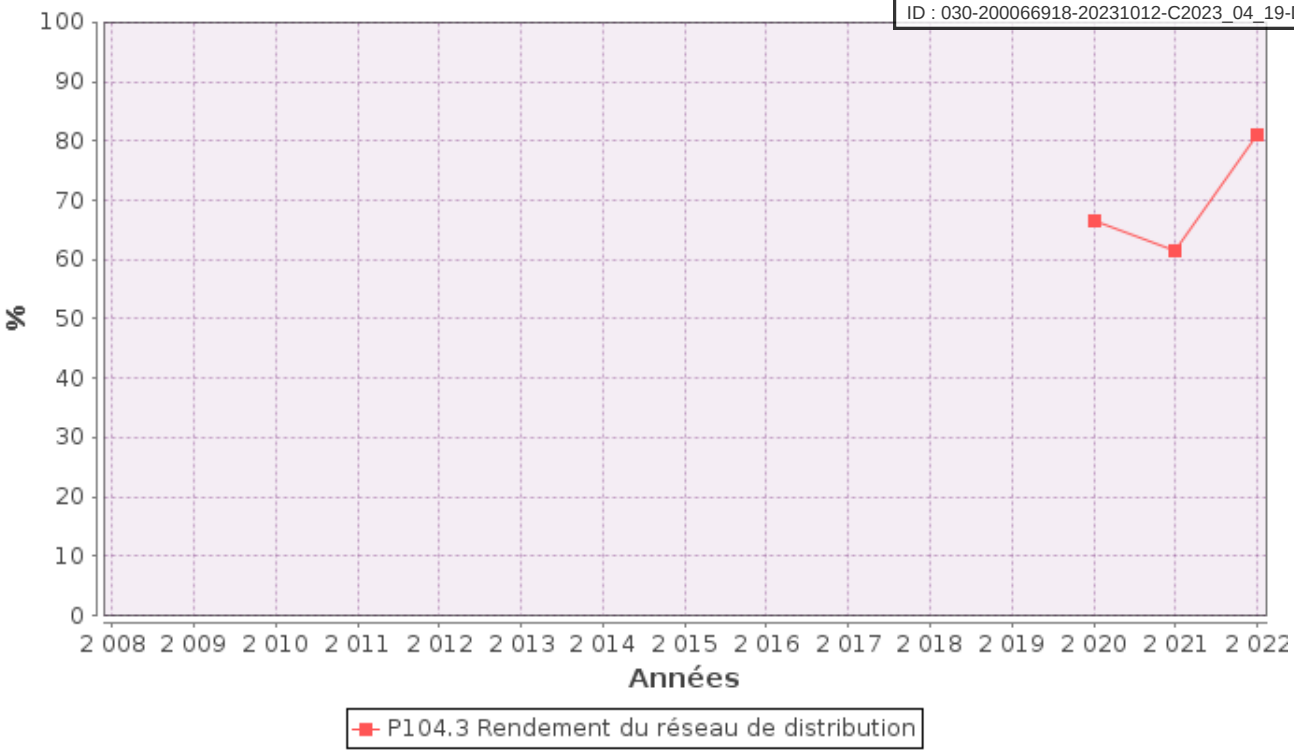
$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	61,6 %	81,1 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	7,05	7,31
Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)	____ %	____ %

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 1,9 m^3/j/km (4,6 en 2021).

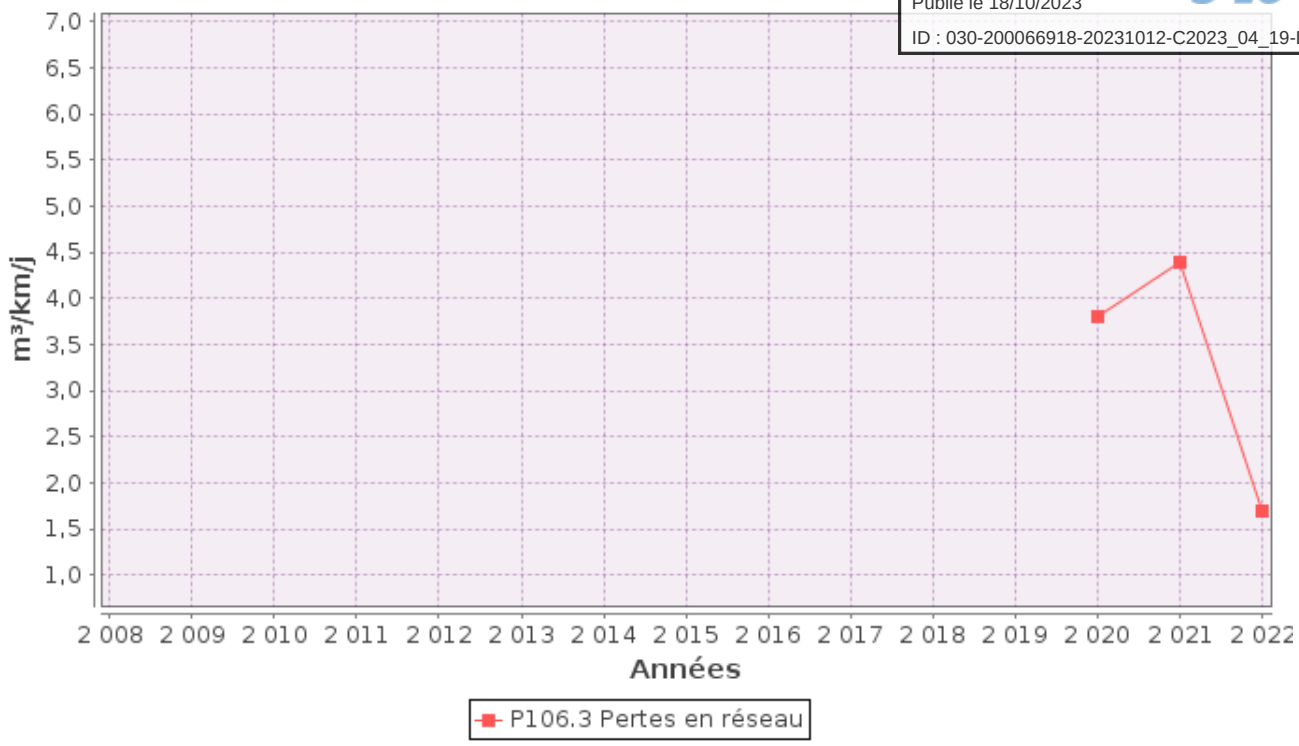
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 1,7 m^3/j/km (4,4 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	1.284

Au cours des 3 dernières années, 1.284 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 2.2% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2021).

Commentaire : Mise en service du Forage du Bruel en 2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 8 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (11 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 17,98 pour 1 000 abonnés (25,17 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

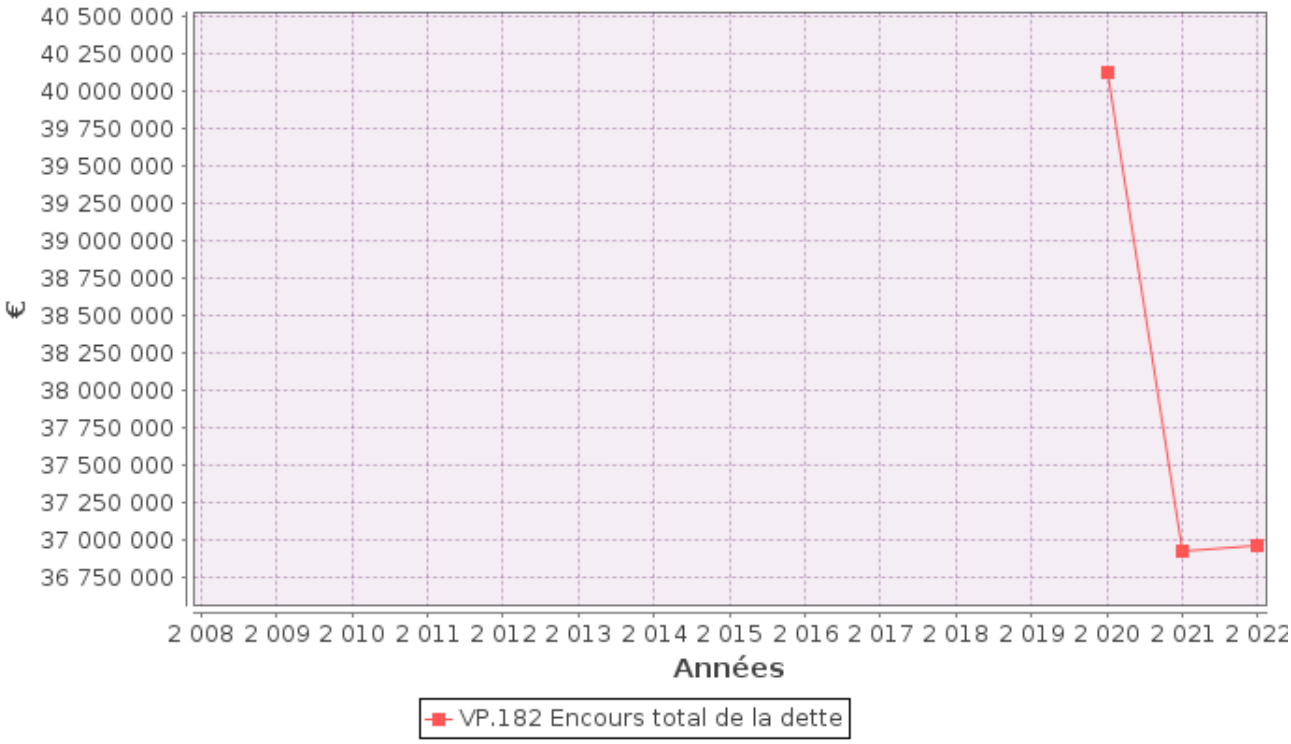
La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021). Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).



3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	9 555,34	15 038,71
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	214 367,19	193 049,06
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	4,46	7,79

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 7,79% (4,46 en 2021). Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année)

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.
Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	4 761	775 031
Montants des subventions en €		188 375€
Montants des contributions du budget général en €		

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021).
Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	714	712
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	3,94	4,04
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	74
P104.3	Rendement du réseau de distribution	61,6%	81,1%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	4,6	1,9
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	4,4	1,7
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	2.2%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80%	80%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	25,17	17,98
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	4,46%	7,79%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	11	8
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	4	3
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	39	13
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	82	12

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 7
GENOLHAC

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 7
1.6.6. Volume consommé autorisé 7
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de GENOLHAC
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Génolhac
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19.. ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production.**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 833 habitants au 31/12/2022 (846 au 31/12/2021) ; hors résidents saisonniers.
Commentaire : chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 838 abonnés au 31/12/2022 (816 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Génolhac	**816**			**838**	
Total	**816**			**838**	**2,7%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **23,02 abonnés/km** au 31/12/2022 (21,59 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **0,99 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,04 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **69,97 m³/abonné** au 31/12/2022. (77,24 m³/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 112 373 m³ pour l'exercice 2022 (109 269 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Prise de l'Homol			109 269	112 373	2,8%
Prise de la Gardonnette			Pas en service	Pas en service	____%
Total			109 269	**112 373**	**2,8%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 0 %.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

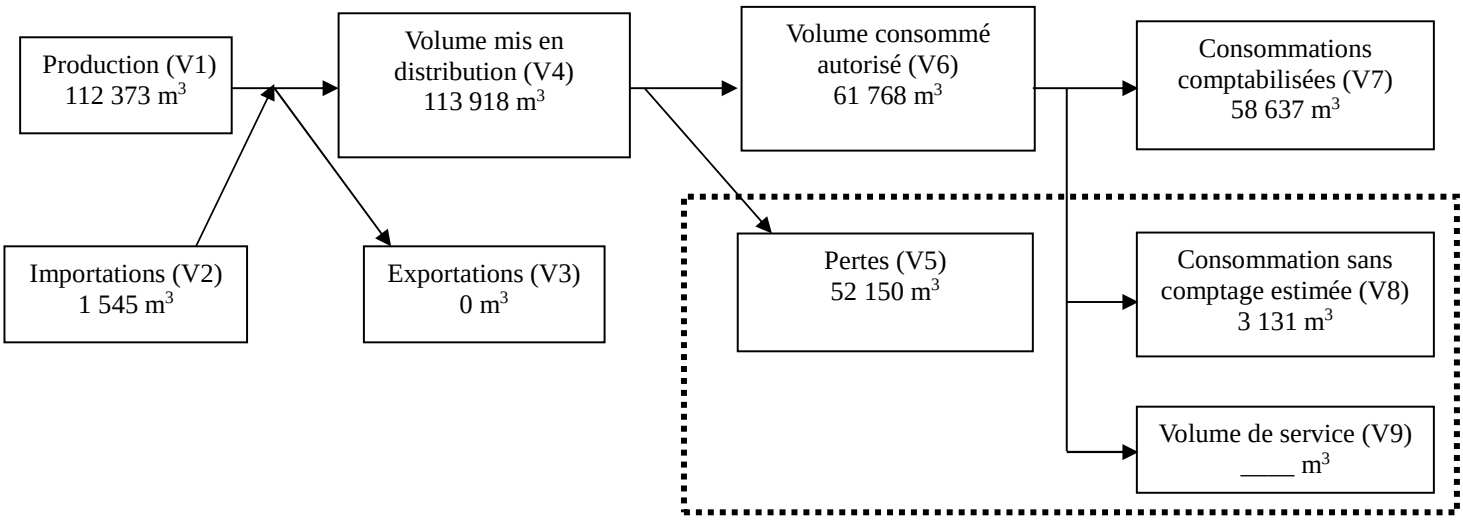
1.5.2. *Achats d'eaux brutes*

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. *Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022*



1.6.2. *Production*

Le service a 1 station de traitement.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)
Station de traitement de Maison Neuve	Filtration

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Prise de l'Homol	109 269	112 373	2,8%	60
Prise de la Gardonnette	Pas en service	Pas en service	____%	80
Total du volume produit (V1)	**109 269**	**112 373**	**2,8%**	**60**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**1 545**	**____%**	**80**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	63 024	58 637	-7%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**63 024**	**58 637**	**-7%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**3 502**	**3 131**	**-10,6%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**66 526**	**61 768**	**-7,2%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 36,4 kilomètres au 31/12/2022 (37,8 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55 € au 01/01/2022
55 € au 01/01/2023

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	59,28 €	59,28 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,5358 €/m³	1,6308 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	59,28	59,28	0%
Part proportionnelle	184,30	195,70	6,2%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	243,58	254,98	4,7%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	16,10	16,74	3,9%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	65,30	66,06	1,2%
Total	**308,88**	**321,04**	**3,9%**
Prix TTC au m^3	**2,57**	**2,68**	**4,3%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Génolhac	2.57	2.68

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **58 637 m³/an** (63 024 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**149 392 €**	**151 409 €**	**+1.4%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 151 409 € (149 392 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	26	0	17	1
Paramètres physico-chimiques	28	0	19	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	94,1%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 7 pour les paramètres microbiologiques et à 5 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions (1)	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)	55%	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	70

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	60,9 %	54,2 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	4,82	4,65

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 4,2 m^3/j/km (3,4 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 3,9 m^3/j/km (3,1 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.
A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0.945

Au cours des 3 dernières années, **0.945 km** de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0.87 % (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 60% (60% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 15 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (11 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 17,9 pour 1 000 abonnés (13,48 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	9 872,97	10 640,88
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	148 863,82	170 480,41
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	6,63	6,24

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 6,24% (6,63 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	213 188
Montants des subventions en €		0

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données dont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données dont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89** € (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	846	833
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,57	2,68
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	94,1%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	70
P104.3	Rendement du réseau de distribution	60,9%	54,2%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	3,4	4,2
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	3,1	3,9
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	0.87%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	60%	60%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	13,48	17,9
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	6,63%	6,24%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	11	15
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	4	1
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	12	13
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	39	54

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 8
LAMELOUZE

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 7
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 9
1.6.6. Volume consommé autorisé 9
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
2.1. Modalités de tarification 10
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 11
2.3. Recettes 13
3. Indicateurs de performance 14
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 14
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 14
3.3. Indicateurs de performance du réseau 16
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 16
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 17
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 17
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 18
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 18
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 20
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 20
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 20
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 21
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 22
4. Financement des investissements 23
4.1. Branchements en plomb 23
4.2. Montants financiers 23
4.3. État de la dette du service 23
4.4. Amortissements 23
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 24

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de LAMELOUZE
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Lamelouze
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 141 habitants au 31/12/2022 (140 au 31/12/2021) ; chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 96 abonnés au 31/12/2022 (94 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

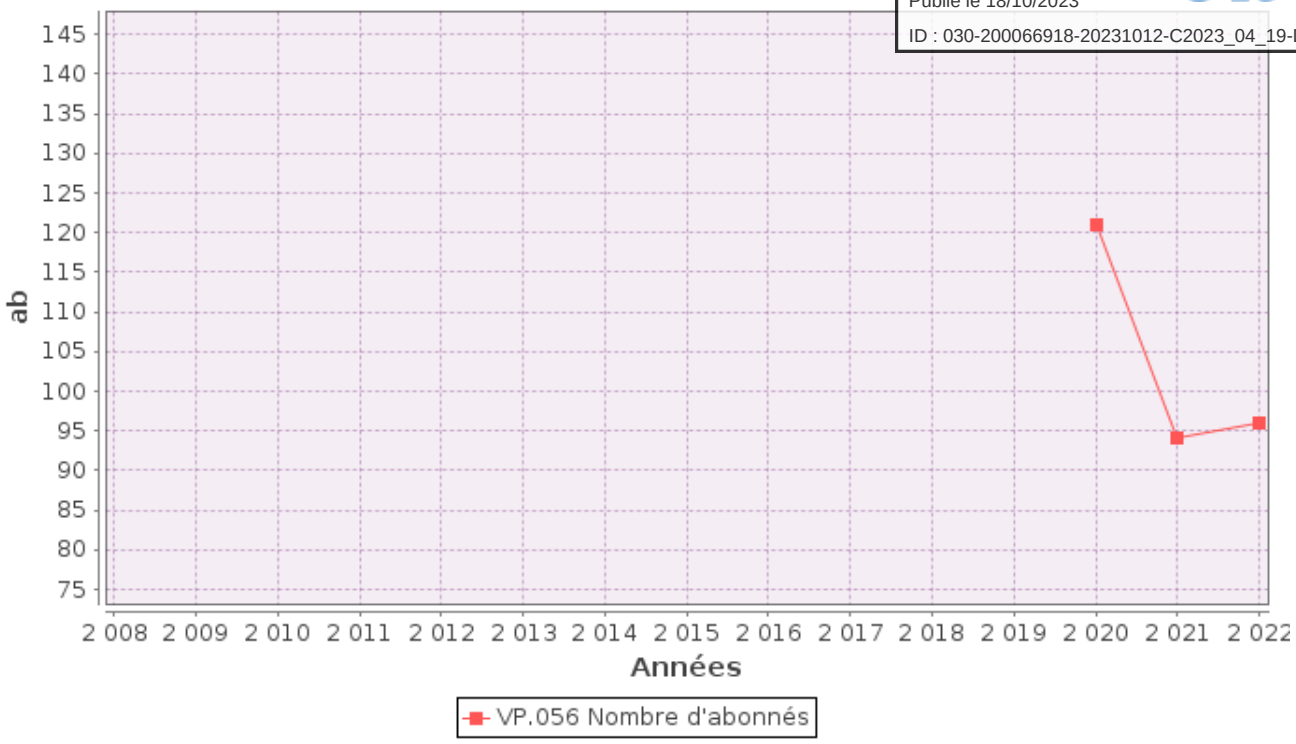
Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Lamelouze	**94**			**96**	
Total	**94**			**96**	**2,1%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 5,93 abonnés/km au 31/12/2022 (5,8 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,47 habitants/abonné au 31/12/2022 (1,49 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 52,17 m^3/abonné au 31/12/2022. (60 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 8 501 m^3 pour l'exercice 2022 (7 731 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Puits des Appens (prélèvement DDASS)			7 731	8 501	10%
Source des Appens			Pas en service	Pas en service	____%
Total			7 731	**8 501**	**10%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100 %.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

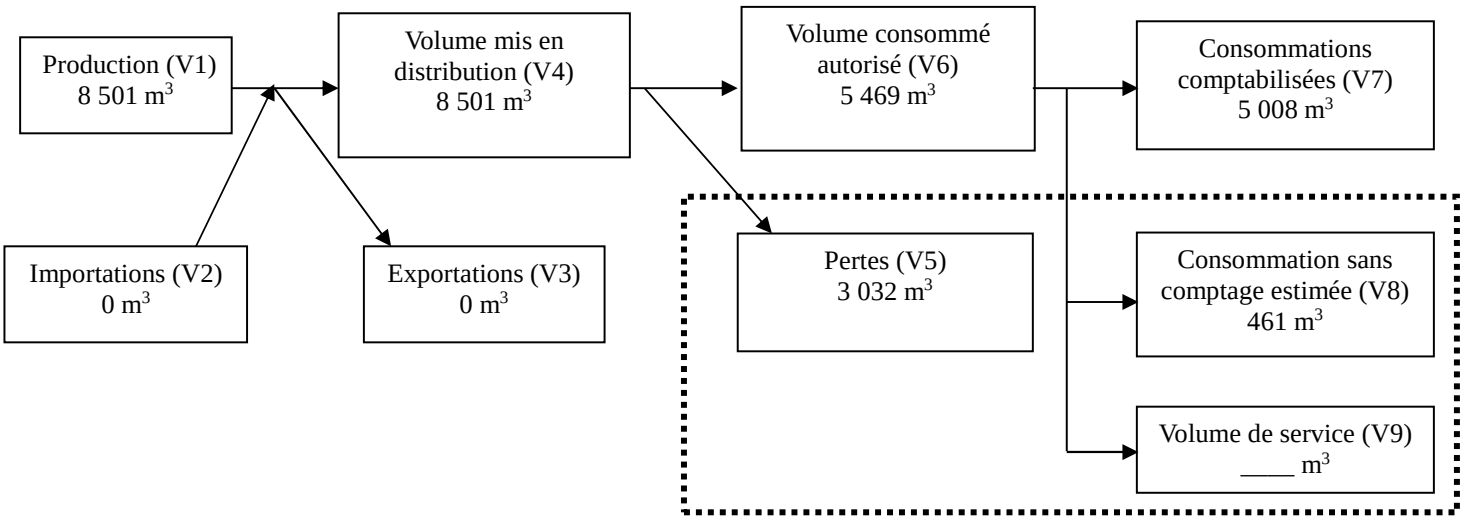
1.5.2. *Achats d'eaux brutes*

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. *Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022*



1.6.2. *Production*

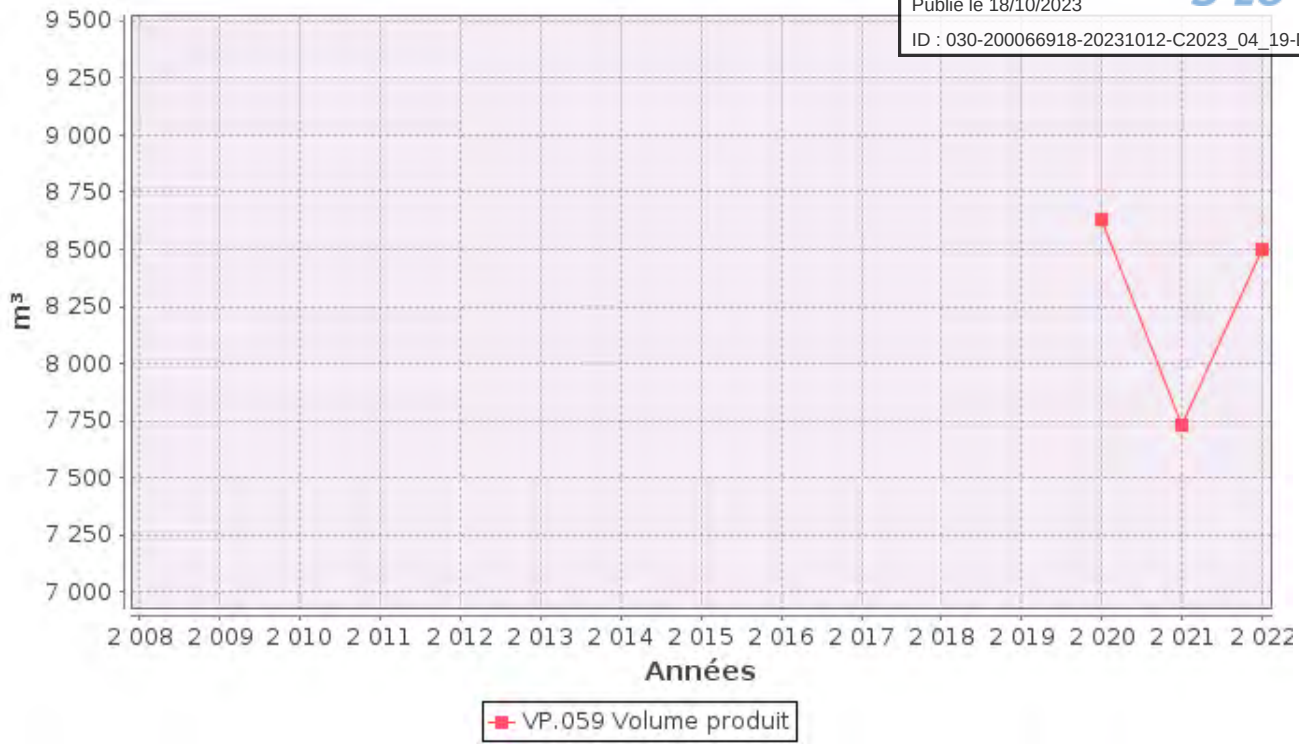
Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Puits des Appens (prélèvement DDASS)	7 731	8 501	10%	80
Source des Appens	Pas en service	Pas en service	____%	80
Total du volume produit (V1)	**7 731**	**8 501**	**10%**	**80**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

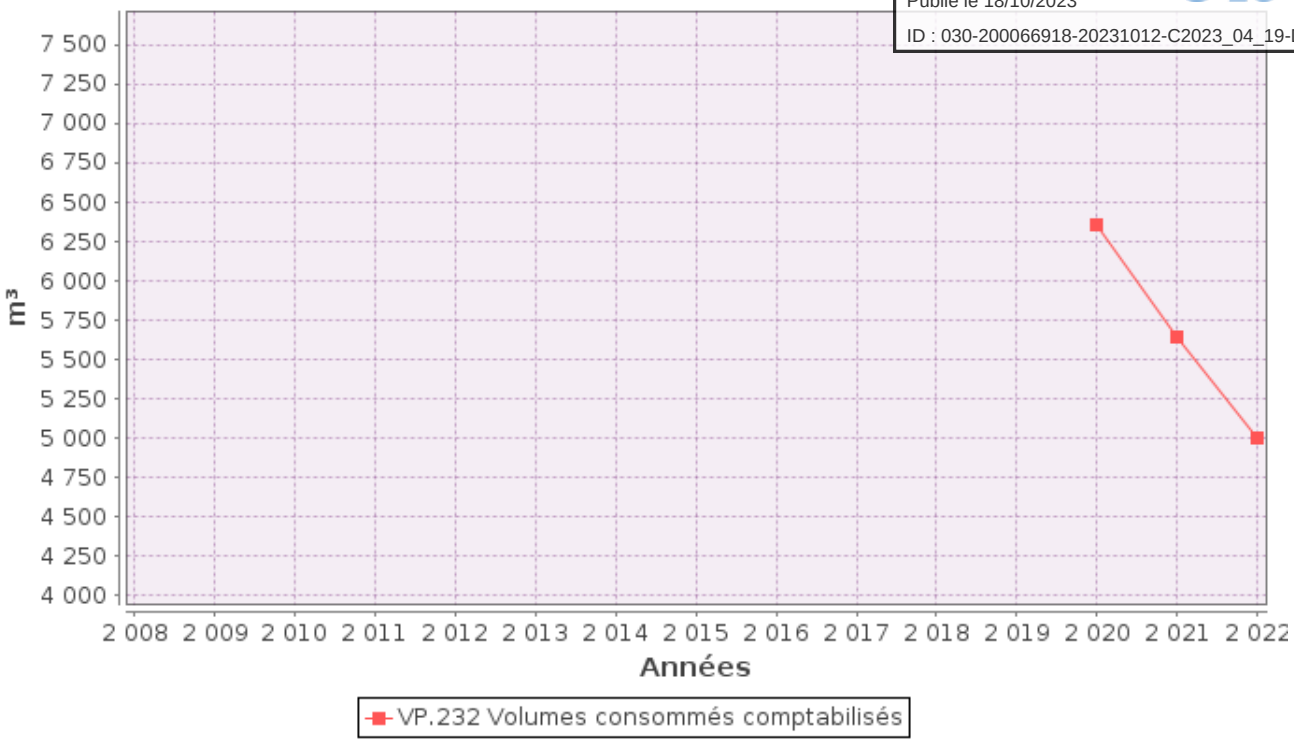
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	5 640	5 008	-11,2%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**5 640**	**5 008**	**-11,2%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**270**	**461**	**70,7%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**5 910**	**5 469**	**-7,5%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 16,2 kilomètres au 31/12/2022 (16,2 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55 € au 01/01/2022
55 € au 01/01/2023

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	126 €	126 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,7576 €/m³	1,8526 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

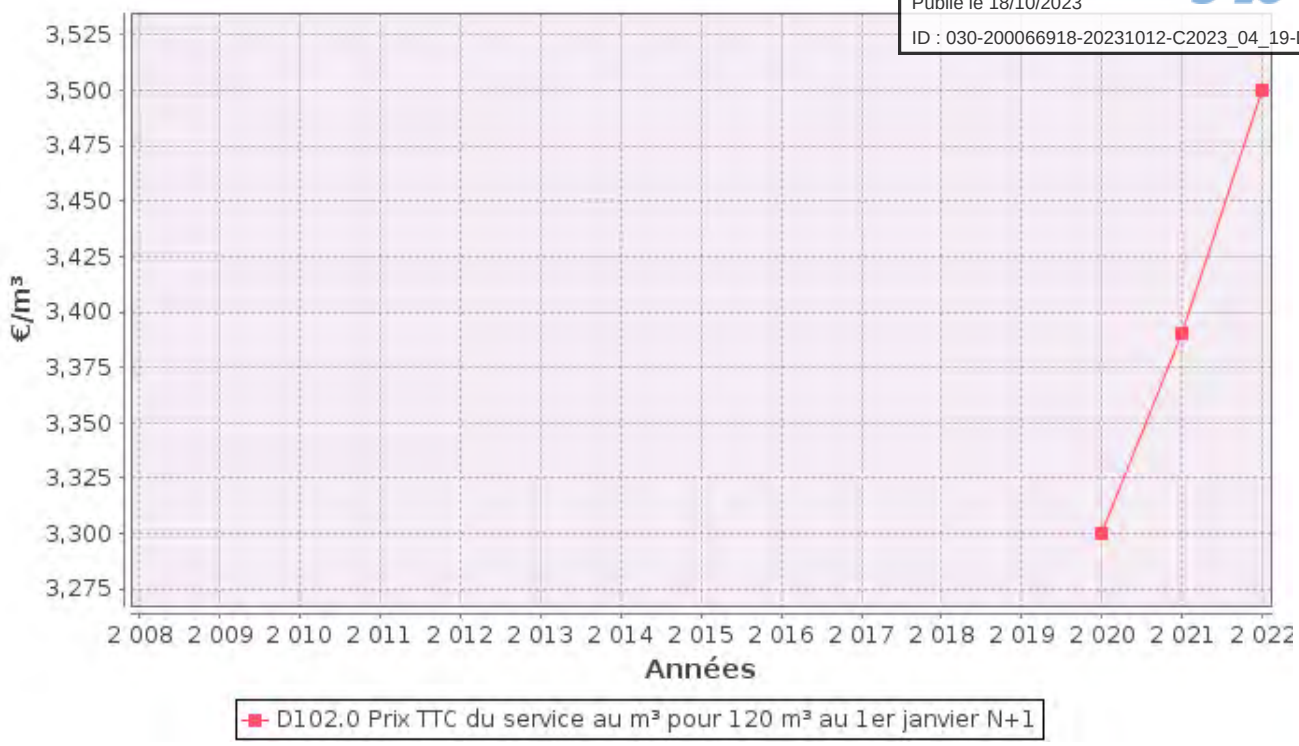
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	126,00	126,00	0%
Part proportionnelle	210,91	222,31	5,4%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	336,91	348,31	3,4%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	21,24	21,87	3%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	70,44	71,19	1,1%
Total	**407,35**	**419,50**	**3%**
Prix TTC au m^3	**3,39**	**3,50**	**3,2%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	**Prix au 01/01/2022 en €/m³**	**Prix au 01/01/2023 en €/m³**
Lamelouze	3.39	3.50

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- x annuelle
- □ semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- □ annuelle
- x semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 5 008 m³/an (5 640 m³/an en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	22 078	**21 885**	**-0.9%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 21 885 € (22 078 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	9	0	6	0
Paramètres physico-chimiques	11	0	6	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2021 s'élève à 6 pour les paramètres microbiologiques et à 5 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	95%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	75

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

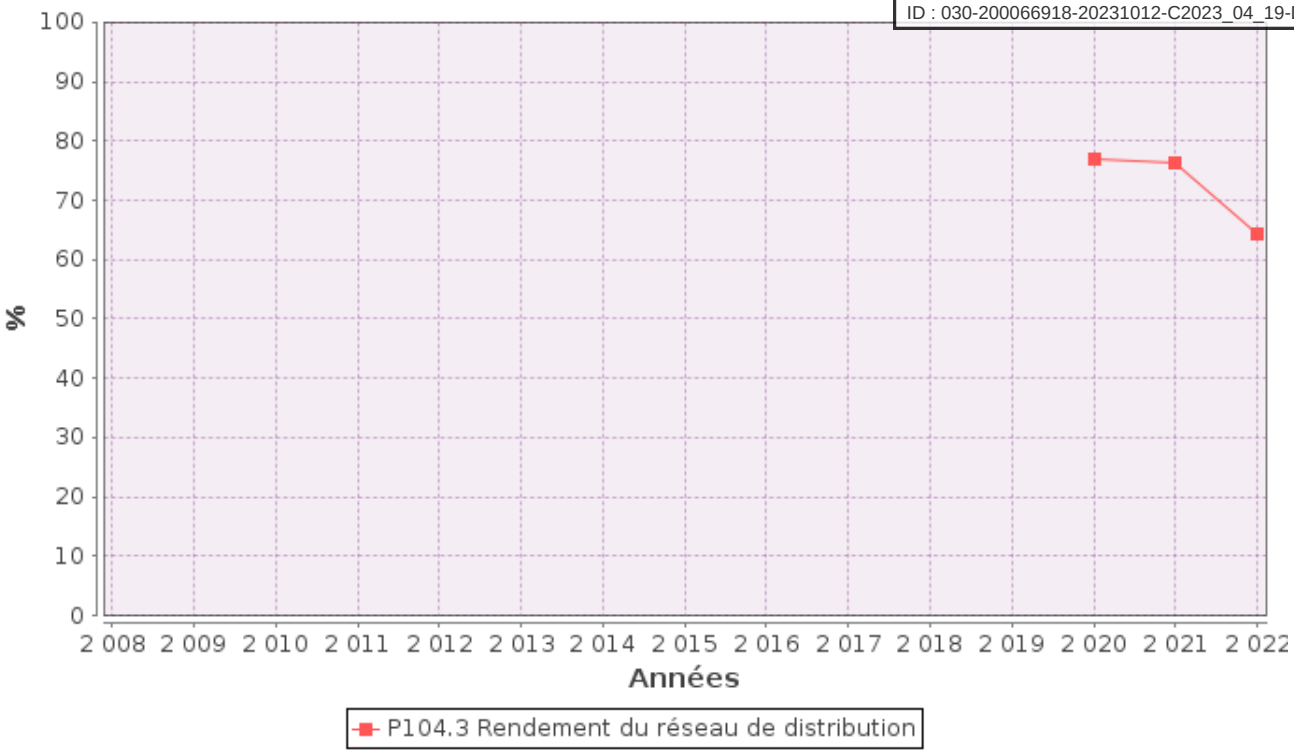
$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	76,4 %	64,3 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	1	0,92
Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)	____ %	____ %

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 0,6 m^3/j/km (0,4 en 2021).

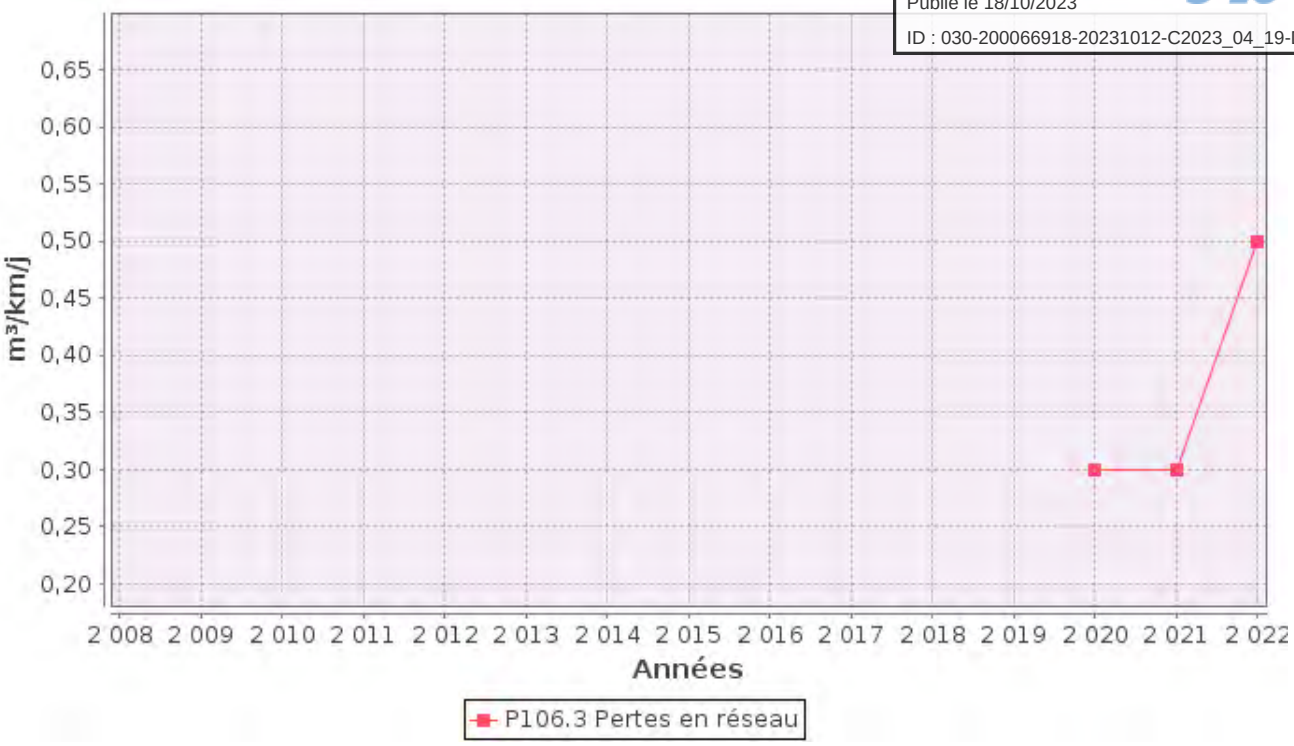
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 0,5 m^3/j/km (0,3 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, 0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 1 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (1 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 10,42 pour 1 000 abonnés (10,64 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

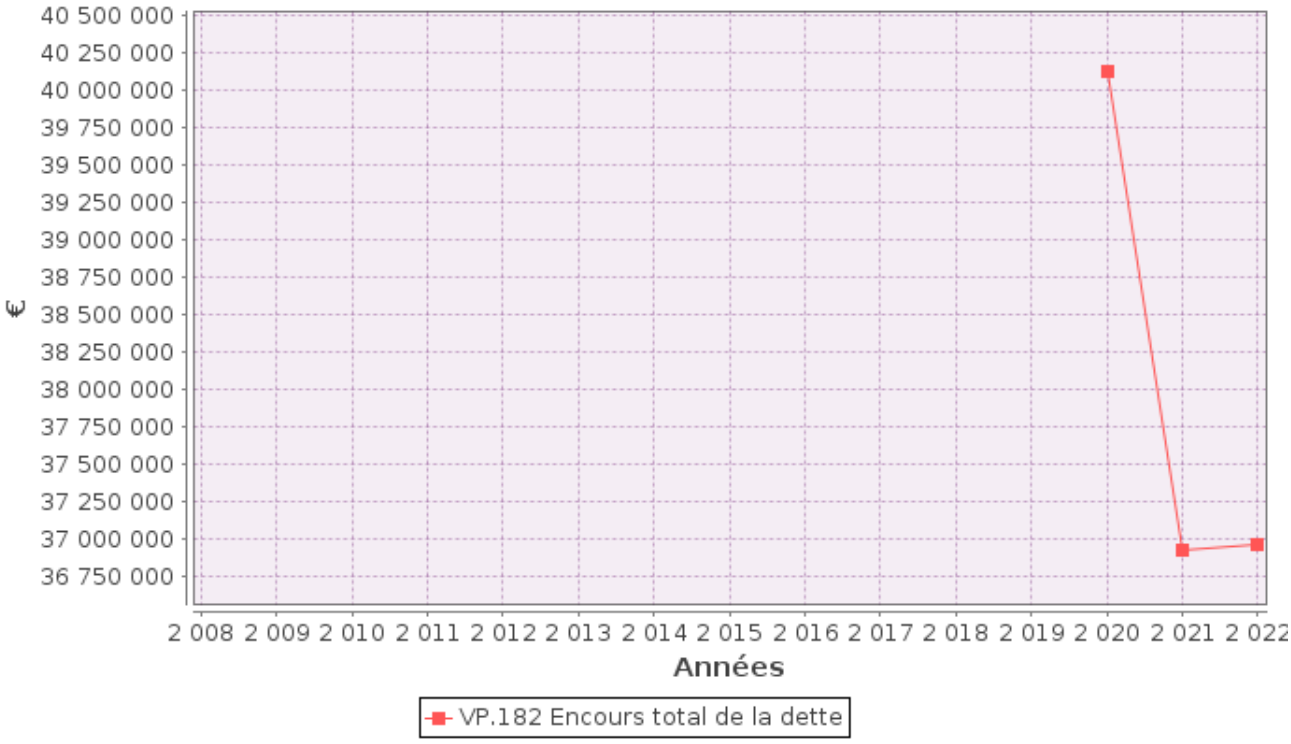
La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).



3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	1 124,72	706,6
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	24 162,26	23 895,9
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	4,65	2,96

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 2,96% (4,65 en 2021). Le

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb. **Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.**

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	0
Montants des subventions en €		0
Montants des contributions du budget général en €		

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes **Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL :**

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021). **Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	140	141
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	3,39	3,5
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	75
P104.3	Rendement du réseau de distribution	76,4%	64,3%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	0,4	0,6
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	0,3	0,5
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	0%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80%	80%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	10,64	10,42
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	4,65%	2,96%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	1	1
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	0	1
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	1	3
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	18	5

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 9
LAVAL PRADEL

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 18
4. Financement des investissements 19
4.1. Branchements en plomb 19
4.2. Montants financiers 19
4.3. État de la dette du service 19
4.4. Amortissements 19
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 20

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de LAVAL PRADEL
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Laval-Pradel
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Délégation de service Public (entreprise privée)**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Nature du contrat :

- Nom du prestataire : VEOLIA Eau - CGE
- Date de début de contrat : 01/01/2021
- Date de fin de contrat initial : 31/12/2031
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 31/12/2031
- Nombre d'avenants et nature des avenants : 0
- Nature exacte de la mission du prestataire : Production et distribution d'eau potable

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 1 334 habitants au 31/12/2022 (1 347 au 31/12/2021), hors résidents saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 718 abonnés au 31/12/2022 (692 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Laval-Pradel	**692**			**718**	
Total	**692**			**718**	**3,8%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **16,53 abonnés/km** au 31/12/2022 (15,69 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,86 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,95 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **87,56 m^3/abonné** au 31/12/2022. (97,55 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 158 906 m³ pour l'exercice 2022 (173 168 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Puits du Frayssinet			149 941	141 198	**-5,8%**
Source de la Gaillarde			23 227	17 708	**-23,8%**
Total			173 168	**158 906**	**-8,2%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100 %.

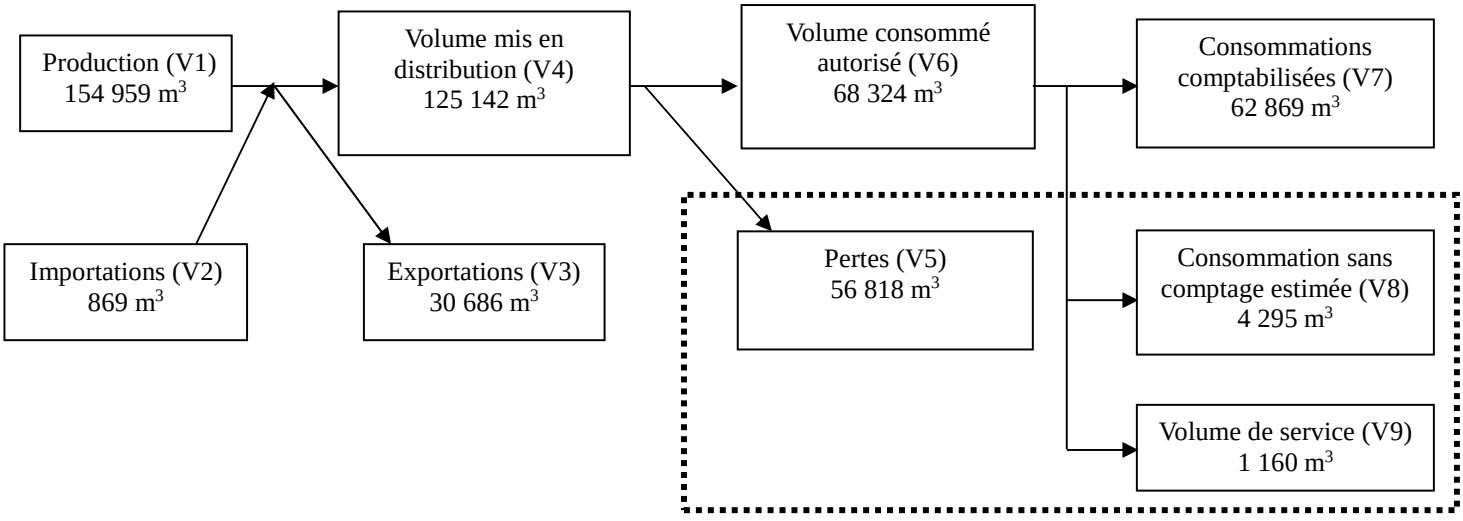
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.2. *Production*

Le service a 1 station de traitement.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)
Station de traitement du Frayssinet	Filtration / Traitement antimoine

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Puits du Frayssinet	147 755	137 691	-6,8%	60
Source de la Gaillarde	23 227	17 268	-25,7%	60
Total du volume produit (V1)	**170 982**	**154 959**	**-9,4%**	**60**

1.6.3. *Achats d'eaux traitées*

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**736**	**869**	**18,1%**	**80**

1.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques[(1)]	67 508	62 869	-6,9%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**67 508**	**62 869**	**-6,9%**
Service de [(2)]			
Service de [(2)]			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**42 291**	**30 686**	**-27,4%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**0**	**4 295**	**____%**
Volume de service (V9)	**7 250**	**1 160**	**-84%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**74 758**	**68 324**	**-8,6%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 43,44 kilomètres au 31/12/2022 (44,1 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 58.56 € au 01/01/2022
61.02 € au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	14 €	14 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	0,725 €/m³	0,82 €/m³
Autre : _____		€	€
Part du délégataire			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement [1] y compris location du compteur	75,56 €	79,81 €
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,2963 €/m³	1,3691 €/m³
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,0542 €/m³	0,0542 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements

[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	14,00	14,00	0%
Part proportionnelle	87,00	98,40	13,1%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	101,00	112,40	11,3%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	75,56	79,81	5,6%
Part proportionnelle	155,56	164,29	5,6%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	231,12	244,10	5,6%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	6,50	6,50	0%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	20,47	21,81	6,5%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	60,58	61,92	2,2%
Total	**392,70**	**418,42**	**6,5%**
Prix TTC au m^3	**3,27**	**3,48**	**6,4%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Laval-Pradel	3.27	3.48

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **62 869 m³/an** (67 508 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recette vente d'eau, part collectivité	82 569	**88 279**	
Recette vente d'eau, part Agence de l'Eau	65 761	**14 944** (régularisation redevance prélèvement)	
Total des recettes	148 330	**103 223**	**-30.4%**

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau part exploitant	179 416	**224 768**	**+25.3%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 327 991 € (327 744 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	16	0	18	0
Paramètres physico-chimiques	17	0	19	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2021 s'élève à 14 pour les paramètres microbiologiques et à 15 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		100%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	100%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	95

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	68,2 %	63,5 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	7,27	6,24

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 3,9 m^3/j/km (3,8 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 3,6 m^3/j/km (3,4 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0.032

Au cours des 3 dernières années, 0,032 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0,02% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 60,1% (60,1% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 2 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (6 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 2,79 pour 1 000 abonnés (8,67 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	2 279	2 060
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	289 303,97	363 106,48
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	0,79	0,57

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 0,57% (0,79 en 2021).

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☒] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 2

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : ____

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 2,79 pour 1000 abonnés (2,89 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	62 913
Montants des subventions en €	0	22 000

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	1 347	1 334
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	3,27	3,48
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	1	1
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	95	95
P104.3	Rendement du réseau de distribution	68,2%	63,5%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	3,8	3,9
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	3,4	3,6
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0 %	0,02%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	60,1%	60,1%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	8,67	2,79
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,79%	0,57%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	2,89	2,79
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	6	9
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	14	3
Interne	Nombre de fuite réparées sur autre équipement	10	5
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	24	55

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 10
LEZAN

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 7
1.6.6. Volume consommé autorisé 7
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchement (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de LEZAN
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Lézan
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Délégation de service public (entreprise privée)**

Nature du contrat :

- Nom du prestataire : SUEZ
- Date de début de contrat : 01/01/2019
- Date de fin de contrat initial : 31/12/2028
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 31/12/2028
- Nombre d'avenants et nature des avenants : 0
- Nature exacte de la mission du prestataire : Production et distribution d'eau potable

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 1 561 habitants au 31/12/2022 (1 539 au 31/12/2021), hors résidents saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 921 abonnés au 31/12/2022 (909 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Lézan	**909**			**921**	
Total	**909**			**921**	**1,3%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **55,82 abonnés/km** au 31/12/2022 (55,63 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,69 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,69 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **99,43 m^3/abonné** au 31/12/2022. (89,51 m^3/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 126 200 m^3 pour l'exercice 2022 (128 704 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Puits des quatre routes			128 704	126 200	**-1.9%**
Total			128 704	126 200	**-1.9%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

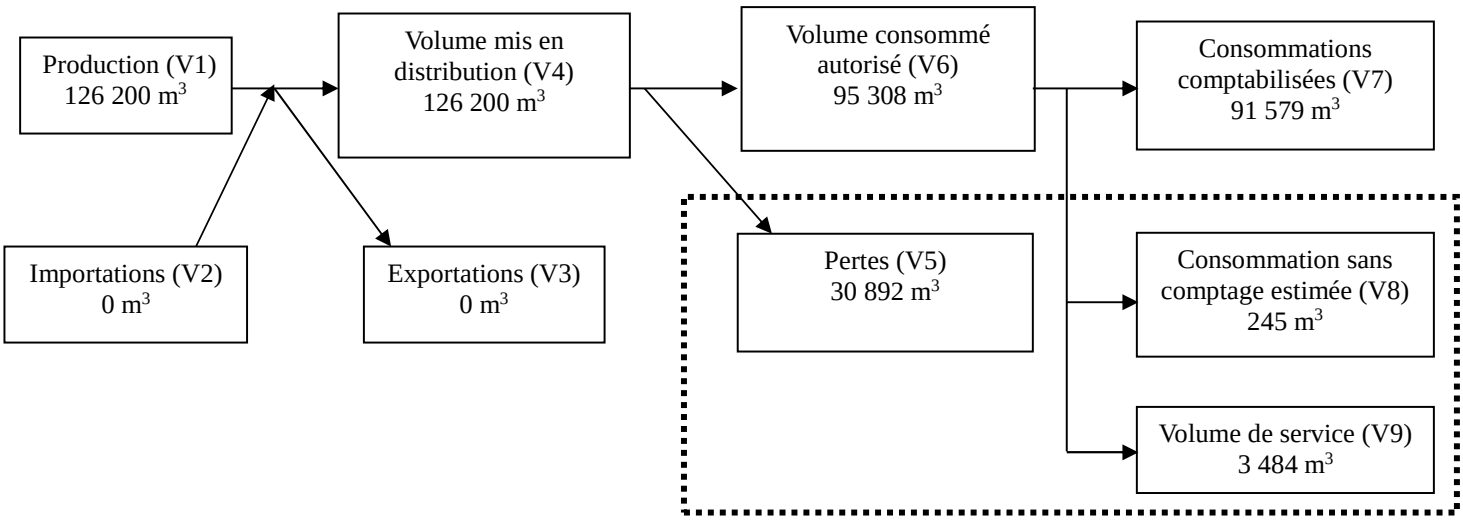
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Puits des quatre routes	119 944	126 200	5,2%	80
Total du volume produit (V1)	**119 944**	**126 200**	**5,2%**	**80**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	81 363	91 579	12,6%
Abonnés non domestiques	0	0	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**81 363**	**91 579**	**12,6%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**126**	**245**	**94,4%**
Volume de service (V9)	**3 101**	**3 484**	**12,3%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**84 590**	**95 308**	**12,7%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 16,5 kilomètres au 31/12/2022 (16,34 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	0 €	0 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³	0,6238 €/m^3	0,7188 €/m^3
Autre : _____		€	€
Part du délégataire			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement [(1)] y compris location du compteur	35,82 €	37,08 €
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³	0,3617 €/m^3	0,3755 €/m^3
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,09 €/m^3	0,1 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements

(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	0,00	0,00	____%
Part proportionnelle	74,86	86,26	15,2%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	74,86	86,26	15,2%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	35.82	37,08	3.5%
Part proportionnelle	43,40	45,06	3,8%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	79.22	82,14	3.7%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	10,80	12,00	11,1%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	10,91	11,77	7,8%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	55,31	57,37	3,7%
Total	**209.39**	**225,77**	**7,8%**
Prix TTC au m^3	**1,74**	**1,88**	**8%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	**Prix au 01/01/2022 en €/m^3**	**Prix au 01/01/2023 en €/m^3**
Lézan	1.74	1.88

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- x annuelle
- □ semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- □ annuelle
- x semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **91 579 m³/an** (81 363 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité et Agence de l'Eau:

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	36 000.69	**49 130**	**+36%**
Recette de vente d'eau Agence de l'Eau	29 001.38	**32 520**	**+12.1%**
Total des recettes	65 002.07	**81 650**	**+25.6%**

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**60 000.64**	**66 150**	**+10.3%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 147 800 € (125 002 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	5	0	6	0
Paramètres physico-chimiques	6	0	7	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 2 pour les paramètres microbiologiques et à 2 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		100%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	100%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	100

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	70,5 %	75,5 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	14,18	15,83
Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)	67,8 %	72,6 %

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 5,7 m^3/j/km (6,5 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 5,1 m^3/j/km (5,9 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en Janvier 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, **0 km** de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 0 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (5 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 0 pour 1 000 abonnés (5,5 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchement (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de ____ jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de _____% (____% en 2021).

Commentaire : **Non renseigné dans le Rapport Annuel de Délégataire de SUEZ**

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	4 617,51	5 641,87
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	135 769,76	142 862,45
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	3,4	3,95

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 3,95% (3,4 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☒] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 10

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : ____

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 10,86 pour 1000 abonnés (8,8 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchements en plomb est inconnu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	83 623
Montants des subventions en €	0	0

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	1 539	1 561
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	1,74	1,88
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	____	____
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	75	100
P104.3	Rendement du réseau de distribution	70,5%	75,5%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	6,5	5,7
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	5,9	5,1
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0%	0%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80%	80%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	5,5	0
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	____%	____ %
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3,4%	3,95%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	8,8	10,86
	Autres Indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	5	6
Interne	Nombre de fuites réparée sur branchements	9	5
Interne	Nombre de fuites réparées sur autres équipements	1	0
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	77	22

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 11
MIALET

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 18
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de MIALET
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Mialet
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 640 habitants au 31/12/2022 (636 au 31/12/2021), hors résidents saisonniers.
Chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 555 abonnés au 31/12/2022 (552 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Mialet	**552**			**555**	
Total	**552**			**555**	**0,5%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **17,51 abonnés/km** au 31/12/2022 (17,47 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,15 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,15 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **63,68 m³/abonné** au 31/12/2022. (62,91 m³/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 65 237 m³ pour l'exercice 2022 (79 502 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Forage F1 de l'Estanier			52 667	42 713	-18,9%
Source du Mas Raymon			2 533	2 146	-15,3%
Puits des Camisards (ou des Moulines)			24 302	20 378	-16,1%
Total			79 502	**65 237**	**-17,9%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

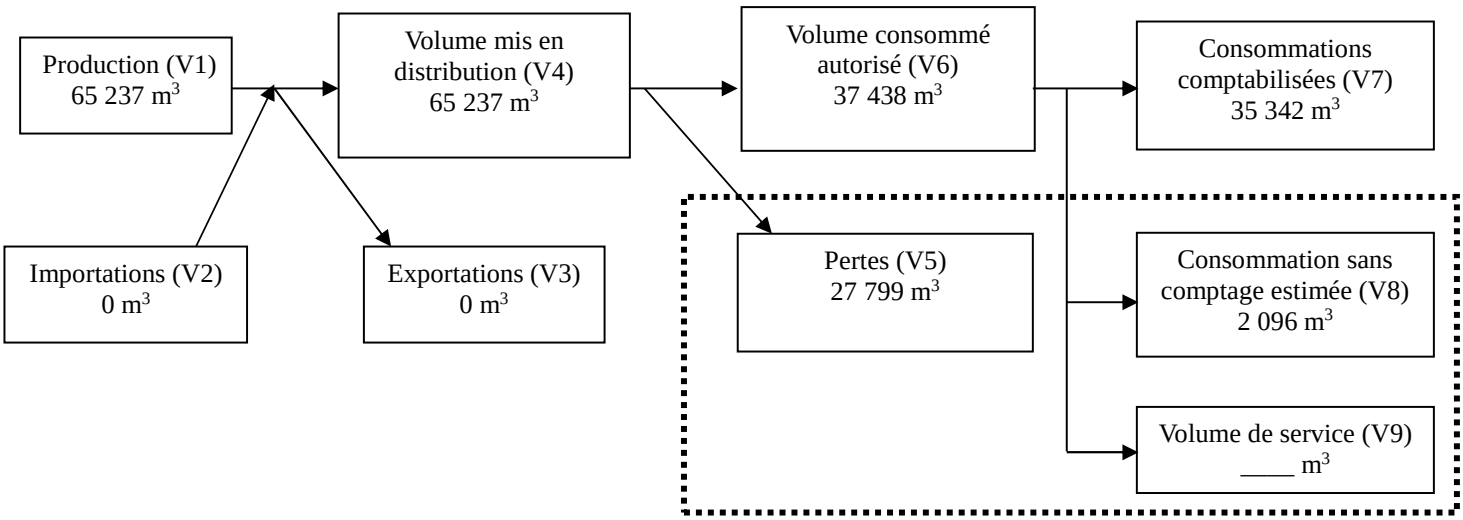
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 stations de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Forage F1 de l'Estanier	52 667	42 713	-18,9%	80
Source du Mas Raymon	2 533	2 146	-15,3%	80
Puits des Camisards (ou des Moulines)	24 302	20 378	-16,1%	80
Total du volume produit (V1)	**79 502**	**65 237**	**-17,9%**	**80**

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	34 727	35 342	1,8%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**34 727**	**35 342**	**1,8%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**2 200**	**2 096**	**-4,7%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**36 927**	**37 438**	**1,4%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 31,7 kilomètres au 31/12/2022 (31,6 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55€ au 01/01/2022
55€ au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	95,4 €	95,4 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,818 €/m³	1,913 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements

[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	95,40	95,40	0%
Part proportionnelle	218,16	229,56	5,2%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	313,56	324,96	3,6%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	19,95	20,59	3,2%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	69,15	69,91	1,1%
Total	**382,71**	**394,87**	**3,2%**
Prix TTC au m^3	**3,19**	**3,29**	**3,1%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Mialet	3.19	3.29

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **35 342 m³/an** (34 727 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	125 693	**124 079**	**-1.3%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 124 079 € (125 693 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	20	0	24	2
Paramètres physico-chimiques	35	0	24	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	91,7%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 5 pour les paramètres microbiologiques et à 8 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	85%	13
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	73

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	46,4 %	57,4 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	3,2	3,24

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 2,6 m^3/j/km (3,9 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 2,4 m^3/j/km (3,7 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			1.48	0	0.123

Au cours des 3 dernières années, 1.603 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 1.7% (2.34% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 4 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (9 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 7,21 pour 1 000 abonnés (16,3 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	8 040,73	6 839,81
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	132 830,84	137 740,39
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	6,05	4,97

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 4,97% (6,05 en 2021).

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	24 172	24 172
Montants des subventions en €	0	62 955
Montants des contributions du budget général en €		

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	636	640
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	3,19	3,29
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	91,7%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	73
P104.3	Rendement du réseau de distribution	46,4%	57,4%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	3,9	2,6
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	3,7	2,4
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	2.34%	1.7%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80%	80%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	16,3	7,21
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	6,05%	4,97%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	9	4
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	7	6
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	23	11
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	445	35

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 12
SAINT FLORENT SUR AUZONNET

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 9
1.6.6. Volume consommé autorisé 9
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
2.1. Modalités de tarification 10
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 11
2.3. Recettes 13
3. Indicateurs de performance 14
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 14
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 14
3.3. Indicateurs de performance du réseau 16
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 16
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 17
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 17
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 18
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 18
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 20
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 20
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 20
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 21
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 22
4. Financement des investissements 23
4.1. Branchements en plomb 23
4.2. Montants financiers 23
4.3. État de la dette du service 23
4.4. Amortissements 23
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 24

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de SAINT FLORENT sur AUZONNET
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Saint-Florent-sur-Auzonnet
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19. ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 1 186 habitants au 31/12/2022 (1 185 au 31/12/2021).
Chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 798 abonnés au 31/12/2022 (793 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

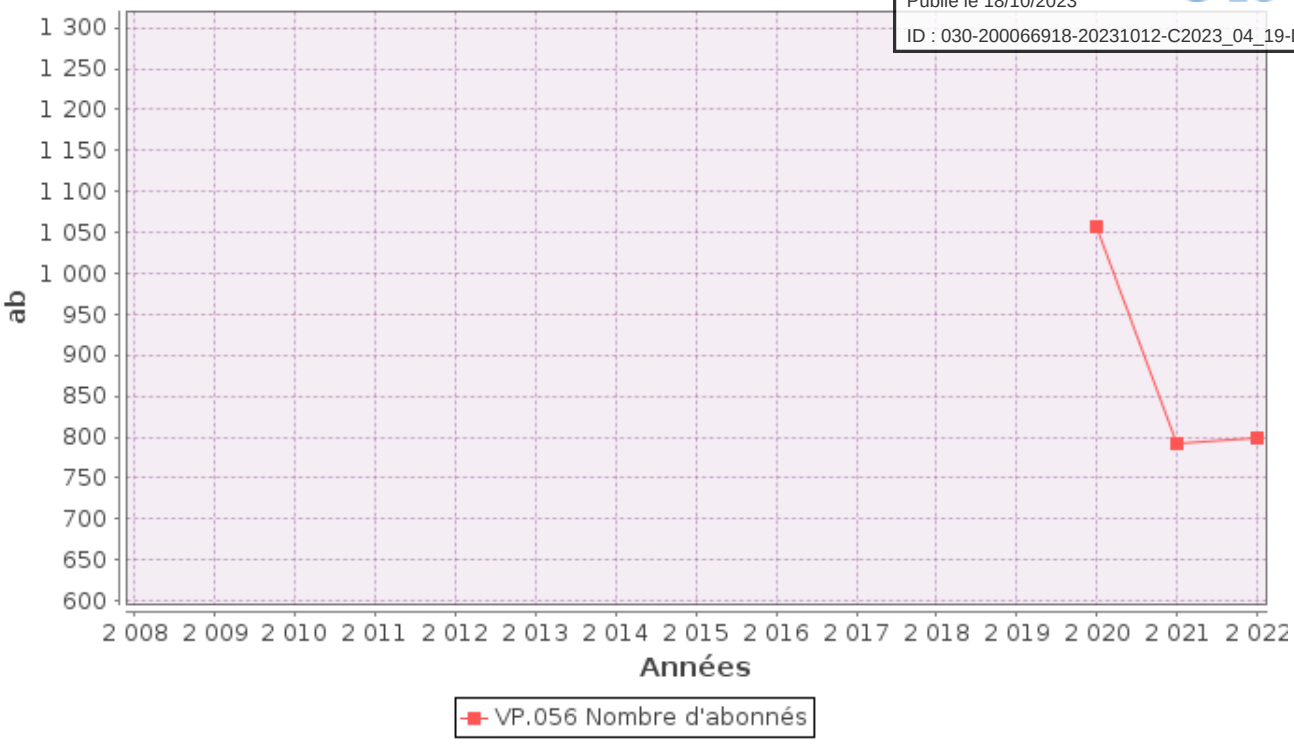
Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Saint-Florent-sur-Auzonnet	**793**			**798**	
Total	**793**			**798**	**0,6%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 37,46 abonnés/km au 31/12/2022 (38,5 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,49 habitants/abonné au 31/12/2022 (1,49 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 75,73 m^3/abonné au 31/12/2022. (74,27 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 141 426 m^3 pour l'exercice 2022 (160 422 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Source des Peyrouses			160 422	141 426	-11,8%
Total			**160 422**	**141 426**	**-11,8%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

1.5.2. Achats d'eaux brutes

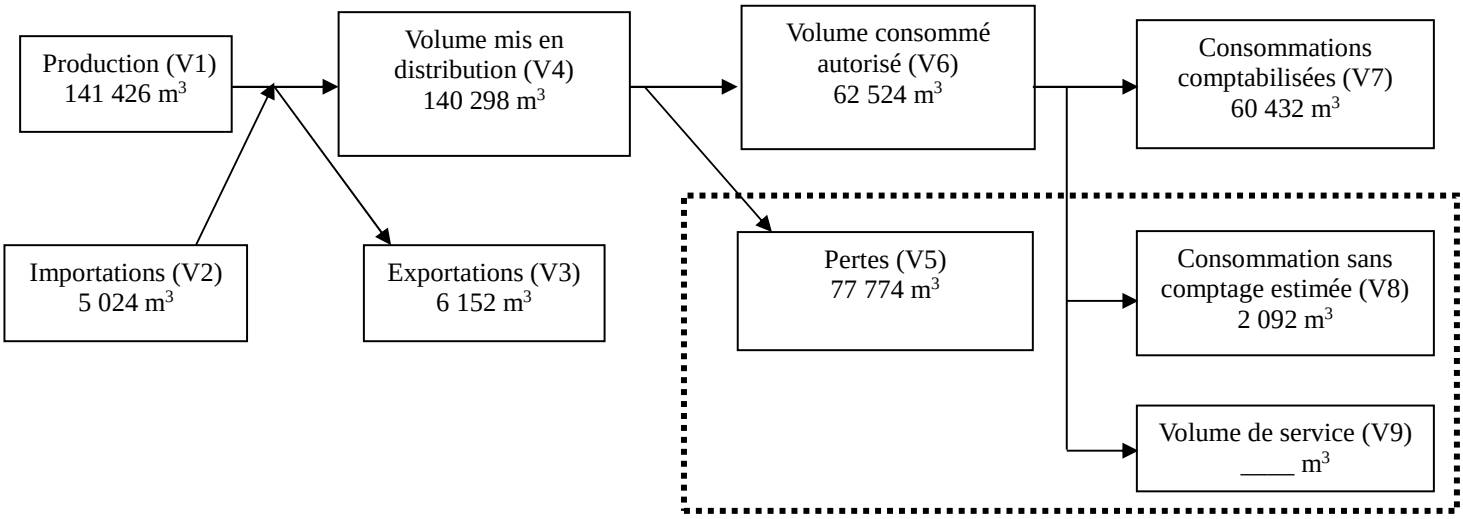
Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m^3	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m^3	Observations
Total			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

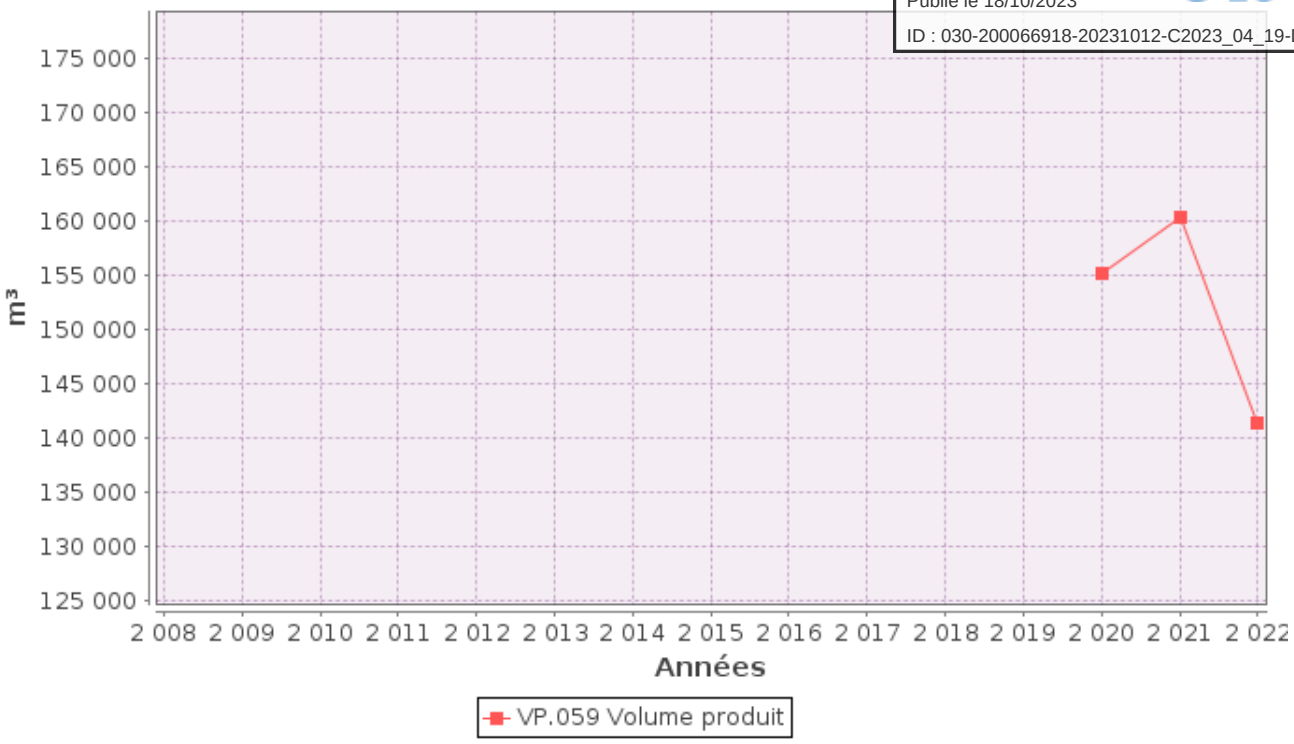
Le service a 0 stations de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Source des Peyrouses	160 422	141 426	-11,8%	80
Total du volume produit (V1)	**160 422**	**141 426**	**-11,8%**	**80**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.6.3. Achats d'eaux traitées

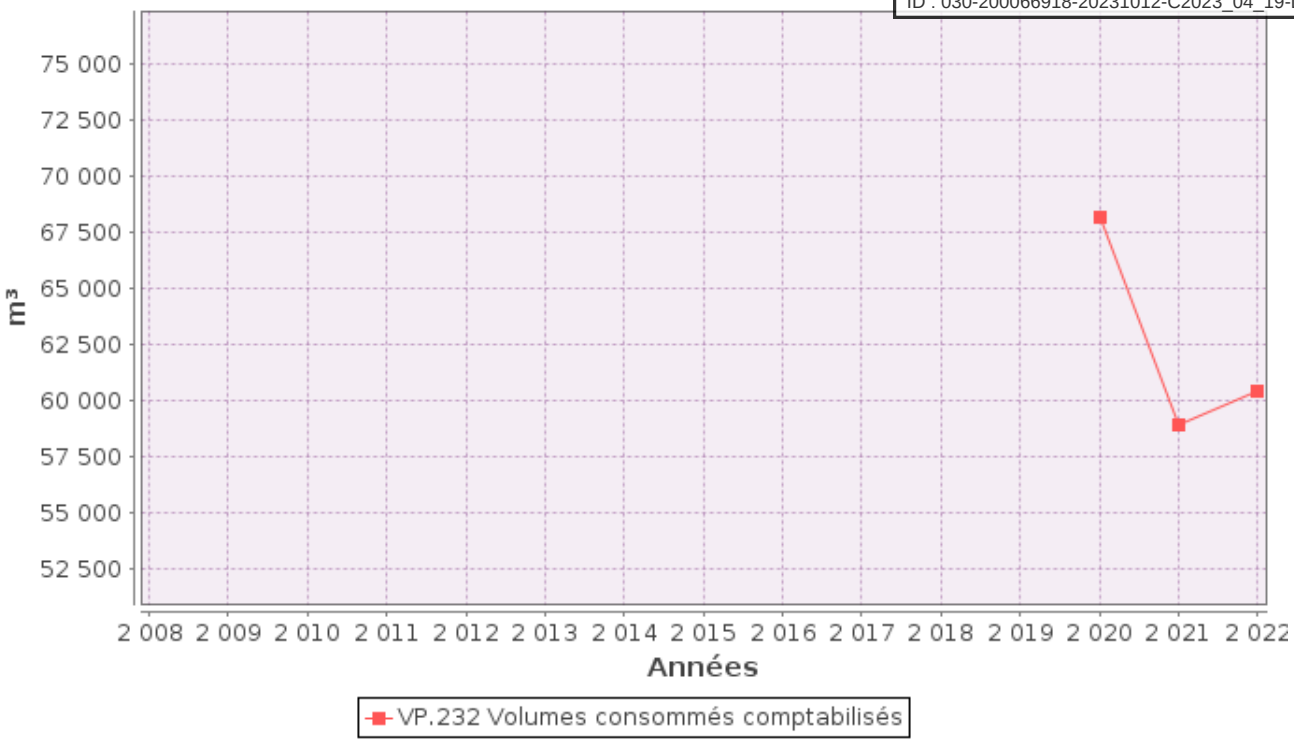
Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**7 833**	**5 024**	**-35,9%**	**60**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	58 899	60 432	2,6%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**58 899**	**60 432**	**2,6%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**4 408**	**6 152**	**39,6%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**2 092**	**2 092**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**60 991**	**62 524**	**2,5%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 21,3 kilomètres au 31/12/2022 (20,6 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 50 € au 01/01/2022
50 € au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	30,24 €	30,24 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,2334 €/m³	1,3284 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,23 €/m³	0,231 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

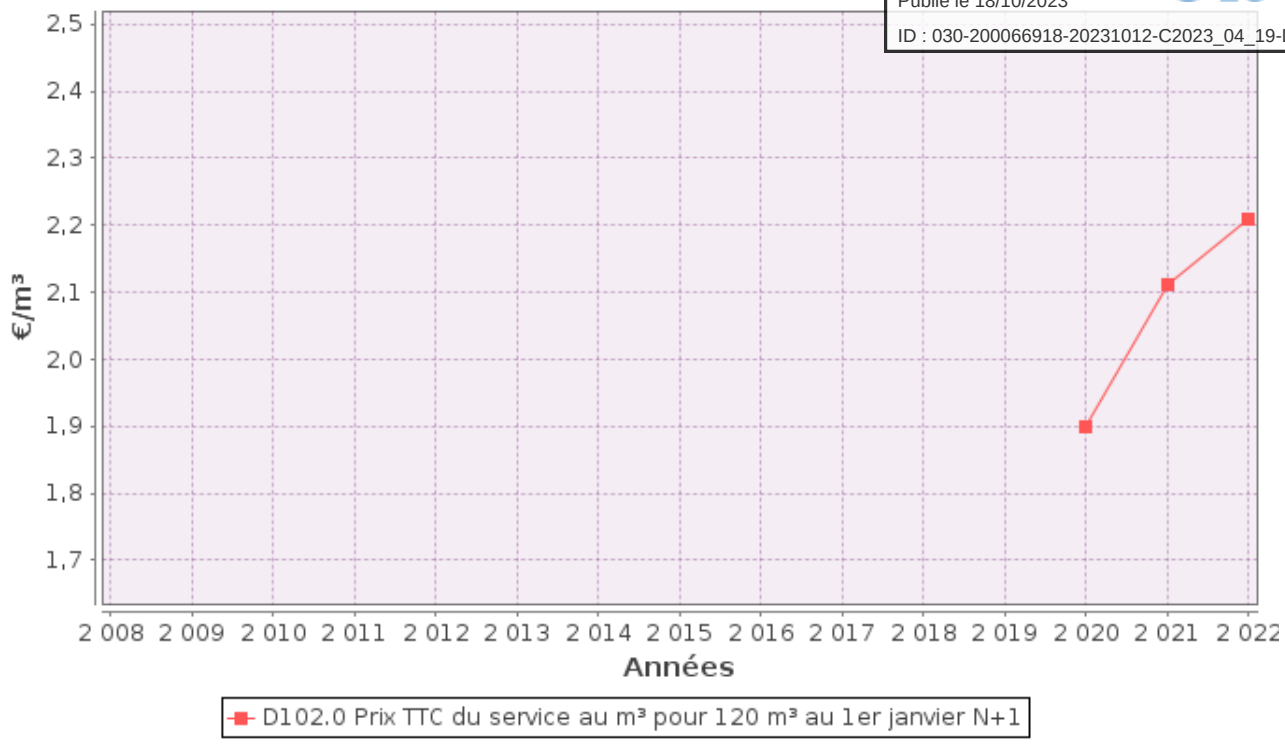
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	30,24	30,24	0%
Part proportionnelle	148,01	159,41	7,7%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	178,25	189,65	6,4%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	27,60	27,72	0,4%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	13,17	13,80	4,8%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	74,37	75,12	1%
Total	**252,62**	**264,77**	**4,8%**
Prix TTC au m^3	**2,11**	**2,21**	**4,7%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	**Prix au 01/01/2022 en €/m³**	**Prix au 01/01/2023 en €/m³**
Saint-Florent-sur-Auzonnet	2.11	2.21

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- x annuelle
- □ semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- □ annuelle
- x semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 60 432 m³/an (58 899 m³/an en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	99 127 €	**113 788 €**	**+14.8%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 113 788 € (99 127 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	14	0	12	0
Paramètres physico-chimiques	17	0	14	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2021 s'élève à 7 pour les paramètres microbiologiques et à 6 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	55%	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	70

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

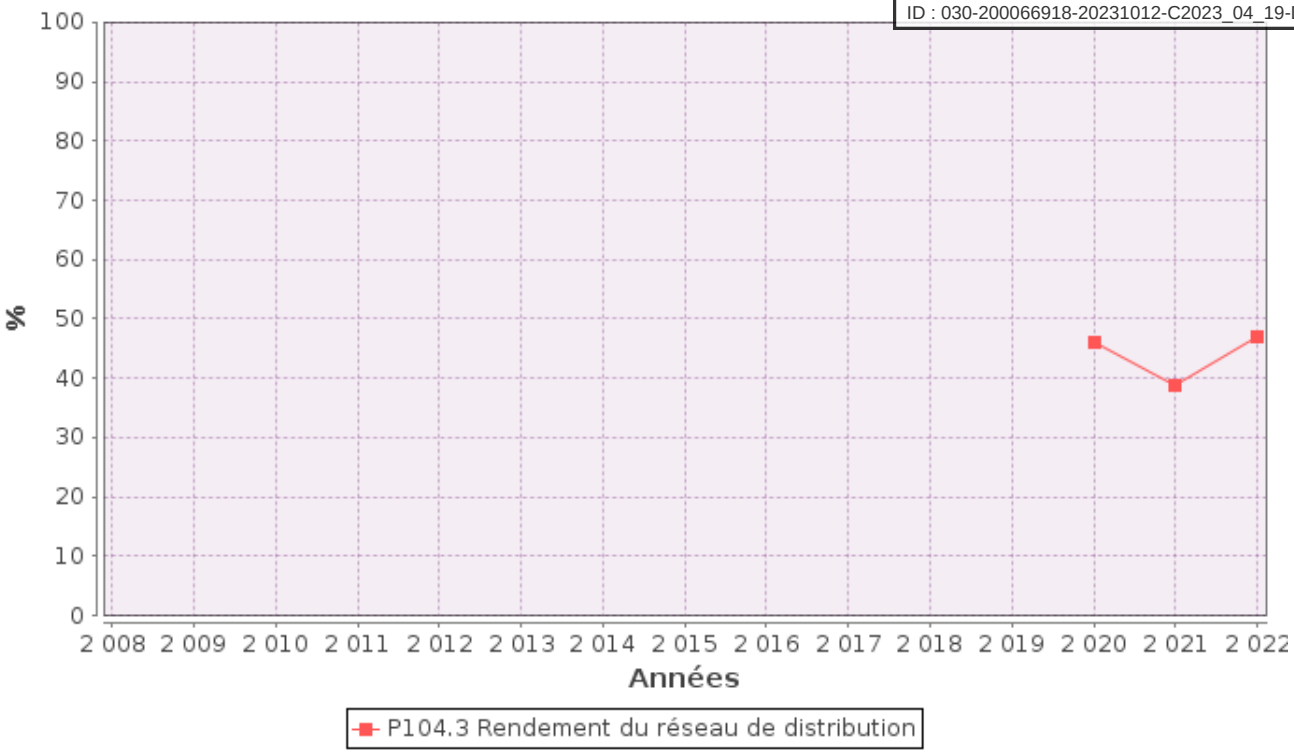
$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	**Exercice 2022**
Rendement du réseau	38,9 %	46,9 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	8,7	8,83
Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)	____ %	____ %

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 10,3 m^3/j/km (14 en 2021).

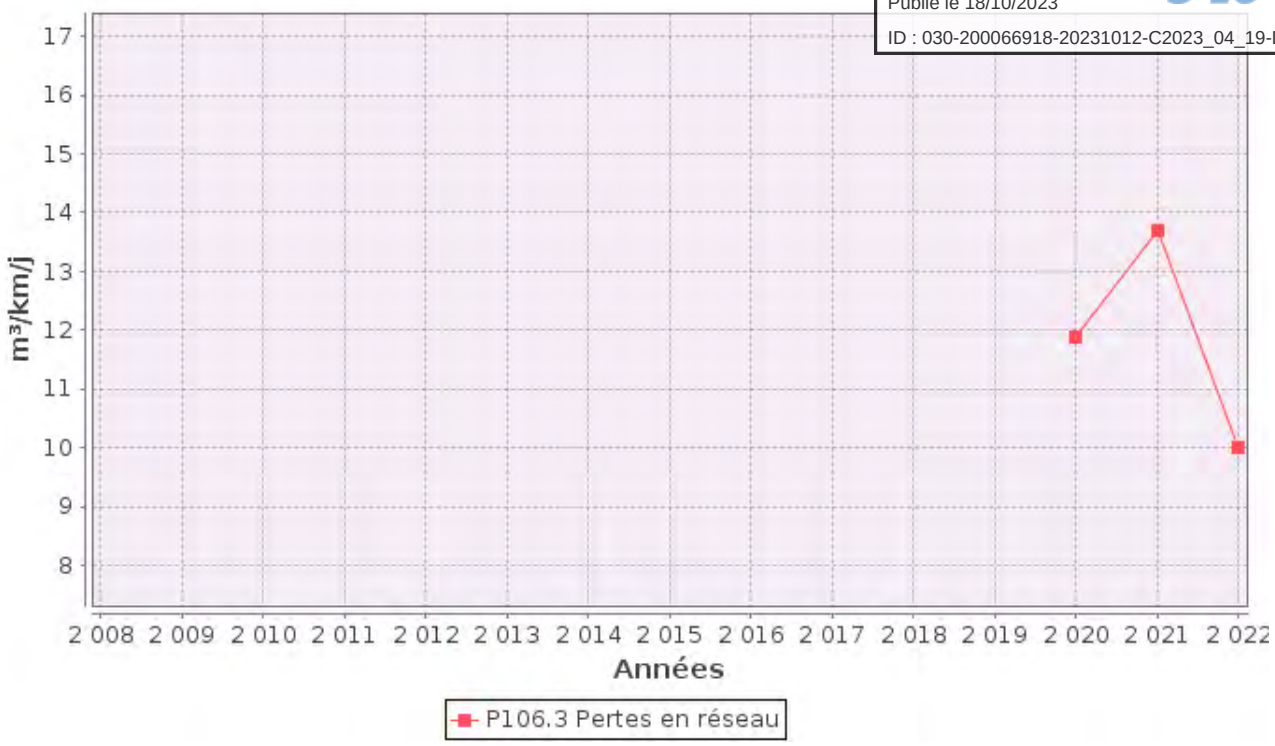
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 10 m^3/j/km (13,7 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE



3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0.76	0	0.721

Au cours des 3 dernières années, 1.481 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 2.3 % (1.85% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

40% Avis de l'hydrogéologue rendu

50% Dossier déposé en préfecture

60% Arrêté préfectoral

80% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)

100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 79,3% (79,1% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 13 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (16 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 16,29 pour 1 000 abonnés (20,18 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

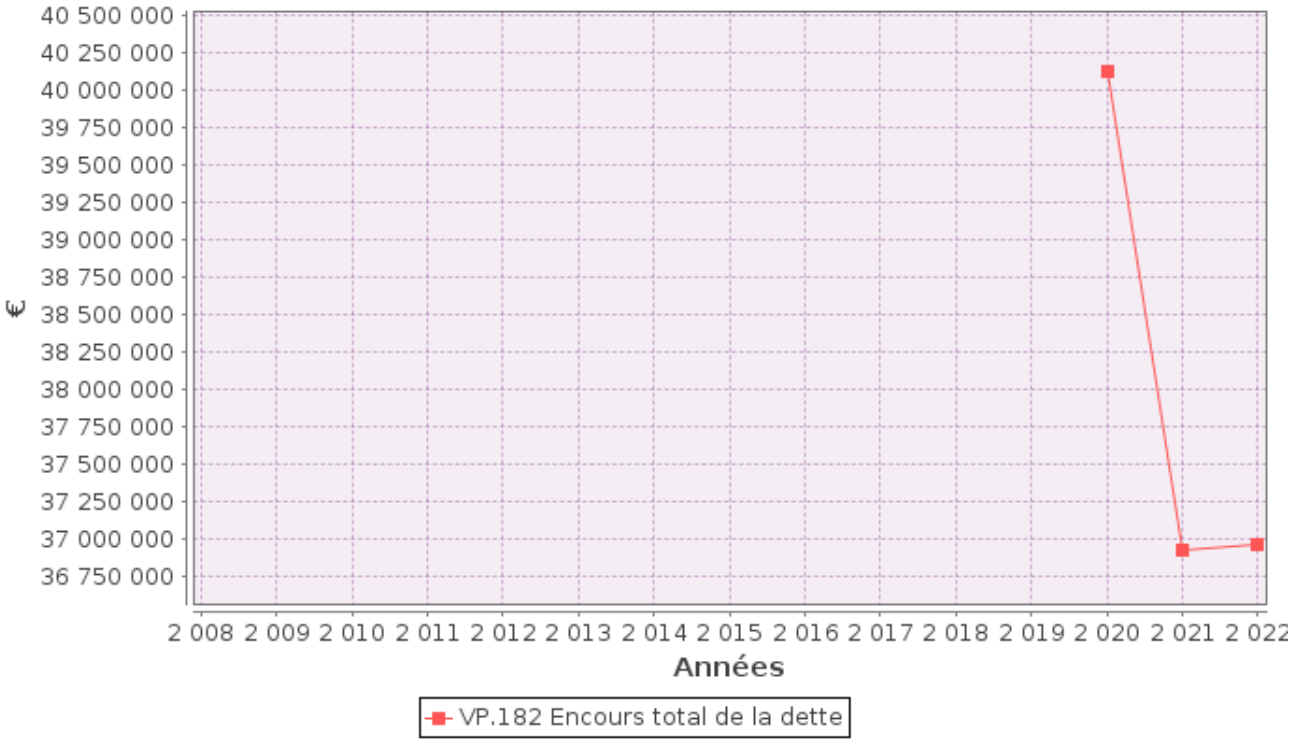
La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).



3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	9 648,79	12 852,66
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	116 584,96	132 904,4
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	8,28	9,67

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 9,67% (8,28 en 2021). Le

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.
Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	22 915	170 798
Montants des subventions en €		63 244
Montants des contributions du budget général en €		

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes.
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL:

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021).
Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	1 185	1 186
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,11	2,21
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	70
P104.3	Rendement du réseau de distribution	38,9%	46,9%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	14	10,3
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	13,7	10
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	1.85%	2.3%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	79,1%	79,3%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	20,18	16,29
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	8,28%	9,67%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	16	13
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	14	15
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	38	19
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	450	17

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 13
SAINT JEAN DE SERRES

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 7
1.6.6. Volume consommé autorisé 7
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de SAINT JEAN de SERRES
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Saint-Jean-de-Serres
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 534 habitants au 31/12/2022 (535 au 31/12/2021) hors résidents saisonniers.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.
.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 361 abonnés au 31/12/2022 (351 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Saint-Jean-de-Serres	**351**			**361**	
Total	**351**			**361**	**2,9%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **41,98 abonnés/km** au 31/12/2022 (43,33 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,48 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,52 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **85,7 m³/abonné** au 31/12/2022. (76,72 m³/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 38 925 m³ pour l'exercice 2022 (48 343 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Pompage Lézan			48 343	38 925	-19,5%
Total			48 343	**38 925**	**-19,5%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

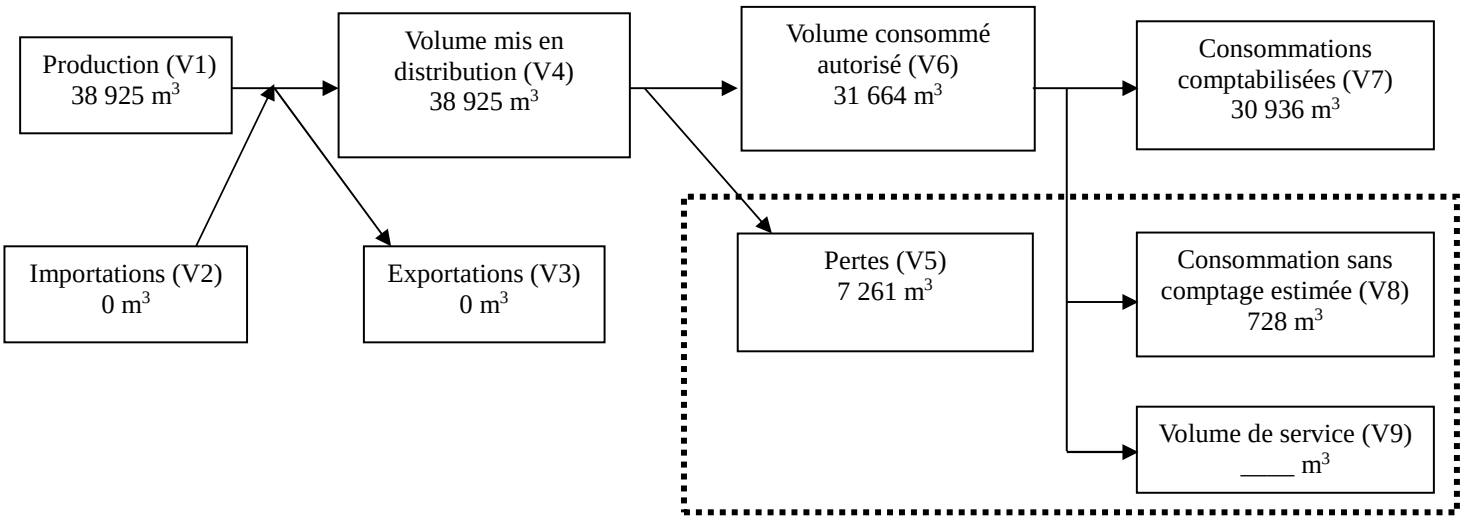
1.5.2. *Achats d'eaux brutes*

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. *Eaux traitées*

1.6.1. *Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022*



1.6.2. *Production*

Le service a 0 stations de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Pompage Lézan	48 343	38 925	-19,5%	80
Total du volume produit (V1)	**48 343**	**38 925**	**-19,5%**	**80**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. *Achats d'eaux traitées*

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	26 929	30 936	14,9%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**26 929**	**30 936**	**14,9%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. *Autres volumes*

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**728**	**728**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**27 657**	**31 664**	**14,5%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 8,6 kilomètres au 31/12/2022 (8,1 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55 € au 01/01/2022
55 € au 01/01/2023

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	30,24 €	30,24 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,8886 €/m³	1,9836 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	30,24	30,24	0%
Part proportionnelle	226,63	238,03	5%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	256,87	268,27	4,4%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	16,83	17,47	3,8%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	66,03	66,79	1,1%
Total	**322,90**	**335,06**	**3,8%**
Prix TTC au m^3	**2,69**	**2,79**	**3,7%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Saint-Jean-de-Serres	2.69	2.79

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **30 936m^3/an** (26 929 m^3/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	63 005 €	**70 503 €**	**+11.9%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 70 503 € (63 005 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	12	0	7	0
Paramètres physico-chimiques	13	0	10	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 4 pour les paramètres microbiologiques et à 4pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	95%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	75

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	57,2 %	81,3 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	9,35	10,09

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 2,5 m^3/j/km (7,2 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 2,3 m^3/j/km (7 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, 0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 0 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (1 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 0 pour 1 000 abonnés (2,85 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	6 489,03	10 362,01
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	72 183,19	84 745,31
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	8,99	12,23

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 12,23% (8,99 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	9 262
Montants des subventions en €	0	0

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	535	534
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,69	2,79
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	75
P104.3	Rendement du réseau de distribution	57,2%	81,3%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	7,2	2,5
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	7	2,3
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0 %	0 %
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80%	80%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	2,85	0
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	8,99%	12,23%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	1	0
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	11	4
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	9	5
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	310	36

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 14
SAINT JEAN du GARD

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 7
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 18
4. Financement des investissements 19
4.1. Branchements en plomb 19
4.2. Montants financiers 19
4.3. État de la dette du service 19
4.4. Amortissements 19
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 20

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de SAINT JEAN du GARD
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Saint-Jean-du-Gard
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en **Délégation de service public pour la production, la gestion des ouvrages et la gestion clientèle ; en régie à autonomie financière pour la gestion du réseau de distribution.**

Nature du contrat :

- Nom du prestataire : VEOLIA Eau - CGE
- Date de début de contrat : 11/07/2017
- Date de fin de contrat initial : 11/07/2025
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 11/07/2025
- Nombre d'avenants et nature des avenants :1
- Nature exacte de la mission du prestataire : Production + gestion des ouvrages +gestion clientèle

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 2 605 habitants au 31/12/2022 (2 608 au 31/12/2021), hors résidents saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 1 486 abonnés au 31/12/2022 (1 489 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Saint-Jean-du-Gard	**1489**			**1486**	
Total	**1 489**			**1 486**	**-0,2%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **25,75 abonnés/km** au 31/12/2022 (28,6 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,75 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,75 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **93,02 m³/abonné** au 31/12/2022. (91,15 m³/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 257 122 m³ pour l'exercice 2022 (292 594 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Puits de la Vigère			292 594	257 122	**-12.1%**
Total			**292 594**	**257 122**	**-12.1%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100 %.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

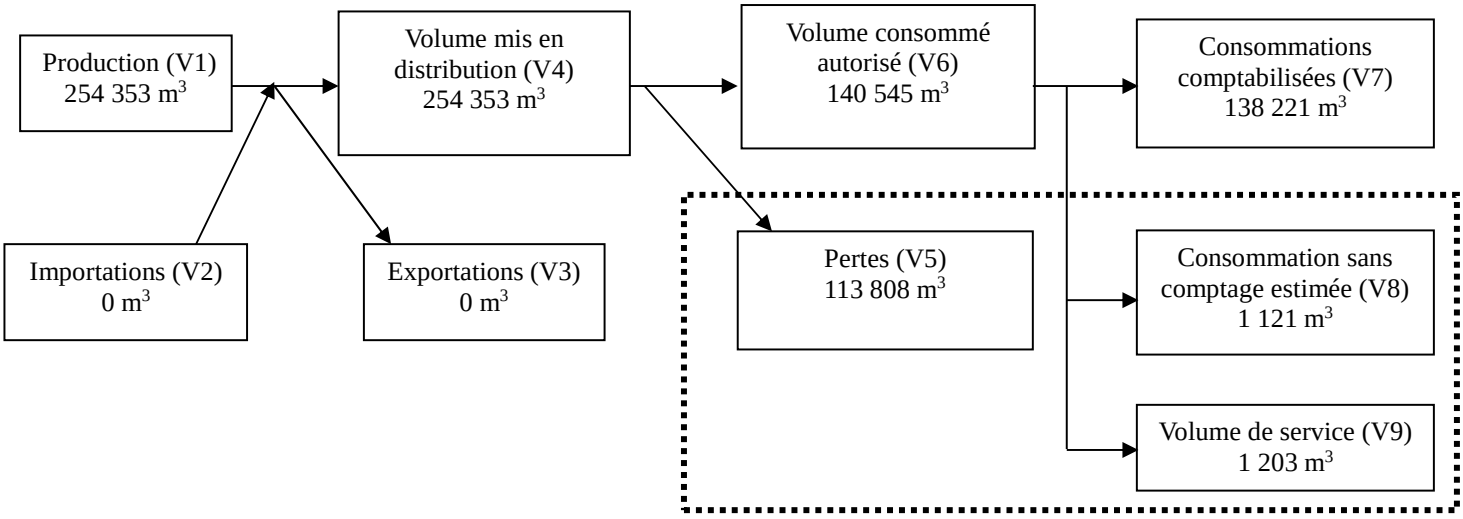
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 1 stations de traitement.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)
Station de la Vigère	Filtration, traitement arsenic, mise à l'équilibre

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Puits de la Vigère	287 562	254 353	-11,6%	80
Total du volume produit (V1)	**287 562**	**254 353**	**-11,6%**	**80**

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques[(1)]	135 723	138 221	1,8%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**135 723**	**138 221**	**1,8%**
Service de [(2)]			
Service de [(2)]			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**0**	**1 121**	**____%**
Volume de service (V9)	**6 597**	**1 203**	**-81,8%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**142 320**	**140 545**	**-1,2%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 57,7 kilomètres au 31/12/2022 (52,06 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	56,44 €	56,44 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³	1,566 €/m^3	1,661 €/m^3
Autre : _____		€	€
Part du délégataire			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement [1] y compris location du compteur	29,48 €	34,18 €
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³	0,7984 €/m^3	0,9259 €/m^3
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,2593 €/m^3	0,1453 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements

[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	56,44	56,44	0%
Part proportionnelle	187,92	199,32	6,1%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	244,36	255,76	4,7%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	29,48	34,18	15,9%
Part proportionnelle	95,81	111,11	16%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	125,29	145,29	16%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	31,12	17,44	-44%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	23,89	24,86	4,1%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	88,61	75,90	-14,3%
Total	**458,26**	**476,95**	**4,1%**
Prix TTC au m^3	**3,82**	**3,97**	**3.9%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Saint-Jean-du-Gard	3.82	3.97

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 138 221 m^3/an (135 723 m^3/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité et de l'Agence de l'Eau:

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau part collectivité	284 325	**301 001**	**+5.9%**
Recettes vente d'eau part Agence de l'eau	73 579	**59 545**	**-19%**
Total des recettes	357 904	**360 546**	**+0.7%**

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau part exploitant	148 351	**165 571**	**11.6%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 526 117 € (506 255 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	11	0	11	0
Paramètres physico-chimiques	12	0	13	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 6 pour les paramètres microbiologiques et à 2 pour les paramètres physicochimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	85%	13
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	73

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	49,5 %	55,3 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	7,49	6,67

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 5,5 m^3/j/km (8 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 5,4 m^3/j/km (7,6 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années,0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 13 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (23 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 8,75 pour 1 000 abonnés (15,45 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100 % en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL(voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	16 849	35 180
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	716 032,3	758 503,99
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	2,35	4,64

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 4,64% (2,35 en 2021).

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☒] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 1

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : ____

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0,67 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchements en plomb est inconnu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	0
Montants des subventions en €	5 497.81	289 996

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	2 608	2 605
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	3,82	3,97
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	1	1
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	73
P104.3	Rendement du réseau de distribution	49,5%	55,3%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	8	5,5
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	7,6	5,4
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	0%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80%	80%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	15,45	8,75
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2,35%	4,64%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0,67
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	23	13
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	10	11
Interne	Nombre de fuite réparées sur autre équipement	26	18
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	32	3

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 16
SAINT PAUL LA COSTE

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de SAINT PAUL la COSTE
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Saint-Paul-la-Coste
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 310 habitants au 31/12/2022 (293 au 31/12/2021), hors résidents saisonniers.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 195 abonnés au 31/12/2022 (194 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Saint-Paul-la-Coste	**194**			**195**	
Total	**194**			**195**	**0,5%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **9,47 abonnés/km** au 31/12/2022 (11,21 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,59 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,51 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **60,5 m^3/abonné** au 31/12/2022. (66,58 m^3/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 22 020 m^3 pour l'exercice 2022 (21 033 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Source basse n° 2 de la Cessenade			Comptée avec Source haute n°1 Cessenade	Comptée avec Source haute n°1 Cessenade	____%
Puits de Mandajors			3 734	4 060	8,7%
Source haute n°1 de la Cessenade (prélèvement DDASS)			14 578	16 486	13,1%
Source des Mouillères			2 721	1 474	-45,8%
Total			21 033	**22 020**	**4,7%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

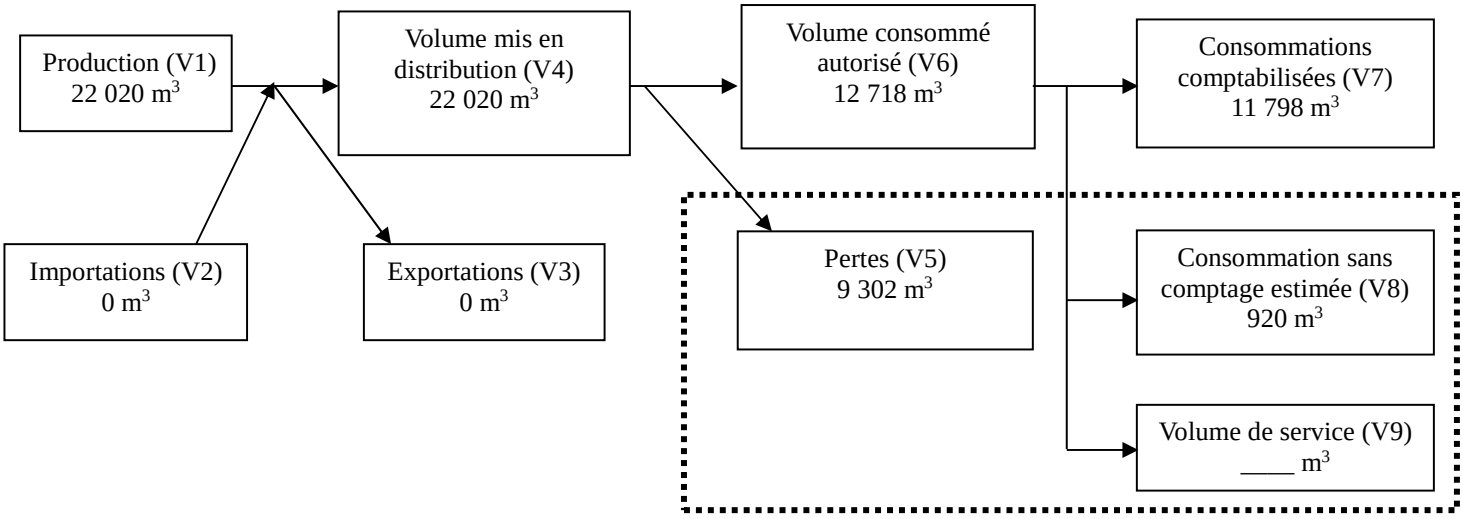
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Source basse n° 2 de la Cessenade	Comptée avec Source haute n°1 Cessenade	Comptée avec Source haute n°1 Cessenade	____%	____
Puits de Mandajors	3 734	4 060	8,7%	60
Source haute n°1 de la Cessenade (prélèvement DDASS)	14 578	16 486	13,1%	60
Source des Mouillères	2 721	1 474	-45,8%	80
Total du volume produit (V1)	**21 033**	**22 020**	**4,7%**	**____**

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	12 916	11 798	-8,7%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**12 916**	**11 798**	**-8,7%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**920**	**920**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**13 836**	**12 718**	**-8,1%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 20,6 kilomètres au 31/12/2022 (17,3 au 31/12/2021). Une mise à jour de la cartographie a été effectuée.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55€ au 01/01/2022
55€ au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	90,72 €	90,72 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,8281 €/m³	1,9231 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	90,72	90,72	0%
Part proportionnelle	219,37	230,77	5,2%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	310,09	321,49	3,7%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	19,76	20,39	3,2%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	68,96	69,71	1,1%
Total	**379,05**	**391,20**	**3,2%**
Prix TTC au m^3	**3,16**	**3,26**	**3,2%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Saint-Paul-la-Coste	3.16	3.26

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 11 798 m^3/an (12 916 m^3/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	40 184 €	**37 269 €**	**-7.2%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 37 269 € (40 184 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	19	0	17	0
Paramètres physico-chimiques	31	0	18	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 3 pour les paramètres microbiologiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions (1)	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)	55%	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	70

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	65,8 %	57,8 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	2,19	1,69

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 1,4 m^3/j/km (1,3 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 1,2 m^3/j/km (1,1 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement, ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, **0 km** de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 61,3% (62,6% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 2 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (2 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 10,26 pour 1 000 abonnés (10,31 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	4 197,3	3 771,16
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	44 159,85	42 721,54
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	9,5	8,83

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 8,83% (9,5 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	0
Montants des subventions en €	0	0

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	293	310
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	3,16	3,26
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	700
P104.3	Rendement du réseau de distribution	65,8%	57,8%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	1,3	1,4
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	1,1	1,2
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0 %	0 %
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	62,6%	61,3%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	10,31	10,26
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	9,5%	8,83%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	2	2
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	1	2
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	4	4
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	2	7

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 17
SALINDRES

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 6
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 7
1.6.6. Volume consommé autorisé 7
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 7
2. Tarification de l'eau et recettes du service 8
2.1. Modalités de tarification 8
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 9
2.3. Recettes 10
3. Indicateurs de performance 11
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 11
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 11
3.3. Indicateurs de performance du réseau 13
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 13
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 13
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 14
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 14
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 14
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 16
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) 16
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 16
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 17
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 17
4. Financement des investissements 18
4.1. Branchements en plomb 18
4.2. Montants financiers 18
4.3. État de la dette du service 18
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL. ..... **Erreur ! Signet non défini.**
4.4. Amortissements 18
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 19

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : commune de SALINDRES
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☐	☑
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☐	☒
Traitement (1)	☐	☒
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Salindres
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Délégation de service Public (entreprise privée)**

Nature du contrat :

- Nom du prestataire : VEOLIA Eau - CGE
- Date de début de contrat : 01/01/2020
- Date de fin de contrat initial : 31/12/2031
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 31/12/2031
- Nombre d'avenants et nature des avenants : 0
- Nature exacte de la mission du prestataire : Distribution d'eau potable

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 3 610 habitants au 31/12/2022 (3 556 au 31/12/2021) hors résidents saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 1 941 abonnés au 31/12/2022 (1 921 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Salindres	**1 921**			**1 941**	
Total	**1 921**			**1 941**	**1%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **38,82 abonnés/km** au 31/12/2022 (39,02 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,86 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,85 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **135,29 m^3/abonné** au 31/12/2022. (142,1 m^3/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève **0** m^3 pour l'exercice 2022 (0 pour l'exercice 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

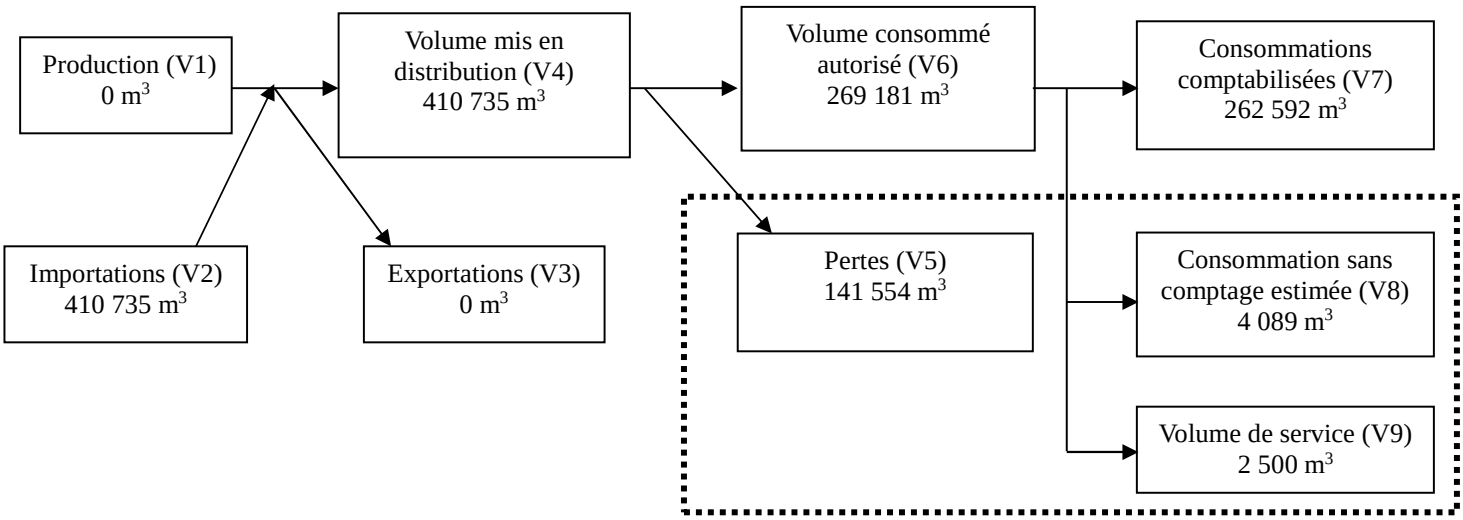
1.5.2. *Achats d'eaux brutes*

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. *Eaux traitées*

1.6.1. *Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022*



1.6.2. *Production*

Le service a 0 station de traitement.

1.6.3. *Achats d'eaux traitées*

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2) ***GIE groupe chimique de Salindres + Ex Syndicat de l'Avène***	**403 972**	**410 735**	**1,7%**	**100**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m^3	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	272 978	262 592	-3,8%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**272 978**	**262 592**	**-3,8%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**0**	**4 089**	**____%**
Volume de service (V9)	**7 269**	**2 500**	**-65,6%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**280 247**	**269 181**	**-4%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 50 kilomètres au 31/12/2022 (49,23 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 58.50 € au 01/01/2022
61.80 € au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	20,16 €	20,16 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	0,4774 €/m³	0,5724 €/m³
Autre : _____		€	€
Part du délégataire			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement (1) y compris location du compteur	70,93 €	73,75 €
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0,5733 €/m³	0,5961 €/m³
	Prix au m³ à partir de 61m³	1,5339 €/m³	1,5949 €/m³
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0 €/m³	0 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public. **(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements**
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	20,16	20,16	0%
Part proportionnelle	57,29	68,69	19,9%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	77,45	88,85	14,7%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	70,93	73,75	4%
Part proportionnelle	126,43	131,46	4%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	197,36	205,21	4%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	0,00	0,00	____%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	16,96	18,02	6,2%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	50,56	51,62	2,1%
Total	**325,37**	**345,68**	**6,2%**
Prix TTC au m^3	**2,71**	**2,88**	**6,3%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Salindres	2.71	2.88

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **262 592 m³/an** (272 0978m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité et de l'Agence de l'Eau:

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau part collectivité	129 596	**165 377**	**+27.6%**
Recettes vente d'eau part Agence de l'Eau	55 103	**58 903**	**+6.9%**
Total des recettes	184 699	**224 280**	**+21.4%**

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau part délégataire	404 124	**469 664**	**+16.2%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 693 944 € (588 823 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	16	1	9	0
Paramètres physico-chimiques	10	0	4	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	93,8%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 6 pour les paramètres microbiologiques et à 6 pour les paramètres physicochimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	14
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		90%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	95%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	94

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	69,4 %	65,5 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	15,6	14,75

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 8,1 m^3/j/km (7,3 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 7,8 m^3/j/km (6,9 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0.048

Au cours des 3 dernières années, 0.048 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0.03% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 100% (100% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 4 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (11 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 2,06 pour 1 000 abonnés (5,73 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL(voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	11 842	13 680
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	523 308,77	652 738,71
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	2,26	2,1

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 2,1% (2,26 en 2021).

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☒] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 2

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 1,03 pour 1000 abonnés (1,04 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.
Le nombre de branchements en plomb est inconnu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	20 585
Montants des subventions en €	0	0

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	3 556	3 610
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,71	2,88
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	1	1
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	93,8%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	94	94
P104.3	Rendement du réseau de distribution	69,4%	65,5%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	7,3	8,1
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	6,9	7,8
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	0.03%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	100%	100%
P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]	0,0002	0,0015
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	5,73	2,06
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2,26%	2,1%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	1,04	1,03
	Autres Indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisations	11	26
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchements	10	14
Interne	Nombre de fuites réparées sur autres équipements	0	34
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	367	980

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 18
CONCOULES ET SENECHAS

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 11
2.3. Recettes 13
3. Indicateurs de performance 14
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 14
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 15
3.3. Indicateurs de performance du réseau 16
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 16
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 17
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 17
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 18
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 18
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 19
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) 19
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 19
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 20
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 21
4. Financement des investissements 22
4.1. Branchements en plomb 22
4.2. Montants financiers 22
4.3. État de la dette du service 22
4.4. Amortissements 22
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 23

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : communes de CONCOULES et de SENECHAS
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Concoules, Sénéchas.
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production.**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 514 habitants au 31/12/2022 (514 au 31/12/2021).

Chiffre INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 639 abonnés au 31/12/2022 (643 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Concoules	**353**			**354**	
Sénéchas	**290**			**285**	
Total	**643**			**639**	**-0,6%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **13,74 abonnés/km** au 31/12/2022 (14,01 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **0,8 habitants/abonné** au 31/12/2022 (0,8 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **66,61 m^3/abonné** au 31/12/2022. (67,23 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 131 228 m³ pour l'exercice 2022 (137 116 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Prise Les verts	surface		73 349	85 063	16%
Prise de la Sapine	surface		23 252	9 921	-57,3%
Puits d'Hiverne (été)			40 515	36 244	-10,5%
Total			137 116	**131 228**	**-4,3%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 27.6%.

1.5.2. Achats d'eaux brutes

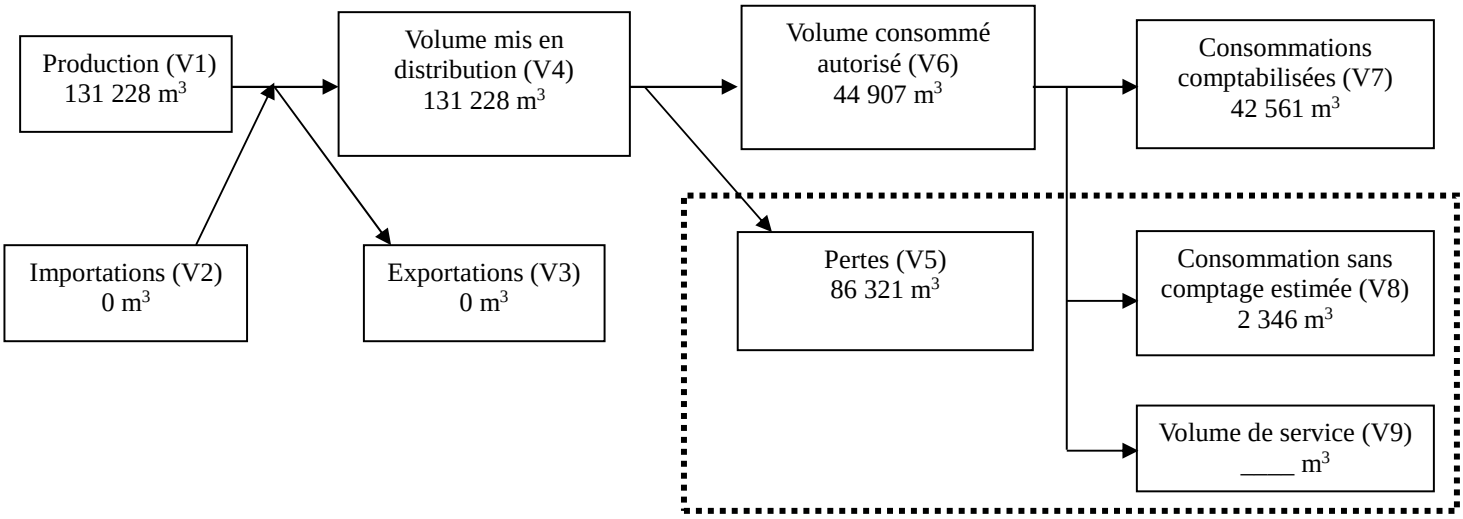
Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Prise Les verts	73 349	85 063	16%	0
Prise de la Sapine	23 252	9 921	-57,3%	0
Puits d'Hiverne (été)	40 515	36 244	-10,5%	80
Total du volume produit (V1)	**137 116**	**131 228**	**-4,3%**	**22,1**

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	43 226	42 561	-1,5%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**43 226**	**42 561**	**-1,5%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**1 985**	**2 346**	**18,2%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**45 211**	**44 907**	**-0,7%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 46,5 kilomètres au 31/12/2022 (45,9 au 31/12/2021). Le linéaire de réseau a été mis à jour.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service :	55€ au 01/01/2022
	55€ au 01/01/2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs SENECHAS		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	81,64 €	81,64 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ de 0 à 100 m³	1,435 €/m³	1,53 €/m³
	Prix au m³ au-delà de 100 m³	1,435 €/m³	1,53 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Tarifs CONCOULES		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	60.48 €	60.48 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ de 0 à 100 m³	1.0116 €/m³	1.1066 €/m³
	Prix au m³ au-delà de 100 m³	0.5782 €/m³	0.6732 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type SENECHAS	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	81,64	81,64	0%
Part proportionnelle	172,20	183,60	6,6%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	253,84	265,24	4,5%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	16,67	17,30	3,8%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	65,87	66,62	1,1%
Total	**319,71**	**331,86**	**3,8%**
Prix TTC au m^3	**2,66**	**2,77**	**4,1%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Facture type CONCOULES	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	60.48	60.48	0%
Part proportionnelle	112.72	124.12	10.11%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	173.20	184.60	6.58%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33.60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	12.23	12.86	3,8%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	**61.43**	62.18	1.21%
Total	**234.63**	**246.79**	**5.18%**
Prix TTC au m^3	**1.96**	**2,06**	**5,1%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Concoules	1.96	2.06
Sénéchas	2.66	2.77

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 42 561 m^3/an (43 226 m^3/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**93 500 €**	**99 083 €**	**+6%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 99 083 € (93 500 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	14	0	17	3
Paramètres physico-chimiques	20	0	19	0

Les 3 non-conformités microbiologiques ont été constatées sur la commune de Concoules.

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	82,4%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 15 pour les paramètres microbiologiques et à 10 pour les paramètres physico-chimiques.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions (1)	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)	65%	11
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	71

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	**Exercice 2022**
Rendement du réseau	33 %	34,2 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	2,7	2,65

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 5,2 m^3/j/km (5,6 en 2021).

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 5,1 m^3/j/km (5,5 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.
.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, **0 km** de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 22,1% (23,6% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 21 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (15 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 32,86 pour 1 000 abonnés (23,33 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	3 941,61	4 609,87
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	97 593,18	109 138,16
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	4,04	4,22

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 4,22% (4,04 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	24 970	0
Montants des subventions en €		0

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	514	514
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,66	2,77
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	82,4%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	71
P104.3	Rendement du réseau de distribution	33%	34,2%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	5,6	5,2
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	5,5	5,1
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0%	0%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	23,6%	22,1%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	23,33	32,86
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	4,04%	4,22%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	15	21
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	12	16
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	16	13
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	30	100

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 19
SEYNES

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 7
1.6.6. Volume consommé autorisé 7
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL. ..... **Erreur ! Signet non défini.**
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : communes de SEYNES
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Seynes
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 159 habitants au 31/12/2022 (161 au 31/12/2021), hors résidents saisonniers.
Chiffre provenant de l'INSEE qui ne comptabilise que la population des résidences principales.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 115 abonnés au 31/12/2022 (113 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Seynes	**113**			**115**	
Total	**113**			**115**	**1,8%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **14,56 abonnés/km** au 31/12/2022 (14,3 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,38 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,42 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **90,94 m³/abonné** au 31/12/2022. (82,65 m³/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 10 972 m³ pour l'exercice 2022 (13 323 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Source du Trône			13 323	10 972	-17,6%
Total			13 323	**10 972**	**-17,6%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100 %.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

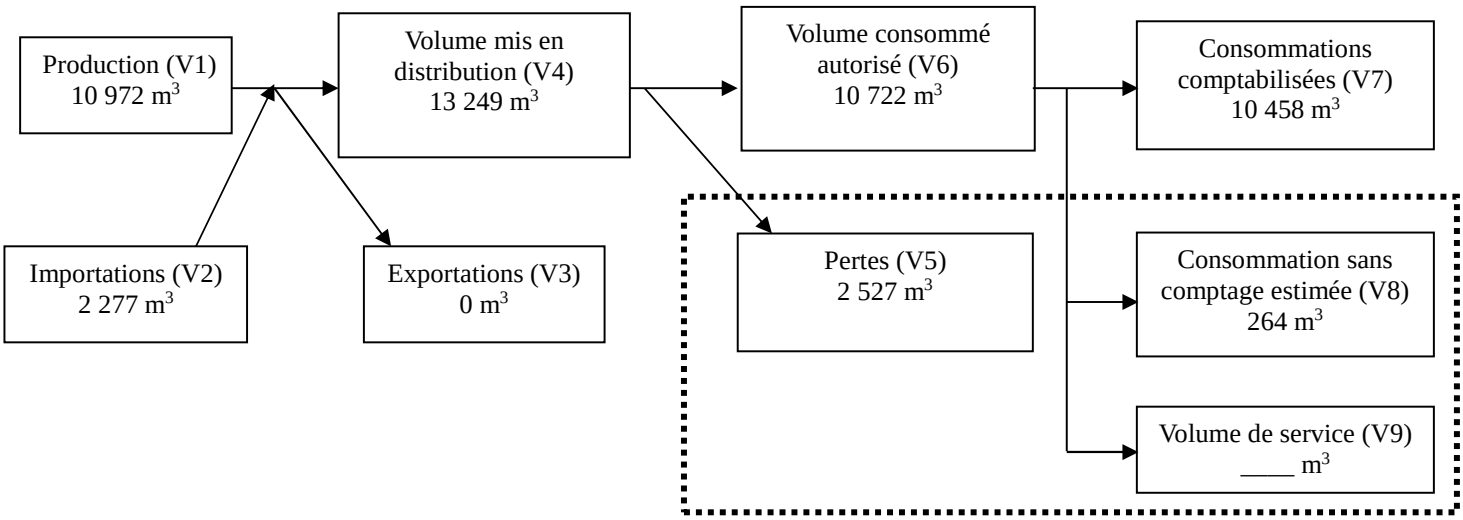
1.5.2. *Achats d'eaux brutes*

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. *Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022*



1.6.2. *Production*

Le service a 0 stations de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Source du Trône	13 323	10 972	-17,6%	100
Total du volume produit (V1)	**13 323**	**10 972**	**-17,6%**	**100**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Syndicat de Lussan	404	2 277	463.6%	80
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**404**	**2 277**	**463,6%**	**80**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	9 339	10 458	12%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**9 339**	**10 458**	**12%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**295**	**264**	**-10,5%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**9 634**	**10 722**	**11,3%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 7,9 kilomètres au 31/12/2022 (7,9 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55€ au 01/01/2022
55€ au 01/01/2023

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	37,3 €	37,3 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	2,0297 €/m³	2,1247 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	37,30	37,30	0%
Part proportionnelle	243,56	254,96	4,7%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	280,86	292,26	4,1%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	18,15	18,79	3,5%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	67,35	68,11	1,1%
Total	**348,21**	**360,37**	**3,5%**
Prix TTC au m^3	**2,90**	**3,00**	**3,5%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Seynes	2.90	3.00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **10 458 m³/an** (9 339 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**20 720 €**	**21 965 €**	**+6%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 21 965 € (20 720 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	9	0	11	0
Paramètres physico-chimiques	12	0	13	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 5 pour les paramètres microbiologiques et à 3 pour les paramètres physi-cochimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions (1)	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)	55%	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	70

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	70,2 %	80,9 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	3,34	3,72

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 1 m^3/j/km (1,5 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 0,9 m^3/j/km (1,4 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0.43	0	0

Au cours des 3 dernières années, 0.43 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 1.8% (2.73% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 96,6% (99,4% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 0 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (0 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 0 pour 1 000 abonnés (0 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	1 577,57	1 637,19
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	14 132,28	29 627,19
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	11,16	5,53

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 5,53% (11,16 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	0
Montants des subventions en €	115 186.00	0
Montants des contributions du budget général en €		

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	161	159
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,9	3
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	70
P104.3	Rendement du réseau de distribution	70,2%	80,9%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	1,5	1
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	1,4	0,9
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	2.73%	1.8%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	99,4%	96,6%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	0	0
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	11,16%	5,53%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	0	0
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	0	1
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	2	2
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	4	1

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 20
ex SIAEP GRAND'COMBIENNE + SOUSTELLE

Branoux les Taillades, Cendras, La Grand'Combe,
Les Salles du Gardon
Sainte Cécile d'Andorge, Soustelle

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 7
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 9
1.6.5. Autres volumes 9
1.6.6. Volume consommé autorisé 9
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
2.1. Modalités de tarification 10
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 12
2.3. Recettes 14
3. Indicateurs de performance 15
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 15
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 15
3.3. Indicateurs de performance du réseau 17
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 17
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 18
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 18
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 19
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 19
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 20
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 20
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 20
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 21
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 22
4. Financement des investissements 23
4.1. Branchements en plomb 23
4.2. Montants financiers 23
4.3. État de la dette du service 23
4.4. Amortissements 23
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 24

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : ex SIAEP GRAND'COMBIENNE + SOUSTELLE
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Branoux-les-Taillades, Cendras, La Grand-Combe, Les Salles-du-Gardon, Sainte-Cécile-d'Andorge, Soustelle
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 11 319 habitants au 31/12/2022 (11 558 au 31/12/2021), hors résidents

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 6 033 abonnés au 31/12/2022 (6 047 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Branoux-les-Taillades	**780**			**785**	**+0.6%**
Cendras	**918**			**918**	**0%**
La Grand-Combe	**2573**			**2561**	**-0.5%**
Les Salles-du-Gardon	**1365**			**1357**	**-0.6%**
Sainte-Cécile-d'Andorge	**343**			**344**	**+0.3%**
Soustelle	**68**			**68**	**0%**
Total	**6 047**			**6 033**	**-0,2%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **33,41 abonnés/km** au 31/12/2022 (34,42 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,88 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,91 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **77,35 m^3/abonné** au 31/12/2022. (71,98 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 677 469 m³ pour l'exercice 2022 (660 453 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Prise du Moulin Larguier			153 518	221 423	44,2%
Prise en rivière (Ruffières)			11 521	10 928	-5,2%
Source du Pradet			13 045	9 732	-25,4%
Forage de Paillères			16 454	18 758	14%
Puits de L'andorge			8 267	4 488	-45,7%
Source des Vernèdes			340 048	312 412	-8,1%
Forage des Ponchets (Prélèvement DDASS)			1 920	2 896	50,8%
Puits du stade de l'Abbaye			____	Comptage commun avec Forage du Clos de l'Abbaye	____%
Captage bas du Castanet			2 299	2 029	-11,7%
Forage F1 de Gravelongue			____	Pas en service	____%
Forage du Clos de l'Abbaye			113 381	94 803	-16,4%
Forage de l'Andorge			____	Pas en service	____%
Captage haut du Castanet			____	Comptage commun avec Captage bas du Castanet	____%
Forage F2 de Gravelongue			____	Pas en service	____%
Total			660 453	**677 469**	**2,6%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

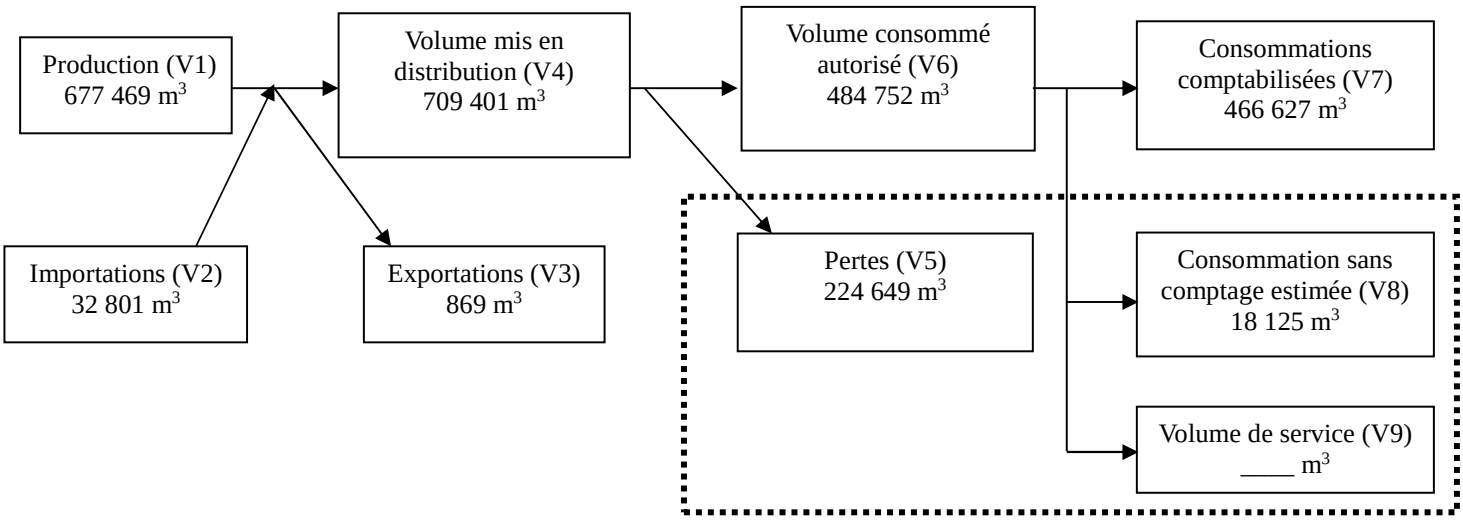
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Prise du Moulin Larguier	153 518	221 423	44,2%	40
Prise en rivière (Ruffières)	11 521	10 928	-5,2%	60
Source du Pradet	13 045	9 732	-25,4%	80
Forage de Paillères	16 454	18 758	14%	80
Puits de L'andorge	8 267	4 488	-45,7%	60
Source des Vernèdes	340 048	312 412	-8,1%	80
Forage des Ponchets (Prélèvement DDASS)	1 920	2 896	50,8%	60
Puits du stade de l'Abbaye	0	0	Comptage commun avec Forage du Clos de l'Abbaye	____
Captage bas du Castanet	2 299	2 029	-11,7%	60
Forage F1 de Gravelongue	0	0	Pas en service	____
Forage du Clos de l'Abbaye	113 381	94 803	-16,4%	80
Forage de l'Andorge	0	0	Pas en service	____
Captage haut du Castanet	0	0	Comptage commun avec Captage bas du Castanet	____
Forage F2 de Gravelongue	0	0	Pas en service	____
Total du volume produit (V1)	**660 453**	**677 469**	**2,6%**	**____**

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**38 993**	**32 801**	**-15,9%**	**100**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	435 257	466 627	7,2%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**435 257**	**466 627**	**7,2%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**736**	**869**	**18,1%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**18 470**	**18 125**	**-1,9%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**453 727**	**484 752**	**6,8%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 180,6 kilomètres au 31/12/2022 (175,7 au 31/12/2021). Les plans de réseaux ont été mis à jour.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service :	55 € au 01/01/2022
	55 € au 01/01/2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs communes de Branoux les Taillades, Cendras, La Grand' Combe, Les Salles du Gardon et Sainte Cécile d'Andorge		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	50,4 €	50,4 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,8382 €/m³	1,9332 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Tarifs commune de Soustelle		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	100.80 €	100.80€
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1.7110 €/m³	1.806 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Tarifs communes de Branoux les Taillades, Cendras, La Grand Combe, Les Salles du Gardon et Sainte Cécile d'Andorge	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	50,40	50,40	0%
Part proportionnelle	220,58	231,98	5,2%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	270,98	282,38	4,2%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17,61	18,24	3,6%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	66,81	67,56	1,1%
Total	**337,79**	**349,94**	**3,6%**
Prix TTC au m^3	**2,81**	**2,92**	**3,9%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Facture type Tarifs Soustelle	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	100.80	100.80	0%
Part proportionnelle	205.32	216.72	5.55%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	306.12	317.52	3.72%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	19.54	20.18	3.25%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	68.74	**69.50**	1.1%
Total	**374.86**	**387.02**	**3.2%**
Prix TTC au m^3	**3.12**	**3.23**	**3.4%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Branoux-les-Taillades	2.81	2.92
Cendras	2.81	2.92
La Grand-Combe	2.81	2.92
Les Salles-du-Gardon	2.81	2.92
Sainte-Cécile-d'Andorge	2.81	2.92
Soustelle	3.12	3.23

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 466 627m^3/an (435 257 m^3/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	999 763 €	1 097 532 €	**+9.8%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 1 097 532 € (999 763 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	109	0	74	1
Paramètres physico-chimiques	142	9	72	6

Les non-conformités physico-chimiques ont été les suivantes :

- Antimoine (5). A noter que la norme sur l'Antimoine est moins stricte à partir du 1er janvier 2023
- Plomb (1)

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	98,6%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	93,7%	91,7%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 40 pour les paramètres microbiologiques et à 39 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	55%	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	pour : 5 points pour : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	70

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	**Exercice 2022**
Rendement du réseau	65 %	68,4 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	7,09	7,37

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 3,7 m^3/j/km (4,1 en 2021).

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 3,4 m^3/j/km (3,8 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			4.9	2.116	3.511

Au cours des 3 dernières années, 10.527 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 1.94 % (2% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 67,9% (70,5% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 40 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (39 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 6,63 pour 1 000 abonnés (6,45 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	186 506,99	203 370,17
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	1 329 113,06	1 361 553,02
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	14,03	14,94

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 14,94% (14,03 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0,17 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	708 798	1 529 050
Montants des subventions en €		1 091 088

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données dont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	11 558	11 319
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,81 (3.12 pour Soustelle)	2,92 (3.23 pour Soustelle)
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	98,6%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	93,7%	91,7%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	95	70
P104.3	Rendement du réseau de distribution	65%	68,4%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	4,1	3,7
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	3,8	3,4
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	2%	1.94%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	70,5%	67,9%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	6,45	6,63
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	14,03%	14,94%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0,17	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	39	40
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	40	44
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	69	75
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	732	291

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 21
ex SIAEP de BOUCOIRAN-BRIGNON-CRUVIERS

Boucoiran et Nozières, Brignon, Cruviers Lascours

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 7
1.6.6. Volume consommé autorisé 7
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 12
2.3. Recettes 15
3. Indicateurs de performance 16
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 16
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 16
3.3. Indicateurs de performance du réseau 18
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 18
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 18
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 19
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 19
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 19
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 21
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 21
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 21
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 22
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 23
4. Financement des investissements 24
4.1. Branchements en plomb 24
4.2. Montants financiers 24
4.3. État de la dette du service 24
4.4. Amortissements 24
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 25

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : ex SIAEP de BOUCOIRAN-BRIGNON-CRUVIERS
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Boucoiran-et-Nozières, Brignon, Cruviers-Lascours
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 2 490 habitants au 31/12/2022 (2 503 au 31/12/2021), hors résidents

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 1 317 abonnés au 31/12/2022 (1 298 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Boucoiran-et-Nozières	**491**			**493**	
Brignon	**445**			**459**	
Cruviers-Lascours	**362**			**365**	
Total	**1 298**			**1 317**	**1,5%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **29,07 abonnés/km** au 31/12/2022 (29,3 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,89 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,93 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **109,91 m^3/abonné** au 31/12/2022. (113,56 m^3/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 199 435 m^3 pour l'exercice 2022 (291 185 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Puits du Pont de Ners			291 185	199 435	-31,5%
Total			291 185	**199 435**	**-31,5%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Les campagnes de recherche et de réparation de fuites menées ont montré leur efficacité.
Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé :100%

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

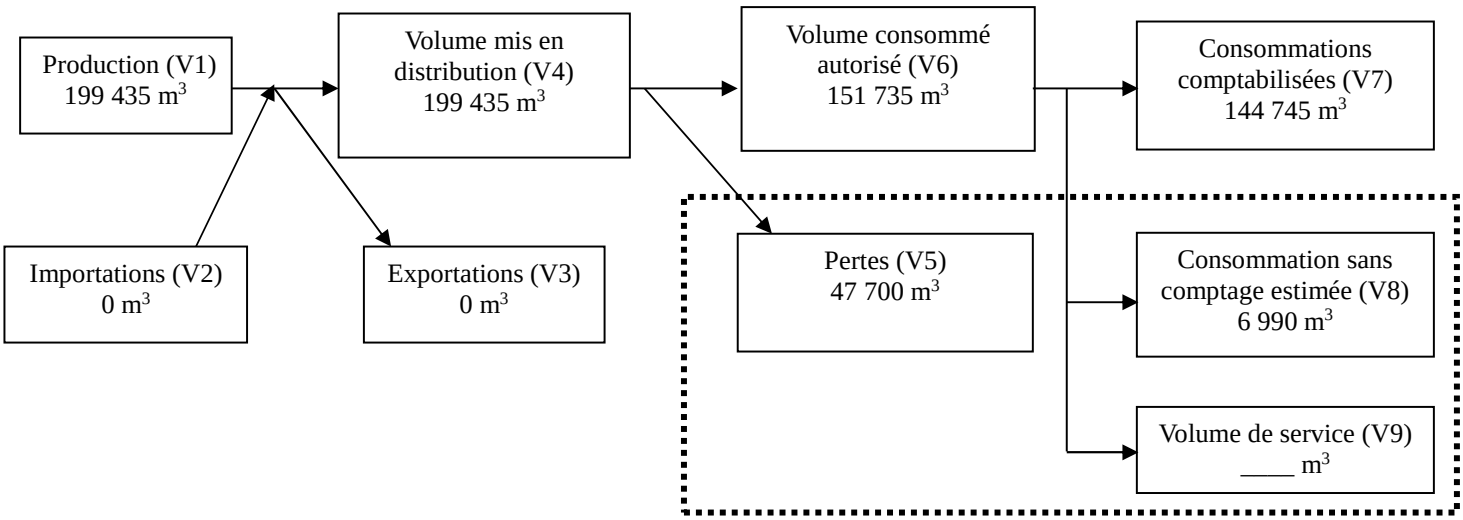
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 stations de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Puits du Pont de Ners	291 185	199 435	-31,5%	100
Total du volume produit (V1)	**291 185**	**199 435**	**-31,5%**	**100**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**____**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	147 398	144 745	-1,8%
Abonnés non domestiques	0	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**147 398**	**144 745**	**-1,8%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**6 990**	**6 990**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**154 388**	**151 735**	**-1,7%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 45,3 kilomètres au 31/12/2022 (44,3 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service :	55 € au 01/01/2022
	55 € au 01/01/2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs BOUCOIRAN ET NOZIERES		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	37,3 €	37,3 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,3846 €/m³	1,4796 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Tarifs BRIGNON		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	20.16 €	20.16 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1.4854 €/m³	1.5804 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs CRUVIERS LASCOURS		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	20.06 €	20.06 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,4078 €/m³	1,5028 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[(1)] Rajouter autant de lignes que d'abonnements
[(2)] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type BOUCOIRAN ET NOZIERES	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	37,30	37,30	0%
Part proportionnelle	166,15	177,55	6,9%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	203,45	214,85	5,6%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0.77%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	13,90	14,52	4,5%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	63,10	63,84	1%
Total	**266,55**	**278,69**	**4,55%**
Prix TTC au m^3	**2,22**	**2,32**	**4,5%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Facture type BRIGNON	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	20.16	20.16	0%
Part proportionnelle	178.25	189.65	6.4%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	198.41	209.81	5.74%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.77%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33.60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	13,61	14.77	8.52%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	62.81	**63.57**	1.21%
Total	**261.22**	**273.38**	**4.66%**
Prix TTC au m^3	**2,18**	**2.28**	**4.5%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Facture type CRUVIERS LASCOURS	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	20.06	20.06	0%
Part proportionnelle	168.93	180.34	6.75%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	188.99	200.40	6.04%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.77%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	13.10	13.73	4.84%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	62.30	**63.05**	1.21%
Total	**251.30**	**263.45**	**4.83%**
Prix TTC au m^3	**2,09**	**2.20**	**5.02%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Boucoiran-et-Nozières	2.22	2.32
Brignon	2.18	2.28
Cruviers-Lascours	2.09	2.20

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **144 745m^3/an** (147 398 m^3/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**249 672 €**	**258 631 €**	**+3.6%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 258 631 € (249 672 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	11	0	13	0
Paramètres physico-chimiques	15	0	13	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 8 pour les paramètres microbiologiques et à 5 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	75%	12
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	72

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	53 %	76,1 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	9,55	9,18

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 3,3 m^3/j/km (8.9 m^3/j/km en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 2,9 m^3/j/km (8.5 m^3/j/km en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			4.16	0.03	0.03

Au cours des 3 dernières années, **4.22 km** de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 3.1% (4.70% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 100% (100% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 8 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (4 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 6,07 pour 1 000 abonnés (3,08 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	17 489,37	27 443,51
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	249 242,09	297 384,88
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	7,02	9,23

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 9,23% (7,02 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	12 731
Montants des subventions en €		484 421.69

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89** € (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	2 503	2 490
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]. Ex ici :BOUCOIRAN ET NOZIERES	2,22	2,32
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	72
P104.3	Rendement du réseau de distribution	53%	76,1%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	8.9	3,3
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	8.5	2,9
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	4.7%	3.1%
P108.3	Indice d’avancement de la protection de la ressource en eau	100%	100%
P151.1	Taux d’occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	3,08	6,07
P152.1	Taux de respect du délai maximal d’ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d’extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d’impayés sur les factures d’eau de l'année précédente	7,02%	9,23%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	4	8
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	11	9
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	31	25
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	576	486

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 22
ex SIAEP de TORNAC-MASSILLARGUES

Tornac, Massillargues Atuech

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 5
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 5
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 6
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 6
1.6.2. Production 6
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 7
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : ex SIAEP de TORNAC – MASSILLARGUES ATUECH
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Massillargues-Atuech, Tornac
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 1 657 habitants au 31/12/2022 (1 642 au 31/12/2021), hors résidents saisonniers.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 965 abonnés au 31/12/2022 (956 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Massillargues-Atuech	**423**			**431**	**+1.9%**
Tornac	**533**			**534**	**+0.2%**
Total	**956**			**965**	**0,9%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **18,04 abonnés/km** au 31/12/2022 (19,27 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,72 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,72 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **109,64 m³/abonné** au 31/12/2022. (108,09 m³/abonné au 31/12/2021).

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 178 313 m³ pour l'exercice 2022 (160 804 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Source du Bois de Bourguet			102 857	89 905	-12,6%
Source du Moulin de Baron			Cumulé avec Source du Bois Bourguet	Cumulé avec Source du Bois Bourguet	____%
Forage d'Atuech			57 947	88 408	52,6%
Total			160 804	**178 313**	**10,9%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100 %.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

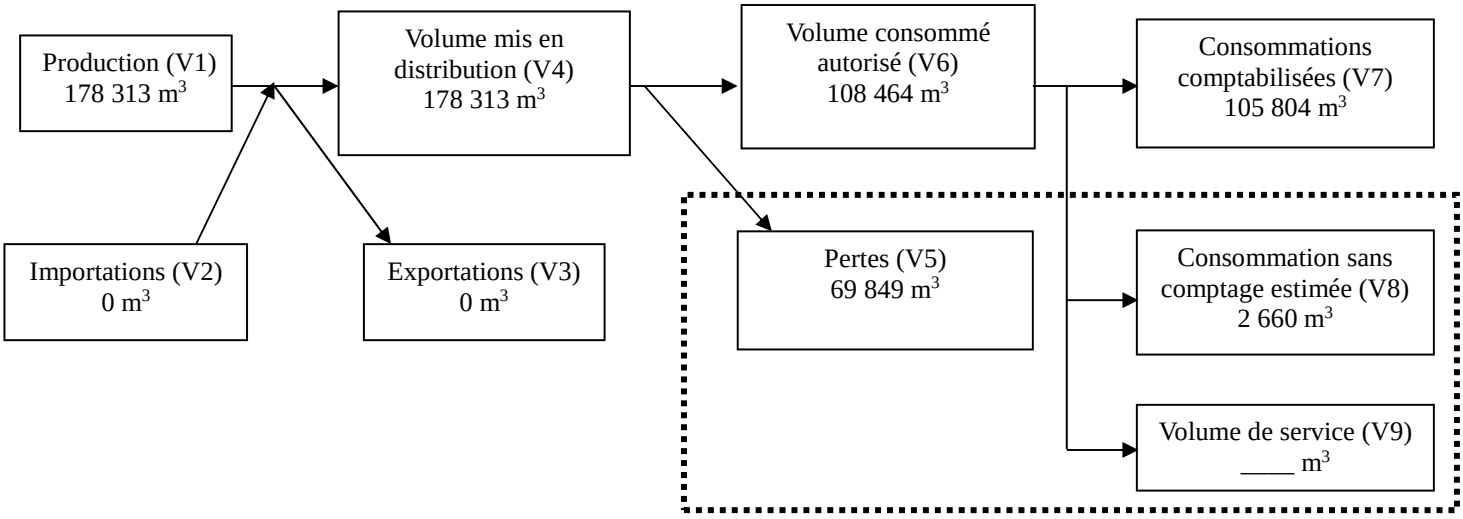
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Source du Bois de Bourguet	102 857	89 905	-12,6%	80
Source du Moulin de Baron	Cumulé avec Source du Bois Bourguet	Cumulé avec Source du Bois Bourguet	____%	80
Forage d'Attuech	57 947	88 408	52,6%	80
Total du volume produit (V1)	**160 804**	**178 313**	**10,9%**	**80**

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques[(1)]	103 335	105 804	2,4%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**103 335**	**105 804**	**2,4%**
Service de [(2)]			
Service de [(2)]			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**2 660**	**2 660**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**105 995**	**108 464**	**2,3%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 53,5 kilomètres au 31/12/2022 (49,6 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : **55€** au 01/01/2022
55€ au 01/01/2023

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	34,4 €	34,4 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³ de 0 à 200 m³	1,7797 €/m^3	1,8747 €/m^3
	Prix au m³ de 201 à 500 m³	2,1053 €/m^3	2,2003 €/m^3
	Prix au m³ au-delà de 500 m³	2,4198 €/m^3	2,5148 €/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	34,40	34,40	0%
Part proportionnelle	213,56	224,96	5,3%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	247,96	259,36	4,6%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	16,34	16,98	3,9%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	65,54	66,30	1,2%
Total	**313,50**	**325,66**	**3,9%**
Prix TTC au m^3	**2,61**	**2,71**	**3,8%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Massillargues-Atuech	2.61	2.71
Tornac	2.61	2.71

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **105 804 m³/an** (103 335 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**247 542**	**258 829**	**+4.6%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 258 829 € (247 542 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	20	0	20	0
Paramètres physico-chimiques	31	0	23	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 9 pour les paramètres microbiologiques et à 10 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	95%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	75

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	65,9 %	60,8 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	5,85	5,55

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 3,7 m^3/j/km (3,2 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 3,6 m^3/j/km (3 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement, ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0	0

Au cours des 3 dernières années, 0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0% (0% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 80% (80% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 10 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (6 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 10,36 pour 1 000 abonnés (6,28 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	14 199,5	23 374,71
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	259 244,56	296 742.57
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	5,48	7,88

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 7,88% (5,48 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	254 394
Montants des subventions en €	71 852.69	191 612.69

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	1 642	1 657
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,61	2,71
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	106	75
P104.3	Rendement du réseau de distribution	65,9%	60,8%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	3,2	3,7
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	3	3,6
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable depuis 2020	0 %	0 %
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	80%	80%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	6,28	10,36
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	5,48%	7.88%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	6	10
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	3	3
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	22	29
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	36	273

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 23
ex SIAEP DE L'AVENE, ANDUZE, MASSANES

ANDUZE, BAGARD, BOISSET ET GAUJAC,
LES PLANS, MASSANES, MEJANNES LES ALES
MONTEILS, MONS, RIBAUTE LES TAVERNES
ROUSSON, ST CHRISTOL LES ALES
ST HILAIRE DE BRETHMAS, ST JEAN DU PIN
ST JULIEN LES ROSIERS, ST MARTIN DE VALGALGUES
ST PRIVAT DES VIEUX, ST SEBASTIEN D'AIGREFEUILLE
ST JUST ET VACQUIERES, SERVAS

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 7
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 7
1.5.2. Achats d'eaux brutes 8
1.6. Eaux traitées 8
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 8
1.6.2. Production 8
1.6.3. Achats d'eaux traitées 10
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 10
1.6.5. Autres volumes 10
1.6.6. Volume consommé autorisé 10
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 10
2. Tarification de l'eau et recettes du service 11
2.1. Modalités de tarification 11
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 12
2.3. Recettes 48
3. Indicateurs de performance 49
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 49
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 49
3.3. Indicateurs de performance du réseau 51
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 51
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 52
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 52
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 53
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 53
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 54
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 54
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 54
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 55
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 56
4. Financement des investissements 57
4.1. Branchements en plomb 57
4.2. Montants financiers 57
4.3. État de la dette du service 57
4.4. Amortissements 57
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 58

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : ex SIAEP de l'AVENE, ANDUZE, MASSANES
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Anduze, Bagard, Boisset-et-Gaujac, Les Plans, Massanes, Mons, Monteils, Méjannes-lès-Alès, Ribaute-les-Tavernes, Rousson, Saint-Christol-lès-Alès, Saint-Hilaire-de-Brethmas, Saint-Jean-du-Pin, Saint-Julien-les-Rosiers, Saint-Just-et-Vacquières, Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille, Servas
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la Distribution et Délégation de service public pour la Production.**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Le service public d'eau potable dessert 47 601 habitants au 31/12/2022 (47 190 au 31/12/2021).

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 23 608 abonnés au 31/12/2022 (23 109 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Anduze	2 095			**2107**	**+0.5%**
Bagard	1 219			**1243**	**+2%**
Boisset-et-Gaujac	1 395			**1435**	**+2.8%**
Les Plans	130			**137**	**+5.4%**
Massanes	114			**111**	**-2.6%**
Mons	874			**899**	**+2.9%**
Monteils	300			**307**	**+2.3%**
Méjannes-lès-Alès	617			**623**	**+1%**
Ribaute-les-Tavernes	999			**1031**	**+3.2%**
Rousson	2 012			**2051**	**+1.9%**
Saint-Christol-lès-Alès	3 428			**3525**	**+2.8%**
Saint-Hilaire-de-Brethmas	2 352			**2383**	**+1.3%**
Saint-Jean-du-Pin	716			**724**	**+1.1%**
Saint-Julien-les-Rosiers	1 529			**1565**	**+2.3%**
Saint-Just-et-Vacquières	158			**160**	**+1.2%**
Saint-Privat-des-Vieux	2 572			**2641**	**+2.7%**
Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille	286			**293**	**+2.4%**
Servas	114			**114**	**0%**
Total	23 109			**23 608**	**+2,2%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 31,68 abonnés/km au 31/12/2022 (31,28 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 2,02 habitants/abonné au 31/12/2022 (2,04 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 120,76 m^3/abonné au 31/12/2022. (119,42 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 9 300 520 m^3 pour l'exercice 2022 (9 008 695 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m^3	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m^3	Variation en %
Puits Sud de Tornac (prélèvement DDASS)			3 171 266	3 082 009	-2,8%
Puits Est de Tornac			Compté avec puits Sud Tornac	Compté avec puits Sud Tornac	____%
Forages (2) des Plantiers (prélèvement DDASS)			1 709 759	1 740 024	1,8%
Captage de la Coste - déviation de la source de la Tour			Plus en service	Plus en service	____%
Forage LT4 des Dauthunes			Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%
Forage LT1 des Dauthunes (prélèvement DDASS)			3 758 316	4 113 725	9,5%
Forage LT6 des Dauthunes			Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%
Forage LT3 des Dauthunes			Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%
Forage LT2 des Dauthunes			Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%
Forage LT5 des Dauthunes			Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%
Captage de Camp Granier, Massanes			Plus en service	Plus en service	____%
Captage de Tornac			Compté avec puits Sud Tornac	Compté avec puits Sud Tornac	____%
Forage F1 Anduze (prélèvement DDASS)			369 354	364 762	-1,2%
Puits de la Sablonnière P2			Compté avec Forage F1 Anduze	Compté avec Forage F1 Anduze	____%
Forage F2			Compté avec Forage F1 Anduze	Compté avec Forage F1 Anduze	____%
Puits Ouest de Tornac			Compté avec puits Sud Tornac	Compté avec puits Sud Tornac	____%
Total			9 008 695	**9 300 520**	**3,2%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé :100%

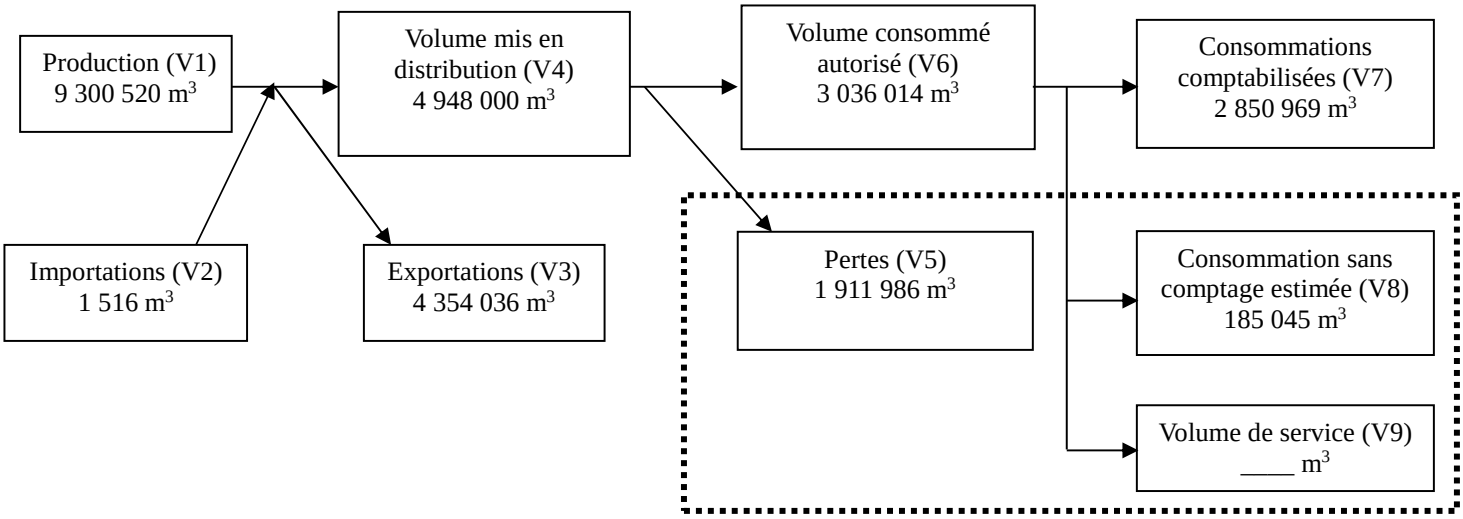
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement.

Le traitement de l'eau se fait par simple chloration

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	**Volume produit durant l'exercice 2021 en m³**	**Volume produit durant l'exercice 2022 en m³**	**Variation des volumes produits en %**	**Indice de protection de la ressource exercice 2022**
Puits Sud de Tornac (prélèvement DDASS)	3 171 266	3 082 009	-2,8%	100
Puits Est de Tornac	Compté avec puits Sud Tornac	Compté avec puits Sud Tornac	____%	____
Forages (2) des Plantiers (prélèvement DDASS)	1 709 759	1 740 024	1,8%	100
Captage de la Coste - déviation de la source de la Tour	Plus en service	Plus en service	____%	____
Forage LT4 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%	____
Forage LT1 des Dauthunes (prélèvement DDASS)	3 758 316	4 113 725	9,5%	100
Forage LT6 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%	____
Forage LT3 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%	____
Forage LT2 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%	____
Forage LT5 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	Compté avec LT1 des Dauthunes	____%	____
Captage de Camp Granier M assanes	Plus en service	Plus en service	____%	____
Captage de Tornac	Compté avec puits Sud Tornac	Compté avec puits Sud Tornac	____%	____
Forage F1 Anduze (prélèvement DDASS)	369 354	364 762	-1,2%	100
Puits de la Sablonnière P2	Compté avec Forage F1 Anduze	Compté avec Forage F1 Anduze	____%	____
Forage F2	Compté avec Forage F1 Anduze	Compté avec Forage F1 Anduze	____%	____
Puits Ouest de Tornac	Compté avec puits Sud Tornac	Compté avec puits Sud Tornac	____%	____
Total du volume produit (V1)	**9 008 695**	**9 300 520**	**3,2%**	**____**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**1 173**	**1 516**	**29,2%**	**80**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	2 759 705	2 850 969	3,3%
Abonnés non domestiques	0	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**2 759 705**	**2 850 969**	**3,3%**
Total vendu à d'autres services (V_3), essentiellement à Alès	**4 336 304**	**4 354 036**	**0,4%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**185 045**	**185 045**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**2 944 750**	**3 036 014**	**3,1%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 745,2 kilomètres au 31/12/2022 (738,8 au 31/12/2021). Une mise à jour des plans a été effectuée.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55 € au 01/01/2022
55 € au 01/01/2023

Tarifs de SAINT JUST ET VACQUIERES ET LES PLANS

Tarifs Saint Just et Vacquieres et Les Plans		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0.422 €/m³	0.422 €/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m³	0,9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2,2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1,7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1,4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[(1)] Rajouter autant de lignes que d'abonnements
[(2)] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Saint Just et Vacquieres et Les Plans	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82,10	82,10	0%
Part proportionnelle	233,50	244,90	4,9%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	315,60	327,00	3,6%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	20,06	20,70	3,2%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	69,26	70,02	1,1%
Total	**384,86**	**397,02**	**3,2%**
Prix TTC au m^3	**3,21**	**3,31**	**3,1%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

TARIFS ANDUZE

Tarifs ANDUZE		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	80.64 €	80.64 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³ de 0 à 20 m³	0.7042 €/m^3	0.7992 €/m^3
	Prix au m³ de 21 à 100 m³	1.2868 €/m^3	1.3818 €/m^3
	Prix au m³ de 101 à 200 m³	1.4451 €/m^3	1.5401 €/m^3
	Prix au m³ de 201 à 700 m³	1.5519 €/m^3	1.6469 €/m^3
	Prix au m³ au-delà de 700 m³	1,7636 €/m^3	1.8586 €/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

[(1)] Rajouter autant de lignes que d'abonnements
[(2)] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE ANDUZE

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type ANDUZE	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	80.64	80.64	0%
Part proportionnelle	145.93	157.33	7.8%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	226.57	237.97	4.79%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33.60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	15.17	15.80	3.99%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	64.37	65.12	1.15%
Total	**290.94**	**303.09**	**4%**
Prix TTC au m^3	**2.42**	**2.53**	**4.35%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

TARIFS MASSANES

Tarifs Massanes		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	60.48 €	60.48 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³	1.183 €/m^3	1.2780 €/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE MASSANES

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Massanes	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	60.48	60.48	0%
Part proportionnelle	141.96	153.36	7.43%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	202.44	213.84	5.33%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	13.84	14.47	4.35%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	63.04	63.79	1.18%
Total	**265.48**	**277.63**	**4.38%**
Prix TTC au m^3	**2.21**	**2.31**	**4.33%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de BAGARD

Tarifs BAGARD		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0.029 €/m³	0.029€/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m³	0,9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2,2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1,7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1,4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE BAGARD

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Bagard	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	186.336	197.736	5.76%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	268.436	279.836	4.07%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17.47	18.10	3.67%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	66.67	67.42	1.11%
Total	**335.11**	**347.26**	**3.50%**
Prix TTC au m^3	**2.79**	**2.89**	**3.46%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de BOISSET GAUJAC

Tarifs BOISSET GAUJAC		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³ sans tranche	0.0670 €/m^3	0.0670€/m^3
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m^3	0,9077€/m^3
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m^3	2.3299€/m^3
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m^3	1.8832€/m^3
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m^3	1.5240€/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE BOISSET GAUJAC

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Boisset Gaujac	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	190.896	202.296	5.64%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	272.996	284.396	4.00%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17.72	18.35	3.43%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	66.92	67.67	1.11%
Total	**339.92**	**352.07**	**3.45%**
Prix TTC au m^3	**2.83**	**2.93**	**3.41%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de MEJANNES LES ALES

Tarifs MEJANNES LES ALES		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0.0440 €/m³	0.0440€/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m³	0,9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE MEJANNES LES ALES

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Mejannes les Alès	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	188.136	199.54	5.72%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	270.236	281.64	4.05%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17.57	18.2	3.46%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	66.77	67.52	1.11%
Total	**337.00**	**349.16**	**3.48%**
Prix TTC au m^3	**2.81**	**2.91**	**3.44%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de MONS

Tarifs MONS		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0,114 €/m³	0.1140€/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m³	0,9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE MONS

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Mons	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	196.536	208.26	5.63%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	278.636	290.36	4.04%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	18.03	18.66	3.38%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	67.23	67.98	1.10%
Total	**345.87**	**358.02**	**3.39%**
Prix TTC au m^3	**2.88**	**2.98**	**3.36%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de MONTEILS

Tarifs MONTEILS		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0,2400 €/m³	0.2400€/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m³	0,9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE MONTEILS

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Monteils	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	211.656	223.056	5.11%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	293.756	305.156	3.74%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	18.86	19.5	3.28%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	68.06	68.82	1.10%
Total	**361.82**	**373.97**	**3.25%**
Prix TTC au m^3	**3.01**	**3.12**	**3.65**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de RIBAUTE LES TAVERNES

Tarifs RIBAUTE LES TAVERNES		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0,214 €/m³	0.2140€/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0,8127 €/m³	0,9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2,2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1,7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1,4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE RIBAUTE LES TAVERNES

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Ribaute les Tavernes	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	208.536	219.936	5.18%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	290.636	302.036	3.77%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	18.69	19.32	3.26%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	67.89	68.64	1.09%
Total	**358.53**	**370.68**	**3.28%**
Prix TTC au m^3	**2.99**	**3.09**	**3.24%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de ROUSSON

Tarifs ROUSSON		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0,0830 €/m³	0.0830€/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m³	0.9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE ROUSSON

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Rousson	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	192.816	204.216	5.58%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	274.916	286.316	3.98%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0.76%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17.83	18.46	3.41%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	67.03	67.78	1.11%
Total	**341.94**	**354.10**	**3.43%**
Prix TTC au m^3	**2.85**	**2.95**	**3.39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de SAINT CHRISTOL LES ALES

Tarifs SAINT CHRISTOL LES ALES		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³ sans tranche	0.0150 €/m^3	0.0150€/m^3
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m^3	0.9077€/m^3
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m^3	2.3299€/m^3
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m^3	1.8832€/m^3
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m^3	1.5240€/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements

(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE SAINT CHRISTOL LES ALES

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Saint Christol les Ales	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	184.656	196.056	5.82%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	266.756	278.156	4.10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17.38	18.01	3.50%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	66.58	67.33	1.11%
Total	**333.33**	**345.49**	**3.52%**
Prix TTC au m^3	**2.78**	**2.88**	**3.47%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de SAINT HILAIRE DE BRETHMAS

Tarifs SAINT HILAIRE DE BRETHMAS		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0,0810 €/m³	0.0810€/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m³	0.9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[(1)] Rajouter autant de lignes que d'abonnements
[(2)] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE SAINT HILAIRE DE BRETHMAS

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Saint Hilaire de Brethmas	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	192.576	204.66	5.90%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	274.676	286.076	3.96%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17.81	18.45	3.47%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	67.01	67.77	1.12%
Total	**341.69**	**353.84**	**3.43%**
Prix TTC au m^3	**2.85**	**2.95**	**3.39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de SAINT JEAN DU PIN

Tarifs SAINT JEAN DU PIN		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0.1180 €/m³	0.1180€/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m³	0.9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE SAINT JEAN DU PIN

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Saint Jean du Pin	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	197.016	208.416	5.47%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	279.116	290.516	3.92%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	18.06	18.69	3.37%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	67.26	68.01	1.10%
Total	**346.37**	**358.53**	**3.39%**
Prix TTC au m^3	**2.89**	**2.99**	**3.34%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de SAINT JULIEN LES ROSIERS

Tarifs SAINT JULIEN LES ROSIERS		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ sans tranche	0.0430 €/m³	0.0430€/m³
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m³	0.9077€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m³	2.3299€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m³	1.8832€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m³	1.5240€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE SAINT JULIEN LES ROSIERS

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Saint Julien les Rosiers	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	188.016	199.416	5.72%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	270.116	281.516	4.05%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17.56	18.20	3.51%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	66.76	67.52	1.13%
Total	**336.88**	**349.03**	**3.48%**
Prix TTC au m^3	**2.81**	**2.91**	**3.44%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de SAINT PRIVAT DES VIEUX

Tarifs SAINT PRIVAT DES VIEUX		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³ sans tranche	0.0870 €/m^3	0.0870€/m^3
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m^3	0.9077€/m^3
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m^3	2.3299€/m^3
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m^3	1.8832€/m^3
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m^3	1.5240€/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements

(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE SAINT PRIVAT DES VIEUX

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Saint Privat des Vieux	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	193.296	204.696	5.57%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	275.396	286.796	3.98%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17.85	18.49	3.46%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	67.05	67.81	1.12%
Total	**342.45**	**354.60**	**3.43%**
Prix TTC au m^3	**2.85**	**2.96**	**3.72%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de SAINT SEBASTIEN D'AIGREFEUILLE

Tarifs SAINT SEBASTIEN D'AIGREFEUILLE		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³ sans tranche	0.2320 €/m^3	0.2320€/m^3
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m^3	0.9077€/m^3
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m^3	2.3299€/m^3
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m^3	1.8832€/m^3
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m^3	1.5240€/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE SAINT SEBASTIEN D'AIGREFEUILLE

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Saint Sébastien d'Aigrefeuille	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	210.696	222.096	5.13%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	292.796	304.196	3.75%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	18.80	19.44	3.29%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	68.00	68.76	1.11%
Total	**360.80**	**372.96**	**3.26%**
Prix TTC au m^3	**3.01**	**3.11**	**3.22%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de SERVAS

Tarifs SERVAS		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m³ sans tranche	0.4090 €/m^3	0.4090€/m^3
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8127 €/m^3	0.9077€/m^3
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2349 €/m^3	2.3299€/m^3
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.7882 €/m^3	1.8832€/m^3
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4290 €/m^3	1.5240€/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

[(1)] Rajouter autant de lignes que d'abonnements
[(2)] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE SERVAS

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Servas	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	231.936	243.336	4.69%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	314.036	325.436	3.50%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	19.98	20.61	3.06%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	69.18	69.93	1.07%
Total	**383.21**	**395.37**	**3.08%**
Prix TTC au m^3	**3.19**	**3.30**	**3.33%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs de SAINT MARTIN DE VALGALGUES

Tarifs SAINT MARTIN DE VALGALGUES		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	82,1 €	82,1 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ de 0 à 60 m³	0.8727 €/m³	0.9677€/m³
	Prix au m³ de 61 à 12 000 m³	2.2949 €/m³	2.3899€/m³
	Prix au m³ de 12 001 à 24 000 m³	1.8482 €/m³	1.9432€/m³
	Prix au m³ au-delà de 24 000 m³	1.4890 €/m³	1.5840€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

FACTURE TYPE SAINT MARTIN DE VALGALGUES

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type Saint Martin de Valgalgues	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	82.10	82.10	0%
Part proportionnelle	190.056	201.46	5.66%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	272.156	283.556	4.02%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15.72	0.76%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17.67	18.31	3.50%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	66.87	67.63	1.12%
Total	**339.03**	**351.18**	**3.46%**
Prix TTC au m^3	**2.82**	**2.93**	**3.75%**

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Commune	**Prix au 01/01/2022 en €/m^3**	**Prix au 01/01/2023 en €/m^3**
Anduze	2.42	**2.53**
Bagard	2.79	**2.89**
Boisset-et-Gaujac	2.83	**2.93**
Les Plans	3.21	**3.31**
Massanes	2.21	**2.31**
Mons	2.88	**2.98**
Monteils	3.01	**3.12**
Méjannes-lès-Alès	2.81	**2.91**
Ribaute-les-Tavernes	2.99	**3.09**
Rousson	2.85	**2.95**
Saint-Christol-lès-Alès	2.78	**2.88**
Saint-Hilaire-de-Brethmas	2.85	**2.95**
Saint-Jean-du-Pin	2.89	**2.99**
Saint-Julien-les-Rosiers	2.81	**2.91**
Saint-Just-et-Vacquières	3.21	**3.31**
Saint-Martin-de-Valgalgues	2.82	**2.93**
Saint-Privat-des-Vieux	2.85	**2.96**
Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille	3.01	**3.11**
Servas	3.19	**3.30**

Les chiffres ci-dessus sont arrondis au centime d'euro.

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- x annuelle
- □ semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- □ annuelle
- x semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de 2 850 969 m³/an (2 759 705 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	6 616 386 €	**7 094 447 €**	**+7.2%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 7 094 447 € (6 616 386 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	101	0	111	0
Paramètres physico-chimiques	127	0	121	3

Les trois résultats non-conformes ont porté sur :

- L' arsenic (2)
- L'atrazine (1)

Ces dépassements sont ponctuels. Les contre-analyses ont montré un retour à la normale.

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	99,2%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à **49** pour les paramètres microbiologiques et à **31** pour les paramètres physicochimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions (1)	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)	65%	11
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Oui (2)	5
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	76

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	80,8 %	79,4 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	27	27,17

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 7,7 m^3/j/km (7,1 en 2021).

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 7 m^3/j/km (6,4 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			2.85	7.1425	4.531

Au cours des 3 dernières années, 14.523 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0.65% (0.68% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 100% (100% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 106 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (149 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 4,49 pour 1 000 abonnés (6,45 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données Générales et Globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	612 326,84	642 826,07
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	7 596 698,63	8 221 198,89
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	8,06	7,82

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 7,82% (8,06 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature, relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non (en cours)

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 5

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0,21 pour 1000 abonnés (0,35 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.
Le nombre de branchements en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	2 128 901	1 300 203
Montants des subventions en €	321 664.50	855 878 .84

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021).
Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	47 190	47 601
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³] Ex ici : commune de Les Plans/ Saint Just, sachant que chaque commune a son propre tarif.	3,21	3,31
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	99,2%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	107	76
P104.3	Rendement du réseau de distribution	80,8%	79,4%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	7,1	7,7
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	6,4	7
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0.68 %	0.65 %
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	100%	100%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	6,45	4,49
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	8,06%	7,82%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0,35	0,21
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	150	106
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	96	150
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	442	351
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	1013	1116

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 24
ex SIAEP de la DROUDE

Euzet les Bains, Martignargues, Ners, St Césaire de Gauzignan, St Etienne de l'Olm, St Hippolyte de Caton, St Jean de Ceyrargues, St Maurice de Cazevieille

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 7
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 8
2. Tarification de l'eau et recettes du service 9
2.1. Modalités de tarification 9
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 10
2.3. Recettes 11
3. Indicateurs de performance 12
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 12
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 12
3.3. Indicateurs de performance du réseau 14
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 14
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 14
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 15
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 15
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 15
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 17
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 17
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 17
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 18
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : ex SIAEP de la DROUDE
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Euzet les Bains, Martignargues, Ners, Saint-Césaire-de-Gauzignan, Saint-Hippolyte-de-Caton, Saint-Jean-de-Ceyrargues, Saint-Maurice-de-Cazevieille, Saint-Étienne-de-l'Olm
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 3 651 habitants au 31/12/2022 (3 614 au 31/12/2021), hors résidents

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 1 996 abonnés au 31/12/2022 (1 941 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Euzet	269			**275**	**+2.2%**
Martignargues	215			**221**	**+2.8%**
Ners	418			**428**	**+2.4%**
Saint-Césaire-de-Gauzignan	189			**195**	**+3.2%**
Saint-Hippolyte-de-Caton	157			**162**	**+3.2%**
Saint-Jean-de-Ceyrargues	107			**110**	**+2.8%**
Saint-Maurice-de-Cazevieille	383			**396**	**+3.4%**
Saint-Étienne-de-l'Olm	203			**209**	**+3%**
Total	1 941			**1 996**	**+2,8%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **22,66 abonnés/km** au 31/12/2022 (20,54 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,83 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,86 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **119,18 m³/abonné** au 31/12/2022. (117,16 m³/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 376 200 m³ pour l'exercice 2022 (370 615 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Forage F14			162 529	161 521	-0,6%
Forage Nord des Prés - F93			208 086	214 679	3,2%
Total			370 615	**376 200**	**1,5%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé :100 %

1.5.2. Achats d'eaux brutes

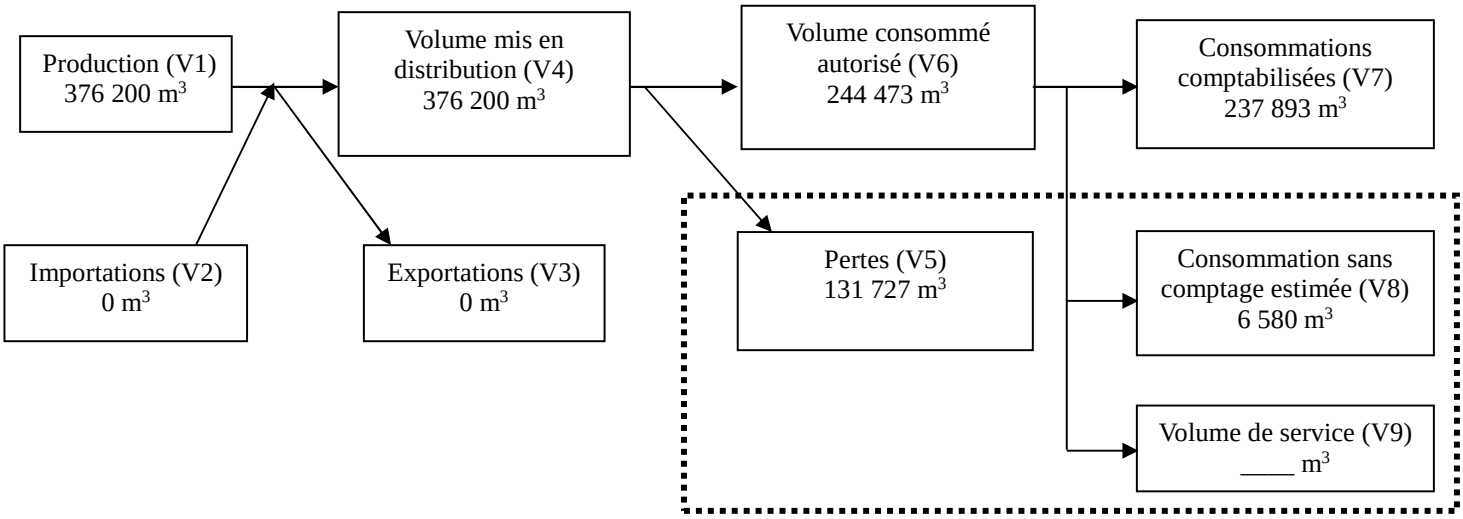
Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Forage F14	162 529	161 521	-0,6%	100
Forage Nord des Prés - F93	208 086	214 679	3,2%	100
Total du volume produit (V1)	**370 615**	**376 200**	**1,5%**	**100**

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	227 403	237 893	4,6%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**227 403**	**237 893**	**4,6%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.
(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**6 580**	**6 580**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**233 983**	**244 473**	**4,5%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 88,1 kilomètres au 31/12/2022 (94,5 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 55 € au 01/01/2022
55 € au 01/01/2023

Tarifs facture type communes d'Euzet les Bains, Martignargues, Ners, St Césaire de Gauzignan, St Etienne de l'Olm, St Hippolyte de Caton , St Jean de Ceyrargues et St Maurice de Cazevieille		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	40,32 €	40,32 €
	Abonnement[(1)] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m^3)			
	Prix au m^3	1,8382 €/m^3	1,9332 €/m^3
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [(2)]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m^3	0,131 €/m^3
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m^3	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m^3	____ €/m^3
	Autre :_____	____ €/m^3	____ €/m^3

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements

(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type communes d'Euzet les Bains, Martignargues, Ners, St Césaire de Gauzignan, St Etienne de l'Olm, St Hippolyte de Caton , St Jean de Ceyrargues et St Maurice de Cazevieille	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	40,32	40,32	0%
Part proportionnelle	220,58	231,98	5,2%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	260,90	272,30	4,4%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	17,06	17,69	3,7%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	66,26	67,01	1,1%
Total	**327,16**	**339,31**	**3,7%**
Prix TTC au m^3	**2,73**	**2,83**	**3,7%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m³	Prix au 01/01/2023 en €/m³
Euzet	2.73	2.83
Martignargues	2.73	2.83
Ners	2.73	2.83
Saint-Césaire-de-Gauzignan	2.73	2.83
Saint-Hippolyte-de-Caton	2.73	2.83
Saint-Jean-de-Ceyrargues	2.73	2.83
Saint-Maurice-de-Cazevieille	2.73	2.83
Saint-Étienne-de-l'Olm	2.73	2.83

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **237 893 m³/an** (227 403 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**496 763 €**	**523 011 €**	**+5.3%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 523 011 € (496 763 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	16	0	13	0
Paramètres physico-chimiques	18	0	14	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 4 pour les paramètres microbiologiques et à 4 pour les paramètres physico-chimiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	85%	13
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	73

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	63,1 %	65 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	6,78	7,6

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 4,3 m^3/j/km (4,2 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 4,1 m^3/j/km (4 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0.1	1.790	0.297

Au cours des 3 dernières années, 2.187 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0.83% (1% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 100% (100% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 9 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (22 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 4,51 pour 1 000 abonnés (11,33 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	31 850,7	43 489,4
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	518 983,33	595 272,2
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	6,14	7,31

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 7,31% (6,14 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	741 331	193 818
Montants des subventions en €	134 512.90	142 170

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	3 614	3 651
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,73	2,83
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	90	73
P104.3	Rendement du réseau de distribution	63,1%	65%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	4,2	4,3
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	4	4,1
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	1%	0.83%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	100%	100%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	11,33	4,51
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	6,14%	7,31%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	22	9
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	25	20
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	65	25
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	683	86

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 25
ex SIAEP de la MAYRE

Deaux, Vézénobres

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
2.1. Modalités de tarification 10
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 11
2.3. Recettes 12
3. Indicateurs de performance 13
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 13
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 13
3.3. Indicateurs de performance du réseau 15
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 15
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 15
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 16
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 16
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 16
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 18
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 18
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 18
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 19
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 19
4. Financement des investissements 20
4.1. Branchements en plomb 20
4.2. Montants financiers 20
4.3. État de la dette du service 20
4.4. Amortissements 20
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 21

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : ex SIAEP de la MAYRE
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Deaux, Vézénobres
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Délégation de service public (entreprise privée)**

Nature du contrat :

- Nom du prestataire : RUAS, puis VEOLIA-CGE
- Date de début de contrat : 01/01/2013
- Date de fin de contrat initial : 31/12/2024
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 31/12/2024
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
- Nature exacte de la mission du prestataire : Production et Distribution d'eau potable

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 2 585 habitants au 31/12/2022 (2 585 au 31/12/2021) hors résidents saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 1 317 abonnés au 31/12/2022 (1 296 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Deaux	**314**			**317**	**+1%**
Vézénobres	**982**			**1000**	**+1.8%**
Total	**1 296**			**1 317**	**+1.6%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **26,39 abonnés/km** au 31/12/2022 (25,31 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,96 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,99 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **127,45 m^3/abonné** au 31/12/2022. (126,23 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 260 847 m³ pour l'exercice 2022 (259 845 m³ pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Forage Pré Boissier			Pas en service	Pas en service	____%
Puits de la Gare (prélèvement DDASS)			259 845	260 847	+0.4 %
Puits des Hyerles			Cumulé avec le Puits de la Gare__	Cumulé avec le Puits de la Gare	____%
Total			259 845	260 847	+0.4 %

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé :100%

1.5.2. Achats d'eaux brutes

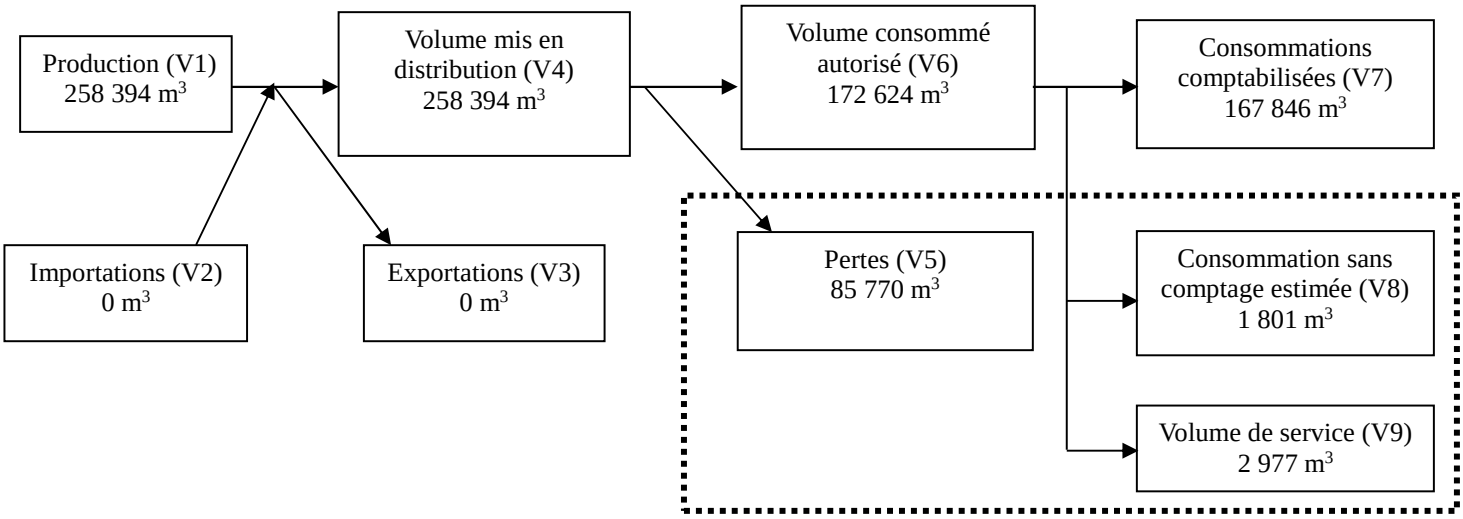
Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. L'eau est désinfectée au chlore.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Forage Pré Boissier	Pas en service	Pas en service	____%	____
Puits de la Gare (prélèvement DDASS)	252 408	258 394	2,4%	60
Puits des Hyerles	Cumulé avec le Puits de la Gar	Cumulé avec le Puits de la Gare	____%	____
Total du volume produit (V1)	**252 408**	**258 394**	**2,4%**	**____**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. *Achats d'eaux traitées*

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	163 594	167 846	2,6%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**163 594**	**167 846**	**2,6%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. *Autres volumes*

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**0**	**1 801**	**____%**
Volume de service (V9)	**6 906**	**2 977**	**-56,9%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**170 500**	**172 624**	**1,2%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 49,9 kilomètres au 31/12/2022 (51,2 au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service : 65.24€ au 01/01/2023

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	23,18 €	23,18 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	0,5278 €/m³	0,6228 €/m³
Autre : _____		€	€
Part du délégataire			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement [1] y compris location du compteur	36,07 €	39,06 €
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	0,8679 €/m³	0,94 €/m³
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,135 €/m³	0,135 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements

[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	23,18	23,18	0%
Part proportionnelle	63,34	74,74	18%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	86,52	97,92	13,2%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	36,07	39,06	8,3%
Part proportionnelle	104,15	112,80	8,3%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	140,22	151,86	8,3%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	16,20	16,20	0%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	15,21	16,48	8,3%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	65,01	66,28	1,9%
Total	**291,75**	**316,06**	**8,3%**
Prix TTC au m^3	**2,43**	**2,63**	**8,2%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Deaux	2.43	2.63
Vézénobres	2.43	2.63

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **167 846 m³/an** (163 594 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau part collectivité	104 442	**115 891**	**+11%**
Recettes vente d'eau part Agence de l'eau	71 266	**65 631**	**-7.9%**
Total des recettes	175 708	**181 522**	**+3.3%**

Recettes de l'exploitant :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau part exploitant	180 996	**185 390**	**+2.4%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 366 912 € (356 704 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	14	0	15	0
Paramètres physico-chimiques	12	0	10	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	100%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 9 pour les paramètres microbiologiques.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		100%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	100%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur *(3)*	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	105

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	67,5 %	66,8 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	9,12	9,48

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 5 m^3/j/km (4,8 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 4,7 m^3/j/km (4,4 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en Janvier 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0.47	0.156	0.445

Au cours des 3 dernières années, **1.071 km** de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0.72% (0.61% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 60% (60% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 1 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (6 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 0,76 pour 1 000 abonnés (4,63 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	3 387	6 180
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	570 630,41	579 723,24
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	0,59	1,07

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 1,07% (0,59 en 2021).

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☒] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 2

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : ____

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 1,52 pour 1000 abonnés (0,08 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchements en plomb est inconnu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	32 946	79 515
Montants des subventions en €	0	0

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :
Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89** € (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	2 585	2 585
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2,43	2,63
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	1	1
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	104	105
P104.3	Rendement du réseau de distribution	67,5%	66,8%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	4,8	5
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	4,4	4,7
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0.61%	0.72%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	60%	60%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	4,63	0,76
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,59%	1,07%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0,08	1,52
	Autres Indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisations	6	5
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchements	6	4
Interne	Nombre de fuite réparées sur autres équipements	17	11
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	27	43

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 26
ex SIAEP LES MAGES – SAINT JEAN DE VALERISCLE

Les Mages, St Jean de Valériscle

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
2.1. Modalités de tarification 10
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 12
2.3. Recettes 14
3. Indicateurs de performance 15
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 15
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 16
3.3. Indicateurs de performance du réseau 17
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 17
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 18
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 18
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 18
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 19
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 20
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 20
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 20
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 21
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 22
4. Financement des investissements 23
4.1. Branchements en plomb 23
4.2. Montants financiers 23
4.3. État de la dette du service 23
4.4. Amortissements 23
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 24

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : ex SIAEP des MAGES
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Les Mages, Saint-Jean-de-Valériscle
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Le service public d'eau potable dessert 2 714 habitants au 31/12/2022 (2 719 au 31/12/2021), hors résidents saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 1 651 abonnés au 31/12/2022 (1 647 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Les Mages	**1 238**			**1 245**	**+0.6%**
Saint-Jean-de-Valériscle	**409**			**406**	**-0.7%**
Total	**1 647**			**1 651**	**0,2%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **33,76 abonnés/km** au 31/12/2022 (36,44 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,64 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,65 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **100,32 m^3/abonné** au 31/12/2022. (102,51 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 292 136 m³ pour l'exercice 2022 (265 749 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Puits du Moulinet Est (P2) (prélèvement DDASS)			252 135	280 448	11,2%
Forage des Prats			0	Non utilisé	____%
Source des Prats			13 614	11 688	-14,2%
Puits du Moulinet Ouest (P1)			0	Compté avec puits du Moulinet Est (P2)	____%
Total			265 749	**292 136**	**9,9%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100 %.

1.5.2. Achats d'eaux brutes

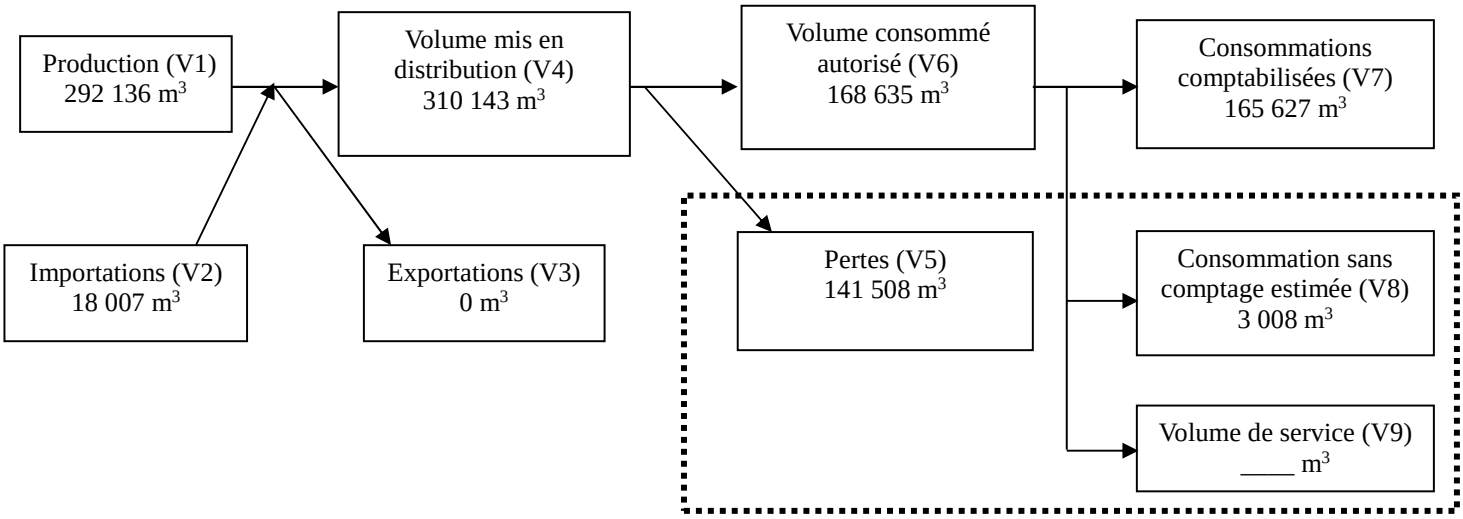
Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 0 station de traitement. Le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Puits du Moulinet Est (P2) (prélèvement DDASS)	252 135	280 448	11,2%	60
Forage des Prats	Non utilisé	Non utilisé	____%	____
Source des Prats	13 614	11 688	-14,2%	80
Puits du Moulinet Ouest (P1)	Compté avec puits du Moulinet Est (P2)	Compté avec puits du Moulinet Est (P2)	____%	____
Total du volume produit (V1)	**265 749**	**292 136**	**9,9%**	**____**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. *Achats d'eaux traitées*

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2), ***Commune de St Ambroix***	**13 294**	**18 007**	**35,5%**	**80**

1.6.4. *Volumes vendus au cours de l'exercice*

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	168 840	165 627	-1,9%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**168 840**	**165 627**	**-1,9%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**0**	**0**	**____%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. *Autres volumes*

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**3 008**	**3 008**	**0%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**171 848**	**168 635**	**-1,9%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 48,9 kilomètres au 31/12/2022 (45,2 au 31/12/2021). Une mise à jour des plans a été effectuée.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service :	55 € au 01/01/2022
	55 € au 01/01/2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs LES MAGES		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	35,28 €	35,28 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,2838 €/m³	1,3988 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Tarifs SAINT JEAN DE VALERISCLE		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	35,28 €	35,28 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,2838 €/m³	1.3788 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Rajouter autant de lignes que d'abonnements
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type LES MAGES	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	35,28	35,28	0%
Part proportionnelle	154,06	167,86	9%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	189,34	203,14	7,3%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	13,12	13,89	5,8%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	62,32	63,21	1,4%
Total	**251,66**	**266,35**	**5,8%**
Prix TTC au m^3	**2,10**	**2,22**	**5,7%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Facture type ST JEAN DE VALERISCLE	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	35,28	35,28	0%
Part proportionnelle	154,06	165.46	7.4%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	189,34	200.74	6.02%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	13,12	13.75	4.8%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	62,32	**63.07**	1.2%
Total	**251,66**	**263.81**	**4.83%**
Prix TTC au m^3	**2,10**	**2.20**	**4.67%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Les Mages	2.10	2.22
Saint-Jean-de-Valériscle	2.10	2.20

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **165 627 m³/an** (168 840 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	**276 666 €**	**304 400 €**	**+10%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 304 400 € (276 666 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	26	0	22	0
Paramètres physico-chimiques	36	0	26	1

La non-conformité est liée à un dépassement de norme sur l'antimoine. A noter que cette norme a été relevée en 2023.

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	100%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	96,2%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 4 pour les paramètres microbiologiques et à 4 pour les paramètres physico-chimiques.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	55%	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	70

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	**Exercice 2022**
Rendement du réseau	61,6 %	54,4 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	10,42	9,45

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 8,1 m^3/j/km (6,7 en 2021).

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 7,9 m^3/j/km (6,5 en 2021).

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			1.54	0.03	0

Au cours des 3 dernières années, **1.57 km** de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 1% (1.74% en

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 61,9% (61,9% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 14 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (16 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 8,48 pour 1 000 abonnés (9,71 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 369,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	34 705,42	24 495,03
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	388 487,47	351 971,87
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	8,93	6,96

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 6,96% (8,93 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 2

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 1,21 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	26 090	295 549
Montants des subventions en €	65 700	167 935

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de **3 398 742.89 €** (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	2 719	2 714
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³].	2,1	2,22 (St Jean de V : 2.20)
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	96,2%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	80	70
P104.3	Rendement du réseau de distribution	61,6%	54,4%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	6,7	8,1
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	6,5	7,9
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	1.74 %	1 %
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	61,9%	61,9%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	9,71	8,48
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	8,93%	6,96%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	1,21
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	16	14
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	19	26
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	70	44
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	1186	168

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION

EAU POTABLE
Secteur 27
ex SIAEP du LUECH

Chambon, Chamborigaud, La Vernarède, Le Martinet, Portes

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2022

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2022
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 4
1.4. Nombre d'abonnés 5
1.5. Eaux brutes 6
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 6
1.5.2. Achats d'eaux brutes 6
1.6. Eaux traitées 7
1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022 7
1.6.2. Production 7
1.6.3. Achats d'eaux traitées 8
1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 8
1.6.5. Autres volumes 8
1.6.6. Volume consommé autorisé 8
1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 9
2. Tarification de l'eau et recettes du service 10
2.1. Modalités de tarification 10
2.2. Facture d'eau type (D102.0) 14
2.3. Recettes 19
3. Indicateurs de performance 20
3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 20
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 21
3.3. Indicateurs de performance du réseau 22
3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 22
3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 23
3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 23
3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 24
3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 24
3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) 25
3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1) 25
3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) 25
3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) 26
3.9. Taux de réclamations (P155.1) 27
4. Financement des investissements 28
4.1. Branchements en plomb 28
4.2. Montants financiers 28
4.3. État de la dette du service 28
4.4. Amortissements 28
5. Tableau récapitulatif des indicateurs 29

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ALES AGGLOMERATION
- Nom de l'entité de gestion : eau potable : ex SIAEP du LUECH
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement (1)	☒	☐
Traitement (1)	☒	☐
Transfert	☑	☐
Stockage (1)	☒	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Chambon, Chamborigaud, La Vernarède, Le Martinet, Portes
- Existence d'une CCSPL ☑ Oui ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation* : 12/12/19 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en ☑ **Régie à autonomie financière pour la distribution et délégation de service public pour la production**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Le service public d'eau potable dessert 2 620 habitants au 31/12/2022 (2 580 au 31/12/2021), hors résidents

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

saisonniers.

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 2 036 abonnés au 31/12/2022 (2 038 au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2021	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2022	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2022	Nombre total d'abonnés au 31/12/2022	Variation en %
Chambon	288			**287**	**-0.3%**
Chamborigaud	618			**610**	**-1.3%**
La Vernarède	356			**358**	**+0.6%**
Le Martinet	511			**516**	**+1%**
Portes	265			**265**	**0%**
Total	2 038			**2 036**	**-0,1%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de **21,59 abonnés/km** au 31/12/2022 (22,85 abonnés/km au 31/12/2021).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de **1,29 habitants/abonné** au 31/12/2022 (1,27 habitants/abonné au 31/12/2021).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **64,6 m^3/abonné** au 31/12/2022. (63,08 m^3/abonné au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.5. Eaux brutes

1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 317 084 m³ pour l'exercice 2022 (319 013 pour l'exercice 2021).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2021 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Sources des Salzèdes			3 349	4 915	46,8%
Sources de Font Longue			48 394	48 890	1%
Sources des Devezes			1 505	1 731	15%
Puits P2 du Luech			Comptage commun avec Montjoie	Comptage commun avec Montjoie	____%
Montjoie			258 235	255 395	-1,1%
Puits P1 du Luech			Comptage commun avec Montjoie	Comptage commun avec Montjoie	____%
Source des Sognes			7 530	6 153	-18,3%
Total			319 013	**317 084**	**-0,6%**

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

En 2021, les comptages d'eau prélevés ont été fiabilisés.

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100 %.

1.5.2. Achats d'eaux brutes

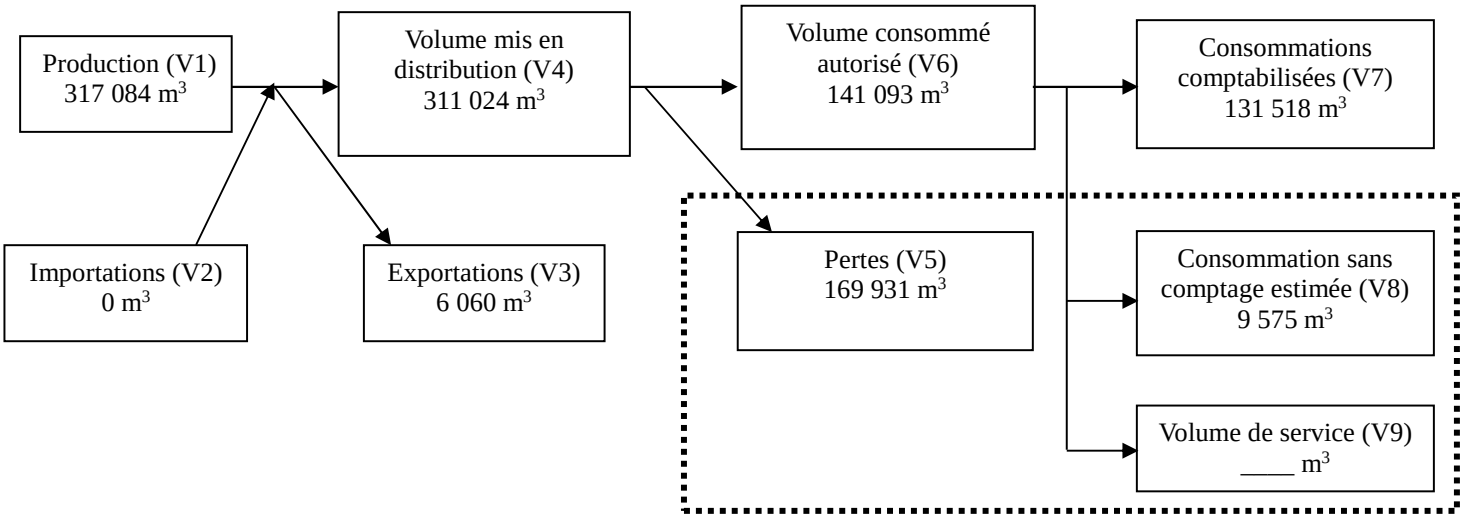
Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Observations
Total			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022



1.6.2. Production

Le service a 1 station de traitement, sur la commune du Martinet. Ailleurs, le traitement de l'eau se fait par simple chloration.

Nom de la station de traitement	Type de traitement (cf. annexe)
Station de traitement des Saugnes, le Martinet	Arsenic, Antimoine, turbidité

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2021 en m³	Volume produit durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Sources des Salzèdes	3 349	4 915	46,8%	80
Sources de Font Longue	48 394	48 890	1%	80
Sources des Devezes	1 505	1 731	15%	60
Puits P2 du Luech	Comptage commun avec Montjoie	Comptage commun avec Montjoie	____%	____
Montjoie	258 235	255 395	-1,1%	60
Puits P1 du Luech	Comptage commun avec Montjoie	Comptage commun avec Montjoie	____%	____
Source des Sognes	7 530	6 153	-18,3%	80
Total du volume produit (V1)	**319 013**	**317 084**	**-0,6%**	**____**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.6.3. Achats d'eaux traitées

Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2021 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2022 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2022
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	**____%**	**____**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2021 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques(1)	128 558	131 518	2,3%
Abonnés non domestiques	____	____	____%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**128 558**	**131 518**	**2,3%**
Service de (2)			
Service de (2)			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**3 556**	**6 060**	**70,4%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.

1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**10 800**	**9 575**	**-11,3%**
Volume de service (V9)	**____**	**____**	**____%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2021 en m3/an	Exercice 2022 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**139 358**	**141 093**	**1,2%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)

Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 94,3 kilomètres au 31/12/2022 (89,2 au 31/12/2021). Les plans ont fait l'objet d'une mise à jour.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

Frais d'accès au service :	55 € au 01/01/2022
	55 € au 01/01/2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs PORTES		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	102,62 €	102,62 €
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,9719 €/m³	2,0669 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Tarifs CHAMBON		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	104.20 €	104.20€
	Abonnement(1) DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1,6854 €/m³	1.7804 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs CHAMBORIGAUD		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	48.16 €	48.16 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1.4055 €/m³	1.5005 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Tarifs LA VERNAREDE		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	60.00 €	60.00 €
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1.4950 €/m³	1.5900 €/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Tarifs LE MARTINET		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	57.46 €	57.46€
	Abonnement[1] DN ____		
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1.1830 €/m³	1.2780€/m³
Autre : _____		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	5,5 %	5,5 %
Redevances			
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,13 €/m³	0,131 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,28 €/m³	0,28 €/m3
	VNF Prélèvement	____ €/m³	____ €/m³
	Autre :_____	____ €/m³	____ €/m³

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du 07/12/2022 effective à compter du 01/01/23 fixant les frais d'accès au service

2.2. Facture d'eau type (D102.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Facture type PORTES	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	102,62	102,62	0%
Part proportionnelle	236,63	248,03	4,8%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	339,25	350,65	3,4%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	21,36	22,00	3%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	70,56	71,32	1,1%
Total	**409,81**	**421,97**	**3%**
Prix TTC au m^3	**3,42**	**3,52**	**2,9%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Facture type CHAMBON	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	104.20	104.20	0%
Part proportionnelle	202.24	213.64	5.64%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	306.44	317.848	3.72%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	19.56	20.19	3.22%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	**68.76**	**69.51**	1.09%
Total	**375.20**	**387.36**	**3.24%**
Prix TTC au m^3	**3.13**	**3.23**	**3.19%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Facture type CHAMBORIGAUD	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	48.16	48.16	0%
Part proportionnelle	168.66	180.06	6.76%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	216.82	228.22	5.26%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15.60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33.60	33,60	0%
VNF Prélèvement :		____	____%
Autre :		____	____%
TVA	14.63	15.26	4.31%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	63.83	**64.58**	1.17%
Total	**280.65**	**292.80**	**4.33%**
Prix TTC au m^3	**2.34**	**2.44**	**4.27%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Facture type LA VERNAREDE	**Au 01/01/2022 en €**	**Au 01/01/2023 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	60.00	60.00	0%
Part proportionnelle	179.40	190.80	6.35%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	239.40	250.80	4.76%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	15.87	16.51	4.03%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	65.07	**65.83**	1.17%
Total	**304.47**	**316.62**	**3.99%**
Prix TTC au m^3	**2.54**	**2.64**	**%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Facture type LE MARTINET	Au 01/01/2022 en €	Au 01/01/2023 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	57.46	57.46	0%
Part proportionnelle	141.96	153.36	8.03%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	199.42	210.82	5.72%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	15,60	15,72	0,8%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	33,60	33,60	0%
VNF Prélèvement :	____	____	____%
Autre :	____	____	____%
TVA	13.67	14.31	4.68%
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	62.87	**63.63**	1.21%
Total	**262.29**	**274.45**	**4.64%**
Prix TTC au m^3	**2.19**	**2.29**	**4.43%**

ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2022 en €/m^3	Prix au 01/01/2023 en €/m^3
Chambon	3.13	3.23
Chamborigaud	2.34	2.44
La Vernarède	2.54	2.64
Le Martinet	2.19	2.29
Portes	3.42	3.52

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

X annuelle
□ semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

□ annuelle
X semestrielle
□ trimestrielle
□ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2022 sont de **131 518 m³/an** (128 558 m³/an en 2021).

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers	322 390 €	**336 779 €**	**+4.5%**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2022 : 336 779 € (322 390 € au 31/12/2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2021	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2021	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2022	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2022
Microbiologie	52	1	42	0
Paramètres physico-chimiques	67	0	56	3

Les non conformités physico-chimiques correspondent à :

- L'antimoine (Le Martinet) ; sachant que la norme sur l'antimoine a été relevé en 2023,
- Le Fénuron (*2). A noter que le Fenuron a été trouvé à deux reprises dans les puits, mais pas en sortie du réservoir de tête, ni aux robinets des consommateurs. Une étude a été menée et a montré que le Fenuron n'était capté que sur les toutes premières minutes du pompage. Il n'est plus capté ensuite. La dilution temporelle permet alors de le rendre indécelable en sortie du réservoir. Fin 2022, le Fénuron n'était plus décelé dans les puits malgré un nombre important d'analyses réalisées, y compris dans les sédiments.

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m^3/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2021	Taux de conformité exercice 2022
Microbiologie (P101.1)	98,1%	100%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	100%	94,6%

Par ailleurs, le nombre de prélèvements d'autocontrôles réalisés en 2022 s'élève à 26 pour les paramètres microbiologiques et à 100 pour les paramètres physico-chimiques.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions *(1)*	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		95%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions *(2)*	55%	10
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements é lectromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (3)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 -Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	70

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_3}{V_1 + V_2} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Rendement du réseau	44,8 %	46,4 %
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	4,39	4,28

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_7}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 5,2 m^3/j/km (5,7 en 2021).

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_4 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2022, l'indice linéaire des pertes est de 4,9 m^3/j/km (5,4 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Théoriquement ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

A noter qu'Alès Agglomération n'ayant pris la compétence qu'en 2020, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est ici calculé sur 3 ans uniquement.

Exercice	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km			0	0.106	0.363

Au cours des 3 dernières années, 0.469 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Pour l'année 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable sur 3 ans est de 0.17% (0.06% en 2021).

3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2022, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 63,8% (63,7% en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, 38 interruption(s) de service non programmées ont été dénombrées (40 en 2021), soit un taux d'occurrence des interruptions de service non-programmée de 18,66 pour 1 000 abonnés (19,63 en 2021).

3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (pré-existant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Pour l'année 2022, le taux de respect de ce délai est de 100% (100% en 2021).

3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	36 932 661,79	36 960 331,61
Epargne brute annuelle en €	10 459 639,74	7 748 984,7
Durée d'extinction de la dette en années	3,5	4,8

Pour l'année 2022, la durée d'extinction de la dette est de 4,8 ans (3,5 en 2021).

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL (voir partie 1 « Données générales et globalisées »).

3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2021 tel que connu au 31/12/2022	43 466,22	38 241,18
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2021	368 675,2	393 545,39
Taux d'impayés en % sur les factures d'eau 2021	11,79	9,72

Pour l'année 2022, le taux d'impayés en % sur les factures d'eau de l'année 2021 est de 9,72% (11,79 en 2021).
Le montant et le taux des impayés ne tiennent pas compte des recouvrements réalisés par la Trésorerie en phase contentieuse. Seuls les montants encaissés directement par la régie, en phase amiable, sont ici pris en compte.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

3.9. Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☒] Non en cours (ce chiffre est incomplet car non comptabilisé toute l'année).

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : ____

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'année 2022, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2021).

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Le nombre de branchement en plomb n'est pas connu à ce jour.

4.2. Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	50 355	170 234
Montants des subventions en €	17 150.75	1 428

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		36 932 661,79	36 960 331,61
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	2 618 392.82	2 414 971 .73
	en intérêts	1 068 811.10	1 054 514 .82

Ces données sont communes et globales sur toute la REAAL.

4.4. Amortissements

Pour l'année 2022, la dotation aux amortissements a été de 3 398 742.89 € (3 033 951.45 € en 2021).

Cette donnée est commune et globale sur toute la REAAL.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

5. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2021	Exercice 2022
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	2 580	2 620
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]. Ex ici commune de PORTES	3,42	3,52
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [jours ouvrables]	3	3
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	98,1%	100%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	94,6%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	70	70
P104.3	Rendement du réseau de distribution	44,8%	46,4%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	5,7	5,2
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	5,4	4,9
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0.06%	0.17%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	63,7%	63,8%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [nb/1000 abonnés]	19,63	18,66
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100%	100%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité [an]	3,5	4,8
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	11,79%	9,72%
P155.1	Taux de réclamations [nb/1000 abonnés]	0	0
	Autres indicateurs		
Interne	Nombre de fuites réparées sur canalisation	40	38
Interne	Nombre de fuites réparées sur branchement	30	34
Interne	Nombre de fuites réparées sur autre équipement	71	47
Interne	Nombre de compteurs renouvelés	845	235

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

ÉDITION 2023

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

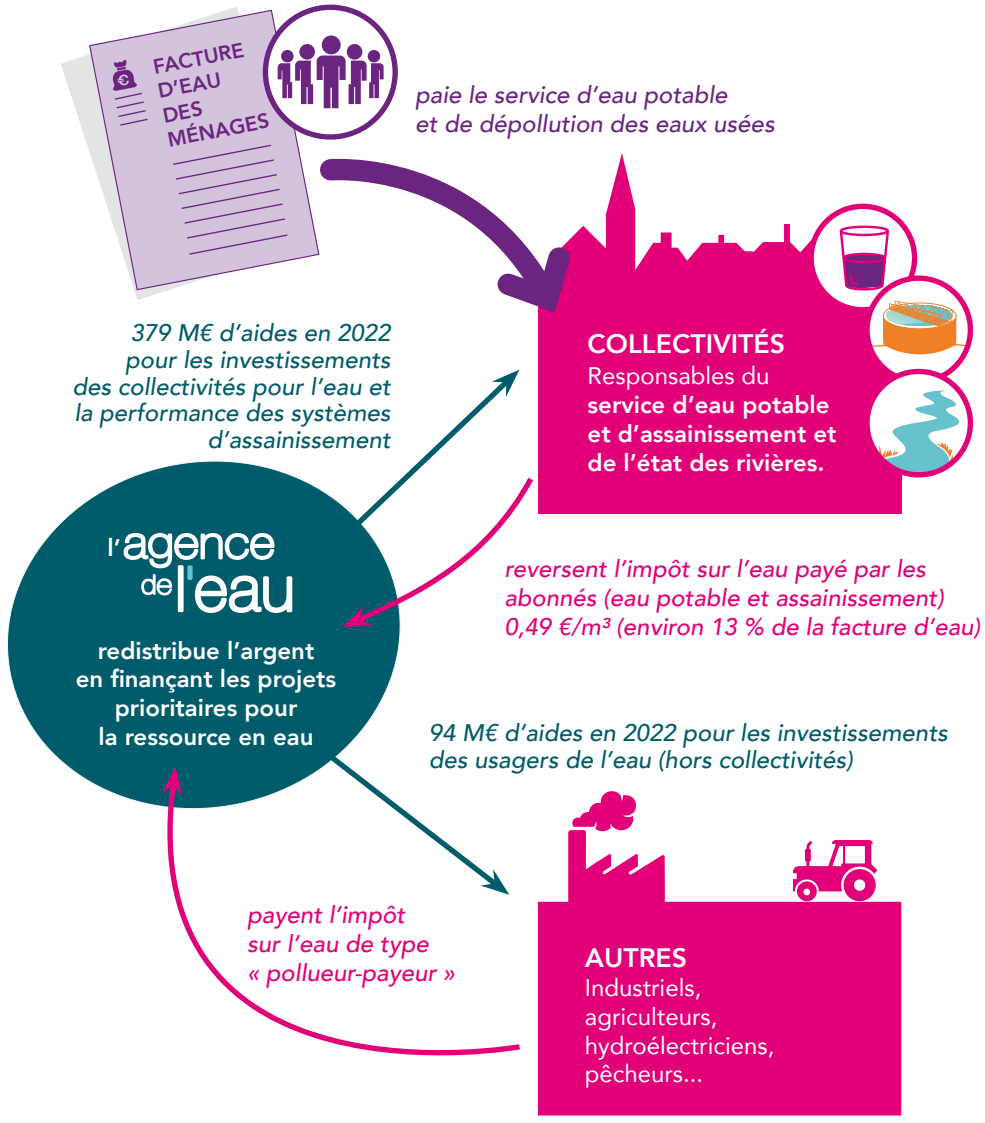
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse** est de **3,87 € TTC/m³** et de **4,30 € TTC/m³** en France*. Environ **13 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2021.



SAUVONS L'EAU !

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU
DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2022

51% des aides attribuées en 2022 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

▶ Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (47,3 millions €)

407 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation…) permettent d'économiser 22,8 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 416 000 habitants.

▶ Pour dépolluer les eaux (156,1 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

40 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 70 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 36 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (89,4 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 65,4 M€ d'aides.

▶ Pour réduire les pollutions industrielles (21,5 millions €)

6 nouveaux territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.
2 opérations majeures lancées sur de grands sites industriels.

▶ Pour lutter contre les pollutions agricoles par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (6,6 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 30,6 millions € pour l'agriculture)

6 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an.
30,6 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, conversion agriculture biologique et mesures agri environnementales, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

▶ Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (70,5 millions €)

70,4 km de rivières restaurées et 75 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
5 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 465 ha d'herbiers.

▶ Pour la solidarité internationale (3,67 millions €)

48 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

2023

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 13 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,9 € par mois pour les redevances.

13,5 % (75,2 M€) payés par les collectivités **comme redevance de prélèvement sur la ressource en eau**.

8,5 % (47,1 M€) payés par les industriels et les activités économiques **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.

0,7 % (4,1 M€) payés par les irrigants et les éleveurs **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.

71,5 % (397,3 M€) payés par les ménages et assimilés (administrations, entreprises de service, artisans et petites industries) **comme redevance de pollution domestique**.

2,6 % (14,2 M€) payés par les pêcheurs, chasseurs, propriétaires de canaux ou d'ouvrages de stockage.

3,2 % (17,6 M€) payés par les distributeurs de produits phytosanitaires (essentiellement vendus aux agriculteurs) et répercutés sur le prix des produits **comme redevance de pollution diffuse**.

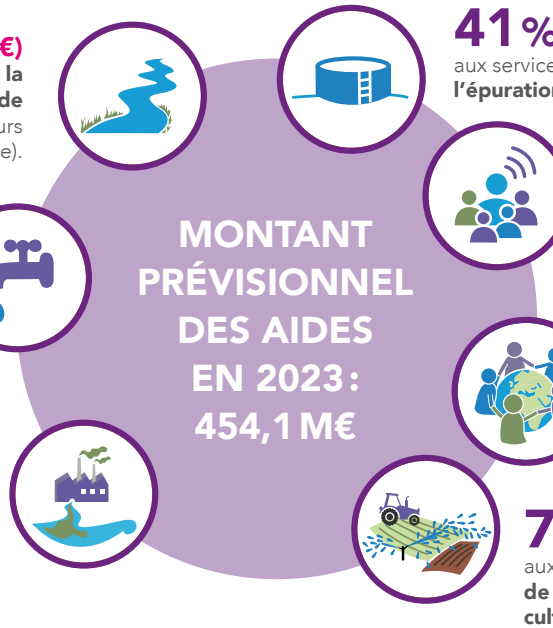
Pour toutes les redevances (sauf celle sur les pesticides), les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

18,2 % (82,6 M€) aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité :** zones humides et cours d'eau (renaturation, continuité écologique).

23,3 % (105,6 M€) **pour les économies d'eau et la protection de la ressource en eau :** protection des captages d'eau, lutte contre les pollutions diffuses, gestion de la ressource.

5,1 % (23,3 M€) aux acteurs économiques non agricoles **pour la dépollution industrielle**.



41 % (186,4 M€) aux services publics d'eau et d'assainissement **pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales**.

3,8 % (17 M€) aux collectivités, aux associations, aux organismes consulaires…, **pour l'animation des politiques de l'eau :** études, connaissances, réseaux de surveillance des eaux, éducation, information.

0,8 % (3,8 M€) **à la solidarité internationale :** accès à l'eau ou à l'assainissement pour les populations démunies.

7,8 % (35,4 M€) aux exploitants agricoles **pour des actions de réduction des pollutions dans l'agriculture**.

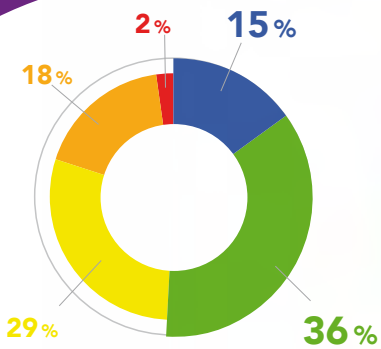
- **Solidarité envers les communes rurales :** l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides correspond essentiellement au financement, par l'agence de l'eau, de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2023 s'élève à 99,2 M€.**

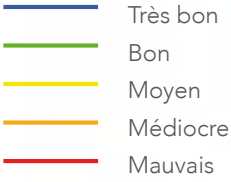
Découvrez le 11e programme Sauvons l'eau 2019-2024 en détail sur www.eaurmc.fr

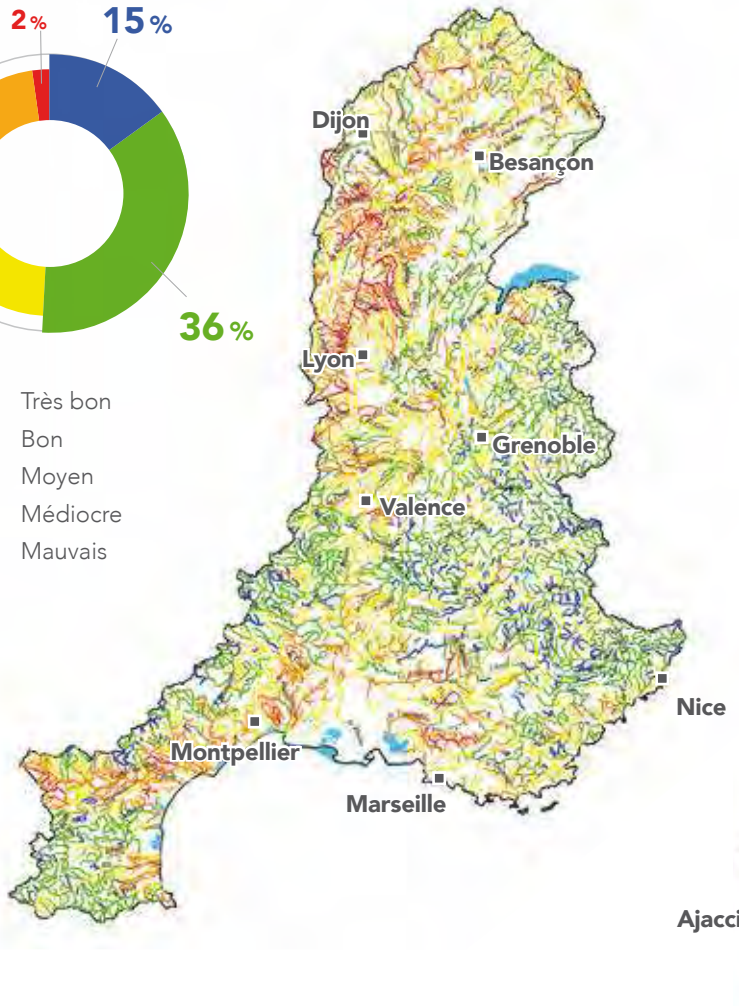
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_19-DE

QUALITÉ DES EAUX

Etat écologique des cours d'eau
Données 2021







Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. **La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état.** Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau,** les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- 15,5 millions d'habitants
- 20 % du territoire français
- 20 % de l'activité agricole et industrielle
- 50 % de l'activité touristique
- 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- 330 000 habitants permanents
- 3,4 millions de touristes chaque année
- 3 000 km de cours d'eau
- 1 000 km de côtes

...bigbang.fr - mars 2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

@SauvonsLeau | @sauvonsleaufr
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

Service : Assainissement
Réf : CR/PC/PV/SG/RG
Tél. : 04 66 54 30 90

C2023_04_20

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Thierry BAZALGETTE, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Assainissement collectif – Rapport annuel 2022 sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS 2022)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 02 mai 2007 du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2023,

Vu la plaquette ci-jointe, établie par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse afin d'informer les collectivités sur les actions aidées par l'Agence de l'Eau, la fiscalité de l'eau et la qualité des eaux, et qui doit être jointe au RPQS,

Considérant la nécessité de présenter annuellement les informations relatives au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif de l'exercice précédent, au travers du rapport nommé RPQS,

APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

le rapport annuel 2022, présenté par Monsieur le Président, sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif, joint à la présente délibération.

Votants : 99
Pour : 99 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

AGGLOMÉRATION – ALÈS

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

COMMUNAUTE ALES AGGLOMERATION

Rapport Annuel
sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'Assainissement Collectif

Exercice 2022

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

TABLE DES MATIERES

1. Données générales....7
2. Caractérisation technique du service....13
2.1 Présentation du territoire desservi....13
2.2 Estimation de la population desservie (D201.0)....17
2.3 Nombre d'abonnés....19
2.4 Volumes facturés....21
2.5 Détail des imports et exports d'effluents....23
2.6 Autorisations de déversements d'effluents industriels (D202.0)....23
2.7 Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements)....23
2.8 Ouvrages d'épuration des eaux usées....23
STEU n°1 : STEU intercommunale située sur Saint Hilaire de Brethmas....24
STEU n°2 : Anduze....25
STEU n°3 : Aujac....26
STEU n°4 : Bagard....27
STEU n°5 : Boisset et Gaujac....28
STEU n°6 : Bonnevaux – Hameau de Bonnevaux....29
STEU n°7 : Bonnevaux – Nojaret Haut....30
STEU n°8 : Bonnevaux – Nojaret Bas....31
STEU n°9 : Boucoiran et Nozières....32
STEU n°10 : Brignon....33
STEU n°11 : Brouzet les Alès....34
STEU n°12 : Castelnau Valence....35
STEU n°13 : Cendras....36
STEU n°14 : Chambon Chamborigaud - La Jasse....37
STEU n°15 : Chamborigaud....38
STEU n°16 : Concoules....39
STEU n°17 : Corbès....40
STEU n°18 : Cruviers Lascours....41
STEU n°19 : Deaux....42
STEU n°20 : Euzet les Bains....43
STEU n°21 : Générargues - Montsauve....44
STEU n°22 : Générargues - Blateiras....45
STEU n°23 : Génolhac....46
STEU n°24 : La Vernarède....47
STEU n°25 : Le Martinet - Village....48
STEU n°26 : Le Martinet - Arbousset....49
STEU n°27 : Les Mages....50
STEU n°28 : Les Plans....51
STEU n°29 : Les Salles du Gardon - L'Habitarelle....52
STEU n°30 : Les Salles du Gardon - La Favède....53
STEU n°31 : Laval Pradel - Hameau du Pradel....54
STEU n°32 : Laval Pradel - Mas Dieu....55
STEU n°33 : Lézan....56
STEU n°34 : Martignargues....57
STEU n°35 : Massanes....58
STEU n°36 : STEU intercommunale Massillargues Atuech - Tornac....59

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°37 : Méjannes les Alès....60
STEU n°38 : Mialet....61
STEU n°39 : Mons - Célas....62
STEU n°40 : Mons - Village....63
STEU n°41 : Monteils....64
STEU n°42 : Ners....65
STEU n°43 : Portes - Affenadou....66
STEU n°44 : Portes - Village....67
STEU n°45 : Ribaute les Tavernes....68
STEU n°46 : Rousson - Fangas....69
STEU n°47 : Rousson - Pont d'Avène....70
STEU n°48 : Saint Césaire de Gauzignan....71
STEU n°49 : Saint Christol lez Alès....72
STEU n°50 : Saint Etienne de l'Olm....73
STEU n°51 : Saint Florent sur Auzonnet....74
STEU n°52 : Saint Hippolyte de Caton....75
STEU n°53 : Saint Jean de Ceyrargues....76
STEU n° 54 : Saint Jean de Serres....77
STEU n°55 : Saint Jean du Gard....78
STEU n°56 : Saint Jean du Gard - Falguières....79
STEU n°57 : Saint Julien de Cassagnas....80
STEU n°58 : Saint Just et Vacquières - Maruéjols les Bois....81
STEU n°59 : Saint Just et Vacquières - Village....82
STEU n°60 : Saint Just et Vacquières - Hameau de Vacquières....83
STEU n°61 : Saint Just et Vacquières - Mas Champion....84
STEU n°62 : Saint Maurice de Cazevieille....85
STEU n°63 : Saint Privat des Vieux....86
STEU n°64 : Saint Sébastien d'Aigrefeuille....87
STEU n°65 : Salindres....88
STEU n°66 : Servas....89
STEU n°67 : Seynes....90
STEU n°68 : Soustelle - La Clédette....91
STEU n°69 : Soustelle - Le Sollier....92
STEU n°70 : Thoiras - La Châtaigneraie....93
STEU n°71 : Thoiras - Le Village....94
STEU n°72 : Tornac....95
STEU n°73 : Vézénobres....96
2.9 Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0)....97
2.9.1 Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration....97
2.9.2 Quantités de boues évacuées par ouvrages d'épuration....99
3. Tarification de l'assainissement et recettes du service....101
3.1 Commune d'Alès....101
3.2 Commune d'Anduze....103
3.3 Commune d'Aujac....105
3.4 Commune de Bagard....107
3.5 Commune de Boisset et Gaujac....109
3.6 Commune de Bonnevaux....111
3.7 Commune de Boucoiran et Nozières....113
3.8 Commune de Branoux les Taillades....115
3.9 Commune de Brignon....117
3.10 Commune de Brouzet les Alès....119
3.11 Commune de Castelnau Valence....121
3.12 Commune de Cendras....123

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.13 Commune de Chambon....125
3.14 Commune de Chamborigaud....127
3.15 Commune de Concoules....129
3.16 Commune de Corbès....131
3.17 Commune de Cruviers Lascours....133
3.18 Commune de Deaux....135
3.19 Commune d'Euzet les Bains....137
3.20 Commune de Générargues....139
3.21 Commune de Génolhac....141
3.22 Commune de La Grand'Combe....143
3.23 Commune de La Vernarède....145
3.24 Commune Le Martinet....147
3.25 Commune Les Mages....149
3.26 Commune Les Plans....151
3.27 Commune Les Salles du Gardon....153
3.28 Commune de Laval Pradel....155
3.29 Commune de Lézan....157
3.30 Commune de Martignargues....159
3.31 Commune de Massanes....161
3.32 Commune de Massillargues Atuech....163
3.33 Commune de Méjannes les Alès....165
3.34 Commune de Mialet....167
3.35 Commune de Mons....169
3.36 Commune de Monteils....171
3.37 Commune de Ners....173
3.38 Commune de Portes....175
3.39 Commune de Ribaute les Tavernes....177
3.40 Commune de Rousson....179
3.41 Commune de Saint Césaire de Gauzignan....181
3.42 Commune de Saint Christol lez Alès....183
3.43 Commune de Saint Etienne de l'Olm....185
3.44 Commune de Saint Florent sur Auzonnet....187
3.45 Commune de Saint Hilaire de Brethmas....189
3.46 Commune de Saint Hippolyte de Caton....191
3.47 Commune de Saint Jean de Ceyrargues....193
3.48 Commune de Saint Jean de Serres....195
3.49 Commune de Saint Jean de Valériscle....197
3.50 Commune de Saint Jean du Gard....199
3.51 Commune de Saint Jean du Pin....201
3.52 Commune de Saint Julien de Cassagnas....203
3.53 Commune de Saint Julien les Rosiers....205
3.54 Commune de Saint Just et Vacquières....207
3.55 Commune de Saint Martin de Valgalgues....209
3.56 Commune de Saint Maurice de Cazevieille....211
3.57 Commune de Saint Privat des Vieux....213
3.58 Commune de Saint Sébastien d'Aigrefeuille....215
3.59 Commune de Sainte Cécile d'Andorge....217
3.60 Commune de Salindres....219
3.61 Commune de Sénéchas....221
3.62 Commune de Servas....223
3.63 Commune de Seynes....225
3.64 Commune de Soustelle....227
3.65 Commune de Thoiras....229
3.66 Commune de Tornac....231

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.67 Commune de Vézénobres....233
4. Recettes de la collectivité....235
5. Recettes des exploitants (si contrat de délégation)....235
6. Indicateurs de performance....236
6.1 Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)....236
6.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)....236
6.3 Conformité de la collecte des effluents (P203.3)....238
6.4 Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)....238
6.5 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)....238
6.6 Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)....239
6.6.1 STEU intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas....240
6.6.2 STEU d'Anduze....240
6.6.3 STEU d'Aujac....241
6.6.4 STEU de Bagard....241
6.6.5 STEU de Boisset et Gaujac....242
6.6.6 STEU de Bonnevaux - Hameau de Bonnevaux....242
6.6.7 STEU de Bonnevaux - Nojaret Haut....243
6.6.8 STEU de Bonnevaux - Nojaret Bas....243
6.6.9 STEU de Boucoiran et Nozières....244
6.6.10 STEU de Brignon....244
6.6.11 STEU de Brouzet les Alès....245
6.6.12 STEU de Castelnau Valence....245
6.6.13 STEU de Cendras....246
6.6.14 STEU de Chambon Chamborigaud - La Jasse....246
6.6.15 STEU de Chamborigaud - Village....247
6.6.16 STEU de Concoules....247
6.6.17 STEU de Corbès....248
6.6.18 STEU de Cruviers Lascours....248
6.6.19 STEU de Deaux....249
6.6.20 STEU d'Euzet les Bains....249
6.6.21 STEU de Générargues Montsauve....250
6.6.22 STEU de Générargues Blateiras....250
6.6.23 STEU de Génolhac....251
6.6.24 STEU de La Vernarède....251
6.6.25 STEU Le Martinet - Bourg....252
6.6.26 STEU Le Martinet - Arbousset....252
6.6.27 STEU Les Mages....253
6.6.28 STEU des Plans....253
6.6.29 STEU Les Salles du Gardon - L'Habitarelle....254
6.6.30 STEU des Salles du Gardon - La Favède....254
6.6.31 STEU de Laval Pradel - Hameau du Pradel....255
6.6.32 STEU de Laval Pradel - Mas Dieu....255
6.6.33 STEU de Lézan....256
6.6.34 STEU de Martignargues....256
6.6.35 STEU de Massanes....257
6.6.36 STEU intercommunale Massillargues Atuech - Tornac....257
6.6.37 STEU de Méjannes les Alès....258
6.6.38 STEU de Mialet....258
6.6.39 STEU de Mons - Célas....259
6.6.40 STEU de Mons - Village....259
6.6.41 STEU de Monteils....260
6.6.42 STEU de Ners....260
6.6.43 STEU de Portes - Affenadou....261
6.6.44 STEU de Portes - Village....261

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.45 STEU de Ribaute les Tavernes....262
6.6.46 STEU de Rousson - Fangas....262
6.6.47 STEU de Rousson Pont d'Avène....263
6.6.48 STEU de Saint Césaire de Gauzignan....263
6.6.49 STEU de Saint Christol lez Alès....264
6.6.50 STEU de Saint Etienne de l'Olm....264
6.6.51 STEU de Saint Florent sur Auzonnet....265
6.6.52 STEU de Saint Hippolyte de Caton....265
6.6.53 STEU de Saint Jean de Ceyrargues....266
6.6.54 STEU de Saint Jean de Serres....266
6.6.55 STEU de Saint Jean du Gard....267
6.6.56 STEU de Saint Jean du Gard - Falguières....267
6.6.57 STEU de Saint Julien de Cassagnas....268
6.6.58 STEU de Saint Just et Vacquières - Maruéjols les Bois....268
6.6.59 STEU de Saint Just et Vacquières - Village....269
6.6.60 STEU de Saint Just et Vacquières - Hameau de Vacquières....269
6.6.61 STEU de Saint Just et Vacquières - Mas Champion....270
6.6.62 STEU de Saint Maurice de Cazevieille....270
6.6.63 STEU de Saint Privat des Vieux....271
6.6.64 STEU de Saint Sébastien d'Aigrefeuille....271
6.6.65 STEU de Salindres....272
6.6.66 STEU de Servas....272
6.6.67 STEU de Seynes....273
6.6.68 STEU de Soustelle - La Clédette....273
6.6.69 STEU de Soustelle - Le Sollier....274
6.6.70 STEU de Thoiras - La Châtaigneraie....274
6.6.71 STEU de Thoiras - Le Village....275
6.6.72 STEU de Tornac....275
6.6.73 STEU de Vézénobres....276
6.7 Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1)....277
6.8 Points noirs du réseau de collecte (P252.2)....278
6.9 Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2)....279
6.10 Conformité des performances des équipements d'épuration (P254.3)....280
6.11 Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3)....281
6.12 Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256,2)....283
6.13 Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0)....283
6.14 Taux de réclamations (P258.1)....284
7. Financement des investissements....285
7.1 Montants financiers....285
7.2 Etat de la dette....285
7.3 Amortissements....285
7.4 Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux....286
7.5 Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice....286
8. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau....287
8.1 Abandons de créances ou versements à un fond de solidarité (P207.0)....287
8.2 Opérations de coopération décentralisée (cf. article L 1115-1-1 du C.G.C.T.)....287
9. Tableau récapitulatif des indicateurs....288

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

1. Données générales

Le tableau ci-dessous indique, pour l'exercice 2022, pour chaque commune, le mode de gestion du service, le nombre d'abonnés, les volumes facturés, le linéaire de réseau entretenu et la station de traitement des eaux usées associée (avec sa capacité) :

Commune	Gestion	Nombre d'abonnés AC	Volumes facturés en m³	Linéaire de réseau (ml)	Station	Procédé d'épuration	Année de mise en service	Capacité nominale en EH
Alès	Concession par affermage	22 607 ab	2 250 294 m3	211 100 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas	Boue activée aération prolongée	2003	90 000 H
Anduze	Concession par affermage	2 083 ab	262 695 m3	46 349 ml	STEU d'Anduze	Boue activée	1998	9 000 EH
Aujac	Régie	40 ab	2 714 m3	840 ml	STEU d'Aujac	Lit filtrant	1989	72 EH
Bagard	Concession par affermage	595 ab	70 641 m3	11 615 ml	STEU de Bagard	Boue activée aération prolongée	2001 puis agrandie en 2009	1 800 EH
Boisset et Gaujac	Concession par affermage	649 ab	80 005 m3	16 480 ml	STEU de Boisset et Gaujac	Boue activée faible charge	1990	1 500 EH
Bonnevaux	Régie	53 ab	1 519 m3	932 ml	STEU Hameau de Bonnevaux	Filtre compact EPARCO	2003	30 EH
					STEU Nojaret Haut	Filtre compact EPARCO	2003	15 EH
					STEU Nojaret Bas	Filtre compact EPARCO	2003	15 EH
Boucoiran et Nozières	Concession par affermage	356 ab	29 569 m3	4 843 ml	STEU de Boucoiran et Nozières	Boue activée	1976	800 EH
Branoux les Taillades	Concession par affermage	663 ab	48 677 m3	18 405 ml	STEU Intercommunale du Haut Gardon située sur la commune de Les Salles du Gardon	Boue activée faible charge	1977 puis améliorée en 1994	11 300 EH
Brignon	Concession par affermage	388 ab	32 290 m3	5 656 ml	STEU de Brignon	Boue activée	2003	850 EH

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Brouzet les Alès	Régie	219 ab	20 184 m3	3 200 ml	STEU de Brouzet les Alès	Filtre planté de ros	[illegible]	[illegible]
Castelnau Valence	Régie	188 ab	19 764 m3	4 000 ml	STEU de Castelnau Valence	Boue activée	1993	250 EH
Cendras	Concession par affermage	801 ab	60 531 m3	14 479 ml	STEU de Cendras	Boue activée faible charge	1987	2 000 EH
Chambon	Régie	97 ab	4 487 m3	4 184 ml	STEU Chambon Chamborigaud La Jasse	Filtres Plantés	2012	500 EH
Chamborigaud	Concession par affermage	415 ab	26 723 m3	7 487 ml	STEU Chamborigaud Village	Disques biologiques	2019	1 500 EH
Concoules	Concession par affermage	148 ab	9 905 m3	4 314 ml	STEU de Concoules	Boue activée faible charge	1977	700 EH
Corbès	Concession par affermage	13 ab	1 514 m3	425 ml	STEU de Corbès	Décanteur digesteur + lit filtrant	1989	40 EH
Cruviers Lascours	Régie	336 ab	42 550 m3	8 270 ml	STEU de Cruviers Lascours située sur la commune de Brignon	Filtre planté de roseaux	2009	1 000 EH
Deaux	Concession par affermage	221 ab	23 614 m3	5 016 ml	STEU de Deaux	Lit bactérien	1994	750 EH
Euzet les Bains	Régie	239 ab	29 644 m3	9 283 ml	STEU d'Euzet située sur la commune de Saint Jean de Ceyrargues	Filtre planté de roseaux	2014	800 EH
Générargues	DSP	323 ab	30 733 m3	8 559 ml	STEU du Bourg ou de Montsauve	Lit bactérien	1975 et réhabilitation complète avec extension en 1983	450 EH
					Fosse de Blateiras	Décanteur digesteur + filtre à sable	2001	200 EH
Génolhac	Concession par affermage	707 ab	39 051 m3	13 349 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Génolhac	Boue activée aération prolongée (très faible charge)	2015	1 800 EH
La Grand'Combe	Concession par affermage	2 501 ab	171 526 m3	30 557 ml	STEU Intercommunale du Haut Gardon située sur la commune de Les Salles du Gardon	Boue activée faible charge	1977 puis améliorée en 1994	11 300 EH
La Vernarède	Régie	315 ab	13 870 m3	6 860 ml	STEU de La Vernarède	Filtre planté de roseaux	2007	750 EH
Le Martinet	Régie	346 ab	28 531 m3	8 413 ml	STEU Bourg	Boue activée faible charge	1996	1 000 EH

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

					STEU Arbousset	Microstation		
Les Mages	Concession par affermage	901 ab	79 943 m3	16 152 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Les Mages	Boue activée faible charge	1999	3 500 EH
Les Plans	Régie	124 ab	13 468 m3	6 050 ml	STEU des Plans	Disques biologiques	2009	200 EH
Les Salles du Gardon	Concession par affermage	1 237 ab	85 891 m3	21 658 ml	STEU Intercommunale du Haut Gardon située sur la commune de Les Salles du Gardon	Boue activée faible charge	1977 puis améliorée en 1994	11 300 EH
					STEU de La Favède	Lit bactérien	1986	400 EH
Laval Pradel	Régie	195 ab	17 338 m3	5 812 ml	STEU de Laval Pradel	FTE + filtre à sable	2005	250 EH
					STEU du Mas Dieu	Filtre planté de roseaux	2016	315 EH
Lézan	Concession par affermage	836 ab	70 108 m3	12 609 ml	STEU de Lézan	Boue activée	1996	1 500 EH
Martignargues	Régie	160 ab	19 358 m3	4 203 ml	STEU de Martignargues	Lagunage	1988	220 EH
Massanes	Concession par affermage	105 ab	12 067 m3	3 613 ml	STEU de Massanes	Décanteur digesteur + lit d'infiltration	1999	300 EH
Massillargues Atuech	Régie	380 ab	35 831 m3	18 388 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Massillargues Atuech	Filtre planté de roseaux	2012	1 700 EH
Méjannes les Alès	Concession par affermage	263 ab	28 655 m3	6 223 ml	STEU de Méjannes les Alès	Filtre planté de roseaux	2012	1 300 EH
Mialet	Concession par affermage	313 ab	16 955 m3	9 928 ml	STEU de Mialet	Boue activée aération prolongée	1978 et réhabilitation en 2002	2 000 EH
Mons	Concession par affermage	560 ab	59 695 m3	11 504 ml	STEU de Mons Celas	Boue activée faible charge	1989	1 000 EH
					STEU de Mons Village	Boue activée faible charge	1991	1 000 EH
Monteils	Concession par affermage	57 ab	4 898 m3	1 378 ml	STEU de Monteils	Filtre à sable	2001	100 EH

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Ners	Régie	344 ab	29 602 m3	6 000 ml	STEU de Ners	Boue activée	1989	1 000 EH
Portes	Concession par affermage	115 ab	5 448 m3	2 077 ml	STEU de Portes L'Affenadou	Lit bactérien	1975	350 EH
					STEU de Portes Village	Lit bactérien	1968	300 EH
Ribaute les Tavernes	Concession par affermage	848 ab	86 385 m3	14 967 ml	STEU de Ribaute les Tavernes	Boue activée faible charge	1993	1 500 EH
Rousson	DSP	1 824 ab	162 375 m3	36 396 ml	STEU Fangas	Boue activée faible charge	1988	3 000 EH
					STEU Pont d'Avène	Filtre planté de roseaux	2014	700 EH
Saint Césaire de Gauzignan	Concession par affermage	138 ab	11 456 m3	2 422 ml	STEU de Saint Césaire de Gauzignan	Boue activée	1972 et réhabilitation en 2000	300 EH
Saint Christol lez Alès	Concession par affermage	2 935 ab	324 181 m3	48 808 ml	STEU de Saint Christol lez Alès	Boue activée aération prolongée	1994 : 6500 EH puis en 2009 : passage forte charge 8500 EH	8 500 EH
Saint Etienne de l'Olm	Régie	90 ab	5 804 m3	1 600 ml	STEU de Saint Étienne de l'Olm	Lagune + filtre à sable	2005	230 EH
Saint Florent sur Auzonnet	Régie	628 ab	43 707 m3	12 321 ml	STEU de Saint Florent sur Auzonnet	Boue activée faible charge	1986	1 300 EH
Saint Hilaire de Brethmas	Concession par affermage	1 856 ab	191 137 m3	38 839 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas	Boue activée aération prolongée	2003	90 000 EH
Saint Hippolyte de Caton	Concession par affermage	140 ab	11 661 m3	3 531 ml	STEU de Saint Hippolyte de Caton	Filtre planté de roseaux	2010	350 EH
Saint Jean de Ceyrargues	Régie	102 ab	9 246 m3	3 792 ml	STEU de Saint Jean de Ceyrargues	Filtre planté de roseaux	2014	450 EH
Saint Jean de Serres	Régie	268 ab	17 770 m3	4 110 ml	STEU de Saint Jean de Serres	Boue activée	1976	500 EH
Saint Jean de Valériscle	Concession par affermage	326 ab	26 730 m3	12 650 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Les Mages	Boue activée faible charge	1999	3 500 EH
Saint Jean du Gard	Concession par affermage	1 233 ab	103 314 m3	23 851 ml	STEU de Falguières	Décantation	2004	30 EH
					STEU de Saint Jean du Gard	Boue activée aération prolongée	1993	5 000 EH

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Saint Jean du Pin	Concession par affermage	385 ab	34 558 m3	8 704 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas	Boue activée aération prolongée	2003	90 000 EH
Saint Julien de Cassagnas	Concession par affermage	289 ab	29 450 m3	7 096 ml	STEU Saint Julien de Cassagnas	Boue activée faible charge	1998	600 EH
Saint Julien les Rosiers	Concession par affermage	1 443 ab	134 518 m3	25 517 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas	Boue activée aération prolongée	2003	90 000 EH
Saint Just et Vacquières	Régie	107 ab	7 848 m3	5 780 ml	STEU de Maruejols les bois (lagunage commun avec la commune de Mons)	Lagune	1990	90 EH
					STEU de Saint Just	Lagune	1990	200 EH
					STEU du Hameau de Vacquières	Fosse toutes eaux	1996	40 EH
					STEU du Mas Champion	Fosse toutes eaux	1996	50 EH
Saint Martin de Valgalgues	Concession par affermage	2 138 ab	198 357 m3	35 801 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas	Boue activée aération prolongée	2003	90 000 EH
Saint Maurice de Cazevieille	Concession par affermage	363 ab	34 860 m3	8 257 ml	STEU de Saint Maurice de Cazevieille	Filtre planté de roseaux	2009	1 100 EH
Saint Privat des Vieux	Concession par affermage	2 357 ab	270 595 m3	46 932 ml	STEU de Saint Privat des Vieux	Boue activée aération prolongée	1989	3 000 EH
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	Régie	131 ab	8 276 m3	5 205 ml	STEU de Saint Sébastien d'Aigrefeuille	Filtre planté de roseaux	2009	350 EH
Sainte Cécile d'Andorge	Concession par affermage	153 ab	10 878 m3	4 665 ml	STEU Intercommunale du Haut Gardon située sur la commune de Les Salles du Gardon	Boue activée faible charge	1977 puis améliorée en 1994	11 300 EH
Salindres	Concession par affermage	1 896 ab	135 432 m3	24 418 ml	STEU de Salindres	Boue activée aération prolongée	1973	5 000 EH
Sénéchas	Concession par affermage	27 ab	754 m3	866 ml	STEU Intercommunale située sur la commune de Génolhac	Boue activée aération prolongée (très faible charge)	2015	1 800 EH
Servas	Régie	75 ab	8 887 m3	2 950 ml	STEU de Servas	Lagune	1991	100 EH
Seynes	Régie	110 ab	9 586 m3	2 735 ml	STEU de Seynes	Filtre planté de roseaux	2013	350 EH

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Soustelle	Concession par affermage	15 ab	385 m3	743 ml	STEU du Sollier	Fosse toutes eaux + épandage	-	40 EH
					STEU de la Clédette	Fosse toutes eaux + épandage	2012	50 EH
Thoiras	Concession par affermage	32 ab	5 174 m3	1 232 ml	STEU de la Châtaigneraie	Fosse toutes eaux	-	34 EH
					STEU du Village Thoiras	Décanteur digesteur + lit filtrant	-	60 EH
Tornac	Régie	84 ab	22 394 m3	1 980 ml	STEU du Village Tornac	Filtre planté de roseaux	2008	300 EH
		172 ab			STEU Intercommunale située sur la commune de Massillargues Atuech	Filtre planté de roseaux	2012	1 700 EH
Vézénobres	DSP	793 ab	82 970 m3	20 418 ml	STEU de Vézénobres	Filtre planté de roseaux	2006	1 600 EH
Total de 67 communes	**44 en DSP** **23 en régie**	**55 957 ab**	**5 768 976 m3**	**933 865 ml**	**73 stations de traitement des eaux usées**			

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

2. Caractérisation technique du service

2.1 Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☒ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : **Communauté Alès Agglomération**
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : **Communauté d'Agglomération**
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Collecte	☒	☐
Transport	☒	☐
Dépollution	☒	☐
Contrôle de raccordement	☒	☐
Elimination des boues produites	☒	☐
Et à la demande des propriétaires : Les travaux de mise en conformité de la partie privative du branchement	☐	☒
Les travaux de suppression ou d'obturation des fosses	☐	☒

- **Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) :**

Alès, Anduze, Aujac, Bagard, Boisset et Gaujac, Bonnevaux, Boucoiran et Nozières, Branoux les Taillades, Brignon, Brouzet les Alès, Castelnau Valence, Cendras, Chambon, Chamborigaud, Concoules, Corbès, Cruviers Lascours, Deaux, Euzet les Bains, Générargues, Génolhac, La Grand'Combe, La Vernarède, Le Martinet, Les Mages, Les Plans, Les Salles du Gardon, Laval Pradel, Lézan, Martignargues, Massanes, Massillargues Atuech, Méjannes les Alès, Mialet, Mons, Monteils, Ners, Portes, Ribaute les Tavernes, Rousson, Saint Césaire de Gauzignan, Saint Christol lez Alès, Saint Etienne de l'Olm, Saint Florent sur Auzonnet, Saint Hilaire de Brethmas, Saint Hippolyte de Caton, Saint Jean de Ceyrargues, Saint Jean de Serres, Saint Jean de Valériscle, Saint Jean du Gard, Saint Jean du Pin, Saint Julien de Cassagnas, Saint Julien les Rosiers, Saint Just et Vacquières, Saint Martin de Valgalgues, Saint Maurice de Cazevieille, Saint Privat des Vieux, Saint Sébastien d'Aigrefeuille, Sainte Cécile d'Andorge, Salindres, Sénéchas, Servas, Seynes, Soustelle, Thoiras, Tornac et Vézénobres.

- Existence d'une CCSPL ☒ Oui ☐ Non

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

- **Zonage**

Commune	Zonage	Date d'approbation
Alès	Oui	Délibération C2021_10_12 du conseil de communauté en date du 9 décembre 2021
Anduze	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 16 octobre 2013
Aujac	-	-
Bagard	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 8 mars 2007
Boisset et Gaujac	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 8 juillet 2004
Bonnevaux	Oui	-
Boucoiran et Nozières	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 11 mars 2003
Branoux les Taillades	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 10 mai 2007
Brignon	-	-
Brouzet les Alès	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 9 avril 2008
Castelnau Valence	Oui	-
Cendras	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 26 février 2007
Chambon	Oui	-
Chamborigaud	Oui	-
Concoules	Oui	-
Corbès	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 27 juillet 2009
Cruviers Lascours	Oui	-
Deaux	Oui	Délibération du conseil municipal en 2013
Euzet les Bains	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 27 août 2010
Générargues	Oui	-
Génolhac	Oui	-
La Grand'Combe	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 5 mars 2007
La Vernarède	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 16 novembre 2004
Le Martinet	Oui	-
Les Mages	Oui	-
Les Plans	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 31 mars 2009
Les Salles du Gardon	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 4 juin 2007
Laval Pradel	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 19 mars 2007
Lézan	Oui	-
Martignargues	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 14 septembre 2007
Massanes	-	-
Massillargues Attuech	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 16 mai 2007
Méjannes les Alès	Oui	Non approuvé
Mialet	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 19 juillet 2011
Mons	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 20 octobre 2008
Monteils	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 30 septembre 2004
Ners	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2011
Portes	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 6 avril 2007
Ribaute les Tavernes	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 12 février 2008
Rousson	-	-
Saint Césaire de Gauzignan	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 22 janvier 2007
Saint Christol-lez-Alès	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 1 septembre 2009
Saint Etienne de l'Olm	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 24 janvier 2003
Saint Florent sur Auzonnet	-	-
Saint Hilaire de Brethmas	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 27 mai 2013
Saint Hippolyte de Caton	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 5 octobre 2010
Saint Jean de Ceyrargues	Oui	-
Saint Jean de Serres	Oui	Délibération du conseil municipal en 2008
Saint Jean de Valériscle	Oui	-
Saint Jean du Gard	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 16 juillet 2009
Saint Jean du Pin	Oui	Délibération C2022_03_24 du conseil de communauté en date du 29 juin 2022
Saint Julien de Cassagnas	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2006
Saint Julien les Rosiers	Oui	-
Saint Just et Vacquières	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 11 février 2008
Saint Martin de Valgalgues	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 15 mars 2010
Saint Maurice de Cazevieille	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 25 mars 2003
Saint Privat des Vieux	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 23 septembre 2005
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 08 juillet 2005
Sainte Cécile d'Andorge	Oui	-
Salindres	Oui	Délibérations du conseil municipal en date du 15 novembre 2000 et du 24 septembre 2001
Sénéchas	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 08 avril 2019
Servas	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 01 février 2013

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Seynes	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 17 avril 2007
Soustelle	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 20 mars 2012
Thoiras	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 25 mars 2008
Tornac	Oui	Délibération du conseil municipal en date du 18 juillet 2005
Vézénobres	Oui	-

- Existence d'un règlement de service : ☒ Oui
  Date d'approbation : **Délibération C2019_10_17 du Conseil de Communauté du 12 décembre 2019**

Mode de gestion du service

Le service est exploité en
- ☒ **régie**
- ☐ **régie avec prestataire de service**
- ☐ **régie intéressée**
- ☐ **gérance**
- ☒ **délégation de service public : affermage**
- ☐ **délégation de service public : concession**

Communes exploitées en régie :

AUJAC, BONNEVAUX, BROUZET LES ALES, CASTELNAU VALENCE, CHAMBON, CRUVIERS LASCOURS, EUZET LES BAINS, LA VERNAREDE, LE MARTINET, LES PLANS, LAVAL PRADEL, MARTIGNARGUES, MASSILLARGUES ATUECH, NERS, SAINT ETIENNE DE L'OLM, SAINT FLORENT SUR AUZONNET, SAINT JEAN DE CEYRARGUES, SAINT JEAN DE SERRES, SAINT JUST ET VACQUIERES, SAINT SEBASTIEN D'AIGREFEUILLE, SERVAS, SEYNES ET TORNAC.

Délégation de service public :

Contrat de concession par affermage du service public d'assainissement collectif sur le territoire :

ALES, ANDUZE, BAGARD, BOISSET ET GAUJAC, BOUCOIRAN ET NOZIERES, BRANOUX LES TAILLADES, BRIGNON, CENDRAS, CHAMBORIGAUD, CONCOULES, CORBES, DEAUX, GENOLHAC, LA GRAND COMBE, LES MAGES, LES SALLES DU GARDON, LEZAN, MASSANES, MEJANNES LES ALES, MIALET, MONS, MONTEILS, PORTES, RIBAUTE LES TAVERNES, ROUSSON, SAINT CESAIRE DE GAUZIGNAN, SAINT CHRISTOL LEZ ALES, SAINT HILAIRE DE BRETHMAS, SAINT HIPPOLYTE DE CATON, SAINT JEAN DE VALERISCLE, SAINT JEAN DU GARD, SAINT JEAN DU PIN, SAINT JULIEN DE CASSAGNAS, SAINT JULIEN LES ROSIERS, SAINT MARTIN DE VALGALGUES, SAINT MAURICE DE CAZEVIEILLE, SAINT PRIVAT DES VIEUX, SAINTE CECILE D'ANDORGE, SALINDRES, SENECHAS, SOUSTELLE ET THOIRAS.

- Nom du délégataire : VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
- Date de début de contrat : 01/01/2020
- Date de fin de contrat initial : 31/12/2031
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) :
- Missions du délégataire : la Communauté d'Agglomération délègue au fermier le soin d'assurer la gestion du service public de collecte, de transport et de traitement des eaux usées. La gestion du service inclut l'exploitation, dont notamment l'entretien et la surveillance des installations, la réalisation de certains travaux ainsi que la conduite des relations avec les usagers du service.

Pendant le contrat, les communes suivantes seront intégrées :
- Générargues le 1er juillet 2023
- Vézénobres le 1er janvier 2027

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Contrat d'affermage du service public d'assainissement collectif sur le territoire de la commune de Générargues :

- Nom du délégataire : Société Régionale de Distribution d'Eau (S.R.D.E. - VEOLIA EAU)
- Date de début de contrat : 9 août 2011
- Date de fin de contrat initial : 30 juin 2023
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) :
- Nombre d'avenants : 0
- Missions du délégataire (modifier le tableau si besoin) : la Communauté d'Agglomération délègue au fermier le soin d'assurer la gestion du service public de collecte, de transport et de traitement des eaux usées. La gestion du service inclut l'exploitation, dont notamment l'entretien et la surveillance des installations, la réalisation de certains travaux ainsi que la conduite des relations avec les usagers du service.

Contrat d'affermage du service public d'assainissement collectif sur le territoire de la commune de Vézénobres :

- Nom du délégataire : Société Régionale de Distribution d'Eau (S.R.D.E. - VEOLIA EAU)
- Date de début de contrat : 18 mai 2011
- Date de fin de contrat initial : 31 décembre 2026
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) :
- Nombre d'avenants : 0
- Missions du délégataire (modifier le tableau si besoin) : la Communauté d'Agglomération délègue au fermier le soin d'assurer la gestion du service public de collecte, de transport et de traitement des eaux usées. La gestion du service inclut l'exploitation, dont notamment l'entretien et la surveillance des installations, la réalisation de certains travaux ainsi que la conduite des relations avec les usagers du service.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

2.2 Estimation de la population desservie (D201.0)

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.
L'estimation de la population desservie est de **113 842 habitants au 31/12/2022** (110 881 habitants au 31/12/2021)

Commune	Population totale légale 2020 - INSEE	Abonnés Asst Collectif	Abonnés Asst Non Collectif	Total abonnés	Estimation population desservie	Pourcentage population desservie
Alès	43 492	22 607	475	23 082	42 622	98%
Anduze	3 374	2 083	113	2 196	3 205	95%
Aujac	184	40	163	203	37	20%
Bagard	2 631	595	664	1 259	1 237	47%
Boisset et Gaujac	2 613	649	687	1 336	1 280	49%
Bonnevaux	87	53	25	78	59	68%
Boucoiran et Nozières	1 003	356	141	497	722	72%
Branoux les Taillades	1 371	663	108	771	1 179	86%
Brignon	772	388	24	412	726	94%
Brouzet les Alès	691	219	166	385	394	57%
Castelnau Valence	491	188	54	242	383	78%
Cendras	1 683	801	110	911	1 481	88%
Chambon	260	97	185	282	88	34%
Chamborigaud	896	415	181	596	627	70%
Concoules	266	148	151	299	130	49%
Corbès	151	13	75	88	23	15%
Cruviers Lascours	715	336	19	355	679	95%
Deaux	673	221	96	317	471	70%
Euzet les Bains	477	239	22	261	439	92%
Générargues	714	323	112	435	528	74%
Génolhac	833	707	117	824	716	86%
La Grand'Combe	5 029	2 501	52	2 553	4 928	98%
La Vernarède	348	315	41	356	306	88%
Le Martinet	783	346	154	500	540	69%
Les Mages	2 094	901	312	1 213	1 550	74%
Les Plans	292	124	10	134	272	93%
Les Salles du Gardon	2 532	1 237	110	1 347	2 329	92%
Laval Pradel	1 155	195	523	718	307	27%
Lézan	1 561	836	85	921	1 421	91%
Martignargues	445	160	55	215	329	74%
Massanes	210	105	1	106	208	99%
Massillargues Atuech	684	380	41	421	616	90%
Méjannes les Alès	1 232	263	368	631	517	42%
Mialet	640	313	241	554	358	56%
Mons	1 792	560	342	902	1 111	62%
Monteils	657	57	252	309	118	18%
Ners	725	344	73	417	595	82%
Portes	333	115	148	263	147	44%

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Ribaute les Tavernes	2 113	848	210	1 058	1 690	80%
Rousson	4 440	1 824	248	2 072	3 907	88%
Saint Césaire de Gauzignan	391	138	45	183	293	75%
Saint Christol-lez-Alès	7 291	2 935	687	3 622	5 906	81%
Saint Etienne de l'Olm	408	90	118	208	175	43%
Saint Florent sur Auzonnet	1 186	628	162	790	937	79%
Saint Hilaire de Brethmas	4 679	1 856	566	2 422	3 603	77%
Saint Hippolyte de Caton	254	140	13	153	234	92%
Saint Jean de Ceyrargues	176	102	1	103	174	99%
Saint Jean de Serres	534	268	45	313	459	86%
Saint Jean de Valériscle	620	326	66	392	515	83%
Saint Jean du Gard	2 605	1 233	253	1 486	2 162	83%
Saint Jean du Pin	1 579	385	340	725	837	53%
Saint Julien de Cassagnas	742	289	78	367	586	79%
Saint Julien les Rosiers	3 482	1 443	141	1 584	3 169	91%
Saint Just et Vacquières	327	107	50	157	222	68%
Saint Martin de Valgalgues	4 654	2 138	226	2 364	4 189	90%
Saint Maurice de Cazevieille	775	363	13	376	752	97%
Saint Privat des Vieux	5 500	2 357	318	2 675	4 840	88%
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	524	131	154	285	241	46%
Sainte Cécile d'Andorge	581	153	189	342	261	45%
Salindres	3 695	1 896	45	1 941	3 621	98%
Sénéchas	248	27	243	270	25	10%
Servas	211	75	37	112	141	67%
Seynes	159	110	4	114	153	96%
Soustelle	123	15	52	67	27	22%
Thoiras	446	32	229	261	54	12%
Tornac	973	256	274	530	467	48%
Vézénobres	1 927	793	207	1 000	1 522	79%
Total de 67 communes	**134 514**	**60 851**	**11 510**	**72 361**	**113 842**	**84%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

2.3 Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'Eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'Environnement.

Le service public d'assainissement collectif dessert **60 851 abonnés au 31/12/2022.**
(59 210 abonnés au 31/12/2021).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Abonnés Asst Collectif au 31/12/2021	Abonnés Asst Collectif au 31/12/2022	Variation en %
Alès	22 203	22 607	+1,82%
Anduze	1 954	2 083	+6,60%
Aujac	42	40	-4,76%
Bagard	579	595	+2,76%
Boisset et Gaujac	718	649	-9,61%
Bonnevaux	52	53	+1,92%
Boucoiran et Nozières	349	356	+2,01%
Branoux les Taillades	659	663	+0,61%
Brignon	398	388	-2,51%
Brouzet les Alès	215	219	+1,86%
Castelnau Valence	187	188	+0,53%
Cendras	788	801	+1,65%
Chambon	97	97	0,00%
Chamborigaud	418	415	-0,72%
Concoules	146	148	+1,37%
Corbès	12	13	+8,33%
Cruviers Lascours	315	336	+6,67%
Deaux	218	221	+1,38%
Euzet les Bains	213	239	+12,21%
Générargues	316	323	+2,22%
Génolhac	694	707	+1,87%
La Grand'Combe	2 479	2 501	+0,89%
La Vernarède	296	315	+6,42%
Le Martinet	356	346	-2,81%
Les Mages	903	901	-0,22%
Les Plans	99	124	+25,25%
Les Salles du Gardon	1 226	1 237	+0,90%
Laval Pradel	174	195	+12,07%
Lézan	762	836	+9,71%
Martignargues	146	160	+9,59%
Massanes	105	105	0,00%
Massillargues Atuech	348	380	+9,20%
Méjannes les Alès	219	263	+20,09%
Mialet	310	313	+0,97%
Mons	538	560	+4,09%

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Monteils	55	57	+3,64%
Ners	327	344	+5,20%
Portes	115	115	0,00%
Ribaute les Tavernes	808	848	+4,95%
Rousson	1 715	1 824	+6,36%
Saint Césaire de Gauzignan	140	138	-1,43%
Saint Christol-lez-Alès	2 773	2 935	+5,84%
Saint Etienne de l'Olm	84	90	+7,14%
Saint Florent sur Auzonnet	618	628	+1,62%
Saint Hilaire de Brethmas	1 784	1 856	+4,04%
Saint Hippolyte de Caton	137	140	+2,19%
Saint Jean de Ceyrargues	99	102	+3,03%
Saint Jean de Serres	249	268	+7,63%
Saint Jean de Valériscle	330	326	-1,21%
Saint Jean du Gard	1 236	1 233	-0,24%
Saint Jean du Pin	381	385	+1,05%
Saint Julien de Cassagnas	296	289	-2,36%
Saint Julien les Rosiers	1 395	1 443	+3,44%
Saint Just et Vacquières	60	107	+78,33%
Saint Martin de Valgalgues	1 997	2 138	+7,06%
Saint Maurice de Cazevieille	356	363	+1,97%
Saint Privat des Vieux	2 304	2 357	+2,30%
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	123	131	+6,50%
Sainte Cécile d'Andorge	154	153	-0,65%
Salindres	1 867	1 896	+1,55%
Sénéchas	20	27	+35,00%
Servas	66	75	+13,64%
Seynes	109	110	+0,92%
Soustelle	14	15	+7,14%
Thoiras	31	32	+3,23%
Tornac	253	256	+1,19%
Vézénobres	780	793	+1,67%
Total de 67 communes	**59 210**	**60 851**	**+2,77%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

2.4 Volumes facturés

Le service public d'assainissement collectif a facturé un volume équivalent à **5 768 976 m³ au 31/12/2022** (5 618 006 m³ au 31/12/2021).

La répartition des volumes par commune est la suivante :

Commune	Volumes facturés exercice 2021 en m³	Volumes facturés exercice 2022 en m³	Variation en %
Alès	2 220 017	2 250 294	+1,36%
Anduze	225 651	262 695	+16,42%
Aujac	2 582	2 714	+5,11%
Bagard	80 231	70 641	-11,95%
Boisset et Gaujac	79 229	80 005	+0,98%
Bonnevaux	1 664	1 519	-8,71%
Boucoiran et Nozières	28 724	29 569	+2,94%
Branoux les Taillades	43 823	48 677	+11,08%
Brignon	33 543	32 290	-3,74%
Brouzet les Alès	19 447	20 184	+3,79%
Castelnau Valence	18 801	19 764	+5,12%
Cendras	53 165	60 531	+13,85%
Chambon	4 055	4 487	+10,65%
Chamborigaud	24 876	26 723	+7,42%
Concoules	10 538	9 905	-6,01%
Corbès	1 602	1 514	-5,49%
Cruviers Lascours	41 324	42 550	+2,97%
Deaux	21 597	23 614	+9,34%
Euzet les Bains	27 740	29 644	+6,86%
Générargues	30 990	30 733	-0,83%
Génolhac	45 202	39 051	-13,61%
La Grand'Combe	162 417	171 526	+5,61%
La Vernarède	12 692	13 870	+9,28%
Le Martinet	25 904	28 531	+10,14%
Les Mages	78 462	79 943	+1,89%
Les Plans	12 011	13 468	+12,13%
Les Salles du Gardon	83 407	85 891	+2,98%
Laval Pradel	12 271	17 338	+41,29%
Lézan	64 048	70 108	+9,46%
Martignargues	21 425	19 358	-9,65%
Massanes	11 147	12 067	+8,25%
Massillargues Atuech	36 135	35 831	-0,84%
Méjannes les Alès	23 891	28 655	+19,94%
Mialet	18 013	16 955	-5,87%
Mons	51 055	59 695	+16,92%
Monteils	4 454	4 898	+9,97%

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Ners	30 156	29 602	-1,84%
Portes	7 298	5 448	-25,35%
Ribaute les Tavernes	87 207	86 385	-0,94%
Rousson	152 565	162 375	+6,43%
Saint Césaire de Gauzignan	12 479	11 456	-8,20%
Saint Christol-lez-Alès	346 295	324 181	-6,39%
Saint Etienne de l'Olm	6 561	5 804	-11,54%
Saint Florent sur Auzonnet	42 474	43 707	+2,90%
Saint Hilaire de Brethmas	185 194	191 137	+3,21%
Saint Hippolyte de Caton	11 221	11 661	+3,92%
Saint Jean de Ceyrargues	8 983	9 246	+2,93%
Saint Jean de Serres	16 931	17 770	+4,96%
Saint Jean de Valériscle	27 711	26 730	-3,54%
Saint Jean du Gard	103 947	103 314	- 0,61%
Saint Jean du Pin	35 246	34 558	-1,95%
Saint Julien de Cassagnas	30 850	29 450	-4,54%
Saint Julien les Rosiers	131 589	134 518	+2,23%
Saint Just et Vacquières	7 038	7 848	+11,51%
Saint Martin de Valgalgues	144 374	198 357	+37,39%
Saint Maurice de Cazevieille	33 978	34 860	+2,60%
Saint Privat des Vieux	250 485	270 595	+8,03%
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	7 717	8 276	+7,24%
Sainte Cécile d'Andorge	10 014	10 878	+8,63%
Salindres	159 764	135 432	-15,23%
Sénéchas	690	754	+9,28%
Servas	7 666	8 887	+15,93%
Seynes	8 808	9 586	+8,83%
Soustelle	327	385	+17,74%
Thoiras	3 596	5 174	+43,88%
Tornac	22 934	22 394	-2,35%
Vézénobres	91 775	82 970	-9,59%
Total de 67 Communes	**5 618 006**	**5 768 976**	**+2,69%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

2.5 Détail des imports et exports d'effluents

Volumes exportés vers…	Volumes exportés durant l'exercice 2021 en m³	Volumes exportés durant l'exercice 2022 en m³	Variation en %
-	-	-	-
Total des volumes exportés	-	-	-
Volumes (maximum autorisés) importés depuis…	**Volumes importés durant l'exercice 2021 en m³**	**Volumes importés durant l'exercice 2022 en m³**	**Variation en %**
Ponteils et Brésis	459	986	+114,81%
Total des volumes importés	**459**	**986**	**+114,81%**

2.6 Autorisations de déversements d'effluents industriels (D202.0)

Nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique au 31/12/2022 : **3 autorisations**

(3 au 31/12/2021)

2.7 Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements)

Le réseau de collecte du service public d'assainissement collectif est constitué de **933 865 ml** de réseau de collecte (935 282 ml au 31/12/2021).

Un ouvrage permet la maîtrise des déversements d'effluents au milieu naturel par temps de pluie :

Type d'équipement	Localisation	Volume éventuel de stockage
Bassin d'orage	Commune d'Alès	5 000 m³

2.8 Ouvrages d'épuration des eaux usées

Le service gère 73 Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU) qui assurent le traitement des eaux usées. Les fiches des différentes stations sont présentées ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°1 : ***STEU Intercommunale – Saint Hilaire de Brethmas***

Code Sandre de la station : 060930259003

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée aération prolongée
Commune d'implantation : Saint Hilaire de Brethmas
Lieu-dit : Les Treilles
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 90 000 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 28 060 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 00.03.18 du 23 mars 2000 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Gardon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	15	☐ et ☐ ou	88
DCO	50	☐ et ☐ ou	90
MES	20	☐ et ☐ ou	92
NGL	10	☐ et ☐ ou	75
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 6 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	Mai-octobre : 2 Novembre-avril : 5	☐ et ☐ ou	-
Pt	1	☐ et ☐ ou	85

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
Moyenne sur 104 bilans	100%	3,06	98,25	18,04	96,92	3,91	98,73	3,77	93,12	0,69	89,61

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Le système de collecte est non conforme par temps sec et par temps de pluie.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°2 : ***Anduze***

Code Sandre de la station : 060930010001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Boue activée

Commune d'implantation : Anduze

Lieu-dit : Plan des Molles

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 9 000 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 2 083

Nombre d'habitants raccordés : 3 205

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 1 800 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 97.01.06 du 20 janvier 1997

☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : Infiltration et Gardon d'Anduze

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	(70) **80**
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	20	☐ et ☐ ou	70
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend. %	Conc mg/l	Rend. %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
Moyenne sur 12 bilans	100%	6,86	97,84	39,60	95,27	9,72	97,18	4,73	94,64	3,21	67,69

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°3 : ***Aujac***

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Décanteur digesteur et lit filtrant
Commune d'implantation : Aujac
Lieu-dit : Aujac
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 72 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 40
Nombre d'habitants raccordés : 37
Débit de référence journalier admissible en m^3/j :

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du :
Milieu récepteur du rejet :	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	290,00	6,50	842,00	20,60	120,00	0,00	113,00	0,00	11,90	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les concentrations au rejet pour la DBO_5 et la DCO ainsi que les rendements épuratoires ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°4 : ***Bagard***

Code Sandre de la station : 060930027002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Bagard
Lieu-dit : La Rouviérette
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 1 800 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 595
Nombre d'habitants raccordés : 1 237
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 626 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 2008.169.9 du 17 juin 2008 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Carriol	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
4 bilans	100%	3,00	98,89	30,04	95,90	8,42	97,38	2,55	96,80	5,00	39,24

[1] **EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°5 : ***Boisset et Gaujac***

Code Sandre de la station : 060930042001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Boisset et Gaujac
Lieu-dit : Gaujac-Est
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 1 500 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 649
Nombre d'habitants raccordés : 1 280
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 480 m^3/j

Prescriptions de rejet		
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 2008.29.10 du 29 janvier 2008	
	☐ Déclaration en date du…	
Milieu récepteur du rejet : Les Granaux		

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	< 25	☐ et ☐ ou	-
DCO	< 125	☐ et ☐ ou	-
MES	< 35	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	< 20	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
4 bilans	100%	3,96	98,22	38,85	94,01	9,40	96,81	4,41	94,72	2,57	69,59

[1] **EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°6 : ***Bonnevaux – Hameau de Bonnevaux***

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filtre compact EPARCO
Commune d'implantation : Bonnevaux
Lieu-dit : Les Balandounes
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 30 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 4,50 m^3/j

Prescriptions de rejet			
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …		
Milieu récepteur du rejet :			
Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	-%	88,00	83,10	340,00	55,20	38,00	94,30	118,00	16,90	13,30	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les concentrations au rejet et les rendements épuratoires sont peu satisfaisants mais, étant donné que les prélèvements ont été réalisés en amont des filtres d'infiltration, ces résultats ne sont pas représentatifs.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°7 : ***Bonnevaux – Nojaret Ha…***

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filtre compact EPARCO
Commune d'implantation : Bonnevaux
Lieu-dit : Rousel
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 15 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 2,30 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet :	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	5,00	98,10	44,00	92,00	53,00	88,10	24,30	31,70	4,40	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°8 : ***Bonnevaux – Nojaret Ba***

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filtre compact EPARCO
Commune d'implantation : Bonnevaux
Lieu-dit : Malagrette
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 15 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 4,50 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet :	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	< 3,00	100	29,00	90,80	< 2,00	100,00	16,00	58,70	3,90	28,50

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°9 : ***Boucoiran et Nozières***

Code Sandre de la station : 060930046001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée
Commune d'implantation : Boucoiran et Nozières
Lieu-dit : La Lonne
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 800 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 356
Nombre d'habitants raccordés : 722
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 160 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : un fossé affluent du Gardon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	-	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	7,00	97,59	70,00	90,36	29,00	87,39	9,34	90,22	2,26	77,84

[1] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°10 :***Brignon***

Code Sandre de la station : 060930053002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Biologique avec nitrification
Commune d'implantation : Brignon
Lieu-dit : Sous Gardon
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 850 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 388
Nombre d'habitants raccordés : 726
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 170 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 01.06.35 du 28 juin 2001 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Gardon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	60
DCO	125	☐ et ☐ ou	60
MES		☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	3,00	98,92	29,00	96,78	5,00	98,96	4,51	95,16	5,98	69,80

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°11 : ***Brouzet les Alès***

Code Sandre de la station : 060930055002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filtre planté de roseaux
Commune d'implantation : Brouzet les Alès
Lieu-dit : Camp Redon
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 800 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 219
Nombre d'habitants raccordés : 394
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 160 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à : ☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n°2010-6-6 du 6 janvier 2010 ☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : fossé

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	4,00	98,80	42,00	92,10	7,40	97,30	5,20	94,00	7,10	7,30

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°12 : *Castelnau Valence*

Code Sandre de la station : 060930072001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Boue activée

Commune d'implantation : Castelnau Valence

Lieu-dit : Traversier

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 250 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 188

Nombre d'habitants raccordés : 383

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 50 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation :
☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : ruisseau de Cantarel

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	9,00	99,30	118,00	94,90	30,00	98,00	45,50	77,20	1,70	95,30

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°13 : *Cendras*

Code Sandre de la station : 060930077003

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Cendras
Lieu-dit : L'Abbaye
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 2 000 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 801
Nombre d'habitants raccordés : 1 481
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 750 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 96.05.17 du 28 mai 1996 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Gardon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	50	☐ et ☐ ou	70
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
12	100%	4,17	98,61	41,50	95,01	7,21	98,09	3,44	96,26	2,81	71,76

[1] **EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°14 : ***Chambon Chamborigaud - La Bosse***

Code Sandre de la station : 060930080003

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filtres Plantés
Commune d'implantation : Chamborigaud
Lieu-dit : Clapouses
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 500 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 97
Nombre d'habitants raccordés : 88
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 75 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☒ Déclaration : Arrêté Préfectoral n° 2009-342-5 du 08 dec. 2009
Milieu récepteur du rejet : Broussous, affluent du Luech	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1	100%	< 3,00	100,00	26,00	88,00	< 4,00	100,00	1,60	94,40	5,50	0,00

[1] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°15 : ***Chamborigaud***

Code Sandre de la station : 060930080001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Disques biologiques
Commune d'implantation : Chamborigaud
Lieu-dit : Le Vallon
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 1 300 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 415
Nombre d'habitants raccordés : 627
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 260 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : Déclaration : Arrêté Préfectoral n° 30-2016-03-18-003 du 16 mars 2016
Milieu récepteur du rejet : Le Luech	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	50	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 6 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	5,56	90,41	39,74	78,40	13,74	85,10	12,83	46,87	2,77	0,00

[1] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°16 : ***Concoules***

Code Sandre de la station : 060930090001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Boue activée faible charge

Commune d'implantation : CONCOULES

Lieu-dit : Pijala

Capacité nominale STEU en EH [1] **: 700 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 148

Nombre d'habitants raccordés : 130

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 140 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : 20/11/2008 n° 2008-325-7

☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : Conne, affluent de la Cèze

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	-	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	10	☐ et ☐ ou	70
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	103,00	69,78	309,00	52,17	110,00	57,69	38,80	21,14	5,02	16,61

[1] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Le paramètre DCO est non conforme et les paramètres MES et DBO_5 sont rédhibitoires. Les rejets de la station d'épuration ne sont pas conformes aux exigences de l'Arrêté Ministériel du 21/07/2015.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°17 : ***Corbès***

Code Sandre de la station : 060930094001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Décantation physique
Commune d'implantation : Corbès
Lieu-dit : Le Dansadou
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 40 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 13
Nombre d'habitants raccordés : 23
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : -

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation en date du … ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : -	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[1] **EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°18 : *Cruviers Lascours*

Code Sandre de la station : 060930053003

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filtre planté de roseaux
Commune d'implantation : Brignon
Lieu-dit : Montredon
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 1 000 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 336
Nombre d'habitants raccordés : 679
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 200 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : Déclaration en date du 19 février 2008
Milieu récepteur du rejet : la Droude	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	< 3,00	99,40	32,00	95,80	6,75	96,95	2,55	97,00	7,05	19,60

[1] **EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°19 : ***Deaux***

Code Sandre de la station : 060930101001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Biologique

Commune d'implantation : Deaux

Lieu-dit : Bouzigues

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 750 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 221

Nombre d'habitants raccordés : 471

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 112,50 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n°93.06.37 du 24 juin 1993

☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : Ruisseau des Riasses

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	30	☐ et ☐ ou	-
DCO	90	☐ et ☐ ou	-
MES	30	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	8,00	97,92	73,00	92,66	7,60	96,55	25,00	69,88	8,27	20,48

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°20 : *Euzet les Bains*

Code Sandre de la station : 060930264003

Caractéristiques générales

Type de traitement : Filière plantée de roseaux

Commune d'implantation : Saint Jean de Ceyrargues

Lieu-dit : Sous le Roque

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 800 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 239

Nombre d'habitants raccordés : 439

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 160 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation ☐ Déclaration

Milieu récepteur du rejet : Ruisseau de la Candouillère

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	< 3,00	100,00	36,00	94,50	3,70	98,90	1,40	97,70	6,30	19,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°21 : *Générargues - Montsauve*

Code Sandre de la station : 060930129003

Caractéristiques générales

Type de traitement : Lit Bactérien

Commune d'implantation : Générargues

Lieu-dit : Montsauve

Capacité nominale STEU en EH [(1)] : **450 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 215

Nombre d'habitants raccordés : 352

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 90 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation :
☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : L'Amous

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	12,71	93,78	115,25	78,04	31,08	88,22	47,22	40,32	9,20	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°22 : *Générargues - Blateiras*

Code Sandre de la station : 060930129004

Caractéristiques générales
Type de traitement : Fosse toutes eaux et infiltration
Commune d'implantation : Générargues
Lieu-dit : Blateiras
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 200 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 108
Nombre d'habitants raccordés : 176
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 44 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : -	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	30	☐ et ☐ ou	-
DCO	90	☐ et ☐ ou	-
MES	30	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	-%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°23 : *Génolhac*

Code Sandre de la station : 060930345002

Caractéristiques générales

Type de traitement : Boue activée aération prolongée (très faible charge)

Commune d'implantation : GENOLHAC

Lieu-dit : Rouvière et Boulet

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 800 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 707

Nombre d'habitants raccordés : 716

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 360 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation :

☐ Déclaration : 07/03/2009 AP n° 30-2019-03-07-003 modifiant l'AP 2008-325-7 du 20/11/2008

Milieu récepteur du rejet : Vallat des Lances, affluent de l'Homol

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	10	☐ et ☐ ou	70
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	4,79	93,79	41,89	93,35	7,69	93,35	10,93	69,76	4,54	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°24 : ***La Vernarède***

Code Sandre de la station : 060930345002

Caractéristiques générales

Type de traitement : Filière plantée de roseaux

Commune d'implantation : La Vernarède

Lieu-dit : Le Planas

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 750 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 315

Nombre d'habitants raccordés : 306

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 150 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation : Arrêté Préfectoral ☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : Ruisseau de Broussous

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	60
DCO	125	☐ et ☐ ou	60
MES	35	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	< 3	100,00	56,00	90,40	9,20	95,60	18,60	77,70	3,30	65,60

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°25 : *Le Martinet - Village*

Code Sandre de la station : 060930159001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Boue activée faible charge

Commune d'implantation : MARTINET

Lieu-dit : Gourmier

Capacité nominale STEU en EH [(1)] : **1000 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 348

Nombre d'habitants raccordés : 540

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 200 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation du 20 août 1996

☐ Déclaration :

Milieu récepteur du rejet : Auzonnet

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	☐ et / ou ☐	Rendement (%)
DBO_5	40	et ou	
DCO	120	☐ et ☐ ou	
MES	30	☐ et ☐ ou	
NGL	25	☐ et ☐ ou	
NTK		☐ et ☐ ou	
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	7,50	98,80	61,00	93,90	11,00	97,95	4,75	95,55	2,12	82,30

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°26 : *Le Martinet - Arbousset*

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Fosse
Commune d'implantation : MARTINET
Lieu-dit : L'Arbousset
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 20 EH**
Nombre d'abonnés raccordés :
Nombre d'habitants raccordés :
Débit de référence journalier admissible en m^3/j :

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration :
Milieu récepteur du rejet : -	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	360,00	39,00%	6 300,00	0%	4 950,00	0%	319,00	0,00%	36,60	7,90%

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique.

Les concentrations au rejet pour les paramètres DBO_5, DCO et MES et les rendements épuratoires ne respectent pas du tout les prescriptions de la réglementation Européenne avec l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°27 : ***Les Mages***

Code Sandre de la station : 060930159001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Boue activée faible charge

Commune d'implantation : Les Mages

Lieu-dit : La Clapette

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 3 500 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 1 227

Nombre d'habitants raccordés : 2 065

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 200 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n°98.01.12 du 12/01/98

☐ Déclaration :

Milieu récepteur du rejet : Auzonnet

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	20	☐ et ☐ ou	70
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
12 bilans	100%	5,95	95,80	42,31	89,65	9,87	93,81	7,67	84,06	2,19	56,22

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°28 : ***Les Plans***

Code Sandre de la station : 060930197001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Biodisques

Commune d'implantation : Les Plans

Lieu-dit : Prafiar

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 200 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 124

Nombre d'habitants raccordés : 272

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 40 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 2008-204-24 du 22 juillet 2008

☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : fossé

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	5,5 à 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	23,00	88,50	137,00	81,40	62,00	70,80	12,50	81,00	4,10	59,00

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les concentrations au rejet ainsi que les rendements épuratoires respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la STEP mais également la réglementation Européenne avec l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015, excepté pour les concentrations des paramètres DCO et MES qui sont supérieures aux valeurs imposées par l'arrêté préfectoral, ainsi que le rendement sur les MES qui est non-conforme par rapport à l'arrêté préfectoral.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°29 : *Les Salles du Gardon – L'Habitarelle*

Code Sandre de la station : 060930132001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Les Salles du Gardon
Lieu-dit : L'Habitarelle
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 11 300 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 2 307 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 96.0207 du 13 février 1996 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Gardon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	20	☐ et ☐ ou	70
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 6 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
48 bilans	0%	8,35	94,28	61,49	88,60	18,13	92,42	42,51	48,24	4,30	44,71

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les rejets de la station d'épuration sont conformes aux exigences de l'Arrêté Préfectoral de Rejet, de l'Arrêté Ministériel du 21/07/2015 et de la Directive ERU 21/05/1991, excepté pour le paramètre azote global.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°30 : ***Les Salles du Gardon - La Favède***

Code Sandre de la station : 060930307001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Lit bactérien
Commune d'implantation : Les Salles du Gardon
Lieu-dit : Le Babarel
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 400 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 80 m^3/j

Prescriptions de rejet			
Soumise à	☒ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …		
Milieu récepteur du rejet : Le Gravelongue			
Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	et ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	77,00	81,53	284,00	64,63	88,00	66,15	89,54	10,94	11,50	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

La station d'épuration est non conforme en performance pour les paramètres DBO_5 et MES.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°31 : ***Laval Pradel – Hameau du Pradel***

Code Sandre de la station : 060930142001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Fosse toutes eaux + filtre à sable
Commune d'implantation : Laval Pradel
Lieu-dit : Combe Guiraudenque
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 250 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 50 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 2002-67-10 du 8 mars 2002 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Ruisseau de la Combe de Guerre	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	60
DCO	125	☐ et ☐ ou	60
MES	35	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	-%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[1] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Suite à l'impossibilité de prélever les effluents en sortie station, aucune comparaison n'a pu être établi avec les valeurs de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°32 : ***Laval Pradel - Mas Dieu***

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filière plantée de roseaux
Commune d'implantation : Laval Pradel
Lieu-dit : Mas Dieu
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 315 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j :

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : Arrêté préfectoral du 7 mars 2013 ☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : Gardon

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	< 3,00	100,00	51,00	94,10	3,80	98,50	5,70	92,20	14,60	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°33 : ***Lézan***

Code Sandre de la station : 060930147002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Biologique
Commune d'implantation : Lézan
Lieu-dit : Mas Vedel
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 500 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 836
Nombre d'habitants raccordés : 1 421
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 300 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 95-08-28 du 28 août 1995 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Gardon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	20	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	13,59	94,38	74,22	90,24	47,53	92,42	24,75	69,69	5,29	66,94

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°34 : ***Martignargues***

Code Sandre de la station : 060930158001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Lagunage
Commune d'implantation : Martignargues
Lieu-dit : Bouissounades
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 220 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 160
Nombre d'habitants raccordés : 329
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 44 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 90.1103 du 9 novembre 1990 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : la Droude	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	40	☐ et ☐ ou	-
DCO	120	☐ et ☐ ou	-
MES	120	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
4 bilans	25%	31,75	95,25	164,00	86,20	128,00	83,58	39,32	63,38	7,88	40,65

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Pour 3 bilans, les concentrations au rejet ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la STEP et également la réglementation Européenne avec l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Cependant les rendements épuratoires sont conformes par rapport à l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°35 : *Massanes*

Code Sandre de la station : 060930161001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Décanteur-digesteur

Commune d'implantation : Massanes

Lieu-dit : Méjanet et les Agaux

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 300 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 105

Nombre d'habitants raccordés : 208

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 60 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation :
☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : le Gardon

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	et ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	91,00	33,58	309,00	33,26	70,00	50,00	98,94	0,00	10,70	0,00

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Le paramètre DCO est non conforme et le paramètre DBO_5 est rédhibitoire. Les rejets de la station d'épuration ne sont pas conformes aux exigences de l'Arrêté Ministériel du 21/07/2015.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°36 : ***Intercommunale Massillargues Attuech - Vérac***

Code Sandre de la station : 060930162002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filière plantée de roseaux
Commune d'implantation : Massillargues Attuech
Lieu-dit : Le Cigalas
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 700 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 693
Nombre d'habitants raccordés : 929
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 340 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Autorisation de rejet en date du 15 février 2011 (données SATE) ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Ruisseau de la Peironnelle	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	20	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	10,00	96,45	93,00	86,95	11,60	96,15	4,35	95,95	11,70	12,05

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°37 : *Méjannes les Alès*

Code Sandre de la station : 060930165001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Filière plantée de roseaux

Commune d'implantation : Méjannes les Alès

Lieu-dit : Le valat de l'Etang

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 300 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 263

Nombre d'habitants raccordés : 517

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 490 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 2010-6-4

☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : un fossé affluent du Gardon

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	30	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	3,30	96,47	26,77	88,82	6,14	91,31	10,28	65,26	6,45	0,00

EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°38 : ***Mialet***

Code Sandre de la station : 06930168001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Boue activée aération prolongée (très faible charge)

Commune d'implantation : Mialet

Lieu-dit : Luziers

Capacité nominale STEU en EH **: 2 000 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : 313

Nombre d'habitants raccordés : 358

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 400

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 98.07.26 du 27 juillet 1998

☐ Déclaration en date du

Milieu récepteur du rejet : Gardon

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	et ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	20	☐ et ☐ ou	70
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 6 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
12 bilans	100%	3,00	98,71	20,24	97,12	3,48	99,02	6,00	93,77	9,04	21,56

EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°39 : ***Mons - Célas***

Code Sandre de la station : 060930173002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Mons
Lieu-dit : Célas
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 000 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 308
Nombre d'habitants raccordés : 611
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 200 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation en date du … ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Briançon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
4 bilans	100%	4,07	98,06	27,84	94,85	6,16	97,84	11,65	82,10	3,31	53,34

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°40 :***Mons - Village***

Code Sandre de la station : 060930173001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Mons
Lieu-dit : Le Village
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 000 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 252
Nombre d'habitants raccordés : 500
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 200 m^3/j

Prescriptions de rejet		
Soumise à	☐ Autorisation en date du …	
	☐ Déclaration en date du …	
Milieu récepteur du rejet : Briançon		

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
4 bilans	100%	4,26	98,35	39,03	94,30	7,84	97,18	8,90	89,96	5,25	42,94

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°41 :***Monteils***

Code Sandre de la station :

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filtre à sable
Commune d'implantation : Monteils
Lieu-dit : Cabanelles
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 100 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 57
Nombre d'habitants raccordés : 118
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 20 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation :
☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : infiltration

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°42 : ***Ners***

Code Sandre de la station : 060930188002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée
Commune d'implantation : Ners
Lieu-dit : Le Mail et la Barque
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 000 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 344
Nombre d'habitants raccordés : 595
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 200 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation :
☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : le Gardon

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	10,00	98,55	65,50	93,10	20,35	95,85	31,95	61,85	4,85	74,15

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°43 : ***Portes L'Affenadou***

Code Sandre de la station : 060930203002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Lit bactérien
Commune d'implantation : Portes
Lieu-dit : L'Affenadou
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 350 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j :

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Le Ruisseau de Broussous	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	15,00	88,37	112,00	88,37	32,00	86,09	27,39	41,15	5,70	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°43 :***Portes L'Affenadou***

Code Sandre de la station : 060930203002

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°44 : ***Portes Village***

Code Sandre de la station : 060930203001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Lit bactérien
Commune d'implantation : Portes
Lieu-dit : Salze
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 300 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j :

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Le Lévadou	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	4,00	76,47	44,00	59,26	10,00	84,38	17,51	29,79	6,13	13,30

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°45 :***Ribaute les Tavernes***

Code Sandre de la station : 060930214003

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Ribaute les Tavernes
Lieu-dit : Lou Pras sous la Roque du Poujoulas
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 500 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 848
Nombre d'habitants raccordés : 1 690
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 725 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 92.09.05 du 3 septembre 1992 ☐ Déclaration en date du ..
Milieu récepteur du rejet : Le Gardon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	≤ 30	☐ et ☐ ou	-
DCO	≤ 90	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	≤ 40	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	6,74	97,27	35,57	94,54	6,79	98,01	4,92	91,12	2,01	70,67

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°46 :***Rousson - Fangas***

Code Sandre de la station : 060930159001

Caractéristiques générales

Type de traitement : Boue activée faible charge

Commune d'implantation : Rousson

Lieu-dit : Le Saut du Loup

Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 3 000 EH**

Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé

Nombre d'habitants raccordés : indéterminé

Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 600 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : ☐ Déclaration :

Milieu récepteur du rejet :

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK L		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
12 bilans	100%	6,33	95,66	60,25	86,15	15,06	93,22	14,92	74,04	3,78	38,39

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°47 : *Rousson - Pont d'Avène*

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Rousson
Lieu-dit : Pont d'Avène
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 700 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 140 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : ☐ Déclaration :

Milieu récepteur du rejet :

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	12,00	95,88	87,00	90,77	22,00	93,13	30,26	72,91	6,14	43,37

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°48 :*Saint Césaire de Gauzignan*

Code Sandre de la station : 06093024001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée
Commune d'implantation : Saint Césaire de Gauzignan
Lieu-dit : Fine Cède
Capacité nominale STEU en EH (1) **: 300 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 138
Nombre d'habitants raccordés : 293
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 110 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 99-10-48 du 20 octobre 1999 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : la Droude	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	60
DCO	125	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
4 bilans	0%	10,44	95,21	79,73	86,88	43,33	84,89	13,13	84,86	7,12	36,91

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Le paramètre MES est rédhibitoire. Les rejets de la station d'épuration sont non conformes aux exigences de l'Arrêté Préfectoral de Rejet et de l'Arrêté Ministériel du 21/07/2015.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°49 :*Saint Christol lez Alès*

Code Sandre de la station : 060930243001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée aération prolongée
Commune d'implantation : Saint Christol-lez-Alès
Lieu-dit : Les Vignes
Capacité nominale STEU en EH (1) **: 8 500 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 2 935
Nombre d'habitants raccordés : 5 906
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 3 300

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 2008.29.11 en date du 29 janvier 2008 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Carriol	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	80
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	20	☐ et ☐ ou	70
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	Compris entre 6 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	2	☐ et ☐ ou	80

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
24 bilans	0%	43,56	82,90	175,87	71,81	90,45	65,34	47,12	23,38	6,57	0,63

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les rejets de la station d'épuration sont non conformes aux exigences de l'Arrêté Préfectoral de Rejet, de l'Arrêté Ministériel du 21/07/2015 et de la Directive ERU 21/05/1991.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°50 :***Saint Etienne de l'Olm***

Code Sandre de la station : 0609302450002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Lagunage
Commune d'implantation : Saint Etienne de l'Olm
Lieu-dit : Le Vignau
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 230 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 90
Nombre d'habitants raccordés : 175
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 46

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Autorisation de rejet en date du 15 février 2002 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : le Cantanel	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	
DCO	125	☐ et ☐ ou	
MES	35	☐ et ☐ ou	
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	18,00	100,00	173,00	97,20	101,00	85,70	26,40	91,50	4,60	68,90

(1)EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°51 :***Saint Florent sur Auzonnet***

Code Sandre de la station : 060930159001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Les Mages
Lieu-dit : La Clapette
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 300 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 628
Nombre d'habitants raccordés : 937
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 260

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral du 11/10/1985

☐ Déclaration :

Milieu récepteur du rejet : Auzonnet

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	20	☐ et ☐ ou	-
DCO	90	☐ et ☐ ou	-
MES	30	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
4 bilans	100%	3,75	99,30	34,25	95,33	15,15	93,58	8,60	90,30	4,73	62,20

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°52 :*Saint Hippolyte de Caton*

Code Sandre de la station : 060930261002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filtre planté de roseaux
Commune d'implantation : Saint Hippolyte de Caton
Lieu-dit : Le Puech de Brune
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 350 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 140
Nombre d'habitants raccordés : 234
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 70
Prescriptions de rejet
Soumise à ☐ Autorisation : Déclaration : Arrêté Préfectoral n° 2008-252-4 en date du 8 septembre 2008
Milieu récepteur du rejet : le Troubadour

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombres de bilans	Conformité	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	3,00	99,26	32,00	97,26	2,90	99,41	58,51	52,84	8,05	42,50

[1] **EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°53 :*Saint Jean de Ceyrargues*

Code Sandre de la station : 060930264001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filtre planté de roseaux
Commune d'implantation : Saint Jean de Ceyrargues
Lieu-dit : Les Dauclades
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 450 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 102
Nombre d'habitants raccordés : 174
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 90

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 2012087-0001 en date du 27 mars 2012 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : fossé	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	< 3,00	100,00	41,00	91,10	8,20	97,90	7,00	88,30	7,90	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°54 :***Saint Jean de Serres***

Code Sandre de la station :

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée
Commune d'implantation : Saint Jean de Serres
Lieu-dit : Camp Maurin
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 500 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 268
Nombre d'habitants raccordés : 459
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 100

Prescriptions de rejet

Soumise à ☐ Autorisation de rejet du 26 juillet 2006

☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : le Bay

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	-
DCO	125	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	15,00	67,40	63,00	66,10	52,00	55,20	13,10	44,60	1,70	0,0

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°55 :*Saint Jean du Gard*

Code Sandre de la station : 060930269001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée aération prolongée (très faible charge)
Commune d'implantation : Saint Jean du Gard
Lieu-dit : Les Fournels
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 5 000 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 1 233
Nombre d'habitants raccordés : 2 162
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 1 000

Prescriptions de rejet

Soumise à ☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 90.02.14 du 27 février 1990
☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : Gardon

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	80
DCO	90	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
12 bilans	100%	3,52	98,71	27,21	96,54	5,30	98,80	2,23	97,82	2,12	86,17

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°56 : *Saint Jean du Gard - Falguière*

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Décantation
Commune d'implantation : Saint Jean du Gard
Lieu-dit : Falguières
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 30 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : -

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation en date du … ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Gardon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[1] **EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°57 : ***Saint Julien de Cassagnas***

Code Sandre de la station :

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée faible charge
Commune d'implantation : Saint Julien de Cassagnas
Lieu-dit : Le Grè et les Claux
Capacité nominale STEU en EH (1) **: 600 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 289
Nombre d'habitants raccordés : 586
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 120
Prescriptions de rejet
Soumise à ☐ Autorisation : Déclaration : 24/07/1998 n° 98-07-24
Milieu récepteur du rejet : Auzonnet

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	60
DCO	125	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	20	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	14,00	94,17	76,00	89,63	24,00	91,72	33,86	64,94	3,62	63,17

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les rejets de la station d'épuration sont conformes aux exigences de l'Arrêté Ministériel du 21/07/2015, excepté sur le paramètre azote global.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°58 :*Saint Just et Vacquières - Maruéjols les bois*

Code Sandre de la station :

Caractéristiques générales
Type de traitement : Lagunage
Commune d'implantation : Saint Just et Vacquières
Lieu-dit : L'enclos
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 90 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 18 m^3/j

Prescriptions de rejet

Soumise à
- ☐ Autorisation :
- ☐ Déclaration en date du …

Milieu récepteur du rejet : un fossé affluent du Gardon

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	150	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	37,00	93,30	201,00	81,70	140,00	82,10	77,20	21,40	10,00	34,70

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les concentrations au rejet ainsi que les rendements épuratoires de tous les paramètres respectent la réglementation Européenne avec l'arrêté du 21 juillet 2015, excepté les concentrations en DBO5 et DCO qui dépassent très légèrement les valeurs limites.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Code Sandre de la station :

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°59 : *Saint Just et Vacquières - Village*

Code Sandre de la station :

Caractéristiques générales
Type de traitement : Lagunage
Commune d'implantation : Saint Just et Vacquières
Lieu-dit : Plan de Saint Just
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 200 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 40 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : un fossé affluent du Gardon	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	150	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	8,00	97,20	74,00	92,90	116,00	76,40	32,3,	43,60	5,80	32,90

[1] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°60 : ***Saint Just et Vacquières - Hameau de Vacquières***

Code Sandre de la station :

Caractéristiques générales
Type de traitement : Fosse toutes eaux
Commune d'implantation : Saint Just et Vacquières
Lieu-dit : Vacquières
Capacité nominale STEU en EH (1) **: 40 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j :
Prescriptions de rejet
Soumise à ☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : un fossé affluent du Gardon

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	150	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	130,00	43,50	362,00	37,60	54,00	34,10	74,60	1,20	8,90	6,90

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les concentrations au rejet ainsi que les rendements épuratoires ne respectent pas les prescriptions de la réglementation Européenne avec l'arrêté ministériel du 31 juillet 2020.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°61 :***Saint Just et Vacquières - Mas Champion***

Code Sandre de la station :

Caractéristiques générales
Type de traitement : Fosse toutes eaux
Commune d'implantation : Saint Just et Vacquières
Lieu-dit : La Luquette
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 50 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j :
Prescriptions de rejet
Soumise à ☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : un fossé affluent du Gardon

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	150	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Etant donnée qu'aucun prélèvement n'a pu être effectué en sortie de station, il est impossible le comparatif entre les concentrations sortie station et les valeurs limites de rejet imposé par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°62 :***Saint Maurice de Cazevieille***

Code Sandre de la station : 060930285002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filière plantée de roseaux
Commune d'implantation : Saint Maurice de Cazevieille
Lieu-dit : Les Canabières
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 100 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 363
Nombre d'habitants raccordés : 752
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 220

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 2007-183-7 en date du 2 juillet 2007 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet :	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	60
DCO	125	☐ et ☐ ou	60
MES	35	☐ et ☐ Ou	50
NGL	20	☐ et ☐ ou	70
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	100%	3,00	98,24	26,93	95,44	6,70	97,64	29,27	54,37	5,18	22,27

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°63 :***Saint Privat des Vieux***

Code Sandre de la station : 060930294001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée aération prolongée
Commune d'implantation : Saint Privat des Vieux
Lieu-dit : Roque Servière
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 3 000 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 2 900 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 01.12.24 en date du 13 décembre 2001 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Avène	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	80
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	Compris entre 6 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
24 bilans	0%	17,36	92,65	107,11	85,08	66,55	83,37	19,39	64,55	2,71	49,13

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les rejets de la station d'épuration sont non conformes aux exigences de l'Arrêté Préfectoral de Rejet, de l'Arrêté Ministériel du 21/07/2015 et de la Directive ERU 21/05/1991.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°64 :***Saint Sébastien d'Aigrefeuille***

Code Sandre de la station : 060930298001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filière plantée de roseaux
Commune d'implantation : Saint Sébastien d'Aigrefeuille
Lieu-dit : Les Druilles
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 350 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 131
Nombre d'habitants raccordés : 241
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 70
Prescriptions de rejet
Soumise à ☐ Autorisation : Déclaration : Arrêté Préfectoral n° 2007-195-13 du 22 octobre 2007
Milieu récepteur du rejet : fossé

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	-
DCO	125	☐ et ☐ ou	-
MES	35	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	< 3,00	100,00	53,00	92,50	14,00	93,90	0,60	99,50	9,60	29,10

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°65 :***Salindres***

Code Sandre de la station : 060930305001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Boue activée aération prolongée (très faible charge)
Commune d'implantation : Salindres
Lieu-dit : Le Moulinas
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 5 000 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 1 896
Nombre d'habitants raccordés : 3 621
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 3 000

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 2002.114.3 du 24 avril 2002 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : Avène	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	80
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	Compris entre 6 et 8,5	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
24 bilans	100 %	16,76	87,12	68,87	81,63	33,44	83,91	13,46	66,06	1,88	40,77

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°65 :***Salindres***

Code Sandre de la station : 060930305001

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°66 :***Servas***

Code Sandre de la station : 060930318001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Lagunage
Commune d'implantation : Servas
Lieu-dit : Prés de Servas
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 100 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 75
Nombre d'habitants raccordés : 141
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 20
Prescriptions de rejet
Soumise à ☐ Autorisation : ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : fossé

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	35	☐ et ☐ ou	60
DCO	200	☐ et ☐ ou	60
MES	150	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	0%	11,00	97,60	92,00	88,10	97,00	40,90	21,80	74,60	4,70	64,40

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les concentrations au rejet ainsi que les rendements épuratoires respectent la réglementation Européenne avec l'arrêté du 21 juillet 2015, excepté pour le rendement en MES qui est inférieur à la valeur limite fixée par l'arrêté ministériel.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°67 :***Seynes***

Code Sandre de la station : 060930320002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filière plantée de roseaux
Commune d'implantation : Seynes
Lieu-dit : Les Pradas
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 350 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 110
Nombre d'habitants raccordés : 153
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 70

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☒ Déclaration : Arrêté Préfectoral n° 2011242-0012 en date du 30 août 2011
Milieu récepteur du rejet : Alauzene	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	70
DCO	125	☐ et ☐ ou	75
MES	35	☐ et ☐ ou	90
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	70
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	< 3,00	100,00	26,00	95,00	< 2,00	100	1,10	98,60	7,40	0,00

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°68 :***Soustelle - La Clédette***

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Décantation
Commune d'implantation : Soustelle
Lieu-dit : La Clédette
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 40 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j :

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation en date du… ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : -	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°69 :***Soustelle - Le Sollier***

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Décantation
Commune d'implantation : Soustelle
Lieu-dit : Le Sollier
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 40 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : -

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation en date du … ☐ Déclaration en date du
Milieu récepteur du rejet : -	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°70 : *Thoiras - La Châtaigneraie*

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Décantation
Commune d'implantation : Thoiras
Lieu-dit : La Plaine
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 40 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : -

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation en date du … ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : -	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[1] **EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°71 : *Thoiras - Le Village*

Code Sandre de la station : -

Caractéristiques générales
Type de traitement : Décantation
Commune d'implantation : Thoiras
Lieu-dit : Le Puech
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 40 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : indéterminé
Nombre d'habitants raccordés : indéterminé
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : -

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation en date du … ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : -	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	-	☐ et ☐ ou	-
DCO	-	☐ et ☐ ou	-
MES	-	☐ et ☐ ou	-
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	-	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[1] **EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°72 : *Tornac*

Code Sandre de la station : 060930330001

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filière plantée de roseaux
Commune d'implantation : Tornac
Lieu-dit : Petit Bosc
Capacité nominale STEU en EH [1] **: 300 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 84
Nombre d'habitants raccordés : 154
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 60 m^3/j

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☒ Autorisation : Arrêté Préfectoral n° 05-346-1 du 12 décembre 2005 ☐ Déclaration en date du …
Milieu récepteur du rejet : ruisseau du Puech de la Garde	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	60
DCO	125	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	20	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Date du bilan	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
1 bilan	100%	< 3,00	100,00	48,00	94,60	5,00	97,90	2,30	98,10	11,10	8,70

[1] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU n°73 : ***Vézénobres***

Code Sandre de la station : 060930348002

Caractéristiques générales
Type de traitement : Filière plantée de roseaux
Commune d'implantation : Vézénobres
Lieu-dit : Les Bousigues
Capacité nominale STEU en EH [(1)] **: 1 600 EH**
Nombre d'abonnés raccordés : 793
Nombre d'habitants raccordés : 1 522
Débit de référence journalier admissible en m^3/j : 685

Prescriptions de rejet	
Soumise à	☐ Autorisation : ☒ Déclaration : Arrêté Préfectoral n° 2006-39-7 en date du 8 février 2006
Milieu récepteur du rejet : Ruisseau des Fraysses	

Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5	25	☐ et ☐ ou	60
DCO	125	☐ et ☐ ou	60
MES	-	☐ et ☐ ou	50
NGL	-	☐ et ☐ ou	-
NTK	40	☐ et ☐ ou	-
pH	-	☐ et ☐ ou	-
NH_4^+	-	☐ et ☐ ou	-
Pt	-	☐ et ☐ ou	-

Charges reçues par l'ouvrage

Nombre de bilans	Conformité	**Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté**									
		DBO_5		DCO		MES		NTK		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %
2 bilans	0%	6,70	99,14	68,18	96,24	8,98	99,01	68,84	78,09	10,24	69,33

[(1)] EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

Les rejets de la station d'épuration sont conformes aux exigences de l'Arrêté Préfectoral de Rejet et de l'Arrêté Ministériel du 21/07/2015, excepté sur le paramètre NTK.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

2.9 Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D20.3)

2.9.1 Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration

Boues **produites** entre le 1er janvier et le 31 décembre	**Exercice 2021 en tMS**	**Exercice 2022 en tMS**
STEU Intercommunale située sur Saint Hilaire de Brethmas	1 020,30	999,10
STEU d'Anduze	69,90	71,60
STEU d'Aujac	0,15	0,15
STEU de Bagard	13,90	15,00
STEU de Boisset et Gaujac	14,90	10,40
STEU de Bonnevaux - Hameau de Bonnevaux	0,10	0,10
STEU de Bonnevaux - Nojaret Haut	0,10	0,10
STEU de Bonnevaux - Nojaret Bas	0,10	0,10
STEU de Boucoiran et Nozières	5,90	5,30
STEU de Brignon	9,70	9,30
STEU de Brouzet les Alès	0,00	0,00
STEU de Castelnau Valence	0,76	4,25
STEU de Cendras	20,10	19,80
STEU de Chambon Chamborigaud - La Jasse	0,00	0,00
STEU de Chamborigaud	2,70	3,10
STEU de Concoules	0,30	0,30
STEU de Corbès	0,00	0,28
STEU de Cruviers Lascours	0,00	0,00
STEU de Deaux	1,14	1,10
STEU d'Euzet les Bains	0,00	0,00
STEU de Générargues - Montsauve	2,00	1,90
STEU de Générargues - Blateiras	1,20	1,00
STEU de Génolhac	0,00	0,00
STEU de La Vernarède	0,00	0,00
STEU Le Martinet – Village	1,02	7,89
STEU Le Martinet – Arbousset	0,11	0,10
STEU Les Mages	34,10	26,70
STEU des Plans	0,24	0,36
STEU des Salles du Gardon - Habitarelle	49,97	61,69
STEU des Salles du Gardon - La Favède	0,40	0,40
STEU de Laval Pradel - Hameau du Pradel	0,42	4,65
STEU de Laval Pradel - Mas Dieu	0,00	0,00
STEU de Lézan	14,07	19,10
STEU de Martignargues	0,00	0,00
STEU de Massanes	0,48	0,40

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU Intercommunale Massillargues Atuech - Tornac	0,00	
STEU de Méjannes les Alès	0,00	0,00
STEU de Mialet	2,46	2,10
STEU de Mons - Célas	7,90	6,40
STEU de Mons - Village	4,60	4,40
STEU de Monteils	0,00	0,27
STEU de Ners	3,00	14,56
STEU de Portes - Affenadou	0,30	0,30
STEU de Portes - Village	0,30	0,20
STEU de Ribaute les Tavernes	16,48	22,40
STEU de Rousson - Fangas	42,21	27,50
STEU de Rousson - Pont d'Avène	0,00	0,00
STEU de Saint Césaire de Gauzignan	3,66	3,00
STEU de Saint Christol lez Alès	84,36	60,40
STEU de Saint Etienne de l'Olm	0,00	0,00
STEU de Saint Florent sur Auzonnet	20,05	3,14
STEU de Saint Hippolyte de Caton	0,00	0,00
STEU de Saint Jean de Ceyrargues	0,00	0,00
STEU de Saint Jean de Serres	2,80	14,10
STEU de Saint Jean du Gard	31,84	32,80
STEU de Saint Jean du Gard - Falguières	0,00	0,22
STEU de Saint Julien de Cassagnas	3,80	22,00
STEU de Saint Just et Vacquières - Maruéjols les Bois	0,00	0,24
STEU de Saint Just et Vacquières - Village	0,00	0,24
STEU de Saint Just et Vacquières - Hameau de Vacquières	0,10	0,00
STEU de Saint Just et Vacquières - Mas Champion	0,10	0,24
STEU de Saint Maurice de Cazevieille	0,00	0,00
STEU de Saint Privat des Vieux	37,05	35,40
STEU de Saint Sébastien d'Aigrefeuille	0,00	0,00
STEU de Salindres	33,00	29,60
STEU de Servas	0,00	0,00
STEU de Seynes	0,00	0,00
STEU de Soustelle - La Clédette	0,00	0,02
STEU de Soustelle - Le Sollier	0,00	0,00
STEU de Thoiras - La Châtaigneraie	0,00	0,26
STEU de Thoiras - Village	0,00	0,40
STEU de Tornac	15,34	0,00
STEU de Vézénobres	0,00	0,00
Total des boues évacuées	**1 573,41**	**1 544,36**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

2.9.2 Quantités de boues évacuées par ouvrages d'épuration

Boues **évacuées** entre le 1er janvier et le 31 décembre	**Exercice 2021 en tMS**	**Exercice 2022 en tMS**
STEU Intercommunale située sur Saint Hilaire de Brethmas	1 020,30	999,10
STEU d'Anduze	69,90	71,60
STEU d'Aujac	0,15	0,15
STEU de Bagard	13,90	15,00
STEU de Boisset et Gaujac	14,90	10,40
STEU de Bonnevaux - Hameau de Bonnevaux	0,10	0,10
STEU de Bonnevaux - Nojaret Haut	0,10	0,10
STEU de Bonnevaux - Nojaret Bas	0,10	0,10
STEU de Boucoiran et Nozières	5,90	5,30
STEU de Brignon	9,70	9,30
STEU de Brouzet les Alès	0,00	0,00
STEU de Castelnau Valence	0,76	4,25
STEU de Cendras	20,10	19,80
STEU de Chambon Chamborigaud - La Jasse	0,00	0,00
STEU de Chamborigaud	2,70	3,10
STEU de Concoules	0,30	0,30
STEU de Corbès	0,00	0,28
STEU de Cruviers Lascours	0,00	0,00
STEU de Deaux	1,14	1,10
STEU d'Euzet les Bains	0,00	0,00
STEU de Générargues – Montsauve	2,00	1,90
STEU de Générargues – Blateiras	1,20	1,00
STEU de Génolhac	0,00	0,00
STEU de La Vernarède	0,00	0,00
STEU Le Martinet – Village	1,02	7,89
STEU Le Martinet – Arbousset	0,11	0,10
STEU Les Mages	34,10	26,70
STEU des Plans	0,24	0,36
STEU des Salles du Gardon - Habitarelle	49,97	61,69
STEU des Salles du Gardon - La Favède	0,40	0,40
STEU de Laval Pradel - Hameau du Pradel	0,42	4,65
STEU de Laval Pradel - Mas Dieu	0,00	0,00
STEU de Lézan	14,07	19,10
STEU de Martignargues	0,00	0,00
STEU de Massanes	0,48	0,40
STEU Intercommunale Massillargues Atuech - Tornac	0,00	0,00
STEU de Méjannes les Alès	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

STEU de Mialet	2,46	2,10
STEU de Mons – Célas	7,90	6,40
STEU de Mons – Village	4,60	4,40
STEU de Monteils	0,00	0,27
STEU de Ners	3,00	14,56
STEU de Portes – Affenadou	0,30	0,30
STEU de Portes – Village	0,30	0,20
STEU de Ribaute les Tavernes	16,48	22,40
STEU de Rousson – Fangas	42,21	27,50
STEU de Rousson - Pont d'Avène	0,00	0,00
STEU de Saint Césaire de Gauzignan	3,66	3,00
STEU de Saint Christol lez Alès	84,36	60,40
STEU de Saint Etienne de l'Olm	0,00	0,00
STEU de Saint Florent sur Auzonnet	20,05	3,14
STEU de Saint Hippolyte de Caton	0,00	0,00
STEU de Saint Jean de Ceyrargues	0,00	0,00
STEU de Saint Jean de Serres	2,80	14,10
STEU de Saint Jean du Gard	31,84	32,80
STEU de Saint Jean du Gard - Falguières	0,00	0,22
STEU de Saint Julien de Cassagnas	3,80	22,00
STEU de Saint Just et Vacquières - Maruéjols les Bois	0,00	0,24
STEU de Saint Just et Vacquières - Village	0,00	0,24
STEU de Saint Just et Vacquières - Hameau de Vacquières	0,10	0,00
STEU de Saint Just et Vacquières - Mas Champion	0,10	0,24
STEU de Saint Maurice de Cazevieille	0,00	0,00
STEU de Saint Privat des Vieux	37,05	35,40
STEU de Saint Sébastien d'Aigrefeuille	0,00	0,00
STEU de Salindres	33,00	29,60
STEU de Servas	0,00	0,00
STEU de Seynes	0,00	0,00
STEU de Soustelle - La Clédette	0,00	0,02
STEU de Soustelle - Le Sollier	0,00	0,00
STEU de Thoiras - La Châtaigneraie	0,00	0,26
STEU de Thoiras – Village	0,00	0,40
STEU de Tornac	15,34	0,00
STEU de Vézénobres	0,00	0,00
Total des boues évacuées	**1 573,41**	**1 544,36**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3. Tarification de l'assainissement et recettes d[illegible]

Les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont fixés par la délibération C2021_10_02 du Conseil de Communauté du 9 décembre 2021.

Pour chaque élément de prix ayant évolué depuis l'exercice précédent, les éléments explicatifs (financement de travaux, remboursement de dettes, augmentation du coût des fournitures, etc.) sont les suivants :
Concernant la part de la collectivité, afin de pouvoir maintenir la politique environnementale en matière d'assainissement, il a été convenu de fixer de nouveaux montants à la redevance communautaire générale.

3.1 Commune d'Alès

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 000 €	3 000 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00 € HT

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre : _____	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.2 Commune d'Anduze

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	1251,88 € HT	1 353,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,6683 €/m3	0,7233 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	80,20 €	86,80 €	+ 8,23%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	87,90 €	95,04 €	+ 8,12%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,42 €	24,85 €	+ 6,11%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,62 €	44,05 €	+ 3,36%
Total TTC	**257,64 €**	**273,30 €**	**+ 6,08%**
Prix TTC au m^3	**2,15 €/m3**	**2,28 €/m3**	**+ 6,05%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.3 Commune d'Aujac

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,1924 €/m3	1,2832 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	143,09 €	153,98 €	+ 7,61%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	168,13 €	180,43 €	+ 7,32%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	18,73 €	19,96 €	+ 6,57%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	37,93 €	39,16 €	+ 3,24%
Total TTC	**206,06 €**	**219,59 €**	**+ 6,57%**
Prix TTC au m^3	**1,72 €/m3**	**1,83 €/m3**	**+ 6,40%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.4 Commune de Bagard

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 000 €	2 000 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.5 Commune de Boisset et Gaujac

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.6 Commune de Bonnevaux

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	2018,50 € HT	2 118,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,2234 €/m3	1,3142 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	146,81 €	157,70 €	+ 7,42%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	171,85 €	184,15 €	+ 7,16%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	19,11 €	20,34 €	+ 6,44%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	38,31 €	39,54 €	+ 3,21%
Total TTC	**210,16 €**	**223,69 €**	**+ 6,44%**
Prix TTC au m^3	**1,75 €/m3**	**1,86 €/m3**	**+ 6,29%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.7 Commune de Boucoiran et Nozières

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 500 €	3 500 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,7783 €/m3	0,8333 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	93,40 €	100,00 €	+ 7,07%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	101,10 €	108,24 €	+ 7,06%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	24,74 €	26,17 €	+ 5,78%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,94 €	45,37 €	+ 3,25%
Total TTC	**272,16 €**	**287,82 €**	**+ 5,75%**
Prix TTC au m^3	**2,27 €/m3**	**2,40 €/m3**	**+ 5,73%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.8 Commune de Branoux les Taillades

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,8083 €/m3	0,8633 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	97,00 €	103,60 €	+ 6,80%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	104,70 €	111,84 €	+ 6,82%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	25,10 €	26,53 €	+ 5,70%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	44,30 €	45,73 €	+ 3,23%
Total TTC	**276,12 €**	**291,78 €**	**+ 5,67%**
Prix TTC au m^3	**2,30 €/m3**	**2,43 €/m3**	**+ 5,65%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.9 Commune de Brignon

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 800 €	2 800 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,6683 €/m3	0,7233 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	80,20 €	86,80 €	+ 8,23%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	87,90 €	95,04 €	+ 8,12%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,42 €	24,85 €	+ 6,11%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,62 €	44,05 €	+ 3,36%
Total TTC	**257,64 €**	**273,30 €**	**+ 6,08%**
Prix TTC au m^3	**2,15 €/m3**	**2,28 €/m3**	**+ 6,05%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.10 Commune de Brouzet les Alès

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.11 Commune de Castelnau Valence

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 900 €	2 900 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.12 Commune de Cendras

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,8083 €/m3	0,8633 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	97,00 €	103,60 €	+ 6,80%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	104,70 €	111,84 €	+ 6,82%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	25,10 €	26,53 €	+ 5,70%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	44,30 €	45,73 €	+ 3,23%
Total TTC	**276,12 €**	**291,78 €**	**+ 5,67%**
Prix TTC au m^3	**2,30 €/m3**	**2,43 €/m3**	**+ 5,65%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.13 Commune de Chambon

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,1094 €/m3	1,2002 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	133,13 €	144,02 €	+ 8,18%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	158,17 €	170,47 €	+ 7,78%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	17,74 €	18,97 €	+ 6,93%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	36,94 €	38,17 €	+ 3,33%
Total TTC	**195,11 €**	**208,64 €**	**+ 6,93%**
Prix TTC au m^3	**1,63 €/m3**	**1,74 €/m3**	**+ 6,75%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.14 Commune de Chamborigaud

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,2783 €/m3	0,3333 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	33,40 €	40,00 €	+ 19,76%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	41,10 €	48,24 €	+ 17,37%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	18,74 €	20,17 €	+ 7,63%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	37,94 €	39,37 €	+ 3,77%
Total TTC	**206,16 €**	**221,82 €**	**+ 7,60%**
Prix TTC au m^3	**1,72 €/m3**	**1,85 €/m3**	**+ 7,56%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.15 Commune de Concoules

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,1000 €/m3	0,1550 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	12,00 €	18,60 €	+ 55,00%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	19,70 €	26,84 €	+ 36,24%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	16,60 €	18,03 €	+ 8,61%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	35,80 €	37,23 €	+ 3,99%
Total TTC	**182,62 €**	**198,28 €**	**+ 8,58%**
Prix TTC au m^3	**1,52 €/m3**	**1,65 €/m3**	**+ 8,55%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.16 Commune de Corbès

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.17 Commune de Cruviers Lascours

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 500 €	2 500 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.18 Commune de Deaux

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 500 €	3 500 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,6683 €/m3	0,7233 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	74,20 €	86,80 €	+ 8,23%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	81,40 €	95,04 €	+ 8,12%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,42 €	24,85 €	+ 6,11%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,62 €	44,05 €	+ 3,36%
Total TTC	**257,64 €**	**273,30 €**	**+ 6,08%**
Prix TTC au m^3	**2,15 €/m3**	**2,28 €/m3**	**+ 6,05%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.19 Commune d'Euzet les Bains

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 000 €	2 000 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.20 Commune de Générargues

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 500 €	3 500 €
Participation aux frais de branchement	Sur devis	Sur devis

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	23,83 €	26,65 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,5958 €/m3	0,6412 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	23,83 €	26,65 €	+ 11,83%
Part proportionnelle	71,50 €	76,94 €	+ 7,61%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	95,33 €	103, 59 €	+ 8,66%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,16 €	24,70 €	+ 6,65%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,36 €	43,90 €	+ 3,64%
Total TTC	**254,77 €**	**271,71 €**	**+ 6,65%**
Prix TTC au m^3	**2,12 €/m3**	**2,26 €/m3**	**+ 6,60%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.21 Commune de Génolhac

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,4883 €/m3	0,5433 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux de collecte	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	58,60 €	65,20 €	+ 11,26%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	66,30 €	73,44 €	+ 10,77%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	21,26 €	22,69 €	+ 6,73%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	40,46 €	41,89 €	+ 3,53%
Total TTC	**233,88 €**	**249,54 €**	**+ 6,70%**
Prix TTC au m^3	**1,95 €/m3**	**2,08 €/m3**	**+ 6,67%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.22 Commune de La Grand'Combe

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,8083 €/m3	0,8633 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	97,00 €	103,60 €	+ 6,80%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	104,70 €	111,84 €	+ 6,82%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	25,10 €	26,53 €	+ 5,70%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	44,30 €	45,73 €	+ 3,23%
Total TTC	**276,12 €**	**291,78 €**	**+ 5,67%**
Prix TTC au m^3	**2,30 €/m3**	**2,43 €/m3**	**+ 5,65%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.23 Commune de La Vernarède

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.24 Commune Le Martinet

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,1304 €/m3	1,2212 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	135,65 €	146,54 €	+ 8,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	160,69 €	172,99 €	+ 7,65%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	17,99 €	19,22 €	+ 6,84%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	37,19 €	38,42 €	+ 3,31%
Total TTC	**197,88 €**	**211,41 €**	**+ 6,84%**
Prix TTC au m^3	**1,65 €/m3**	**1,76 €/m3**	**+ 6,67%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.25 Commune Les Mages

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 200 €	2 200 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,1000 €/m3	0,1550 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	12,00 €	18,60 €	+ 55,00%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	19,70 €	26,84 €	+ 36,24%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	16,60 €	18,03 €	+ 8,61%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	35,80 €	37,23 €	+ 3,99%
Total TTC	**182,62 €**	**198,28 €**	**+ 8,58%**
Prix TTC au m^3	**1,52 €/m3**	**1,65 €/m3**	**+ 8,55%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.26 Commune Les Plans

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 000 €	3 000 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.27 Commune Les Salles du Gardon

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,8083 €/m3	0,8633 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	97,00 €	103,60 €	+ 6,80%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	104,70 €	111,84 €	+ 6,82%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	25,10 €	26,53 €	+ 5,70%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	44,30 €	45,73 €	+ 3,23%
Total TTC	**276,12 €**	**291,78 €**	**+ 5,67%**
Prix TTC au m^3	**2,30 €/m3**	**2,43 €/m3**	**+ 5,65%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.28 Commune de Laval Pradel

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.29 Commune de Lézan

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 500 €	2 500 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.30 Commune de Martignargues

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 500 €	3 500 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.31 Commune de Massanes

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 000 €	2 000 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,6683 €/m3	0,7233 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	80,20 €	86,80 €	+ 8,23%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	87,90 €	95,04 €	+ 8,12%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,42 €	24,85 €	+ 6,11%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,62 €	44,05 €	+ 3,36%
Total TTC	**257,64 €**	**273,30 €**	**+ 6,08%**
Prix TTC au m^3	**2,15 €/m3**	**2,28 €/m3**	**+ 6,05%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.32 Commune de Massillargues Atuech

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 300 €	2 300 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.33 Commune de Méjannes les Alès

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 500 €	3 500 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.34 Commune de Mialet

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 000 €	2 000 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.35 Commune de Mons

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 000 €	2 000 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.36 Commune de Monteils

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	4 000 €	4 000 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,6683 €/m3	0,7233 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	80,20 €	86,80 €	+ 8,23%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	87,90 €	95,04 €	+ 8,12%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,42 €	24,85 €	+ 6,11%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,62 €	44,05 €	+ 3,36%
Total TTC	**257,64 €**	**273,30 €**	**+ 6,08%**
Prix TTC au m^3	**2,15 €/m3**	**2,28 €/m3**	**+ 6,05%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.37 Commune de Ners

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 500 €	2 500 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.38 Commune de Portes

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,8083 €/m3	0,8633 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	97,00 €	103,60 €	+ 6,80%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	104,70 €	111,84 €	+ 6,82%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12€	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	25,10 €	26,53 €	+ 5,70%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	44,30 €	45,73 €	+ 3,23%
Total TTC	**276,12 €**	**291,78 €**	**+ 5,67%**
Prix TTC au m^3	**2,30 €/m3**	**2,43 €/m3**	**+ 5,65%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.39 Commune de Ribaute les Tavernes

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	45,73 €	+ 3,23%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.40 Commune de Rousson

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 000 €	2 000 €
Participation aux frais de branchement	Sur devis	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	49,06 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,0794 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	49,06 €	18,61 €	- 62,07%
Part proportionnelle	129,53 €	115,60 €	- 10,75%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	178,59 €	134,21 €	- 24,85%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	31,49 €	27,76 €	- 11,85%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	50,69 €	46,96 €	- 7,36%
Total TTC	**346,36 €**	**305,39 €**	**- 11,83%**
Prix TTC au m^3	**2,89 €/m3**	**2,54 €/m3**	**- 12,11%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.41 Commune de Saint Césaire de Gauzignan

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**309,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.42 Commune de Saint Christol lez Alès

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 800 €	2 800 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.43 Commune de Saint Etienne de l'Olm

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	4 500 €	4 500 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.44 Commune de Saint Florent sur Auzonnet

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 500 €	2 500 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,0474 €/m3	1,1382 €/m3
Autre :		-	
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	125,69 €	136,58 €	+ 8,66%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	150,73 €	163,03 €	+ 8,16%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	16,99 €	18,22 €	+ 7,24%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	36,19 €	37,42 €	+ 3,40%
Total TTC	**186,92 €**	**200,45 €**	**+ 7,24%**
Prix TTC au m^3	**1,56 €/m3**	**1,67 €/m3**	**+ 7,05%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.45 Commune de Saint Hilaire de Brethmas

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 800 €	2 800 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.46 Commune de Saint Hippolyte de Caton

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	4 500 €	4 500 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,6683 €/m3	0,7233 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	80,20 €	86,80 €	+ 8,23%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	87,90 €	95,04 €	+ 8,12%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	116,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,42 €	24,85 €	+ 6,11%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,62 €	44,05 €	+ 3,36%
Total TTC	**257,64 €**	**273,30 €**	**+ 6,08%**
Prix TTC au m^3	**2,15 €/m3**	**2,28 €/m3**	**+ 6,05%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.47 Commune de Saint Jean de Ceyrargues

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.48 Commune de Saint Jean de Serres

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.49 Commune de Saint Jean de Valériscle

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 000 €	2 000 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,2283 €/m3	0,2833 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	27,40 €	34,00 €	+ 24,09%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	35,10 €	42,24 €	+ 20,34%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	18,14 €	19,57 €	+ 7,88%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	37,34 €	38,77 €	+ 3,83%
Total TTC	**199,56 €**	**215,22 €**	**+ 7,85%**
Prix TTC au m^3	**1,66 €/m3**	**1,79 €/m3**	**+ 7,83%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.50 Commune de Saint Jean du Gard

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 600 €	1 600 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.51 Commune de Saint Jean du Pin

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,98 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.52 Commune de Saint Julien de Cassagnas

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 800 €	2 800 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,6683 €/m3	0,7233 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	80,20 €	86,80 €	+ 8,23%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	87,90 €	95,04 €	+ 8,12%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,42 €	24,85 €	+ 6,11%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,62 €	44,05 €	+ 3,36%
Total TTC	**257,64 €**	**273,30 €**	**+ 6,08%**
Prix TTC au m^3	**2,15 €/m3**	**2,28 €/m3**	**+ 6,05%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.53 Commune de Saint Julien les Rosiers

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 000 €	2 000 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,6483 €/m3	0,7033 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	77,80 €	84,40 €	+ 8,48%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	85,50 €	92,64 €	+ 8,35%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,18 €	24,61 €	+ 6,17%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,38 €	43,81 €	+ 3,37%
Total TTC	**255,00 €**	**270,66 €**	**+ 6,14%**
Prix TTC au m^3	**2,13 €/m3**	**2,26 €/m3**	**+ 6,10%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.54 Commune de Saint Just et Vacquières

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 134 €	2 134 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	24,37 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.55 Commune de Saint Martin de Valgalgues

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 500 €	2 500 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.56 Commune de Saint Maurice de Cazevieille

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,6683 €/m3	0,7233 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	80,20 €	86,80 €	+ 8,23%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	87,90 €	95,04 €	+ 8,12%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,42 €	24,85 €	+ 6,11%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	42,62 €	44,05 €	+ 3,36%
Total TTC	**257,64 €**	**273,30 €**	**+ 6,08%**
Prix TTC au m^3	**2,15 €/m3**	**2,28 €/m3**	**+ 6,05%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.57 Commune de Saint Privat des Vieux

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.58 Commune de Saint Sébastien d'Aigrefeuille

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 000 €	2 000 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.59 Commune de Sainte Cécile d'Andorge

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 €HT	1 353,00 €HT

Tarifs		Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,8083 €/m3	0,8633 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	97,00 €	103,60 €	+ 6,80%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	104,70 €	111,84 €	+ 6,82%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	25,10 €	26,53 €	+ 5,70%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	44,30 €	45,73 €	+ 3,23%
Total TTC	**276,12 €**	**291,78 €**	**+ 5,67%**
Prix TTC au m^3	**2,30 €/m3**	**2,43 €/m3**	**+ 5,65%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.60 Commune de Salindres

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.61 Commune de Sénéchas

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 500 €	2 500 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,1000 €/m3	0,1550 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	12,00 €	18,60 €	+ 55,00%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	19,70 €	26,84 €	+ 36,24%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	16,60 €	18,03 €	+ 8,61%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	35,80 €	37,23 €	+ 3,99%
Total TTC	**182,62 €**	**198,28 €**	**+ 8,58%**
Prix TTC au m^3	**1,52 €/m3**	**1,65 €/m3**	**+ 8,55%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.62 Commune de Servas

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.63 Commune de Seynes

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.64 Commune de Soustelle

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	1 400 €	1 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00 € HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.65 Commune de Thoiras

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service :	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	2 400 €	2 400 €
Participation aux frais de branchement	1 251,88 € HT	1 353,00€ HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	17,63 €	18,61 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9124 €/m3	0,9633 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	17,63 €	18,61 €	+ 5,56%
Part proportionnelle	109,49 €	115,60 €	+ 5,58%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	127,12 €	134,21 €	+ 5,58%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	26,34 €	27,76 €	+ 5,39%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	45,54 €	46,96 €	+ 3,12%
Total TTC	**289,74 €**	**305,39 €**	**+ 5,40%**
Prix TTC au m^3	**2,41 €/m3**	**2,54 €/m3**	**+ 5,39%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.66 Commune de Tornac

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 000 €	3 000 €
Participation aux frais de branchement	2 018,50 €HT	2 118,00 €HT

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	25,04 €	26,45 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	1,6279 €/m3	1,7187 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	-	-
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	-	-
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	25,04 €	26,45 €	+ 5,63%
Part proportionnelle	195,35 €	206,24 €	+ 5,57%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	220,39 €	232,69 €	+ 5,58%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	-	-	-
Part proportionnelle	-	-	-
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	-	-	-
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	23,96 €	25,19 €	+ 5,13%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	43,16 €	44,39 €	+ 2,85%
Total TTC	**263,55 €**	**277,08 €**	**+ 5,13%**
Prix TTC au m^3	**2,20 €/m3**	**2,31 €/m3**	**+ 5,00%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

3.67 Commune de Vézénobres

Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).
Les tarifs applicables aux 01/01/2022 et 01/01/2023 sont les suivants :

	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023
Frais d'accès au service	0 €	0 €
Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC)	3 000 €	3 000 €
Participation aux frais de branchement	Sur devis	Sur devis

Tarifs		**Au 01/01/2022**	**Au 01/01/2023**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	7,70 €	8,24 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9115 €/m3	0,9665 €/m3
Autre :		-	-
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe (€ HT/an)	Abonnement [1]	23,65 €	25,58 €
Part proportionnelle (€ HT/m3)	Tranche unique	0,9460 €/m3	1,0233 €/m3
Taxes et redevances			
Taxes	Taux de TVA [2]	10%	10%
Redevances	Modernisation des réseaux	0,1600 €/m3	0,1600 €/m3
	VNF rejet :	-	-
	Autre :	-	-

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2022 et au 01/01/2023 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m^3/an) sont :

Tarifs	Au 01/01/2022	Au 01/01/2023	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	7,70 €	8,24 €	+ 7,01%
Part proportionnelle	109,38 €	115,98 €	+ 6,03%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant à la collectivité	117,08 €	124,22 €	+ 6,10%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	23,65 €	25,58 €	+ 8,16%
Part proportionnelle	113,52 €	122,80 €	+ 8,17%
Montant HT de la facture de 120 m^3 revenant au délégataire	137,17 €	148,38 €	+ 8,17%
Taxes et redevances			
TVA si service assujetti	27,35 €	29,18 €	+ 6,69%
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	19,20 €	19,20 €	0,00%
VNF Rejet :	-	-	-
Autre :	-	-	-
Montant des taxes et redevances pour 120 m^3	46,55 €	48,38 €	+ 3,93%
Total TTC	**300,80 €**	**320,98 €**	**+ 6,71%**
Prix TTC au m^3	**2,51 €/m3**	**2,67 €/m3**	**+ 6,37%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

4. Recettes de la collectivité

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Redevance eaux usées (investissement et fonctionnement)	4 643 291,63	5 651 514,06	+ 21,71%
Recette pour boues et effluents importés	-	-	-
Régularisations (+/-)	-	-	-
Total recettes de facturation	**4 643 291,63**	**5 651 514,06**	**+ 21,71%**
Recettes de raccordement	98 452,80	72 474,15	- 26,39%
Prime de l'Agence de l'Eau	297 455,92	277 678,74	- 6,65%
Contribution au titre des eaux pluviales	-	-	-
Recettes liées aux travaux	-	-	-
Contribution exceptionnelle du budget Général	-	-	-
PAC	2 068 602,40	1 538 523,90	- 25,62%
Total autres recettes	**2 464 511,12**	**1 888 676,79**	**- 23,37%**
Total des recettes	**7 107 802,75**	**7 540 190,85**	**+ 6,08%**

5. Recettes des exploitants (si contrat de délégation)

Type de recette	Exercice 2021 en €	Exercice 2022 en €	Variation en %
Redevance eaux usées	5 118 306,00	5 157 206,00	+ 0,76%
Recette pour boues et effluents importés	-	-	-
Régularisations des ventes d'eau (+/-)	-	-	-
Total recettes de facturation	**5 118 306,00**	**5 157 206,00**	**+ 0,76%**
Recettes liées aux travaux	404 293,00	472 471,00	+ 16,86%
Produits accessoires	219 803,00	290 982,00	+ 32,38%
Total autres recettes	**624 096,00**	**763 453,00**	**+ 22,33%**
Total des recettes	**5 742 402,00**	**5 920 659,00**	**+ 3,10%**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6. Indicateurs de performance

6.1 Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)

Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

Pour l'exercice 2022, le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées est **indéterminé**.

6.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120 :

Commune	2021	2022
Alès	71	71
Anduze	30	30
Aujac	30	30
Bagard	71	71
Boisset et Gaujac	71	71
Bonnevaux	30	30
Boucoiran et Nozières	30	30
Branoux les Taillades	30	30
Brignon	30	30
Brouzet les Alès	30	30
Castelnau Valence	30	30
Cendras	30	30
Chambon	30	30
Chamborigaud	30	30
Concoules	30	30
Corbès	71	71
Cruviers Lascours	30	30
Deaux	30	30
Euzet les Bains	30	30
Générargues	30	30
Génolhac	30	30
La Grand'Combe	30	30
La Vernarède	30	30
Le Martinet	30	30
Les Mages	30	30
Les Plans	30	30
Les Salles du Gardon	30	30
Laval Pradel	30	30
Lézan	30	30

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Martignargues	30	30
Massanes	30	30
Massillargues Atuech	30	30
Méjannes les Alès	70	70
Mialet	71	71
Mons	71	71
Monteils	30	30
Ners	30	30
Portes	30	30
Ribaute les Tavernes	71	71
Rousson	70	70
Saint Césaire de Gauzignan	30	30
Saint Christol lez Alès	71	71
Saint Etienne de l'Olm	30	30
Saint Florent sur Auzonnet	30	30
Saint Hilaire de Brethmas	71	71
Saint Hippolyte de Caton	30	30
Saint Jean de Ceyrargues	30	30
Saint Jean de Serres	30	30
Saint Jean de Valériscle	30	30
Saint Jean du Gard	71	71
Saint Jean du Pin	71	71
Saint Julien de Cassagnas	30	30
Saint Julien les Rosiers	30	30
Saint Just et Vacquières	30	30
Saint Martin de Valgalgues	71	71
Saint Maurice de Cazevieille	30	30
Saint Privat des Vieux	71	71
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	30	30
Sainte Cécile d'Andorge	30	30
Salindres	71	71
Sénéchas	44	44
Servas	30	30
Seynes	30	30
Soustelle	71	71
Thoiras	71	71
Tornac	30	30
Vézénobres	74	74

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.3 Conformité de la collecte des effluents (P203.3)

Uniquement pour les réseaux collectant une charge > 2000 EH

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque système de collecte (ensemble de réseaux aboutissant à une même station) – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par l'importance de la charge brute de pollution organique transitant par chaque système.

Pour l'exercice 2022, l'indice global de conformité de la collecte des effluents, qui doit être établi par la Police de l'Eau et qui doit être adressé à l'exploitant en vertu de l'article n° 22 de l'Arrêté du 21 juillet 2015, **n'a pas été communiqué au Maître d'Ouvrage** à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception de cet indicateur à la date d'établissement du présent rapport, il convient de préciser que seul le système de collecte de la station d'épuration intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas a été déclaré, par les services de l'Etat, non conforme temps sec et temps de pluie.

6.4 Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)

Uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

Pour l'exercice 2022, l'indice global de conformité des équipements des STEU, qui doit être établi par la Police de l'Eau et qui doit être adressé à l'exploitant en vertu de l'article n° 22 de l'Arrêté du 21 juillet 2015, **n'a pas été communiqué au Maître d'Ouvrage** à la date d'établissement du présent rapport

6.5 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)

Uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

Pour l'exercice 2022 l'indice global de conformité de la performance des ouvrages d'épuration, qui doit être établi par la Police de l'Eau et qui doit être adressé à l'exploitant en vertu de l'article n° 22 de l'Arrêté du 21 juillet 2015 **n'a pas été communiqué au Maître d'Ouvrage** à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception de cet indicateur à la date d'établissement du présent rapport, nous présentons ci-dessous un tableau récapitulatif des conformités et non conformités notifiées par les services de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Conformité réglementaire des rejets		
STEU Intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas	Conforme	100
STEU d'Anduze	Conforme	100
STEU de Cendras	Conforme	100
STEU Intercommunale du Haut Gardon située sur la commune de Les Salles du Gardon	Non conforme	0
STEU Les Mages	Conforme	100
STEU de Mialet	Conforme	100
STEU de Rousson Fangas	Conforme	100
STEU de Saint Christol lez Alès	Non conforme	0
STEU de Saint Jean du Gard	Conforme	100
STEU de Saint Privat des Vieux	Non conforme	0
STEU de Salindres	Conforme	100

6.6 Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)

Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- Le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- La filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

$$\text{taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation} = \frac{\text{TMS admis par une filière conforme}}{\text{TMS total évacué par toutes les filières}} * 100$$

tMS : tonne de matière sèche

Pour l'exercice 2022, le taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation est 100%.

(100 % en 2021)

Cf. ci-dessous les fiches boues par station.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.1 STEU Intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	999,10
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		999,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.2 STEU d'Anduze

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	71,60
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		71,60

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.3 STEU d'Aujac

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,15
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,15

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.4 STEU de Bagard

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	15,00
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		15,00

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.5 STEU de Boisset et Gaujac

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	9,89
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,51
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		10,40

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.6 STEU de Bonnevaux - Hameau de Bonnevaux

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,10
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.7 STEU de Bonnevaux - Nojaret Haut

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,10
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.8 STEU de Bonnevaux - Nojaret Bas

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,10
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.9 STEU de Boucoiran et Nozières

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	5,30
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		5,30

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.10 STEU de Brignon

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	9,30
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		9,30

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.11 STEU de Brouzet les Alès

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.12 STEU de Castelnau Valence

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	4,25
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		4,25

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.13 STEU de Cendras

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	19,80
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		19,80

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.14 STEU de Chambon Chamborigaud - La Jasse

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.15 STEU de Chamborigaud

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	1,40
	☐ Non conforme	
Incinération	☒ Conforme	1,70
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		3,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.16 STEU de Concoules

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,30
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,30

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.17 STEU de Corbès

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,28
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,28

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.18 STEU de Cruviers Lascours

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.19 STEU de Deaux

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	1,10
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		1,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.20 STEU d'Euzet les Bains

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.21 STEU de Générargues - Montsauve

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	1,90
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		1,90

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.22 STEU de Générargues - Blateiras

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	1,00
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		1,00

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.23 STEU de Génolhac

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.24 STEU de La Vernarède

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.25 STEU Le Martinet - Village

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	7,89
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		7,89

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.26 STEU Le Martinet - Arbousset

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,10
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.27 STEU Les Mages

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	26,70
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		26,70

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.28 STEU des Plans

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,36
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,36

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.29 STEU des Salles du Gardon - Habitarelle

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	61,69
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		61,69

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.30 STEU des Salles du Gardon - La Favède

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,40
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,40

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.31 STEU de Laval Pradel – Hameau du Pradel

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	4,65
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		4,65

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.32 STEU de Laval Pradel - Mas Dieu

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

(1) L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.33 STEU de Lézan

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	16,70
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	2,40
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		19,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.34 STEU de Martignargues

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.35 STEU de Massanes

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,40
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,40

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.36 STEU Intercommunale Massillargues Atuech - Tornac

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.37 STEU de Méjannes les Alès

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.38 STEU de Mialet

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	2,10
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non-conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		2,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.39 STEU de Mons - Célas

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	6,40
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		6,40

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.40 STEU de Mons - Village

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	4,40
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		4,40

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.41 STEU de Monteils

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,27
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,27

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.42 STEU de Ners

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	14,56
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		14,56

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.43 STEU de Portes - Affenadou

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,30
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,30

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.44 STEU de Portes - Village

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,20
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,20

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.45 STEU de Ribaute les Tavernes

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	22,40
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		22,40

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.46 STEU de Rousson - Fangas

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	27,50
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		27,50

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.47 STEU de Rousson Pont d'Avène

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.48 STEU de Saint Césaire de Gauzignan

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	3,00
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		3,00

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.49 STEU de Saint Christol lez Alès

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	60,40
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		60,40

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.50 STEU de Saint Etienne de l'Olm

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.51 STEU de Saint Florent sur Auzonnet

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	3,14
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		3,14

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.52 STEU de Saint Hippolyte de Caton

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.53 STEU de Saint Jean de Ceyrargues

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.54 STEU de Saint Jean de Serres

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	14,10
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		14,10

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.55 STEU de Saint Jean du Gard

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	31,00
	Non-conforme	
Incinération	Conforme	
	Non-conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	1,80
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		32,80

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.56 STEU de Saint Jean du Gard - Falguières

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non-conforme	
Incinération	Conforme	
	Non-conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,22
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,22

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.57 STEU de Saint Julien de Cassagnas

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	22,00
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		22,00

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.58 STEU de Saint Just et Vacquières – Maruéjols les Bois

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non-conforme	
Incinération	Conforme	
	Non-conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,24
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,24

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.59 STEU de Saint Just et Vacquières - Village

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,24
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,24

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.60 STEU de Saint Just et Vacquières – Hameau de Vacquières

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.61 STEU de Saint Just et Vacquières – Mas Champion

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,24
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,24

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.62 STEU de Saint Maurice de Cazevieille

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.63 STEU de Saint Privat des Vieux

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	35,40
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		35,40

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.64 STEU de Saint Sébastien d'Aigrefeuille

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.65 STEU de Salindres

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☒ Conforme	29,60
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		29,60

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.66 STEU de Servas

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.67 STEU de Seynes

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.68 STEU de Soustelle – La Clédette

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,02
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,02

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.69 STEU de Soustelle – Le Sollier

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.70 STEU de Thoiras – La Châtaigneraie

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,26
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non-conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,26

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.71 STEU de Thoiras - Village

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☒ Conforme	0,40
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		0,40

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

6.6.72 STEU de Tornac

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	Conforme	
	Non conforme	
Compostage	Conforme	
	Non conforme	
Incinération	Conforme	
	Non conforme	
Evacuation vers une STEU	Conforme	
	Non conforme	
Autre : …	Conforme	
	Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.6.73 STEU de Vézénobres

Filières mises en œuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : …	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		

L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collec
Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

6.7 Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1)

L'indicateur mesure un nombre d'évènements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement (nuisance, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel.

$$\text{taux de débordement des effluents pour 1000 hab} = \frac{\text{nombre de demandes d'indemnisation déposées en vue d'un dédommagement}}{\text{nombre d'habitants desservis}} * 1000$$

Commune ou contrat	2021	2022
DSP Alès Agglomération	0,15 unité(s) pour 1000 habitants	0,10 unité(s) pour 1000 habitants
Aujac	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Bonneveaux	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Brouzet les Alès	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Castelnau Valence	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Chambon	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Cruviers Lascours	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Euzet les Bains	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Générargues	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
La Vernarède	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Le Martinet	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Les Plans	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Laval Pradel	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Martignargues	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Massilargues Atuech	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Ners	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Rousson	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Saint Etienne de l'Olm	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Saint Florent sur Auzonnet	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Saint Jean de Ceyrargues	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Saint Jean de Serres	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Saint Just et Vacquières	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Servas	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Seynes	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Tornac	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants
Vézénobres	0,00 unité(s) pour 1000 habitants	0,00 unité(s) pour 1000 habitants

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.8 Points noirs du réseau de collecte (P252.2)

Cet indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes. Est un point noir tout point du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit la nature du problème (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et celle de l'intervention (curage, lavage, mise en sécurité, etc.). Sont à prendre en compte les interventions sur les parties publiques des branchements et – si l'intervention est nécessitée par un défaut situé sur le réseau public – dans les parties privatives des usagers.

$$\text{nombre de points noirs ramené à 100 km de réseau} = \frac{\text{nombre de points noirs}}{\text{linéaire du réseau de collecte hors branchements}} * 100$$

Commune ou contrat	Points noirs 2021	Points noirs / 100 km de réseau 2021	Points noirs 2022	Points noirs / 100 km de réseau 2022
DSP Alès Agglomération	5	0,63	4	0,53
Aujac	0	0,00	0	0,00
Bonnevaux	0	0,00	0	0,00
Brouzet les Alès	0	0,00	0	0,00
Castelnau Valence	1	25,00	1	25,00
Chambon	0	0,00	0	0,00
Cruviers Lascours	0	0,00	0	0,00
Euzet les Bains	1	10,77	1	10,77
Générargues	1	11,68	1	11,68
La Vernarède	0	0,00	0	0,00
Le Martinet	0	0,00	0	0,00
Les Plans	0	0,00	0	0,00
Laval Pradel	0	0,00	0	0,00
Martignargues	1	23,79	1	23,79
Massillargues Atuech	1	5,44	1	5,44
Ners	1	16,67	1	16,67
Rousson	0	0,00	0	0,00
Saint Etienne de l'Olm	0	0,00	0	0,00
Saint Florent sur Auzonnet	0	0,00	0	0,00
Saint Jean de Ceyrargues	0	0,00	0	0,00
Saint Jean de Serres	0	0,00	0	0,00
Saint Just et Vacquières	0	0,00	0	0,00
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	0	0,00	0	0,00
Servas	0	0,00	0	0,00
Seynes	0	0,00	0	0,00
Tornac	0	0,00	0	0,00
Vézénobres	0	0,00	0	0,00

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.9 Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2)

Cet indicateur concerne le seul réseau de collecte, et en aucun cas le réseau de transport,

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé par la longueur totale du réseau.

Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé,

Exercice	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Linéaire renouvelé en km	4,389	2,330	2,184	4,340	4,647	**8,575**

Au cours des 5 derniers exercices 22,076 km de linéaire de réseau ont été renouvelés, pour un linéaire de réseau total de 933 865 ml.

Le taux moyen de renouvellement des réseaux est :

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'exercice 2022, le taux moyen de renouvellement des réseaux est de 0,47 % (Exercice 2021 : 0,38 %)**.**

Concernant les linéaires de réseau renouvelés, l'écart entre les données 2021 et 2022 s'explique par :

- un retard dans les études lié à la complexité des opérations, à l'instruction des dossiers réglementaires (dossiers loi sur l'eau, porters à connaissance,...) et à l'obtention des servitudes de passage ;
- des chantiers importants commencés en 2021 (donc engagés en 2021) mais réceptionnés en 2022.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.10 Conformité des performances des équipements d'épurati

Uniquement pour les STEU d'une capacité > 2 000 EH

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2 000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau, rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

La conformité des performances des équipements d'épuration se calcule pour chaque STEU de capacité > 2 000 EH selon la formule suivante :

$$\text{conformité des performances des équipements d'épuration} = \frac{\text{nombre de bilans conformes}}{\text{nombre de bilans réalisés}} * 100$$

Pour l'exercice 2022, les indicateurs de chaque STEU de capacité > 2000 EH sont les suivants :

	Bilans conformes exercice 2021	Bilans conformes exercice 2022	Pourcentage conformité exercice 2021	Pourcentage de bilans conformes exercice 2022
STEU Intercommunale située sur la commune de Saint Hilaire de Brethmas	101	102	97 %	99 %
STEU d'Anduze	12	12	100 %	100 %
STEU de Cendras	12	12	100 %	100 %
STEU Intercommunale des Salles du Gardon - Habitarelle	45	47	93 %	98 %
STEU Les Mages	11	12	92 %	100 %
STEU de Mialet	11	12	92 %	100 %
STEU de Rousson - Fangas	11	10	91 %	82 %
STEU de Saint Christol-lez-Alès	23	9	96 %	38 %
STEU de Saint Jean du Gard	10	11	88 %	94 %
STEU de Saint Privat des Vieux	19	9	81 %	38 %
STEU de Salindres	18	24	88 %	100 %

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.11 Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255)

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120.

Commune	2021	2022
Alès	100	100
Anduze	20	20
Aujac	20	20
Bagard	30	30
Boisset et Gaujac	30	30
Bonnevaux	20	20
Boucoiran et Nozières	20	20
Branoux les Taillades	90	90
Brignon	20	20
Brouzet les Alès	20	20
Castelnau Valence	20	20
Cendras	90	90
Chambon	20	20
Chamborigaud	20	20
Concoules	20	20
Corbès	30	30
Cruviers Lascours	20	20
Deaux	20	20
Euzet les Bains	20	20
Générargues	20	20
Génolhac	20	20
La Grand'Combe	90	90
La Vernarède	90	90
Le Martinet	20	20
Les Mages	20	20
Les Plans	20	20
Les Salles du Gardon	90	90
Laval Pradel	90	90
Lézan	20	20
Martignargues	20	20
Massanes	20	20
Massillargues Attuech	20	20
Méjannes les Alès	20	20
Mialet	30	30
Mons	30	30
Monteils	20	20
Ners	20	20

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

Portes	90	90
Ribaute les Tavernes	30	30
Rousson	50	50
Saint Césaire de Gauzignan	20	20
Saint Christol-lez-Alès	100	100
Saint Etienne de l'Olm	20	20
Saint Florent sur Auzonnet	20	20
Saint Hilaire de Brethmas	100	100
Saint Hippolyte de Caton	20	20
Saint Jean de Ceyrargues	20	20
Saint Jean de Serres	20	20
Saint Jean de Valériscle	20	20
Saint Jean du Gard	100	100
Saint Jean du Pin	30	30
Saint Julien de Cassagnas	20	20
Saint Julien les Rosiers	20	20
Saint Just et Vacquières	20	20
Saint Martin de Valgalgues	100	100
Saint Maurice de Cazevieille	20	20
Saint Privat des Vieux	100	100
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	20	20
Sainte Cécile d'Andorge	90	90
Salindres	100	100
Sénéchas	20	20
Servas	20	20
Seynes	20	20
Soustelle	30	30
Thoiras	30	30
Tornac	20	20
Vézénobres	20	20

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.12 Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

	Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette en €	57 636 409,89	57 524 738,20
Epargne brute annuelle en €	6 019 782,30	6 446 364,67
Durée d'extinction de la dette en années	9,57	8,92

6.13 Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur l'assainissement collectif proprement dit.
Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).

Toute facture impayée au 01/01/2022 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

Commune ou contrat	2021	2022
Communes en régie	9,18% à l'issue de la phase amiable et avant poursuites	9,09% à l'issue de la phase amiable et avant poursuites
DPS Alès Agglomération		
Générargues	0,00%	0,00%
Vézénobres	1,38%	1,50%

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

6.14 Taux de réclamations (P258.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relative au service de l'assainissement collectif, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Commune ou contrat	2021	2022
DSP Alès Agglomération	0,14 u / 1000 abonnés	0,24 u / 1000 abonnés
Aujac	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Bonnevaux	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Brouzet les Alès	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Castelnau Valence	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Chambon	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Cruviers Lascours	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Euzet les Bains	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Générargues	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
La Vernarède	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Le Martinet	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Les Plans	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Laval Pradel	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Martignargues	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Massillargues Atuech	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Ners	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Saint Etienne de l'Olm	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Saint Florent sur Auzonnet	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Saint Jean de Ceyrargues	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Saint Jean de Serres	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Saint Just et Vacquières	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Saint Sébastien d'Aigrefeuille	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Servas	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Seynes	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Tornac	0,00 u / 1000 abonnés	0,00 u / 1000 abonnés
Vézénobres	3,85 u / 1000 abonnés	3,78 u / 1000 abonnés

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

7. Financement des investissements

7.1 Montants financiers

	Exercice 2021	Exercice 2022
Montants financiers € HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	4 705 168,61 €	3 550 460,78 €
Montants des subventions en €	734 140,07 €	2 229 064,84 €
Montants des contributions du budget général en €	-	-

Les montants financiers relatifs aux travaux engagés en 2021 et 2022 ne peuvent pas être comparés. En effet, le montant indiqué en 2021 concernait les engagements financiers et celui de 2022 concerne les mandats émis (factures payées).

7.2 Etat de la dette

L'état de la dette au 31 décembre 2022 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2021	Exercice 2022
Encours de la dette au 31 décembre (montant restant dû en €)		57 636 409,89	57 524 834,20
Montant remboursé durant l'exercice en €	En capital	3 298 446,81	3 352 680,67
	En intérêts	1 749 185,04	1 731 718,34

7.3 Amortissements

	Exercice 2021	Exercice 2022
Dotation aux amortissements en €	3 533 559,23	3 593 760,27

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

7.4 Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux

Projets 2023 à l'étude	Montants prévisionnels en € TTC
Pour toutes les communes – Travaux de réhabilitation et de grosses réparations du réseau d'assainissement collectif de la Communauté Alès Agglomération	5 483 600
Pour toutes les communes – Diagnostics et études	699 510
Pour toutes les communes – Travaux sur ouvrages	827 880

7.5 Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice

Programmes pluriannuels de travaux adoptés	Année prévisionnelle de réalisation	Montants prévisionnels en €
-	-	-

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

8. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

8.1 Abandons de créances ou versements à un fond de solidarité (P207.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- Les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté
- Les abandons de créances à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL)

0,00 € ont été abandonnés et/ou versés à un fond de solidarité, pour l'année 2022, soit **0,00 €/m³** (Exercice 2021 : 96,16 € soit 0,00002 €/m³).

8.2 Opérations de coopération décentralisée (cf. article L 1115-1-1 du C.G.C.T.)

Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

9. Tableau récapitulatif des indicateurs

	Indicateurs descriptifs des services	Valeur 2021	Valeur 2022
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées.	110 881 habitants	111 455 habitants
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte	3	3
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	1 573,41 tMS	1 544,36 tMS
D204.0	Prix TTC du service au m^3 pour 120 m^3	Variable selon les communes	Variable selon les communes
	Indicateurs de performance	**Valeur 2021**	**Valeur 2022**
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte	Indéterminé	Indéterminé
P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Variable selon les communes	Variable selon les communes
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 02/05/06	En attente Police de l'Eau	En attente Police de l'Eau
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3/06/1994 modifié par le décret du 02/05/06	En attente Police de l'Eau	En attente Police de l'Eau
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2/05/06	En attente Police de l'Eau	En attente Police de l'Eau
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100 %	100 %
P207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	96,16 €	0,00 €
P251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Variable selon les communes	Variable selon les communes
P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	Variable selon les communes	Variable selon les communes
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	0,38 %	0,47 %
P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	Variable selon les communes	Variable selon les communes
P255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Variable selon les communes	Variable selon les communes
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	9,57	8,92
P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Variable selon les communes	Variable selon les communes
P258.1	Taux de réclamations	Variable selon les communes	Variable selon les communes

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

ÉDITION 2023

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

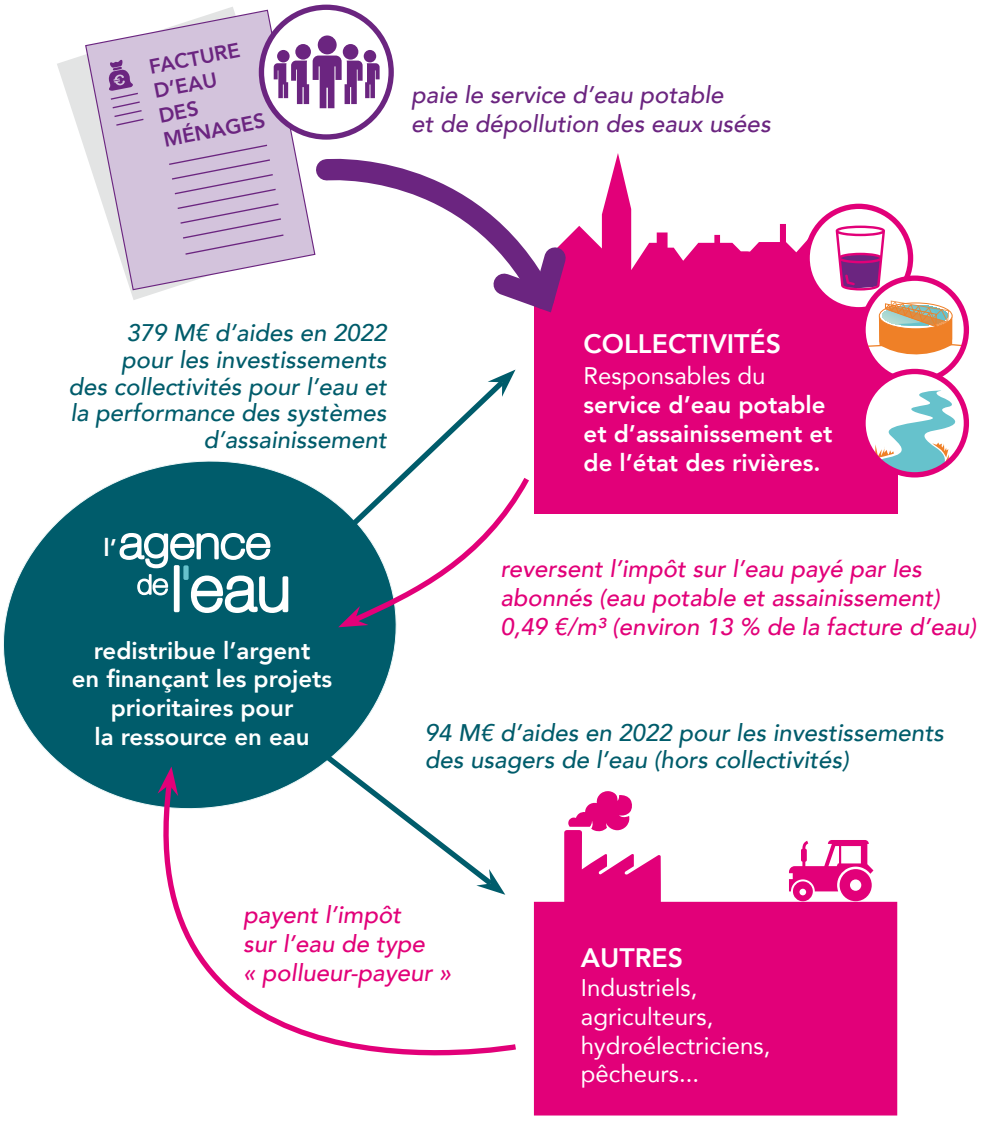
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse** est de **3,87 € TTC/m³** et de **4,30 € TTC/m³** en France*. Environ **13 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2021.



SAUVONS L'EAU !

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU
DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2022

51% des aides attribuées en 2022 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

▶ Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (47,3 millions €)

407 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation…) permettent d'économiser 22,8 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 416 000 habitants.

▶ Pour dépolluer les eaux (156,1 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

40 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 70 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 36 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (89,4 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 65,4 M€ d'aides.

▶ Pour réduire les pollutions industrielles (21,5 millions €)

6 nouveaux territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.
2 opérations majeures lancées sur de grands sites industriels.

▶ Pour lutter contre les pollutions agricoles par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (6,6 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 30,6 millions € pour l'agriculture)

6 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an.
30,6 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, conversion agriculture biologique et mesures agri environnementales, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

▶ Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (70,5 millions €)

70,4 km de rivières restaurées et 75 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
5 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 465 ha d'herbiers.

▶ Pour la solidarité internationale (3,67 millions €)

48 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

2023

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 13 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,9 € par mois pour les redevances.

13,5 % (75,2 M€) payés par les collectivités **comme redevance de prélèvement sur la ressource en eau**.

8,5 % (47,1 M€) payés par les industriels et les activités économiques **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.

0,7 % (4,1 M€) payés par les irrigants et les éleveurs **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.

71,5 % (397,3 M€) payés par les ménages et assimilés (administrations, entreprises de service, artisans et petites industries) **comme redevance de pollution domestique**.

2,6 % (14,2 M€) payés par les pêcheurs, chasseurs, propriétaires de canaux ou d'ouvrages de stockage.

3,2 % (17,6 M€) payés par les distributeurs de produits phytosanitaires (essentiellement vendus aux agriculteurs) et répercutés sur le prix des produits **comme redevance de pollution diffuse**.

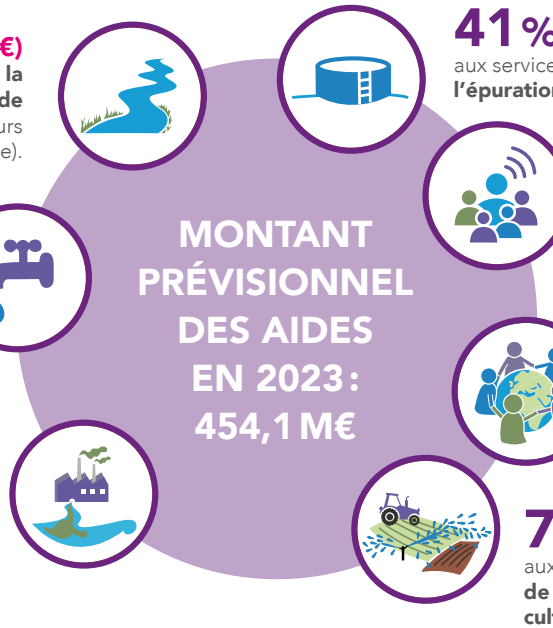
Pour toutes les redevances (sauf celle sur les pesticides), les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

18,2 % (82,6 M€) aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité :** zones humides et cours d'eau (renaturation, continuité écologique).

23,3 % (105,6 M€) **pour les économies d'eau et la protection de la ressource en eau :** protection des captages d'eau, lutte contre les pollutions diffuses, gestion de la ressource.

5,1 % (23,3 M€) aux acteurs économiques non agricoles **pour la dépollution industrielle**.



41 % (186,4 M€) aux services publics d'eau et d'assainissement **pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales**.

3,8 % (17 M€) aux collectivités, aux associations, aux organismes consulaires…, **pour l'animation des politiques de l'eau :** études, connaissances, réseaux de surveillance des eaux, éducation, information.

0,8 % (3,8 M€) **à la solidarité internationale :** accès à l'eau ou à l'assainissement pour les populations démunies.

7,8 % (35,4 M€) aux exploitants agricoles **pour des actions de réduction des pollutions dans l'agriculture**.

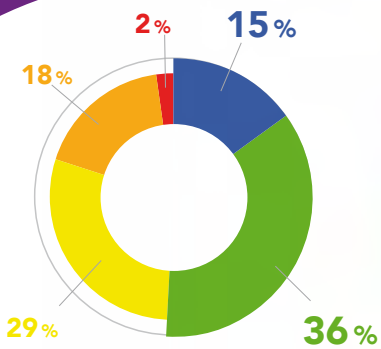
- **Solidarité envers les communes rurales :** l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides correspond essentiellement au financement, par l'agence de l'eau, de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2023 s'élève à 99,2 M€.**

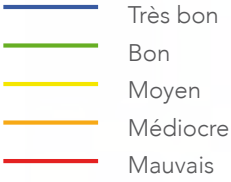
Découvrez le 11e programme Sauvons l'eau 2019-2024 en détail sur www.eaurmc.fr

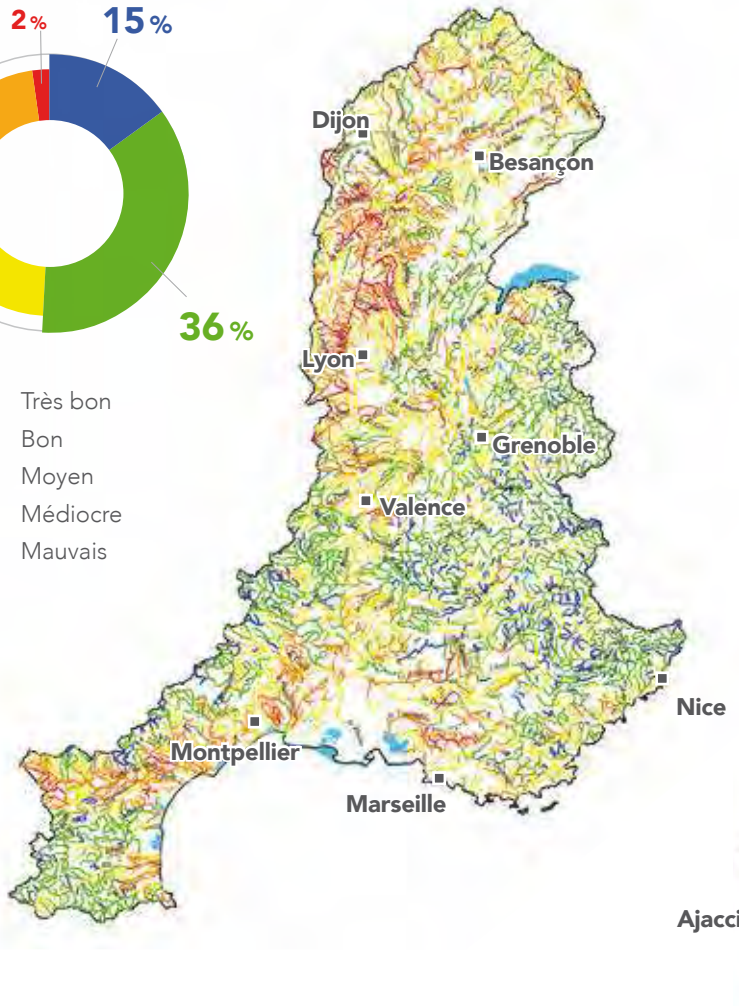
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

QUALITÉ DES EAUX

Etat écologique des cours d'eau
Données 2021







Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. **La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état.** Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau,** les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- 15,5 millions d'habitants
- 20 % du territoire français
- 20 % de l'activité agricole et industrielle
- 50 % de l'activité touristique
- 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- 330 000 habitants permanents
- 3,4 millions de touristes chaque année
- 3 000 km de cours d'eau
- 1 000 km de côtes

...bigbang.fr - mars 2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

@SauvonsLeau | @sauvonsleaufr
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

ÉDITION 2023

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

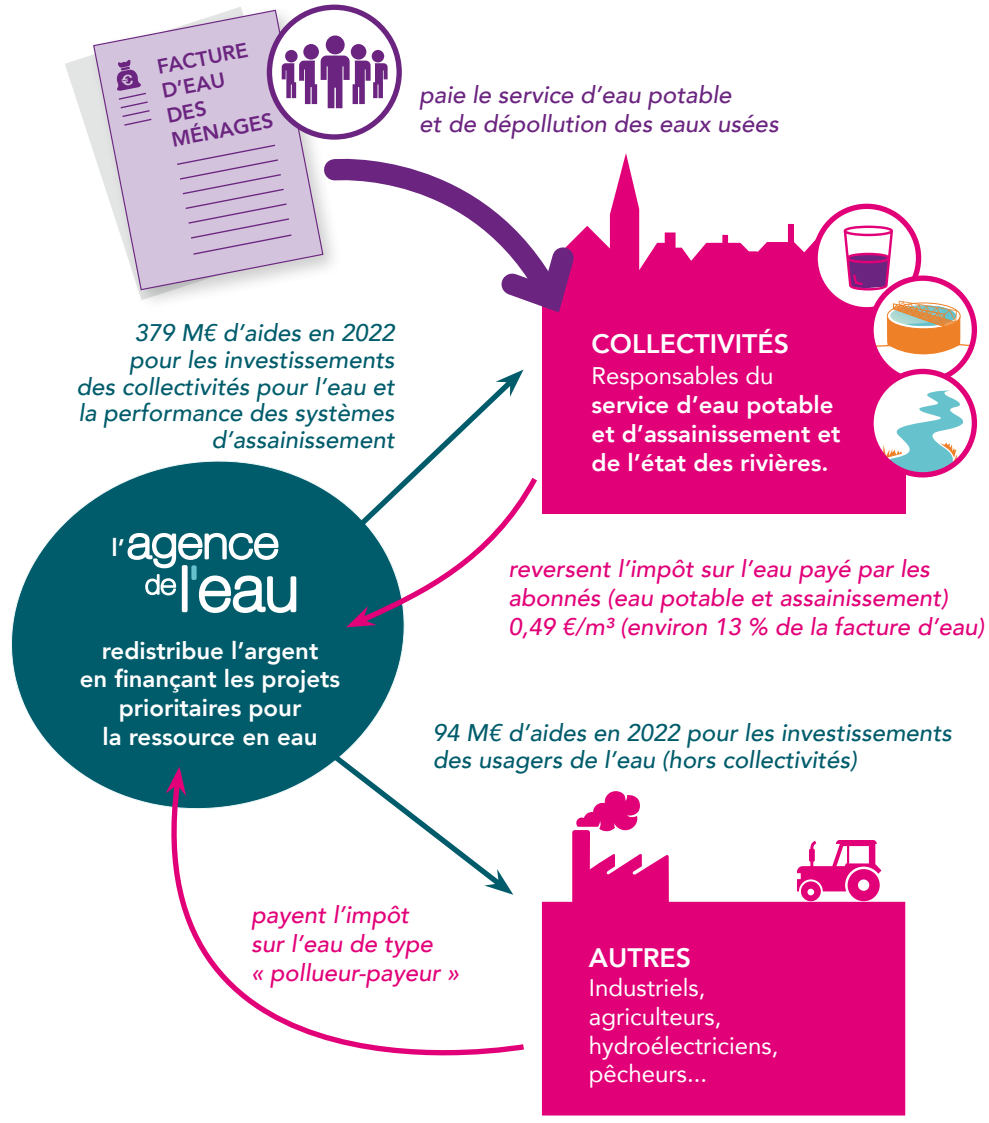
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais globalement performant : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse** est de **3,87 € TTC/m³** et de **4,30 € TTC/m³** en France*. Environ **13 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2021.



SAUVONS L'EAU !

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU
DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2022

51% des aides attribuées en 2022 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

▶ Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (47,3 millions €)

407 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation…) permettent d'économiser 22,8 millions m³, soit la consommation annuelle d'une ville de 416 000 habitants.

▶ Pour dépolluer les eaux (156,1 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

40 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu et 70 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 36 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (89,4 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 65,4 M€ d'aides.

▶ Pour réduire les pollutions industrielles (21,5 millions €)

6 nouveaux territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.
2 opérations majeures lancées sur de grands sites industriels.

▶ Pour lutter contre les pollutions agricoles par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (6,6 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 30,6 millions € pour l'agriculture)

6 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Le coût moyen de ces traitements s'élève à 755 millions € par an.
30,6 millions € consacrés à la profession agricole pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, conversion agriculture biologique et mesures agri environnementales, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

▶ Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (70,5 millions €)

70,4 km de rivières restaurées et 75 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
5 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 465 ha d'herbiers.

▶ Pour la solidarité internationale (3,67 millions €)

48 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 23 pays en développement.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

2023

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 13 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 38 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,9 € par mois pour les redevances.

13,5 % (75,2 M€) payés par les collectivités **comme redevance de prélèvement sur la ressource en eau**.

8,5 % (47,1 M€) payés par les industriels et les activités économiques **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.

0,7 % (4,1 M€) payés par les irrigants et les éleveurs **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.

71,5 % (397,3 M€) payés par les ménages et assimilés (administrations, entreprises de service, artisans et petites industries) **comme redevance de pollution domestique**.

2,6 % (14,2 M€) payés par les pêcheurs, chasseurs, propriétaires de canaux ou d'ouvrages de stockage.

3,2 % (17,6 M€) payés par les distributeurs de produits phytosanitaires (essentiellement vendus aux agriculteurs) et répercutés sur le prix des produits **comme redevance de pollution diffuse**.

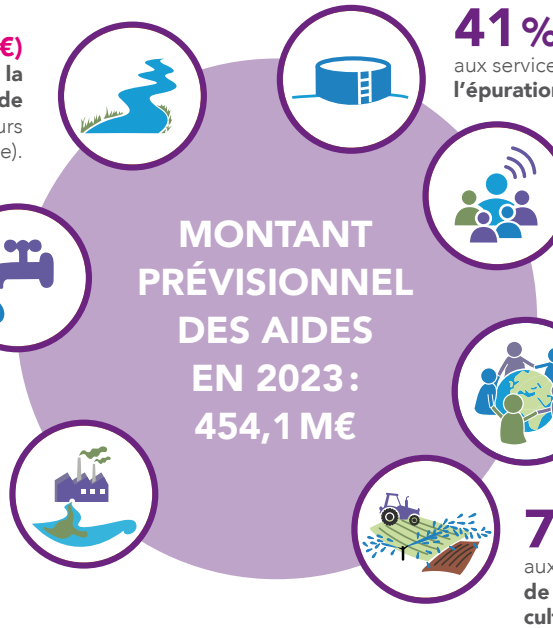
Pour toutes les redevances (sauf celle sur les pesticides), les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

18,2 % (82,6 M€) aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité :** zones humides et cours d'eau (renaturation, continuité écologique).

23,3 % (105,6 M€) **pour les économies d'eau et la protection de la ressource en eau :** protection des captages d'eau, lutte contre les pollutions diffuses, gestion de la ressource.

5,1 % (23,3 M€) aux acteurs économiques non agricoles **pour la dépollution industrielle**.



41 % (186,4 M€) aux services publics d'eau et d'assainissement **pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales**.

3,8 % (17 M€) aux collectivités, aux associations, aux organismes consulaires…, **pour l'animation des politiques de l'eau :** études, connaissances, réseaux de surveillance des eaux, éducation, information.

0,8 % (3,8 M€) **à la solidarité internationale :** accès à l'eau ou à l'assainissement pour les populations démunies.

7,8 % (35,4 M€) aux exploitants agricoles **pour des actions de réduction des pollutions dans l'agriculture**.

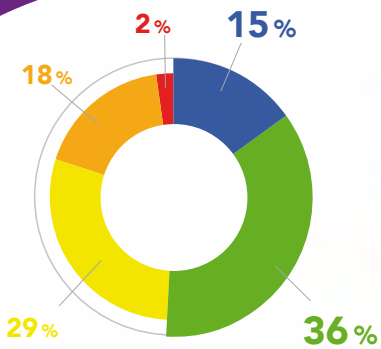
- **Solidarité envers les communes rurales :** l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **La différence entre le montant des redevances et celui des aides correspond essentiellement au financement, par l'agence de l'eau, de l'office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2023 s'élève à 99,2 M€.**

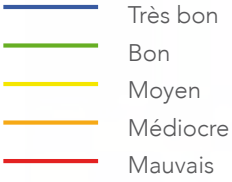
Découvrez le 11e programme Sauvons l'eau 2019-2024 en détail sur www.eaurmc.fr

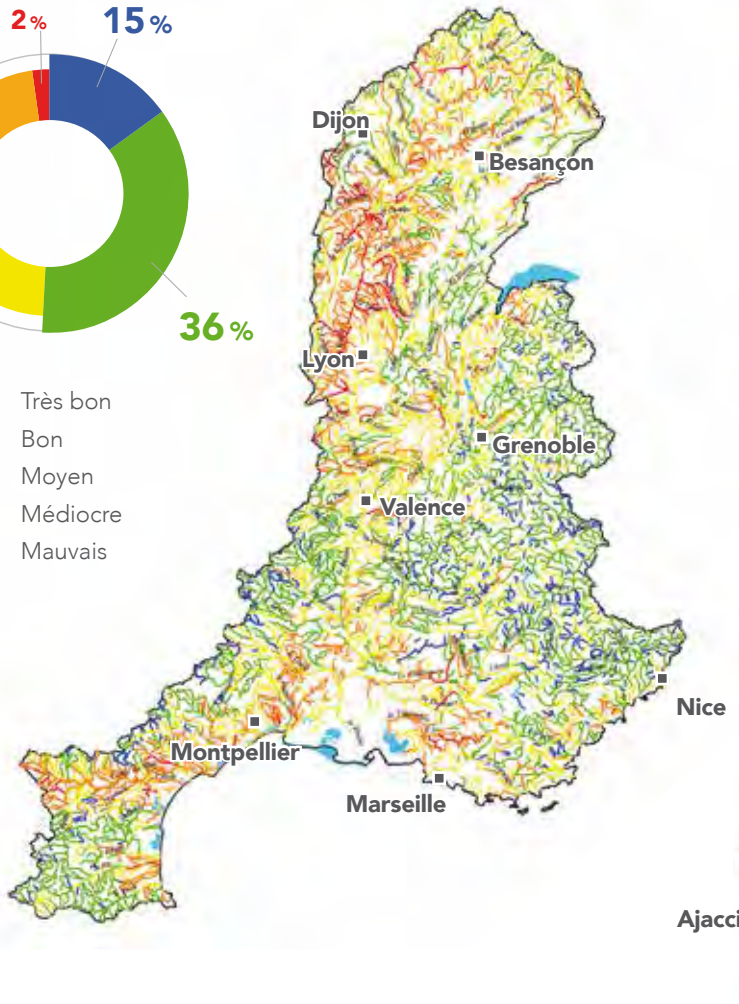
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_20-DE

QUALITÉ DES EAUX

Etat écologique des cours d'eau
Données 2021







Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. **La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état.** Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau,** les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- 15,5 millions d'habitants
- 20 % du territoire français
- 20 % de l'activité agricole et industrielle
- 50 % de l'activité touristique
- 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- 330 000 habitants permanents
- 3,4 millions de touristes chaque année
- 3 000 km de cours d'eau
- 1 000 km de côtes

...bigbang.fr - mars 2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

@SauvonsLeau | @sauvonsleaufr
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_21-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Département Eau
Réf : SG/NB
Tél. : 04 66 54 30 90

C2023_04_21

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Thierry BAZALGETTE, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Eau potable et assainissement : effacement des dettes suite à procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire - liste n°2023-1

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la consommation,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_21-DE

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la Circulaire du 1er avril 2021 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

Vu les statuts de la Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne (REAAL),

Vu l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la REAAL du 05 octobre 2023,

Considérant que la procédure de rétablissement personnel consiste à effacer les dettes d'une personne surendettée lorsque sa situation financière est tellement dégradée qu'aucune mesure de traitement du surendettement n'est possible,

Considérant que cette procédure est engagée par la commission de surendettement des particuliers, dont le secrétariat est assuré par la Banque de France, avec l'accord des particuliers,

Considérant que pour ce qui est des factures d'eau et d'assainissement, en tant que créancier, la REAAL reçoit régulièrement des décisions en la matière de la part de la Banque de France,

Considérant que ces décisions précisent notamment les personnes et les factures concernées,

Considérant qu'il appartient à Alès Agglomération d'accepter ou de contester ces décisions ; dans le premier cas, Alès Agglomération devra émettre des mandats correspondants au compte 6542, dans le dernier cas, la contestation doit être argumentée et transmise dans un délai de 30 jours,

Considérant que ce choix doit être acté par délibération,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

de ne pas contester les décisions de la commission de surendettement reprises dans le tableau annexé à la présente délibération et d'effectuer les mandats correspondants sur le compte 6542 pour un montant total de 1 946,40 € HT (mille neuf cent quarante-six euros et quarante centimes hors taxes).

Votants : 99
Pour : 99 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_21-DE

Régie des Eaux de l'Agglomération Alésienne

Annexe

RETABLISSEMENT PERSONNEL SANS LIQUIDATION JUDICIAIRE ; 2023-1

CONTRAT	EXERCICE DE PEC	ROLE	ARTICLE	NUMERO DE FACTURE	COMMUNE	PART EAU		
						HT	TVA	TTC
344720766	2022	8	372	5692	LES SALLES DU GARDON	207,19 €	11,96 €	219,15 €
	2023	27	2583	102289		71,17 €	4,05 €	75,22 €
344723294	2023	29	103	115304	ALES	102,82 €	6,06 €	108,88 €
344725713	2023	26	299	124375	BOISSET GAUJAC	479,36 €	27,58 €	506,94 €
344715976	2022	3	713	108833	ROUSSON	275,82 €	15,84 €	291,66 €
344725797	2023	25	164	112348	LE MARTINET	64,03 €	3,66 €	67,69 €
344700073	2023	27	2412	90784	CHAMBORIGAUD	75,64 €	4,36 €	80,00 €
344023033	2023	27	2268	82203	ALES	92,90 €	5,43 €	98,33 €
344012270	2023	2	1816	16120	SOUSTELLE	110,50 €	6,41 €	116,91 €
344724504	2022	9	1492	26 809	BOISSET GAUJAC	142,67 €	10,10 €	152,77 €
	2022	13	276	56955		49,87 €	3,00 €	52,87 €
343642105	2022	12	79	47047	ALES	171,97 €	10,13 €	182,10 €
343634140	2023	27	269	100271	ALES	102,46 €	6,03 €	108,49 €
						1 946,40 €	**114,61 €**	**2 061,01 €**

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_22-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Pôle : Infrastructures
Réf : PV/OB
Tél. : 04 66 56 11 22

C2023_04_22

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Thierry BAZALGETTE, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Avenant n°1 à la convention pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain d'Alès cofinancée par l'ANRU dans le cadre du NPNRU

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 en date du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_22-DE

Vu la délibération C2020_09_32 du Conseil de Communauté en date du 16 décembre 2020 portant convention pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain d'Alès cofinancée par l'ANRU dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),

Vu la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'Alès cofinancée par l'ANRU dans le cadre du NPNRU signée le 17 décembre 2021,

Considérant que le 15 décembre 2014, le Conseil d'Administration de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) a retenu des quartiers de la Ville d'Alès comme étant éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),

Considérant que le comité d'engagement de l'ANRU qui s'est réuni le 08 mars 2023 a donné un avis favorable à l'amplification du projet de Renouvellement Urbain d'Alès,

Considérant que l'amplification du programme de renouvellement urbain, concerne principalement les secteurs de la Grand'Rue Jean Moulin, les Faubourgs du Soleil et de Rochebelle, les Près Saint Jean et Rive-Droite,

Considérant que l'amplification du programme de renouvellement urbain, prévoit des interventions, sur la requalification de l'espace public, sur la réhabilitation, la résidentialisation, la démolition et la construction de logements locatifs sociaux,

Considérant que l'amplification du programme de renouvellement urbain, prévoit également des interventions sur l'habitat ancien dégradé principalement dans les faubourgs mais également un accompagnement sur la création d'équipements à vocation économique ou de formation sur le quartier des Près Saint Jean,

Considérant que les opérations de la phase d'amplification sont financées, selon le plan de financement prévisionnel annexé à la présente délibération,

Considérant que les signataires de l'avenant à la convention seront l'ANRU, l'Etat, la Communauté Alès Agglomération, la Ville d'Alès, l'OPH Logis Cévenols, la Société Anonyme d'Économie Mixte d'Alès SAEM Alès, Action Logement, la Caisse des Dépôts, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie,

Considérant que l'avenant à la convention de renouvellement urbain, en cours de validation par les services de l'État, prendra effet à partir de la signature de l'ANRU,

Considérant que conformément aux directives transmises par l'ANRU, l'avenant à la convention pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain d'Alès sera signé par voie électronique,

APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

AUTORISE

Monsieur le Président de la Communauté Alès Agglomération à signer l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain d'Alès cofinancé par l'ANRU dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, avec l'ANRU, l'Etat, la Ville d'Alès, l'OPH Logis Cévenols, la SAEM Alès, Action Logement, la Caisse des Dépôts, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie. Cette autorisation s'étant à l'ensemble des documents, courriers et autres actes administratifs nécessaires à la mise en œuvre de ce dispositif, comprenant la modification de plan de financement prévisionnel joint en annexe en fonction des autorisations budgétaires.

Votants : 99
Pour : 99 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_22-DE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION C2023_04_22
CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 12 OCTOBRE 2023

Coût estimatif du projet 39 263 396,45 € T.T.C.

Plan de financement prévisionnel du projet :

ORGANISMES	Montant en euros	%
ANRU	12 254 202.00 €	31.21 %
CONSEIL DEPARTEMENTAL	60 000.00 €	0.15 %
CONSEIL REGIONAL	125 500.00 €	0.32 %
ALES AGGLOMERATION	3 620 719.39 €	9.22 %
BAILLEURS SOCIAUX	21 620 758.81€	55.07 %
SAEM ALES	916 024.44 €	2.33 %
AUTRES	666 191.81 €	1.70 %
TOTAL T.T.C	**39 263 396.45 €**	**100.00 %**

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALES AGGLOMERATION – 30

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : voirie
Réf : PV/VC/MM
Tél. : 04 66 56 10 79

C2023_04_23

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Thierry BAZALGETTE, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage – Création de tourne-à-gauche sur la RN106 au droit de l'aménagement de la Grand'Rue Jean-Moulin en « rue jardin » dans la traversée d'Alès

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles D118-5-1 et suivants,

Vu la loi n°201-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

Vu le livre IV de la deuxième partie de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique et relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et la maîtrise d'œuvre privée, notamment son article L2422-12 portant transfert de maîtrise d'ouvrage,

Vu l'instruction du gouvernement du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion du réseau routier national,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu la délibération C2020_09_32 du Conseil de Communauté en date du 16 décembre 2020 portant convention pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain d'Alès cofinancée par l'ANRU dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),

Vu la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'Alès cofinancée par l'ANRU dans le cadre du NPNRU signée le 17 décembre 2021,

Considérant que ladite convention prévoit la mise en œuvre d'une opération d'ensemble pour l'aménagement de la Grand'Rue Jean-Moulin à Alès,

Considérant que l'aménagement de la Grand'Rue Jean-Moulin en « rue jardin » comprend sa mise en sens unique et, par voie de conséquence, la modification de la RN106, située parallèlement à la Grand'Rue Jean-Moulin, par la création de tourne-à-gauche sur cette voie,

Considérant que la réalisation de ces tourne-à-gauche sur la RN 106 relève conjointement de la maîtrise d'ouvrage de l'État, gestionnaire des routes classées dans le domaine public routier national, et de l'EPCI Alès Agglomération, porteur du projet dans le cadre du NPNRU,

Considérant que, conformément à l'article L2422-12 du code de la commande publique, la Communauté Alès Agglomération peut être désignée maître d'ouvrage des études et des travaux de transformation et/ou aménagements du réseau routier national occasionnés par l'aménagement de la Grand'Rue Jean Moulin dans la traversée d'Alès,

Considérant qu'il convient de définir par convention les conditions techniques, administratives et financières de la réalisation des études et travaux de transformation et/ou d'aménagement du réseau routier national occasionnés par ce projet,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

la maîtrise d'ouvrage de l'opération est confiée à la Communauté Alès Agglomération.

AUTORISE

Monsieur le Président à cosigner avec l'État – Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) - la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la création de tourne-à-gauche sur la RN106 dans la traversée d'Alès.

Votants : 99
Pour : 99 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

S36

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR
Liberté
Égalité
Fraternité

Alès Agglomération
LE SUD INGÉNIEUX

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE RELATIVE A LA CRÉATION DE TOURNE-A-GAUCHE SUR LA RN106 AU DROIT DE L'AMÉNAGEMENT DE LA GRAND RUE JEAN MOULIN EN « RUE JARDIN » DANS LA TRAVERSÉE D'ALES

Prise en application de l'article L2422-12 du code de la commande publique

Entre

L'État - Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED), représenté par Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Méditerranée,

d'une part,

ET

La Communauté Alès Agglomération représentée par son Président, autorisé par délibération C2023_XX_ XX du Conseil de Communauté en date du 12 octobre 2023 à signer la présente convention,

Ci-après désigné « l'EPCI »

d'autre part.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE…….. 4
ARTICLE 1er - Objet de la convention…… 4
ARTICLE 2- Programme de l'opération et calendrier…… 4
ARTICLE 3 – Obligations administratives …….. 5
ARTICLE 4 – Conduite des études…….. 6
ARTICLE 5 – Conduite des travaux…… 7
ARTICLE 6 – Garanties …….. 9
ARTICLE 7 – Conduite d'entretien et d'exploitation…….. 9
ARTICLE 8 – Mesures compensatoires environnementales rendus nécessaires par le projet…… 9
ARTICLE 9 – Conditions financières…… …… 10
ARTICLE 10 – Durée de la convention…… 10
ARTICLE 11 - Modification /résiliation……10
ARTICLE 12 – Litiges…….. 10

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

Vu le livre IV de la deuxième partie de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée, notamment son article L2422-12 portant sur le transfert de maîtrise d'ouvrage,

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles D118-5-1 et suivants,

Vu l'instruction du gouvernement du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion du réseau routier national complétée par son instruction technique associée dans sa dernière version à la date de signature de la présente convention du 9 décembre 2021 ci-après désignée par l'Instruction Technique ou l'IT,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu la délibération C2020_09_32 du Conseil de Communauté en date du 16 décembre 2020 portant convention pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain d'Alès cofinancée par l'ANRU dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),

Vu la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'Alès cofinancée par l'ANRU dans le cadre du NPNRU signée le 17 décembre 2021,

Vu la délibération C2023_XX_XX du Conseil de Communauté d'Alès Agglomération en date du 12 octobre 2023 décidant, dans le cadre du NPNRU, de la création de tourne-à-gauche sur la RN106 au droit de l'aménagement de la Grand'Rue Jean Moulin en « rue jardin » dans la traversée d'Alès et sollicitant d'assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux à son interface avec le réseau routier national, soit au droit de la RN106 *entre le PR42+600 et le PR45+000,*

Vu la décision de *[la DMR ou la DIR]* en date du *JJ/MM/AAAA* reconnaissant l'opportunité de l'opération « création de tourne-à-gauche sur la RN106 au droit de l'aménagement de la Grand'Rue Jean-Moulin en 'rue jardin' dans la traversée d'Alès » au regard du fait que les transformations et les aménagements prévus ne sont pas incompatibles avec les objectifs assignés au domaine routier national,

Considérant que la réalisation de l'aménagement de la RN106, interface à celui de la Grand'Rue Jean-Moulin dans la traversée d'Alès relève conjointement de la maîtrise d'ouvrage de l'État, gestionnaire des routes classées dans le domaine public routier national, et de la Communauté Alès Agglomération, compétente dans le cadre du NPNRU d'Alès,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

PRÉAMBULE

Le réaménagement de la Grand'Rue Jean-Moulin à Alès s'inscrit dans le vaste programme du NPNRU d'Alès Agglomération,

L'objectif est de transformer cet axe en « rue jardin » par une desimperméabilisation massive faisant une grande place aux espaces verts ainsi qu'aux espaces réservés aux déplacements doux.

Pour cela la voie sera mise en sens unique ce qui entraîne l'adaptation de la RN106 située sur les quais du Gardon par la création de tourne-à-gauche.

ARTICLE 1er – Objet de la convention

Dans le cadre des dispositions de l'article 2422-12 du code de la commande publique, l'EPCI est désignée maître d'ouvrage des études et des travaux de transformation et/ou d'aménagement du réseau routier national occasionnés par l'aménagement de la Grand'Rue Jean-Moulin dans la traversée d'Alès.

La présente convention a pour but de définir les conditions techniques, administratives et financières de la réalisation des études et des travaux impactant le réseau routier national (RRN) et des aménagements neufs ayant vocation à intégrer le RRN, ainsi que les modalités ultérieures d'entretien, d'exploitation et de gestion des dits aménagements.

A ce titre, l'EPCI assure notamment :

- l'ensemble des études de l'opération d'aménagement, depuis les études d'opportunité jusqu'à l'établissement des dossiers de consultation des entreprises,
- l'ensemble des procédures administratives et foncières rendues nécessaires par l'opération,
- la conduite de l'ensemble des travaux de l'opération situés hors et sur le domaine du RRN jusqu'à leur réception,
- la totalité des frais directs et induits pour permettre la réalisation finale et complète de l'opération.

Les responsables désignés pour assurer le suivi et l'exécution de cette convention sont respectivement :

- pour l'autorité locale décisionnaire : la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED), représentée par Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Méditerranée,
- pour l'EPCI : Monsieur le Président d'Alès Agglomération.

ARTICLE 2 – Programme de l'opération et calendrier

Les principales caractéristiques des aménagements prévus sont les suivantes :

- décalage de l'ilot central de la RN106 au droit de la rue Jules Cazot et de la rampe Félix Croze,
- création de tourne-à-gauche au niveau de ces intersections,
- mise en place d'une signalisation adaptée à ces modifications et cohérente avec les cheminements doux.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

Les caractéristiques des travaux de transformation et d'aménagement du RRN sont les suivantes :

- terrassement,
- constitution de chaussée,
- constitution d'espaces verts,
- mise à niveau des feux tricolores,
- signalisation verticale et horizontale.

Le plan en annexe n°1 décrit schématiquement le projet et ces éléments constitutifs.

L'EPCI s'engage à exécuter les travaux conformément aux principes décrits ci-dessus puis conformément au dossier projet lorsque celui-ci aura été approuvé. Elle s'engage également à tenir informer la DIR Méditerranée de toute modification du programme de l'opération en particulier celles susceptibles d'intervenir en cours de travaux.

Toute modification substantielle du programme fonctionnel et technique de l'opération par rapport aux principes décrits ci-dessus nécessitera un nouvel examen de l'opportunité de l'opération. Pour ce faire, l'EPCI saisira l'État sur la base d'un nouveau dossier d'opportunité dont le contenu sera conforme aux dispositions de la partie 1.1.2. « Cas des opérations sous maîtrise d'ouvrage tiers » de l'Instruction technique. Une nouvelle décision d'opportunité, prise par le même niveau d'instruction que la décision initiale, sera nécessaire pour poursuivre le projet.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

- novembre 2023 : préparation du chantier
- de décembre 2023 à février 2024 : création chaussée, signalisation

L'opération étant linéaire, le chantier se déroulera en continu avec une déviation sur les quais (communaux) de la rive droite du Gardon.

ARTICLE 3 – Obligations administratives

L'EPCI a toute compétence requise pour assurer la maîtrise d'ouvrage en matière d'obligations administratives. En particulier, il produira les dossiers d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération et portera les procédures correspondantes. Il effectuera par ailleurs les acquisitions foncières nécessaires.

L'EPCI se doit d'informer la DIR Méditerranée de toutes les décisions relatives au projet qui impactent le réseau routier national.

3.1. – Normes et référentiels techniques

Pour la partie de travaux de transformation et/ou d'aménagement sur le RRN, l'ensemble des documents réglementaires et des règles de l'art en vigueur au moment de leur réalisation et applicables au réseau routier national doivent être respectés.

Pour l'application des dispositions du décret relatif à la gestion de la sécurité des infrastructures routières, en accord avec le pôle de la transition écologique, de la doctrine et de l'expertise technique (TEDET) concerné, il est considéré que les aménagements n'auront pas une incidence possible sur la sécurité du RRN.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

3.2. – Procédures administratives

En sa qualité de maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement, l'EPCI conduit les procédures d'autorisations administratives nécessaires et produit les dossiers correspondants.

Acquisitions foncières

L'EPCI effectue et finance les acquisitions foncières rendues nécessaires, y compris si nécessaire par voie d'expropriation, pour la réalisation de l'ensemble du projet d'aménagement, dont les terrains nécessaires aux travaux de transformation et/ou d'aménagement sur le RRN.

Les terrains nécessaires déjà acquis par l'État seront mis à la disposition de l'EPCI gratuitement.

Seul le domaine public routier utile à l'entretien et à l'exploitation des routes nationales sera délimité et borné par un géomètre et rétrocédé gratuitement à l'État, l'EPCI faisant son affaire de la rétrocession des délaissés inutiles.

Procédures environnementales

L'EPCI sollicitera en tant que maître d'ouvrage toutes les autorisations nécessaires au lancement des travaux, notamment au plan environnemental (étude d'incidences Natura 2000, autorisation environnementale[1] etc.…).

Il saisira pour cela les services de l'État compétents qui instruiront ces demandes sur la base de dossiers dont il assumera la pleine et entière responsabilité.

Communication

L'EPCI est responsable de la communication sur les projets. Dans tous les documents ou supports qu'il produira, il fera mention de la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage dont il bénéficie de la part de l'État dans le cadre de l'opération.

Les représentants de l'État seront associés aux manifestations officielles organisées dans le cadre de l'opération.

ARTICLE 4 – Conduite des études

L'EPCI conduit l'ensemble des études requises pour les travaux de transformation et/ou d'aménagement sur le RRN, dans le respect des dispositions de l'Instruction Technique – IT – dans sa version en vigueur au moment de la conduite des études (actuellement : version du 9 décembre 2021).

L'EPCI se substitue au Maître d'ouvrage tel qu'il est identifié dans l'IT.

Le dossier d'études suivant est établi et soumis au visa de la DIR Méditerranée :

- dossier d'opportunité
- dossier de projet

Les dossiers devront être soumis pour avis à l'exploitant. Les observations de l'exploitant devront être prises en compte par l'EPCI avant validation formelle par la DIR Méditerranée.

L'EPCI devra fournir un dossier projet en version informatique comprenant les pièces référencées dans l'instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

d'investissement et de gestion sur le réseau routier national du 29 avril 2014, version du 9 décembre 2021. Ce dossier devra expliciter le phasage prévu pour les travaux et leur planification.

La DIR Méditerranée fera part de sa décision d'approbation, ou des motifs qui s'y opposeraient, dans un délai maximum de 2 mois à compter de la réception du dossier projet complet.

Cette étape constitue un point d'arrêt avant l'approbation du projet et le lancement des appels d'offres TRAVAUX.

L'EPCI ne pourra procéder à aucune modification du projet validé par la DIR Méditerranée si cette dernière n'a pas donné son accord formel sur la modification engagée. Pour ce faire, l'EPCI saisit l'État sur la base d'un nouveau dossier technique de niveau « Projet » présentant la modification ainsi que ses impacts fonctionnels, environnementaux et financiers. Le dossier est envoyé à la DIR Méditerranée, et à TEDET.

ARTICLE 5 – Conduite des travaux

En sa qualité de Maître d'Ouvrage des travaux, l'EPCI est responsable du bon respect des obligations légales et réglementaires qui s'appliquent à la conduite des chantiers du RRN.

Pour mémoire, on citera :

- déplacement des réseaux,
- maîtrise du foncier selon ses différentes formes,
- permissions de voirie et états des lieux préalables contradictoires consignés en justice,
- hygiène, sécurité et protection de la santé au travail, notamment la recherche d'amiante et autres produits toxiques ...
- procédures liées au respect de l'environnement…

5.1. – Dispositions préalables à l'exécution des travaux

Contraintes générales d'exploitation

Les travaux devront être réalisés en assurant à tout moment la circulation sur le réseau routier national affecté, en toute sécurité de jour comme de nuit.

L'EPCI établira, en concertation avec l'exploitant, un programme d'exploitation annuel sur les axes du réseau national concernés par les travaux à réaliser, qui comprendra les modalités d'exploitation de l'axe tenant compte de la phase de chantier de l'année, des évènements prévisibles de l'année ainsi que de la viabilité hivernale de l'axe.

Dossier d'exploitation sous chantier (DESC)

Au moins huit semaines avant le démarrage des travaux, et pour les zones qui concernent le domaine public routier national, les services de l'EPCI fourniront pour validation par l'exploitant agissant en qualité de gestionnaire de voirie, un dossier d'exploitation sous chantier (DESC) explicitant les modalités de maintien de la circulation et de la sécurité des usagers en fonction des différentes phases de travaux. Le dossier d'exploitation sous chantier sera établi selon les dispositions prévues à l'article 3.8.2 de l'IT. Il devra être accompagné d'un projet d'arrêté de circulation.

Les travaux ne pourront pas être engagés tant que le DESC ne sera pas validé.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

Le dossier d'exploitation sous chantier et les programmes d'exploitation annuels sur l'axe devront être cohérents entre eux.

Hygiène et sécurité

Les travaux devront être conformes aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du travail applicable aux opérations de Bâtiments et Génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs. Un coordonnateur sécurité et protection de la santé (SPS) devra être désigné par l'EPCI pour chacune des opérations (phase « conception » et « phase réalisation »).

5.2. – Contrôle en cours des travaux

L'EPCI devra se doter d'un contrôle extérieur de ses travaux accepté par la DIR.

La DIR Méditerranée se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer, à tout moment, les contrôles techniques et / ou administratifs qu'elle estime nécessaires. Si les contrôles ne sont pas conformes aux valeurs attendues pour une opération sur le RRN, l'EPCI est tenue de conduire les travaux de réfection et de prendre à sa charge les frais de contrôle associés. L'exploitant est destinataire des comptes rendus de suivi de chantier.

En cas de non-conformité aux dispositions prévues, dans la présente convention, dans le DESC ou en cas de danger manifeste pour les usagers, la DIR Méditerranée pourra, par une procédure de référé-suspension, demander l'arrêt immédiat des travaux.

5.3. Remise de l'ouvrage

Visite de réception des ouvrages

À la fin des travaux et avant la mise en service, sur proposition de l'EPCI, une visite de réception des ouvrages est réalisée en associant la DIR Méditerranée. Cette visite vise à vérifier que les aménagements réalisés correspondent au dossier « Projet » approuvé, notamment concernant les conditions d'exploitation et d'entretien.

Lors de cette visite, l'EPCI transmet l'ensemble des pièces attestant la bonne exécution des contrôles techniques et administratifs conduits sur les ouvrages réalisés.

Cette visite fait l'objet d'un procès-verbal précisant les éventuelles réserves et les mesures correctives que l'EPCI envisage de prendre pour rendre l'ouvrage conforme aux prescriptions techniques et envisager sa mise en service.

Remise de l'ouvrage et intégration au sein du réseau routier national

Dans le cadre de la réception technique des travaux et de la réalisation des travaux, l'exploitant délivre son visa sur le procès-verbal de conformité des ouvrages.

Ce procès-verbal comprend notamment les documents suivants :

- Les plans de récolement des travaux ;
- Le plan parcellaire du cadastre, objet de l'accord de domanialité;
- Les dossiers des ouvrages exécutés ;
- Les attestations d'assurance et coordonnées des entreprises étant intervenues sur le chantier (avec la liste des travaux réalisés par chaque entreprise) …

L'EPCI fournit également à l'exploitant l'ensemble des données utiles à la remise à niveaux de toutes les bases de données recensant le patrimoine de l'État transformé ou créé selon les plans de récolement établis.

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

Les ouvrages, transformés ou créés, sont remis gratuitement au sein du domaine de l'État par l'EPCI. La délimitation du domaine public routier national fera l'objet d'une opération contradictoire de piquetage entre l'EPCI et l'exploitant.

ARTICLE 6 – Garanties

En tant que maître d'ouvrage, l'EPCI assure l'exercice de la garantie de parfait achèvement. Dans le délai de ces garanties, elle prend en charge les travaux de reprise de malfaçons, sur simple demande écrite de l'exploitant en cas de constatation d'un désordre. Elle s'engage également à mettre en œuvre sans délai les garanties supplémentaires qu'elle aurait éventuellement contractées.

Le bénéfice de la garantie décennale est, quant à lui, transféré à l'exploitant au moment de la remise des ouvrages. Ce transfert devra être mentionné dans les marchés de travaux concernés.

ARTICLE 7 – Conditions d'entretien et d'exploitation

Durant toute la période du chantier, l'entretien et l'exploitation des voiries comprises dans l'emprise des travaux incombent exclusivement à l'EPCI.

Les modalités de gestion et d'entretien des ouvrages réalisés sur le domaine routier national seront réparties comme suit :

- responsabilité d'Alès Agglomération :
  - signalisation verticale (en agglomération)
  - signalisation horizontale (en agglomération)
  - les aménagements paysagers et architecturaux et leur entretien
  - le réseau de collecte des eaux pluviales (en agglomération)
  - le mobilier urbain implanté sur les trottoirs et îlots
  - les bordures, trottoirs et voie verte

- responsabilité de la DIR Méditerranée :
  - la chaussée

En tout état de cause, l'EPCI prendra en charge financièrement les frais générés par l'augmentation du réseau routier national et de ses dépendances.

Le projet ne modifiera pas le principe actuel de la collecte des eaux pluviales et leur évacuation.

ARTICLE 8 – Mesures compensatoires environnementales rendues nécessaires par le projet

L'EPCI fera son affaire de la mise en œuvre, du suivi et de la gestion des mesures compensatoires environnementales issues de ses obligations réglementaires dans le cadre de ou des autorisations du projet.

L'EPCI prendra sa charge l'intégralité des coûts associés à la mise en œuvre, au suivi et à la gestion de ces mesures compensatoires environnementales.

Les coûts associés à la mise en œuvre, au suivi et à la gestion de ces mesures compensatoires environnementales seront intégrés au coût des travaux du projet. La participation financière de l'État au titre du budget du réseau routier national sera apportée,

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

sous forme de soulte, conformément aux dispositions prévues à l'article 9 de la présente convention.

ARTICLE 9 – Conditions financières

Le coût global de l'opération, incluant les coûts d'études, de conduite des procédures, d'acquisitions foncières et de travaux est estimé à 500 000 € HT.

Aucune participation financière de l'État au titre du budget du réseau routier national ne pourra être sollicitée.

ARTICLE 10 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties.

Elle prendra fin avec la délivrance d'un quitus par la DIR Méditerranée. Ce quitus est délivré à la demande de l'EPCI après exécution complète de ses missions et pourra être délivré après validation, par la DIR Méditerranée, du mémoire en réponse de l'EPCI au bilan de sécurité à 3 ans.

Le quitus est réputé acquis s'il n'a pas été refusé par décision motivée dans le délai de deux mois après la demande de l'EPCI. Si, à la date du quitus, il subsiste des litiges entre l'EPCI et certains de ses contractants au titre de l'opération, la mission de maîtrise d'ouvrage de l'EPCI se poursuivra jusqu'au règlement de tous les litiges contractuels pendants.

ARTICLE 11 – Modification / Résiliation

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chacune des parties. L'avenant doit être approuvé et signé par les deux parties avant d'être mis en œuvre. Il est établi en deux (2) exemplaires originaux à l'instar de la présente convention.

L'État se réserve le droit de résilier la présente convention si l'EPCI est défaillante. Dans ce cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après mise en demeure restée infructueuse. La résiliation se fait par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis d'un mois. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPCI et des travaux réalisés. Ce constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui fixe les modalités de remise des ouvrages et de l'ensemble des dossiers à l'État. Il fixe également, le cas échéant, les mesures conservatoires à mettre en place pour assurer la sécurité des usagers. Il indique le délai dans lequel l'EPCI doit remettre l'ensemble des dossiers à l'État.

ARTICLE 12 – Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention entre l'État et l'EPCI, et en cas d'échec de la négociation amiable, un recours contentieux pourra être formé devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Fait en deux exemplaires, le .

Pour l'État, **le Préfet des Bouches du Rhône,** **coordonnateur** **des itinéraires routiers Méditerranée**	**Pour l'EPCI,** **Le Président d'Alès Agglomération**

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

ANNEXES : PLANS

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066916-20231012-C2023_04_23-DE

Carrefour n°1

RN 106 - Quai Kilmarnock

Carrefour n°2

RN 106 - QUAI JEAN JAURES

Carrefour n°3

Carrefour n°4

Légende:
- Feu tricolore R 11
- Feu tricolore directionnel R 14
- Feu de signalisation R 12m piéton + vélo
- Feu de signalisation R 12 piéton
- Feu de signalisation R 13 vélo
- Remplacement des avaloirs

QUAI KILMARNOCK ET JEAN JAURES
AVP Création de 3 tournes à gauche en direction du centre ville

Echelle 1/500°
Août 2023

Légende:
- Feu tricolore R 11
- Feu tricolore directionnel R 14
- Feu de signalisation R 12m piéton + vélo
- Feu de signalisation R 12 piéton
- Feu de signalisation R 13 vélo
- Remplacement des avaloirs

QUAI KILMARNOCK ET JEAN JAURES
AVP Création de 3 tournes à gauche en direction du centre ville

Echelle 1/500°
Août 2023

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

KILMARNOCK ET JEAN
ES
réation de 3 tournes à gauche
ction du centre ville

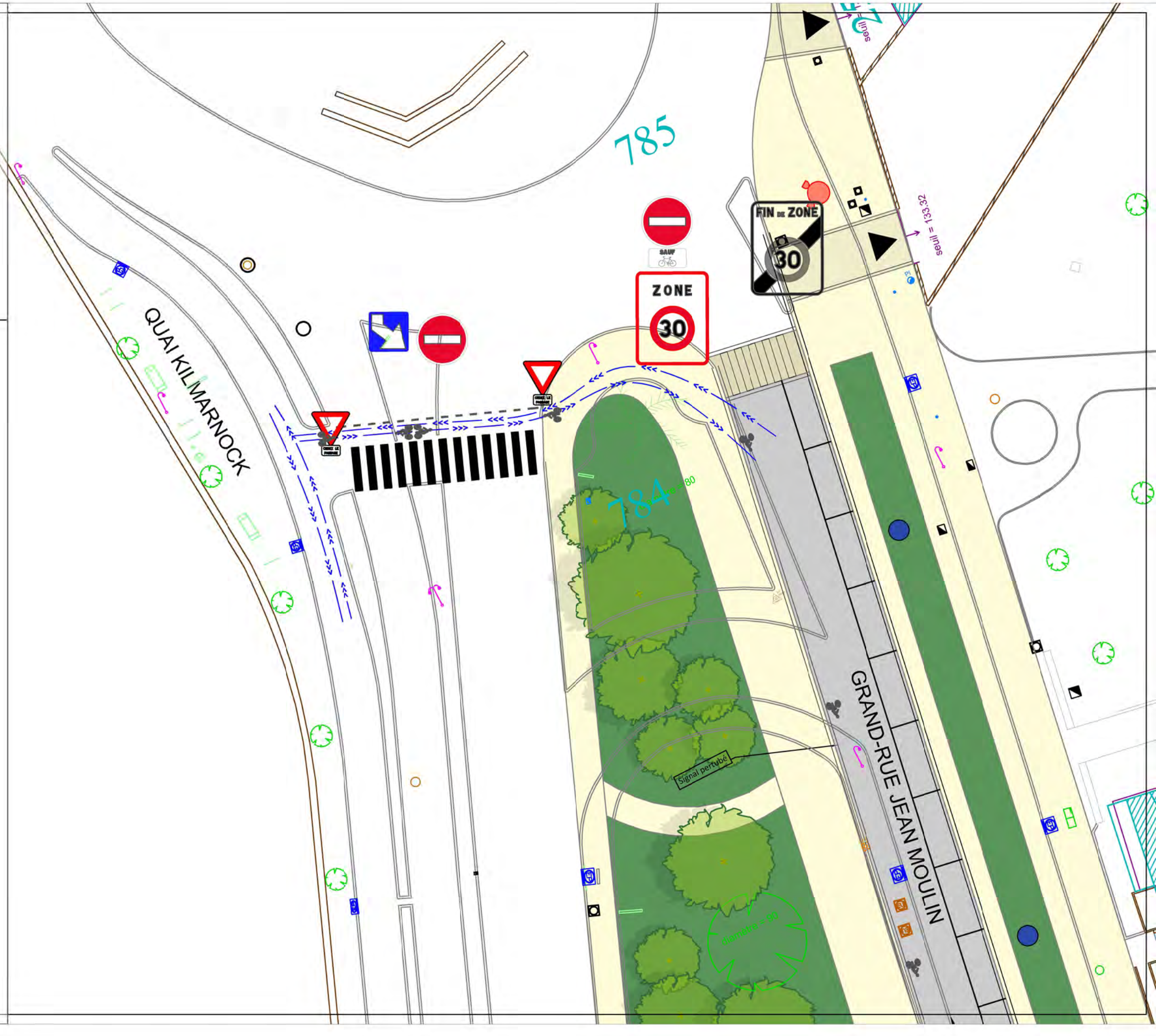
e 1/250°
juillet 2023

Carrefour n°1:
vu la géométrie du giratoire (R>22m) , largeur de l'anneau , rayon d'entrée et de sortie favorisant la vitesse,
il n'est pas opportun d'intégrer les cyclistes dans le carrefour giratoire.

La traversée des cyclistes se fera par une piste de contournement non prioritaire.
La Grand rue Jean Moulin (en zone 30) adoptera le double sens cyclable adapté à la chaussée de 4.00 mètres et au trafic inférieur à 5 000 véhicules/jour conformément aux recommandations du cerema.

Légende:

- Feu triocolore R 11
- Feu tricolore directionnel R 14
- Feu de signalisation R 12m piéton + vélo
- Feu de signalisation R 12 piéton
- Feu de signalisation R 13 vélo



Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

KILMARNOCK ET JEAN
ES
réation de 3 tournes à gauche
ction du centre ville

e 1/250°
juillet 2023

Carrefour n°2:
vu la circulation sur la RN 106 la manoeuvre la manoeuvre de traversée de la chaussée est dangereuse pour les cyclistes.
Sur la percée Jules Cazot en zone 30, la circulation des cyclistes se fait sur chaussée.
L'aménagement qui permet l'accès à la ville par les vélos est le sas.
La sortie des vélos du centreville vers la voie verte se fait naturellement .

en complément un feu de signalisation sur la voie verte est crée pour effectuer la traversée de la voie menant au pont de rochebelle

Légende:
- Feu triocolore R 11
- Feu tricolore directionnel R 14
- Feu de signalisation R 12m piéton + vélo
- Feu de signalisation R 12 piéton
- Feu de signalisation R 13 vélo

QUAI KILMARNOCK
Percée Jules Cazot
RN 106 -
1172
FIN de ZONE
30
ZONE
30
T2
T3

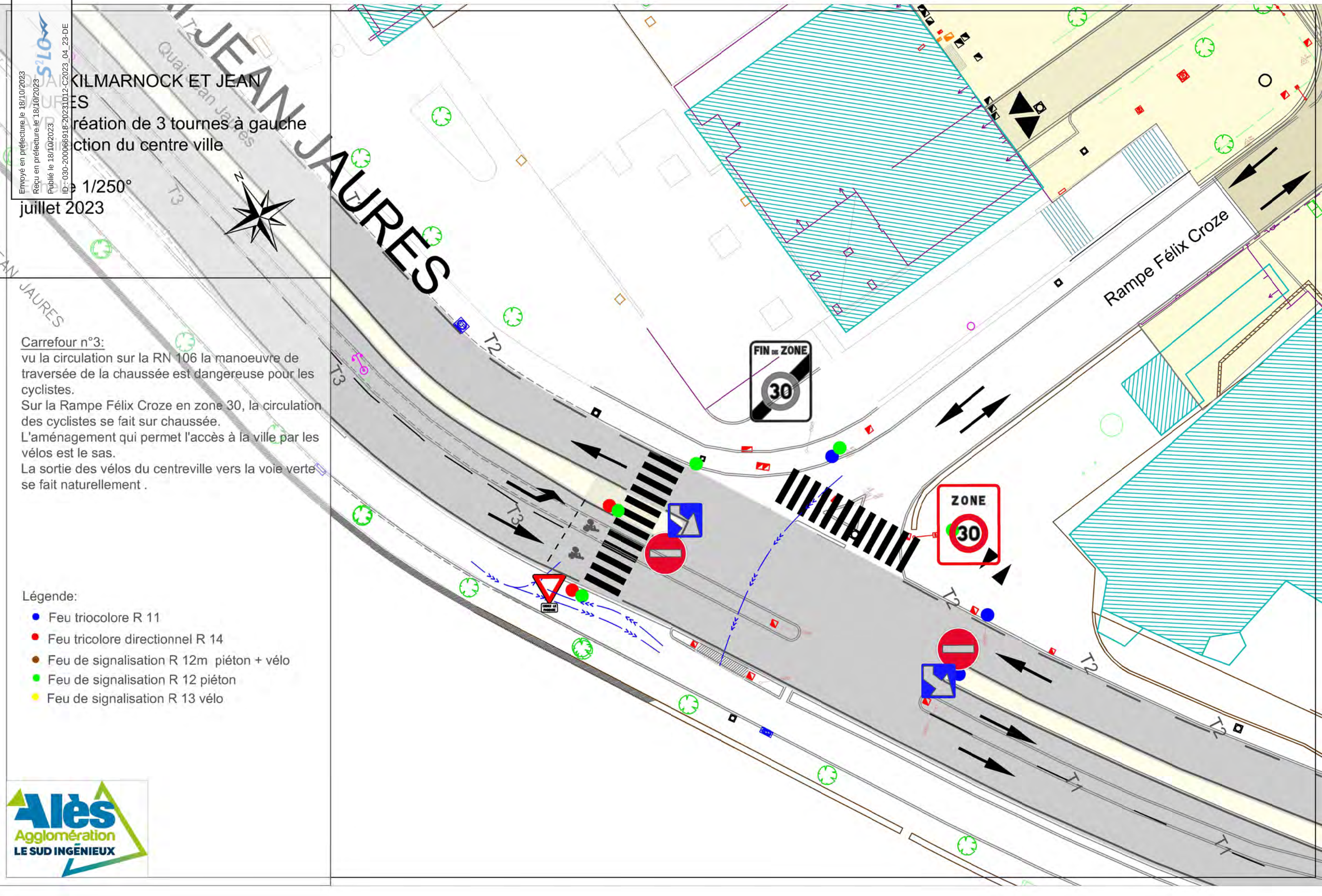
Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

KILMARNOCK ET JEAN ES

réation de 3 tournes à gauche ction du centre ville

e 1/250°

juillet 2023



Carrefour n°3:

vu la circulation sur la RN 106 la manoeuvre de traversée de la chaussée est dangereuse pour les cyclistes.

Sur la Rampe Félix Croze en zone 30, la circulation des cyclistes se fait sur chaussée.

L'aménagement qui permet l'accès à la ville par les vélos est le sas.

La sortie des vélos du centreville vers la voie verte se fait naturellement .

Légende:

- Feu triocolore R 11
- Feu tricolore directionnel R 14
- Feu de signalisation R 12m piéton + vélo
- Feu de signalisation R 12 piéton
- Feu de signalisation R 13 vélo

Alès Agglomération
LE SUD INGÉNIEUX

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_23-DE

KILMARNOCK ET JEAN
ES
réation de 3 tournes à gauche
ction du centre ville

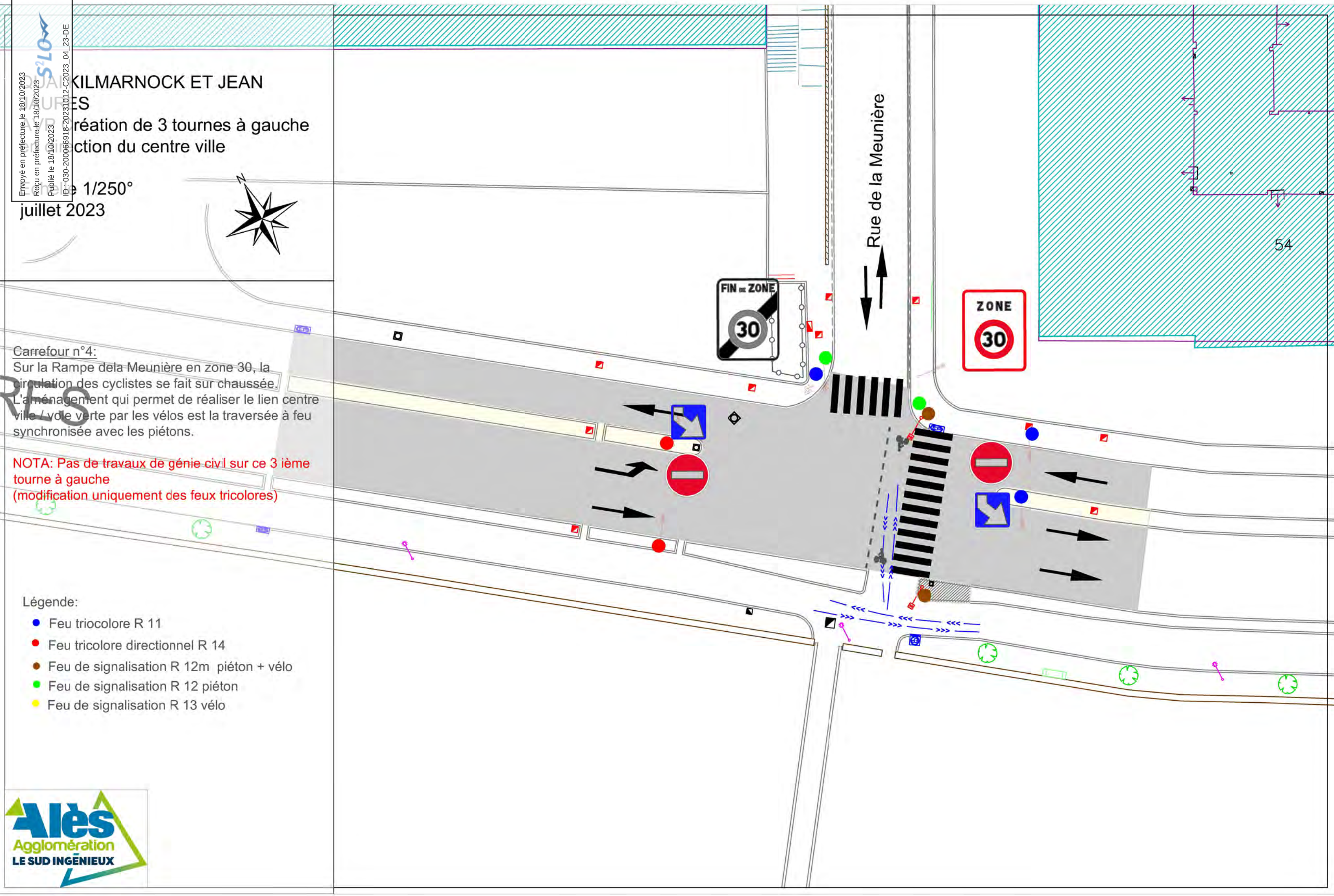
e 1/250°
juillet 2023

Carrefour n°4:
Sur la Rampe dela Meunière en zone 30, la circulation des cyclistes se fait sur chaussée.
L'aménagement qui permet de réaliser le lien centre ville / voie verte par les vélos est la traversée à feu synchronisée avec les piétons.

NOTA: Pas de travaux de génie civil sur ce 3 ième tourne à gauche
(modification uniquement des feux tricolores)

Légende:
- Feu triocolore R 11
- Feu tricolore directionnel R 14
- Feu de signalisation R 12m piéton + vélo
- Feu de signalisation R 12 piéton
- Feu de signalisation R 13 vélo

Alès Agglomération
LE SUD INGÉNIEUX



Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_24-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : PEU - SMIRITOM
Réf : PC/DL - 231012-01
Tél. : 04 66 92 22 32

C2023_04_24

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Thierry BAZALGETTE, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Fonds de concours à la commune de Salindres

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_24-DE

Vu la Délibération C2006.03.09 du Conseil de Communauté en date du 2 mars 2006 relative à l'autorisation donnée au 1er Vice-Président pour signature d'un protocole tripartite concernant le centre de tri-compostage de Salindres,

Considérant l'article 6 de la convention tripartite qui accorde à la commune de Salindres le versement d'une somme de 2 € par tonne entrante sur le centre de traitement, et par an, sous forme de fonds de concours dû par la Communauté,

Considérant que le tonnage entrant du 1er janvier au 31 décembre 2022 a été de 49 379,14 tonnes,

APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

D'octroyer un fonds de concours à la commune de Salindres d'un montant de 98 758,28 € (quatre-vingt-dix-huit-mille-sept-cent-cinquante-huit euros et vingt-huit cents) correspondant à 49 379,14 tonnes entrantes au prix de 2 € par tonne.

Votants : 99
Pour : 99 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALÈS AGGLOMÉRATION – S36

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_25-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

Service : PEU
Réf : GB/CG_20231012_1
Tél. : 04.66.92.22.20

C2023_04_25

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Thierry BAZALGETTE, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Mandat donné au SMIRITOM pour conclure la convention avec les éco-organismes agréés de la filière REP PMCB

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 541-7-2, L. 541-10 à L. 541-10-8, L. 541-10-23, L. 541-13 et L. 593-2, ainsi que la section 8 du chapitre I et la section 19 du chapitre III du titre IV du livre V de sa partie réglementaire,

Vu la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_25-DE

circulaire (AGEC),

Vu le décret n°2021-1941 du 31 décembre 2021 relatif à la responsabilité élargie des producteurs pour les produits et les matériaux de construction du secteur du bâtiment,

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu l'arrêté du 10 juin 2022 portant cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment,

Considérant que le SMIRITOM informe l'EPCI que le contrat type relatif à la filière Responsabilité Elargie des Producteurs (REP) pour les déchets issus des Produits et des Matériaux de la Construction et du Bâtiment (PMCB), est paru au mois d'août 2023, pour un démarrage prévisionnel du contrat au 1er janvier 2024,

Considérant que ce contrat a pour objet de régir les relations entre les Eco-organismes signataires et la collectivité qui assure la reprise des Déchets issus des PMCB dans le cadre du service public de gestion des déchets. Il intervient dans le cadre des obligations qui pèsent sur les metteurs sur le marché de ces produits et matériaux, à l'égard de la Collectivité,

Considérant pour Alès Agglomération l'intérêt environnemental et financier de contractualiser avec les éco-organismes,

Considérant la nouvelle politique de gestion et valorisation des déchets engagée par Alès Agglomération,

Considérant qu'Alès Agglomération exerce la compétence collecte et qu'Alès Agglomération est adhérente au SMIRITOM,

Considérant que le SMIRITOM, en charge de la compétence de traitement, prévoit à terme de signer le contrat et ses annexes avec les éco-organismes gestionnaires de cette filière, de manière globale pour ses membres,

Considérant la nécessité pour les EPCI de collecte de mandater le SMIRITOM en vue de la signature de la convention avec les éco-organismes agréés de la filière REP PMCB,

Considérant que cette contractualisation concernera les déchèteries sises respectivement sur les communes d'Alès, Anduze, Salindres, Saint Martin de Valgalgues, Les Salles du Gardon, Ribaute les Tavernes et Génolhac,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

De mandater le SMIRITOM pour signer la convention et ses annexes avec les éco-organismes agréés de la filière REP PMCB, afin que les déchèteries d'Alès, Anduze, Salindres, Saint Martin de Valgalgues, Les Salles du Gardon, Ribaute les Tavernes et Génolhac, puissent être intégrées dans la convention à intervenir entre le SMIRITOM et les Eco-organismes.

Votants : 99
Pour : 99 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci disposera alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_26-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Agglomération LE SUD INGÉNIEUX

Service : PEU
Réf : GB/CG_20231012_2
Tél. : 04.66.92.22.20

C2023_04_26

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ 12 OCTOBRE 2023

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Christophe RIVENQ, Max ROUSTAN, Nicolas PERCHOC, Valérie MEUNIER, Aimé CAVAILLE, Jean-Charles BENEZET, Philippe RIBOT, Patrick MALAVIEILLE, Jennifer WILLENS, Ghislain CHASSARY, Éric TORREILLES, Christian TEISSIER, Patrick DELEUZE, Christophe BOUGAREL, Jean-Michel PERRET, Geneviève BLANC, Serge BORD, Georges BRIOUDES, Sylvain ANDRE, Liliane ALLEMAND, Gérard BANQUET, Julie LOPEZ-DUBREUIL, Michel VIGNE, Jean-Pierre BEAUCLAIR, Joseph BARBA, Marielle VIGNE, Rémy BOUET, Michel MERCIER, Olivier AVOUAC, David GUIRAUD, Thierry JACOT, Pascal MILESI, Marc JEKAL, Didier SALLES, Jean-Claude D'ANTONA, Hélène BON, Jack VERRIEZ, Jacques PEPIN, Andrée ROUX, Guy MANIFACIER, Lionel ANDRE, Cyril OZIL, Frédéric GRAS, Jean-Michel BUREL, Marc SASSO, Jean-Marie MALAVAL, René MEURTIN, Gérard BARONI, Patrick JULLIAN, Roch VARIN D'AINVELLE, Laurent CHAPELLIER, Firmin PEYRIC, Thierry JONQUET, Georges DAUTUN, Bruno BIONDINI, Georges RIBOT, Sébastien MAGNY, Ludovic MOURGUES, Jean-Noël PUDDU, Joseph PEREZ, Béatrice LADRANGE, Marie-Christine PEYRIC, Michèle VEYRET, Evelyne RICHARD, Martine MAGNE, Bruno MAZUC, Marie-Claude ALBALADEJO, Marc BENOIT, Antonia CARILLO, Paul PLANQUE, Christian CHAMBON, Elisabeth NAAMAR, Catherine LARGUIER, Ysabelle CASTOR, Corinne RAVAUD, Nordine SEKARNA, Jean-Régis MASSON, Jérôme MEYNIER, Cyril LAURENT, Lysiane GUY, Christelle LOZANO, Karine MONTENEZ, Angélique PEIRETTI-GARNIER, Guilhem LEMARIE, Arnaud BORD, Méryl DEBIERRE, Lucas CELESTE

POUVOIRS :

Aurélie GENOLHER pouvoir à Marielle VIGNE, Jean-Luc GIBELIN pouvoir à Lysiane GUY, Julien HEDDEBAUT pouvoir à Christophe RIVENQ, Alain GIOVINAZZO pouvoir à Pascal MILESI, Guy CHERON pouvoir à René MEURTIN, Fabien FIARD pouvoir à Rémy BOUET, François SELLE pouvoir à Jacques PEPIN, Alain BENSAKOUN pouvoir à Catherine LARGUIER, Soraya HAOUES pouvoir à Meryl DEBIERRE, Fabienne FAGES-DROIN pouvoir à Marc BENOIT, Laurent RICOME pouvoir à Ysabelle CASTOR, Céline FONTBONNE pouvoir à Jean-Charles BENEZET

ABSENTS EXCUSÉS :

Michel RUAS, Thierry BAZALGETTE, Frédéric ITIER, Jean-Jacques VIDAL, Jérôme VIC, Johanna HUGUET, Henri CROS, Adrien CHAPON, Monique CRESPON-LHERISSON, Roseline BOUSSAC, William MALVELLE, Jean-Claude ROUILLON

Objet : Mandat donné au Sitom Sud Gard pour conclure la convention avec les éco-organismes agréés de la filière REP PMCB

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 541-7-2, L. 541-10 à L. 541-10-8, L. 541-10-23, L. 541-13 et L. 593-2, ainsi que la section 8 du chapitre I et la section 19 du chapitre III du titre IV du livre V de sa partie réglementaire,

Envoyé en préfecture le 18/10/2023
Reçu en préfecture le 18/10/2023
Publié le 18/10/2023
ID : 030-200066918-20231012-C2023_04_26-DE

Vu la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC),

Vu l'arrêté préfectoral n°30-2021-10-13-00110 du 13 octobre 2021 portant modification des compétences de la Communauté Alès Agglomération et adoption des statuts,

Vu le décret n°2021-1941 du 31 décembre 2021 relatif à la responsabilité élargie des producteurs pour les produits et les matériaux de construction du secteur du bâtiment,

Vu l'arrêté du 10 juin 2022 portant cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment,

Considérant que le Sitom Sud Gard nous informe que le contrat type relatif à la filière Responsabilité Elargie des Producteurs (REP) pour les déchets issus des Produits et des Matériaux de la Construction et du Bâtiment (PMCB), est paru au mois d'août 2023, pour un démarrage prévisionnel du contrat au 1er janvier 2024,

Considérant que ce contrat a pour objet de régir les relations entre les Eco-organismes signataires et la Collectivité qui assure la reprise des Déchets issus des PMCB dans le cadre du service public de gestion des déchets. Il intervient dans le cadre des obligations qui pèsent sur les metteurs sur le marché de ces produits et matériaux, à l'égard de la Collectivité,

Considérant pour Alès Agglomération l'intérêt environnemental et financier de contractualiser avec les éco-organismes,

Considérant la nouvelle politique de gestion et valorisation des déchets engagée par Alès Agglomération,

Considérant qu'Alès Agglomération exerce la compétence collecte et qu'Alès Agglomération est adhérente au Sitom Sud Gard,

Considérant que le Sitom Sud Gard, en charge de la compétence de traitement, prévoit à terme de signer le contrat et ses annexes avec les éco-organismes gestionnaires de cette filière, de manière globale pour ses membres

Considérant la nécessité pour les EPCI de collecte de mandater le Sitom Sud Gard en vue de la signature de la convention avec les éco-organismes agréés de la filière REP PMCB,

Considérant que cette contractualisation concernera la déchèterie sise sur la commune de Saint Césaire de Gauzignan,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

De mandater le Sitom Sud Gard pour signer la convention et ses annexes avec les éco-organismes agréés de la filière REP PMCB, afin que la déchèterie de Saint Césaire de Gauzignan, puisse être intégrée dans la convention à intervenir entre le SITOM Sud Gard et les éco-organismes.

Votants : 99
Pour : 99 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ

ALÈS AGGLOMÉRATION 836

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération (étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr